

# Histoire politique du Valais sous la République helvétique (1798-1802)

Michel SALAMIN

## Avant-propos

L'histoire du régime helvétique en Valais n'a pas, jusqu'à présent, fait l'objet d'une étude systématique.

Dans les *Actensammlung aus der Zeit der helvetischen Republik*, Johannes Strickler a recueilli, dans les dépôts des archives fédérales, à Berne, une volumineuse correspondance qui intéresse le Valais. Encore toutes les pièces ne sont-elles pas reproduites, ni même analysées ; bien plus, Strickler n'a pas exploité les ressources des archives cantonales du Valais, à Sion. Pourtant, quelque graves que soient les lacunes de cette publication, elle n'en constitue pas moins la source de documents la plus importante que l'on possède pour l'histoire générale de cette époque.

Les documents valaisans publiés sont plus rares. L'ouvrage de Louis Ribordy, *Documents pour servir à l'histoire contemporaine du Valais*, explique surtout, mais incomplètement d'ailleurs, les épisodes militaires. En 1890 paraissent, publiés par le chanoine Grenat, les *Mémoires historiques sur l'occupation militaire du Valais par le général Turreau*. Rédigés par le préfet national Charles-Emmanuel de Rivaz, ils constituent un guide très sûr pour l'étude de cette période agitée qui s'étend de novembre 1801 au mois d'août 1802.

Les histoires du Valais sont plus nombreuses, mais très imparfaites. Le chanoine Boccard, en 1844, et le Père Furrer, en 1850, faute de documents, se bornent à l'étude de l'aspect militaire de cette époque. Gay, en 1903, se contente de suivre leur exemple. Pourtant, les premiers volumes de Strickler publiés dès 1887 lui étaient accessibles. Dans son *Histoire moderne du Valais*

de 1536 à 1815, le chanoine Grenat consacre quelques chapitres à l'Helvétique. Il y relate aussi surtout les événements militaires et, quand il aborde les questions politiques, il le fait avec une malheureuse partialité.

Depuis la parution de l'œuvre de Grenat, seules quelques études de détail ont été publiées sur cette époque. Encore toutes ne sont-elles pas valables. Leurs auteurs, en effet, n'ont pas suffisamment compris la politique de la France et celle de la Suisse à l'égard du Valais durant les années du Directoire et du Consulat.

Plusieurs raisons ont pu retenir les historiens valaisans d'entreprendre l'étude détaillée de cette période. Deux au moins ne sont pas à négliger : l'état des sources et la complexité des problèmes.

Les sources sont tout à la fois très abondantes et malheureusement incomplètes dans bien des cas. Epoque de changement absolu dans l'organisation du régime politique, la période helvétique se caractérise par l'abondance de la législation. A l'instar des hommes de la Révolution française, les représentants au Grand Conseil et au Sénat helvétiques rivalisent d'ardeur dans leur manie de légiférer. Ayant fait table rase du passé, ne doivent-ils pas construire une cité nouvelle ? Tous les aspects de celle-ci les intéressent. Aborde-t-on l'économie : on établit un nouveau système de poids et de mesures ; on adopte un système monétaire qui met de l'ordre dans la complexité des monnaies en cours ; on édicte des prescriptions sur la vente des grains, des produits fabriqués tels que la soie, les toiles, sur la vente du sel que l'on institue en régie nationale ; on décrète le rachat des dîmes et des cens. Sur le plan financier, les Conseils législatifs arrêtent un nouveau système d'impôts, organisent leur rentrée et s'efforcent à maintes reprises de fixer des salaires convenables au nombre impressionnant de fonctionnaires émergeant au budget de l'Etat central. Sur le plan culturel, le ministre Stapfer tente, mais en vain, de créer une Université helvétique. Il réussit cependant à réorganiser l'enseignement primaire. Affaire d'Eglise jusqu'en 1798, soit parce que les gens d'Eglise avaient fondé les écoles dans lesquelles ils enseignaient, soit parce que l'autorité ecclésiastique avait un absolu contrôle sur l'enseignement élémentaire, l'instruction primaire et même classique devient alors affaire d'Etat. L'organisation militaire prend également corps dès cette époque. Les contingents cantonaux font place à une milice helvétique. De là, une nouvelle abondance de lois, de proclamations et d'arrêtés relatifs à la constitution de cette troupe, à son organisation, à la poursuite des déserteurs et à tous les problèmes d'administration militaire. Mais tout ceci n'est que peu de chose face à l'organisation politique de la République : division du pays ; nature du gouvernement central ; sa représentation dans les préfectures ou cantons et dans les communes ; maintien de la commune bourgeoise à côté de la nouvelle commune politique municipale.

L'application de ces lois, de ces arrêtés, de ces règlements provoque un échange énorme de correspondance. Il l'est d'autant plus que les nombreux renversements de majorité en faveur, tantôt des fédéralistes, tantôt des unitaires, modifient régulièrement la nature de l'organisation politique du pays et, à un degré moindre, les conceptions des dirigeants sur l'organisation économique et culturelle de la République. Départements entre eux, départe-



ments avec les autorités cantonales, celles-ci avec leurs représentants dans les districts, sans cesse on constate dans tous les organismes politiques le même souci de minutie, la même ardeur à organiser intégralement le nouveau régime. De là, des demandes de renseignements, des précisions données, des explications fournies, des considérations apportées qui toutes ensemble constituent une masse considérable de documents pour l'étude de la période helvétique.

La dépendance de la Suisse envers la France, les négociations sans fin que les deux gouvernements entretiennent au sujet du Valais, au sujet de l'organisation constitutionnelle ou de la délimitation des frontières de l'Helvétie contribuent pour une large part à amplifier le volume déjà impressionnant de la correspondance helvétique.

Et pourtant les documents sont malheureusement incomplets, voire même inexistants pour l'étude de certains aspects du régime helvétique. Rares sont les renseignements que l'on trouve relatifs à l'établissement des autorités municipales et bourgeoises et à leur activité politique et surtout économique. Peu de renseignements aussi sur la personnalité de la majorité des fonctionnaires du nouveau gouvernement. Point de données même — pour ce qui a trait au Valais — sur certaines périodes. Signalons seulement que le nouveau régime s'établit durant la première quinzaine du mois d'avril 1798 et que les archives de la Chambre administrative ne possèdent pas de documents datés des mois d'avril et de mai, et que la correspondance du préfet national ne débute qu'au mois de juillet 1798.

Prenons maintenant l'autre extrémité de cette période. Nous ne sommes guère avantagés non plus. La correspondance des autorités d'organisation militaire créées par le général Turreau manque presque complètement. Celle que les autorités constitutionnelles échangent alors est parcimonieuse ; de plus elle traite presque uniquement des questions politiques.

Entre ces deux dates, que d'inégalités aussi, soit dans l'abondance, soit dans la matière traitée. L'insurrection de 1799 et les troubles qui s'en suivirent nous privent de renseignements politiques et administratifs alors qu'ils fournissent une abondante documentation militaire. Les réquisitions effectuées en Valais par les troupes françaises en 1800 et 1801 nous permettent d'étudier la misère matérielle du pays mais nous privent de données relatives à son organisation politique. Puis, les négociations franco-suissees concernant, soit la rive gauche du Rhône, soit l'ensemble du Valais, concentrent sur leur objet le contenu de presque toute la correspondance échangée entre les autorités gouvernementales et valaisannes.

Autre source de difficulté : la complexité des problèmes que soulève l'étude du régime helvétique. Toutes les questions économiques, culturelles, militaires et administratives sont liées au problème épineux et constamment insoluble de la perception des impôts. Veut-on développer l'enseignement primaire et supérieur, on ne trouve pas d'argent pour rémunérer les instituteurs et les professeurs. Décide-t-on l'abolition des différentes tenures féodales, on ne possède pas les fonds nécessaires à leur rachat. Bien plus même, le gouvernement central ne peut guère compter sur le dévouement des fonctionnaires — surtout sur ceux d'un rang subalterne — qu'il est dans

l'impossibilité de salarier convenablement. Autre aspect encore de cette complexité : les modifications constitutionnelles qu'apportent tour à tour les unitaires et les fédéralistes varient au gré des désirs du gouvernement français. Révolutions, coups d'Etat, organisation politique diverse selon le parti au pouvoir, autant d'épisodes politiques que dirige la France, tantôt ouvertement, tantôt en sous-main. L'Autriche, la Russie et la Prusse ne restent pas indifférentes face à ces modifications. De là les pressions qu'elles exercent à leur tour sur les hommes politiques helvétiques.

Il peut dès lors paraître téméraire de vouloir étudier la vie du régime helvétique, ne fût-ce que dans un seul canton de la République une et indivisible. Notre but n'est certes pas d'aborder et de résoudre tous les problèmes que présente une telle étude. L'objet de ce travail est plus modeste. Il veut simplement fixer les étapes maîtresses de la vie helvétique en Valais. Il est nécessaire, pour les rencontrer au fur et à mesure de leur avènement, de passer successivement du plan politique au plan économique et de se plonger ensuite dans les arcanes des négociations diplomatiques dont il importe de marquer les étapes importantes afin de montrer la ligne de force de l'expérience helvétique. Cette ligne de force est marquée de l'empreinte de la volonté du gouvernement français. Elle détermine de 1797 à 1810, et même jusqu'à l'écroulement de l'empire napoléonien, l'existence politique du Valais.

Nous pencher tour à tour sur des problèmes d'organisation politique, d'économie, de négociations diplomatiques et d'analyses de l'esprit public pourrait à d'aucuns paraître incohérent. Nous aurions pu assurément nous cantonner à l'étude des institutions politiques et à celle de leur développement historique. Mais il aurait fallu néanmoins aborder des problèmes de politique franco-helvétique qui, placés hors de leur cadre, auraient paru peu compréhensibles au lecteur. L'étude des problèmes économiques tels que ceux de l'établissement et de la perception des impôts, ceux de l'importation et de la vente du sel, ceux de l'abolition des charges féodales et de leur rachat n'aurait pas été dépourvue d'intérêt non plus. Mais il leur aurait manqué une assise solide sans laquelle leur étude n'aurait pas été valable : l'histoire politique de la période helvétique et, pour les deux derniers objets au moins, celle de la République indépendante du Valais.

\* \* \*

De nombreuses personnes rompues au métier d'historien ne nous ont ménagé, ni leur concours, ni leurs conseils judicieux. Nous leur devons, pour l'aide qu'elles nous ont prodiguée, une reconnaissance sincère. L'hommage de ces sentiments, nous le devons particulièrement à notre professeur, M. Gaston Castella, dont la compétence et la générosité nous ont constamment encouragé, éclairé et soutenu ; à MM. André Donnet, archiviste cantonal du Valais, et Grégoire Ghika, archiviste adjoint, à Sion, qui, avec tant de désintéressement, nous ont fourni une aide efficace. Nous devons enfin cet hommage à tous ceux qui, à des titres divers, nous ont témoigné de la sympathie dans l'élaboration de ce travail.

# Sources et bibliographie

## I. Sources manuscrites

Sion, Archives d'Etat, fonds de l'Helvétique (H).

- H 1 – H 16, Correspondance de la Chambre administrative, juin 1798 – 24 janvier 1802, 16 vol. in-folio.
- H 17, Registre de la correspondance du général Mainoni, du 9 février 1800 au 25 avril 1800, au quartier général, à Sion, 1 vol. in-folio, copies de 1900 environ.
- H 18 – H 19, Lois, arrêtés, proclamations (1798–1800) et correspondance adressée au tribunal cantonal (1798–1800), 1 carton.
- H 21, Correspondance relative au passage des troupes françaises par le St-Bernard, 1 vol. in-folio.
- H 22 – H 23, Correspondance des autorités législatives et exécutives (intérieur, justice, militaire, finances), 2 cartons.
- H 29 bis – H 36, Correspondance du préfet national, du 16 juillet 1798 au 14 septembre 1802, minutes, 8 vol. in-folio, 5481 pages, 7133 lettres.
- H 37 – H 39, Registre des lettres ministérielles et Journal du préfet national, 3 vol. in-folio.
- H 40, Correspondance et comptes concernant les dons et collectes faits pour les districts du Haut-Valais dévastés par la guerre, 1 carton.

Sion, Archives d'Etat, fonds de Rivaz (Rz).

Les pièces (proclamations, notes, mémoires, etc.) de ce fonds seront décrites en notes, quand elles seront utilisées.

- Cart. 48, Lettres adressées à Ch.-E. de Rivaz et à d'autres membres de la famille par des cousins, sœurs, mère, etc., 23 fasc., 713 lettres.
- Cart. 49, Lettres écrites à Ch.-E. de Rivaz par divers parents, amis et connaissances, 39 fasc., 654 lettres.
- Cart. 55, Lettres écrites à Ch.-E. de Rivaz par divers amis et connaissances, 70 fasc., 534 lettres.
- Cart. 57, Lettres écrites à Ch.-E. de Rivaz comme préfet national par les autorités valaisannes et helvétiques, 20 fasc., 381 lettres.
- Cart. 58, Lettres écrites à Ch.-E. de Rivaz par des amis, connaissances et autorités valaisannes, 30 fasc., 296 lettres.
- Cart. 72, Evénements politiques 1798 – 1802 (registres, nominations, mémoires, notes relatives à l'occupation du Valais par Turreau, etc.), 35 fasc.

- Cart. 73, Événements politiques 1798–1802 (Notes sur divers événements passés en Valais sous le régime helvétique), 29 fasc.
- Cart. 74, Événements politiques 1798–1803 (Notes sur l'établissement du régime helvétique, sur les insurrections de 1798 et de 1799, extraits de lois helvétiques, etc.), 24 fasc.
- Cart. 75, Événements politiques 1798–1806 (Lettres et mémoires de la Chambre administrative adressés aux autorités helvétiques, arrêtés et proclamations de la Chambre administrative, notes et correspondance relatives aux troubles survenus en Valais de 1798 à 1802, etc.), 17 fasc.
- Cart. 79, Événements politiques 1802–1816 (Pièces relatives à l'indépendance du Valais et à la situation politique durant cette période), 10 fasc.
- Cart. 86, Lettres écrites à Charles-Emmanuel de Rivaz et à Pittier par diverses personnes, 11 fasc., 428 lettres.
- Vol. 63, Anne-Joseph de Rivaz, *Mémoires historiques sur les révolutions et les événements arrivés en Valais depuis 1798*, ms. 28 X 37 cm., 423 pages écrites, table des matières à la page 491.
- Vol 76, recueil in-folio de diverses pièces authentiques sur les actes passés en Valais par le général Turreau ou ses agents, du 21 novembre 1801 au 25 août 1802.
- Vol. 77 et 78, Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires historiques sur l'occupation militaire du Valais par le général Turreau*, ms. 19 X 30 cm., 1<sup>er</sup> vol., 370 pages ; 2<sup>e</sup> vol., 342 pages ; table des matières à la fin du second volume.

Sion, Archives d'Etat, fonds Augustin de Riedmatten.

- R, 2/1 et 2/2, *Registre et protocole des lettres du commissaire du canton du Valais*, vol. 1, ms., 20 X 33 cm., 230 fol. ; vol. 2, ms., 20 X 32 cm., 494 pages.

Berne, Archives fédérales, fonds de l'Helvétique.

- Vol. 257, 895, 897, 898 de la correspondance diplomatique.

St-Maurice, Archives communales, litt. B.

Monthey, Archives communales, litt. F.

Riddes, Archives communales, F 2, litt. K.

## II. Sources imprimées

### Textes officiels :

- *Bulletin des lois et décrets du Corps législatif avec les arrêts et proclamations du Directoire exécutif de la République helvétique*, 1798–1800, 9 vol.
- *Bulletin officiel du Directoire helvétique et des autorités du canton du Léman*, 1798–1800, 15 vol.
- *Bulletin des lois et décrets du Corps législatif de la République*, 1798–1800.

### Recueils de textes

- Johannes Strickler, *Actensammlung aus der Zeit der helvetischen Republik*, t. I-XI, 1887–1911, 11 vol.
- Alfred Rufer, *Actensammlung aus der Zeit der helvetischen Republik*, Fribourg, t. XII-XIII, 1940–1947, 2 vol.

- Emile Dunant, *Les relations diplomatiques de la France et de la République helvétique, 1798–1803*, dans *Quellen für schweizer Geschichte*, t. 19, Basel, 1901.
- M. von Stürler, *Aktenstücke zur Geschichte der französischen Invasion im Jahre 1798*, dans *Archiv für schweizerische Geschichte*, t. XVI, Zurich, 1868.
- M. von Stürler, *Correspondenz des Generals Brune, Oberbefehlshaber der französischen Armee in der Schweiz, vom 5. Februar bis zum 28. März 1798*, dans *Archiv für schweizerische Geschichte*, t. XII, Zurich, 1858.
- *Correspondance de Napoléon 1<sup>er</sup>*, publiée par ordre de l'empereur Napoléon III, Paris, t. 1–32, 1858–1870, 32 vol.

#### Périodiques

- *Le Nouvelliste Vaudois*, 1798–1802.
- *La Gazette de Berne*, 1797.

### III. Ouvrages d'histoire générale

- Frédéric Barbey, *La route du Simplon*, Genève, 1906, 157 p. ill.
- Edouard Gachot, *La campagne d'Helvétie, 1799*, Paris et Lausanne, 1904, 570 p., ill., cartes, plans.
- Pierre Gaxotte, *La Révolution française*, éd. revue et augmentée, Paris, 1947, 501 p.
- Jacques Godechot, *Les commissaires aux armées sous le Directoire*, t. 2, Paris, 1937, 438 p.
- Raymond Guyot, *Le Directoire et la paix de l'Europe*, Paris, 1911, 956 p.
- C. Hilty, *Les constitutions fédérales de la Confédération suisse*, Neuchâtel, 1891, 479 p.
- Georges Lefèbvre, *La Révolution française*, nouv. éd., Paris, 1951, 674 p. (Coll. Peuples et Civilisations, vol. XIII).
- Georges Lefèbvre, *Le Directoire*, Paris, 1950, 198 p., (coll. Armand Colin).
- G. Six, *Dictionnaire biographique des généraux et amiraux français de la Révolution et de l'Empire (1792–1814)*, Paris, 1934, 2 vol.
- Albert Sorel, *L'Europe et la Révolution française*, Paris, 1885–1905, 8 vol., t. 5, *Bonaparte et le Directoire, 1795–1799*, 346 p.
- A. Thiers, *Histoire de la Révolution française*, t. 2, Bruxelles, 1838, 800 p.
- Antoine Tillier, *Histoire de la République helvétique depuis sa fondation en 1798 jusqu'à sa dissolution en 1803*, traduction de A. Cramer, 2 vol., Genève et Paris, 1846, 325 et 338 p.
- Louis Villat, *La Révolution et l'Empire*, 2 vol., t. 1, *Les assemblées révolutionnaires, 1789–1799*, Paris, 3<sup>e</sup> éd., 1947, LXXII + 424 p. (Coll. Clio, vol. VIII).

### IV. Ouvrages et articles d'histoire valaisanne

- Albert Amy, *Napoléon 1<sup>er</sup> et le canton du Valais*, dans *Echos de St-Maurice*, 1938, pp. 81–88 ; 131–136 ; 161–167.
- *Armorial Valaisan*, Zurich, 1942.

- Louis Boucard, *L'école primaire valaisanne à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et son histoire de 1798 à 1830*, St-Maurice, 1938, XVI + 394 p.
- Edouard Chapuisat, *Au quartier général à Sierre (1799–1800), Documents relatifs à l'occupation du Valais*, dans *La Révolution française*, 1908, pp. 431–464.
- E. Donnet, *Barthélemy Guillot, 1754–1835*, dans *Ann. Val.*, 2<sup>e</sup> S., t. 5 (1943–1945), pp. 17–24.
- Pierre-Antoine Grenat, *Histoire moderne du Valais de 1536 à 1815*, Genève, 1904, XII + 645 p.
- D. Imesch, *Die Kämpfe der Walliser gegen die Franzosen in den Jahren 1798 und 1799*, Sitten, 1899, XI + 151 p.
- Eugène Mottaz, *Les premiers jours de l'expédition en Valais en 1798*, dans *Revue historique vaudoise*, 1895, pp. 1–13 ; 33–46 ; 65–74 ; 97–107.
- Oscar Perrollaz, *Beiträge zur Geschichte des Überganges Napoleons über den Grossen St. Bernhard*, dans *BWG*, Bd. II, 1901, pp. 305–378.
- Oscar Perrollaz, *Die Abtretung des linken Rhoneufers an Frankreich 1800–1802*, dans *BWG*, Bd. III, 1907, pp. 34–63.
- Louis Ribordy, *Documents pour servir à l'histoire contemporaine du canton du Valais*, Sion, 1885, 410 p.
- Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires historiques sur l'occupation militaire du Valais par le général Turreau*, publiés par Grenat, Sion, 1890, IV + III + 384 p.
- Alfred Rufer, *Les deux projets de constitution de 1798 pour la République du Valais*, dans *Vallesia*, t. VIII, 1953, pp. 193–210.
- Michel Salamin, *Pierre-Joseph de Chastonay et l'insurrection de 1799*, dans *Annales Valaisannes*, 2<sup>e</sup> S., t. 9, pp. 241–270.
- Michel Salamin, *Monthey sous l'occupation militaire du général Turreau (novembre 1801 – août 1802)*, dans *Ann. Val.*, 2<sup>e</sup> S., t. 8 (1952–1953), pp. 203–222.

# Abréviations

## I. Archives et fonds

AF = Archives fédérales, à Berne.

AV = Archives d'Etat, à Sion.

Rz = Fonds de Rivaz, aux AV.

## II. Manuscrits

- Anne-Joseph de Rivaz, *Mémoires* = Mémoires historiques sur les révolutions et les événements arrivés en Valais depuis 1798 (AV, Rz, vol. 63).
- *Journal I* = Journal tenu par le préfet du canton du Valais depuis le 16 juillet 1798, jour de son installation, jusqu'au 12 juillet 1799 (AV, H 37).
- *Journal II* = Journal tenu par le préfet du canton du Valais, second volume commençant au 13 juillet 1799 et finissant au 27 février 1800 (AV, H 38).
- *Lettres et Mémoires* = Lettres et mémoires adressés par la Chambre administrative du canton du Valais aux autorités helvétiques (AV, Rz, 75/7).
- Wild, *Mémoire* = Mémoire sur le canton du Valais concernant son état actuel et les améliorations à y faire, du 30 octobre 1799 (AF, vol. 898, pp. 155-179).
- Wild et de Loës, *Mémoire* = Mémoire sur les causes de l'insurrection du Haut-Valais, sur l'état présent du pays et sur les moyens de le rétablir et d'y ramener l'industrie, du 10 septembre 1799 (AF, vol. 897, pp. 625-632).

## III. Sources imprimées

- *Bull. d. lois et d.* = Bulletin des lois et décrets du Corps législatif de la République helvétique.
- *Bull. d. lois et d. du C. L.* = Bulletin des lois et décrets du Corps législatif avec les arrêts et proclamations du Directoire exécutif de la République helvétique.
- *Correspondance de Napoléon I<sup>er</sup>* = Correspondance de Napoléon I<sup>er</sup> publiée par ordre de Napoléon III.
- Dunant = Les relations diplomatiques de la France et de la République helvétique, 1798–1803.
- *Nouvelliste* = Le Nouvelliste Vaudois.
- Strickler = Actensammlung aus der Zeit der helvetischen Republik.
- Stürler = Actenstücken zur Geschichte der französischen Invasion in die Schweiz im Jahre 1798.

#### IV. Ouvrages

- *Ann. Val.* = Annales Valaisannes, bulletin trimestriel publié par la Société d'Histoire du Valais Romand, Lausanne, etc., dès 1916.
- *Armorial* = Armorial valaisan.
- Barbey = La Route du Simplon.
- *BWG* = Blätter aus der Walliser Geschichte, herausgegeben vom geschichtsforschenden Verein von Oberwallis, Brig, etc., dès 1895.
- Grenat = Histoire moderne du Valais de 1536 à 1815.
- Guyot = Le Directoire et la paix de l'Europe.
- Ribordy = Documents pour servir à l'histoire contemporaine du Valais.
- Tillier = Histoire de la République helvétique depuis sa fondation en 1798 jusqu'à sa dissolution en 1803.
- Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires* = Mémoires historiques sur l'occupation militaire du Valais par le général Turreau.



# Introduction

## LA REPUBLIQUE RHODANIQUE

L'opposition que depuis plusieurs années le Bas-Valais manifestait à l'égard de la suprématie que le Haut-Valais exerçait sur lui depuis 1475, aboutit, le 28 janvier 1798 à la proclamation de l'indépendance du pays par les mandataires des communes bas-valaisannes. Ce mouvement d'émancipation n'est pas l'apanage du Valais. Nombreux sont, dans les pays suisses, les mouvements insurrectionnels qui, de 1790 à 1798, tentent d'assouplir les régimes aristocratiques et de leur donner une tournure plus libérale. Les idées révolutionnaires avaient apporté l'espoir d'une aurore nouvelle aux populations de nombreux cantons et plus particulièrement aux citoyens vaudois, aux sujets de l'évêché de Bâle et à ceux du Bas-Valais.

L'indépendance du Bas-Valais est à peine proclamée que se manifestent des points de vue fort différents quant à l'organisation politique future du pays. Les intérêts du Valais et l'avis des responsables valaisans comptent peu dans la lutte d'influence que se livrent les partisans d'une organisation indépendante ou fédéraliste, et les tenants de l'unitarisme.

Dès que le projet de constitution de Pierre Ochs\* destiné à la future République helvétique est connu en Valais, Mangourit estime que la France doit permettre l'érection du Valais en République indépendante<sup>1</sup>. Le comité de l'Assemblée générale du Bas-Valais, à l'invitation du résident, nomme une commission de trois membres qui élabore un projet de constitution pour le Valais. Elle le remet à Mangourit le 24 février. Mais celui-ci, mécontent et insatisfait, dirige alors la rédaction d'un second projet qui institue la démocratie représentative et qui doit apporter au pays des avantages économiques nombreux. « Mais, dit Rufer<sup>2</sup>, derrière ce but bienfaisant et lointain assigné au nouvel Etat, se cachaient également des vues essentiellement et purement françaises. En imposant au Valais le système représentatif, Mangourit se conformait aux instructions du gouvernement de Paris. Celui-ci s'imaginait que l'identité du régime politique faciliterait l'incorporation du Valais dans le système révolutionnaire. Il espérait qu'il mettrait au pouvoir des hommes libéraux, éclairés et progressistes, et que ceux-ci, pour se maintenir à la

\* Les personnages cités sont identifiés dans l'*Index des noms de personne*, à la fin de l'ouvrage.

<sup>1</sup> A. Rufer, *Les deux projets de constitution de 1798 pour la République du Valais*, dans *Vallesia*, t. VIII, 1953, pp. 193-210.

<sup>2</sup> *Ibidem*, p. 206.

direction des affaires, seraient obligés de s'appuyer sur la République française et de dépendre d'elle. Derrière le nouveau régime se profilait la route du Simplon. »

Malgré les représentations du comité général auquel ce projet ne plaît guère, Mangourit réussit à le faire approuver et expédier à la diète du Haut-Valais qui l'accepte le 13 mars. Trois jours plus tard, ses députés, réunis à ceux du comité général, constitués en « Assemblée représentative provisoire de la République du Valais » décident l'impression du projet dans les deux langues et sa présentation à l'approbation des assemblées primaires.

Si Mangourit a mené si rapidement la transformation du régime politique valaisan, c'est qu'il a senti que la vague de fond unitariste qui soulevait les pays suisses emporterait également le Valais dans son remous. Mettant le Directoire français devant un fait accompli, il espérait que la situation demeurerait inchangée.

Mais pendant que Mangourit se voue à l'organisation du Valais, les partisans d'une République unitaire intriguent à Paris auprès du Directoire exécutif. Le 29 pluviôse VI (17 février 1798), le Directoire écrit au général Brune<sup>3</sup> de faire accepter le projet de constitution helvétique par le Valais. Dix jours plus tard, il lui fait savoir que « le Directoire exécutif est informé... que des observations vous ont été faites par plusieurs patriotes vaudois sur les inconvénients qu'ils trouvent à réunir leur pays aux cantons helvétiques pour ne former avec eux qu'une seule République et qu'un grand nombre de Valaisans ont fait la même observation, pour ce qui les concerne au citoyen Mangourit. Le Directoire exécutif a pesé ces observations et quoiqu'elles ne soient pas sans réplique, il a pensé qu'il ne devait pas insister sur une réunion qui pourrait répugner aux peuples vaudois et valaisans<sup>4</sup>. » Que Brune organise donc pour l'intérêt des Républiques française et cisalpine, le Pays de Vaud, le Valais et les bailliages italiens en une seule république ou en trois républiques confédérées entre elles et alliées à la République française.

C'était aller à l'encontre des vues des unitaires. Frédéric-César de Laharpe ne l'écrit-il pas à Brune le 9 mars : « Veut-il [le Directoire] que le Pays de Vaud, le Valais et les bailliages italiens forment une seule république ou une confédération de trois autres républiques ?... Qu'il daigne nous le faire connaître, mais ce ne serait là qu'une demi-mesure, insuffisante pour la République française et trop peu proportionnée aux grands moyens mis en œuvre pour l'opérer<sup>5</sup>. » Dans sa lettre à Reubell, du 11 mars, Pierre Ochs glisse en post-scriptum l'argument décisif en faveur de l'unité. « On prétend que ce projet est une suite de celui qui établit des communications commerciales et militaires entre la France et la Cisalpine. Mais il n'est pas nécessaire pour cela de détacher le Pays de Vaud et le Valais. Le Directoire n'a qu'à vouloir et ces communications auront lieu<sup>6</sup>. »

Quelles sont donc les visées politiques de la France que ces lignes ne font qu'esquisser ?

<sup>3</sup> Strickler, t. I, p. 218, n° 552.

<sup>4</sup> Strickler, t. I, p. 225, n° 572.

<sup>5</sup> Strickler, t. I, p. 500, n° 1698.

<sup>6</sup> R. Guyot, p. 661.

Après les brillantes victoires de Montenotte, Dego, Millesimo ; après l'encerclement des Piémontais, la défaite des Autrichiens et la conquête de la Lombardie au terme de laquelle Milan se donne « dans une ivresse de triomphe » à l'armée d'Italie ; après l'écrasement successif de quatre nouvelles armées autrichiennes à Castiglione, Arcole et Rivoli, Bonaparte entreprend la réalisation de ses desseins : la création d'une ceinture d'États tampons entre la France d'une part et l'Autriche et les pays allemands d'autre part. Par le traité de Campo-Formio du 17 octobre 1797, l'Autriche reconnaît les Républiques ligurienne et cisalpine soumises au protectorat français. La France obtient en outre les Pays-Bas autrichiens « à perpétuité, en toute souveraineté et propriété, et avec tous les biens territoriaux qui en dépendent », la plus grande partie du territoire rhénan, le Palatinat et la vallée de la Moselle, moyennant restitution à la Prusse des territoires que le traité de Bâle avait placés sous la tutelle française. Bonaparte refait l'Europe sans prendre l'avis du Directoire français qui n'ose protester de peur de se voir couper les vivres. Bonaparte veut bien nourrir le gouvernement, mais il entend aussi que celui-ci accepte l'organisation politique qu'il édifie en Europe. Entre le gouvernement et le général s'établit une étrange association. « Désormais, écrit Pierre Gaxotte, toucher au Directoire, c'est menacer l'indépendance de Bonaparte. Désapprouver les remaniements territoriaux imaginés par Bonaparte, c'est vouloir couper les vivres au Directoire. Bon gré mal gré, Bonaparte devient au moins provisoirement le plus ferme appui du régime qu'il bafoue sans arrêt<sup>7</sup>. »

Mais entre la Manche et l'Adriatique s'ouvre une brèche béante, les pays suisses, alliés certes à la France mais disposés à prêter plus d'attention aux sollicitations de l'Autriche qu'à celles de la France surtout depuis les massacres du 10 août et du 15 septembre 1792. Pour relier la Cisalpine à la France, Bonaparte songe à s'emparer du Valais sinon de la Suisse. Les insinuations de F.-C. de Laharpe et les conseils plus précis de Pierre Ochs ne peuvent que plaire au Directoire. Car plaçant la Suisse sous la tutelle française, le Directoire, qui endosse la politique de Bonaparte, poursuit l'édification du glacis qui doit protéger la France.

Aussi les ordres que le Directoire expédie à Brune, le 15 mars, marquent-ils une orientation nouvelle de la politique française à l'égard de la Suisse. « Des renseignements lui [au Directoire] sont parvenus depuis cet objet important, et il en résulte que si le Directoire exécutif se prêtait à l'idée de séparer ces pays du reste de la Suisse, la malveillance ne manquerait pas d'en abuser pour accréditer le bruit que la République française couve à cet égard quelque arrière-pensée et qu'elle a en vue de réunir tôt ou tard le Pays de Vaud et le Bas-Valais à son territoire. » Après une remarque relative au Pays de Vaud, la lettre poursuit : « Vivement touché de ces motifs, le Directoire vous charge d'annoncer aux habitants des pays dont il est question, que son

<sup>7</sup> Louis Villat, *La Révolution et l'Empire*, t. I, 3<sup>e</sup> éd., Paris, 1947, p. 362. — Pour l'art. 7 du traité de Campo-Formio, voir *Gazette de Berne*, 1797, Nouvelles politiques et Supplément aux Nouvelles politiques, n° 89, du 8 novembre. — Voir aussi, Pierre Gaxotte, *La Révolution française*, éd. revue et augmentée, Paris, 1947, pp. 460-463.

vœu et leur intérêt exigent qu'ils se confondent dans la République helvétique et que toute la Suisse ne forme plus désormais qu'une seule famille<sup>8</sup>. »

Mais pendant que ces nouveaux ordres s'acheminent vers la Suisse, Brune exécute les directives contenues dans le message du 27 février<sup>9</sup>. Le jour même où l'Assemblée représentative du Valais élit un Directoire exécutif provisoire, Brune lance, le 16 mars, son règlement pour l'organisation de la Rhodanie<sup>10</sup>. Le 19 mars, il l'envoie aux autorités du Haut et du Bas-Valais sachant pertinemment qu'il leur déplaira. Ne l'avoue-t-il pas le lendemain à Mangourit ? : « Je ne puis m'empêcher de plaindre votre pauvre petit Valais qui, animé par vous, s'épanouissait à une petite démocratie. Comment va-t-il prendre tout cela ? J'ai fait ce que j'ai pu pour le consoler ; c'est lui qui donne le nom à la Rhodanie, par le Rhône qui la traverse<sup>11</sup>. »

La déception que ressentent les Valaisans, Brune l'éprouve lui-même le 20 mars à la lecture des ordres directoriaux du 15 mars. « Vous pensez, citoyens Directeurs, que ce n'est pas à moi à opérer aujourd'hui une réunion intégrale que j'ai dû empêcher et que votre volonté à cet égard ne devant recevoir aucune publicité, je n'en pourrais tirer aucune excuse<sup>12</sup>. » Néanmoins, pour se conformer aux ordres de son gouvernement, il enjoint aux autorités valaisannes d'envoyer leurs représentants, non pas à Lausanne, mais à Aarau<sup>13</sup>.

Le Directoire exécutif provisoire du Valais qui, par le résident Mangourit<sup>14</sup>, avait eu connaissance des nouvelles dispositions du gouvernement français, en fait connaître la teneur à l'Assemblée représentative. « Le Directoire a pensé qu'il ne pouvait se dispenser d'agir et de répondre conséquemment aux démarches qu'il a faites directement vis-à-vis du Directoire de la République française et que si celui-ci persiste dans sa détermination à l'égard du Valais, nous devons attendre que la notification nous en soit faite officielle-

<sup>8</sup> M. Stürler, p. 201, n° 137.

<sup>9</sup> Brune divise la Suisse en trois républiques :

a) celle du sud ou Rhodanie avec : Valais, Vaud, Fribourg, Oberland et les bailliages italiens.

b) celle du nord de l'Helvétie avec : Bâle, Argovie, Baden, Berne, Soleure, Schaffhouse, Lucerne, Zurich, Thurgovie, St-Gall, Appenzell et Sargans.

c) celle de l'est ou Tellgovie avec : Zoug, Glaris, Schwyz, Uri et Unterwald.

Cf. R. Guyot, pp. 660-661.

<sup>10</sup> Strickler, t. I, p. 551, n° 1728. — Une copie se trouve aux AV, Rz, cart. 73, fasc. 9, pap. 2.

<sup>11</sup> Strickler, t. I, pp. 520-521, n° 1753. — Le 22 mars, l'Assemblée représentative provisoire arrête : « qu'il serait envoyé une députation à Berne auprès des citoyens résident Mangourit et général en chef Brune pour solliciter leurs bons offices afin de conserver à notre état sa constitution indépendante. » Le Directoire exécutif prie en conséquence l'Assemblée d'autoriser le président du Directoire Sigristen de se charger de cette mission (AV, Rz, cart. 74, fasc. 11, n° 11). Le départ de Sigristen, tombé malade dans la nuit, n'a pas lieu, les deux médecins Rion et Bourgeois s'y étant opposés (*ibidem*, n° 12). Le lendemain, le Directoire propose à l'Assemblée d'envoyer en mission le directeur-suppléant Augustini (*ibidem*, n° 13).

<sup>12</sup> Stürler, *Correspondenz des Generals Brune...*, pp. 397-398, n° 242 : lettre de Brune au Directoire exécutif, du 21 mars 1798.

<sup>13</sup> Strickler, t. I, pp. 532-533 : lettre de Brune au gouvernement du Valais, du 23 mars 1798.

<sup>14</sup> AV, Rz, cart. 74, fasc. 11, n° 14 : lettre de Mangourit au Directoire exécutif provisoire du Valais, du 6 germinal VI (23 mars 1798).

ment afin de faire cesser légalement notre existence en République indépendante que nous n'avons constituée que de l'agrément de la France<sup>15</sup>. »

Puis l'Assemblée élabore une réponse à la lettre de Mangourit du 23 mars. Elle insiste surtout sur le fait que le peuple valaisan ne s'intégrera qu'avec peine à une grande république quand la France avait consenti à ce qu'il forme une république particulière. Et comme l'Assemblée ne veut pas, aux yeux du peuple, passer pour une marionnette que la France mène à son gré, elle achève sa lettre par cette phrase lourde de perspectives sinistres : « Nous avons peine à nous persuader que le Directoire et la Grande Nation n'aient pas égard à nos représentations. Mais en supposant que nous soyons obligés à céder à sa détermination, le Directoire valaisan ne peut l'annoncer aux peuples qu'en leur justifiant d'une réponse officielle de celui de la République française afin de le mettre au-dessus de soupçons populaires qui lui feraient perdre, ainsi qu'à tous ceux qu'il peut employer, l'influence nécessaire pour amener sans convulsion les communes à accéder à ce nouveau plan<sup>16</sup>. » La veille déjà, le général Brune faisait part au Directoire de la répugnance du peuple valaisan pour la forme politique qu'on voulait lui imposer. Mais pourquoi vouloir vaincre cette disposition ? Car l'isolement de ce pays ne pourrait être « en tout cas, une grande faute politique<sup>17</sup>. »

Mangourit abonde dans les idées de Brune et il ne le cache pas à Talleyrand. « Le résident pense qu'en intimidant les Valaisans on peut effectuer leur réunion à l'Helvétie ; mais il croit plus politique et plus généreux de les laisser, selon leur vœu, former une République indépendante que la faiblesse attachera nécessairement à la France ; qu'ainsi le Directoire exécutif se réservera une communication libre avec les Grisons, l'Italie et la Cisalpine, et ôtera aux deux Républiques cisalpine et helvétique un point de contact qui pourrait un jour favoriser leurs mauvais desseins contre la France, surtout dans l'hypothèse de leur coalition avec l'empereur<sup>18</sup>. »

Mais c'est en vain que Brune et Mangourit prennent la défense des intérêts valaisans. Car le 17 déjà, Talleyrand donne l'assurance à Pierre Ochs, inquiet du projet tripartite de Brune, que le Directoire français ne cesserait de demander l'acceptation intégrale de la constitution helvétique. A cet effet il nomme Le Carlier commissaire du gouvernement près l'armée française en Suisse<sup>19</sup> et il exige que Mengaud et Mangourit se conforment aux instructions de Le Carlier qui, le 28 mars, lancera sa proclamation — acte initial de la réorganisation de la Suisse sur les bases de la démocratie représentative — au terme de laquelle les cantons accepteront la constitution de Pierre Ochs<sup>20</sup>.

Et la députation que le Directoire exécutif provisoire du Valais se décide d'envoyer à Berne pour protester contre le sort nouveau qu'on réserve au pays est d'avance vouée à n'enregistrer que des échecs.

<sup>15</sup> *Ibidem*, lettre du Directoire exécutif provisoire à l'Assemblée représentative provisoire, du 26 mars 1798, copie.

<sup>16</sup> *Ibidem*, lettre de l'Assemblée provisoire à Mangourit, du 26 mars 1798, minute.

<sup>17</sup> Strickler, t. I, p. 536, n° 1799, lettre de Brune au Directoire, du 25 mars 1798.

<sup>18</sup> Emile Dunant, pp. 44-45, n° 155.

<sup>19</sup> Dunant, p. 8, n° 24 : arrêté du Directoire exécutif du 28 ventôse VI (18 mars 1798).

<sup>20</sup> Strickler, t. I, pp. 559-560.

## Première partie

# L'établissement du régime helvétique

### CHAPITRE PREMIER

#### LES PRODROMES DE L'INSTALLATION DU REGIME NOUVEAU

Dès que l'Assemblée représentative provisoire reçoit la lettre que Mangourit lui a expédiée le 23, elle applique le décret qu'elle avait pris, le 22, d'envoyer, à Berne, une députation auprès de Mangourit et de Brune. Composée de Pierre-Joseph de Riedmatten<sup>1</sup>, d'Antoine-Marie Augustini<sup>2</sup> et de Jacques de Quartéry<sup>3</sup>, la délégation quitte Saint-Maurice le 24 mars 1798 à 11 h. pour parvenir à Berne le lendemain à 13 h. Quatre heures plus tard, elle est reçue en audience par Mangourit qui la présente au général. P.-J. de Riedmatten expose que le Valais espère obtenir de la France la faveur d'opter encore librement, ou de s'ériger en république indépendante, alliée de la République helvétique pour la défense commune, ou de s'unir à la République helvétique comme le projet de constitution le prévoit. Le général répond avec affabilité qu'il ne convient pas au Valais de rester isolé puisque les frais qui en résulteraient pour lui seraient plus élevés que s'il faisait partie intégrante de la République helvétique. Pourtant, si le Valais désire absolument demeurer indépendant, il faut que ses députés se rendent à Paris, pour obtenir du Directoire l'autorisation de conserver son entière souveraineté.

<sup>1</sup> Pierre-Joseph de Riedmatten, bourgmestre de Sion, président de l'Assemblée représentative provisoire, est nommé président de la députation valaisanne à Berne. Aux AV, Rz, cart. 74, fasc. 11, n° 15 se trouve la relation du voyage de cette députation.

<sup>2</sup> Il est membre suppléant du Directoire exécutif provisoire (*ibidem*).

<sup>3</sup> Il est membre de l'Assemblée représentative provisoire (*ibidem*).

Après délibération, la députation conclut que l'union du Valais aux autres cantons suisses lui serait avantageuse, que son départ pour Paris ne peut pas s'effectuer puisqu'elle ne connaît pas la volonté du peuple valaisan et puisque les négociations doivent être suspendues pour permettre aux députés du Valais d'obtenir de nouveaux ordres de leurs commettants. Le lendemain, à 8 h., la députation se présente chez Mangourit à qui elle fait part de ses conclusions. Le résident français les approuve et lui annonce la venue de Le Carlier. Au cours d'une brève conférence on décide que « la députation se retirerait par devers le Directoire valaisan, lui rendrait compte de l'état des choses pour que le peuple valaisan pût être consulté » sur son existence politique future. A 13 h., la députation quitte Berne pour St-Maurice. Sur le chemin du retour, elle passe à Neuenegg où le spectacle de la désolation et de la misère l'encourage à recommander à ses commettants d'opter pour la République helvétique<sup>4</sup>.

Le 29, de Riedmatten, Augustini et de Quartéry remettent à l'Assemblée représentative le procès-verbal de leur mission.

Le lendemain, l'Assemblée édicte une loi qui charge le Directoire exécutif de convoquer les assemblées de communes pour qu'elles décident de l'avenir politique du Valais. Voici le texte de la loi :

« Le Directoire exécutif sera chargé d'envoyer au plus tôt aux communes des lettres de convocation afin qu'elles puissent être assemblées le mercredi [4] avril prochain et émettre le même jour leur vœu de réunion à la République helvétique une et indivisible ou d'indépendance du peuple valaisan. Il donnera à son messenger l'ordre de prendre, en descendant, la réponse des dizains de Conches jusqu'à Sion inclus, afin qu'elles puissent être remises à la poste pour arriver par le courrier de vendredi. Les communes d'Entremont, de la plaine et du reste du pays feront aussi parvenir les leurs par le même courrier de vendredi avant Pâques. L'ordre de convocation sera accompagné d'une copie de la relation faite par les députés à Berne et d'une lettre en forme d'instruction expliquant les motifs pour et contre la dite réunion<sup>5</sup>. »

Dans sa lettre circulaire aux dizains souverains, le Directoire exécutif expose la situation politique, délimite le sujet des délibérations des communes et, afin d'exécuter les ordres de l'Assemblée représentative, expose les raisons qui militent en faveur de l'accession du Valais à la République helvétique et celles qui justifient la conservation de l'indépendance.

*« Motifs pour la conservation de l'indépendance valaisanne et donc contre la réunion avec la République helvétique. »*

1) » Si la République valaisanne fait une république à part, elle a la faculté de se choisir ses législateurs parmi ses concitoyens qui méritent sa confiance, qui connaissent le pays, les caractères, les passions, les besoins, même la pauvreté d'une grande partie de ses habitants ; des législateurs enfin qui vivent parmi eux et auxquels on pourrait faire des reproches proportionnés en cas de législation indiscrete. Mais si par contre le Valais accède à la

<sup>4</sup> *Ibidem* et AV, H 22, fasc. 5, n° 7.

<sup>5</sup> AV, H 22, fasc. 1, n° 5.



grande République helvétique, il a le droit et il doit nommer douze membres à l'assemblée législative. Mais 12 parmi 264 membres se flatteront rarement de la pluralité en leur faveur et en ce cas les lois du peuple valaisan seraient portées en quelque façon par des commerçants, des citoyens, même par des personnes d'une autre religion contre des simples paysans montagnards et catholiques.

2) » Le Valais est par sa situation et simplicité un pays isolé, ses habitants, en grande partie, sont des laboureurs et des pasteurs. Comment ceux-là s'accorderont-ils sur la même loi avec des citoyens éclairés ?

3) » Si le Valais se réunit à la République helvétique, les contributions de l'Etat seront déterminées par l'Assemblée législative et elles peuvent devenir exorbitantes sans que le Valais puisse les empêcher. Au contraire, il serait tenu de supporter sa part.

4) » Si le Valais continue comme jusqu'à présent d'être une république à part, alliée avec le Corps helvétique (comme il en est dit dans le projet de constitution de la République valaisanne) <sup>6</sup>, sans doute la République helvétique sera tenue à la dépense de toutes ses forces, tout comme si elle faisait partie intégrante de la République helvétique. »

*« Motifs pour la réunion du Valais avec la République helvétique une et indivisible. »*

1) » Quand le Valais ferait partie intégrante de la République helvétique, il n'y aurait rien à craindre des lois d'icelle. Les petits cantons catholiques sont dans le même cas que lui, ont les mêmes besoins, la même simplicité des mœurs, le même amour de la religion et le même esprit d'économie. Les citoyens riches viennent de faire des textes et beaucoup de laboureurs et simples citoyens entrent dans la place de ceux qui ne connaissent pas la pauvreté et les besoins du paysan.

» Grâce au Seigneur ! La religion des Helvétiens est encore trop forte, leur probité, trop connue, et leur réputation leur est trop chère pour que la pluralité d'une assemblée législative helvétique se rende coupable d'une loi injuste afin d'opprimer les pauvres et l'innocent et pour qu'il veuille le déshonorer aux yeux de l'univers. En tout cas la constitution allemande [celle de Pierre Ochs] a obvié à ce danger lorsqu'elle a ordonné que tous les ans une partie des membres de l'assemblée législative change : par ce moyen un législateur qui s'oublierait à ce point-là n'y resterait du moins pas longtemps.

2) » D'après cela on doit croire qu'on portera des lois analogues à tous les états et dans le cas des lois mal portées, leurs corrections peuvent et doivent être demandées.

<sup>6</sup> « La République valaisanne est indivisiblement unie à la République helvétique en ce qui concerne la défense commune ; et de ce moment elle se regarde comme alliée de fait et de sentiment avec la République française, le peuple vaudois et la République cisalpine » (AV, Rz, cart. 75, fasc. 13, art. 3).



3) » On est forcé de croire que les tailles de la République helvétique ne seront jamais considérables, puisque les biens des Etats des 22 cantons, les péages et les revenus d'iceux doivent faire un montant suffisant pour fournir aux frais du gouvernement.

» Sans doute si la solde des troupes françaises qui sont en Suisse était à la charge de la République helvétique, cet objet seul coûterait beaucoup ; mais l'équité paraît exiger que le Valais qui n'a point pris part à cette guerre, soit aussi exempt de prendre part à ces frais-là.

4) » La situation du Valais avantageuse pour le commerce étranger et sortie par la nature même, en cas de guerre, laisse ignorer la durée de son existence s'il s'érige en république à part, et l'alliance seule avec la République helvétique ne lui assure certainement pas une consistance durable.

5) » Supposé que le Valais se repente avec le temps d'avoir accédé à la République helvétique, il lui sera bien plus facile dans des temps calmes de rentrer dans son indépendance antérieure par le moyen des négociations que de s'y conserver dans ces temps critiques.

6) » Les choses étant ainsi, il est inutile d'observer que l'union avec la République helvétique attirera à la chère patrie, qui est considérée comme un Etat très petit, plus de considération et plus de moyens, comme le Valais. S'il se sépare de l'Helvétie, se conservera-t-il au milieu des grandes puissances ?

» Certes s'il s'unit avec ses anciens alliés il jouira de tous les avantages que la République helvétique pourra se procurer par sa sagesse, faveur et considération ; déjà on apprend que les cantons catholiques s'occupent à redresser les articles de la constitution qui pourraient gêner la religion.

» Sans doute en cas de l'union, le Valais ne sera exposé à d'autres dangers ni à d'autres conditions que le reste des cantons. Il partagera avec eux les charges et les honneurs. Comment le Valais catholique qui porte toutes ses attentions à la conservation de la religion, voudra-t-il se séparer des cantons catholiques auxquels il est particulièrement et étroitement lié, et cela dans un temps où il devrait resserrer ses nœuds et où l'Helvétie pour la religion est plus nécessaire. De quels yeux regarderait-elle notre répugnance de s'unir à la République helvétique une et indivisible ? <sup>7</sup> »

Ces considérations, favorables à l'incorporation du Valais dans la République helvétique, le Directoire valaisan les transmet à toutes les communes du canton et au Directoire exécutif français qui, satisfait, témoigne son contentement <sup>8</sup>.

Le 4 avril 1798, les assemblées des communes se réunissent pour voter sur le projet de constitution de la République helvétique. Dans chacune d'elles, le président lit la loi du 30 mars, la relation des députés valaisans auprès du général Brune et du résident Mangourit, la lettre du Directoire

<sup>7</sup> AV, H 22, fasc. 5, n° 8 : lettre du Directoire exécutif de la République valaisanne aux dix souverains dizains de la dite République, du 30 mars 1798. — Un exemplaire de cette lettre se trouve également à Riddes, Archives communales, F 2, litt. K.

<sup>8</sup> AV, Rz, cart. 75. fasc. 2, n° 4 : lettre du Directoire exécutif au Directoire exécutif provisoire de la République valaisanne, du 18 germinal VI (7 avril 1798).

exécutif qui expose les motifs pour et contre la réunion du Valais au Corps helvétique et la publication du général Schauenbourg d'une réquisition de Le Carlier qui exige l'acceptation de la constitution unitaire sans aucune modification quelconque. Le président ouvre alors la discussion au terme de laquelle les citoyens nomment deux secrétaires et quatre scrutateurs. Ces personnes se réunissent dans une pièce voisine dans laquelle se rendent, l'un après l'autre, les membres de l'assemblée. Ils y déclinent leurs noms, prénoms et donnent à haute voix leur opinion sur l'objet de la votation.

Le lendemain, les communes transmettent au conseil du dizain les résultats obtenus. Ceux-ci sont ensuite acheminés jusqu'à St-Maurice conformément à la loi du 30 mars.

Le 9 avril, le Directoire provisoire fait savoir à l'Assemblée que « le vœu presque unanime pour la réunion n'est pas équivoque » bien que les procès-verbaux de toutes les communes ne lui soient pas encore parvenus. Pourtant, « le Directoire s'empresse d'en donner connaissance à l'Assemblée, afin qu'elle puisse prendre les mesures qui deviennent nécessaires dans ce changement de circonstances <sup>9</sup>. »

L'acceptation du régime helvétique par les dizains, Mangourit l'apprend par une dépêche du Directoire valaisan datée du 10 avril. Il y répond le 13, la veille de son départ pour Aarau avec le commissaire Le Carlier ; il en profite pour encourager le Directoire à réunir une assemblée électorale qui élira ses membres au Sénat, au Grand Conseil et au Tribunal Suprême, ainsi que les représentants des autorités constitutionnelles en Valais <sup>10</sup>. Ce même 13 avril, le Directoire valaisan informe l'Assemblée du résultat de la votation : « Nous avons l'honneur de vous notifier officiellement d'après le dépouillement des procès-verbaux qui nous ont été adressés au Directoire, soit par les communes individuellement, soit par les dizains en corps, que la réunion du Valais à la République helvétique une et indivisible a été votée à la presque unanimité <sup>11</sup>. »

<sup>9</sup> AV, Rz, cart. 74, fasc. 11, n° 17 : A l'Assemblée représentative provisoire, le Directoire exécutif provisoire, du 9 avril 1798.

<sup>10</sup> AV, Rz, cart. 75, fasc. 2, p. 6 : Mangourit au Directoire exécutif provisoire du Valais, du 24 germinal VI (13 avril 1798).

<sup>11</sup> AV, Rz, cart. 74, fasc. 11, n° 18 : le Directoire exécutif provisoire à l'Assemblée représentative provisoire, du 13 avril 1798. — Il existe aux archives cantonales (Rz, cart. 75, fasc. 2) une « note sur les votes émis en avril 1798 par les communes du Valais pour ou contre la République helvétique, extraite des procès-verbaux existant aux archives de la Chambre administrative ». — Ces procès-verbaux sont actuellement égarés ou détruits. Voici comment les différents dizains ou communes ont voté : Münster : la majorité — 66 % — de la paroisse a demandé à rester République indépendante alliée de la Suisse ; 33 % veut la réunion.

Niederwald, Ernen, Lax : veulent la réunion.  
Fiesch, Fieschertal : veulent la réunion mais désirent que le nombre des fonctionnaires soit réduit.

Bellwald : veut la réunion, mais se soumettra à la décision des députés des dizains.

Brigue : l'assemblée du dizain a voté unanimement pour la réunion.

Viège : la majorité du dizain veut la réunion plutôt que l'envoi d'une députation coûteuse et peut-être inutile à Paris pour obtenir le maintien de l'indépendance. La majorité propose donc de nommer d'urgence les 12 représentants au Corps législatif.

Rarogne : les deux tiers de Rarogne veulent la réunion. Le tiers de Mörel n'a pas fait parvenir ses résultats à la date fixée.

Deux jours plus tard, en séance du Sénat, le résultat de la votation du Valais est annoncé par Mangourit <sup>12</sup> qui s'empresse de faire savoir au Directoire valaisan que « cette agréable nouvelle a été reçue avec les transports de la plus vive allégresse », et que « les députés que la constitution helvétique appelle au sein de la législature sont attendus avec la plus flatteuse impatience <sup>13</sup>. »

La presque unanimité des citoyens, sur le projet de constitution helvétique, ne s'était pas faite sans de nombreuses discussions. Celles-ci débordèrent dans le temps l'époque de la votation et constitueront les premiers signes de la contre-révolution en Valais. Parmi les arguments des adversaires de l'intégration du Valais dans la République helvétique, il importe d'en retenir deux. L'un est d'ordre financier ; l'autre, religieux. Peu à peu le premier s'affaiblira, tandis que le second prendra une importance telle qu'il sera l'une des causes de l'hostilité sanglante que le peuple manifestera à l'égard du nouveau régime politique.

Dans la lettre, datée du 30 mars, que le Directoire provisoire a fait parvenir aux dizains de la République valaisanne, on trouve déjà les arguments des adversaires et des partisans du régime helvétique. Mangourit avait

*Sierre* : le conseil du dizain a voté à la grande majorité pour la réunion. Cependant il désire :

1. de ne pas être chargé des frais de la troupe des trois dizains occidentaux dernièrement licenciés du Pays de Vaud ;

2. de n'être aucunement inquiété dans l'exercice de la religion ;

3. de proportionner les députés aux facultés du peuple valaisan ;

4. d'avoir la faculté de se retirer et de constituer une République indépendante de la manière exprimée dans la constitution signée par les membres de la diète le 13 mars dernier si les frais des députations aux Corps législatifs sont trop élevés pour le Valais. *Sion* : le conseil du dizain vote unanimement la réunion, mais désire que « les cantons protestants ne puissent avoir aucun pouvoir sur la religion catholique ».

*Sembrancher* : veut la réunion et désire que le Directoire provisoire obtienne d'abord la garantie du maintien de la religion.

*Vollèges* : la majorité veut la réunion.

*Bagnes, Leytron* : veulent la réunion et exigent la conservation de la religion.

*Orsières, Liddes, Bourg-St-Pierre, Bovernier, Conthey et Nendaz, Riddes et le dizain de Monthey* : veulent unanimement la réunion.

*Saxon* : veut la réunion puisque c'est la volonté de la France.

*Martigny* : veut la réunion pour mériter la protection de la France.

*Fully* : vote à l'unanimité l'indépendance et l'alliance avec la République helvétique, sans déroger à l'alliance française et exige le maintien de la religion.

*Saillon* : vote à l'unanimité « qu'il serait assez plus avantageux » d'être république à part, mais que pour la défense commune « on trouve à propos de s'attacher pour s'assurer davantage au Corps helvétique ».

*Chamoson* : veut l'union, la conservation de la religion et que « l'on fasse des lois analogues à la position de chaque canton ».

*Ardon* : vote la réunion, mais, par économie, veut qu'il n'y ait que 10 députés par canton.

*Isérables* : la majorité veut la république indépendante sauf si la majorité des communes du dizain de St-Maurice vote pour la réunion à la République helvétique.

*Salvan* : vote unanimement pour la réunion à la condition que la Suisse demeure alliée de la France comme par le passé.

*St-Maurice* : 52 citoyens votent pour la réunion et 2 (Joseph Roten et Joseph-Antoine Barman) votent pour l'indépendance.

<sup>12</sup> AF, protocole du Sénat, n° 58, p. 9.

<sup>13</sup> AV, Rz, cart. 75, fasc. 2, pap. 7 : Mangourit aux citoyens Directeurs du Valais, du 26 germinal VI (15 avril 1798).

cru devoir intervenir en faveur des partisans, puisque la France avait manifesté son désir de voir le Valais s'unir à la République helvétique : « Ceux que la crainte des dépenses à faire pour l'action d'un grand gouvernement concentrait dans le système d'une République valaisanne n'auront plus cette inquiétude, louable sans doute, lorsqu'ils sauront que ces dépenses ne seront pas supportées par chaque canton, mais par tous et qu'il en sera fait une répartition juste et fraternelle <sup>14</sup>. » Le Directoire français avait également fait remarquer au Directoire valaisan que l'incorporation ne pouvait qu'augmenter la prospérité du pays <sup>15</sup>.

La question religieuse avait exigé encore davantage l'intervention apaisante des partisans du nouveau régime et de quelques notables du pays. Mgr Joseph-Anton Blatter <sup>16</sup>, évêque du diocèse de Sion, avait encouragé le clergé et particulièrement les membres du chapitre à accomplir des démarches « propres à inspirer au peuple sa confiance envers ses dignes représentants et à ranimer l'amour de la patrie <sup>17</sup>. » Le clergé avait suivi les consignes de son évêque, et le peuple avait accepté la constitution helvétique sous la condition essentielle de la conservation de la religion catholique dans toute son intégrité <sup>18</sup>. Mangourit avait avisé le Directoire provisoire que cette condition était superflue : « Quant à la religion — et c'est une matière sur laquelle la politique ne saurait être trop sobre et trop en garde — personne n'ignore que les opinions religieuses quelles qu'elles soient, ne sont jamais l'objet du gouvernement que lorsqu'elles servent à des esprits hypocrites ou fanatisés pour le troubler et porter obstacle aux principes politiques et légitimes. Ainsi on ne touchera pas davantage aux opinions de Luther et Calvin qu'à celles du catholicisme.

« J'ai rendu en toutes les occasions justice à la droiture du clergé du Valais et je le crois trop éclairé, trop ami de l'humanité, pour penser un seul instant qu'il voulût prendre une marche opposée et même qu'il y réussît <sup>19</sup>. »

Bien plus, le Directoire français ne veut pas de toutes les additions, explications, atténuations et réserves que les cantons suisses apportent à l'acceptation de la constitution qui leur est soumise. Il désire que la constitution de Pierre Ochs soit acceptée intégralement. Le Carlier, commissaire du gouvernement français, le fait savoir aux cantons. Aussi le Directoire provisoire du Valais estime-t-il de son devoir d'avertir les comités centraux des dizains que « si l'on n'accède pas sans autre, c'est-à-dire sans exception ni modification et sans retard à la République helvétique une et indivisible, si l'on ne tient pas les assemblées primaires, si l'on ne députe pas incessamment les membres au Corps législatif, si l'on n'évite pas tous les retards, subterfuges et violences, les troupes françaises pourraient fort bien avancer contre votre

<sup>14</sup> *Ibidem*, pap. 3 : Mangourit aux citoyens composant le Directoire exécutif provisoire du Valais, du 15 germinal VI (4 avril 1798).

<sup>15</sup> *Ibidem*, pap. 5 : le Directoire exécutif au Directoire exécutif provisoire de la République valaisanne, du 18 germinal VI (7 avril 1798).

<sup>16</sup> Evêque de Sion de 1790 à 1807.

<sup>17</sup> Strickler, t. I, p. 560, n° 2 a : lettre de l'évêque Blatter au résident Mangourit, avril 1798.

<sup>18</sup> Cf. note 11.

<sup>19</sup> Cf. note 10.

patrie <sup>20</sup>. » Ces avertissements lourds de menaces, le Directoire les formule le lendemain à l'ensemble du peuple valaisan réuni en assemblées primaires pour élire les membres de l'assemblée électorale qui se réunira à Sion, le premier mai 1798 <sup>21</sup>.

Le 26 avril, à l'ouverture de l'assemblée électorale, sont seuls présents les électeurs des dizains de St-Maurice, Monthey, Entremont, Sion, Sierre, ainsi qu'une partie des représentants des dizains de Viège et de Conches qu'accompagnent les électeurs de Naters. Mangourit, rentré d'Aarau pour l'ouverture de cette assemblée, écrit immédiatement aux citoyens du dizain de Rarogne que des séditeux avaient soulevés contre le régime helvétique : « On vous trompe lorsqu'on vous donne des inquiétudes sur vos autels... Le culte n'a point été touché par mes frères lorsqu'ils conquièrent l'Italie ; le culte n'a point cessé depuis que l'armée française occupe les cantons de Fribourg et de Soleure...

» Arrivé hier à Sion, je comptais y trouver vos électeurs et ceux des dizains limitrophes. Non seulement vos envoyés ne sont pas partis ; mais vous avez eu l'audace de refuser le passage à ceux de Conches, de Viège et de Brigue <sup>22</sup>. »

Puis Mangourit les encourage à écarter les conseillers perfides qui couvrent leur intérêt particulier du voile de l'intérêt général, et il les exhorte, sous la menace d'une exécution militaire, à envoyer à Sion tous les députés retardataires du Haut-Valais.

Peu à peu l'assemblée électorale comble ses rangs et elle peut, le 1<sup>er</sup> mai, ouvrir officiellement la session que le soulèvement du Haut-Valais interrompra avant que les nominations qui lui incombent soient achevées <sup>23</sup>. Lors de la première séance, le Directoire fait part à l'assemblée du règlement et des instructions qu'il a édictées pour faciliter les élections.

Ce règlement se compose de 25 articles <sup>24</sup> qui peuvent être rangés en six sections : dispositions générales, nominations, validité des nominations, organisation des bureaux de vote, procédure des votations et conditions d'éligibilité.

Le président et les secrétaires procéderont à l'appel nominal et à la reconnaissance des électeurs présents à l'assemblée. Ils en établiront la liste par dizain et par commune. Au début de chaque séance, l'appel sera effectué d'après cette liste (art. 1). Les électeurs feront admettre leurs pouvoirs par le Directoire (art. 2). Seuls les électeurs reconnus pourront siéger (art. 3).

<sup>20</sup> St-Maurice, Arch. communales, B. 16 : lettre du Directoire exécutif provisoire de la République valaisanne aux citoyens juges et présidents des comités centraux des dizains, du 19 avril 1798.

<sup>21</sup> *Ibidem*, lettre du Directoire exécutif provisoire au peuple valaisan, du 20 avril 1798.

<sup>22</sup> AV, Rz, cart. 73, fasc. 9, n° 4 : lettre de Mangourit aux citoyens du dizain de Rarogne, du 27 avril 1798.

<sup>23</sup> Grenat, p. 472.

<sup>24</sup> AV, H 22, fasc. 1, n° 7 : Règlement du Directoire exécutif provisoire pour l'Assemblée électorale et instructions sur les élections, du 1 mai 1798, texte en langue française. — *Ibidem*, n° 8, texte en langue allemande.

Dès que les pouvoirs de tous les électeurs auront été reconnus, le président de l'assemblée fera procéder, dans l'ordre, aux nominations des quatre membres du Sénat, des huit membres du Grand Conseil, du membre du Tribunal Suprême, des cinq membres de la Chambre administrative, des treize membres du tribunal du canton, du suppléant du membre du Tribunal Suprême, des suppléants des cinq membres de la Chambre administrative, des suppléants des juges du tribunal cantonal (art. 5).

Le cumul des fonctions est interdit (art. 6) et les bulletins de vote ne peuvent contenir que le nom d'un seul candidat sous peine de nullité (art. 7).

Chaque dizain organisera un bureau de vote composé d'un secrétaire et de deux scrutateurs nommés par les électeurs de leur dizain (art. 8-9). Toutefois, chaque dizain aura un bureau autre que celui qu'il aura formé. Ce bureau sera attribué à chaque dizain par le président de l'assemblée (art. 10).

Les élections se dérouleront par dizain selon l'ordre alphabétique des communes (art. 11). Les dix bureaux de vote transmettront au bureau ordinaire de l'assemblée, composé du président, du vice-président, de deux secrétaires et de quatre scrutateurs, la liste du dépouillement des bulletins qui leur auront été remis. Le bureau ordinaire procédera ensuite au dépouillement général (art. 13). Il vérifiera si le nombre de voix exprimées et celui des bulletins nuls est égal au nombre des votants présents à l'assemblée (art. 14), et il déclarera la validité ou la nullité du scrutin. Comme les voix se comptent par tête et non par dizain (art. 16), l'élu devra obtenir la majorité absolue des suffrages. Pour le cas où un second tour de scrutin s'avèrerait nécessaire, l'élection se fera à la majorité absolue sur le nom des deux seuls candidats qui auront eu le plus de suffrages au tour de scrutin précédent (art. 17). Le président proclamera la nomination d'un candidat à un poste déterminé. Cette nomination sera aussitôt inscrite dans le procès-verbal de l'assemblée électorale (art. 18). La liste des nominations sera envoyée au Directoire provisoire à la fin de chaque séance (art. 19).

Tous les citoyens du canton pourront être élus sans égard au dizain et « sans aucune proportion nécessaire de répartition entre les dizains » (art. 20). Ils devront pourtant, selon la place à laquelle ils seront appelés, satisfaire à certaines exigences. Ainsi, les membres du Sénat devront être âgés d'au moins trente ans et être mariés ou veufs. Les membres du Grand Conseil devront avoir vingt-neuf ans pour le moins, qu'ils soient mariés ou non. Le juge du Tribunal Suprême, les juges du tribunal cantonal et les membres de la Chambre administrative, quel que soit leur état-civil, auront atteint leur vingtième année (art. 21-22). Les suppléants rempliront les mêmes conditions et seront nommés de la même manière que les titulaires (art. 23).

L'article 25 charge l'Assemblée représentative de pourvoir à l'établissement des justices d'instances inférieures jusqu'à ce que la division du canton en districts soit faite par le Corps législatif helvétique.

Le Directoire poursuit par quelques instructions qui serviront de ligne de conduite aux électeurs. Les premières ont une portée générale alors que les suivantes traitent des qualités que doivent posséder les candidats qui seront appelés à des fonctions déterminées.



« Un sens droit, une probité éprouvée, un zèle connu pour les intérêts du peuple, sont les qualités essentielles pour quelque place que ce soit ». Que les électeurs les cherchent donc chez tous les hommes sans distinction. Qu'importe qu'ils aient assumé ou non des charges sous l'ancien régime ! Pourvu que les honneurs ne les aient pas enorgueillis et qu'ils se soient montrés désintéressés, amis du peuple et de l'équité ! C'est parmi ces hommes qu'il faudra choisir pour donner un titulaire à chaque poste.

« Au Corps Législatif, vous pouvez associer à de grands talents des hommes uniquement recommandables par leur bon sens et leur probité ; mais il faut au moins, dans une partie d'entre eux, une grande connaissance des localités et des intérêts de notre canton et un esprit capable de les défendre et de les concilier avec l'intérêt général de la République helvétique dont nous faisons partie.

» La Chambre administrative étant moins nombreuse, exige un choix plus étudié. Il faut dans cette Chambre des hommes capables d'embrasser tous les détails des intérêts de chaque district et de chaque commune, et d'y pourvoir ; des hommes doués de l'esprit de concorde et de paix afin de concilier entre les communes cet esprit de rivalité et d'isolement qui doit faire place à l'esprit d'intérêt commun, l'esprit de famille ; des hommes capables de ménager les esprits, d'éteindre et de réconcilier les ressentiments et les animosités personnelles ; des hommes enfin capables d'inspirer la confiance afin que l'obéissance à leur autorité soit plus facile.

» Quant aux fonctions judiciaires, personne n'ignore que la connaissance des lois est une condition essentielle pour les bien remplir. Néanmoins, tant que la législation du Valais restera aussi simple qu'elle l'est, ses tribunaux pourront encore admettre quelques membres uniquement recommandables par leur intégrité et la sagesse de leur jugement. On sait que dans plusieurs communes des châtelains illettrés ont longtemps maintenu leurs concitoyens dans la paix et rendu la justice à la satisfaction de tous. »

La lecture de ce règlement, devant une assemblée qui représente plus des huit dixièmes du canton, crée chez les électeurs le sentiment que les parties rénitentes accepteront le changement de régime que la majorité des citoyens avait voté. L'assemblée procède alors à la nomination de ses députés au Sénat, au Corps Législatif et aux places que prévoit la constitution<sup>25</sup>. Valentin Sigristen, Antoine-Marie Augustini, Jean-Joseph Duc et Jean-Joseph Julier sont élus membres au Sénat helvétique. Léopold de Nucé, Mathias Tabin, Joseph de Bons, Jean-Baptiste Jacquier, Louis Preux, Jean-Marie Lacoste, François-Joseph Indermatten et François Perrig sont désignés pour siéger au Grand Conseil, alors que Maurice Zurbriggen est désigné comme membre du Tribunal Suprême. L'assemblée nomme encore la Chambre administrative, dont font partie Isaac de Rivaz, Gaspard Stockalper, Etienne-Gaspard Delasoie, Joseph-Louis Pittier et Nicolas Roten.

<sup>25</sup> Strickler, t. I, pp. 1039-1041 : lettre de la Chambre administrative du Valais au Directoire helvétique, du 11 mai 1798.

L'assemblée procède à la nomination des membres du tribunal cantonal <sup>26</sup>, quand elle apprend que le dizain de Conches s'arme et se porte à la rébellion ouverte dans laquelle il cherche à entraîner les autres dizains. Une partie du dizain de Brigue et la majorité de celui de Rarogne et de Loèche prennent parti pour les insurgés dont l'avant-garde arrive à Sierre. Mangourit prend peur et se retire à St-Maurice où le Directoire valaisan le suit le même jour. L'assemblée électorale suspend ses travaux et, avant qu'elle ne soit dissoute, député auprès des insurgés une délégation forte de dix représentants, afin de mettre pacifiquement un terme au mouvement insurrectionnel.

<sup>26</sup> Elle n'en nomme qu'un seul, Charles-Emmanuel de Rivaz. — AF, vol. 895, pp. 35-36 : lettre du préfet national du Léman au Directoire exécutif, du 8 mai 1798.



## CHAPITRE II

### L'INSTALLATION DU REGIME HELVETIQUE

Pendant que, de St-Maurice, Mangourit réclame avec force des secours nombreux au canton du Léman et aux généraux français, les rebelles entraînent avec eux les hommes valides du dizain de Sierre ; ils s'emparent de la ville de Sion et de son dizain que les troupes bas-valaisannes abandonnent. D'ailleurs, les troupes des dizains fidèles rassemblées à la hâte et mal organisées répugnent d'autant plus à combattre les troupes des dizains supérieurs que celles-ci répandent adroitement le bruit qu'elles veulent fraterniser avec elles<sup>1</sup>. Bien plus, ces troupes se débandent dès qu'elles doivent supporter une attaque et elles empêchent même les mouvements des troupes du Léman qui se retirent jusqu'au pont du Trient pour attendre les renforts vaudois et français<sup>2</sup>. A leur arrivée, les troupes haut-valaisannes battent en retraite ; le 17 mai, Sion est prise et livrée au pillage. Le 18, le général Lorge s'empare de Loèche et marche rapidement sur Brigue. L'insurrection est matée. Le 20, les troupes vaudoises et valaisannes sont licenciées tandis que les troupes françaises occupent le pays jusqu'au 9 juin.

Il convient de considérer avec attention l'état de détresse dans lequel se trouve le Valais à la suite de la première insurrection dont Mangourit, si l'on en croit le commissaire helvétique Franz-Samuel Wild, est en partie responsable. En effet, la connaissance de cette situation nous permet de comprendre l'attitude du résident français lorsqu'il s'opposera à la nouvelle réunion du Corps électoral au mois de juillet.

Dans un de ses mémoires au Directoire exécutif, le commissaire Wild écrit<sup>3</sup> : « Lorsque la révolution de la Suisse fut décidée, on berça le canton

<sup>1</sup> Qu'il suffise de citer cette proclamation que rapporte la Chambre administrative dans son rapport au Directoire (Strickler, t. I, pp. 1039-1041) : « Les peuples du Haut-Valais déclarent à celui du Bas qu'ils n'ont pris les armes que pour conserver la sainte religion, pour fraterniser avec vous et établir entre eux et vous une vraie égalité et la même liberté dont le Haut-Valais jouit et que jamais il ne sera fait mention de gouverneurs. »

<sup>2</sup> Selon un mémoire adressé par la Chambre administrative du Valais au Directoire exécutif le 31 janvier 1799, les troupes gouvernementales, fortes de 6 000 hommes se répartissaient comme suit, le 15 mai 1798 : troupes françaises, 3 400 ; troupes vaudoises, 1 400 ; troupes bas-valaisannes, 1 200 (AV, Rz, cart. 75, fasc. 7, pp. 14-21, copie). — Une lettre du préfet national du Léman estime le nombre des rebelles à 8 000 hommes (Strickler, t. 1, p. 1042, n° 24).

<sup>3</sup> AF, vol. 897, pp. 625-632 : Fr.-S. Wild au Directoire exécutif, *Mémoire sur les causes de l'insurrection du Haut-Valais, sur l'état présent du pays et sur les moyens de la rétablir et d'y ramener l'industrie*, du 10 septembre 1799.

du Valais d'abord de l'espoir d'une République valaisanne, vœu de tous les Valaisans, ensuite par l'idée d'une République helvétique, puis par la chimère d'une République rhodanique et enfin par un retour forcé à la République helvétique.

» La liberté était le mal ostensible ; le pillage et les contributions furent le but caché des meneurs. Il fallait choquer un peuple connaisseur en liberté et le pousser à bout par la dérision et le mépris pour avoir un prétexte de pillage. On n'y manqua pas. Il était dérisoire de dire à un peuple qui jouissait d'une liberté surabondante depuis une suite de siècles, qu'on lui donnerait la liberté et en même temps de le priver de l'exercice de la nouvelle liberté qu'on lui promettait en forçant son opinion sur de certains choix qu'il voyait avec horreur et mépris. Ce peuple naturellement énergique et inquiet sur sa liberté, abhorrant toutes les innovations, se voyant vexé et concussionné prit enfin le malheureux parti que de perfides amis lui firent adopter, celui de vivre comme ils étaient accoutumés ou de mourir. C'était précisément ce qu'on voulait. »

Le peuple s'insurge donc et, du 8 au 15 mai 1798, 6.000 soldats français, vaudois et bas-valaisans, entrent dans le pays pour y rétablir l'ordre.

Pendant toute la durée de la répression, les vivres sont fournis aux troupes par des réquisitions de denrées faites dans les communes du Bas-Valais. Le canton du Léman ne fournit les rations de pain qu'à ses seules troupes, soit à 1.400 hommes.

Les troupes françaises occasionnent des maux plus grands encore. Car il n'y a point chez elles de service de subsistance organisé. Les soldats sont placés à discrétion chez les habitants et s'y comportent comme en pays conquis. C'est au moins l'impression que donne la lecture d'un mémoire du commissaire helvétique Vincent Perdonnet : « Ce qui met le comble aux plaintes publiques, c'est l'habitude que les soldats français ont contractée de se faire nourrir par les bourgeois ; les rations sont exactement distribuées aux sergents-fourriers ; mais les sergents en font leur profit ; le soldat loge chez le particulier, non seulement y mange, mais s'empare pour ainsi dire de la maison et y vit à discrétion. Le vin et la viande doivent leur être prodigués ; si on leur refuse, ils tirent le sabre, ils menacent, ils frappent ; si quelquefois ils n'osent pas se porter à de tels excès, ils brisent les meubles et remplissent la maison d'infamies. Souvent on craint de se voir incendier. On a vu deux soldats boire 18 bouteilles de vin et n'être pas contents ; d'autres, à qui on avait refusé quelque chose, faire leurs immondices dans le lit même qu'ils venaient de quitter et forcer des bourgeois, des vieilles femmes, à se lever à quatre heures du matin pour faire leur café <sup>4</sup>. »

D'autres charges se joignent à celle du ravitaillement de la troupe. Réquisitionner en nombre des chevaux pour le service des transports et pour celui des courriers, affourager les escadrons de cavalerie, hospitaliser et soigner les blessés : autant de devoirs qui incombent aux communes. Pourtant les agents du gouvernement français déclarent qu'il ne doit leur être présenté

<sup>4</sup> AF. vol. 895, pp. 293-305 : lettre du commissaire Perdonnet aux citoyens composant le Directoire helvétique, du 25 mai 1798.

aucun compte pour tous les débours que la Chambre administrative estime à 72.000 livres, sans compter la solde des troupes du Bas-Valais<sup>5</sup>. Mécontent de se sentir lésé et vexé de se voir opprimé, le peuple écoute volontiers les agitateurs qui profitent de cette hostilité pour aigrir les esprits et les détourner de leur attachement à la République helvétique. Et quand Perdonnet écrit : « Nous avons fait notre révolution nous-mêmes et on nous foule comme si nous eussions été pris de force ; on nous appelle libres et on nous traite comme pays conquis ; nous ne sommes plus Suisses, nous ne sommes pas Français, nous sommes sujets français »<sup>6</sup>, il exprime bien le sentiment général du pays.

L'insurrection n'est pas encore réprimée que le Directoire helvétique pense déjà à organiser le nouveau régime. Dans les instructions qu'il donne à son commissaire Perdonnet, il mentionne expressément que celui-ci devra s'efforcer « de faire accepter la constitution et de la mettre en activité dans tout le Valais »<sup>7</sup>. Mangourit estime aussi que la constitution doit être mise en vigueur. Mais il ne désire pas du tout qu'elle le soit selon les formes constitutionnelles. Car il craint, semble-t-il, que le Corps électoral, s'il est réuni, n'élise des représentants dont les vues s'opposent aux siennes qui sont essentiellement françaises. Mangourit, certes, se garde bien de dévoiler sa pensée. Il préfère la masquer par des motifs plus soucieux de la paix générale et de l'intérêt du pays : « Il serait dangereux de reconvoquer le corps électoral qui dans quelques-uns ou beaucoup de ses membres a trempé dans la révolte ; les choix qui résulteraient de ces éléments ne seraient pas propres à la paix du pays. Il est dans nos principes de ne pas rassembler deux fois dans l'année le corps électoral. Il serait coûteux, pour une contrée déjà fatiguée de la guerre, de la soumettre au payement d'une assemblée »<sup>8</sup>.

Mangourit propose que le Directoire exécutif nomme les douze juges du tribunal cantonal désignés par le préfet national provisoire, Joseph-Louis Pittier, par le juge au tribunal cantonal, Charles-Emmanuel de Rivaz, et par lui-même ; qu'il institue pour président du tribunal cantonal, le juge Ch.-E. de Rivaz, « homme remarquable en Valais par son éducation, ses lumières, sa philanthropie et son patriotisme » ; qu'il confirme dans les fonctions de préfet national l'ex-administrateur Joseph-Louis Pittier, nommé préfet national provisoire par la Chambre administrative, le 4 mai 1798<sup>9</sup> ; qu'il nomme comme administrateur l'avocat Joris d'Orsières<sup>10</sup> ; que la ville de St-Maurice soit provisoirement le siège du tribunal cantonal et de la Chambre administra-

<sup>5</sup> AV, Rz, cart. 75, fasc. 7, pp. 14-21, copie : lettre de la Chambre administrative au Directoire exécutif, du 31 janvier 1799.

<sup>6</sup> Cf. note 4.

<sup>7</sup> AF, vol. 895, pp. 179-181 : Instructions pour le commissaire du pouvoir exécutif envoyé dans le Valais, du 19 mai 1798. — Cf. art. 3. — Ces instructions sont partiellement reproduites dans Strickler, t. I, p. 1052, n° 49.

<sup>8</sup> *Ibidem*, pp. 267-268 : lettre de Mangourit à Rapinat, du 1er prairial VI (20 mai 1798), copie.

<sup>9</sup> Strickler, t. I, pp. 1037-1038, n° 10.

<sup>10</sup> C'est probablement Joseph-Alexis Joris, cf. *Armorial*, p. 136.

tive ; et enfin que les fonctions de greffier et d'accusateur public au tribunal cantonal soient remplies par les hommes qu'il propose <sup>11</sup>.

Ces propositions, on le sent, montrent combien Mangourit a peu de souci de l'intérêt valaisan. Il affirme que Pittier est « un homme dont les principes sont fiers et l'énergie, sage », qu'« il a la confiance du peuple <sup>12</sup> ». Et pourtant nombreux sont les témoignages qui déclarent le contraire. Qu'il suffise d'appeler à la barre le commissaire Perdonnet qui dit Pittier « couvert du mépris public » <sup>13</sup> ! Mais comme Mangourit n'ose évincer Charles-Emmanuel de Rivaz qui, selon Perdonnet, est l'homme « le plus aimé, le plus estimé et le plus instruit de cette contrée », il propose pour lui un poste dans lequel son influence risquera le moins de s'opposer aux désirs du résident.

Le Directoire exécutif siégeant à Aarau ne partage pas les vues de Mangourit et, après avoir entendu le rapport de son ministre de l'Intérieur Rengger sur les questions relatives à l'organisation constitutionnelle du Valais que la Chambre administrative de ce canton lui avait posées, il promulgue un décret dont voici l'énoncé des deux premiers articles, les seuls qui nous intéressent ici <sup>14</sup> :

Art. 1) « L'assemblée électorale du canton du Valais sera convoquée par le préfet national aussitôt que la division de ce canton en districts sera déterminée par la loi.

Art. 2) » Elle fera en une seule session d'autant de jours qu'il faudra les élections qui lui restent à faire, savoir des membres et suppléants du tribunal de canton, des suppléants du juge suprême et de la Chambre administrative, et des membres devant composer les tribunaux de district. »

La réunion de l'assemblée électorale est donc subordonnée à deux conditions : l'existence d'un préfet national du Valais et la division territoriale du pays en districts. Cette condition-ci, exigée par l'article premier, ne donne lieu à aucune difficulté, et le 26 juin déjà, un décret sur cet objet est promulgué par les Conseils législatifs. Le pays est divisé en douze districts dont le nom de chacun d'eux est déterminé par celui de son chef-lieu, à savoir : Ernen, Brigue, Viège, Stalden, Loèche, Sierre, Sion, Hérémence, Martigny, Sembrancher, St-Maurice et Monthey <sup>15</sup>.

Avant même la répression complète de l'insurrection du Haut-Valais, le Directoire s'était préoccupé de la nomination d'un préfet national pour le canton du Valais. Il avait enjoint à son commissaire Vincent Perdonnet de

<sup>11</sup> Mangourit désire que la place de greffier soit dévolue à Joseph Barman qui sera nommé premier suppléant au tribunal cantonal en juillet 1798, puis membre du tribunal cantonal le 7 novembre 1799 (AV, H 31, n° 3170). Il sera électeur de St-Maurice à l'assemblée électorale de juillet 1801 (AV, H 16, n° 77). — Mangourit désire également que la place d'accusateur public soit occupée par Jean Devantéry qui, sous l'ancien régime, avait rempli les charges de président du comité central de la bannière de Monthey, puis celle de banneret de la dite bannière et qui sera nommé président du tribunal du district de Monthey (AV, Rz, cart. 74, fasc. 9, n° 15).

<sup>12</sup> Cf. note 8.

<sup>13</sup> Cf. note 4.

<sup>14</sup> Strickler, t. II, p. 282 : décret du 20 juin 1798.

<sup>15</sup> Strickler, t. II, pp. 329-331. — Pour chacun des districts sont énumérées les communes qui en font partie.

l'informer sur « des sujets les plus propres à la place de préfet »<sup>16</sup>. Perdonnet n'avait pas manqué de se conformer à ces instructions : « Quant à la place de préfet, écrit-il, c'est au Bas-Valais que la préférence doit être accordée ; cependant pour ne pas achever d'aigrir les esprits, il conviendrait de la conférer à une personne qui ne fût pas trop désagréable à la partie du Haut. Je crois d'après les renseignements que je me suis procurés que l'homme qui conviendrait le plus à la chose est le citoyen Charles de Rivaz, ancien directeur, et celui qui le premier fut nommé juge du tribunal du canton<sup>17</sup>. »

D'emblée, le Directoire accepte la proposition de son commissaire et il nomme de Rivaz au poste de préfet, eu égard à son « patriotisme » et à sa « moralité »<sup>18</sup>. Mais de Rivaz n'en veut rien savoir : cet emploi, estime-t-il, exige une activité qu'il n'a pas ; il nécessite la connaissance de l'allemand pour attacher le peuple du Haut-Valais à une constitution contre laquelle il s'est élevé et pour adoucir par des propos amicaux « l'impression des maux que cette aveugle insurrection leur a attirés ». D'autre part, le peuple l'a déjà élu juge cantonal et il ne désire pas abandonner cette charge bien en rapport avec ses « forces » et son « goût personnel »<sup>19</sup>.

Le 8 juin, le Directoire feint d'accepter ce refus à la condition toutefois que de Rivaz lui désigne des personnes capables de satisfaire aux exigences de cette charge<sup>20</sup>. C'est là forcer son adhésion ou le plonger dans un embarras évident. En effet, de Rivaz, qui craint de se charger d'une responsabilité excessive en acquiesçant à la demande du Directoire, se laisse aller à écrire ces mots : « Si elles [les indications que le Directoire peut obtenir] ne suffisent pas pour changer votre résolution, je ne porterai pas plus loin une résistance qui ne tient pas à l'indifférence pour la chose publique, mais à un sentiment de mon incapacité, et au véritable zèle pour le plus grand bien de ma patrie ainsi que pour les intérêts mêmes du Directoire<sup>21</sup>. »

Le lendemain, de Rivaz regrette d'avoir accepté sous condition la charge qu'on veut lui imposer. Il paraît même désarmé de l'avoir fait et il s'efforce de revenir en arrière : « ... J'insiste d'une manière formelle et précise auprès de vous, Citoyens Directeurs, pour vous supplier de ne plus me proposer la place que l'opinion qu'on vous avait donnée de moi vous aurait porté peut-être à me confier de nouveau, malgré tous les motifs que j'avais eu l'honneur de vous exposer<sup>22</sup>. » Mais c'est en vain. Car le Directoire considère la lettre du 19 juin « comme un acte de l'acceptation de la place de préfet »<sup>23</sup> à laquelle il l'a appelé. Et même il ne soufflera mot, dans la correspondance qui se poursuit, de la rétractation du 20 juin, ce qui étonne de

<sup>16</sup> Cf. note 7.

<sup>17</sup> Cf. note 4.

<sup>18</sup> AV, Rz, cart. 57, fasc. 13, n° 1 : lettre du Directoire exécutif à de Rivaz, du 1<sup>er</sup> juin 1798. — De par la constitution, art. 82 (Strickler, t. I, p. 580), le Directoire seul peut nommer, révoquer ou destituer un préfet national.

<sup>19</sup> AV, Rz, cart. 57, fasc. 8, n° 1 : lettre de Rivaz au Directoire du 5 juin, minute.

<sup>20</sup> Cf. note 18, n° 2.

<sup>21</sup> Cf. note 19, n° 3, du même au même, du 19 juin.

<sup>22</sup> Cf. note 19, n° 5, du même au même, du 20 juin.

<sup>23</sup> Cf. note 18, n° 3, du même au même, du 21 juin.

Rivaz qui néanmoins accepte d'exécuter ses ordres<sup>24</sup>. Aussi le Directoire lui en est-il reconnaissant ; il lui écrit que, s'il « a fait choix de vous pour la place de préfet national dans le Valais, c'est parce que votre caractère, vos principes, vos talents et la confiance dont vous jouissez dans votre canton, lui étaient connus »<sup>25</sup>.

Il ne reste donc plus au préfet national qu'à se soumettre aux obligations que la constitution lui impose. La première est précisément d'ouvrir l'assemblée électorale que la Chambre administrative, étant donné l'absence de représentant du pouvoir exécutif, avait convoquée de sa propre initiative. Mais il importe ici de revenir sur nos pas pour étudier plus en détail la succession des événements pour autant que les documents — assez rares, il est vrai — nous permettent de le faire.

Dès que la Chambre administrative reçoit le décret instituant la nouvelle division territoriale du pays, elle s'occupe de réunir l'assemblée électorale du canton. Comme elle estime urgent d'organiser le Valais, en l'absence même d'un préfet national, la Chambre promulgue un arrêté qui détermine la manière dont se dérouleront les opérations.

L'assemblée électorale est convoquée à Sion pour le lundi 16 juillet 1798 (art. 1). Les électeurs nommés et dont les pouvoirs ont déjà été contrôlés au début de la première session se réuniront le dimanche afin d'être prêts à siéger le lendemain (art. 2). Les communes qui n'ont pas envoyé leurs électeurs au mois de mai devront en nommer — selon le règlement du 1<sup>er</sup> mai — jusqu'au 12 juillet, afin que ceux-ci puissent se rendre à Sion le dimanche précédant l'assemblée, pour faire vérifier leurs pouvoirs par la Chambre administrative ou par le préfet national, si celui-ci est désigné jusque-là (art. 3-4). Le jour de l'assemblée, les électeurs se rendront à la salle du théâtre et procéderont à la nomination des douze juges du tribunal cantonal, du suppléant du juge valaisan au Tribunal Suprême, des cinq suppléants des administrateurs, des treize suppléants des juges cantonaux et enfin des neuf juges de chaque district (art. 5). Les présidents, les vice-présidents, les secrétaires, les scrutateurs déjà nommés lors de la session de mai ainsi que tous les électeurs reprendront les places qu'ils occupaient dans la précédente assemblée. Toutefois, comme il existe une nouvelle division du pays, les districts qui ont été subdivisés tireront au sort pour décider du rang de chaque portion (art. 7). Une dernière disposition prévoit que les électeurs qui sont députés aux corps législatifs, seront remplacés par leurs suppléants<sup>26</sup>.

Au jour fixé par l'arrêté de la Chambre, les membres du corps électoral se réunissent à Sion. Charles-Emmanuel de Rivaz ouvre l'assemblée<sup>27</sup> par

<sup>24</sup> Cf. note 19, n° 6, du même au même, du 2 juillet.

<sup>25</sup> Cf. note 18, n° 4, du même au même, du 7 juillet.

<sup>26</sup> St-Maurice, Arch. comm., B 16. — Arrêté de la Chambre administrative du 5 juillet ; il est signé par de Rivaz, président par intérim, par Stockalper et par Delasoie.

<sup>27</sup> Strickler, t. II, p. 285, n° 8 d. — De Rivaz porte pour la circonstance le costume d'apparat déterminé par la loi du 10 mai relative au costume des agents du gouvernement et magistrats des cantons (Strickler, t. I, pp. 1069-1070) : un habit bleu à boutons jaunes, un gilet blanc, un chapeau troussé avec un bord étroit en or et une écharpe tricolore qui lui ceint le corps.

un discours : les extraits que voici donnent un aperçu des idées politiques du nouveau préfet :

« Vous verrez les rênes du gouvernement confiées à un homme exempt d'ambition, et qui ne doit être connu que par un amour véritable pour sa patrie, et vous pourrez donner à vos commettants l'assurance que tous ses soins seront employés à concilier les intérêts de notre pays avec les institutions nouvelles, dont ils n'ont pas encore l'habitude. En vous entretenant familièrement de notre situation intérieure et extérieure, vous vous convaincrez de la nécessité et de l'utilité des changements qui s'opèrent dans notre gouvernement. Vous reconnaîtrez que les malheurs des révolutions sont presque toujours la suite de ces résistances partielles que prolongent inutilement l'amour-propre et l'intérêt personnel ou une obstination irréfléchie. Et vous sentirez que dans un moment où le sort des peuples est d'être entraîné dans des mouvements politiques qu'ils ne peuvent arrêter, l'objet essentiel est de garantir la prospérité particulière de notre canton et notre bonheur individuel en nous préservant des agitations intérieures, et en nous réunissant étroitement pour le maintien de l'ordre public. Ces opinions salutaires seront propagées par vous, citoyens électeurs, à votre retour dans vos communes et tous les bons citoyens, tous ceux qui sont faits pour le devenir, se ligueraient avec moi pour réprimer l'esprit de parti et d'opposition, et pour signaler et déjouer les intrigues des ennemis de la tranquillité publique. Dès lors, l'exécution des lois deviendra facile et le dépositaire du pouvoir exécutif au milieu de vous, dégagé d'une lutte pénible, sera rendu à la plus précieuse de ses fonctions, celle de faire recueillir à notre canton tous les bienfaits qu'il peut attendre du gouvernement <sup>28</sup>. »

Puis de Rivaz annonce à l'assemblée qu'elle suivra le mode d'élection qui avait été celui de sa première session. Il cède alors son siège au président Alphonse Ambuel qui dirige les nominations <sup>29</sup>.

L'organisation constitutionnelle du pays s'effectue ainsi peu à peu. Bien sûr, toutes les autorités ne sont pas encore établies. Mais les cadres au moins sont constitués. Pourtant, avant d'étudier les autorités constitutionnelles et leurs fonctions, il faut observer avec attention l'attitude de la population à l'égard d'une obligation nouvelle : la prestation du serment civique.

<sup>28</sup> AV, H 29, n° 1 : discours prononcé à l'ouverture de l'Assemblée du 16 juillet.  
— Une note marginale de de Rivaz indique que ce texte fut composé par son secrétaire Tousard d'Olbec.

<sup>29</sup> La liste des nominations faites par l'Assemblée électorale est publiée dans l'*Appendice I*, pp. 234-237.



## CHAPITRE III

### LA PRESTATION DU SERMENT CIVIQUE

La constitution acceptée, les organismes constitutionnels mis en place, il convient, pour se conformer à la lettre de la charte fondamentale, que le peuple, dans sa totalité, prête le serment civique comme l'exige l'article 24 de la constitution<sup>1</sup> : « Tout citoyen à l'âge de vingt ans accomplis, est tenu de se faire inscrire sur le registre civique de son canton et de prêter le serment de servir la patrie et la cause de la liberté et de l'égalité, en bon et fidèle citoyen, avec toute l'exactitude et le zèle dont il est capable, et avec une juste haine contre l'anarchie et la licence. » La prestation du serment doit se dérouler en présence des parents et des magistrats et s'achever en une fête civique.

Aussi les législateurs, dans la séance des 11 et 12 juillet 1798, édictent-ils les prescriptions qui règlent la prestation du serment civique. Tous les citoyens actifs — les membres du gouvernement d'abord, puis l'ensemble des citoyens, au jour que le Directoire doit déterminer — sont appelés à prêter le serment ainsi conçu : « Nous servirons la patrie et la cause de la liberté et de l'égalité en bons et fidèles citoyens avec toute l'exactitude et le zèle dont nous sommes capables, et avec une juste haine contre l'anarchie et la licence. » Ceux qui ne peuvent assister à la cérémonie pour des raisons de maladie ou d'absence doivent prêter serment, dans un délai de quatre semaines après leur retour ou leur rétablissement, devant le représentant du pouvoir exécutif et en présence de témoins. La prestation du serment est obligatoire et quiconque refuse de le faire encourt la perte de ses droits civiques et devient l'objet de la surveillance du gouvernement qui l'exilera hors des frontières de l'Helvétie s'il se laisse aller à troubler l'ordre public<sup>2</sup>. Les membres du clergé auxquels la constitution n'accorde pas la totalité des droits politiques doivent également prêter serment.

Le 14 juillet, les conseils législatifs, le Directoire exécutif et le Tribunal Suprême se réunissent dans le lieu habituel de leurs séances, écoutent debout, découverts, la formule du serment lue par le président de l'assemblée. Puis, levant la main droite, chacun proclame : « Nous le jurons ». Le 20, le Directoire fixe l'époque à laquelle les citoyens prêteront serment : la semaine du 5 au 12 août pour les cantons du Léman, d'Argovie, de Bâle et de Schaffhouse ; celle du 12 au 19 pour les cantons de Berne, de Zurich, de Soleure et de Fribourg ; celle du 19 au 26 août pour les cantons de Thurgovie, d'Oberland, de Lucerne, du Valais et de Baden, et enfin celle du 26 août au 2 septembre

<sup>1</sup> Strickler, t. I, p. 572.

<sup>2</sup> *Ibidem*, t. II, pp. 521-524.



pour les cantons du Säntis, de la Linth, des Waldstaetten, de Bellinzone et de Lugano<sup>3</sup>. Trois jours plus tard, le Directoire détermine le faste avec lequel se déroulera la prestation du serment<sup>4</sup>. Les citoyens se rendront en cortège, au son des tambours, dans la salle communale ou, si le temps le permet, auprès de l'arbre de la liberté. Les autorités constituées gagneront en cortège le lieu de la fête. Les sociétés artistiques prêteront leur concours et exécuteront des chants patriotiques et militaires helvétiques et français. Et pour donner plus de relief à la cérémonie, on fera tirer du canon.

Dès la promulgation de la loi du 11 juillet 1798, un profond sentiment de crainte s'empare des milieux religieux valaisans. Les principaux membres du clergé se rendent chez de Rivaz à qui ils font part de leurs appréhensions. Car « ils croient que si le serment était demandé purement et simplement, il serait refusé par le clergé comme blessant indirectement la hiérarchie ecclésiastique qui est dans le dogme de l'Eglise romaine et qui ne permet pas de considérer le prêtre comme l'égal de son évêque »<sup>5</sup>. Ils savent que le peuple profondément attaché à ses principes religieux pourrait se porter à toutes sortes de résistances dès qu'il croirait sa foi ou sa liberté compromises. L'insurrection dont les plaies ne sont pas encore cicatrisées l'a prouvé clairement. De Rivaz, qui s'était engagé à ne rien rechercher sinon à faciliter l'amour du peuple pour la constitution et le bien général du pays, prie les membres du clergé de lui remettre une formule de serment que lui-même et le peuple pourraient prêter<sup>6</sup>.

Mais le Directoire n'accepte pas l'innovation souhaitée par de Rivaz et le clergé valaisan. Partant du fait que la République est une, il veut que le serment le soit aussi. D'autre part, il se refuse à croire qu'il y ait quoi que ce soit d'hostile à la religion catholique dans ce serment qui n'engage que les devoirs du citoyen vivant sous un régime républicain<sup>7</sup>. Le clergé lui-même semble l'avoir compris entre temps. Il paraît disposé, malgré sa première répugnance, à prêter serment selon les termes imposés par les corps législatifs. De Rivaz se rend compte que cette heureuse inclination doit être cultivée et lorsqu'il fixe le jour de la prestation du serment au 23 août<sup>8</sup>, il sait qu'il devra encourager le clergé dans ces dispositions et surtout l'évêque dont « les irrésolutions l'inquiètent et l'affligent ». Dans une visite que de Rivaz rend

<sup>3</sup> *Ibidem*, t. II, p. 577.

<sup>4</sup> *Ibidem*, t. II, pp. 602-603.

<sup>5</sup> AV, H 29, n° 9 : de Rivaz au Directoire exécutif, du 19 juillet.

<sup>6</sup> *Ibidem*. La formule adoptée est la suivante : « Je, N. fais profession de la religion catholique, apostolique et romaine, dans laquelle je veux avec la grâce de Dieu vivre et mourir. Je jure donc de servir ma patrie et la cause de la liberté et de l'égalité d'une manière conforme à cette sainte religion que je professe, en bon et fidèle citoyen, avec toute l'exactitude et le zèle dont je suis capable et avec une juste haine contre l'anarchie et la licence. » — Cité également par Strickler, t. II, p. 784.

<sup>7</sup> Strickler, t. II, p. 784, n° 1<sup>b</sup>.

<sup>8</sup> AV, H 29, n° 99 : de Rivaz à tous les sous-préfets, du 13 août. — Dans une lettre à de Nuce, représentant du peuple (*ibidem*, n° 97), on peut lire ces mots : « Nos prêtres sont entièrement disposés à prêter le serment prescrit par la loi et je ne saurais pas actuellement vous en nommer un que je connaisse encore en doute à cet égard... Il peut s'en trouver plus d'un dans les districts supérieurs, mais je n'ai aucun renseignement individuel et je ne doute point qu'il ne soit prêté sans opposition. »

à Mgr Blatter, le 15 août, celui-ci lui demande d'ajouter à son discours que le maintien de la religion est assuré. Le préfet le lui promet d'autant plus facilement que le préfet national de Fribourg se disposait à le faire pareillement<sup>9</sup>. Deux jours plus tard, l'évêque réunit en assemblée les principaux responsables du diocèse pour déterminer avec eux de l'opportunité et de la nécessité même de prêter le serment civique<sup>10</sup>. Un mandement constitue le fruit de leurs réflexions. Il rassure le peuple sur les dispositions pacifiques du Directoire à l'égard de la religion catholique. Puis il poursuit : « En conséquence, montrez aux autorités constituées votre attachement, votre soumission et obéissance, car il n'y a point de puissance qui ne vienne de Dieu ; c'est lui qui a établi celles qui sont sur la terre, dit l'Apôtre aux Romains, chapitre 13. Vous ne sauriez remplir les devoirs de notre sainte religion sans vous acquitter de ce que vous devez au magistrat. Soyez amis de la concorde et de la paix et vous ferez voir par là que vous êtes de bons et fidèles citoyens »<sup>11</sup>.

Le jour même où l'évêque envoie son mandement à tous les prêtres du diocèse, le préfet national expédie à tous les sous-préfets un supplément au discours composé par le gouvernement central. Les autorités exécutives doivent le lire lors de la prestation du serment. Ce supplément, s'il n'apporte aucun argument nouveau en faveur de la prestation du serment, constitue néanmoins aux yeux du peuple, une garantie des bonnes dispositions du gouvernement helvétique à l'égard de la religion catholique<sup>12</sup>.

Le jeudi 23, la prestation du serment s'effectue dans tout le Valais. Dans son journal, Ch.-E. de Rivaz raconte comment la cérémonie s'est déroulée à Sion. C'est le seul compte rendu que nous possédions de la fête<sup>13</sup> :

« Cette journée a été consacrée en grande partie à la prestation du serment civique ordonné par la loi du 12 juillet. Dès la veille au soir il y a eu un feu de joie au pré de la foire au-dessus de la porte de Conthey, accompagné de soixante coups de boîtes. Le feu a été mis par le lieutenant du préfet qui s'est rendu sur les lieux, en écharpe, précédé de la musique et suivi d'une grande partie du peuple à huit heures du soir. Il a prononcé un petit discours relatif à la circonstance. Le peuple a dansé en rond autour et la joie aurait été sans mélange si un accident funeste ne s'y était joint. Un des canonniers a été blessé à la tête lors d'un des derniers coups tirés ; une partie du crâne a été emportée et sa vie est dans le plus extrême danger.

» Le lendemain 23, les autorités se sont rendues à la maison de commune d'où elles se sont rendues à la cathédrale dans l'ordre suivant : la

<sup>9</sup> *Journal I*, fol. 16 recto. — A la date du 15 août, on lit entre autres ces réflexions : « J'ai pensé que cette démarche de ma part contribuerait à fixer les irrésolutions de l'évêque qui pourraient être funestes à notre tranquillité. *Salus populi, suprema lex.* » — La formule est de Cicéron, *De legibus*, III, 3.

<sup>10</sup> Les membres présents étaient, outre l'évêque, l'abbé de St-Maurice, le prévôt du St-Bernard, quelques membres du Chapitre, les dix surveillants ou doyens, quelques curés principaux, les supérieurs des capucins de Sion et des Piaristes de Brigue. — Cf. A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, p. 43.

<sup>11</sup> AV, Rz, cart. 79, pap. 10.

<sup>12</sup> AV, H 29, n<sup>os</sup> 116, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 128 et 129.

<sup>13</sup> Ch.-E. de Rivaz, *Journal I*, fol. 22, recto et verso et fol. 23 recto.

musique, 16 filles vêtues de blanc, dont partie destinée à chanter, quatre chanteurs, le drapeau du préfet, le préfet, la Chambre administrative, le tribunal du canton, le sous-préfet, le tribunal du district, l'agent de la commune, les secrétaires du préfet et de la Chambre, le juge provisoire, la municipalité provisoire, le cortège du peuple.

» Les autorités étaient escortées par la troupe composée de 72 hommes commandés par le cit. Balthasar Ambuel. Elle formait la haie de droite et de gauche.

» Au moment qu'elles sont sorties de la commune, la grande cloche de la cathédrale a sonné jusqu'à ce que tout le monde ait été dans l'église, et de même au sortir de l'église.

» La messe a été célébrée très solennellement par le doyen Oggier. Elle a été suivie d'un *Veni Creator*.

» Après le service, les autorités se sont rendues auprès de l'arbre de la liberté où avait été préparé un échafaudage, entouré de sapins verts, sur lequel elles se sont placées. La musique a exécuté des marches et des airs analogues et les chanteurs et chanteuses, des hymnes patriotiques. Pendant ce temps-là le clergé en corps, présidé par le doyen, est arrivé avec le corps des capucins ayant leur gardien à la tête. Je l'ai reçu avec respect et l'ai fait placer à la droite, les autorités ayant pris ma gauche. J'ai ensuite prononcé le discours ordonné par le gouvernement et ai fait prêter le serment civique dans la forme qui y était prescrite. J'avais fait entrer les citoyens actifs dans le cercle formé par la troupe. Tout le monde s'était couvert au commencement de mon discours et au moment où j'ai commencé la formule du serment, tous à mon exemple, se sont découverts. J'ai fait lire le même discours traduit en allemand. Ensuite a été procédé par mon lieutenant à l'appel nominal et ensuite j'ai achevé la dernière partie du discours qui a aussi été répétée en allemand. Après quoi la musique avec les chanteurs ont encore entonné un hymne patriotique pendant lequel le clergé s'est remis en marche dans le même ordre pour se rendre au pré de la foire où avait été planté un arbre de la liberté orné de rubans aux couleurs nationales. Les filles du cortège tenaient des guirlandes de fleurs qu'elles ont été déposer autour de cet arbre. Ensuite elles ont chanté des hymnes et chansons patriotiques. Après quoi ont commencé des danses autour de l'arbre auxquelles tous les citoyens et citoyennes ont pris part.

» A midi, le sous-préfet a annoncé au peuple qu'il était invité à se rendre au logis du *Lion d'Or*, à quatre heures, où recommencerait le bal, et le cortège est rentré en ville dans le même ordre qu'il avait en sortant.

» Les autorités se sont réunies en un banquet civique au *Lion d'Or*. Le repas a été plein de gaieté et de cordialité. On a bu à la République helvétique, à la constitution helvétique, au préfet, à la Chambre, au tribunal, au Directoire, au maintien de la bonne justice, à la prospérité de la République, à la fidélité du canton du Valais. La musique et des chants s'y sont joints. Les tables levées, les danses ont commencé. Mon lieutenant y a présidé et a animé par son exemple et ses invitations engageantes tous les citoyens et citoyennes à y prendre part. J'y ai été quelque temps moi-même en écharpe et tâché de m'y rendre agréable à tous les citoyens. Les lettres étant arrivées

à quatre heures et demie, je me suis retiré pour les lire et y répondre. Le bal a duré jusqu'à trois heures du matin sans licence ni désordre.

» La cérémonie civique devait être accompagnée de décharges d'artillerie, mais l'accident de la veille a fait renoncer à ce genre de réjouissances qui présentaient une idée et des souvenirs trop fâcheux. J'ai ajouté au discours prononcé avant le serment une formule rassurante pour la religion. »

Les autres communes valaisannes, assurément, ne célébrèrent pas cette journée avec autant de faste et d'apparat que la capitale qui se devait d'agir de la sorte. Dans l'ensemble néanmoins, le clergé et le peuple ont prêté le serment exigé. C'est ce dont Léopold de Nuce, de retour au Grand Conseil, se plaît à faire part à l'assemblée<sup>14</sup>. Mais ce qu'il ne dit pas, c'est que des scènes de mécontentement ont éclaté dans quelques villages.

A Saas, où presque tous les citoyens prêtent serment, quelques motionnaires demandent que le nombre des juges soit réduit, que le peuple soit allégé des charges financières énormes que le régime helvétique fait peser sur lui, que le prix du sel enfin ne soit pas majoré. La foule des citoyens, dans un tumulte général, exige que ces motions soient acceptées. A Zermatt où la proportion des jureurs est encore plus élevée, les autorités constituées et l'agent sont injuriés et conspués. Des protestations s'élèvent aussi à Randa<sup>15</sup>. Dans les communes de Visperterminen et de Loèche, l'agitation prend un caractère encore plus hostile à l'égard du gouvernement. Celle-ci est en rapport avec l'effervescence qui agite et soulève les Waldstaetten.

A peine 40 citoyens sur 130 prêtent le serment constitutionnel à Visperterminen où l'agent est insulté. Aussi de Rivaz prie-t-il le sous-préfet du district de Stalden de se rendre sur les lieux, d'y calmer les esprits et de leur montrer les méfaits que susciterait une opposition ouverte aux ordres du Directoire<sup>16</sup>. Et comme l'un des principaux auteurs est le desservant de la paroisse<sup>17</sup>, le préfet national intervient auprès du chanoine Pignat, grand vicaire du diocèse, pour qu'il tente de ramener à la soumission ce prêtre

<sup>14</sup> *Supplément au Nouvelliste Vaudois*, n° 58, du 4 septembre 1798. On y lit à propos du Valais « qu'il y a encore des agitateurs, que l'ignorance y règne parce qu'il n'y a point de feuille villageoise et qu'on n'y publie pas seulement les décrets ». Existence des agitateurs et manque d'intérêt pour le régime nouveau, voilà deux éléments que l'on retrouve en Valais durant toute la période helvétique.

<sup>15</sup> AV, H 29, n° 298, du 18 septembre 1798. — Dans deux rapports du préfet national au Directoire (*ibidem*, n° 207 et 298) se trouvent les résultats du serment de la plupart des communes. Les opposants sont près de 200 : Visperterminen, 90 ; Sion, 32 ; Loèche, 30 ; Isérables, 11 ; Chamoson, 10. Les citoyens légitimement absents sont près de 1 400 ; mais il manque les résultats de 12 communes. Les assermentés s'élèvent à 7 521. Mais il manque les résultats de toutes les communes du district de Monthey dans lesquelles « tous les citoyens s'étaient empressés de remplir ce devoir » et où « personne n'y avait manqué sauf ceux qui étaient absents pour des motifs connus et légitimes ». Font défaut également les résultats de 31 localités dont Sion, Sierre et toutes les communes de ce district. A titre d'orientation, il faut remarquer que le recensement de 1802 compte 5 591 âmes pour le district de Monthey, 5 750 pour celui de Sierre et 1 908 pour la ville de Sion. On peut donc estimer le nombre des jureurs à 13 000 après la prestation du 23 août.

<sup>16</sup> AV, H 29, n° 195, du 29 août.

<sup>17</sup> François Joseph Jordan, 6 novembre 1750 — 18 janvier 1837. Cf. à son sujet, BWG, t. III, p. 19, *Verzeichnis von Priestern aus dem deutschen Wallis*.

récalcitrant<sup>18</sup>. De son propre mouvement, le curé de Sion, François-Xavier Gottspöner, originaire de Visperterminen<sup>19</sup>, écrit aux habitants de son village pour qu'ils se rallient au régime que l'ensemble du pays a accepté<sup>20</sup>. Bien que les opposants prêtent alors serment, le calme ne semble pas revenu dans la commune où le curé Jordan continue d'afficher ses sentiments politiques. Excédé par tant de mauvaise volonté, de Rivaz lui écrit le 22 septembre 1798 : « Je viens par la présente vous déclarer que, connaissant votre influence sur l'esprit de vos paroissiens, je vous rends personnellement responsable de la conduite qu'ils tiendront à l'avenir, et que si, dans quinze jours, l'agent de votre commune ne jouit pas de toute l'obéissance, de toute la considération qui lui est due comme autorité légitime, si toutes assemblées nocturnes ou secrètes n'ont pas cessé dans ce temps, je croirai de mon devoir de vous dénoncer au Directoire et de prendre ses ordres à votre sujet.<sup>21</sup> » Craignant que de Rivaz n'exécute ses menaces, le curé de Visperterminen fait acte de soumission le 1<sup>er</sup> octobre.

A Loèche, l'opposition aux ordres du Directoire prend un caractère beaucoup plus aigu bien que le nombre des opposants soit moins élevé. Une trentaine d'hommes s'absentent de la commune le jour de la prestation du serment civique. Ils se rendent à Lax, dans le district d'Ernen. De là, deux d'entre eux se dirigent sur Coire pour gagner Feldkirch en Autriche. Ils désirent se rendre compte de la situation qui règne dans les Etats allemands car des bruits persistants affirment l'existence de mouvements de troupes en Russie et en Autriche<sup>23</sup>. D'autres, afin de se renseigner sur l'état des Waldstaetten, franchissent la Furka, se rendent à Rigiberg sous prétexte de pèlerinage et, en route, se font délivrer des certificats de passage. Ils ont ainsi une excuse de s'être absentés<sup>24</sup>.

Mais somme toute, l'opposition aux exigences du Directoire est minime. Pourtant le préfet de Rivaz se sent obligé, le 3 octobre, de mettre en vigueur les dispositions que le Directoire avait prévues contre les personnes qui, le 23 août, n'auraient pas pu ou voulu se conformer à ses instructions.

Le 3 septembre déjà, le Directoire avait arrêté que le préfet national se rendrait — sous escorte militaire — dans les différentes localités placées sous son autorité, qu'il y rassemblerait tous les hommes qui n'auraient pas

<sup>18</sup> AV, H 29, n° 196, du 29 août.

<sup>19</sup> BWG, t. II, p. 259.

<sup>20</sup> AV, H 29, n° 221, du 10 septembre.

<sup>21</sup> *Ibidem*, n° 327, du 22 septembre.

<sup>22</sup> *Ibidem*, n° 406, du 6 octobre.

<sup>23</sup> A Steg, dans le district de Loèche, Joseph Werlen raconte que « l'empereur avait écrit des lettres dans le pays et ne demandait pas plus de tribut qu'auparavant le roi de France ». — Jean-Baptiste Bignetty dit avoir vu quatre dragons autrichiens se rendre à Brigue pour rejoindre leur armée qui se bat contre les troupes françaises sur les frontières de l'Italie. — Jean Buman affirme s'être laissé raconter que l'empereur a écrit des lettres dans le pays (AV, H 29, n° 221). — Un certain Zurkirchen, ancien familier d'Etat, est accusé de ne point porter la cocarde helvétique et d'appeler son chien : « Citoyen » (*ibidem*, n° 277).

<sup>24</sup> Ils sont douze à se rendre en pèlerinage à Rigiberg (*ibidem*, n° 221). De retour au pays, ils demandent de pouvoir prêter le serment constitutionnel. De Rivaz accède à leur demande le 6 octobre (AV, H 29, n° 401).

prêté serment et qu'il recevrait le serment de ceux qui voudraient bien le prononcer. Quant aux autres, il les exclurait de toutes jouissances des biens communs, il leur en retirerait l'administration, il leur interdirait tous les avantages exclusivement réservés aux citoyens helvétiques, il les assujettirait aux impôts établis pour les étrangers et il les avertirait qu'à la moindre tentative de leur part de troubler l'ordre public, il les déporterait hors des frontières de la République<sup>25</sup>.

Les indices évidents de la mauvaise disposition des conseils législatifs à l'égard du clergé<sup>26</sup>, la loi du 19 septembre les rend encore plus patents. Car cette loi ordonne que « tous les ecclésiastiques, quels qu'ils soient, qui n'auront pas prêté le serment civique... seront irrémissiblement et incessamment déportés au-delà des confins de l'Helvétie »<sup>27</sup>. Chaque prêtre qui n'a pas participé à la fête du 23 août doit prêter serment en présence du préfet national. Celui-ci établit une liste de tous les ecclésiastiques soumis. Il enquête sur l'absence de ceux qui sont hors de leur canton. Seuls les prêtres retenus chez eux « pour cause de maladie suffisamment attestée » peuvent prêter serment devant le sous-préfet de l'autorité duquel ils dépendent.

Le préfet national n'estime pas à propos de publier cette loi relative au serment civique des prêtres. Car « je n'en connais, écrit-il au ministre de la Justice et de la Police, qui n'aient pas satisfait à la loi, que le chapelain de Mörel, Aloïs Roten, et les pères piaristes »<sup>28</sup>. Le préfet de Rivaz agit ainsi parce qu'il craint d'exciter le peuple si chatouilleux en matière de religion.

Dans la proclamation<sup>29</sup> qu'il adresse donc à tous les citoyens du Valais, de Rivaz fixe au 21 octobre 1798 la prestation du serment pour tous ceux que les travaux d'alpage ont tenus éloignés de leur village, le 23 août, et pour tous ceux aussi qui, désireux d'oublier leurs erreurs passées, veulent mériter

<sup>25</sup> Strickler, t. II, pp. 1038-1039.

<sup>26</sup> Ces indices sont :

a) la suppression des dîmes décrétée par la loi du 10 novembre 1798 (*Bull. d. lois et d. du C. L.*, II, 1798, pp. 74-81) mais que les articles 11 et 13 de la constitution permettaient d'entrevoir ;

b) l'interdiction faite aux couvents des deux sexes d'admettre des novices (*ibidem*, p. 232, loi du 20 juillet 1798) ;

c) le séquestre mis sur les biens des cloîtres, chapitres et abbayes (*ibidem*, p. 48, loi du 8 mai 1798).

<sup>27</sup> Strickler, t. II, pp. 1175-1176, art. 7. — Cet article rappelle d'une manière évidente ces lignes du *Contrat social*, livre IV, chap. 8, *De la religion civile* : « Il y a donc une profession de foi purement civile dont il appartient au souverain de fixer les articles, non pas précisément comme dogme de la religion, mais comme sentiments de sociabilité sans lesquels il est impossible d'être bon citoyen ni sujet fidèle. Sans pouvoir obliger personne à les croire, il peut bannir de l'état quiconque ne les croit pas ; il peut le bannir, non comme impie, mais comme insociable, comme incapable d'aimer sincèrement les lois, la justice et d'immoler au besoin sa vie à son devoir. »

<sup>28</sup> AV, H 29, n° 415. — A cette date, le curé d'Albinen, Chrétien Rothen, celui de Simplon, Joseph-Michel Thenisch (*BWG*, VII, pp. 347-348) n'ont pas encore prêté serment. Celui-là envoie par écrit son serment au préfet national à la fin du mois d'octobre (AV, H 29, n° 580) ; celui-ci s'exile à Domodossola pour ne pas prêter serment (*ibidem*, n° 829). La notification de son expulsion est datée du 15 novembre (*ibidem*, n° 664). — Le doyen Roten fait parvenir son serment par l'intermédiaire du grand vicaire Pignat (*ibidem*, n° 474).

<sup>29</sup> AV, H 29, n° 386.

les avantages que leur offre la patrie et consolider en même temps son bonheur et sa tranquillité.

La prestation du serment se déroule, au jour fixé, sans aucun appareil comme sans aucune marque d'hostilité à l'égard du régime helvétique. Un message du Directoire exécutif indique le nombre de 15.126 citoyens assermentés dans les 12 districts<sup>30</sup>. Alors que dans les Waldstaetten se sont élevées des insurrections pour s'opposer à la loi du 12 juillet, dans le Valais, la répression du soulèvement du mois de mai a coupé les ailes à toute velléité d'agitation politique nouvelle. Les accès de mauvaise humeur dans quelques communes, de même que la résistance opposée par quelques individus ne sont que des faits isolés qui n'empêchent pas le préfet national de parachever l'établissement des autorités, comme la constitution lui en faisait un devoir.

<sup>30</sup> *Bulletin officiel du Directoire helvétique et des autorités du canton du Léman*, t. VI, pp. 33-34, n° 5, du 6 mars 1799.



## Deuxième partie

# Les autorités constitutionnelles

### CHAPITRE PREMIER

#### LES TEXTES LEGISLATIFS

##### I. Les autorités exécutives

Les autorités exécutives comprennent le préfet national, les sous-préfets et les agents.

Le *préfet national* représente le pouvoir exécutif dans les cantons<sup>1</sup>. Il n'est que « l'exécuteur subordonné de la loi ». Mais il détient tous les pouvoirs pour la faire exécuter et respecter. Pour le seconder, la constitution lui attribue un lieutenant dans la personne du sous-préfet choisi dans la commune où il réside.

La tâche la plus importante et la plus étendue du préfet national consiste à surveiller les autorités et les fonctionnaires publics dans l'exercice de leurs fonctions. Surveillance qui exige une activité considérable et qui seule permet au préfet de rédiger les rapports détaillés que désire le gouvernement sur la situation de la préfecture et sur la valeur des fonctionnaires. Le préfet doit donc connaître le mérite, la capacité, la fidélité et le zèle que les agents du gouvernement apportent dans l'accomplissement de leurs tâches.

Le préfet nomme « les présidents du tribunal de canton, de la Chambre administrative et des instances de justice inférieures ». « Il a aussi la nomination des greffiers, de l'accusateur public et des sous-préfets du chef-lieu et

<sup>1</sup> Pour l'étude de la fonction de préfet national, les sources sont la constitution du 28 mars 1798, art. 96 (Strickler, t. I, p. 589) et *l'Instruction du Directoire exécutif aux préfets nationaux*, du 10 mai 1798 (Strickler, t. I, pp. 1060-1069).

des districts. » Pour mener à bien ces différentes nominations, le préfet devra apprécier la situation des diverses régions du pays qu'il dirige. Il faut que les autorités et les fonctionnaires choisis aient la confiance du peuple, que l'amour de la liberté et de l'égalité les anime, « qu'ils soient attachés de cœur au nouvel ordre de choses et zélés à contribuer de toutes leurs forces à son établissement et à son affermissement, qu'ils soient aussi éloignés de l'aristocratie que de la démagogie et d'une popularité ambitieuse, mais que réunissant la fermeté à la vraie popularité, ils aient su mériter la confiance publique ». Le choix des sous-préfets surtout exige un grand soin. Par leur contact continu avec le peuple, ils peuvent lui donner l'amour du régime nouveau et le détourner de tous les actes hostiles à son égard.

Pourtant, si malgré tous les conseils prodigués, certains individus persistent à s'opposer au régime helvétique, le préfet exercera le droit d'appréhension que la constitution lui accorde. Il disposera même de la force armée dans les circonstances exceptionnelles. Il veillera, lorsqu'il appliquera ces dispositions qui touchent de si près à la liberté individuelle, à n'en user qu'avec « tout le ménagement que cette liberté exige ». Mais il se montrera ferme dans la réquisition des perturbateurs de l'ordre public. Qu'on en juge plutôt : « Celui qui, par des discours ou des actions, et sous un prétexte religieux ou politique quelconque, porterait atteinte aux principes sacrés de l'égalité et de la liberté ; celui qui voudrait retarder l'établissement, enchevêtrer la marche de la République, et troubler le bon ordre, doit être atteint à l'instant même et remis aux tribunaux, vengeurs impitoyables de la constitution violée et des droits publics ou particuliers, foulés aux pieds. » Puis, pour prévenir l'influence du clergé sur le peuple, l'*Instruction* du 10 mai 1798 donne les ordres suivants : « Vous sommerez les ecclésiastiques d'inspirer à tous les cœurs l'amour de la République, vous porterez sur eux un œil vigilant, vous louerez, vous protégerez ceux qui usent de l'espèce d'autorité que la religion et la confiance leur donnent pour l'avancement du bien public. Mais s'il se trouvait parmi eux des fanatiques et des séducteurs, vous ferez peser sur leur tête criminelle toute l'autorité que la loi vous donne. »

D'autres fonctions encore incombent au préfet national. Leur caractère honorifique ne doit pas nous faire oublier qu'elles facilitent toutefois sa tâche de gardien de la constitution.

Ainsi, sans jouir cependant du droit de vote, le préfet assiste aux délibérations des tribunaux et de la Chambre administrative. Il empêche ainsi que leurs membres outrepassent les pouvoirs que leur octroie la constitution.

Enfin, le préfet national préside les fêtes civiques dont le but est de promouvoir dans le peuple « l'amour sacré de la patrie, des lois et des formes républicaines ». Il veille que les organisateurs donnent à ces fêtes un développement et un faste en rapport avec l'importance de la localité. Car ces fêtes doivent « agir sur le peuple par les sens », entretenir l'esprit public et « prouver l'essor des sentiments les plus sublimes ».

En bref, le préfet national est le serviteur le plus dévoué de la constitution. Citons, pour achever, les dernières recommandations de l'*Instruction* : « Chercher dans la foule les sujets les plus capables et les plus honnêtes pour les en faire sortir ; prêter l'oreille aux plaintes de l'innocence opprimée sans jamais se permettre d'en être fatigué ; veiller sans cesse sur l'ordre public et

découvrir ceux qui tenteraient de le troubler ; être sévère, impitoyable même lorsque la douceur conduirait à la ruine ; et sacrifier les relations les plus étroites et les plus chères, renoncer à toute considération personnelle, et réprimer tous les mouvements de la passion lorsque la justice parle, voilà les obligations que votre place vous impose. »

Comme rétribution pour toutes ses responsabilités, les corps législatifs accordent au préfet, par la loi du 12 septembre 1798, un logement prêt à être meublé et un traitement annuel de 250 louis<sup>2</sup>.

Pour faciliter sa tâche, la constitution établit un *sous-préfet* par district et un *agent* par commune. Ces sous-agents sont nommés par ceux mêmes dont ils dépendent immédiatement. Dans le cadre plus ou moins restreint de leur juridiction, ils possèdent les mêmes attributions que le préfet national, sans cependant pouvoir disposer de la force armée.

La loi du 29 janvier 1799 détermine les visites que les préfets doivent accomplir dans leurs districts<sup>3</sup>. Elle leur prescrit de surveiller les inspections périodiques que les sous-préfets effectuent dans les communes qui leur sont confiées. Elle leur commande également « d'instruire et d'éclairer » les citoyens des communes « sur les vrais avantages du nouvel ordre de choses, et de leur expliquer les lois. »

## II. Les autorités administratives

Les autorités administratives sont au nombre de trois : la Chambre administrative, les municipalités et les chambres de régie.

« La Chambre administrative est chargée de l'exécution immédiate des lois relatives aux finances, au commerce, aux arts, aux métiers, à l'agriculture, aux subsistances, à l'entretien des villes et des chemins publics<sup>4</sup>. » Sa mission

<sup>2</sup> *Bull. d. lois et d.*, I, 1798, p. 379. — Le lieutenant du préfet ne reçoit qu'un traitement de 100 louis (*ibidem*, p. 380 : loi du 12 septembre 1798). — La loi du 15 mai 1799 ramène ce traitement à 3 600 francs avec effet rétroactif dès le 12 avril 1799. La diminution est approximativement de l'ordre de 1 400 francs, cf. *Bull. d. lois et d. du C. L.*, III, 1799, p. 30. — A dater du 21 août 1799, le traitement est établi à nouveau et fixé à 2 400 francs sans logement, cf. *ibidem* : arrêt du Directoire exécutif du 21 août. — Un décret du même jour réduit l'indemnité du lieutenant à 1 200 francs, (*ibidem*, p. 188). — Ce qui représente une perte de 800 francs environ. Pour compenser la diminution des indemnités allouées aux préfets, les corps législatifs décrètent, le 26 septembre 1799, que la République fournira à chaque préfet un local pour qu'il puisse y placer son bureau. Toutefois, le loyer annuel de celui-ci ne devra pas excéder la somme de 15 louis (300 francs environ). *Ibidem*, p. 294.

<sup>3</sup> *Bull. d. lois et d.*, II, 1798, pp. 267-268. — La loi du 7 janvier 1799 (*Bull. d. lois et d. du C. L.*, II, 1798, p. 221) fixe le traitement annuel d'un sous-préfet à 75 louis neufs. — Les émoluments des agents s'élèvent à un et demi pour cent de leur recette mais au maximum à 240 francs et au minimum à 50 francs (*ibidem*, loi du 5 février 1799, p. 288). — La recette des agents provient de l'encaissement des impôts, de la vente du papier timbré, de la légitimation des passeports, etc. Pour ne plus devoir payer les agents, le gouvernement central promulgue, le 11 octobre 1799, une loi prescrivant que les agents « seront à l'avenir choisis dans le nombre des officiers municipaux ». Ainsi « ils seront indemnisés par les communes pour le surcroît de peine qu'il leur en résultera de cet emploi » (cf. Strickler, t. V, pp. 96-97).

<sup>4</sup> Strickler, t. I, p. 584 : constitution du 28 mars 1798, art. 101.

consiste donc à s'occuper du bien-être matériel du pays. Aussi, étant donné la complexité des objets qui ressortent de ses attributions, ne nous arrêterons-nous pas à étudier des domaines particuliers qui ne peuvent l'être que dans des monographies.

Pour résoudre les problèmes qui se posent à elle, la Chambre administrative est composée d'un président et de quatre assesseurs qu'élit le corps électoral. La Chambre est renouvelable chaque année par quart. Le membre sortant est désigné par le tirage au sort. Le corps électoral élit le nouveau membre. Chacun des administrateurs peut être réélu deux fois consécutivement après quoi, il doit attendre une durée de deux ans avant d'être rééligible. A chaque administrateur est adjoint un suppléant qui le remplace en cas d'absence justifiée.

Le salaire de chacun des administrateurs s'élève à 150 louis en vertu de la loi du 12 septembre 1798<sup>5</sup>.

L'ensemble des tâches qui incombent à la Chambre administrative, les municipalités les assument sur le plan communal. C'est pour faciliter l'application de toutes les lois dont l'objet est le bien matériel du pays que les corps législatifs entreprennent dès le mois de mars 1798 l'élaboration d'une loi sur l'organisation des municipalités. Les considérants qui l'introduisent peuvent être résumés en quatre points :

1) il convient d'uniformiser le pouvoir municipal « en appelant à sa formation le peuple, source unique de toute autorité légale » ;

2) afin de ne léser, ni l'ensemble des citoyens d'une commune, ni dans celle-ci ceux d'entre eux qui sont possesseurs en commun des biens communaux, il convient d'instituer deux organismes distincts : des municipalités et des chambres de régie ;

3) comme il serait absurde de partager les biens communaux dans l'état présent du pays, il convient de maintenir les chambres de régie, bien que leur existence exclue d'un pouvoir une certaine catégorie de citoyens ;

4) pour éviter tout conflit de compétences entre les municipalités et les chambres de régie, il suffit d'élaborer une loi précisant exactement les attributions des deux organismes.

A la suite de ces considérants, la loi du 13 novembre<sup>6</sup> ordonne la création des deux corps distincts :

<sup>5</sup> Bull. d. lois et d., I, 1798, p. 381. — Une autre loi, édictée le même jour, fixe le traitement d'un suppléant à une Chambre administrative. Ce traitement s'élève à 60 batz par journée de présence. De plus, le suppléant reçoit une indemnité équivalente à une, deux, trois, etc., journée de travail selon qu'il doit franchir de 2 à 4 puis 8, 12, 16, etc., lieues pour se rendre à la Chambre quand il est convoqué. Le traitement auquel le suppléant peut prétendre lui est versé par l'administrateur remplacé lorsque celui-ci est en vacances et par l'État lorsque l'administrateur est malade. Si l'administrateur est élu représentant au Corps législatif, le suppléant retire le traitement complet de l'administrateur qu'il remplace. — La loi du 17 juin 1799 (Bull. d. lois et d. du C. L., III, 1799, p. 105) ramène les indemnités des suppléants de 60 batz à 5 francs, plus les frais de déplacement. Le décret du 21 août 1799 (*ibidem*, p. 191) réduit encore ce salaire à 4 francs et 5 batz par journée de fonction.

<sup>6</sup> Bull. d. lois et d. du C. L., II, 1798, pp. 89-92.

« Il y a dans chaque commune une assemblée générale de tous les citoyens actifs, sans aucune exception ; cette assemblée nomme une *municipalité* qui règle la police administrative du lieu.

« Les copropriétaires des biens communs, dans chaque lieu, nomment une *Chambre de régie*, laquelle s'occupe de l'administration et de la conservation de ses biens communs. »

Les considérants et les deux articles de la loi du 13 novembre, fondements de l'autorité communale, sont repris dans la loi du 15 février 1799<sup>7</sup> qui comprend trois parties divisées elles-mêmes en de nombreuses sections : le pouvoir municipal, la régie des biens communaux, les dispositions réglant l'établissement de ces deux autorités.

Le collège des officiers municipaux forme l'*autorité municipale*. Il est élu par l'assemblée générale de tous les citoyens actifs de la commune. Il existe dans chaque commune à raison de trois membres si la commune comprend moins de trois cents habitants (art. 7) ; il y en a cinq dans les communes où la population s'élève de 300 à 1 300 âmes (art. 8) ; neuf, de 1 300 à 2 000 (art. 9) ; onze, au-dessus de 2 000. D'autre part, dans les communes de moins de cinq municipaux, l'assemblée générale nomme trois officiers suppléants (art. 11). Les municipaux choisissent un sergent lorsqu'ils ne sont que cinq et le nombre qu'ils estiment utile si la commune compte plus de 1 300 habitants. Ces aides, de même que le greffier municipal, sont nommés par la municipalité et révoqués par elle (art. 13, 14, 15).

L'assemblée générale élit les municipaux chaque premier jour du mois de mai (art. 16). Ils sont renouvelables, après avoir été tirés au sort, par tiers (art. 24), durant les deux premières années, puis par ordre d'entrée au conseil municipal (art. 29). Les membres sortants ne peuvent être réélus qu'après une année d'intervalle (art. 30). Les articles 31 à 35 établissent les conditions d'éligibilité.

Les fonctions des municipalités sont pareilles à celles de la Chambre administrative. Elles ont trait à la police intérieure (propreté des rues et leur illumination), à la surveillance de la parfaite exécution des lois relatives aux spectacles et fêtes publiques, à l'inspection des denrées, à la vérification des poids et mesures, à la lutte contre l'incendie, les épidémies, les épizooties, à la surveillance des mendiants, à l'établissement d'un registre d'état civil, au logement et à l'entretien des troupes de passage. En bref, les municipalités accomplissent tous les travaux qui incombent à nos municipalités modernes (art. 37 à 62).

Pour l'exécution de ces tâches, les municipaux — s'ils sont plus de trois — peuvent se grouper en sections. Mais tout le corps doit être présent quand il s'agit d'arrêter des mesures d'ordre général. Les décisions sont prises à la majorité, et pour qu'elles soient valables, il faut que la moitié des membres plus un soient présents quand la municipalité compte plus de trois membres. Sinon les trois membres doivent être présents. Le représentant du pouvoir exécutif peut — mais sans posséder de voix délibérative — assister aux séances du conseil municipal (art. 70-77).

<sup>7</sup> *Ibidem*, pp. 309-339.

Avant d'entrer en fonction, les municipaux prêtent serment devant le sous-préfet de leur district. Ce serment est conçu en ces termes : « Je jure de remplir, comme un bon citoyen, de toutes mes forces, en conscience et avec une exacte fidélité, les fonctions de la place qui m'a été confiée » (art. 78-79).

Les greffiers, les sergents et les municipaux reçoivent des indemnités modiques et proportionnées aux travaux qu'ils exécutent. Seule l'assemblée générale des citoyens peut déterminer la valeur de ces indemnités. Elle doit le faire avant de procéder à l'élection des municipaux (art. 86-89).

L'argent utilisé pour ces débours doit être pris sur les revenus par des biens affectés à cet effet. Si ces biens ne suffisent pas, le déficit « sera réparti sur tous les habitants de la commune, sans distinction et à proportion des facultés de chacun ». Bien entendu, les dépenses effectuées pour l'entretien des bâtiments appartenant à des copropriétaires ne sont réparties qu'entre eux seuls (art. 82). Les dépenses faites pour la municipalité sur l'ordre d'autorités supérieures et pour le compte du gouvernement sont remboursées respectivement par l'Etat central et par la Chambre administrative (art. 86).

Les *chambres de régie*, elles, sont élues, le 15 mai de chaque année par les citoyens actifs copropriétaires des biens communs (art. 102), qui fixent eux-mêmes le nombre des régisseurs sans toutefois que celui-ci excède quinze membres (art. 106). Pour la première année, le représentant le plus élevé du pouvoir exécutif dans la localité préside l'assemblée. Dès la deuxième année, celle-ci accomplit ses travaux sous l'autorité du président de la chambre de régie ou, à son défaut, du régisseur qui le suit en rang (art. 103-104).

Les dispositions relatives au renouvellement des municipalités et celles ayant trait aux conditions d'éligibilité de ses membres sont applicables également aux chambres de régie.

Les attributions de l'assemblée générale des copropriétaires diffèrent selon que la population des communes dont elles sont issues comporte plus ou moins de 1 300 habitants.

Dans les communes de moins de 1 300 habitants, l'assemblée détermine le nombre des régisseurs qu'elle élira ; elle fixe les indemnités qui leur sont attribuées ; elle délibère sur la reddition annuelle des comptes et sur les impositions nécessaires à la gestion des biens des copropriétaires (art. 114-117). Elle décide des acquisitions, ventes ou échanges d'immeubles ; elle délibère sur les emprunts à contracter, sur les projets d'établissements nouveaux, sur la répartition des ressources communes, sur les procès à intenter ou à soutenir, bref, sur tout ce qui touche à la gérance des biens communs (art. 118-123). Dans de telles communes, la chambre de régie doit réunir l'assemblée toutes les fois qu'elle veut accomplir quelque chose.

Les attributions fixées par les articles 114 à 117 valent également pour les assemblées de copropriétaires dans les communes de 1 300 âmes. Dans les communes de plus de 1 300, mais de moins de 5 000 habitants, la chambre de régie ne renseigne l'assemblée que lorsque les acquisitions, les ventes et les échanges excèdent la somme de 1 600 francs de Suisse (art. 130). Lorsque le nombre des habitants est supérieur à 5 000 âmes, l'assemblée générale des copropriétaires, dans sa réunion ordinaire du mois de mai, élit à la majorité relative un nombre de commissaires de régie égal à celui des régisseurs. Et chaque fois que les régisseurs effectuent une transaction, dont la valeur est

supérieure à un montant déterminé à l'avance, ils sont tenus de convoquer les commissaires de régie, représentants des copropriétaires qui ont voix délibératives et dont les suffrages sont additionnés à ceux des régisseurs eux-mêmes (art. 132-134).

Quel que soit le nombre des régisseurs, quatre d'entre eux assument des fonctions spéciales :

1) le boursier qui s'occupe de la recette et de la dépense des revenus publics (art. 136) ;

2) le directeur des pauvres qui inspecte les copropriétaires besogneux auxquels il distribue les aumônes et les secours ordonnés par la chambre de régie (art. 137) ;

3) l'inspecteur des bâtiments chargé de la construction et de la conservation de tous les édifices, propriétés des copropriétaires (art. 138) ;

4) le forestier responsable de la conservation des forêts et des biens des copropriétaires (art. 139).

Les chambres de régie des communes les plus peuplées peuvent se subdiviser en bureaux ou commissions, quatre au maximum. Chaque bureau comprend nécessairement parmi ses membres l'un des quatre régisseurs spéciaux et s'occupe exclusivement des obligations imposées au titre de ce régisseur. Le président de la chambre de régie surveille ces bureaux, mais n'en fait pas partie. Ceux-ci sont subordonnés à la chambre de régie qui assume la responsabilité de leur gestion.

### III. Les autorités judiciaires

Les autorités judiciaires comprennent le tribunal cantonal, les tribunaux de district et les juges de paix.

Les articles 97 à 100 de la constitution du 28 mars 1798 fournissent la base de l'organisation du *tribunal cantonal*. Celui-ci, fort de treize membres, y compris le président, est élu par le corps électoral. Parmi ces juges, le préfet national nomme le président du tribunal qui, à son tour, choisit son lieutenant. Les juges sont remplacés annuellement par groupes de deux sauf la troisième année au terme de laquelle trois juges sont renouvelés. A chaque juge est adjoint un suppléant pour les temps de maladie, de vacances et de députation au Corps législatif. Le nombre des juges et des suppléants ne doit jamais être inférieur à 23 membres. Leurs compétences sont fixées par l'article 97 de la constitution : « Le tribunal du canton prononce, en première instance, dans les causes criminelles majeures et, en dernière instance, dans les autres causes criminelles, dans les causes civiles et dans celles de police<sup>8</sup>. »

<sup>8</sup> La loi du 18 septembre 1798 fixe le traitement d'un juge cantonal à 100 louis (*Bull. d. lois et d.*, I, 1798, p. 400). — La loi du 17 mai 1799 ramène le traitement annuel des juges cantonaux à 1 440 francs (*Bull. d. lois et d. du C. L.*, III, 1799, pp. 38-39) et un décret du 21 août 1799 le réduit encore jusqu'à 1 200 francs (*ibidem*, p. 193). — L'évolution du traitement du suppléant au tribunal cantonal est la même que pour celui des suppléants à la Chambre administrative (cf. note 5). — Les greffiers des tribunaux de canton voient leur traitement passer de 80 louis neufs à 1 200 francs, par le décret du 21 août 1799 (*Bull. d. lois et d. du C. L.*, III, 1799, p. 195).



Le corps électoral élit également les *tribunaux de districts* composés de 9 membres, parmi lesquels le préfet national choisit le président. Ces juges sont élus pour six ans. Chaque année, un d'entre eux est renouvelé.

La loi du 12 mai 1798 établit que ces tribunaux ne peuvent comporter moins de sept juges, y compris le président. Aussi, dès que deux juges abandonnent définitivement ses séances, les juges restants se réunissent-ils pour élire, au scrutin secret et à la majorité absolue, deux suppléants qui occupent les fonctions de juges jusqu'au moment où le corps électoral, réuni en assemblée annuelle, nomme aux places vacantes<sup>9</sup>.

Aucune législation particulière ne traite de l'établissement et des attributions des juges de paix. Ils s'organisent très souvent selon le système en vigueur sous l'ancien régime.

<sup>9</sup> *Bull. d. lois et d.*, I, 1798, pp. 66-68. — La loi du 2 janvier 1799 sur la manière de compléter les tribunaux de districts exige que lorsque deux juges sont momentanément absents, les juges restants élisent deux suppléants qui ne conservent leurs fonctions que pendant le temps que les juges ne peuvent les occuper eux-mêmes (*Bull. d. lois et d. du C. L.*, II, 1798, pp. 207-208). — Le traitement d'un juge de district s'élève à un écu neuf pour chaque jour de séance et à une indemnité d'une demi-livre de Suisse pour chaque lieue qui sépare son domicile du siège du tribunal (*Bull. d. lois et d.*, I, 1798, p. 404 : loi sur le traitement d'un juge de district, du 19 septembre 1798). — Un décret du 21 août 1799 ramène ce traitement à 30 batz pour chaque jour de fonction auxquels il faut ajouter les indemnités de déplacement (*Bull. d. lois et d. du C. L.*, III, 1799, p. 196).

## CHAPITRE II

### L'ETABLISSEMENT DES AUTORITES

#### I. Les autorités exécutives

Ce n'est qu'à partir du 8 août 1798, à la suite d'une tournée d'inspection à travers le Valais<sup>1</sup>, que le préfet de Rivaz nomme les sous-préfets qui, à leur tour, choisissent les agents dans leurs districts<sup>2</sup>. Bien qu'il ne soit pas possible, faute de documents, de connaître la personnalité de chacun des sous-préfets, on peut néanmoins affirmer qu'ils semblent dévoués et « sincèrement attachés au nouveau régime ». Les déprédations que nombre d'entre eux subiront dans leurs biens, durant l'insurrection de 1799, les vexations dont ils seront l'objet de la part du général Turreau, en 1802, prouvent que de Rivaz avait vu juste quand il les avait appelés à diriger les sous-préfectures. « J'ai tâché, avait alors écrit de Rivaz au ministre de l'Intérieur, de réunir le patriotisme aux lumières et à la confiance du peuple dans les choix que j'ai faits et il me paraît qu'ils ont été assez généralement approuvés. Les moins capa-

<sup>1</sup> AV, H 37, *Journal I*, aux dates indiquées. De Rivaz quitte Sion le 30 juillet pour Sierre où il est reçu par le comité central d'administration du district. Il y nomme le président et le greffier du tribunal. Le 31, il se rend à Viège où il est reçu par un comité identique. Le 1<sup>er</sup> août, il gagne le village de Lax. En passant à Brigue, il reçoit la visite du comité de district. Le 2 août, il parvient à Fiesch chez le président du comité central du district d'Ernen, Augustin Steffen, qui sera nommé greffier du tribunal de ce district (AV, H 29, n° 164, du 24 août). Le même jour, il gagne le village d'Ernen en compagnie de Jean-Joseph Bircher, membre du comité du district, élu membre du tribunal du district d'Ernen durant la session du 23 juillet (AV, Rz, cart. 75, fasc. 12) et que de Rivaz choisira comme préfet du district, le 8 août (AV, H 29, n° 67). Ils s'arrêtent ensemble dans la demeure du sénateur Jacques-Valentin Sigristen. Le 3 août, de Rivaz parvient à Brigue où il rend visite à la maison religieuse des Ursulines et au collège des Pères Piaristes. Le 4, il reçoit une députation du district de Stalden et le lendemain, de retour à Sierre, il est invité à un dîner par le tribunal et le comité de ce district. Sur le soir, il poursuit son voyage jusqu'à Sion.

Comme de Rivaz n'a pas eu le temps de visiter le district de Loèche durant ce voyage, il s'y rend le 14 août.

La visite des districts inférieurs s'effectue à partir du 27 août au soir, moment où de Rivaz arrive à St-Maurice. Le lendemain, il reçoit la visite du comité administratif provisoire de la ville et celle du président du tribunal de ce district. Le 29, de Rivaz prend part à la fête civique de la ville, puis il se rend dans le district de Monthey d'où il revient le même soir. Le 31 août, il se rend à St-Gingolph ; le 1<sup>er</sup> septembre, il est à Monthey ; le 2, à St-Maurice qu'il quitte le 4 pour se rendre à Sembrancher d'où il revient le même soir jusqu'à Martigny. Le lendemain, il regagne la ville de Sion.

<sup>2</sup> La liste des sous-préfets et des agents est publiée dans l'*Appendice II*, pp. 237-240. — La seule qualification que l'on trouve pour l'un d'eux est relative à celui de St-Maurice, Hyacinthe de Nucé : « Il est plein de patriotisme, d'activité et de popularité et à tous ces titres, je sais qu'il est agréable au peuple » (AV, H 29, n° 94, de Rivaz au ministre de l'Intérieur, du 12 août 1798).

bles d'entre eux sont les sous-préfets d'Ernen et d'Hérémence ; mais il y manquait absolument de sujets plus aptes, et j'ai cru que le plus essentiel, surtout à Ernen, district où a été le principal foyer de l'insurrection, était d'avoir un homme honnête, qui se fît un devoir de rendre compte des événements lorsqu'il y en aurait de contraires au nouvel ordre de choses<sup>3</sup>. »

Les qualités des agents sont moindres. Dans tous les districts, mais surtout dans le Haut-Valais, « quelques-uns savent à peine écrire leur nom<sup>4</sup> » et plusieurs « ne savent pas lire »<sup>5</sup>. De tels choix sont justifiés par la volonté que les agents aient de l'attachement pour le nouveau régime, une bonne réputation et quelque considération parmi le peuple. On aurait pu trouver des personnes moins illettrées, mais elles ne possédaient pas ces qualités que l'on estimait fondamentales.

Les agents, au nombre de 118, se répartissent de la manière suivante dans les districts :

Stalden	10	Sierre	10	Hérémence	9
Martigny	10	Brigue	13	Sembracher	6
Viège	7	St-Maurice	7	Monthey	9
Ernen	11	Loèche	20	Sion	6

Cette répartition appelle diverses remarques. Les sous-préfets de Loèche et de Brigue ont nommé de très nombreux agents. Ainsi, la vallée de Lötschen qui ne forme alors qu'une paroisse, en compte quatre : à Ferden, à Kippel, à Wiler et à Blatten. Et Joseph Matter, sous-préfet du district, estime dangereux d'en réduire le nombre : l'article 103<sup>6</sup> de la constitution le justifie ; la surveillance du district exige des agents aussi nombreux, et surtout les agents nommés considéreraient comme un affront leur destitution. La paroisse de Brigue compte aussi quatre agents ; celle de Mörel, trois ; et celle de Grengiols, deux. C'est que ces paroisses sont formées de plusieurs communes qui toutes possèdent une chapelle desservie par un recteur, de sorte que les habitants qui ne viennent que rarement à la paroisse ne pourraient pas prendre connaissance des ordres gouvernementaux si un agent national ne se trouvait parmi eux.

Cette prolifération d'agents dans certains districts du Haut-Valais excite la jalousie des districts de langue française, dans lesquels les sous-préfets ont réduit à l'extrême le nombre des agents. Le val d'Anniviers, dont la population justifie la nomination de six électeurs, ne possède qu'un seul agent. La commune de Bagnes, qui peut élire huit électeurs, n'en a qu'un également.

<sup>3</sup> AV, H 29, n° 450 et Strickler, t. III, pp. 263-267 où cette lettre est publiée presque intégralement. Tous les détails contenus dans ce chapitre — à moins d'indications contraires — sont tirés de cette lettre.

<sup>4</sup> *Ibidem*, n° 252, du même au ministre de la Justice et de la Police, du 12 septembre 1798.

<sup>5</sup> *Ibidem*, du même au ministre des Arts et des Sciences, du 17 septembre 1798.

<sup>6</sup> « Il y a dans le chef-lieu et dans chaque district, pour le maintien de la tranquillité publique et l'exécution des ordres qui émanent, soit du préfet, soit des tribunaux, soit de la Chambre d'administration, un sous-préfet, qui a sous lui, dans chaque section de ville et chaque village, un agent à sa nomination. » Cf. Strickler, t. I, pp. 584-585.

La commune d'Arbaz partage son agent avec celle d'Ayent, et la paroisse de Conthey avec celle de Vétroz. Mais de Rivaz ne donne pas suite aux réclamations des sous-préfets. Il craint de surcharger les finances de la République qui déjà sont loin d'être prospères.

Les agents, de leur côté, appréhendent aussi de devoir travailler sans aucune rétribution. Aussi de Rivaz propose-t-il au ministre de l'Intérieur de fixer un traitement annuel pour les agents et « de pourvoir à leur délivrer quelque acompte ; cela servirait d'encouragement à ces fonctionnaires qui en ont besoin pour contrebalancer les dégoûts plus ou moins grands qu'ils ont à éprouver, surtout dans les districts allemands de ce canton, et prouverait au peuple de ces mêmes districts l'activité réelle de notre gouvernement, dont grand nombre d'entre eux, par l'effet de leur ignorance, ont de la peine à se persuader l'existence ».

## II. Les autorités administratives

Les membres de la Chambre administrative avaient été nommés par le corps électoral, lors de la session du mois de mai 1798. Mais quels étaient ces hommes sur lesquels allaient reposer tant de responsabilités et qui allaient être l'objet du mécontentement du peuple et des militaires français ?

Joseph-Louis Pittier préside théoriquement la Chambre depuis le 28 juillet 1798<sup>7</sup>. « Il a de la capacité et de l'intelligence pour les affaires, ayant passé sa vie dans les fonctions du barreau et dans la discussion de nombre d'affaires litigieuses qui lui ont donné beaucoup de connaissances locales des communes et de leurs intérêts. » Ami sincère des idées libérales, puisées dans « des livres philosophiques et libertins », il s'est fait le « zélé propagateur de la nouvelle doctrine » et Mangourit le considère de suite comme « le plus propre à devenir le coryphée de la doctrine nouvelle »<sup>8</sup>. Evincé de la place de sénateur par Jean-Joseph Duc, il est déçu de n'être que le président de la Chambre administrative après avoir fonctionné comme préfet national provisoire, du 8 mai au 16 juillet 1798. Aussi s'absente-t-il du Valais et, malgré les représentations du préfet de Rivaz, demeure-t-il à Berne auprès des autorités françaises pour le compte desquelles il travaille.

Isaac de Rivaz dirige les débats de la Chambre en l'absence de son président. Très au courant de tout ce qui a trait au génie civil, il connaît suffisamment encore l'administration générale pour pouvoir rendre de précieux services à la Chambre. Malgré son application aux affaires, son désir de voir marcher régulièrement l'administration, son désintéressement et son souci d'employer judicieusement les deniers publics, malgré toutes ses qualités enfin, aucun de ses collègues ne l'aime. « Son esprit est caustique, sa fermeté même touche à la méchanceté » dit de lui un contemporain<sup>9</sup>. Ch.-E. de Rivaz lui trouve le défaut de présider la Chambre d'une manière un peu dure et « de prendre d'une façon choquante ses subordonnés ». Ce qui les mécontente.

<sup>7</sup> AV, H 29, n° 45.

<sup>8</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, p. 76.

<sup>9</sup> AF, vol. 895, pp. 283-305, Perdonnet au Directoire, du 25 mai 1798.

De plus, lui-même est dépité des responsabilités que cette place fait peser sur lui. Car il n'aime, ni le nouveau régime, ni les affaires publiques.

Gaspard-Eugène Stockalper possède de nombreuses connaissances acquises par plus de vingt ans de participation aux affaires publiques. Mais sa nombreuse famille et la multitude de ses occupations domestiques l'obligent à prendre de fréquents congés durant lesquels Emmanuel Barberini, son suppléant, le remplace.

Etienne-Gaspard Delasoie, homme intelligent et cultivé, ne possède pas l'habitude de l'administration publique tandis que Nicolas Roten, qui par deux fois a exercé les fonctions de gouverneur de Monthey et plus souvent celles de juge du dizain de Rarogne, paraît se donner franchement au nouveau régime politique. Mais ses opinions le mettent en butte à la malveillance du peuple de son dizain, ce qui le poussera à présenter sa démission au mois de novembre 1799<sup>10</sup>.

L'occupation qui retient le plus les administrateurs, dès leur entrée en fonction, réside dans l'établissement de la liste des frais occasionnés par le passage des troupes françaises durant le printemps et l'été 1798. Pour que la Chambre puisse recueillir dans les villages les renseignements qui lui sont nécessaires à cet effet, le préfet de Rivaz autorise les citoyens des communes valaisannes à établir régulièrement des conseils de communes. « Cependant, écrit-il, ces autorités savent qu'elles ne sont que provisoires, et ce sentiment les rend inactives ; elles soupirent plus ou moins après leur remplacement légal. » Plusieurs d'entre elles refusent même de poursuivre leur administration et demandent de nouvelles élections. Et le préfet doit le leur accorder, puisque nulle loi ne régit encore l'organisation municipale. Mais il les encourage à fonctionner néanmoins jusqu'à la promulgation de la loi sur les municipalités et les chambres de régie. Ce qui ne saurait tarder, les assure-t-il ! Le 18 octobre 1798, il répond dans ce sens au sous-préfet de Monthey<sup>11</sup> ; le 19 novembre, à celui de Sembrancher<sup>12</sup> ; le 20 novembre, à l'agent de Bagnes<sup>13</sup> ; le 23 décembre, il prie le sous-préfet de Sierre de faire élire une municipalité provisoire dans la commune de Sierre<sup>14</sup>.

C'est alors que paraît la loi du 13 novembre 1798 sur l'organisation des municipalités. Plusieurs communes y trouvent prétexte pour réélire les leurs. Mais l'intervention du ministre de l'Intérieur<sup>15</sup> arrête ces élections et exige que les communes attendent la loi complète sur cet objet et sur les chambres de régie qui paraît le 15 février 1799 et qui, avec l'arrêté du 13 mars suivant sur la manière d'exécuter la présente loi, ne sont affichés dans les communes du Valais qu'à la fin du mois de mars<sup>16</sup>. A partir du 7 avril, les assemblées primaires élisent municipaux et régisseurs. Mais en partie seulement. Car le manque de bonne volonté des citoyens à se réunir en assemblées a pour consé-

<sup>10</sup> AV, H 31, n° 3170.

<sup>11</sup> AV, H 29, n° 491.

<sup>12</sup> *Ibidem*, n° 693.

<sup>13</sup> *Ibidem*, n° 696.

<sup>14</sup> *Ibidem*, n° 786.

<sup>15</sup> AV, H 3, fol. 115.

<sup>16</sup> AV, H 4, fol. 216.

quence que les élections ne sont pas achevées quand éclate la seconde insurrection du Valais contre le régime helvétique.

### III. Les autorités judiciaires

Tous les membres du tribunal cantonal et ceux des tribunaux de district avaient été choisis par le corps électoral durant la session de juillet 1798. De Rivaz n'avait eu qu'à désigner les présidents et les greffiers de ces collèges et l'accusateur public auprès du tribunal cantonal. Voilà comment le préfet national juge le tribunal cantonal dans son rapport sur l'organisation constitutionnelle du Valais : « Le tribunal de canton est assez bien composé, et je suis persuadé qu'il s'acquittera honorablement de ses fonctions. Je n'ai point à me repentir des choix que j'ai faits pour sa présidence<sup>17</sup>, l'accusateur public<sup>18</sup> et le greffier<sup>19</sup> auprès desquels j'ai quelques résistances à vaincre pour les décider tous les trois. Le greffier surtout est évidemment l'homme le plus capable qu'il y eût dans ce canton pour une pareille place : très versé en droit, possédant très bien les deux langues, parfaitement au fait du style de cour et rédigeant avec aisance. L'accusateur public est connu par son zèle pour le bon ordre, par son activité, par son impartialité, par son désintéressement. Ces qualités m'ont paru essentielles, et m'ont fait passer sur ce qui pouvait lui manquer de lumières et de savoir en fait de législation dont cependant il n'est pas dépourvu, ayant déjà auparavant été quatre ans dans cette commune. »

Dans les tribunaux de district, une grande partie des juges est très peu lettrée. Ils ne peuvent donc juger que d'après les conseils des membres plus instruits et d'après leur conscience. Les choix auraient pu être meilleurs mais ils furent imposés par le désir d'attribuer un juge à chaque commune importante pour éviter qu'elles ne s'envient et ne se jaloussent mutuellement.

Il existe de plus, dans presque toutes les communes, des juges de paix sur lesquels les corps législatifs n'ont pas légiféré et que le peuple désire maintenir. « L'habitude, écrit de Rivaz, qu'a eue le peuple de ce canton d'avoir la justice à sa portée ne pourrait lui être enlevée qu'en lui imposant une privation extrêmement sensible<sup>20</sup> ». Mais le gouvernement central est assailli par des problèmes plus importants.

En effet, les événements internationaux qui se précipitent vont mettre la Suisse — pour son malheur — au premier plan de l'actualité.

<sup>17</sup> Pierre-Joseph de Riedmatten occupe cette place.

<sup>18</sup> Augustin de Riedmatten.

<sup>19</sup> Pierre-Joseph de Chastonay.

<sup>20</sup> AV, H 29, n° 387, du 3 octobre 1798.

## Troisième partie

# La dislocation du régime helvétique

### CHAPITRE PREMIER

#### LA SITUATION DU VALAIS EN 1799

Dans le conflit que vont se livrer les puissances européennes, le territoire suisse devient l'objet des convoitises des belligérants qui le considèrent comme « la clef de tout le continent »<sup>1</sup>. La politique du Directoire helvétique soumis à la volonté du Directoire français provoquera l'insurrection des cantons forestiers et du Valais. Ce canton sortira de la lutte à ce point épuisé qu'un contemporain estimait souhaitable que la partie orientale du canton « n'eût aucun habitant au moment présent »<sup>2</sup>. Désorganisation totale du pays, misère économique extrême, telles sont les caractéristiques de la situation du Valais dont il faut rechercher les causes pour que, par l'étude subséquente des événements qui en sont découlés, on puisse en comprendre la détresse. Sujet délicat et qui exige, pour son intelligence, que l'on considère d'abord la situation politique de l'Europe à la veille du conflit et qu'on jette un regard sur les principes et les intérêts des puissances qui se préparent à faire du territoire helvétique le vaste champ de leur règlement de compte.

#### I. La politique européenne

Après avoir violé le traité de Campo-Formio par le renversement du pouvoir pontifical et par l'intervention militaire en Suisse, la France accentue la rupture de l'équilibre européen, sanctionné le 17 octobre 1797, en facili-

<sup>1</sup> A. Thiers, *Histoire de la Révolution française*, t. II, Bruxelles, 1838, p. 503.

<sup>2</sup> AF, vol. 898, p. 155 : Fr.-S. Wild au Directoire, du 30 octobre 1799.



tant à Bonaparte le départ pour l'expédition d'Égypte et en posant les jalons d'une politique méditerranéenne par la prise de Malte et par le débarquement « d'une des ailes de l'armée d'Angleterre »<sup>3</sup> sur les côtes de l'Égypte. Dans les rêves du Directoire, les armées françaises saperaient ensuite la puissance anglaise déchirée par l'insurrection de l'Irlande et poursuivie jusqu'aux Indes. La France pactiserait avec la Porte et, après avoir fait de la Méditerranée « une mer exclusivement française », imposerait ses conditions aux puissances du continent... Rêves mirifiques qui s'écroulent le 2 août à l'issue de la bataille d'Aboukir, sous les coups de l'amiral Nelson dont la fureur anti-française va travailler à soulever les sujets de la France.

Car l'Angleterre sait qu'il lui faut, pour détruire sa rivale, ranimer la guerre sur le continent en faisant l'union de l'Autriche et de la Russie contre la France.

Paul 1<sup>er</sup>, violemment hostile aux principes de la Révolution française, mis hors de lui à la nouvelle de la prise de Malte dont il est le protecteur, s'empresse d'offrir son alliance à la Turquie, attaquée en Égypte par la France et à laquelle elle a déclaré la guerre. Par le traité du 23 décembre 1798, les Détroits et les ports ottomans s'ouvrent aux navires russes pour la durée des hostilités<sup>4</sup>. Puis, le 29 décembre, Paul 1<sup>er</sup> s'allie aux Napolitains et aux Anglais qui ont envahi la République romaine, le 26 novembre. Mais le Directoire déclare la guerre au roi de Naples et à celui de Sardaigne. Championnet reprend la ville de Rome, marche ensuite sur Naples qu'il occupe et dans laquelle il proclame la République parthénopéenne malgré la volonté du Directoire qui désire conserver cette conquête comme monnaie d'échange à offrir à l'Autriche.

L'Autriche, que le traité de Campo-Formio a amputée en Italie, désire s'emparer du Milanais, morceler le Piémont et les Légations, reconquérir les Pays-Bas autrichiens pour les troquer contre la Bavière. Elle veut bien guerroyer à la condition toutefois que l'Angleterre ouvre les caisses de son trésor pour subvenir aux dépenses des troupes impériales.

Dans la coalition qui s'édifie contre la France, un souci commun unit les différents membres : reprendre à la France les conquêtes de la Révolution, saper son influence auprès des peuples d'Orient et ruiner son extension en Méditerranée. Mais ce même souci enferme en lui les germes destructeurs de la coalition : les coalisés vont élever des revendications personnelles et souvent concomitantes sur les territoires reconquis. L'Angleterre voudra conserver l'Égypte, Malte et étendre son influence sur les territoires de l'empire ottoman d'Europe ; les Turcs voudront conserver ce qu'ils possèdent ; les Russes prétendront occuper Malte dans l'intérêt de la religion catholique et de l'ordre des chevaliers et conserver l'accès à la Méditerranée. Et dans l'Italie du Nord, ils s'opposeront à la politique autrichienne toujours obsédée

<sup>3</sup> Ce sont les termes que Bonaparte emploie quand il s'adresse, dans le port de Toulon, à ses troupes prêtes au départ. Texte cité par Albert Sorel, *L'Europe et la Révolution française*, Paris, 1885-1904, 8 vol., t. V, *Bonaparte et le Directoire, 1795-1799*, p. 309.

<sup>4</sup> Georges Lefebvre, *La Révolution française*, dans coll. *Peuples et civilisations*, vol. XIII, nouv. éd., Paris, 1951, p. 512. — Sauf indication particulière, les renseignements de détail pour l'explication de la politique européenne sont tirés de cet ouvrage.

par la conquête des Légations tandis que l'Angleterre ne pensera qu'à enlever à la France les Pays-Bas autrichiens dans l'intention de les remettre à la Prusse.

Le 22 ventôse an VII (12 mars 1799), la France déclare la guerre à l'Autriche. Ses troupes complétées par les appels aux armes du 3 vendémiaire an VII (24 septembre 1798) et du 28 germinal an VII (17 avril 1799) sont réparties en trois armées : l'armée d'Italie, forte de 45.000 hommes, sous les ordres du général Schérer doit chasser les Autrichiens massés sur l'Adige ; l'armée de Suisse, commandée par Masséna, doit s'emparer des Grisons, menacer le Tyrol et protéger avec son aile gauche l'armée du Danube forte de 45.000 hommes qui, sous les ordres de Jourdan, doit envahir l'Allemagne du sud tandis que Bernadotte le couvrira sur le Rhin avec ses 33.000 soldats. Face à ces troupes, les Autrichiens disposent les leurs qu'ils confient à l'archiduc Charles et aux généraux Kray et Souvarof qui emmène avec lui le contingent russe.

## II. La politique helvétique

Les autorités helvétiques qui doivent leur pouvoir à la France ne restent pas inactives en face de ces bouleversements internationaux. Désireuses de faire montre de zèle, elles vont, au fur et à mesure du déroulement des hostilités, promulguer des lois et des arrêtés que le peuple appréhendait et que certains cantons détesteraient au point qu'ils se soulèveront contre ce régime créé dans le sillage de la France et auteur de ses malheurs successifs.

Le traité de paix et d'alliance offensive et défensive scellé le 19 août 1798 entre la République française et la République helvétique, stipulait l'aide militaire obligatoire de l'un des contractants à la requête de l'autre partie<sup>5</sup>. Dès lors deux problèmes importants vont se poser pour le gouvernement helvétique : la levée des contingents auxiliaires et l'organisation de la milice helvétique qui causeront immédiatement de graves soucis financiers au Directoire helvétique.

Le 30 novembre 1798, le ministre plénipotentiaire de la République française en Helvétie, Henri Perrochel, successeur de Rapinat depuis le mois d'octobre, conclut avec le ministre des affaires étrangères Bégou une convention pour la levée de 18.000 auxiliaires<sup>6</sup>. Ce corps est formé de recrues volontaires qui signent leur engagement pour deux ou pour quatre ans. Ces volontaires, équipés, armés et soldés par le gouvernement français, sont

<sup>5</sup> « Il y a dès ce moment, entre les deux Républiques, alliance offensive et défensive.

» L'effet général de cette alliance est que chacune des deux républiques peut, en cas de guerre, requérir la coopération de son alliée.

» La puissance requérante spécifie alors contre qui la coopération est réclamée, et par l'effet de cette réquisition, la puissance requise entre en guerre contre la puissance ou les puissances désignées ; mais elle reste en état de neutralité, vis-à-vis de celles qui seraient en guerre avec la puissance requérante, et qui n'auraient point été particulièrement désignées par elle. » (*Bull. d. lois et d.*, I, 1798, pp. 415-416). — On se rend compte par ce fragment de l'art. 2 que la Suisse n'a pas d'avantages à retirer de cette convention alors que la France est assurée de l'aide militaire de la Suisse.

<sup>6</sup> *Bull. d. lois et d. du C. L.*, II, 1798, pp. 129-134.

divisés en six demi-brigades de trois mille hommes chacune, commandées par un officier ayant rang de colonel. Mais la levée du corps auxiliaire ne va pas sans de nombreuses difficultés car elle rencontre dans le peuple une aversion profonde pour ce service. Talleyrand avise alors Perrochel de surseoir, jusqu'après le recrutement des 18.000 hommes convenus, à la conclusion du traité de commerce que le ministre Zeltner s'efforce de mener à chef dans le même temps que s'effectuent les négociations sur la levée des brigades auxiliaires<sup>7</sup>. Perrochel invite donc le Directoire helvétique à ne plus se contenter de l'enrôlement volontaire mais à prendre des mesures propres à satisfaire aux engagements que le Directoire a contractés<sup>8</sup>. Bien qu'il ne soit pas la cause du retard apporté à l'exécution de la convention militaire du 30 novembre<sup>9</sup>, le gouvernement helvétique décrète la levée du contingent sur toutes les communes de l'Helvétie dans la proportion de quatre hommes pour cent citoyens actifs<sup>10</sup> et la peine de mort contre les récalcitrants.

Parallèlement à l'organisation des brigades auxiliaires se poursuit la création d'une milice helvétique dont feront partie tous les citoyens actifs de 25 à 40 ans. Une moitié de la milice forme le contingent d'élite et l'autre moitié, le contingent de réserve. Tandis que le premier est toujours prêt à se porter à la défense du pays, le second sert à compléter constamment l'élite et à lui porter aide si les circonstances l'exigent et à maintenir la sécurité intérieure. Quoique la création de cette légion helvétique rencontre moins de difficultés que la levée des brigades auxiliaires, le manque d'enthousiasme du peuple pour le régime et les souhaits de succès que beaucoup de cantons forment pour les armées alliées ralentissent l'application de la loi relative à l'organisation de la milice sédentaire<sup>11</sup>. Pour réduire l'opposition que suscite cette loi, les Conseils législatifs décrètent la peine de mort contre quiconque refusera de marcher avec le corps d'élite et contre toute personne résidant en Helvétie qui, par des actions ou des paroles, favorisera ou encouragera d'autres individus à ne pas défendre le pays<sup>12</sup>.

Les frais qu'occasionne l'organisation de la milice helvétique, joints à ceux de l'administration générale, obligent le gouvernement à lever des impôts exorbitants que le peuple, dans l'incertitude du lendemain, diffère le plus possible d'acquitter. Pour satisfaire aux besoins pressants, le Directoire est autorisé à traiter avec Rapinat pour un emprunt de trois cent cinquante mille francs<sup>13</sup>; puis, de même qu'il s'était attribué la vente du

<sup>7</sup> Dunant, Introduction, pp. XLVI-IL.

<sup>8</sup> Strickler, t. III, pp. 1325-1327, n° 1 : 18 ventôse (8 mars 1799).

<sup>9</sup> *Ibidem*, pp. 1327-1328, n° 2 et 5, des 9 et 14 mars. — Le Directoire incrimine le gouvernement français qui n'a pas satisfait à ses engagements en ce qui concerne la solde, l'équipement et l'armement des troupes. — Cf. Dunant, Introduction p. XLVI.

<sup>10</sup> Strickler, t. III, pp. 1441-1442 : arrêté directorial du 1<sup>er</sup> avril. — Le 12 mars, les Conseils législatifs avaient sommé le Directoire d'accélérer l'enrôlement pour le corps auxiliaire. Puis le 28 mars, ils avaient invité le Directoire à avancer le recrutement des brigades auxiliaires (*Bull. d. lois et d. du C. L.*, II, 1798, pp. 403-404 et 443-444).

<sup>11</sup> Strickler, t. III, pp. 755-766 : loi du 13 décembre 1798.

<sup>12</sup> *Ibidem*, pp. 1445-1446, loi du 13 mars 1799.

<sup>13</sup> *Bull. d. lois et d.*, I, 1798, p. 246, décret du 26 juillet 1798.

sel<sup>14</sup>, il promulgue que les postes doivent être considérées comme propriété nationale de la République helvétique<sup>15</sup>. Le 17 octobre, le système d'impôts préconisé par le ministre des finances Finsler est adopté<sup>16</sup>. Le taux est de deux pour mille annuellement sur les capitaux et les terres (art. 1 et 17) et de un pour mille sur les immeubles (art. 23). Des impositions accessoires — taxe sur les boissons, sur le luxe, sur les commerçants, droit d'enregistrement, droit de sceau, droit de timbre, etc., drainent encore un argent indispensable au gouvernement.

Comme le paiement de ces impôts ne doit se faire qu'à partir du 15 décembre 1798 (art. 6), et comme des obligations financières chargent l'Etat, celui-ci oblige tous les citoyens « à satisfaire à l'urgence des besoins publics par une contribution en argent, en forme d'avance sur l'impôt futur »<sup>17</sup>. Puis, le 30 mars 1799, au moment où l'organisation de la défense nationale impose des sacrifices énormes, les Conseils législatifs demandent que soit levé un subside de guerre<sup>18</sup>. Le Directoire exécutif arrête dès le lendemain que chaque citoyen contribuable versera au début de chaque mois une contribution volontaire « aussi longtemps que les besoins extraordinaires de la guerre l'exigeront ». Dans la proclamation qui accompagne l'arrêté, le Directoire s'efforce d'encourager le patriotisme des citoyens, de magnifier leur zèle et de les pousser à de larges libéralités : « Sans doute, aucun citoyen contribuable ne sera sourd à cet appel ; chacun, sans qu'il soit besoin de renouveler les sollicitations, s'empressera de verser sa quote-part dans la proportion de ses facultés, et certainement il s'en trouvera parmi ce nombre beaucoup qui, animés d'un vrai patriotisme, pénétrés de la nécessité de ces secours, ne consulteront que le danger du moment, et outrepasseront la proportion de leurs facultés »<sup>19</sup>.

Espérances bien vaines et desquelles le gouvernement ne tarde pas à revenir rapidement car les fonds escomptés ne rentrent pas. Pour pallier les inconvénients qui résultent de l'indifférence de presque tous les citoyens et de l'opposition ouverte de nombre d'entre eux, les Conseils législatifs rapportent la loi du 30 mars et ordonnent un impôt supplémentaire de deux pour mille sur les immeubles et les capitaux, un de ces deux pour mille étant payable dès la publication de la loi et l'autre lorsque le corps législatif l'aura décrété sur l'invitation du Directoire. De plus, le Directoire est autorisé à doubler ou à tripler la contribution des communes « qui ont été ou seront en état d'insurrection ». Il exigera en outre la rentrée immédiate de l'impôt

<sup>14</sup> *Ibidem*, pp. 41-43, loi du 4 mai 1798.

<sup>15</sup> *Ibidem*, p. 348, loi du 1<sup>er</sup> septembre 1798. — La loi sur l'organisation des postes est du 15 novembre (*Bull. d. lois et d. du C. L.*, II, 1798, pp. 94-96) et l'arrêté sur l'organisation de la régie des postes, du 5 janvier 1799 (*Strickler*, t. III, pp. 900-901).

<sup>16</sup> *Strickler*, t. III, pp. 113-122.

<sup>17</sup> *Ibidem*, pp. 245-246, loi sur la perception décrétée d'une contribution provisoire sur la base de deux pour mille, du 22 octobre 1798.

<sup>18</sup> *Ibidem*, p. 1443.

<sup>19</sup> *Ibidem*, pp. 1461-1462, texte en allemand. — Le texte en français se trouve dans le *Bulletin des arrêtés et proclamations du Directoire exécutif de la République helvétique*, 1799, pp. 114-117.

ordinaire pour l'année 1799, déterminé par la loi du 17 octobre 1798, et il doublera le montant des amendes prévues contre les retardataires <sup>20</sup>.

### **III. L'application, en Valais, des lois relatives aux impôts et à l'organisation militaire, et leurs conséquences**

L'application des lois militaires et de celles relatives à l'organisation financière de la République helvétique allait rencontrer un manque d'enthousiasme étonnant dans l'ensemble des cantons suisses et de très sérieuses difficultés dans les cantons forestiers et en Valais. Profitant de la présence des troupes austro-russes aux frontières suisses, ces cantons s'insurgeront contre un régime qui, au nom de la liberté, leur avait été imposé par la force et que des lois révolutionnaires faisaient croire ennemi de la religion et de la liberté personnelle à des peuples qui, au cours de plusieurs siècles de démocratie directe, avaient connu et joui de la liberté mais aussi avaient vécu renfermés sur eux-mêmes.

#### *1) L'établissement des impôts*

Dans le rapport que de Rivaz avait adressé au ministre de l'Intérieur, le 11 octobre 1798, il avait, après avoir dépeint l'organisation constitutionnelle en Valais, attiré l'attention du gouvernement sur la crainte que le peuple éprouvait depuis l'introduction du régime helvétique et surtout depuis la répression de l'insurrection du mois de mai 1798 : « La seconde [crainte] est celle de voir s'établir des impôts dans un pays qui n'en connaissait point et où ce genre de liberté était pour le peuple la première des jouissances. Cette crainte a principalement sa source dans le grand nombre de fonctionnaires publics et dans les traitements qui leur sont attachés <sup>21</sup>. A cet égard, une des mesures les plus essentielles pour assurer la tranquillité de ce canton et pour attacher les esprits au gouvernement serait d'éviter autant que possible les contributions foncières et toutes celles qui affectent la classe des cultivateurs. Des impôts indirects pesant sur le luxe sont les seuls qu'on puisse proposer ici sans y occasionner de vives agitations » <sup>22</sup>.

Mais le gouvernement ne tient pas compte de ces remarques lors de l'élaboration de la loi sur les finances du 17 octobre et surtout lors de la perception d'une contribution provisoire sur la base de deux pour mille

<sup>20</sup> Strickler, t. IV, pp. 291-293, loi sur l'impôt extraordinaire pour les frais de guerre, du 25 avril 1799.

<sup>21</sup> Sur les traitements des fonctionnaires cantonaux, voir plus haut, II<sup>e</sup> partie, chapitre I, notes 2, 3, 5, 8 et 9. — Pour le traitement des autorités et des fonctionnaires supérieurs, cf. *Bull. d. lois et d. du C. L.*, II, 1798, *passim*. — Il est compréhensible que le nombre des fonctionnaires et l'importance de leurs traitements aient suscité des craintes très sensibles.

<sup>22</sup> AV, H 29, n° 450.

décritée le 22 octobre 1798. A peine ces lois sont-elles distribuées aux sous-préfets des districts pour être affichées dans toutes les communes qu'un mécontentement général se manifeste ; le préfet national est assailli de demandes que les particuliers lui transmettent par l'intermédiaire des sous-préfets. Celui de St-Maurice s'enquiert si les dettes peuvent être défalquées<sup>23</sup> ; celui de Sierre voudrait un délai plus étendu pour acquitter l'imposition exigée<sup>24</sup> ; celui de Viège annonce que « le nouveau système d'imposition a déplu généralement », que la forme du gouvernement devient tous les jours plus odieuse et que plusieurs agents ont voulu donner leur démission<sup>25</sup> ; les receveurs du district de Brigue, Martin Speckly et François-Antoine Schmidhalter offrent leur démission après avoir fonctionné durant quelques jours à peine<sup>26</sup>. Dans le district de Stalden souffle un vent révolutionnaire et « on dit qu'on veut avant tout massacrer les fonctionnaires publics »<sup>27</sup>, si bien que plusieurs agents présentent également leur démission.

Dans tous les districts, le mécontentement est général. Le préfet national s'efforce d'apaiser les esprits : « Le temps arrivera de l'économie, des réductions, etc., et tandis qu'on a l'espoir de guérir la plaie, il ne faut pas l'abandonner à la gangrène. Le pire de tous nos maux serait la cessation quelconque du gouvernement »<sup>28</sup>. — « Employez les moyens de persuasion que vous possédez si bien pour tranquilliser les esprits sur les objets qui les inquiètent », écrit-il au sous-préfet de Martigny<sup>29</sup>. Il faut se soumettre et payer les impôts car, explique-t-il au sous-préfet de Loèche, « notre canton n'a pas d'autre parti à prendre... J'en donne l'exemple et je crois que tous les citoyens amis du repos et de la paix en feront autant »<sup>30</sup>.

S'il prodigue des conseils de modération et d'obéissance à ses auxiliaires dans les districts, de Rivaz s'emploie aussi à obtenir des facilités de la part du gouvernement et à modérer les exigences de certains districts.

Le 2 décembre, le préfet expose au ministre de l'Intérieur les représentations des sous-préfets de Stalden, d'Ernen, de Loèche et de Sierre. Ces gens, écrit-il, n'ont absolument pas de numéraire et ils voudraient être admis à payer dans le courant de l'hiver au fur et à mesure de la vente des produits de leur terre. Il serait, poursuit-il, très politique de donner suite à cette proposition. En effet, les populations de ces districts, très peu attachées au gouvernement représentatif, seraient favorablement impressionnées d'être traitées avec un peu de condescendance et elles seraient encouragées « à s'acquitter sans murmures d'une obligation qui jusqu'ici leur a été si étran-

<sup>23</sup> *Ibidem*, n° 692, du 19 novembre.

<sup>24</sup> *Ibidem*, n° 697, du 20 novembre.

<sup>25</sup> AV, H 37, *Journal I*, fol. 96, verso.

<sup>26</sup> AV, H 29, n° 723, à la Chambre administrative, du 24 novembre.

<sup>27</sup> AV, H 27, *Journal I*, fol. 99, verso, au 23 novembre et AV, H 29, n° 713, au ministre de l'Intérieur, du 22 novembre.

<sup>28</sup> AV, H 29, n° 727, au sous-préfet de Monthey, du 23 novembre.

<sup>29</sup> *Ibidem*, n° 755, du 26 novembre.

<sup>30</sup> *Ibidem*, n° 774, du 29 novembre.

gère »<sup>31</sup>. Au sous-préfet de Brigue qui lui demande une remise totale de l'impôt exigé, il montre l'ampleur de sa proposition et il le rassure en lui faisant espérer que le gouvernement permettra de différer le terme de la rentrée des contributions<sup>32</sup>. « Il paraît au surplus, écrit de Rivaz au sous-préfet de Loèche, que l'impôt pèsera sur les riches et très peu sur les citoyens pauvres. Espérons encore que la diminution dans le nombre des cantons, dans celui des fonctionnaires publics et dans leur traitement allégera ce fardeau<sup>33</sup>. »

C'est vers le 20 novembre 1798 que débute la perception des impôts. Elle commence dans les districts bas-valaisans et ce n'est qu'après beaucoup de vaines discussions, de tergiversations et de retards qu'elle s'opère dans les districts du Haut-Valais. Mais quel que soit le district, quelle que soit la localité, les contribuables ne s'acquittent qu'avec peine de leurs impôts. Même dans le district de Monthey qui n'a pas connu les méfaits de l'insurrection de 1798, qui moins que les autres districts du Bas-Valais eut à pâtir du passage des troupes françaises et helvétiques, surgissent de nombreuses difficultés : « Ce n'est que dimanche que commencera la perception de cet impôt qui se payera de bien mauvaise grâce et qui ne remplira certainement pas l'attente du gouvernement. Sans parler des mécontents et des malintentionnés, une partie du peuple se trouve sans argent. C'est la seconde imposition qu'on payera dans dix mois et il en faudra une troisième pour acquitter les dépenses locales. Le mécontentement est à son comble et l'on doit s'attendre à des événements fâcheux si l'on ne cherche pas à diminuer les dépenses »<sup>34</sup>. La situation se présente donc sous un aspect peu favorable dans le district de Monthey. Dans celui de Sembrancher, la perception des impôts ne s'effectue guère sous de meilleurs auspices, parce que les habitants sont épuisés et parce que des agitateurs tentent de soulever la population contre les décisions gouvernementales<sup>35</sup>. Les habitants de Vérossaz ne refusent pas de s'acquitter mais ils exigent d'abord qu'on les renseigne exactement sur l'emploi qu'on fera de cet argent, alors que les communes de Salvan et de Finhaut n'observent pas les délais prescrits<sup>36</sup>.

Des agitateurs excitent la population du Bas-Valais contre le régime helvétique. Ils la poussent en lui citant en exemple la population du Haut-Valais qui, affirment-ils, refuse totalement de payer et qui prendra même les armes dès les beaux jours du printemps<sup>37</sup>.

<sup>31</sup> *Ibidem*, n° 801, du 2 décembre. — Pour faciliter la rentrée des impôts, le sous-préfet de Sierre autorise les paiements tant en argent qu'en nature. Mais il croit « que cette mesure ne produira pas la rentrée complète de la contribution et que d'ailleurs il sera très difficile de donner aux denrées qui seraient présentées une valeur positive qui pût convenir au contribuant sans risquer une perte de la part du gouvernement (*ibidem*). »

<sup>32</sup> *Ibidem*, n° 829, du 5 décembre.

<sup>33</sup> *Ibidem*, n° 825, même date.

<sup>34</sup> AV, H 2, pap. 57, Du Fay à de Rivaz, du 21 novembre.

<sup>35</sup> *Ibidem*, pap. 97, Joris à de Rivaz, du 28 novembre.

<sup>36</sup> *Ibidem*, pap. 158 et 176, de Nucé à de Rivaz, des 16 et 19 décembre.

<sup>37</sup> AV, H 4, pap. 32, Juillard, agent de la ville de Sion, au lieutenant du préfet national.



Ces prévisions sont bien réelles. En effet, des districts de Stalden, d'Ernen, de Loèche et de Brigue, auxquels il avait été accordé un délai plus étendu pour s'acquitter de leur dû, un seul verse la contribution de deux pour mille. Un deuxième paye son imposition totale qui semble n'être qu'un acompte. Celui de Brigue prétend s'indemniser sur sa recette des fournitures livrées aux troupes françaises. D'ailleurs, dans tout le Haut-Valais, la perception des impôts n'est absolument pas organisée. Les agents des districts n'entretiennent pas la correspondance requise avec les receveurs et les sous-préfets ; ils ne publient même pas les instructions concernant la perception des droits sur les boissons ; certains d'entre eux n'exigent ce droit que depuis la promulgation de la loi malgré l'effet rétroactif au 1<sup>er</sup> décembre qu'elle comporte ; d'autres acceptent des cabaretiers qui ont livré des fournitures aux troupes, des assignats sur la Chambre administrative alors que celle-ci ne doit pas et ne peut pas les payer. Presque tous les receveurs enfin attendent que les contribuables veuillent bien leur faire parvenir une partie ou la totalité de leurs impôts, car ils ne veulent pas se mettre à dos la population à laquelle les lient de nombreux liens d'amitié ou de parenté. Les greffiers des tribunaux manifestent une semblable inertie à l'égard de la perception des droits d'enregistrement et des émoluments qui doivent leur être versés par les différentes parties<sup>38</sup>.

Et pourtant, malgré le peu d'intérêt que tous ces fonctionnaires vouent à leur tâche, ils ne cessent de réclamer au gouvernement des indemnités pour toutes les peines que leurs charges leur procurent. Conscient des difficultés qu'il y aurait à leur trouver des remplaçants, et bien au courant du peu de désintéressement de ces fonctionnaires, de Rivaz propose au ministre de l'Intérieur de donner à tous les agents deux ou trois louis comme acompte et la promesse de fixer leur traitement dans un délai très court. Ces mesures « ranimeraient certainement le zèle d'une grande partie d'entre eux et préviendraient peut-être des démissions qu'il serait malaisé de remplacer dans ce moment »<sup>39</sup>.

Le bien-fondé de ces remarques n'échappe pas au gouvernement helvétique ; mais il ne peut pas leur donner suite. Bien plus, le manque d'argent dont il souffre l'oblige à édicter des prescriptions sévères sur les frais de voyage à allouer aux sous-préfets. Dès lors, ceux-ci ne seront pas remboursés des frais de voyage qu'ils auront faits par l'office de leur fonction. Et si dans leurs déplacements ils auront effectué des dépenses pour le compte de la République, elles ne leur seront remboursées « que sur des comptes appuyés de pièces justificatives » et après que la Chambre administrative aura jugé de leur utilité<sup>40</sup>.

Les sous-préfets murmurent ; les agents réclament un traitement proportionné à leurs travaux ; les magistrats de la Chambre administrative et ceux du tribunal cantonal n'ont reçu qu'une très faible avance sur leur traitement quand paraissent les lois relatives au salaire des divers fonctionnaires.

<sup>38</sup> *Ibidem*, Charles de Bons à de Rivaz, du 4 avril.

<sup>39</sup> AV, H 29, n° 800, du 2 décembre.

<sup>40</sup> Strickler, t. III, p. 931, arrêté du 12 janvier 1799.

L'opinion publique est stupéfaite : « J'ai ouï dire que dans toutes les communes des différents districts il ne s'élève qu'une voix pour réprouver les paies exorbitantes que l'on a allouées et qu'il est impossible que la République puisse tenir sur un pied aussi dispendieux sans que le peuple n'en souffre d'une manière bien sensible <sup>41</sup>. » Le sous-préfet d'Hérémence, qu'agitent particulièrement les mêmes sentiments, obtient de suspendre la publication de ces lois <sup>42</sup>.

De Rivaz ne sait trop comment réagir. Il sent que la direction du Valais lui échappe peu à peu ; il sait par des avis certains que les districts du Haut-Valais s'apprêtent à se soulever de nouveau, que plusieurs personnes des districts allemands s'enfuient jusqu'en Autriche pour se renseigner sur l'état des préparatifs militaires des troupes austro-russes, et qu'à leur retour elles excitent leurs compatriotes contre le régime helvétique. C'est pourquoi de Rivaz éprouve des peines aussi nombreuses à mettre en vigueur les lois militaires qu'il en éprouve à exécuter les lois sur l'organisation financière de la République.

## 2) *L'organisation militaire*

Les premières traces de l'organisation militaire helvétique en Valais remontent à la fin du mois d'octobre 1798. A cette époque, le préfet national annonce aux sous-préfets son intention de créer, dans chaque district, un corps d'élite composé de jeunes gens célibataires dont l'âge n'excède pas vingt-cinq ans. Désireux de fonder cette organisation sur une base uniforme et proportionnelle à l'étendue et à la population de chaque district, de Rivaz demande aux sous-préfets de dresser la liste nominative de tous les jeunes gens de vingt à vingt-cinq ans, classés par commune. Il leur demande de plus de lui proposer des personnes capables de commander cette troupe <sup>43</sup>. C'est ainsi qu'il exécute les ordres donnés par le Directoire. Mais tandis que de Rivaz justifie la création de cette troupe par l'unique souci d'assurer la sécurité intérieure du Valais, le Directoire voit dans la formation de cette élite le premier jalon d'une organisation militaire helvétique. Il veut, en effet, qu'elle soit « prête à se rassembler et à marcher sur le point où la défense des frontières pourrait l'exiger » et qu'elle soit « déclarée de piquet » <sup>44</sup>. Le Directoire administre par là la preuve de son ignorance de l'état d'esprit qui règne dans les districts haut-valaisans. De Rivaz le lui fait remarquer à mots couverts : « Je crois de mon devoir de vous dire que je trouve du danger à ordonner cette levée dans les districts de Loèche, Viège, Stalden, Brigue et Ernen. Les citoyens y sont encore trop peu affectionnés au gouvernement pour pouvoir leur confier indistinctement des armes sans craindre qu'ils n'en fassent un mauvais usage <sup>45</sup>. » Des renseignements très détaillés lui permettent d'étayer ses dires.

<sup>41</sup> AV, H 3, pap. 323, de Nuce à de Rivaz, du 13 février. — Les Corps législatifs se rendront rapidement compte que les appréhensions du peuple étaient justifiées. Aussi, dès le mois de mai 1799, établiront-ils une nouvelle échelle des traitements, cf. note 21.

<sup>42</sup> AV, H 30, n° 1422, de Rivaz au sous-préfet d'Hérémence, du 14 février.

<sup>43</sup> AV, H 29, n° 550, aux sous-préfets, du 27 octobre.

<sup>44</sup> AV, H 37, *Journal I*, fol. 72, verso, au 25 octobre.

<sup>45</sup> AV, H 29, n° 558, au Directoire exécutif, du 28 octobre.

Il existe à peine une quarantaine de jeunes citoyens de confiance dans le district de Stalden, une vingtaine, au maximum, dans le district de Viège. Dans celui de Brigue, les communes de Naters, de Mund, les villages de Goppisberg, de Ried et de Blatten ne fournissent qu'un très petit nombre de patriotes sincères. La partie supérieure du district d'Ernen est dans une situation identique, alors que la partie contiguë à celui de Brigue est d'opinions beaucoup plus partagées. Si l'on excepte la commune d'Ergisch, le district de Loèche manifeste encore une hostilité patente à l'égard du régime helvétique. En conclusion, le préfet national propose de ne lever que peu de troupes dans la partie orientale du Valais et surtout de n'en choisir les éléments qu'avec une extrême prudence.

Les districts bas-valaisans manifestent aussi des inquiétudes à l'annonce de l'organisation de l'élite. Ils craignent d'être ensuite réquisitionnés pour le service de France. De nombreux jeunes gens se marient pour échapper à l'enrôlement<sup>46</sup>. Le Directoire abaisse alors l'âge des inscrits de vingt à dix-huit ans. Il en résulte une augmentation du mécontentement dans le Valais. Dans le district d'Ernen, « on parle beaucoup de l'ordre donné pour enrôler les jeunes gens et fort diversement. Les uns le regardent comme une préparation à la guerre et que ce corps sera joint à l'armée française, d'autres craignent les frais et le surcroît d'impôts ; d'autres regrettent la dépense des habits<sup>47</sup> ». Enfin, plusieurs envisagent déjà le retard que les travaux de la campagne subiront du fait de l'absence des jeunes gens occupés aux exercices de préparation militaire. Les mêmes craintes agitent les habitants du district de Brigue<sup>48</sup>, dont la liste des jeunes gens astreints aux exercices militaires n'est pas parvenue au préfet national le 18 novembre<sup>49</sup>.

Malgré les apaisements que de Rivaz et les sous-préfets prodiguent dans les districts, les jeunes gens du Haut-Valais ne s'inscrivent pas pour porter les armes, et nombre d'entre eux espèrent éviter, par le mariage, la convocation militaire. Par l'intermédiaire des sous-préfets, de Rivaz les exhorte à changer d'attitude : « Des mariages faits uniquement dans la vue d'éluder la loi ne peuvent pas être pour eux un titre d'excuse. Dites-leur que leurs ancêtres ne pensaient pas comme eux, que quand il s'agissait de défendre son pays, mariés ou non, tous couraient aux armes. Qu'ils sentent donc quelle honte il y aurait pour eux de se montrer si peu dignes de ce que leurs pères ont été, et qu'ils prennent sans hésiter la résolution de suivre ce noble exemple<sup>50</sup>. »

Au recensement des jeunes gens s'ajoute alors celui de tous les citoyens actifs âgés de moins de quarante-cinq ans. Car il s'agit de former la milice sédentaire helvétique. Mais c'est en vain que les autorités s'y emploient. Le

<sup>46</sup> *Ibidem*, n° 592, de Rivaz à Du Fay, du 1<sup>er</sup> novembre. — Cf. aussi AV, H 37, *Journal* I, fol. 79, verso, au 1<sup>er</sup> novembre.

<sup>47</sup> AV, H 37, *Journal* I, fol. 83, verso, au 6 novembre.

<sup>48</sup> AV, H 29, n° 665, de Rivaz au sous-préfet de Brigue, du 15 novembre.

<sup>49</sup> *Ibidem*, n° 681, du même au même, du 18 novembre.

<sup>50</sup> *Ibidem*, n° 689, aux sous-préfets des districts allemands, du 19 novembre. — Dans cette proclamation, de Rivaz cite en exemple les 6 014 jeunes Zuricois qui se sont inscrits pour le corps de la milice. — Une lettre dans le même ton se trouve au n° 690, du même jour.

peuple n'en veut rien entendre. Au 6 décembre, quatre districts seulement ont envoyé le rôle complet de leurs jeunes gens et celui de leurs citoyens astreints à former la milice sédentaire : Monthey, Martigny, Sion et Viège. Des autres districts, trois n'ont rien fait parvenir et cinq ont leurs listes incomplètes<sup>51</sup>. Peu à peu néanmoins l'organisation de la milice s'effectue. Les dénombrenments des citoyens ont lieu dans tous les districts du Bas-Valais tandis que, dans ceux du Haut-Valais, la mauvaise volonté du peuple et la démission de l'inspecteur général de la milice « ont paralysé presque complètement cette mesure »<sup>52</sup>. Le 6 mars, seul le district d'Ernen, « insensible à toute voix de persuasion », n'a pas remis les tabelles du recensement. Les districts de Loèche, de Viège, de Stalden et la plus grande partie de celui de Brigue se sont soumis, mais avec bien du retard. C'est que « les malveillants du district d'Ernen font tout leur possible pour épancher leur venin dans les autres districts et font tout pour étendre des fausses nouvelles pour les séduire. L'espérance en l'empereur est leur appui<sup>53</sup> ». Déjà l'on peut prévoir que ces mauvaises dispositions s'aggraveront et provoqueront les plus fâcheuses conséquences quand, au début du printemps, il faudra tirer au sort pour la formation du corps d'élite.

Au milieu de l'agitation causée par l'organisation de l'élite et de la milice sédentaire, qui est loin de prendre corps, paraît en Valais la convention passée entre Perrochel et Bégoz, au sujet du corps auxiliaire de 18.000 hommes<sup>54</sup>. Comme le faisait prévoir l'hostilité du peuple, le succès des enrôleurs est minime. On estime l'engagement trop mesquin et, surtout, on craint de devoir combattre dans les pays étrangers. On ne veut pas partir.

La levée de la première demi-brigade et son rassemblement à Berne commence le 20 février 1799. A cette occasion de Rivaz adresse une proclamation « à la vaillante jeunesse de son canton ». Après lui avoir rappelé la convention militaire du 30 novembre, après avoir évoqué l'enthousiasme de sa génération pour le service dans les armées françaises, il pousse la jeunesse à s'enrôler nombreuse pour cueillir des lauriers et des grades auxquels peuvent prétendre tous ceux qui ont des talents et qu'anime le courage : « Rentrez avec ardeur dans un service où le soldat ne voit point de terme à son ambition et à sa gloire, dans un service où la paix n'interrompra pas sa carrière puisque le nouveau corps devra passer au service de quelqu'une des Républiques amies sur le pied des meilleures capitulations. Alliés de la France depuis quatre siècles, volez de nouveau sous ses drapeaux ; les gouvernements ont changé, mais les rapports et les intérêts des deux nations sont les mêmes et doivent au contraire se resserrer encore davantage depuis l'époque qui a placé les Français au rang des peuples libres<sup>55</sup>. » Mais c'est en vain que de Rivaz prodigue des encouragements auxquels personne ne prête attention. D'ailleurs il est impos-

<sup>51</sup> *Ibidem*, n° 384, de Rivaz au ministre de la Guerre, du 6 décembre.

<sup>52</sup> AV, H 30, n° 1462, du même au même, du 18 février. — L'inspecteur démissionnaire est Casimir Lang, administrateur ; Pierre-Marie de Lavallaz lui succède.

<sup>53</sup> *Ibidem*, sans numéro, pp. 354-355, le lieutenant du préfet national au ministre de la Guerre, du 6 mars.

<sup>54</sup> AV, H 29, n° 961, de Rivaz aux sous-préfets allemands, du 21 décembre et n° 974, du même aux sous-préfets de la partie française, du même jour.

<sup>55</sup> AV, H 30, n° 1485, proclamation du 20 février.

sible de suivre dans la correspondance du mois de mars le progrès de cet enrôlement et de déterminer par elle le nombre de Valaisans engagés volontairement dans les brigades auxiliaires. On peut cependant déduire de l'état d'esprit qui règne alors dans le pays que ce nombre fut très peu élevé.

Tandis que les enrôlements pour le corps des 18.000 hommes ne provoquent aucun remous en Valais, le recensement de tous les citoyens de moins de quarante-cinq ans continue de susciter l'hostilité de plusieurs communes.

A son retour de Lucerne où il s'est rendu à l'invitation du Directoire et où il est demeuré du 22 février au 12 mars<sup>56</sup>, de Rivaz, excédé par tant de mauvaise volonté, avertit une dernière fois les habitants du district d'Ernen de se plier aux exigences de la loi. Cette mise en garde qu'il leur transmet par l'intermédiaire de leur sous-préfet témoigne de sa volonté de faire respecter le gouvernement qu'il représente, mais aussi de son souci d'éviter au peuple des maux que son entêtement pourrait lui attirer : « Ne pouvant attribuer qu'à un incivisme coupable de pareils retards, je vous charge de faire connaître, dans le plus court délai, à toutes les communes de votre district, de quelle honte elles se couvrent aux yeux de toute la République, en différant ce dénombrement fait depuis très longtemps dans les autres cantons et même dans tous les districts de ce canton, sauf dans celui d'Ernen et les paroisses de Mörel et Grengiols.

» Vous leur notifierez de ma part, officiellement et solennellement, que si elles n'exécutent pas dans le plus court délai et avec la plus grande exactitude les dénombremens demandés, je me verrai dans la dure nécessité d'envoyer dans les communes rénitentes un corps de cinq cents hommes qui y vivra à leurs frais jusqu'à ce qu'elles aient prouvé leur dévouement à la loi, et que les frais de marche de ce corps de troupes seront à leur charge pendant tout le temps qu'elles mettront à aller et à revenir.

» Je vous charge de leur dire de ma part que j'attendrai jusqu'au 26 de ce mois l'arrivée de ces listes et que si je ne les ai pas à cette époque, je donnerai des ordres pour faire venir le corps de troupes que je leur annonce. J'espère qu'ils ne m'obligeront pas à prendre cette mesure rigoureuse. Mais elle est de mon devoir s'ils continuent à se comporter en aussi mauvais citoyens, et ils ne s'en prendront qu'à eux-mêmes de toutes les suites qu'elle peut avoir. Je voudrais pouvoir traiter tous mes concitoyens comme des frères et des amis, mais je ne connais de frères que les amis de l'ordre, que ceux qui concourent avec eux au maintien de la patrie, par leur respect pour la loi et par leur esprit de concorde et de paix<sup>57</sup>. »

Aussitôt quelques communes récalcitrantes prennent peur, protestent de leur obéissance et envoient leurs recensements au sous-préfet de leur district<sup>58</sup>. Pourtant les résultats obtenus ne comblent pas les espérances que l'on avait formées. De Rivaz l'avoue au Directoire exécutif<sup>59</sup>. Seules les communes

<sup>56</sup> AV, H 37, *Journal I*, fol. 161, verso.

<sup>57</sup> AV, H 30, n° 1531, du 17 mars. — Une lettre dont le contenu est à peu près identique est adressée le même jour au sous-préfet de Brigue pour les habitants de Mörel et de Grengiols (*ibidem*, n° 1532).

<sup>58</sup> *Ibidem*, n° 1607, de Rivaz au général de brigade Nouvion, du 22 mars.

<sup>59</sup> *Ibidem*, n° 1623, du 29 mars.

de Münster, de Gluringen et de Fiesch obtempèrent entièrement. Celles de Reckingen, d'Ernen et de Fieschertal n'envoient que des listes incomplètes, tandis que les villages d'Obergesteln, d'Oberwald, de Binn et de Lax ne réagissent absolument pas à la proclamation du préfet national. Mais partageant l'avis du sous-préfet d'Ernen, de Rivaz pense qu'il faut encore laisser à ces communes « tellement surchargées de neige », un bref délai pour qu'elles puissent revenir de leurs égarements. Et pour les encourager, le sous-préfet du district leur fait parvenir la liste de toutes les communes du district qui ont obéi à la loi et il espère que cette ultime tentative pour les ramener à l'obéissance portera ses fruits.

Malgré les conseils de modération qu'il croit de son devoir de dispenser, de Rivaz ne cache pas au Directoire combien l'esprit public est des plus mauvais dans le district d'Ernen et combien son influence sur les districts avoisinants et même sur celui de Sierre est malfaisante.

La population du district d'Ernen est journellement trompée par des rapports infidèles sur la situation de la Suisse, de l'Autriche et des pays allemands. Des déserteurs français et impériaux qui franchissent la Furka et le Grimsel contribuent encore à induire le peuple en erreur<sup>60</sup>. Ils évitent les bourgs importants et passent dans les villages écartés où les habitants, craignant de subir des mauvais traitements de leur part, n'osent pas s'opposer à leur passage et souvent les accueillent, heureux de les entendre narrer les succès des impériaux et les défaites des troupes françaises. Puis, lorsque les gens de ces villages descendent dans les districts de Loèche et de Sierre pour le travail des vignes, ils propagent ces nouvelles auxquelles le peu d'intérêt que leurs auditeurs portent au régime helvétique donne une apparence de vérité et un relief saisissant. Pour éviter que les déserteurs ne continuent leur œuvre funeste, de Rivaz propose « de placer un petit corps de troupes dans la partie supérieure du district d'Ernen, savoir les communes d'Obergesteln, Unterwassern et Oberwald ». Cette mesure maintiendrait ces communes « dont l'exemple en entraînerait peut-être d'autres dans la désolation et l'insurrection au moindre avis vrai ou faux d'avantages remportés par nos ennemis ».

De Rivaz pressent qu'une nouvelle insurrection est sur le point d'éclater et il ne veut pas mettre l'étincelle au foyer prêt à flamber par l'exécution des mesures de police trop hâtives qui, au surplus, ne pourraient qu'aliéner davantage les esprits déjà si mal disposés. Car, bien loin de s'améliorer, la situation empire chaque jour dans le district d'Ernen. Le fanatisme se met de la partie. C'est ce que constate de Rivaz : « J'apprends que ces gens font des prières et qu'ils se croient sûrs de l'assistance divine dans leur plan de désobéissance. J'ai su par le canal de l'agent de Viège qu'on répandait le bruit parmi le peuple qu'il existait des prophéties ; que ces prophéties avaient annoncé la défaite des Valaisans près du pont de la Morge [c'est celle du 17 mai 1798], mais qu'elles annonçaient que quinze mois après ces mêmes Valaisans triomphe-

<sup>60</sup> Tout déserteur doit être arrêté et reconduit de poste en poste jusqu'au plus proche commandant français. Le 28 mars, le lieutenant du préfet rappelle ces prescriptions aux sous-préfets du Haut-Valais (*ibidem*, sans numéro, pp. 486-487).



raient dans la plaine entre Glis et Brigue <sup>61</sup>. » Le peuple ignorant adopte avec d'autant plus de transport ces supercheries que des malveillants assurent que les Français ont subi de cuisants revers dans le canton des Grisons, que le comte de Courten se tient à Urseren et qu'il est prêt à revenir en Valais.

Les communes de Gremiols et de Goppisberg, dans le district de Brigue, refusent d'envoyer la liste de leurs citoyens actifs. Le sous-préfet de Loèche se plaint de la néfaste influence que les gens d'Ernen ont sur la population de son district. A Niedergesteln, l'arbre de la liberté est abattu pendant la nuit, puis transporté devant la maison de l'agent. Des émissaires parcourent le district de Viège pour exciter le peuple contre les autorités constitutionnelles.

Pour mettre un terme à cette opposition dont le foyer est la partie supérieure du district d'Ernen, de Rivaz propose au Directoire <sup>62</sup> et au ministre de la Justice <sup>63</sup> d'y envoyer un corps de troupes « pour réprimer la jactance des citoyens du district d'Ernen qui se vantent dans les autres que les troupes ne sont jamais allées séjourner chez eux, et leur prouver que l'action du gouvernement peut aussi les atteindre ». Cette mesure, estime-t-il, « ne peut qu'être très utile à la tranquillité publique future de ce canton, pour accoutumer les habitants de cette contrée à obéir à la loi qu'ils paraissent toujours vouloir méconnaître dans tous les autres districts où ils se répandent ».

Le 4 avril 1799, de Rivaz fournit de nouveaux détails au Directoire <sup>64</sup>. L'agent d'Obergesteln s'est enfui en Italie, dans le val de Pomatt. Celui de Gremiols accepte de conserver sa place, mais il annonce au sous-préfet de Brigue qu'il ne peut plus publier les lois, car le peuple traite de mensonges toutes les nouvelles transmises par les autorités gouvernementales. L'agent de Mund présente sa démission au sous-préfet de Brigue parce qu'il lui est impossible d'accomplir les tâches que la loi lui impose. Les communes de Zermatt, de Täsch et de Randa, dans le district de Stalden, sont égarées par des gens d'Ernen qui viennent chez elles sous prétexte d'y acheter des bestiaux.

Dans tous les districts du Haut-Valais, les sous-préfets et les agents — lorsqu'ils sont fidèles — sont écœurés de la tournure que prennent les événements et de constater que règne le même esprit qui, l'année précédente, avait apporté les affres de la guerre. Et de Rivaz a bien de la peine à soutenir leur moral : « Je rendrai toujours la justice qui est due à votre zèle... et ne puis que vous plaindre d'être parmi des concitoyens aussi aveuglés sur leur véritable position » <sup>65</sup>, écrit-il au sous-préfet d'Ernen. « Encouragez tous les citoyens fidèles à ne pas se laisser abattre ; ils seront à coup sûr protégés et défendus. Veillez et redoublez de vigilance. Ayez l'œil de tous côtés » <sup>66</sup>, tels sont les conseils qu'il transmet à celui de Brigue. — « Tenez ferme. Eclaircissez le plus possible vos concitoyens » <sup>67</sup>, sont les recommandations qu'il adresse

<sup>61</sup> *Ibidem*, n° 1633, de Rivaz au Directoire exécutif, du 1<sup>er</sup> avril à onze heures avant midi.

<sup>62</sup> Cf. note 61.

<sup>63</sup> *Ibidem*, n° 1641, du 2 avril.

<sup>64</sup> *Ibidem*, n° 1668, au Directoire exécutif.

<sup>65</sup> *Ibidem*, n° 1672, au 4 avril.

<sup>66</sup> *Ibidem*, n° 1673, même date.

<sup>67</sup> *Ibidem*, n° 1674, même date.



à celui de Stalden. Mêmes conseils, encouragements identiques parviennent à celui de Viège : « Vous serez secourus, n'en doutez pas. Opposez le courage et la fermeté à l'orage qui est autour de vous et soyez sûrs que nous le dissiperons <sup>68</sup>. » Comme l'esprit public est un peu meilleur dans le district de Loèche, de Rivaz en complimente le sous-préfet : « Je viens d'écrire aux sous-préfets de Viège, Stalden, Brigue et Ernen, pour rendre témoignage à votre exactitude ainsi qu'à celle de vos agents <sup>69</sup>. »

Le lendemain, le préfet national reçoit du sous-préfet d'Ernen l'assurance que les communes d'Unterwassern, d'Oberwald et d'Obergesteln promettent d'exécuter le recensement militaire exigé par la loi du 13 décembre 1798. Leur représentant, Christian Hallenbarter, se porte garant de leur bonne volonté <sup>70</sup>. Il affirme même que ces communes se seraient soumises plus tôt si leur agent ne s'était enfui en Italie et si elles avaient osé penser que le recensement aurait pu être effectué par une autre personne. Dès la réception de cette nouvelle, de Rivaz s'empresse de la transmettre au Directoire <sup>71</sup>, en lui disant son espoir que les communes de Binn et de Lax suivront bientôt cet exemple et en lui rappelant que, du recensement, « il y a encore loin à l'organisation définitive » de la milice helvétique.

Qu'en est-il donc de la milice sédentaire de laquelle l'opposition du Haut-Valais nous a détourné ? Voyons où en est son organisation au début du mois d'avril 1799.

Le Valais forme deux arrondissements militaires : l'un de langue française, l'autre de langue allemande. Celui de langue française comprend deux bataillons dont l'un est au complet tandis que l'autre, qui avoisine la partie allemande du canton, n'est fort que de 425 hommes. Ces deux bataillons manifestent une bonne volonté que leurs officiers se plaisent à remarquer <sup>72</sup>. L'organisation militaire dans l'arrondissement de langue allemande est absolument inexistante, car la formation des bataillons est subordonnée à l'établissement des listes de recensement. C'est pour activer l'organisation de la milice et pour ramener le calme dans le Haut-Valais que le Directoire nomme, le 4 avril 1799, le sénateur Andreas Buxtorf, commissaire près l'armée helvétique en Valais <sup>73</sup>.

<sup>68</sup> *Ibidem*, n° 1675, même date.

<sup>69</sup> *Ibidem*, n° 1676, même date.

<sup>70</sup> AV, H 37, *Journal* I, fol. 181, recto, au 5 avril et AV, H 4, pap. 244, le sous-préfet d'Ernen au préfet national, du 3 avril.

<sup>71</sup> AV, H 30, n° 1678, du 5 avril.

<sup>72</sup> La liste des officiers : commandants d'arrondissement, chefs de bataillons pour l'arrondissement de langue française, capitaines, lieutenants et sous-lieutenants des deux bataillons de cet arrondissement, se trouve aux AV, H 30, n°s 1506 et 1511, des 14 et 15 mars. Ces listes subissent quelques modifications de détail mentionnées au cours de la correspondance envoyée par le préfet national du 14 mars au début du mois d'avril (*ibidem*, n°s 1506 à 1668). — Des remarques sur l'organisation militaire du Valais se trouvent au n° 1668, de Rivaz au Directoire exécutif, du 4 avril.

<sup>73</sup> Strickler, t. IV, p. 103. — Ce n'est que le 10 avril que le préfet national annonce cet événement aux sous-préfets du Valais et qu'il leur ordonne de se conformer aux ordres que le commissaire pourrait leur donner (AV, H 30, n° 1735).

D'emblée, la tâche du commissaire s'avère difficile. En effet, depuis que le 3 avril quelques communes du district d'Ernen ont promis de se soumettre, la situation a encore empiré dans l'ensemble du Haut-Valais<sup>74</sup>. Les communes d'Oberwald, d'Obergesteln, d'Unterwassern et d'Ulrichen ont envoyé leurs recensements, mais ceux-ci paraissent peu exacts. D'autre part, le sous-préfet qui a reçu la loi du 30 mars prononçant la peine de mort contre les citoyens qui refuseraient de servir la patrie, n'ose ni la distribuer aux agents, ni la publier de peur que le mécontentement qu'elle causerait ne crée une émeute que des agitateurs seraient toujours prêts à exploiter. A Grengiols, l'arbre de la liberté a été abattu dans la nuit du 6 au 7 avril ; on pousse des cris et on tire des coups de feu. L'agent craint de réagir et le sous-préfet a la certitude que le peuple résisterait ouvertement si le gouvernement s'avisait d'envoyer des troupes. L'agent de Niedergesteln ne peut retrouver les personnes qui ont abattu l'arbre de la liberté dans la nuit du 26 mars. Les agents du district de Stalden n'osent plus correspondre avec le sous-préfet dont ils dépendent. Et celui-ci, craignant d'attenter à la sûreté de ses subordonnés, n'ose pas leur faire publier la loi du 30 mars. En présence des agents dont ils savent l'impuissance, des hommes parlent de révolte, de massacre et de sang versé si on les contraint à marcher avec la milice ou avec les brigades auxiliaires.

Malgré une proclamation que le commissaire Buxtorf adresse aux districts du Haut-Valais, le 11 avril, pour les encourager à conserver leur calme, à se soumettre à la volonté du gouvernement et à vivre en citoyens fidèles, le mécontentement s'accroît, l'hostilité croît et les premiers signes d'une nouvelle insurrection se manifestent. Des assemblées de récalcitrants se réunissent à Brigue. Les participants y jurent solennellement de maintenir l'intégrité de leur religion, de s'aider et de s'unir pour ne pas se laisser incorporer dans les troupes helvétiques et de ne pas s'opposer aux troupes impériales<sup>75</sup>.

### 3) L'insurrection de 1799

L'insurrection que chacun pouvait prévoir en Valais et que les succès des impériaux dans l'Italie du Nord affermissent en unissant tous les districts allemands éclate dans les derniers jours du mois d'avril 1799<sup>76</sup>.

Du 19 au 22 avril, les troupes constitutionnelles occupent, en amont de Sierre, une ligne qui suit les villages de St-Maurice de Laques, Venthône, Miège, puis les rives de la Raspille et celles du Rhône jusqu'à Chippis. Les insurgés s'établissent de Varone à Finges. Ces troupes restent en présence,

<sup>74</sup> AV, H 30, n° 1717, de Rivaz au Directoire, du 9 avril.

<sup>75</sup> Strickler, t. IV, p. 459, n° 10.

<sup>76</sup> Pour l'étude de cette insurrection : voir 1) comme étude générale, l'ouvrage d'Edouard Gachot, *La campagne d'Helvétie (1799)*, Paris et Lausanne, 1904 : Situation de l'armée d'Helvétie à l'époque du 28 brumaire an VIII de la République ; 2) comme étude de détail les ouvrages de Grenat, *op. cit.*, pp. 498-510, de Ribordy, *op. cit.*, pp. 78-110, celui de D. Imesch, *Die Kämpfe der Walliser gegen die Franzosen in den Jahren 1798 und 1799*, Sion, 1889, et notre article : *Pierre-Joseph de Chastonay et l'insurrection de 1799*, dans *Ann. Val.*, 2<sup>e</sup> S., t. IX, pp. 241-270.

sans se livrer de combat, s'observent mais surtout augmentent journellement leurs effectifs par l'arrivée de tous les hommes valides que le tocsin peut rassembler.

Ce n'est que le 2 mai, jour de la fête de l'Ascension, que les Haut-Valaisans passent à l'attaque et refoulent les troupes gouvernementales qui se retirent jusqu'à Riddes. Après trois jours de fête dans la ville de Sion occupée, les insurgés marchent sur Riddes que les troupes helvétiques abandonnent pour se retirer jusqu'au pont du Trient où elles reçoivent des renforts composés de plusieurs compagnies de carabiniers du Léman et du 1<sup>er</sup> bataillon de la 110<sup>e</sup> demi-brigade commandée par le général Lollier. Dès lors la fortune tourne. La retraite des insurgés s'effectue par palliers successifs pour s'achever par leur défaite totale sur les cols du Simplon et de la Furka.

En effet, l'armée constitutionnelle, à la poursuite des insurgés remonte, le 7 mai, la vallée du Rhône et campe au pont de la Morge. Le lendemain, elle établit ses quartiers à Glarey, en amont de Sierre. Dès lors, les armées en présence n'effectuent que des sorties de petite envergure et n'entreprennent que quelques escarmouches car elles s'emploient à organiser leurs retranchements et à fortifier leurs postes.

Fatigués de leur inaction, les rebelles reprennent l'offensive au matin du 27 mai. Mais le jeu des batteries ennemies qui protègent les troupes helvétiques et françaises renforcées par l'arrivée de la 89<sup>e</sup> demi-brigade désorganise complètement l'attaque.

Le jour suivant, vers les deux heures du matin, les troupes gouvernementales se mettent en marche sur deux colonnes. L'une se dirige sur Varone et Loèche tandis que l'autre s'avance vers les retranchements de Finges. Après des combats acharnés, les insurgés reculent jusqu'en amont de Tourtemagne, puis le 29, jusque derrière Viège. La débânde s'empare des Haut-Valaisans qui ne s'arrêtent qu'à Mörel en amont de Brigue et qu'au poste de la Tavernette sur la route du Simplon.

Le général Xaintrailles, commandant des troupes franco-helvétiques, offre la paix aux insurgés qui ne refusent ni ne l'acceptent, fanatisés qu'ils sont par la certitude de recevoir l'appui des troupes autrichiennes.

Jusqu'au 14 août dès lors, si l'on excepte un bref repli des troupes constitutionnelles dans la vallée de Conches suivi d'une rapide reprise des positions abandonnées et une diversion que le général Lollier conduit dans la vallée de Viège, les armées restent face à face et s'observent dans une inaction commune. C'est alors que le général Masséna ordonne, pour empêcher la jonction des troupes autrichiennes et du corps auxiliaire russe en marche vers la Suisse, un vaste mouvement de troupes à l'issue duquel le Valais est complètement libéré. Le général Turreau, en effet, pourchasse le prince de Rohan jusqu'à Domodossola ; le colonel Strauch s'enfuit par la Furka tandis que la colonne Gudin, remontant l'Aar, opère sa jonction avec les troupes du général Lecourbe près du pont du Diable, après avoir franchi le Grimsel et la Furka.

Les guerres de la seconde coalition allaient se dérouler hors des frontières du Valais qu'elles avaient ensanglanté, appauvri et désorganisé. Un

message que le Directoire adresse aux Conseils législatifs le prouve suffisamment : « Les troupes impériales ont entièrement évacué le Valais ; mais ce canton n'est point encore rendu à la République. La partie haute est presque réduite en désert ; ses malheureux habitants errent dispersés dans les montagnes ; la partie basse a été écrasée de réquisitions. Il est urgent de venir au secours de cette malheureuse contrée ; il faut conserver et soigner ce qui reste de ressources ; il faut y rétablir de la police et de l'ordre ; il faut surtout y prévenir de nouvelles insurrections <sup>77</sup>. » Ainsi qu'on le constate, les conséquences de l'insurrection sont d'ordre matériel, économique et politique. Aussi allons-nous étudier chacun de ces trois aspects afin de mieux comprendre l'état du Valais dans la dernière année du XVIII<sup>e</sup> siècle.

#### 4) La détresse matérielle du Valais après l'insurrection

L'état matériel du Valais à la suite des insurrections de 1798 et de 1799 atteint un degré de misère tel qu'on peut difficilement imaginer un état plus malheureux.

« Depuis Loèche jusqu'à Lax il ne reste rigoureusement parlant aux habitants de la grande vallée que des murailles couvertes et des champs sans culture et sans moyen de culture » <sup>78</sup>, relate un mémoire de l'époque. Les villages d'Agarn, Ems, Tschingeren, Termen, Lingwurm, Grengiols sont totalement brûlés. Ceux de Mund, Varone, Agarn, Guttet et plusieurs hameaux du district de Brigue sont en partie calcinés <sup>79</sup>. Tout le Haut-Valais est ruiné par les dévastations que les généraux français Xaintrailles et Turreau <sup>80</sup> y ont laissé commettre et que le général Mainoni ne pourra empêcher complètement, malgré tous les efforts qu'il entreprendra.

Xaintrailles, qui avait promis au préfet de Rivaz que le Haut-Valais serait mis « sens dessus dessous », ne tient pas compte des représentations du préfet national et du commissaire helvétique Buxtorf. Le pillage dura jusqu'à la fin du mois de juin. « Le soldat a enlevé toutes les serrures, gonds, verrous des communes où il a séjourné, défait les tonneaux pour en avoir les cercles, brisé portes et fenêtres, défait beaucoup de planchers, creusé les caves et dégradé les fondements de plusieurs maisons dans l'espérance d'y trouver de

<sup>77</sup> Strickler, t. IV, p. 1238, n° 31, du 20 août.

<sup>78</sup> AF, vol. 897, pp. 625-632, rapport des commissaires Fr.-S. Wild et de Loës.

<sup>79</sup> *Ibidem.* — AV, H 31, de Rivaz au ministre de l'Intérieur, du 29 août 1799 et AF, vol. 898, pp. 155-179, rapport du commissaire Wild.

<sup>80</sup> Le général Xaintrailles commanda en Valais jusqu'au mois de juin 1799. Sa mésentente avec le général en chef Masséna, l'indiscipline et les actes de brigandage qu'il permit à ses soldats lui valurent le retrait de son commandement. Au mois de mars 1801, une procédure fut ouverte, à Strasbourg, contre Xaintrailles « prévenu d'avoir commis diverses vexations et diverses choses indignes d'un brave et loyal militaire, pendant qu'il était commandant en Valais lors des troubles qui désolèrent ce malheureux pays ». Cf. Edouard Chapuisat, *Au quartier général de Sierre (1799-1800), Documents relatifs à l'occupation du Valais*, dans *La Révolution française*, 1908, pp. 431-464. — Le général Turreau lui succède et demeure jusqu'à la mi-novembre 1799, date à laquelle il passe son commandement au général Mainoni.

l'argent ou des meubles cachés, ouvert les tombeaux dans les cimetières et dans les églises, tué nombre de vaches et autres animaux pour en prendre une pièce et laissé pourrir le reste<sup>81</sup>. » Dans le seul district de Loèche, 571 bâtiments sont incendiés. Les pertes dues au brigandage et au pillage s'élèvent à plus de « 500 mille francs de Suisse, soit environ 800 mille livres de France ». Et ceci ne représente que ce que les divers fonctionnaires publics ont signalé à de Rivaz qui poursuit dans sa *Déclaration* : « Cela ne fait qu'une bien légère partie des pertes occasionnées par les dites dévastations, puisque tous les fonctionnaires publics n'ont pas remis leurs états et que dans ces listes il n'y a point des individus qui ont pris une part quelconque à l'insurrection<sup>82</sup>. »

De très nombreux habitants ont abandonné leurs villages. A la fin du mois d'octobre, il n'y a presque plus personne dans les villages brûlés ; à Tourtemagne, les gens qui avaient regagné leurs foyers s'en sont retournés dans les montagnes ; à Turtig, il n'y a que deux familles qui mènent une vie précaire ; à Viège et à Brigue, beaucoup d'habitants sont encore absents tandis qu'il n'y a personne à Gamsen et à Glis<sup>83</sup>.

Du fait de l'absence des habitants pendant et après l'insurrection, toute la plaine du Haut-Valais n'est pas travaillée. La terre n'est pas labourée et les champs ne sont pas ensemencés « par défaut de bras, d'attelages et de grains, de manière que l'année prochaine il n'y a point de récolte à espérer dans ce pays-là parce qu'au printemps prochain, il n'y aura pas plus de moyens de semer qu'il y en a eu cet automne ».

Devant la misère qui s'appesantit sur le Haut-Valais, de Rivaz tente l'impossible pour adoucir le sort déplorable des habitants et surtout celui des enfants dont les parents ont perdu la vie sur les champs de bataille ou ont pris la fuite sous l'effet de la terreur qui a précédé l'armée française.

Pour remplir sa mission charitable, de Rivaz prie la municipalité provisoire de Loèche et le sous-préfet du district de Stalden, qui sont alors les seules autorités haut-valaisannes en activité, de rechercher dans toutes les communes les enfants que seule la charité peut sauver. Puis, par l'intermédiaire des sous-préfets des districts de langue française, il invite la population romande « à recueillir ces malheureux orphelins et à leur servir de pères

<sup>81</sup> AV, Rz, cart. 74, fasc. 22, *Déclaration donnée par le préfet national du Valais à la requête du citoyen Ducrest, chef de bataillon, rapporteur près le conseil de guerre assemblé à Strasbourg pour juger le général de division Lanthier Xaintrilles sur les actes de cet officier pendant qu'il a commandé en Valais, mai et juin 1799*, 50 pages manuscrites, datées du 26 juin 1800.

<sup>82</sup> Des rapports détaillés sur ce que les fonctionnaires des districts haut-valaisans ont souffert des armées françaises, et des notes originales sur ce que les différents particuliers ont souffert de la part des Haut-Valaisans, se trouvent aux AV, Rz, cart 74, fasc. 14. — *Ibidem*, fasc. 5, se trouvent les états des déprédations que les insurgés ont commises à l'égard de quelques fonctionnaires du Bas-Valais : l'agent Marin Juillard de Sion, l'agent de Savièse, Germain Héritier, le sénateur Duc, les particuliers de la commune d'Ardon. — *Ibidem*, fasc. 13, se trouve l'état des pertes subies par le district de Loèche : 260 chevaux, 49 poulains, 571 vaches, 290 génisses, 1533 moutons, 87 chèvres et 116 porcs.

<sup>83</sup> Wild, *Mémoire*.

ou de tuteurs avec tous les égards que ces deux titres exigent »<sup>84</sup>. Son attente n'est point trompée et d'emblée près de 300 personnes<sup>85</sup> acceptent d'héberger des enfants, de les habiller et de les instruire. Mais aucun enfant n'est proposé par la partie allemande du canton. Aussi de Rivaz décide-t-il d'effectuer lui-même une tournée dans les districts du Haut-Valais maintenant « que les gens rentrent insensiblement chez eux ».

Ce n'est que le 6 novembre que de Rivaz s'adresse de nouveau aux sous-préfets de la partie allemande pour les encourager à lui faire parvenir la liste des enfants malheureux du Haut-Valais. Il leur recommande de convaincre leurs parents ou leurs tuteurs de permettre à ces enfants de profiter de la générosité et de la charité des gens du Bas-Valais, ou même de celle des cantons voisins qui veulent entreprendre une bonne œuvre en leur faveur. Connaissant la fierté, l'orgueil même des Haut-Valaisans, le préfet national ajoute ces remarques qui en disent long sur leur caractère indomptable : « Que de pauvres malheureux enfants ne restent pas dans la souffrance par l'insouciance de ceux qui les entourent et, ce qui serait pire encore, par une coupable obstination de leur part à refuser des services qui ne peuvent pas avoir rien d'humiliant pour eux puisqu'ils viennent de leurs concitoyens et de leurs amis<sup>86</sup> ».

De son côté, le commissaire helvétique Wild parcourt les districts insurgés et s'efforce d'en amener les habitants à accepter l'offre du préfet national. Une des craintes les plus souvent exprimées touche à l'éducation religieuse que recevront ces enfants dans les familles où ils seront placés : « J'ai vu hier deux veuves, mères de famille à Loèche, qui m'ont paru disposées à laisser aller leurs enfants dans le Léman. Elles m'ont également prié qu'on les élève dans la religion catholique romaine<sup>87</sup>. » Tous les districts du Bas-Valais participent à cette œuvre de générosité. Tous ne le font certes pas avec le même élan bien que les sous-préfets s'efforcent d'apaiser les inimitiés occasionnelles qu'ils rencontrent et de susciter le dévouement de leurs subordonnés : « Je suis plus que confus de voir si peu de charité dans mes concitoyens, et tous, pour ainsi dire, semblent plutôt demander la charité que de la faire par les conditions qu'ils cherchent à mettre à leur prétendue bienfaisance... Je me flatte que la publication qui se fera demain fera impression sur nos égoïstes et les engagera au moins à faire par décence ce dont l'avarice ou je ne sais quoi de pis les détournerait<sup>88</sup>. »

Très rapidement les espoirs du préfet et ceux des sous-préfets se réalisent. Les cœurs s'ouvrent ; les gens accueillent les enfants dans leurs demeures. Des districts du Bas-Valais, des cantons du Léman, de Fribourg, de Soleure affluent des demandes pour héberger jusqu'à la fin du printemps des malheureux que les rigueurs de l'hiver et la famine s'apprêtaient à décimer.

<sup>84</sup> AV, H 31, n° 2732, de Rivaz au ministre de l'Intérieur, du 29 août 1799. — Le 2 juillet, de Rivaz demande à la municipalité provisoire de la commune de Loèche d'établir la liste des orphelins et des enfants miséreux de son district pour qu'il puisse leur faire profiter de la générosité de plusieurs personnes du Bas-Valais (AV, H 31, n° 2328).

<sup>85</sup> AV, Rz, cart. 75, fasc. 10, pap. 13.

<sup>86</sup> AV, H 31, n° 3168.

<sup>87</sup> AV, H 8, pap. 45, Wild à de Rivaz, du 7 décembre.

<sup>88</sup> *Ibidem*, pap. 144, de Nucé à de Rivaz, du 7 décembre.



Ces enfants se répartissent comme suit dans chaque district :

Monthey	40	St-Maurice	11
Martigny	48	Sembracher	35
Sion	88	Hérémence	26
Sierre	13	cantons voisins	77

En plus de l'œuvre entreprise en faveur des enfants du Haut-Valais, le Directoire, à la demande du commissaire Wild et du préfet de Rivaz, promulgue, le 22 septembre, un arrêté ordonnant que des secours soient accordés aux habitants du Valais<sup>89</sup>. En même temps que les commissaires Wild et de Loës montrent la nécessité de secourir le Valais, ils s'accordent à détailler combien ce pays pourrait être prospère et riche si le gouvernement voulait bien entreprendre la réorganisation complète de certains secteurs économiques et l'exécution de vastes travaux qui assainiraient et enrichiraient le pays.

##### 5) Les possibilités de développement de l'économie valaisanne

Deux aspects importants frappent les commissaires helvétiques dès leur arrivée en Valais : la richesse du pays et la non-exploitation de ses ressources. Ceci ressort de leur rapport : « La très grande partie du pays du Valais est excellente ou susceptible de l'être. Il est très fertile, facile à cultiver et pourrait produire de quoi entretenir une population de moitié plus forte. Ses vastes forêts, ses mines offrent à l'industrie des ressources infinies. La culture du lin, du chanvre et de la laine, de la soie, des fabriques de toile, de drap, de coton, de blanchiries [blanchisseries], taillanderies, martinets, fabriques de fil de fer, etc., y procureront des ressources inépuisables.

« La culture des terres y est presque partout dans l'enfance ; les outils de l'agriculture y attestent encore un état barbare, les vignes y sont presque sans culture et tout le reste est à l'avenant<sup>90</sup>. »

Pour sortir le pays de cet état de semi-barbarie, les commissaires proposent deux moyens : instruire le peuple et créer des voies de communications.

Le développement de l'instruction publique est excessivement restreint, surtout dans le Haut-Valais où « les personnes les plus distinguées par leurs

<sup>89</sup> *Bulletin des arrêtés et proclamations du Directoire exécutif de la République helvétique*, 1798, pp. 199-200. — Le montant de la collecte s'élève à 20 845 livres 8 sols 6 deniers. — En plus de cette somme, il a été distribué dans les districts du Haut-Valais 6 998 vêtements et pièces de lingerie, 667 fichelins de froment, 744  $\frac{1}{2}$  de seigle, 282  $\frac{1}{2}$  de méteil, 760  $\frac{1}{2}$  d'orge, 257 d'avoine, 146 de fèves, 89  $\frac{1}{2}$  de pois, 2 de lentilles, 286  $\frac{1}{2}$  de maïs, 7 de riz, 57 de chenevri et 2 350 de pommes de terre ainsi que 2 391  $\frac{1}{2}$  livres de fromage et 28  $\frac{1}{2}$  livres de viande salée et de lard. Les objets en métal : fer en barres, pelles, fossoirs, fourches, serpes, faucilles, marteaux, tenailles, etc., atteignent le nombre de 726. — A titre d'indication les prix moyens — puisque ceux-ci dépendent des différents marchés —, par fichelins, sont pour le blé turc : 3 livres 12 sols ; pour le seigle hivernal : 2 l. 16 s. ; pour le seigle de printemps : 2 l. 18 s. ; pour les pois : 4 l. 8 s. ; pour l'orge : 2 l. 10 s. ; pour les fèves : 4 l. ; pour les pommes de terre : 1 l. Ces renseignements sont tirés des AV, Rz, cart. 75, fasc. 11 : *Compte rendu par le Banneret Barberini de la gestion qu'il a eue en qualité de membre du comité établi en 1799 à Sion pour le soulagement des dizains dévastés par l'armée française*.

<sup>90</sup> AF, vol. 897, Wild et de Loës, *Mémoire*.



moyens savent à peine écrire »<sup>91</sup>. Le niveau des connaissances intellectuelles est tel qu'un contemporain estime « qu'il n'en faut pas parler ». Point de sens critique, croyance absolue à toutes les rumeurs, à tous les propos entendus, bonne foi qui confine à l'imbécillité et à la bêtise. De là proviennent des sursauts d'enthousiasme suivis de périodes d'abattement et de prostration par lesquels passent les habitants du Valais que les commissaires caractérisent ainsi : « Ils sont paresseux, indolents, opiniâtres et superstitieux. Le trop d'attachement au dogme de la religion y a étouffé la morale. Mais ils sont susceptibles de beaucoup d'énergie et animés d'un grand amour de la liberté et par là-même attachés à leur culture, aux habitudes et aux coutumes de leurs ancêtres et de leur patrie de ci-devant »<sup>92</sup>. » Le manque de culture intellectuelle et même l'absence d'ouverture d'esprit proviennent des méthodes pédagogiques par lesquelles ils ont été formés. Formés, tout simplement, mais non pas éduqués. Car les instituteurs ne sont guère plus instruits que le commun du peuple qu'ils ne peuvent développer du fait de l'éducation insuffisante qu'ils ont reçue. En effet, le clergé qui la leur a dispensée « n'enseigne que le dogme » et « il n'est pas assez instruit lui-même ».

Pour pallier les défauts d'une si funeste formation, Wild et de Loës proposent de laisser au clergé le soin de l'instruction élémentaire : « l'art de lire, d'écrire et de chiffrer, du latin et de la religion ». Mais pour tout ce qui touche à des connaissances plus étendues, « il faut des écoles nationales indépendantes du clergé ». Afin de pourvoir ces écoles en personnel enseignant, le commissaire Wild demande<sup>93</sup> que la République édifie une Université nationale « où tous les habitants puissent puiser les connaissances nécessaires à tous les états de la vie ». Il souhaite que le gouvernement ouvre à Sion « une école générale sous le nom de séminaire, gymnase ou académie, comme on voudra, propre à former des pasteurs instruits, pieux et bons citoyens, éloignés de cette intolérance si universelle par le passé... Il faut que cet institut s'attache également à former des instructeurs de seconde classe pour régents des villes et des villages. »

D'autre part, les commissaires insistent sur la création d'un journal hebdomadaire qui, outre les indications de l'état civil, le prix des denrées aux marchés de Münster, Brigue, Viège, Sierre, Sion, Martigny, St-Maurice et Monthey, contiendrait « quelques nouvelles helvétiques et étrangères écrites avec la plus grande modération et sans vestige d'attaque sur les opinions favorites du pays ».

Un deuxième moyen propre à développer le Valais réside dans l'établissement des voies de communication qui permettent l'intensification du commerce et la mise en valeur des richesses minières du pays. Le développement du réseau routier est une nécessité absolue. Car toutes les routes et l'ensemble des chemins du Valais sont en très mauvais état, et, dans le Haut-Valais, à partir de Sion, ils sont « détestables, presque impraticables, quoique

<sup>91</sup> AF, vol. 898, Wild, *Mémoire*. — Sur l'instruction publique en Valais à cette époque, cf. Louis Boucard, *L'école primaire valaisanne à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et son histoire de 1798 à 1830*, St-Maurice, 1938.

<sup>92</sup> Cf. note 90.

<sup>93</sup> Cf. note 91.

très faciles à établir, les matériaux étant partout à portée »<sup>94</sup>. Un *Mémoire* de l'été 1801 fournit des indications sur l'état de la route qui traverse l'ensemble du Valais<sup>95</sup> : « De St-Gingolph au Bouveret, le chemin est mauvais mais les chars y passent en tout temps. Du Bouveret à St-Maurice, c'est la route des sels qui par conséquent est suffisante. De St-Maurice à Riddes, c'est la route de la Porte. » Puis la route franchit le Rhône et, longeant la rive droite du fleuve, elle conduit à Sion et à Sierre à la sortie de laquelle elle franchit à nouveau le Rhône. De Sion à Brigue surgit une difficulté : la platrière de Granges entre St-Léonard et Ollon qu'un détournement de la route par la rive gauche du Rhône éviterait facilement. Mais il faudrait alors vaincre un autre obstacle : le ravin de Chippis. Néanmoins les difficultés techniques ne paraissent pas insurmontables.

Outre la route de la plaine, Wild préconise la création de deux routes de montagne : l'une à travers la Gemmi et l'autre à travers le Simplon. L'existence de ce dernier chemin, explique le commissaire, « n'est pas du tout un être de raison dont l'exécution soit au-dessus de nos forces avec le temps ».

Parallèlement à la construction des routes, les commissaires proposent l'endiguement du Rhône qui, en été, inonde toute la plaine de Brigue à Martigny. Lors de sa décrue, il forme des mares qui infectent le pays par les exhalaisons malsaines qu'elles répandent. Et leur influence sur les habitants est déplorable : « Une vallée fermée au nord dans laquelle la Dent du Midi plonge et concentre son influence délétère, une vallée remplie de marais dont l'odeur infecte ou du moins ses miasmes se portent tout le long, une telle vallée est nécessairement malsaine. Le Valais l'est tellement que l'espèce humaine y est en grande partie dégradée et qu'un grand nombre d'habitants sont crétins plus ou moins. Ces malheureux ne peuvent contribuer en rien au bonheur de la société ; ils sont au contraire un poids écrasant pour l'habitant. Il est d'ailleurs trop vrai que l'air malsain de la vallée n'affecte pas seulement les crétins mais qu'il rend crétin, on peut dire, ou du moins affecte sensiblement l'esprit de tous dans la grande vallée. »

L'endiguement du Rhône doit permettre de plus de récupérer et de fertiliser 20 000 arpents de terrains que l'on pourrait transformer en prairies artificielles « à peu près inconnues en Valais ». On n'y connaît point non plus de système d'assolement et, dans la vallée de Conches, « on laisse les champs en jachère de deux années, l'une ». On cultive avec succès du chanvre pour l'usage domestique ainsi que du lin qui, dans les vallées, « réussirait en grand ». La culture de la vigne suffit aux besoins du pays dans le Bas-Valais tandis que le Haut importe du vin chaque année des vallées de Divedro, d'Antigorio et d'Ossola. C'est là une perte d'argent que l'extension de la culture de la vigne dans le Valais pourrait supprimer.

Par suite de la construction des voies de communication et de l'endiguement du Rhône, les exportations pourraient être augmentées. Elles con-

<sup>94</sup> Cf. note 90.

<sup>95</sup> AV, Rz, cart. 72, fasc. 34<sup>b</sup>, n° 37, *Mémoire sur l'inutilité de la cession de la partie du Valais située sur la rive droite du Rhône pour l'exécution des projets de la République française*, sans date ni signature. — Cf. aussi les notes 90 et 91.

sistent surtout en drap du pays, bestiaux, fromages, foin, cuirs et bois<sup>96</sup>. De plus, l'abondance des mines qui presque toutes sont inexploitées, doit fournir des revenus importants. Il existe des mines de fer à Bovernier et dans la vallée de Binn ; des mines de cobalt et de plomb dont la plus importante se trouve dans la vallée de Lötschen. La mine de pyrite aurifère du Simplon devrait être remise en activité tandis qu'une mine de molybdène pourrait y être exploitée. Telles sont les ressources que les représentants extraordinaires du gouvernement helvétique en Valais signalent à l'attention du Directoire exécutif.

#### 6) La situation politique et le rétablissement des autorités

La désorganisation des autorités dans les districts du Haut-Valais provient, de même que la détresse matérielle qui l'afflige, de l'insurrection de cette contrée contre le régime helvétique. Leur rétablissement préoccupe tout particulièrement le préfet national qui, durant de longs mois, connaîtra bien des déboires pour tenter de donner aux représentants des pouvoirs exécutif, administratif et judiciaire, le courage de reprendre et d'exercer leurs fonctions.

Le 5 juillet 1799 déjà, avant même que l'insurrection ne soit réprimée, les Conseils législatifs autorisent le Directoire exécutif à astreindre les fonctionnaires à demeurer en place, pour que les difficultés sans cesse renaissantes ne paralysent pas l'action du gouvernement dans les cantons par les démissions qu'elles occasionnent. Ils octroient de plus au Directoire le droit de repourvoir les places vacantes par des personnes capables mises en réquisitions<sup>97</sup>. De Rivaz n'usera que rarement de la force de cette loi. Il préfère convaincre ses subordonnés à supporter des sacrifices auxquels le gouvernement devra le maintien du pouvoir politique.

Au sous-préfet de Sierre qui, le 11 juillet, présente sa démission<sup>98</sup> motivée par la détresse de son district que les insurgés ont causée et que les troupes françaises ont aggravée, de Rivaz répond par des encouragements : « Il ne faut pas qu'on se livre à trop de découragements ; peu à peu l'ordre naîtra et lorsque la paix nous aura été rendue, nous en verrons renaître parmi nous les heureux effets qui seront l'abondance et la tranquillité<sup>99</sup>. » Comme de nombreux agents de ce district désirent ne plus fonctionner comme tels, il demande au sous-préfet Monnier de les persuader à renoncer à cette idée : « Mais si contre mon attente il s'en trouvait quelqu'un qui ne s'y rendit pas, rappelez-le à la teneur de la loi du 5 courant. » C'est ensuite le sous-préfet provisoire de Loèche qu'il faut reconforter, car il se plaint de la mauvaise volonté dont font preuve ses administrés<sup>100</sup>.

<sup>96</sup> AV, Rz, cart. 72, fasc. 6, *Mémoire rédigé par Tousard d'Olbec pour établir l'importance dont il est pour la Suisse de conserver le Valais*, envoyé au gouvernement helvétique par le préfet national du Valais, mars 1802, p. 13.

<sup>97</sup> Bull. d. lois et d. du C. L., III, pp. 122-123.

<sup>98</sup> AV, H 37, *Journal I*, fol. 244, au 12 juillet.

<sup>99</sup> AV, H 31, n° 2379, du 14 juillet.

<sup>100</sup> AV, H 38, *Journal II*, fol. 21, verso, au 7 août et AV, H 31, n° 2608, du 11 août. — Le sous-préfet provisoire est Antoine Roten (AV, H 31, n° 2732) ; il remplace Joseph Matter.

Dans les derniers jours du mois d'août, le sous-préfet de Viège revient de captivité où il a été emmené par les insurgés. De Rivaz s'empresse de renouer avec lui une correspondance que les événements avaient interrompue<sup>101</sup>. Mais « le pillage de toutes ses propriétés mobilières et les dévastations de ses maisons » obligent Ignace Lang à présenter sa démission que de Rivaz se garde bien d'accepter<sup>102</sup>. Le sous-préfet de Stalden offre également la sienne, « soit à raison de la détresse où l'a mis le pillage, soit à raison du mauvais esprit qui règne dans son district »<sup>103</sup>. En effet des émissaires le parcourent de nouveau, les menaces des séditeux recommencent de plus belle et les partisans du régime helvétique risquent chaque jour d'être les victimes des agitateurs. Mais de Rivaz n'accepte pas non plus sa démission. En réponse à ces refus, les sous-préfets Lang et Fux rétorquent par la volonté de ne plus fonctionner comme agents du pouvoir exécutif. Puis le sous-préfet de Brigue suit leur exemple. De Rivaz se rend compte « qu'il ne faut espérer de longtemps de pouvoir réorganiser constitutionnellement ces trois districts »<sup>104</sup>. A cette époque, aucun contact n'est encore établi avec le district d'Ernen alors que celui de Loèche « se recompose insensiblement » grâce au sous-préfet provisoire Antoine Roten. Celui-ci réduit de 20 à 13 le nombre des agents gouvernementaux. Pour cela, il réunit l'agence de Feschel à Loèche, celle d'Inden à Varone, celle de Bratsch à Erschmatt, celle d'Hohtenn et de Steg à Gampel, celle de Ferden à Kippel et celle de Blatten à Wiler.

A la fin du mois d'octobre 1799 pourtant, les communes du district de Stalden, réunies en assemblées générales, votent le rétablissement des autorités constitutionnelles et leur obéissance aux lois de la République helvétique. Lucas Deschallen et Jean-Pierre Truffer, députés de ces communes, présentent à de Rivaz les procès-verbaux de leurs délibérations et expriment le désir de leurs commettants de pouvoir envoyer un ou deux députés à l'assemblée électorale qui s'ouvrira incessamment<sup>105</sup>. Cependant bien des agents communaux désirent résilier leurs fonctions. Ce même dégoût pour les charges publiques se manifeste un peu dans tous les districts. C'est alors que paraît en Valais la loi du 11 octobre 1799 relative au choix des agents et de leurs aides<sup>106</sup>. Elle établit que ceux-ci doivent être choisis dans le nombre des officiers municipaux et qu'ils ne recevront dès lors aucun traitement du gouvernement helvétique.

Dès la publication de cette loi, les demandes de démission affluent auprès des sous-préfets<sup>107</sup>. Mais comme les changements que la loi autorise

<sup>101</sup> AV, H 31, n° 2753, du 1<sup>er</sup> septembre.

<sup>102</sup> AV, H 38, *Journal* II, fol. 42, verso, au 9 septembre. — AV, H 31, n° 2797, de Rivaz au ministre de l'Intérieur, du 11 septembre et *ibidem*, n° 2804, du même au sous-préfet de Viège, même date. — Les pertes que le sous-préfet Lang éprouve lors de l'insurrection se montent à 10 456 francs de Suisse (AV, Rz, cart. 74, fasc. 14, n° 1).

<sup>103</sup> AV, H 31, n° 2797. — Les pertes subies par le sous-préfet Pierre-Nicolas Fux s'élèvent à 6 868 francs de Suisse 4 batz (AV, Rz, cart. 74, fasc. 14, n° 2). — Pour le refus de la démission, cf. AV, H 31, n° 2803.

<sup>104</sup> *Ibidem*, n° 2865, de Rivaz au ministre de l'Intérieur, du 20 septembre.

<sup>105</sup> *Ibidem*, n° 3135, du même au même, du 30 octobre.

<sup>106</sup> *Bull. d. lois et d. du C. L.*, III, 1799, pp. 320-321.

<sup>107</sup> AV, H 31, n° 3274, de Rivaz au sous-préfet de Brigue, du 21 novembre ; *ibidem*, n° 3325, du même au sous-préfet de Stalden, du 28 novembre ; *ibidem*, n° 3412, du

sont soumis à l'existence des municipalités et à celles d'officiers municipaux capables d'exercer les fonctions d'agents, et comme très souvent ces conditions ne sont pas remplies, le remplacement des agents existants crée de nombreuses difficultés aux sous-préfets et à de Rivaz qui ne savent comment maintenir le régime constitutionnel. Car les agents que des ordres obligent à exercer leurs fonctions ne veillent aucunement à la disposition des esprits, à l'application des lois, et « ils sont à peu près en place comme s'ils n'existaient pas ». Encore si cet état n'était propre qu'aux agents ! « C'est le cas où je me trouve, écrit de Rivaz, vis-à-vis de la majorité des fonctionnaires publics, et j'ai épuisé tous les moyens de persuasion qui étaient en mon pouvoir pour ranimer en eux l'activité qu'exige le maintien de l'ordre social <sup>108</sup>. »

Les fonctionnaires publics qui composent la Chambre administrative manifestent également un profond dégoût pour l'exercice de leurs fonctions. Tout au long de l'année 1799, de Rivaz est obligé de rappeler les administrateurs à leur devoir et d'avertir le gouvernement helvétique de leur peu d'intérêt pour le bien public : « Depuis quelque temps, la Chambre administrative se trouve dans un état de désorganisation que les devoirs de ma place ne me permettent pas de dissimuler plus longtemps <sup>109</sup>. » En effet, le président Pittier, en mission auprès du commissaire français et du gouvernement helvétique dans le but de liquider et d'encaisser les sommes dues au Valais pour le passage des troupes françaises en 1798, s'est absenté de la Chambre depuis le 23 décembre et il n'est pas encore revenu à la mi-février. G.-E. Stockalper s'est retiré chez lui et son suppléant Emmanuel Barberini s'en est allé après avoir siégé durant quelque temps seulement. Nicolas Roten ne siège plus depuis la dernière semaine de janvier et son suppléant Eugène Lorétan ne le remplace pas du tout. Seuls les administrateurs Etienne-Gaspard Delasoie et Isaac de Rivaz prennent part régulièrement aux séances de la Chambre. Mais, seuls, ils ne sont pas en mesure de résoudre tous les problèmes qui se posent journellement.

Pour permettre à la Chambre d'accomplir le travail qui lui incombe, de Rivaz se dépense auprès des administrateurs et de leurs suppléants pour les encourager à revenir siéger. Mais ceux-ci, peu désireux d'effectuer des travaux ingrats qui ne leur attirent que le mécontentement de la population et en compensation desquels ils ne reçoivent pas les indemnités prévues par la loi du 13 septembre 1798, refusent de se soumettre aux ordres du préfet national et invoquent de nombreux motifs pour justifier leur absence.

Emmanuel Barberini à qui de Rivaz enjoint de remplacer G.-E. Stockalper <sup>110</sup> répond qu'il a refusé sa nomination d'administrateur-suppléant au président de l'assemblée électorale Alphonse Ambuel dès que celui-ci la lui a notifiée. Bien plus, il informe la Chambre administrative, le 27 décembre 1798, qu'il a lui-même prié Stockalper de venir siéger. Trois jours plus tard,

même au sous-préfet de Sierre, du 12 décembre ; *ibidem*, n° 3445, du même au sous-préfet de Monthey, du 16 décembre ; *ibidem*, n° 3443, du même au sous-préfet de Martigny, du 16 décembre.

<sup>108</sup> AV, H 32, n° 4183, au ministre de l'Intérieur, du 20 avril 1800.

<sup>109</sup> AV, H 30, n° 1355, au même, du 10 février 1799.

<sup>110</sup> *Ibidem*, n° 1392, du 12 février.

Barberini renouvelle son refus de siéger et dès lors, pour des raisons de santé, il ne prend plus part aux séances de la Chambre <sup>111</sup>. Mais Stockalper fait la sourde oreille et malgré les encouragements réitérés du préfet national, il ne siège pas encore à la fin du mois d'avril 1799 <sup>112</sup>. Son suppléant, que les électeurs de Sion appellent à la chambre de régie, annonce à l'assemblée des citoyens de la commune sa démission d'administrateur-suppléant.

Le Directoire exécutif décide alors que les administrateurs établiront entre eux, pour diminuer les inconvénients que causent ces absences spontanées, l'époque et la durée de celles-ci <sup>113</sup>.

Pour remplacer Stockalper, le ministre de l'Intérieur arrête, le 21 avril, que le troisième suppléant, Pierre Dallèves, prendra part aux séances de la Chambre. Mais celui-ci se porte malade et ne répond pas à l'invitation du ministre de l'Intérieur. Et pour achever la désorganisation, Isaac de Rivaz prend un congé de trois mois afin de régler ses affaires personnelles. La Chambre perd en lui le plus ferme de ses appuis et le plus capable de ses membres. Il le sait bien lui-même : « J'y ai fait avec effort une majeure partie de la besogne presque seul. J'ai pris sur moi la très grande part de la haine des malveillants contre la nouvelle autorité et celle des déprédateurs qu'il s'agissait de modérer. J'ai supporté la part de travaux fatigants et désagréables de ces derniers temps. Je laisse les finances en bon état. J'ai corrigé à force d'adresse la faute grave commise dans le dernier traité avec les entrepreneurs.

« Je ne crois pas devoir davantage à ma patrie. Il est donc temps que le président de la Chambre administrative vienne à son tour avec le suppléant Dallèves qui a été invité il y a quelques jours et ne s'est point encore rendu ici <sup>114</sup>. »

Ainsi, au moment où l'insurrection des districts haut-valaisans amène en Valais de très nombreuses troupes helvétiques et françaises au soin desquelles la Chambre doit constamment pourvoir, tous les administrateurs, sauf Nicolas Roten, s'adonnent à des occupations d'ordre presque exclusivement domestique. Pittier est absent « sans mission spéciale et sans congé » <sup>115</sup>. Stockalper, retenu dans le district de Brigue, s'emploie à réparer les dégâts causés à ses biens par les insurgés <sup>116</sup>. Isaac de Rivaz est en congé. E.-G. Delasoie s'occupe à Martigny des magasins de subsistances pour les troupes franco-helvétiques. Seul Nicolas Roten demeure à la Chambre qu'il considère comme vacante <sup>117</sup>.

Pour que la Chambre possède une autorité effective, le préfet national et le commissaire de Loës, se conformant aux ordres du Directoire, nomment

<sup>111</sup> AV, H 3, pap. 33, Barberini à de Rivaz, du 13 février.

<sup>112</sup> AV, H 30, n<sup>os</sup> 1404 et 1612, de Rivaz à Stockalper, des 13 février et 23 mars 1799 et *ibidem*, n<sup>o</sup> 1846, du même au Directoire exécutif, du 24 avril.

<sup>113</sup> *Ibidem*, n<sup>o</sup> 1842, du même à la Chambre administrative, du 23 avril.

<sup>114</sup> AV, H 5, pap. 105, Isaac de Rivaz au préfet national, du 17 juin.

<sup>115</sup> AV, H 31, n<sup>o</sup> 2367, de Rivaz à Pittier, du 13 juillet.

<sup>116</sup> Les pertes subies par lui s'élèvent à 34 480 francs de Suisse (AV, Rz, cart. 74, fasc. 14, p. 6). — Pour l'état détaillé de ces pertes, cf. AV, H 38, *Journal* II, fol. 145, verso.

<sup>117</sup> AV, H 5, pap. 123, Roten à de Rivaz, du 19 juin.



un successeur à Stockalper en la personne de Casimir Lang<sup>118</sup> et ils appellent aux fonctions de suppléants Philippe de Torrenté<sup>119</sup>, Adrien de Courten<sup>120</sup> et Jean-François Vanay<sup>121</sup>, pour remplacer Emmanuel Barberini qui a démissionné, Barthélemy Perrig et Eugène Lorétan qui se sont enfuis en Italie. De plus, de Rivaz invite de nouveau Pittier à remplir la place que la confiance publique lui a attribuée<sup>122</sup>. Mais c'est en vain. Car Pittier refuse de se rendre aux sollicitations du préfet national. Adrien de Courten n'accepte pas la place qu'on lui offre et pour comble, Roten s'enfuit en Italie rejoindre sa famille<sup>123</sup>. Un mois plus tard, Isaac de Rivaz envoie sa démission<sup>124</sup> au préfet national qui la transmet au ministre de l'Intérieur en la complétant par ces remarques : « Sa santé était altérée depuis quelque temps et d'ailleurs il était affecté des calamités de ce canton à un point qui ne lui laissait plus assez de sang-froid pour délibérer dans les occasions difficiles. Je n'ai pas cru nécessaire de vous proposer son remplacement, vu que les élections prochaines y pourvoiraient<sup>125</sup>. » Mais le Directoire ne l'entend pas ainsi. Il exige qu'Isaac de Rivaz poursuive ses fonctions d'administrateur<sup>126</sup>. Aussi est-ce avec soulagement que de Rivaz, tout comme de très nombreux fonctionnaires, attend les élections de la prochaine assemblée électorale.

Au début du mois de septembre 1799, en effet, les Conseils législatifs avaient décidé, selon le prescrit de la loi du 30 mai 1798, la convocation des assemblées primaires dans chaque commune contenant un minimum de cent citoyens actifs<sup>127</sup>. Convoquées par le préfet, les assemblées sont présidées provisoirement par le représentant du pouvoir exécutif le plus élevé en rang (art. 12-15). Le président fait lire le registre des citoyens actifs, puis l'assemblée procède à la nomination de deux secrétaires, de quatre scrutateurs et d'un président de l'assemblée qui, après l'appel nominal des citoyens, indique à l'assemblée le nombre d'électeurs qu'elle doit élire à la majorité absolue.

Ces électeurs reçoivent un extrait du procès-verbal muni des signatures du président, des secrétaires et des scrutateurs. Cet extrait leur sert de titre justificatif pour prendre part à l'assemblée que le préfet national convoquera et qui tirera au sort la moitié des électeurs choisis par les assemblées primaires<sup>128</sup>. Le tirage au sort se fait de la façon suivante : sitôt la vérification des pouvoirs accomplie, les scrutateurs présentent au bureau de l'assemblée un nombre de billets égal à celui des électeurs présents. On inscrit le nom

<sup>118</sup> AV, H 31, n° 2368, de Rivaz à Lang, du 13 juillet.

<sup>119</sup> *Ibidem*, n° 2507, de Rivaz à Philippe de Torrenté, du 30 juillet.

<sup>120</sup> *Ibidem*, n° 2508, de Rivaz à Adrien de Courten, même date.

<sup>121</sup> *Ibidem*, n° 2350, de Rivaz à Vanay, du 11 juillet.

<sup>122</sup> *Ibidem*, n° 2367, de Rivaz à Pittier, du 13 juillet.

<sup>123</sup> *Ibidem*, n° 2633, de Rivaz à de Loës, du 15 août.

<sup>124</sup> AV, H 38, *Journal* II, fol. 46, verso, au 14 septembre.

<sup>125</sup> AV, H 31, n° 2865, du 20 septembre.

<sup>126</sup> AV, H 38, *Journal* II, fol. 59, verso, au 30 octobre.

<sup>127</sup> *Bull. d. lois et d. du C. L.*, III, 1799, pp. 218-227. — Les citoyens des hameaux, villages ou communes qui n'atteignent pas ce minimum peuvent se réunir à ceux du village le plus voisin, art. 3.

<sup>128</sup> *Ibidem*, pp. 239-242, loi du 3 septembre sur la sortie de la moitié des électeurs nommés par les assemblées primaires.



d'un électeur sur chacun de ces billets que l'on enferme ensuite dans un sac. Les scrutateurs préparent alors un même nombre de billets que l'on divise en deux quantités égales sur l'une desquelles on inscrit « électeur restant » et sur l'autre « électeur sortant ». Ces billets sont mis dans un deuxième sac. Deux enfants de moins de six ans sont alors introduits dans la salle où siège l'assemblée. L'un d'eux tire les billets sur lesquels sont inscrits les noms des électeurs et l'autre extrait du deuxième sac les billets désignant si ces électeurs sont exclus ou s'ils demeurent membres du collège électoral.

Les électeurs restants se réunissent au chef-lieu de chaque canton à la convocation du préfet national. Après l'appel nominal et la vérification des pouvoirs, ils procèdent à la nomination du bureau de l'assemblée et de son président qui dirige les élections pour les places à repourvoir <sup>129</sup>.

L'application de ces lois dans le Haut-Valais se heurte à plusieurs difficultés. « Plus de la moitié des citoyens, constate de Rivaz, est encore absente ; les sous-préfets et leurs agents n'ont pas encore repris leurs fonctions ; plusieurs d'entre eux sont encore dehors de leurs foyers ; d'autres ont pris part à la rébellion et doivent être éloignés de leurs places, mais on n'a pas encore procédé aux vérifications que cela exigeait et jusqu'ici rien n'est organisé encore <sup>130</sup>. » Le gouvernement se rend compte par là de l'impossibilité de réunir les assemblées primaires dans l'ensemble du Valais. Aussi arrête-t-il que le décret des Conseils législatifs du 21 septembre doit être appliqué. En conséquence « les assemblées primaires dans les districts de Sierre, Sion, Hérémence, Martigny, Sembrancher, St-Maurice et Monthey devront être tenues dans les derniers jours du mois prochain » (art. 2), tandis que celles « des districts d'Ernen, Brigue, Viège, Stalden et Loèche ne seront point convoquées pour cette fois (art. 4) <sup>131</sup>. »

Le 5 octobre 1799, le préfet national adresse une proclamation aux citoyens des districts bas-valaisans : « Je vous enjoins, en vertu du pouvoir qui m'est délégué par la constitution pour la convocation des assemblées primaires et électorales, de former les dites assemblées primaires de la manière prescrite par la loi du 2 septembre, à quel effet vous vous réunirez dans vos communes respectives le dimanche 20 octobre à l'issue des offices divins. J'ai cru devoir assigner ce jour-là pour ne pas dérober aux travaux de la campagne des journées si précieuses dans la situation où le canton se trouve. Les assemblées qui n'auront qu'un ou deux électeurs à nommer devront terminer leurs travaux dans la journée ; les autres pourront y employer deux jours. Le 23 octobre, chaque assemblée fera parvenir un extrait de son procès-verbal dûment signé à forme de l'article 47 <sup>132</sup> de la loi du 2 septembre au

<sup>129</sup> *Ibidem*, pp. 231-237, loi du 4 septembre sur le mode de la tenue des assemblées électorales.

<sup>130</sup> AV, H 31, n° 2820, de Rivaz au ministre de la Justice, du 14 septembre.

<sup>131</sup> AV, Rz, cart. 73, fasc. 9, n° 20.

<sup>132</sup> Il y a erreur. L'art. 47 exige simplement qu'un extrait de son élection soit remis à chaque électeur nommé. De Rivaz pense plutôt aux art. 48 et 49 : « On enverra de même un pareil extrait, d'abord après l'élection, dans les districts, au préfet de district et dans les districts où se trouve le chef-lieu, au sous-préfet. » Les préfets de districts et sous-préfets sont obligés d'envoyer ces extraits du protocole, sans retard, et de la manière la plus prompte et la plus sûre au préfet de canton. »

sous-préfet du district, lequel me transmettra tous ces extraits en original de la manière la plus sûre pour le lundi 28, et ce sera le mercredi 30 octobre à neuf heures du matin, en séance publique, qu'il sera procédé par la voie du sort à l'exclusion de la moitié des élus à forme de la constitution et de la loi du 3 septembre. Les élus conservés et devenus électeurs par le sort en seront prévenus par un avis spécial et ils se réuniront le mercredi 6 novembre à huit heures du matin dans l'église de la cathédrale pour y entendre la messe, invoquer la bénédiction divine sur les travaux de leur assemblée et de là, ils se rendront en corps à la salle qui leur aura été préparée par la municipalité<sup>133</sup>. »

Le lendemain, de Rivaz avertit les sous-préfets du Haut-Valais de la convocation des assemblées primaires pour le 20 octobre 1799, afin que les citoyens qui ne se sont pas rendus coupables envers le régime helvétique durant l'insurrection, puissent s'y rendre et y voter<sup>134</sup>. Pour que les habitants du Haut-Valais se conforment à la teneur des articles 2 et 3 de l'arrêté directorial du 8 octobre<sup>135</sup>, de Rivaz leur indique les autorités auprès desquelles ils peuvent obtenir des certificats de civisme<sup>136</sup>.

Les assemblées primaires et l'assemblée des électeurs pour le tirage au sort s'ouvrent aux dates prévues par la proclamation du préfet national. Celles-là élisent 91 électeurs que le tirage au sort réduit à 45<sup>137</sup>.

Le 6 novembre 1799, de Rivaz ouvre l'assemblée électorale par un discours dans lequel il formule des vœux pour le prochain retour de l'esprit d'union et de concorde et par lequel il engage les électeurs à donner au pays des fonctionnaires autour desquels tout le monde se ralliera<sup>138</sup>. A l'issue du discours, l'assemblée constitue son bureau et procède, sous la présidence d'Antoine-Marie Augustini, aux nominations qui lui incombent.

Isaac de Rivaz qui, le 13 septembre, avait donné sa démission d'administrateur et que le Directoire avait forcé de continuer ses fonctions obtient de l'assemblée d'être remplacé par le sous-préfet Pierre-Louis Du Fay, de Monthey<sup>139</sup>. Mais celui-ci refuse le poste que l'assemblée lui offre. Aussi le corps électoral sollicite-t-il Isaac de Rivaz, qui se laisse convaincre, de reprendre ses fonctions d'administrateur<sup>140</sup>. Georges Roux succède à Nicolas

<sup>133</sup> AV, Rz, cart. 73, fasc. 10, n° 22.

<sup>134</sup> AV, H 31, n° 2983. — L'article 5 de la loi du 21 septembre (cf. note 131) autorise le préfet national à agir de la sorte : « Les citoyens des districts dans l'art. 4 de la présente loi, qui prouvent par des faits notoires leur fidélité et leur attachement continuuel à la République helvétique une et indivisible pourront se réunir aux assemblées primaires les plus voisines et y auront droit de vote. Le Directoire exécutif déterminera la compétence de ces preuves. »

<sup>135</sup> Strickler, t. V, p. 72.

<sup>136</sup> AV, H 31, n° 3021, du 8 octobre. Ces autorités sont dans les districts d'Ernen, Brigue et Stalden les sous-préfets Jean-Joseph Bircher, Jacques Theiler et Pierre-Nicolas Fux. Vu l'absence de sous-préfet dans le district de Viège, les habitants doivent s'adresser à celui de Stalden.

<sup>137</sup> *Ibidem*, n° 3143, de Rivaz aux sous-préfets, du 31 octobre. — La liste des électeurs est publiée dans l'Appendice III, pp. 240-241.

<sup>138</sup> *Ibidem*, n° 3167, discours à l'ouverture du corps électoral, du 6 novembre.

<sup>139</sup> *Ibidem*, n° 3170, de Rivaz au ministre de l'Intérieur, du 7 novembre.

<sup>140</sup> *Ibidem*, n° 3211, du même au même, du 12 novembre.

Roten, démissionnaire. Casimir Lang que de Rivaz avait choisi comme administrateur provisoire en remplacement de G.-E. Stockalper, est élu membre de la Chambre. Enfin Jean-François Vanay prend la place de Gaspard Delasoie appelé aux fonctions de juge cantonal. Les électeurs nomment aux places de suppléants François-Alexis Allet, Théodose Devantéry et François Luder.

Mais le 17 décembre 1799, les Corps législatifs déclarent nulle la démission accordée par l'assemblée électorale à Nicolas Roten et ils cassent l'élection de Georges Roux<sup>141</sup>. Nicolas Roten est contraint de reprendre ses fonctions.

L'insurrection qui est la cause de la désorganisation de la Chambre administrative l'est aussi du retard apporté à l'établissement des municipalités dans les communes du Haut-Valais. Tandis que les communes des districts de langue française élisent leurs municipalités dans le courant de la troisième semaine d'avril 1799, les communes haut-valaisannes n'en font rien. Ce n'est qu'à partir du mois de novembre qu'elles mettent en vigueur la loi du 15 février 1799 sur l'organisation des municipalités et des chambres de régie, et l'arrêté du 13 mars suivant sur la manière d'établir les autorités administratives.

A la demande du préfet national qui s'efforce de satisfaire les désirs du commissaire Wild<sup>142</sup>, les citoyens actifs des communes de Brigue, Naters et Mörel élisent leurs officiers municipaux à la mi-novembre ; le sous-préfet de Brigue pense que les autres communes du district suivront cet exemple<sup>143</sup>. Le 22 décembre, de Rivaz s'adresse à tous les sous-préfets du Haut-Valais : « Les circonstances me paraissent exiger et favoriser l'établissement des municipalités dans tous les endroits qui n'en sont pas encore pourvus. J'ai l'honneur de vous inviter, citoyens sous-préfets, à faire procéder sans délai à leur organisation dans toutes les communes de votre district...<sup>144</sup>. » Nombreuses et différentes sont les réactions que suscite cette demande. Aucune commune du district de Viège ne désire voir s'établir des municipalités tant le régime helvétique est odieux<sup>145</sup>. Toutes celles du district d'Ernen ont élu leurs autorités municipales<sup>146</sup> ainsi que celles du district de Loèche<sup>147</sup>. Dans celui de Stalden, seules les localités les plus importantes comme Stalden, Saas, St-Nicolas et Zermatt ont choisi leurs municipaux<sup>148</sup>.

Alors que les autorités cantonales exécutives et administratives sont en butte, de par leurs fonctions, au mécontentement du peuple qu'elles doivent journellement contraindre à exécuter les ordres d'un gouvernement qu'il

<sup>141</sup> Bull. d. lois et d. du C. L., III, 1799, pp. 445-446. — A cet effet, ils se fondent sur l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 19 septembre 1799 : « Il ne pourra être accordé aucune demande en démission des fonctionnaires publics nommés par les assemblées électorales, jusqu'à ce que tous les cantons représentés au Corps législatif soient de nouveau réunis à la République. »

<sup>142</sup> AV, H 32, n° 3017, de Rivaz au sous-préfet de Brigue, du 10 octobre.

<sup>143</sup> AV, H 38, Journal II, fol. 98, recto.

<sup>144</sup> AV, H 31, n° 3482, du 22 décembre.

<sup>145</sup> AV, H 38, Journal II, fol. 145, verso.

<sup>146</sup> Ibidem, fol. 149, recto, au 3 janvier.

<sup>147</sup> Ibidem, fol. 159, recto, au 13 janvier.

<sup>148</sup> Ibidem, fol. 161, verso, au 16 janvier.

n'apprécie guère, les autorités judiciaires, moins en contact avec l'ensemble de la population jouissent d'une tranquillité et d'une stabilité relatives. A deux époques néanmoins, une partie des autorités judiciaires valaisannes subissent une désorganisation partielle : lors de l'affaire Louis Robriquet qui s'achève par la destitution du tribunal cantonal et de celui du district de Monthey, et au temps de l'insurrection du Haut-Valais qui disperse toutes les autorités de cette contrée.

L'affaire Louis Robriquet <sup>149</sup>, dont les contre-coups nous intéressent plus que son histoire elle-même, débute au mois de septembre 1798. Le 26, cinq déposants et une dépositrice, cités et assermentés devant le tribunal du district de Monthey, certifient que Louis Robriquet est « un personnage immoral, mauvais sujet de longue main, perturbateur du repos public et la terreur des honnêtes gens de sa commune ». D'autre part, il est accusé « d'avoir couché en joue une autorité constituée » et d'être « citoyen turbulent, mauvais époux, mauvais père, déserteur et espion et enfin blasphémateur. » Il n'en faut pas plus pour que la sévérité des lois s'abatte sur lui. Le 3 octobre, quatre autres témoins sont encore interrogés. En raison de la gravité de l'affaire, le tribunal de Monthey remet, le 18 décembre, à l'autorité cantonale compétente « l'inquisition ultérieure et le jugement du cas comme capital en alléguant dans une déduction étendue que par le résultat des témoignages, Robriquet serait atteint et convaincu de blasphèmes, de propos injurieux contre les autorités et le gouvernement et de menaces contre des particuliers ». C'est en ces termes que l'accusateur public près le tribunal suprême explique le transfert de l'affaire du tribunal de Monthey au tribunal cantonal.

Le tribunal cantonal, après une instruction qui dure jusqu'au 31 janvier 1799, condamne Louis Robriquet :

« à être enfermé pour la vie dans une maison de force ou de travail ; à payer les frais de la procédure ; à être exposé à Sion, un bâillon à la bouche ; à porter sur la poitrine une inscription avec ces paroles :

« *blasphémateur et perturbateur du repos public* », de Sion jusqu'à St-Maurice lors de son transfert ; de faire amende honorable devant la maison de ville et dans la cathédrale <sup>150</sup>. »

<sup>149</sup> Les pièces relatives à cette affaire se trouvent aux AV, Rz, cart. 73, fasc. 26 : *Pièces relatives à la procédure et au jugement rendu par le tribunal du canton contre Louis Robriquet* et fasc. 27 : *Mémoire apologétique du tribunal du canton du Valais contre l'arrêté de destitution prononcé par le Directoire helvétique ensuite du jugement par lui porté contre Louis Robriquet*.

<sup>150</sup> L'accusateur public Joseph-Augustin de Riedmatten requiert la décapitation. Les 13 juges du tribunal cantonal votent comme suit :

a) *réclusion perpétuelle* : 13 membres : Follonier Pierre-Antoine, Cropt Bernard-Antoine, Deschallen Lucas, de Nuce Joseph, de Riedmatten Hyacinthe, Bonivini Adrien, Briguet Ignace-Sébastien, Forclaz Pierre-Antoine, Gay Elie, Zurbriggen François, Bruttin Jean-Jacques, Odet Charles, Dubuis Ignace-Adrien.

b) *réclusion pour une durée de 20 ans* : 3 membres : Darbellay Valentin, Gay Emmanuel, de Riedmatten Emmanuel.

c) *réclusion pour une durée de 15 ans* : 6 membres : Ambuel Alphonse, Lamon Michel, Morency Stanislas, Bonvin Charles, de Torrenté Alphonse, de Riedmatten Pierre-Joseph.

d) *peine capitale* : 1 membre : Bridy François.

Dès que la sentence lui est notifiée, Robriquet interjette un recours au tribunal suprême qui, à la suite des conclusions de son accusateur public, décide de remettre tout le dossier de l'affaire au Directoire exécutif<sup>151</sup>. Celui-ci, après l'étude des pièces qui lui sont remises, lance un triple arrêté qui notifie la destitution du tribunal et du sous-préfet de Monthey, celle du tribunal cantonal et celle de l'accusateur public auprès de celui-ci<sup>152</sup>.

Par le courrier qui annonce ces destitutions, le ministre de la Justice demande à de Rivaz d'établir, conjointement avec le commissaire helvétique Buxtorf, une liste de personnes propres à repourvoir les tribunaux destitués. Le préfet national transmet ce désir au commissaire et tous deux estiment que cette liste ne pourra être établie qu'après la soumission du Haut-Valais qui vient de se soulever. Dans sa réponse au ministre, de Rivaz tient « à rendre témoignage aux juges destitués qui se sont crus liés par les anciennes lois pénales usitées dans ce canton et qu'ils ont regardé comme un devoir de s'y conformer tant que de nouvelles ne les avaient pas abrogées »<sup>153</sup>. Quant à trouver de nouveaux juges, la tâche s'avère difficile, car il est peu probable, estime-t-il, que des personnes veuillent leur succéder.

Pour faciliter le renouvellement du tribunal cantonal, le Directoire exécutif consent que parmi les juges destitués, « les plus éclairés » réintègrent leur place pour autant qu'ils n'ont pas fait partie « de la commission sanguinaire qui a persécuté les patriotes »<sup>154</sup>. Dans son rapport du 20 juillet, le préfet de Rivaz fournit au ministre de la Justice les renseignements désirés<sup>155</sup>.

Des 13 juges nommés par l'assemblée électorale du mois de juillet 1798, deux ne peuvent plus siéger. Ce sont Léopold de Sépibus, membre du Conseil

<sup>151</sup> Les conclusions de l'accusateur public sont :

1) « que la procédure contre Louis Robriquet soit déclarée informe, nulle et de nul effet ;

2) « que Robriquet soit relâché de sa prison horrible selon le rapport et remis en liberté ;

3) « que la conduite des autorités qui ont agi d'une manière si scandaleuse et si contraire aux formalités soit mise sous les yeux du Directoire exécutif ».

<sup>152</sup> Strickler, t. IV, pp. 300-302, arrêté du 26 avril 1799. — Les considérants reprochent surtout un « esprit contre-révolutionnairement fanatique » au tribunal de Monthey, un mépris de la procédure « en s'écartant de la marche légale tracée pour la recherche des délits » au tribunal cantonal, « la passion » ainsi « que les principes persécuteurs sur lesquels il s'appuie » à l'accusateur public. A ces autorités, le Directoire reproche la violation de l'art. 6 de la constitution qui établit que « la liberté de conscience est illimitée » (Strickler, t. I, p. 568). — Les principaux considérants sur lesquels s'appuyent les tribunaux valaisans sont l'art. 48 de la constitution : « Les lois civiles de chaque canton et les usages qui y ont rapport continueront de servir de règle aux tribunaux jusqu'à ce que les Conseils législatifs aient introduit, par degrés, l'uniformité des lois civiles », — et les textes législatifs en usage en Valais pour juger de telles causes, savoir : les statuts, art. 158 ; le code pénal, art. 46 ; la Caroline, art. 106, etc. — L'étude de l'affaire Robriquet ferait apparaître, croyons-nous, soit une cabale dirigée contre le tribunal cantonal du Valais dont plusieurs membres furent gouverneurs sous l'ancien régime, soit l'existence d'influences étrangères sur les autorités centrales.

<sup>153</sup> AV, H 30, n° 1948, du 11 mai 1799.

<sup>154</sup> AV, H 37, *Journal* I, fol. 219, recto, au 26 mai. Cette condition reprend l'un des considérants de l'arrêté du 26 avril : « Considérant que parmi les juges de ce tribunal siègent plusieurs des ci-devant gouvernants du Valais qui avaient voté en 1790 la proscription des patriotes valaisans. »

<sup>155</sup> AV, H 31, n° 2423.

de guerre des insurgés et lui-même, Ch.-E. de Rivaz, que le Directoire a appelé aux fonctions de préfet national. D'autre part, seul de ces juges, Lucas Deschallen a fait partie « de la commission qui a persécuté les patriotes ». Il devrait donc être destitué. « Mais, poursuit de Rivaz, dès que la révolution a commencé, ce citoyen s'en est constamment montré le zélé partisan. J'ai suivi ses démarches pendant la durée de l'assemblée représentative de cette République avant son accession à la République helvétique. Je les ai vues toutes dirigées pour favoriser cette accession. Cette conduite ne s'est pas démentie lors des deux insurrections où il a toujours fait ce qu'il a pu pour empêcher le district de Stalden de se joindre aux insurgés et il les a engagés, le 1<sup>er</sup> juin dernier, à se soumettre et à rendre les armes. Je n'ai vu en ce citoyen que des preuves de patriotisme non équivoques. Il est d'ailleurs intelligent et instruit. Je crois donc que ce serait priver le tribunal d'un homme utile à la chose publique en le lui enlevant et je suis persuadé, d'après ce que je connais de lui, que si les jugements rendus en 1791 par cette commission ont été passionnés, le dit Deschallen n'a pas partagé cette passion. »

Plusieurs juges sont d'autre part d'anciens gouverneurs : Hyacinthe de Riedmatten, Alphonse Ambuel, Antoine Roten et (?) Pierre-Joseph de Riedmatten.

Hyacinthe de Riedmatten, patriote en 1798, avait joui de cette réputation dans l'esprit de Mangourit qui lui avait donné « une sauvegarde très honorable pour le défendre avec ses propriétés contre l'armée française destinée à réduire les insurgés ». Durant l'insurrection de 1799, il est constamment demeuré dans la partie fidèle du Valais et il ne s'est rendu dans le district d'Ernen où se trouvait une partie de sa famille qu'à l'arrivée en Valais du commissaire Buxtorf et qu'à l'époque où l'on croyait que les troupes françaises allaient libérer ce district. Il n'est certes pas encore revenu, mais de Rivaz se porte garant de l'irréprochabilité de sa conduite.

Alphonse Ambuel avait été membre du tribunal cantonal au premier tour de scrutin par 139 suffrages sur les 158 électeurs. De plus, dans le procès Robriquet, il n'a voté que pour 15 ans de réclusion, estimant que « le règne sanglant de la Caroline était passé ».

Antoine Roten que Robriquet avait « couché en joue » s'est constamment opposé aux menées contre-révolutionnaires. Même, « il a fui sa maison pour n'être pas obligé d'y prendre part ».

Pierre-Joseph de Riedmatten était partisan convaincu de la révolution. « Il insistait dans les Conseils pour rendre la liberté aux sujets. Il a insisté lors de l'acceptation de la constitution, et, à raison de ses démarches, il a été outragé brutalement l'année passée par les insurgés qui le trouvèrent à Sion lorsqu'ils y entrèrent. »

Parmi les suppléants, Jean-François Taffiner et Gaspard-Eugène Stockalper passent seuls pour avoir pris part à l'insurrection. En outre, François Zurbruggen avait le grade de capitaine dans l'armée des insurgés.

En plus de ces indications sur quelques membres du tribunal cantonal, de Rivaz fournit la liste des personnes capables de faire partie de cette assemblée judiciaire. Il nomme dans l'ordre Joseph Barman, premier suppléant, « très instruit dans les lois », Hyacinthe Darbellay, qui fut de longues années



durant lieutenant du gouverneur de Monthey, Joseph Luder qui remplit pendant plusieurs années les fonctions de juge de Sembrancher et « dont le ressort était assez étendu », Hyacinthe Greyloz, notaire à St-Maurice, Jean-François Produit, notaire public et agent de la commune de Leytron, Alphonse Rey, Charles Odet, Joseph-Marie de Torrenté, Charles-Antoine Bonvin, tous notaires à Sion, et enfin Joseph de Lavallaz, de Sion, « homme lettré et de bon jugement ».

Pour remplacer l'accusateur public, de Rivaz propose trois candidats dont aucun ne possède les connaissances et les qualités de Joseph-Augustin de Riedmatten. Ce sont Antoine Rion et Jean-Joseph Duc, juges au tribunal du district de Sion et François Declavibus, greffier au tribunal du district de Sierre.

En réponse à ces propositions, le Directoire exécutif, par l'intermédiaire du ministre de la Justice, demande <sup>156</sup> au préfet de Rivaz et au commissaire de Loës de pourvoir eux-mêmes au remplacement des tribunaux destitués. En conséquence, de Rivaz, en accord complet avec le commissaire helvétique, propose de conserver le même tribunal cantonal jusqu'à la réunion de l'assemblée électorale <sup>157</sup>. Léopold de Sépibus, qui prit une part active à l'insurrection, se trouve bien entendu exclu du tribunal tandis que Joseph Barman obtient sa nomination de juge. La place d'accusateur public doit être remplie par Hyacinthe de Riedmatten.

Les changements sont plus importants parmi les suppléants : Jean-François Taffiner et G.-E. Stockalper sont exclus en raison de leur attitude durant l'insurrection ; Barthélemy Perrig et François-Emmanuel Joris doivent être remplacés : le premier, qui est octogénaire, en raison de son âge, et le second, parce qu'il est préfet du district de Sembrancher. Il faut que le Directoire confirme dans leurs fonctions les autres juges suppléants et qu'il en complète le nombre en nommant Joseph de Lavallaz, Alphonse Rey, Charles-Antoine Bonvin, Charles Bonvin, Charles Odet et Joseph-Marie de Torrenté.

La réintégration complète du tribunal du district de Monthey qui s'effectue parallèlement à celle du tribunal cantonal s'accomplit sans grandes difficultés. Car de Rivaz, qui sait que la population de Monthey « a vu avec beaucoup de peine la destitution qu'il a prononcée », demande au ministre de la Justice « la réintégration complète » de ce tribunal <sup>158</sup>. Une lettre du 16 juillet 1799 nous renseigne heureusement sur les qualités et les aptitudes de chacun des membres de ce tribunal <sup>159</sup>.

Son président, Jean Devantéry, âgé de près de 70 ans, « jouit de l'estime et de la considération de la très grande majorité de ses concitoyens, et il ne me paraît pas qu'il y ait dans tout ce district quelqu'un qui puisse le remplacer dans la présidence de ce tribunal. Ses défauts sont d'être un peu brusque et de tenir un peu trop à son opinion. Mais il n'est pas moins vrai

<sup>156</sup> AV, H 38, *Journal* II, fol. 22, recto, au 8 août.

<sup>157</sup> AV, H 31, n° 2785, au ministre de la Justice, du 9 septembre 1799.

<sup>158</sup> AV, H 30, n° 2166, du 13 juin.

<sup>159</sup> AV, H 31, n° 2397, de Rivaz au ministre de la Justice.



qu'il est la lumière de ce tribunal et que personne dans son district n'entend, à beaucoup près, les lois comme lui ». Joseph Donnet, qui fut pendant longtemps secrétaire du juge de Troistorrents, « est un homme réfléchi, jouissant de la confiance de sa commune et passablement instruit ». Barthélemy Trombert, du Val d'Illiez, mérite la confiance de sa commune « par sa sagesse et sa droiture. Mais il a très peu de connaissance des lois, n'ayant jamais étudié et ne sachant que lire et écrire ». Son collègue de Troistorrents, Hyacinthe Dubosson, est dans le même cas. Jean-François Vanay, de Vionnaz, possède « des connaissances et de la capacité ». Hyacinthe Vuilloud, de Monthey, docteur en médecine, ignore passablement les lois mais possède « de la sagacité et du patriotisme ». Enfin, Michel Pignat, de Vouvry, connaît « assez bien les lois », mais « il passait pour pencher un peu à la chicane ».

Quant aux remplaçants que de Rivaz est en mesure de proposer, ils sont en nombre « réellement très circonscrit ». Pierre-Didier Fay, de Collombey, et Joseph Raboud, de Troistorrents, sont très peu lettrés ; Barthélemy Dognier, qui ne peut plus siéger au tribunal cantonal, accepterait peut-être cette place. Hyacinthe Darbellay, de Monthey, possède « de la connaissance et de la pénétration ». Charles Chapelet, de Troistorrents, notaire et secrétaire de la municipalité et de la régie, jouit de « quelques connaissances ».

Finalement la réorganisation du tribunal de Monthey s'achève par le maintien de tous ses juges. Seuls Jean-François Vanay et Emmanuel Turin abandonnent leurs fonctions. Pierre-Didier Fay et Joseph Parvez<sup>160</sup> leur succèdent.

Plusieurs membres des autres tribunaux de district manifestent une lassitude extrême à exercer leurs fonctions. Le 28 août, le président du tribunal de Sembrancher, Maurice Emonet, offre sa démission<sup>161</sup>, parce qu'il éprouve trop de peine à répartir les charges militaires et les logements des troupes. Claude Fontaine, juge au district de Viège et qui a été conduit en Italie par les rebelles « à cause de son attachement à la constitution, a tout perdu par le pillage »<sup>162</sup>. Antoine Willa, président du tribunal de Loèche, refuse de réorganiser le tribunal de son district et présente sa démission à raison de ses affaires domestiques<sup>163</sup>. Ses collègues affirment ne se soumettre à la loi du 5 juillet qu'à la condition que le gouvernement édicte une proclamation imposant à tous les fonctionnaires d'exercer les charges auxquelles ils ont été appelés. Il faut de plus que celle-ci soit largement diffusée dans tous les districts supérieurs. D'autre part, un des membres, Joseph Roten, refuse de fonctionner tant que le gouvernement ne lui aura pas versé ses arriérés et assuré un traitement équitable pour l'avenir. Car il se refuse à croire « que le patriotisme oblige un père de famille à se réduire à la mendicité »<sup>164</sup>. De Rivaz n'est pas insensible au mécontentement qui agite les fonctionnaires : « Il serait urgent, écrit-il au ministre de l'Intérieur, que l'Etat

<sup>160</sup> *Ibidem*, n° 2731, du même au même, du 29 août 1799.

<sup>161</sup> AV, H 38, *Journal* II, fol. 37, recto, au 29 août.

<sup>162</sup> *Ibidem*, fol. 46, verso, au 14 septembre.

<sup>163</sup> *Ibidem*, fol. 34, verso, au 25 août.

<sup>164</sup> *Ibidem*, fol. 51, verso, au 20 septembre.

pût payer quelque chose à tous les fonctionnaires qui n'ont pas reçu un sol depuis qu'ils sont en place <sup>165</sup>. »

De tous les districts organisés parviennent des plaintes nombreuses. Bien des juges espèrent que le tirage au sort les déchargera d'une fonction qui leur apporte surtout des désagréments et à cause de laquelle nombre d'entre eux subissent des pertes sensibles. Comme les districts de Viège, Stalden, Brigue et Ernen n'ont pas rétabli leurs autorités judiciaires <sup>166</sup>, et comme le tribunal de Monthey, ainsi que celui du canton sont destitués, le tirage au sort qu'exige le décret du 29 août 1799 <sup>167</sup> ne s'effectue que dans les districts de Loèche, Sierre, Sion, Hérémence, Martigny, Sembrancher et St-Maurice. Pour chacun de ces districts les membres sortants sont les suivants : Gabriel Werra, Georges Rossier, Jean-Pierre Putallaz, Jean-Baptiste Mayor, Léonard Bourgeois, Jean-Victor Moret et François Preux <sup>168</sup>.

Le jour même de sa réunion, puis les jours suivants, le Corps électoral complète le nombre des juges des différents tribunaux <sup>169</sup>.

#### IV. Conclusion

Après deux ans environ de régime helvétique, l'attachement de la population et des fonctionnaires pour celui-ci est donc, on s'en rend compte, extrêmement faible. Car ce régime que l'on certifiait garant de la liberté personnelle et agent de la prospérité n'a apporté que déceptions et misères. Nul mieux que le préfet national de Rivaz ne peut dépeindre les sentiments du peuple valaisan au terme de l'année 1799 : « Ce n'est pas seulement dans le Haut-Valais gouverné ci-devant démocratiquement que la constitution a paru défavorable à la liberté, mais encore dans le Bas-Valais même où les communes sous l'ancien régime pouvaient s'assembler et délibérer sur leurs intérêts chaque fois qu'elles le jugeaient à propos. Les gênes mises à cet égard leur ont été sensibles, et si une nouvelle constitution peut trouver le moyen de concilier le repos intérieur avec la faculté indéterminée de tenir des assemblées communales et de donner au peuple une part directe dans les élections, je vois qu'elle aura beaucoup fait pour se concilier l'affection du peuple. Quant au Haut-Valais, je doute que la génération actuelle se fasse jamais au gouvernement représentatif, ni au système de l'unité qui la rend

<sup>165</sup> AV, H 31, n° 2865, du 20 septembre.

<sup>166</sup> *Ibidem*, n° 3169, de Rivaz au Directoire, du 7 novembre.

<sup>167</sup> *Bull. d. lois et d. du C. L.*, III, 1799, pp. 210-212.

<sup>168</sup> AV, H 31, nos 3169 et 3173, de Rivaz au Directoire et du même au président de l'assemblée électoral, du 7 novembre. — Parmi les juges sortants, il convient de remarquer : 1) que Gabriel Werra n'est que le suppléant de Joseph Matter appelé aux fonctions de sous-préfet de district ; 2) qu'au tribunal du district de Sierre, Georges Rossier est le suppléant de François Declavibus, nommé greffier de ce tribunal, le 20 juillet 1798 (AV, H 29, n° 59). — L'assemblée électoral doit donc appliquer à leur égard l'art. 4 de la loi du 12 mai 1798 relative au *Remplacement des membres du Corps législatif et des tribunaux de districts...* : « Ces suppléants ne demeureront en fonction que jusqu'au temps où le Corps électoral du canton aura nommé aux places vacantes » (*Bull. d. lois et d.*, I, 1798, pp. 66-68).

<sup>169</sup> Pour la liste des nominations, voir *Appendice IV*, pp. 241-243.

dépendante d'autorités éloignées et qu'elle regarde presque comme étrangères. Au moment où le résident de France Mangourit reçut du ministre Talleyrand l'ordre de baser la constitution du Valais sur la représentation nationale, il me lut cette lettre. Il n'était pas encore question alors de notre réunion à l'Helvétie. Je lui répondis sans hésiter qu'une constitution assise sur ce plan ne s'établirait dans le Haut-Valais qu'à travers des torrents de sang. Les deux insurrections dont ce pays a été le théâtre prouvent malheureusement que je ne me suis pas trompé et me font craindre de nouveaux troubles pour l'avenir. Je sais que le fanatisme y est entré pour beaucoup ; je sais que nombre des principaux insurgés avaient moins en vue une liberté honnête que l'anarchie et le pillage. Mais je crois toujours que la masse du peuple tient fortement à ses anciennes institutions. Toutes les personnes instruites du Haut-Valais que je consulte me disent que les habitants n'ont pas renoncé aux projets de les maintenir, et que si jamais l'occasion s'en présente, ils feront de nouveaux efforts pour recouvrer la liberté qu'ils avaient perdue<sup>170</sup>. »

Ces déceptions que le peuple éprouve sur le plan politique sont rendues encore plus difficilement supportables par les réquisitions sans nombre que les autorités helvétiques et militaires françaises lèvent pour entretenir les troupes françaises, tutrices de la liberté. « Quant au mécontentement général que la conduite des troupes françaises a fait naître, poursuit de Rivaz, je ne puis vous dire à cet égard que ce qui vous aura été dit de toutes parts. Un peuple paisible, accoutumé à jouir du bienfait d'une longue paix, n'a pu qu'être très sensiblement affecté du séjour d'une armée dénuée de tout et qu'il a fallu pourvoir de tout. Mais les privations multipliées qui en sont résultées et dont la Chambre administrative a rendu compte au gouvernement à diverses reprises, lui ont peut-être été moins sensibles que le ton de maître avec lequel tout cela a été exigé surtout par la cavalerie et l'immoralité dont cette armée a en général fait profession. » L'étude de ces réquisitions dont le détail nous rendra plus sensible la détresse matérielle du pays nous permettra aussi, tout en nous imposant de revenir aux premiers jours de la République helvétique en Valais, de poursuivre l'étude du comportement du peuple à l'égard du régime jusqu'au milieu de l'année 1801.

<sup>170</sup> AV, H 31, n° 3521, de Rivaz au ministre de la Justice, du 28 décembre.

## CHAPITRE II

### LES REQUISITIONS MILITAIRES

#### I. Historique des réquisitions

L'étude de l'établissement du régime helvétique et celle des pénibles et infructueuses tentatives pour le faire vivre nous a conduit à observer les districts du Haut-Valais. Le détail de certaines questions nous a pourtant mené dans les districts bas-valaisans où l'on a remarqué une morne lassitude chez de nombreux fonctionnaires et un découragement profond parmi la population. L'étude des réquisitions militaires, qui affligent surtout les districts du Bas-Valais parce qu'ils sont prospères, riches et organisés constitutionnellement, mais avant tout parce qu'ils sont placés sur le chemin qu'empruntent les troupes qui, à la pointe des baïonnettes, viennent implanter une liberté purement nominale, conduira nos investigations avant tout dans les districts de langue française.

##### 1) *Les réquisitions de 1798*

Dès les premiers jours de l'insurrection de 1798, de nombreuses troupes françaises et vaudoises accourent en Valais afin de soutenir un régime accepté par la majorité des communes valaisannes, mais que les coups de boutoir des contre-révolutionnaires auraient renversé avec d'autant plus de facilité que l'acceptation avait été consommée grâce à la pression de la France et de ses partisans, et avec d'autant plus d'entrain que l'ensemble du peuple voyait, avec regret, sa souveraineté diminuée par le nouveau régime. Car des membres du clergé et de nombreux hommes politiques peignent la nouvelle constitution comme ennemie de la religion et de l'Eglise. Ils encouragent ainsi le peuple dans ses sentiments hostiles à l'égard du régime helvétique.

Au contingent bas-valaisan fort de 1.200 hommes s'unissent, du 8 au 15 mai 1798, des secours estimés à 4.800 hommes<sup>1</sup> auxquels la Chambre administrative doit assurer presque seule toute la subsistance. Tandis que le canton du Léman se charge de l'approvisionnement en pain des troupes françaises et vaudoises, la Chambre valaisanne doit pourvoir entièrement à celui de la viande, du vin, de l'eau-de-vie, des fourrages et de l'avoine. « L'avoine et l'eau-de-vie, écrivent les administrateurs, nous manquent presque en entier ; le vin est prêt à manquer. Nous pouvons peut-être suffire à

<sup>1</sup> *Lettres et Mémoires adressés par la Chambre administrative du canton du Valais aux autorités helvétiques* (cité *Lettres et Mémoires*) copies, cahier de 23 × 35 cm, 187 p., AV, Rz, cart. 75, fasc. 7, pp. 14-21, au Directoire exécutif, du 31 janvier 1799.

celui de la viande, mais ce ne sera qu'en dépeuplant entièrement cette portion du canton du bétail qui fait son unique richesse<sup>2</sup>. » Que le gouvernement prenne donc des mesures efficaces pour subvenir aux charges d'une guerre qui est celle de la République entière ! Que les Directeurs ne laissent pas peser sur quelques communes fidèles du Valais le poids d'une telle entreprise et qu'ils s'occupent rapidement d'indemniser les dizains fidèles des charges de cette guerre. « Car l'irruption des Valaisans des dizains supérieurs est un envahissement formel du territoire de la République helvétique que vous avez à recouvrer, dont vous avez à punir les auteurs et à indemniser la partie souffrante, mais qui n'a point détruit, ni l'existence du canton du Valais, ni l'attachement de ceux qui le représentent, à la République une et indivisible. »

En suite de ces appels, les membres du Directoire ne peuvent dispenser que des encouragements mais point d'argent car le trésor helvétique n'est pas encore constitué. Ils certifient bien que le général Schauenbourg a pris des mesures très actives et que les citoyens fidèles seront indemnisés « par les provocateurs de la guerre, les rebelles du Haut-Valais »<sup>3</sup>. Autant de promesses qui ne laissent aux Valaisans que le goût amer de l'insatisfaction. Car ils auraient souhaité que le Directoire eût ordonné aux Chambres administratives du Léman, de Sarine et Broye et de l'Oberland de fournir, ou des secours « en grains et avoines et autres denrées de nécessité pour l'armée », ou même une aide financière<sup>4</sup>.

De toutes les demandes formulées par la Chambre, le Directoire n'en exauce qu'une : il décide l'envoi d'un commissaire helvétique en Valais. Les instructions qu'il remet le 19 mai 1798 à Vincent Perdonnet<sup>5</sup> témoignent de son désir d'aider les Valaisans sans pour autant imposer des sacrifices aux cantons voisins<sup>6</sup>. Se conformant à ses instructions, Perdonnet congédie, le

<sup>2</sup> *Ibidem*, pp. 1-6, au même, du 11 mai 1798. — Cité par Strickler, t. I, pp. 1039-1041, n° 18.

<sup>3</sup> *Ibidem*, p. 7, le Directoire exécutif à la Chambre administrative, du 13 mai. — Cité par Strickler, t. I, pp. 1041-1042, n° 22.

<sup>4</sup> *Ibidem*, pp. 8-11, au Directoire exécutif, du 21 mai.

<sup>5</sup> Sur Vincent Perdonnet (1768-1850), cf. DHBS, t. V, p. 245 ; Jean Th. Burnier, *Anecdotes sur les familles Perdonnet et Burnier*, dans *Rapport [de l'] Association du Vieux Lausanne*, 1948, pp. 9-16 ; M. Reymond, *Deux patriotes veveysans, Alexandre et Vincent Perdonnet*, dans *Feuille d'Avis de Lausanne*, des 20 et 27 novembre 1937 ; sur la mission de Perdonnet en Valais, cf. L. Mogeon, *Vincent Perdonnet*, dans *Conteur Vaudois*, des 2, 9 et 16 septembre 1922 ; Eugène Mottaz, *Les premiers jours de l'expédition du Valais en 1798*, dans *Revue historique vaud.*, 1895, pp. 1-13 ; 33-46 ; 65-74 ; 97-107 ; *Journal du professeur Pichard sur la Révolution helvétique* publié et annoté par Eugène Mottaz, Lausanne, 1891, pp. 120-123.

<sup>6</sup> Voici les art. 3 et 5 de ces instructions (AF, vol. 895, pp. 179-181). Ils établissent que Perdonnet constatera avec le résident Mangourit les moyens « de protéger le pays et les habitants contre les excès et les rigueurs militaires (art. 3) ; de congédier le plus tôt qu'il se pourra les troupes du canton du Léman en les remerciant au nom du gouvernement du zèle que, soit les officiers, soit les soldats, ont témoigné pour la défense de la République helvétique. Il est chargé de pourvoir de la manière la moins onéreuse au canton du Léman à l'entretien des troupes. Il demandera qu'on fasse venir des subsistances de Savoie ou du Pays de Gex pour la troupe française. Il fera connaître aux généraux et au cit. Mangourit l'art. 5 de la stipulation signée à Paris le 8 floréal au nom du Directoire exécutif et qui porte comme suit : « A compter du 12 floréal, la République française ne pourra lever ni exiger des gouvernements ou habitants de toutes les parties

20 mai, les troupes vaudoises et bas-valaisannes, tandis que les troupes françaises séjournent en Valais jusqu'au 9 juin.

Dès le départ des troupes, le peuple demande à la Chambre administrative le remboursement des frais qu'avait causés l'entretien des officiers et des soldats. Les particuliers qui ont exécuté les ordres des autorités, les aubergistes qui ont logé les officiers, les propriétaires des chevaux qui ont effectué une multitude de transports, les ouvriers qui ont travaillé pour le compte des troupes franco-helvétiques, tous réclament leur dû. « Leurs pétitions au préfet et à la Chambre, constate celle-ci, sont devenues au point qu'il n'a plus été possible de ne pas s'en occuper<sup>7</sup>. »

Mais comme la Chambre ne possède rien, elle se borne à réunir les comptes de toutes les réclamations qui lui parviennent. Elle détermine d'abord le séjour de chacun des corps de troupe dans les différentes communes du Bas-Valais. Par ce moyen elle fixe le nombre de rations fournies aux hommes et aux bêtes de trait. Elle estime à huit batz la ration d'un homme et à dix-huit celle d'un cheval. Elle réunit ensuite les comptes des aubergistes, ceux des hôpitaux et des chirurgiens, ceux des exprès et des courriers, ceux des communes et des particuliers éprouvés par les combats et le pillage. Le sommaire de tous ces comptes atteint le total de 72.000 livres « non comptée la solde des troupes du Bas-Valais ».

Comme toutes ces réclamations doivent être acquittées pour ne pas aigrir le peuple, déjà mécontent de n'avoir été payé qu'en partie et par la bienfaisance seule du gouvernement helvétique, de toutes les fournitures faites au début du mois de juin aux troupes françaises de passage en marche vers l'Italie<sup>8</sup>, la Chambre prie le Directoire de vouloir répondre aux questions qu'elle lui pose. Qui remboursera aux communes du Bas-Valais les dépenses qu'elles ont effectuées lors de la guerre contre les insurgés du Haut-Valais ? — Par quel moyen les communes recouvreront-elles leur dû sans trop de lenteur ? — Devant qui devront être discutés les comptes des fournitures, des frais et des dommages ? La Chambre espère des réponses rapides. Celles-ci apaiseraient le peuple et l'encourageraient à considérer le nouveau régime avec plus d'intérêt. « Les réclamations des particuliers, écrivent les administrateurs, tant celles qui nous parviennent que celles qui se font dans les carre-

qui composaient le ci-devant canton de Berne aucune nouvelle contribution, soit en numéraire, soit en nature. La République française entretiendra dès ce jour à ses frais les troupes qui seront dans le ci-devant canton de Berne et, si elle use de réquisitions ou si elle réclame la livraison des denrées et effets contenus dans les magasins du canton de Berne, elle payera les objets requis et livrés aux prix qui seront réglés équitablement entre les commissaires de la République française et la Chambre administrative soit en numéraire, soit avec les restrictions qui auront été fournies par le gouvernement de Berne. Pour ce qui est relatif à l'entretien du casernement des troupes à partir du dit jour 12 floreal, il sera enjoint aux généraux de se conformer au prétendu arrangement » (art. 5).

<sup>7</sup> Cf. note 1.

<sup>8</sup> Il s'agit du passage des troupes françaises par le St-Bernard qui eut lieu du 22 mai au 22 juin. — *Lettres et Mémoires*, pp. 24-30, au Directoire exécutif, sans date, mais vraisemblablement de la deuxième quinzaine du mois d'avril 1799 puisque la lettre commence par ces mots : « Au moment où le gouvernement appelle les communes fidèles du Valais à déployer tous leurs efforts pour le soutenir et pour soumettre par la force celles dont l'opposition dangereuse tend à l'ébranler... »

fours, portent un caractère d'aigreur et de presse qui nous porte à croire que la crainte de tout perdre s'est communiquée avec la rapidité du feu électrique surtout depuis que nous avons perdu l'espérance d'être remboursés par les agents français des fournitures faites à leurs troupes de passage. Mais si quelque chose a spécialement influé les craintes dont le peuple est agité, c'est qu'il nous paraît qu'on le prépare à de nouveaux événements qui reculeraient de beaucoup le terme de ces remboursements. »

La Chambre fonde de nombreux espoirs sur ce rapport<sup>9</sup> qu'elle envoie au Directoire et que celui-ci transmet aux Conseils législatifs. Des espoirs excessifs même ! Aucune réponse ne lui est fournie durant près d'un mois et demi. Aussi revient-elle à la charge le 14 mars 1799, car ses membres et les commissaires des guerres que la Chambre a nommés dans les districts de St-Maurice, Martigny et Sembrancher sont « journellement harcelés par ceux auxquels il est dû »<sup>10</sup>. En effet, « il a passé en axiome commun même chez des gens raisonnables que c'est à l'administration à payer puisque c'est elle qui a requis ». Quelques jours après la réception de cette lettre les Conseils législatifs prennent, en date du 27 mars, un arrêté qui protège la Chambre et les commissaires contre les poursuites que des particuliers entreprendraient contre eux pour le paiement de fournitures exigées au nom de la nation<sup>11</sup>.

Le contenu de cet arrêté ne satisfait aucunement les membres de la Chambre qui ne le cachent pas au gouvernement : « Placés entre le peuple et le gouvernement, nous avons apaisé des murmures, maintenu la fidélité des peuples et servi le gouvernement de préférence à eux. Mais nous manquerions essentiellement à notre devoir si nous différions de vous adresser les réclamations les plus fortes et les plus pressantes pour que la justice soit enfin rendue à ceux qui nous ont élus pour soigner leurs intérêts<sup>12</sup>. »

Si les administrateurs du Valais se montrent durs et s'ils frisent même l'arrogance, c'est qu'ils sentent combien la situation est tragique dans le pays, combien l'existence même du régime helvétique y est menacée. Tous les districts allemands s'agitent et s'arment pour tenter de renverser un régime qu'ils n'aiment pas et que des excitateurs se plaisent à peindre sous les traits les plus odieux. Dans les districts du Bas-Valais, l'enthousiasme pour le régime représentatif baisse rapidement. On lui reproche des impôts excessifs, des contraintes apportées à la liberté de réunion, une mauvaise organisation de la justice puisqu'elle est à la charge du public alors qu'elle devrait être supportée par ceux qui en font usage. On dit bien haut son mécontentement de voir le gouvernement destituer ce que le peuple a établi et l'on réproche la révocation que les tribunaux du canton et de Monthey ont encourue « pour un jugement rendu contre un citoyen totalement perdu dans l'estime publique par son immoralité et ses principes anarchiques »<sup>13</sup>. Mais la cause première du mécontentement de la population bas-valaisanne réside dans le fait

<sup>9</sup> *Lettres et Mémoires*, p. 22, le Directoire à la Chambre administrative, du 5 février 1799.

<sup>10</sup> *Ibidem*, pp. 23-24, au Directoire, du 14 mars.

<sup>11</sup> AV, H 30, n° 1725, de Rivaz à la Chambre administrative, du 9 avril.

<sup>12</sup> Cf. note 8.

<sup>13</sup> AV, H 31, n° 3521, de Rivaz au ministre de la Justice, du 28 décembre.



que la plus grande partie des sommes qui lui sont dues paraissent bien ne jamais devoir lui être payées.

Un mémoire de la Chambre administrative nous fournit des indications précises à ce sujet<sup>14</sup> : « En Valais il est dû non pas au canton, non pas aux communes, mais à des individus répartis dans quatre districts qui comprennent en tout 4.000 feux : pour la solde de la campagne du Léman<sup>15</sup> 5.000 livres ; pour la guerre contre le Haut-Valais, 70.000 ; pour la solde du premier passage des troupes françaises, 40.000 ; pour les troupes cantonnées en janvier, 6.000 ; pour le 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> passage, 8.000 ; pour l'indemnité accordée aux communes du Bas-Valais au mois de juin 1798 et détournée de sa destination pour des besoins urgents, 9.000 ; pour les billets en échange des pièces de 7 ½ de Piémont, capital et intérêt<sup>16</sup>, 50.000 ; il est dû en outre au district de Sion pour les frais généraux de la guerre du Valais, 30.000 ; il est dû à tout le canton pour les indemnités des ministres du culte, 8.000. Total, 226.000 livres. » Comment les districts de Monthey, de Martigny, de Sembrancher, de Sion et de St-Maurice ont-ils été plongés dans une si déplorable situation ? Les administrateurs donnent eux-mêmes la réponse : « Trop de modération de la part de la Chambre administrative, trop de zèle pour l'affermissement du gouvernement, trop de respect pour l'embarras des finances. » Car, tandis que tous les cantons s'empressent en demandes de subventions et tandis que « chacun se disputait sa part de la fortune publique », les autorités valaisannes n'interviennent pas avec suffisamment d'énergie pour « arracher la juste portion de secours qui devait revenir à l'un des cantons les plus fidèles et au plus souffrant et au plus patient de tous ».

## 2) Les réquisitions de 1799 à 1801

Ce rapport du printemps 1799, le dernier relatif aux réquisitions effectuées en 1798 dans le Valais, marque un tournant dans l'attitude des administrateurs à l'égard du gouvernement central. La vague de fond de mécontentement qui dresse le pays contre le régime helvétique emporte dans son remous le Corps des administrateurs qui n'abandonnent plus ce ton de franchise hargneuse et cette attitude fière dans leur correspondance avec les autorités gouvernementales. Cette hostilité ira croissante et aboutira, au mois de mai 1800, à la rupture publique et brutale entre la Chambre administrative du Valais et le gouvernement de la République helvétique.

Avant même le début de la seconde insurrection des districts de langue allemande, le Directoire délègue des commissaires près les troupes helvétiques

<sup>14</sup> Cf. note 8.

<sup>15</sup> Il s'agit du solde dû au contingent valaisan qui s'était joint, au mois de mars 1798, aux troupes vaudoises pour forcer les habitants des Ormonts à accepter le nouveau régime (Grenat, pp. 465-466).

<sup>16</sup> Ces 50.000 francs sont une dette de l'ancien Etat du Valais. Voici ce qu'en dit la Chambre : « Au mois de mai 1795, le pays de Valais étant surchargé de pièces de 7 ½ de Piémont, dont le cours était de 3 batz, l'Etat en défendit absolument la circulation et ordonna à ceux qui en seraient porteurs de les remettre à des commissaires nommés à cet effet, contre leurs reçus, sur lesquels l'intérêt annuel devait être payé et le remboursement effectué sur les deniers des sels. » — *Actensammlung*, t. XII, p. 37, du 25 juin (?) 1799.

« dans les cantons qu'occupent les troupes suisses, qui sous le commandement du général Keller sont destinées, d'après les dispositions du général en chef Masséna, à garantir les frontières de l'Helvétie »<sup>17</sup>. Le 4 avril 1799, le Directoire nomme Andreas Buxtorf commissaire en Valais<sup>18</sup>. L'art. 3 des instructions sur l'autorité du commissaire charge celui-ci de « vérifier tous les abus et dilapidations dont il pourrait avoir connaissance ».

Les exactions que se permet le général Xaintrailles, le pillage qu'il autorise de la part de ses soldats et les réquisitions énormes qu'il ordonne pour l'entretien de ses troupes dressent rapidement contre lui le commissaire Buxtorf. Car Xaintrailles se considère en Valais comme en pays conquis. Il le dit à qui veut l'entendre et il ne craint pas de l'affirmer au commissaire du pouvoir exécutif : « Je vous réitère que ce pays est conquis, conquis à la baïonnette, et que je prétends y agir comme je veux<sup>19</sup>. » L'exécution des volontés de Xaintrailles cause des soucis considérables à la Chambre qui, bien que réduite, se dépense sans compter : « La Chambre administrative de ce canton a fait l'impossible pour pourvoir aux subsistances de l'armée ; elle l'a fait avec économie ; elle a fait peut-être plus qu'elle ne devait ; car les fournisseurs français ayant manqué à leur accord, l'armée eût été réduite à manquer totalement de pain sans la prévoyance des administrateurs. Au lieu de reconnaître cette prévoyance, on ne fait que d'exiger de plus en plus, sans que rien de ce qui devait être remboursé pour avances faites aux troupes françaises l'ait été ; au contraire on s'appesantit sur une administration épuisée qui ne sait plus de quel bois faire flèche et qui bientôt ne sera plus en sûreté parce qu'elle n'a plus de quoi fournir<sup>20</sup>. »

Dans l'impossibilité d'accomplir sa mission, Buxtorf demande et obtient du gouvernement de quitter le Valais. Le préfet de Rivaz voit avec beaucoup de regret s'éloigner « ce vertueux et respectable citoyen dont il est impossible de connaître la belle âme sans s'attacher fortement à lui »<sup>21</sup>. Perdant un appui au milieu des atteintes que le pouvoir militaire porte au pouvoir helvétique, de Rivaz se trouve chaque jour dans une situation plus pénible. Profondément découragé par le manque d'énergie du gouvernement central face à l'autorité militaire française et stupéfait de la mauvaise volonté que le Directoire met à secourir le Valais malgré les demandes réitérées de la Chambre, le préfet national s'apprête, le 20 juin 1799, à rentrer dans le rang des simples citoyens : « Je viens, citoyens Directeurs, remettre entre vos mains le gouvernail que vous aviez remis entre les miennes<sup>22</sup>. » Il remercie le même jour le commissaire Buxtorf pour toutes les tentatives qu'il a entreprises afin de soulager le peuple. Il lui annonce aussi sa démission : « Je n'ai pu sans la plus juste douleur voir violer nos formes constitutionnelles par ce même général qui a méconnu vos pouvoirs, et ne voulant pas rester spectateur indif-

<sup>17</sup> Strickler, t. IV, pp. 102-103, arrêté du 5 avril 1799, sur l'autorité du commissaire du Directoire exécutif près les troupes helvétiques, art. 1.

<sup>18</sup> *Ibidem*, p. 103.

<sup>19</sup> *Ibidem*, p. 746, Buxtorf au Directoire, du 19 juin.

<sup>20</sup> *Ibidem*, p. 744, du même au même, du 14 juin.

<sup>21</sup> AV, H 30, n° 2234, de Rivaz au Directoire, du 20 juin.

<sup>22</sup> *Ibidem*.

férent, encore moins devenir l'instrument d'actes arbitraires qui attaquaient également notre liberté et notre indépendance, j'ai remis au Directoire les pouvoirs qu'il m'avait confiés et dont je ne pouvais plus user selon mes vues<sup>23</sup>. »

Le général Masséna déplace alors Xaintrailles auquel succède en Valais le général Turreau. Le Directoire nomme Louis de Loës commissaire du gouvernement. A la demande de Louis de Loës et en raison du départ de Xaintrailles, de Rivaz reprend ses fonctions de préfet national, le 5 juillet 1799<sup>24</sup>.

Dès son arrivée de Domodossola où il surveille la construction de la route du Simplon, Turreau établit son quartier général, tantôt à Sierre, tantôt à Sion, selon la fortune des armes. Bien que son comportement diffère beaucoup de celui de son prédécesseur, les réquisitions cependant ne diminuent pas. La Chambre administrative doit pourvoir à l'entretien de la première division de l'armée d'occupation d'Helvétie. Le peuple exténué n'en peut plus : « Je reçois presque chaque jour, écrit le sous-préfet de Monthey, les plaintes des municipalités qui ne peuvent plus être obéies pour les réquisitions qu'elles sont obligées de faire et qui demandent d'être déchargées de toute responsabilité<sup>25</sup>. » La municipalité de Vionnaz déclare « avoir été jusqu'ici surchargée au-delà de ses forces »<sup>26</sup>. Celle de Troistorrents se plaint des réquisitions auxquelles elle doit subvenir, des logements qu'elle doit fournir et de la néfaste influence des troupes sur la morale publique. Il lui en coûte de « fournir les vivres à des gens qui bien souvent n'entendent ni rime ni raison, à qui notre façon de s'alimenter n'est du tout point la leur et ne saurait leur convenir. Et ce qu'il y a de plus à craindre, c'est l'atteinte inévitable qu'ils porteront aux mœurs dans une commune où la jeunesse n'est pas exempte de vices et de passions, très difficile d'ailleurs à contenir »<sup>27</sup>. De nombreux témoignages semblables parviennent des communes du Bas-Valais à la Chambre administrative et au préfet national.

La fin des hostilités ne marque malheureusement pas pour le Valais le départ des troupes françaises. Ce n'est que vers la fin du mois d'octobre 1799 que ces troupes quittent le pays « à l'exception de la 28<sup>e</sup> demi-brigade et d'un bataillon de la 110<sup>e</sup> qui séjourneront jusqu'en mai 1800 »<sup>28</sup>.

Afin d'organiser plus rationnellement les magasins de vivres et les places de transport pour le service des troupes françaises, la Chambre nomme, le 9 septembre 1799, un commissaire du canton du Valais en la personne de Joseph-Augustin de Riedmatten. Mais celui-ci ne cesse de réclamer sa démission d'une place qu'il n'a acceptée que pour rendre service à la Chambre : « Je puis vous assurer qu'un homme en galère ne souffre pas le quart de ce que j'ai souffert par la charge de commissaire, par des individus de la nation ci-devant la plus civilisée du monde connu et que je ne puis pas remplir les

<sup>23</sup> *Ibidem*, n° 2240, de Rivaz à Buxtorf, du 20 juin.

<sup>24</sup> AV, H 31, n° 2339, du même Directoire, du 5 juillet.

<sup>25</sup> AV, H 5, pap. 136, Du Fay à de Rivaz, du 22 juin.

<sup>26</sup> AV, H 6, pap. 91, à de Rivaz, du 2 août.

<sup>27</sup> *Ibidem*, pap. 211, au même, du 13 août.

<sup>28</sup> Cf. Grenat, p. 512.

devoirs de mes fonctions d'accusateur public étant à tout moment troublé<sup>29</sup>. » Mais la Chambre qui ne saurait par qui le remplacer refuse d'accéder à son désir. Il s'ensuit dès lors une correspondance abondante entre de Riedmatten, la Chambre administrative et le gouvernement central, ceux-ci feignant de ne pas entendre les lamentations de celui-là.

Cette correspondance nous permet de nous introduire dans la vie privée d'un fonctionnaire public qui étale ses misères domestiques, ses soucis financiers et ses infirmités afin d'obtenir une démission qu'il souhaite ardemment. Nous nous représentons mieux dès lors et les difficultés qu'éprouve la population et celles auxquelles le gouvernement se heurte quand il doit pourvoir à des places.

Après l'échec subi le 25 septembre 1799, de Riedmatten revient à la charge : « Le froid augmentant de jour en jour, je vous prie instamment... de vouloir bien, ou me délivrer, s'il était possible, du fardeau pénible et fâcheux de commissaire, ou me procurer un fourneau de fonte et du bois pour chauffer la chambre de mon bureau, que vous retiendrez ensuite sur les dédommagements que vous voudrez bien m'allouer<sup>30</sup>. » Un mois plus tard, nouvelle offre de démission. Pour la justifier, de Riedmatten avance un nouvel argument qu'il espère irrésistible : sa santé déplorable. Depuis l'hiver 1798 sa vue s'est affaiblie au point qu'il a « beaucoup de peine à lire et à écrire à la lumière de la chandelle ». Il vient d'éprouver « plusieurs maladies sérieuses », mais surtout « il souffre continuellement des indispositions de rhumatisme ou de sciatique ». Que la Chambre, poursuit-il, « me débarrasse de ce fardeau et de tout emploi public ». Vous serez ainsi, continue de Riedmatten, assurés « de ma gratitude éternelle pour votre bienveillance à mon égard et de ma reconnaissance perpétuelle pour la délivrance que vous m'aurez procurée de tout emploi et responsabilité publiques »<sup>31</sup>. Peine inutile néanmoins ! Trouvant excessifs ces refus continuels, de Riedmatten décide de s'aider soi-même et le voilà en quête d'un secrétaire qui le déchargera d'une bonne partie de son ingrate besogne. Son choix s'arrête sur Meinrad Werra qui refuse sa nomination au poste d'accusateur public, mais que la Chambre agréée comme secrétaire de son commissaire<sup>32</sup>.

Grâce à l'aide de Werra, de Riedmatten pense pouvoir satisfaire aux obligations que le ministre de la guerre lui impose. Il ne s'en soucie guère d'ailleurs et lorsqu'il apporte par trop de retard à la correspondance qu'il doit entretenir, il se retranche derrière des excuses de son cru et il en rend responsable la Chambre administrative. Je lui ai laissé, dit-il au ministre de la guerre, le soin de vous répondre, « d'autant plus que je n'ai accepté que

<sup>29</sup> AV, Fonds Augustin de Riedmatten (cité A. de R.) R 2/1, fol. 156, recto-verso, à la Chambre administrative, du 25 septembre. — Pour sa nomination, *ibidem*, fol. 119, verso.

<sup>30</sup> *Ibidem*, fol. 169, recto, à la Chambre administrative, du 19 octobre.

<sup>31</sup> *Ibidem*, fol. 185, recto-verso, à la même, du 16 novembre.

<sup>32</sup> *Ibidem*, 189, verso, à la même, du 27 novembre ; fol. 190 recto, à Werra, du 30 novembre. — Pour la nomination de Meinrad Werra au poste d'accusateur public, cf. AV, H 31, n° 3309, de Rivaz à Werra, du 25 novembre. — Pour le refus, *ibidem*, n° 3313, du même au ministre de la Justice, du 26 novembre.

provisoirement cet emploi pour lequel je n'ai, ni la capacité, ni les talents suffisants »<sup>33</sup>. Le 13 janvier 1800, à la suite de nouveaux ordres de ce même ministre, il entonne à nouveau le refrain de ses lamentations en leur adjoignant des variations sur « les impositions journalières », « les logements des troupes et les dépenses qu'elles entraînent », les pertes qu'il éprouve du fait qu'il ne peut pas « retirer les revenus de ses capitaux » et sur la situation difficile qu'il traverse : « Nous ne vivons que par la culture pénible, difficile et dispendieuse du peu de terres que nous possédons, tellement que si j'étais obligé de négliger cette partie comme l'année passée, je ne saurais plus comment entretenir ma nombreuse famille »<sup>34</sup>.

La charge de commissaire du canton l'astreint à un travail considérable que le peu d'ardeur des commissaires de districts rend plus difficile encore. Elle lui impose une correspondance volumineuse et elle l'obligerait à de nombreuses visites dans les districts. Mais faute d'argent, il ne peut les accomplir. Bien plus, il doit encore remplir les fonctions de gardien de sa demeure « où jeudi passé un gardien logé dans ma maison a voulu violer, vers les trois heures après minuit, ma servante, et deux mois passés, j'ai dû licencier une, laquelle va accoucher dans quelques semaines d'ici. Voilà les fruits de la liberté française ! »<sup>35</sup> Trois jours plus tard, le 13 mars 1800, de Riedmatten demande une nouvelle fois sa démission au ministre de la guerre. Demande bouleversante dans son fond, car elle montre les difficultés dans lesquelles se débat le commissaire pour remplir les obligations de sa charge ; demande bouleversante également dans sa forme car de Riedmatten utilise tous les arguments possibles pour qu'il lui soit permis d'abandonner son poste. Il s'estime « incapable et dépourvu d'intelligence » pour exercer les fonctions de commissaire ; sa santé est des plus précaires et il se trouve dans « une situation si fâcheuse et si pénible par la charge de six petits enfants ». Mais qu'importe ces misères pourvu que le gouvernement satisfasse son désir : « Enfin je me fais un devoir de vous supplier..., non seulement pour l'intérêt de mon honneur, mais aussi pour celui du canton et peut-être de la patrie, de vouloir me délivrer de tout emploi public, particulièrement d'un aussi important que celui de commissaire des guerres et du canton. Si je puis obtenir cette faveur, malgré que je ne suis pas dans le cas de faire des sacrifices après tant de pertes que j'ai essuyées depuis la Révolution de France, je renonce avec plaisir aux indemnités qu'on voudra m'allouer pour les six mois écoulés que

<sup>33</sup> AV, fonds A. de R., R 2/1, fol. 91, recto, au ministre de la Guerre, du 8 décembre.

<sup>34</sup> *Ibidem*, fol. 91, verso, au même, du 13 janvier 1800. Sa famille comprend sa femme, Marie-Joseph Ambuel ; ses enfants : Joseph-Emmanuel, 1786 ; Catherine, 1789 ; Marie-Christine, 1793 ; Joseph-Augustin, 1795 ; Lucrèce, 1798 ; Elisabeth, 1800, au début de l'année. — A la famille proprement dite il faut ajouter des servantes et des domestiques. Le recensement de 1802 dénombre 13 personnes en tout pour cette famille. — Si l'on en croit de Riedmatten, le ménage ne vit pas dans la meilleure harmonie : « Je vous laisse juger... la situation d'un père chargé de six petits enfants, d'une mère laquelle ne prend autre soin que de les mettre au monde, d'une femme avare sans être économe, impérieuse sans jugement solide, dédaigneuse et haute et basse en même temps. Je vous avoue la plénitude de mon cœur : ma maison est le lieu *ubi nullus ordo sed sempiternus horror inhabitat*. » (*Ibidem*, fol. 130, verso, à la Chambre administrative, du 26 mars 1800).

<sup>35</sup> *Ibidem*, fol. 94, verso, au ministre de la Guerre, du 10 mars 1800.

j'ai exercé tant bien que mal l'emploi de commissaire du canton à l'instance de la Chambre administrative, laquelle me suppose des talents que je n'ai pas et que je n'ai jamais possédés. Si l'Être suprême exauce le vœu des mortels, rien ne manquera à votre prospérité et contentement<sup>36</sup>. »

Son secrétaire Meinrad Werra ne s'embarrasse pas de tant de demandes de démission. Comme il n'a pas reçu « la valeur d'une rappe » au 1<sup>er</sup> avril 1800, il abandonne sa place<sup>37</sup>. Joseph-Augustin de Riedmatten, fonctionnaire du gouvernement qui au mois de février 1800 écrivait à la Chambre : « Vous ne devez pas être surpris après tout cela de la mauvaise humeur et de mon indisposition à servir le public et à préférer de retirer un œuf à ma campagne à Maregnena qu'un bœuf dans la ville de Sion »<sup>38</sup>, ne peut pas se permettre une telle attitude. Il tente auprès de la Chambre de se faire décharger au moins des fonctions de commissaire du district de Sion puisqu'il ne peut obtenir son remplacement de commissaire du canton : « Depuis sept mois passés ayant servi le public en vrai esclave sans avoir eu une seule journée libre, quatre mois sans secrétaire et depuis le 1<sup>er</sup> avril sans seulement un copiste, et ayant l'œil enflammé et coulant, tellement que je ne puis plus lire ni écrire à la chandelle, et avec peine pendant le jour, je vous prie... de procéder à la nomination d'un commissaire du district de Sion<sup>39</sup>. »

Nous ne voulons pas allonger ces citations. Cette correspondance ne s'achève que le 20 février 1802 lors de la destitution de Joseph-Augustin de Riedmatten par un arrêté de Joseph-Louis Pittier, préfet national à la dévotion des autorités militaires<sup>40</sup>. Elle nous renseigne suffisamment sur le dégoût et l'amertume que les fonctionnaires publics éprouvent à exercer leurs charges et sur l'impossibilité du gouvernement d'accepter des démissions de places qu'il ne saurait ni ne pourrait repourvoir. Plus que cela même, cette correspondance rend tangible le fossé qui existe entre les autorités centrales d'une part et ses représentants dans les cantons d'autre part. Ceux-ci, plus proches du peuple qu'ils voient malheureux et oppressé ne peuvent se décider à choisir entre la fidélité au régime dont ils assument en partie la paternité et la défense des intérêts que le peuple leur a confiés.

Pourtant la menace voilée, mais lourde de sens, que les membres de la Chambre administrative avaient proférée à la veille de la seconde insurrection<sup>41</sup> et à laquelle le Directoire et les Conseils législatifs n'avaient pas apporté l'attention qu'elle méritait, éclate dans un arrêté par lequel les membres de la Chambre prennent parti pour le peuple en présentant leur démission. Cet arrêté du 12 mai 1800<sup>42</sup> constitue une manifestation extrêmement grave

<sup>36</sup> *Ibidem*, fol. 95, verso, au même, du 13 mars.

<sup>37</sup> *Ibidem*, fol. 135, verso, à Duterreaux, commissaire des guerres, du 15 avril.

<sup>38</sup> *Ibidem*, fol. 115, recto, à la Chambre administrative, du 1<sup>er</sup> février.

<sup>39</sup> *Ibidem*, fol. 137, verso, à la même, du 15 avril.

<sup>40</sup> Strickler, t. VII, p. 982, n° 36, de Rivaz au département de l'Intérieur, du 20 février 1802. — L'arrêté de Pittier est daté du 1<sup>er</sup> ventôse (20 février 1802).

<sup>41</sup> Cf. note 12.

<sup>42</sup> AF, vol. 257, pp. 131-133. — Cf. aussi *Nouvelliste*, n° 50, du 1<sup>er</sup> juin 1800. — Dans le supplément à ce n° 8 se trouve la réponse de la Commission exécutive au Corps législatif, datée du 24 mai. — Une copie de cet arrêté se trouve aux AV, Rz, cart. 75, fasc. 7, *Lettres et Mémoires*, pp. 72-79. — Voici le texte de cet arrêté :



de la Chambre administrative. Il marque le degré d'exaspération de ses membres à l'égard du gouvernement central auquel il prouve l'absolue nécessité

« La Chambre administrative du canton du Valais,

» Considérant l'abandon presque continu dans lequel le canton a été laissé par le gouvernement depuis sa réunion à la République helvétique,

» Considérant l'inégalité avec laquelle il a été usé envers ce canton dans la répartition des charges militaires, dans la distribution des secours provenant des magasins ou des fonds publics, dans les corvées et dans les réquisitions qu'on a souffertes dans ce canton ou exigées de lui tandis que d'autres ne pouvaient être soumises à la moindre contrainte pour le secourir,

» Sans s'appuyer même sur la différence des acomptes d'indemnités qui ont été payées aux fonctionnaires publics civils et militaires, aux tribunaux, aux employés de tous genres à leurs ordres, aux ministres du culte et aux créanciers de l'Etat dans ce canton et dans les autres,

» Considérant le défaut d'égard de la part du gouvernement aux représentations instantes de la Chambre,

» Considérant que les réclamations auprès du Corps législatif qui trahissaient l'excès des souffrances de ce canton autant que le permettait la modération qu'elle s'était imposée à l'égard du gouvernement, n'ont pu obtenir qu'une loi générale à laquelle le Conseil exécutif n'a donné aucune suite,

» Considérant surtout que malgré les instances de la Chambre réitérées au ci-devant Directoire, mais surtout au Conseil exécutif pendant trois mois pour qu'il prévît l'arrivée des corps de troupes, dont il était probable qu'il se ferait de nouveau un rassemblement en Valais et pour qu'il prît des mesures générales et efficaces propres à garantir le Valais du danger d'avoir à fournir aux réquisitions qui auraient vraisemblablement lieu pour leurs subsistances et leurs fourrages et pour l'immensité des transports des denrées, artillerie, munitions, équipages et autres, que malgré que l'armée qui a déjà porté son avant-garde en Valais ait donné lieu de préjuger sa marche vers ce canton longtemps d'avance, cette armée y est arrivée sans que le Conseil exécutif ait donné aucun avis, ni aucune instruction à la Chambre, sans qu'il ait pris aucune mesure pour suppléer au défaut de ses propres approvisionnements et que dès l'entrée de cette armée sur le territoire du Valais il a fallu lui fournir les grains en partie, les bestiaux, les fourrages, les transports sans aucun secours de la part du gouvernement,

» Considérant que dans une pareille circonstance un abandon aussi étrange d'un canton sur qui on avait déjà laissé appesantir depuis deux ans sans aucune mesure les charges de tous les genres caractérise une insouciance pour ses malheureux habitants portée jusqu'à la dérision la plus cruelle,

» Considérant qu'après avoir épuisé tous les moyens de représentation qui pouvaient ramener le Conseil exécutif à la justice et à la protection qu'il devait au canton du Valais, ses administrateurs se rendraient complices de l'abandon dont il était victime s'ils restaient plus longtemps en place et s'ils laissaient plus longtemps aux peuples l'espoir d'être secourus par un gouvernement de qui ils ne doivent plus rien attendre du moins par leur entremise,

» Considérant que comme mandataires du Pouvoir exécutif, la loi qui les retient en place n'a de force qu'après celle qui oblige les dépositaires de ce pouvoir à un exercice juste et impartial de leur puissance pour l'intérêt de toutes les parties de la République,

» Et comme mandataires du peuple de ce canton ils doivent l'avertir que le pacte social est violé à son égard, qu'il doit à peine compter sur la protection ultérieure du gouvernement et que la persévérance de la Chambre dans ses fonctions l'entretiendrait abusivement dans cet espoir,

Arrête ce qui suit :

» Les signataires du présent arrêté donnent en corps et individuellement leur démission de la place de membres de la Chambre administrative du canton du Valais.

» Ils continueront seulement leurs fonctions jusqu'au 1<sup>er</sup> du mois de juin prochain afin que le gouvernement ait le temps nécessaire pour pourvoir à leur remplacement.

» Il est observé que le citoyen Vanay, cinquième membre de la Chambre administrative étant absent en congé n'a pas pu prendre part à la présente délibération.



de prendre des mesures urgentes pour soulager la population du pays afin d'en prévenir l'entière désorganisation politique et administrative.

Quelles sont les causes qui font s'insurger les administrateurs du Valais ? Quelle est donc l'évolution des rapports entre la Chambre administrative et le gouvernement central depuis la fin de l'insurrection de 1799 ? Il est très difficile de poser, dans cette période confuse et toujours agitée par le passage des troupes françaises, les jalons qui pourraient nous faire voir l'enchaînement des faits qui justifient la décision des administrateurs. Celle-ci nous paraît plutôt l'aboutissement normal de la situation misérable dans laquelle se débat le Valais et de laquelle les administrateurs tentent — mais en vain et par la faute du gouvernement — de le faire sortir. Tâchons d'y voir plus clair.

A partir du mois d'octobre 1799, les troupes françaises quittent peu à peu le Valais ; les réquisitions diminuent sensiblement ; la population du Haut-Valais regagne ses habitations ; le peuple, bien que misérablement, reprend vie. La Chambre administrative néanmoins, dont la tâche principale consiste à s'occuper du bien-être matériel du pays, prie le ministre de l'Intérieur <sup>43</sup> d'ordonner des dispositions pour que le Valais obtienne, soit des cantons voisins, soit par des achats effectués par ceux-ci, « soit par tout autre moyen qu'il vous plaira de mettre en œuvre pour notre soulagement », les denrées que lui-même doit fournir et qu'il ne possède pas. Mais le ministre ne veut pas comprendre le « tout autre moyen » que la Chambre propose. Il n'a point d'argent, dit-il, et les cantons de Fribourg et du Léman ne possèdent rien dans leurs magasins publics. A quoi les administrateurs valaisans rétorquent : « Le Valais est aussi sans magasins publics et il faut qu'il fournisse. Le Valais n'a pas de magasins de foin et il faut qu'il en fournisse en ce moment même plus de 110 quintaux par jour.

« Et quand le Valais a besoin de secours, quand il est question d'en demander pour lui aux autres cantons, s'ils n'ont point de ressources aux magasins publics, s'ils n'ont point de fonds du gouvernement pour en acheter, ils peuvent user chez eux des mêmes moyens que le Valais est obligé d'employer depuis huit mois. Ils peuvent faire des réquisitions. Et le gouvernement nous paraît devoir les y contraindre comme il nous laisse forcés d'en faire <sup>44</sup>. »

Mais le gouvernement ne donne pas suite aux propositions des administrateurs. Il leur fait parvenir « quelques secours insuffisants » et il élude « de faire à d'autres cantons la demande de ces contributions ». Comme les administrateurs ne peuvent pas faire admettre « le principe de l'unité de la République » qui aurait entraîné de la part du gouvernement l'obligation d'assujétir les autres cantons à des réquisitions forcées comparables à celles qu'il laissait effectuer en Valais, ils tentent d'obtenir la nomination « d'un commissaire ordonnateur près l'armée ». Celui-ci serait chargé du soin de tous les approvisionnements et réquisitionnerait tant en Valais que dans les autres

» Le présent arrêté sera envoyé dès ce jour aux Conseils législatifs, au Conseil exécutif de la République helvétique et au Préfet national de ce canton.

» Fait en Chambre administrative à Sion, le douze mai 1800. »

<sup>43</sup> AV, H 9, pap. 113, du 9 décembre 1799.

<sup>44</sup> *Ibidem*, pap. 131, du 30 décembre.

cantons tout le nécessaire pour l'entretien des troupes françaises. Le ministre de l'Intérieur écarte encore cette proposition car il estime que le pouvoir de requérir ne peut se déléguer<sup>45</sup> et que seul le gouvernement a le droit de réquisitionner.

Les administrateurs ne contestent pas ce point de vue, à la condition cependant que le gouvernement ne se retranche pas derrière ce principe pour éluder de secourir le Valais. Pour sa garantie, la Chambre administrative demande « qu'il soit déclaré par un arrêté de la Commission exécutive que les fournitures que la nécessité obligera de faire aux troupes françaises, quelques parties de l'Helvétie qu'elles occupent, sont à la charge de toute l'Helvétie ; qu'il sera établi près de chacune des divisions principales de ces troupes un commissaire en chef helvétique qui sera chargé de pourvoir au service des approvisionnements et transports nécessaires pour la division ; qu'il sera assigné à chacun de ces commissaires un arrondissement d'un nombre de cantons suffisant et proportionné à l'étendue du service de sa division et sur lesquels il répartira avec équité les demandes en denrées et chevaux qu'il aura à faire ; que toutes les réquisitions du dit commissaire en chef seront envoyées à toutes les Chambres administratives de l'arrondissement bien qu'elles ne les regarderont pas ; que les Chambres administratives feront exécuter chacune dans leur canton les réquisitions qui leur seront faites par les commissaires en chef »<sup>46</sup>.

La Chambre administrative espère que le gouvernement tiendra compte de ces suggestions. Elle ne craint pas de se montrer menaçante et elle laisse entendre clairement qu'elle abandonnera ses fonctions si elle n'obtient pas ce qu'elle demande : « Nous porterions, s'il était nécessaire, cette réclamation au Corps législatif et si nous voyons notre canton se remplir de nouveau de troupes sans qu'il ait été pris aucune mesure solide pour le garantir de ce fardeau, si notre canton, constamment isolé de l'Helvétie, est voué à une ruine certaine, nous ne servirons pas à en déguiser les instruments et nous cesserons de nous épuiser en efforts impuissants pour le défendre et pour le servir. »

Cette mise en demeure plus ferme et plus précise que celles du printemps<sup>47</sup> et du 30 décembre 1799<sup>48</sup> ne produit pas les résultats escomptés. Le ministre de l'Intérieur donne bien des promesses de secours. Mais les administrateurs s'y fient d'autant moins que la lettre qui leur est adressée s'achève par ces mots : « Le gouvernement n'est autorisé par aucune loi à requérir un canton pour le faire contribuer aux fournitures d'un autre. Depuis plus d'une année, il a sollicité cette autorisation du Corps législatif sans l'avoir obtenue... Les secours qu'un canton fournit à un autre doivent être envisagés comme volontaires puisqu'en cas de refus il n'existe aucun moyen de contrainte. »

<sup>45</sup> Cette réponse du gouvernement est du 26 février 1800 ainsi que le prouve le début d'une lettre de la Chambre administrative à la Commission exécutive, du 3 mars 1800 (*Ibidem*).

<sup>46</sup> *Ibidem*, la Chambre administrative à la Commission exécutive, du 3 mars.

<sup>47</sup> Cf. pp. 96-97.

<sup>48</sup> Cf. p. 105.

Cette réponse stupéfie les administrateurs valaisans qui ne sont pas éloignés de penser comme Louis Secrétan, qui dénonce en séance du Grand Conseil le 27 avril 1800<sup>49</sup>, que le gouvernement fédéralise « sourdement et en détail » les membres de la République helvétique. Les administrateurs, qui croyaient que tous les arrondissements de la République couraient en commun les chances de celle-ci, que tous, proportionnellement à leurs forces et à leurs moyens, la soutenaient dans son existence et ses engagements, se rendent compte que l'unité proclamée dans la constitution n'existe que d'une manière fictive. Ils s'en remettent donc, ainsi qu'ils l'avaient décidé, au bon vouloir des Conseils législatifs pour obtenir un sort plus favorable. Ils leur demandent qu'il soit déclaré formellement que toutes les contributions, fournitures et corvées qu'entraîne le séjour des troupes françaises en Helvétie soient désignées comme une charge générale de la République ; que cette charge soit supportée indistinctement par tous les cantons, quitte au pouvoir exécutif à recourir à la force militaire pour contraindre les récalcitrants ; que le gouvernement traite avec des entrepreneurs de vivres pour que les cantons supportent le minimum de réquisitions. Puis les administrateurs ajoutent, pour que les Conseils législatifs ne se méprennent pas sur l'attitude que les autorités valaisannes se sont fixée : « Les membres de la Chambre administrative se permettront d'ajouter en leur privé nom que s'il pouvait s'élever dans le Corps législatif un doute sur la légitimité de cette demande, dès lors ils ne croiraient pas à l'existence de la République helvétique, que du moins ils regarderaient le Valais comme un pays désavoué par cette République pour un de ses membres, qu'ils ne se regarderaient plus eux-mêmes comme administrateurs de ce canton au nom de cette République et qu'ils rentreraient dans la classe des simples citoyens du Valais pour partager toutes les chances d'infortune auxquelles ce malheureux pays serait voué et pour ne pas être du moins les instruments secondaires de sa ruine<sup>50</sup>. »

À la lecture de cette lettre, les Conseils législatifs promulguent une loi relative à la répartition des réquisitions militaires et un arrêté ordonnant de fournir au canton du Valais tous les secours que la situation exige<sup>51</sup>. Les administrateurs se réjouissent : « Notre vœu est rempli présentement<sup>52</sup>. » Ils croient que le gouvernement va leur venir efficacement en aide. Mais ils ne tardent pas à être dé trompés. De nouvelles troupes arrivent en effet en Valais le 11 avril 1800<sup>53</sup> et, en dépit des textes législatifs du 1<sup>er</sup> avril, le Valais ne reçoit aucun secours.

Aussi, fidèles à la ligne de conduite qu'ils s'étaient tracée et dont nous avons étudié les principales manifestations, les administrateurs donnent-ils leur démission le 12 mai 1800. D'une lettre qu'ils envoient au Conseil exécutif pour motiver leur décision, extrayons ce passage, témoin de la fierté

<sup>49</sup> *Supplément au Nouvelliste vaudois*, n° 36, du 1<sup>er</sup> avril 1800.

<sup>50</sup> *Lettres et Mémoires*, pp. 43-47, du 24 mars.

<sup>51</sup> Strickler, t. V, pp. 883-884, loi du 1<sup>er</sup> avril. — Cf. aussi le *Supplément au Nouvelliste vaudois*, n° 28, du mardi 8 avril. — Strickler, t. V, p. 887, arrêté du 1<sup>er</sup> avril.

<sup>52</sup> *Lettres et Mémoires*, p. 66, la Chambre administrative au président du Grand Conseil, du 4 avril.

<sup>53</sup> *Ibidem*, p. 68, de la même à la Commission exécutive, du 12 avril.

des administrateurs et de leur volonté de défendre les intérêts du peuple valaisan : « Loin de nous donner aucune preuve réelle de sollicitude, le Conseil exécutif s'est joué de nos prétendues craintes et de notre misère trop réelle. Sa conduite nous trace notre devoir. Tant que le courage et le patriotisme ont pu nous rendre utiles à nos administrés, nous avons supporté le dégoût de nos places. Mais aujourd'hui que nous avons épuisé tous nos efforts pour les défendre, nous nous rendrions réellement dignes du mépris avec lequel le gouvernement traite le peuple de ce canton et nous, si nous n'avions pas honte de les conserver et si trompant la confiance dont les peuples nous honorent, nous leur laissons croire plus longtemps que les maux dont ils sont accablés sont inséparables de leur position et au-dessus de la puissance du gouvernement, si ces peuples infortunés sont condamnés à être traités comme le rebut de la Suisse et comme une espèce vile faite pour être sacrifiée à une espèce qui s'estime plus qu'elle, nous ne sommes pas assez forts pour l'empêcher, mais nous devons le leur apprendre. En conséquence nous avons pris en corps et individuellement la détermination irrévocable de nous démettre de la place d'administrateurs le 1<sup>er</sup> juin prochain et nous avons l'honneur de vous notifier notre arrêté afin que le Conseil exécutif puisse pourvoir à l'administration du pays. Si les lois qui ont établi un gouvernement pour défendre et protéger ce canton sont impuissantes, celles qui nous obligent d'éclairer et de seconder ce gouvernement sont sans force pour nous retenir à notre poste <sup>54</sup>. »

La lecture de cette lettre, ainsi que celle de l'arrêté <sup>55</sup>, soulève un tollé général. Le Conseil exécutif trouve l'arrêté « incendiaire » et il décide de prendre « les mesures qui s'imposent ». Au Grand Conseil et au Sénat, c'est une débauche d'éloquence <sup>56</sup>. De Rivaz s'engage dans une correspondance étendue afin d'apaiser les autorités gouvernementales irritées et afin de mettre une sourdine à la retentissante démission de la Chambre dont le geste pourrait entraîner la désorganisation totale de l'administration valaisanne. Dans le conflit qui oppose la Chambre au gouvernement, l'attitude d'impartialité que s'impose le préfet national est extrêmement difficile à conserver. D'ailleurs sa correspondance indique assez que sa sympathie va aux administrateurs. Celle de la population du Bas-Valais va dans le même sens.

Dès qu'il a connaissance de la décision de la Chambre, de Rivaz en informe le commissaire helvétique Fr.-S. Wild. Il ne lui tait pas son regret : « Je suis extrêmement peiné de cette résolution qui va mettre l'administration de ce canton dans une grande confusion <sup>57</sup>. » Puis de Rivaz écrit à la Chambre. Il lui fait comprendre la véhémence de sa décision, l'exagération des reproches qu'elle adresse à la Commission exécutive. Que celle-ci ne puisse satisfaire aux innombrables sollicitations qui lui parviennent, il ne faut l'attribuer « qu'à la pénurie des ressources ainsi qu'à l'impuissance de porter les secours partout où ils sont nécessaires, et à point nommé, lorsque le besoin s'en fait sentir ». De Rivaz encourage enfin les administrateurs à revenir sur leur dé-

<sup>54</sup> *Ibidem*, p. 75, de la même au Conseil exécutif, du 12 mai.

<sup>55</sup> Cf. note 42, pp. 103-105.

<sup>56</sup> Strickler, t. V, p. 1124, n<sup>os</sup> 14 et 15.

<sup>57</sup> AV, H 32, n<sup>o</sup> 4382, du 14 mai.

cision si le gouvernement le leur demande<sup>58</sup>. Le même jour, de Rivaz écrit encore à la Commission exécutive. Après avoir tracé l'historique des événements qui ont amené la décision des administrateurs, le préfet fournit d'intéressantes précisions sur l'esprit qui les anime : « Autant que j'ai pu le recueillir par des informations particulières, le projet de ces concitoyens est de persister dans leur refus lors même que vous les inviteriez à rester en place, et je crois très difficile de vaincre cette résolution à moins de mesures très décisives et très promptes pour le soulagement de leurs administrés. » Il faut absolument, poursuit de Rivaz, apporter des secours immédiats au canton du Valais. Car, « si le malheur des temps fut tel que vous ne puissiez les réaliser, alors il me paraît à peu près certain que l'administration de ce canton resterait vacante jusqu'à ce que vous l'eussiez remplacée. Il est également certain qu'on trouverait difficilement des gens capables et honnêtes qui voulussent prendre le timon dans ces moments dangereux et qu'en y plaçant des individus privés de la confiance et de l'estime publiques, on ne ferait qu'aggraver le mal, au lieu de le réparer »<sup>59</sup>.

Le ministre Rengger, traduisant les sentiments du gouvernement, répond le 22 mai. La conduite de la Chambre administrative, écrit-il, est tellement contraire à l'ordre public que le gouvernement « ne peut plus rester indifférent ». Si celui-ci a attendu jusqu'ici de prendre une mesure utile contre elle, c'est dans l'espoir que la Chambre reviendrait d'elle-même sur sa décision. « Si elle ne se hâte pas de le faire, poursuit Rengger, le gouvernement se verra obligé d'user de rigueur contre elle<sup>60</sup>. » Ce qui vexe surtout la Commission exécutive, c'est que la Chambre a déclaré le pacte social violé envers le peuple du Valais.

De Rivaz voudrait bien atteindre les administrateurs pour leur faire part de la volonté du gouvernement. Mais ils sont alors dispersés. Deux d'entre eux travaillent à Martigny à toutes les réquisitions urgentes qu'exige le passage du St-Bernard par l'armée française ; un autre s'emploie dans le Haut-Valais à réparer des ponts et à pourvoir à des réquisitions pour le compte des Français ; il ne reste que deux membres à la Chambre et ils ne peuvent donner seuls « les explications que le gouvernement attend d'eux pour rectifier ce qu'il a vu d'irrégulier dans leur démarche. » En attendant que les administrateurs s'assemblent et justifient leur conduite au gouvernement, de Rivaz s'efforce d'apaiser celui-ci en l'assurant que jamais l'intention des administrateurs « n'a été de provoquer le peuple à la sédition en lui notifiant que le pacte social était violé à son égard ». N'ont-ils pas envoyé leur arrêté aux seules autorités dont ils pouvaient attendre des secours ? Ont-ils fait part de leur décision au peuple ? C'est pourquoi la Commission exécutive « aura la générosité de mettre de côté tout ressentiment personnel » pour se vouer entièrement au secours du peuple. De Rivaz achève sa lettre par un appel à la modération : « Je la supplie surtout de ne rien précipiter à cet égard. Une mesure rigoureuse qui déplacerait ces fonctionnaires ne pourrait avoir que

<sup>58</sup> *Ibidem*, n° 4385, même date.

<sup>59</sup> *Ibidem*, n° 4383, même date.

<sup>60</sup> AV, H 11, pap. 224.

des suites fâcheuses, soit pour la difficulté de trouver à leur substituer des gens capables qui voulussent accepter dans la circonstance, soit par la mauvaise impression que cela ferait sur les esprits déjà ulcérés et bien mal disposés<sup>61</sup>. »

Mais le gouvernement n'a que faire des justifications et des explications que la Chambre pourrait lui envoyer : « La seule chose qui lui reste à faire pour prévenir les mesures que le gouvernement se verra forcé de prendre contre elle, est de rapporter elle-même son arrêté, de le biffer de ses registres et d'en donner communication tant au Corps législatif qu'à la Commission exécutive, en convenant de ses torts<sup>62</sup>. »

Avant que cette lettre ne parvienne à de Rivaz, celui-ci reçoit, le 31 mai, un arrêté de la Chambre qui annonce sa décision de poursuivre ses fonctions<sup>63</sup>. De Rivaz expédie cet arrêté au ministre de l'Intérieur<sup>64</sup> et dès lors, la correspondance entre le gouvernement central et les autorités valaisannes ne mentionne plus cet incident qui, sans les efforts du préfet national de Rivaz, aurait pris des proportions plus vastes et aurait certainement désorganisé l'administration cantonale<sup>65</sup>.

Les réquisitions, le service des transports, le logement des troupes françaises diminuent d'intensité dès le mois de juin 1800 car le passage des troupes françaises, victorieuses à Marengo le 14 juin, est achevé. La convention d'Alexandrie signée par le général Mèlas le lendemain de la bataille oblige les Autrichiens à livrer aux Français la ville de Gênes, les citadelles d'Alexandrie, Tortone, Milan, Turin, Pizzighettone, Arona, Plaisance, Coni, Leva, Savone et le fort de Saint-Urbain. Tandis que les troupes autrichiennes conservent le pays entre le Mincio, la Fossa-Maestra et le Pô et depuis Borgoforte les territoires qui s'étendent sur la rive gauche du Pô, les troupes françaises occupent tout le Piémont et ses forteresses, l'Etat de Gênes et tout le territoire de la République cisalpine, des forteresses de Ferrare, Ancône et du duché

<sup>61</sup> AV, H 32, n° 4452, du 24 mai.

<sup>62</sup> AV, H 11, pap. 245, le ministre de l'Intérieur à de Rivaz, du 29 mai.

<sup>63</sup> AV, H 32, n° 4526, de Rivaz à la Chambre administrative, du 3 juin.

<sup>64</sup> *Ibidem*, n° 4528, même date.

<sup>65</sup> Il est à remarquer que le *Nouvelliste*, n° 44, du 20 juin, sous article *Berne, autres nouvelles*, annonce la destitution de la Chambre administrative du Valais et la comparution prochaine de ses membres devant les tribunaux. Quelques Valaisans croient en cette nouvelle et prennent immédiatement parti pour les administrateurs. Voici deux témoignages à l'appui de cette affirmation : « Nous avons beaucoup de chagrin par ici à cause de la marche que le pouvoir exécutif prend à cause de notre Chambre administrative. Il faudra voir comment les choses iront ; mais si le pouvoir exécutif ne retire pas son arrêté, il ne doit plus espérer que les députés valaisans le soutiennent comme ils l'ont fait jusqu'à présent en grande partie (AV, fonds d'Odet 1, cart. 6, fasc. 14, n° 45, Jacquier à Charles Odet, du 22 mai). » — « Vous aurez appris la glorieuse destitution de la Chambre administrative du canton du Valais laquelle doit être traduite devant les tribunaux pour l'intérêt de leur malheureux canton (AV, fonds A. de R., R 2/1, fol. 150, recto, au sous-préfet de Monthey, du 22 mai). » C'est alors que paraît dans le *Nouvelliste*, n° 46, du 24 mai, la mise au point suivante : « La Commission exécutive animée de l'esprit de sagesse qui la domine a suspendu l'effet des mesures qu'elle avait prises contre la Chambre administrative du Valais. Elle veut donner le temps à ces fonctionnaires de revenir des erreurs dans lesquelles ils étaient tombés et qui pourront peut-être trouver des excuses dans les circonstances pénibles où se trouve ce canton. »



de Toscane. La pénétration des troupes françaises dans l'Italie du Nord place le Valais à l'arrière-plan des hostilités. Il en résulte pour lui une diminution sensible des charges de guerre et une période de calme relatif.

Pourtant, des troupes françaises stationnent toujours dans les localités valaisannes. Après le court répit de l'hiver 1800-1801, la Chambre administrative se trouve de nouveau dans l'obligation de recourir au système des réquisitions pour subvenir à leur entretien. Le 16 mai 1801, la Chambre lève une réquisition en espèces. Mais nombre de communes tardent à payer leur contingent et plusieurs « se hasardent à demander des délais qui équivalent à des refus »<sup>66</sup>. Afin de soulager la population, la Chambre députe deux de ses membres auprès du gouvernement. Mais on ne leur donne « que des espérances ». Pour que la livraison des fournitures ne soit pas supprimée et pour que les troupes ne soient pas logées chez l'habitant, la Chambre demande au lieutenant du préfet de notifier aux communes que les administrateurs ont fait « tout ce qu'humainement l'on pouvait faire pour soulager ce canton » et qu'ils n'ont eu recours aux réquisitions que pour éviter de plus grands maux à la population ; que le gouvernement, dans l'impossibilité d'aider le Valais, ordonne à la Chambre de subvenir aux besoins en levant des réquisitions ou en prenant le parti « de faire nourrir le soldat par l'habitant » ; que la Chambre se trouvera dans l'obligation de demander l'intervention du général Turreau pour contraindre les communes retardataires et qu'elle « emploiera sans ménagement cette mesure d'aigreur » pour n'être pas dans l'obligation d'imposer davantage les communes obéissantes ; qu'enfin, l'assemblée générale de chaque commune effectuera elle-même la répartition de son contingent sur l'ensemble des citoyens.

La Chambre répugne à user de moyens aussi despotiques mais elle ne peut agir autrement. Les charges qui pèsent sur le Valais à cette époque s'élèvent, selon les estimations des administrateurs, à 21.500 francs par mois, sans compter les dépenses effectuées pour le transport des fournitures et des subsistances. Le Valais fournit en outre journellement 150 ouvriers pour la construction de la route du Simplon et le général Turreau veut augmenter ce nombre jusqu'à 800, dont 500 à la charge du Valais. Ces ouvriers « ne reçoivent que le modique salaire de huit batz » par journée de travail. De là, une dépense supplémentaire de 3.000 francs par mois pour les communes. « Il en faudra au moins 7.000 quand il s'agira de la fourniture des 500 dont nous sommes prévenus. Cette dépense provient des jours d'aller et retour chez soi qui ne sont pas payés et du supplément des journées qu'il faut donner aux ouvriers »<sup>67</sup>.

Après les insurrections de 1798 et de 1799, après les charges excessives supportées pour l'entretien des troupes françaises, après « l'extrême sécheresse qui a rendu presque nulles les cultures de cette année, soit dans les

<sup>66</sup> AV, H 15, pap. 240, la Chambre administrative au lieutenant du préfet national, du 1<sup>er</sup> juin 1801.

<sup>67</sup> *Lettres et Mémoires*, pp. 123-132, la Chambre administrative au ministre de l'Intérieur, du 11 juin 1801. — Pour la construction de la route du Simplon, cf. F. Barbey, *La Route du Simplon* (cité Barbey), Genève, 1906. — Le salaire journalier d'un ouvrier était de 12 batz (*ibidem*, p. 155).



terres qui n'avaient pas été façonnées, soit dans celles mêmes qui avaient reçu les labours et les semailles ordinaires »<sup>68</sup>, les administrateurs se rendent compte que le Valais ne peut assumer un tel fardeau. Aussi, développent-ils deux idées dans la lettre qu'ils adressent au ministre de l'Intérieur, le 11 juin 1801 : « Il est de la justice que les charges de la République helvétique ne soient pas regardées comme cantonales. Il serait impolitique de les envisager comme telles et cette pratique entraînerait de graves inconvénients »<sup>69</sup>. »

Sans revenir sur l'abondance des charges auxquelles le Valais dut faire face, sans rappeler le détail des pertes subies par le canton durant les deux insurrections, les membres de la Chambre administrative affirment ne demander aucune faveur. Ils désirent uniquement que soient reconnues l'unité de la République définie dans la constitution ainsi que la réalité de l'arrêté du 1<sup>er</sup> avril 1800 concernant les charges inévitables de la guerre. A cet effet, les administrateurs font une proposition concrète : « Nous demandons que le gouvernement fasse entretenir les troupes françaises sur le même pied qu'il a fait entretenir les troupes helvétiques et qu'il impose tant de un pour mille qu'il sera nécessaire pour faire face à la totalité des dépenses. S'il éprouve en Valais des difficultés pour percevoir la part qui lui en comptera à payer pour ce canton, nous nous prêterons de tout notre pouvoir pour faciliter les travaux nécessaires pour indiquer à chacun ce qu'il doit et cette dette étant une fois déterminée et connue, nous emploierons tous nos soins pour en faire accélérer la recette et autoriser les poursuites contre les rénitents. »

La mise en pratique de cette proposition relève non seulement de l'équité mais aussi d'une politique gouvernementale intelligente à l'égard du Valais. Le fait de laisser à la charge d'un seul canton l'entretien des troupes qui l'occupent fournit, aux généraux qui le savent, les moyens d'exiger des secours immodérés. De plus, il constitue un obstacle au désir des autorités de mettre un frein aux dilapidations. Car « si les autorités se refusent à des prétentions indues et déplacées, elles en sont punies par une addition de troupes qui augmentent leurs charges et leurs maux ». En conséquence, les administrateurs proposent au gouvernement de créer une entreprise qui fournirait les subsistances aux troupes françaises. Elle obtiendrait comme fonds ceux que le gouvernement réaliserait d'une imposition de « tant pour mille » prélevée sur l'ensemble des cantons suisses.

Les administrateurs reprennent et développent à nouveau ces idées dans leur rapport du 19 novembre 1801. La création d'une entreprise de subsistances favoriserait sans doute une répartition plus équitable des charges entre les cantons. « Les administrations cantonales, écrit la Chambre, ne seraient plus réduites à la dure alternative, ou de fermer les yeux sur les vexations et dilapidations des militaires, ou d'être punies de leur intolérance par l'arrivée de nouvelles troupes à entretenir. Il est évident que les commandants militaires instruits une fois que l'entretien des troupes n'est plus à la charge particulière du canton où elles sont ne pourraient plus faire de leur arrivée un

<sup>68</sup> *Lettres et Mémoires*, pp. 111-123, Mémoire sur la nécessité de ne pas envoyer des troupes en Valais pendant l'hiver 1800 et 1801, sans date.

<sup>69</sup> Cf. note 67.

objet de menace. D'un autre côté, les cantons qui en seraient quittes pour quelques légumes ne sauraient faire des sacrifices de quelque appât pour obtenir le renvoi dans d'autres cantons des troupes qui ne seront plus directement à leur charge <sup>70</sup>. »

Les administrateurs estiment d'autant plus urgente la mise en vigueur de leur proposition que des troupes françaises arrivent parfois en Valais à la suite de menaces formulées par des officiers français. Ainsi, après que *Le Nouvelliste Vaudois* eut inséré dans les numéros 75 et 78 des 14 et 24 juillet 1801 des articles sur les déprédations causées par le général Turreau et sur le manque de discipline de ses troupes <sup>71</sup>, celui-ci fait arriver en Valais deux compagnies dont l'entretien coûte 16.000 francs au canton <sup>72</sup>. De passage à Sion, Turreau exige du vin pour sa garde et pour tout un bataillon. Les administrateurs n'osent pas s'opposer, « parce que si nous l'eussions fait, nous étions certains d'avoir encore quelques renforts de troupes à notre charge ». Le 24 brumaire (15 novembre), un capitaine français résidant à Brigue écrit à la Chambre pour la menacer de faire venir des troupes supplémentaires dans le Haut-Valais si celles qui y sont cantonnées ne sont pas mieux nourries. Les sous-officiers eux-mêmes profèrent des menaces semblables : « Le 27 octobre dernier, écrit la Chambre, un caporal de Besançon nommé Jacquin, venant d'Italie, menaça à Tourtemagne qu'il ferait arriver des troupes à notre charge si on ne lui fournissait pas une voiture. »

La Chambre administrative tire de la situation politique de la Suisse son argument le plus fort pour faire admettre au gouvernement la nécessité de prendre « directement dans sa main l'entretien des troupes françaises, quelque part qu'elles se portent ». Le sort du Valais constitue en effet la plus grave question que doit résoudre le gouvernement helvétique. La Suisse conservera-t-elle le Valais ou devra-t-elle le céder à la France ? La réponse à cette question variera — tel est l'avis des administrateurs — selon la politique que le gouvernement adoptera à l'égard de l'entretien des troupes françaises stationnées en Valais : « Ce canton, s'il est dégagé de toute influence extraordinaire, n'aura qu'un vœu à peu près unanime pour demeurer uni à la Suisse... Cependant il est des manœuvres secrètes qui peuvent entraîner le

<sup>70</sup> *Ibidem*, pp. 141-153, la Chambre administrative au ministre de l'Intérieur, du 19 novembre 1801.

<sup>71</sup> Nous ne reproduisons pas ici l'article relatif aux dépenses exagérées effectuées par le général, déjà cité par Grenat, pp. 522-523, note 3 ; nous donnons seulement l'article relatif à l'indiscipline des soldats : « Il est notoire dans tout le Haut-Valais que la discipline y est à peine connue de nom parmi les troupes françaises. Cela devenait encore plus funeste à présent que les récoltes, seule ressource des habitants, sont dans les campagnes et deviennent la proie de la destruction et de la rapine. Le 5 de ce mois, une 20<sup>e</sup> de sapeurs sont venus de Termen, ont franchi les haies, ont foulé aux pieds les prés, les champs et les jardins ; ont coupé avec leurs sabres les branches des arbres fruitiers ; enfin ont fini par maltraiter trois paysans qui s'avisèrent de critiquer ces exploits. Un de ces paysans a reçu un coup de sabre au bras gauche. Nos vaillants héros se rendirent ensuite à Ried où ils prirent dans les jardins ce qui était à leur convenance ; puis, ils revinrent avec leurs fusils, menacèrent, tirèrent même sur les habitants et les forcèrent à s'enfuir du village » (n° 78).

<sup>72</sup> *Lettres et Mémoires*, pp. 153-157, la Chambre administrative au ministre de l'Intérieur, du 20 novembre 1801. — Les détails qui suivent sont extraits de cette lettre.

Valais à demander lui-même son incorporation à la France contre son vœu réel, si le gouvernement n'y fait pas une attention sérieuse et c'est particulièrement par la surcharge des troupes qu'on y parviendra. Déjà les agitateurs avaient réussi à attirer à eux un assez grand nombre de partisans en leur persuadant que si ce canton était réuni à la France, il serait débarrassé de l'entretien des troupes ou que du moins elles y seraient défrayées par le gouvernement français et non par les communes. Et cet argument est d'un intérêt si pressant et si précieux pour les peuples, d'après le sentiment de leur position, qu'il est difficile d'y répondre <sup>73</sup>. » Tant que les troupes françaises ne sont pas entretenues, au nom du gouvernement central, sur une cotisation générale, la France dispose d'un moyen de pression sur les populations qu'elle oppresse. Les manœuvres du général Turreau qui s'établit en Valais le 23 novembre 1801 tentent d'obtenir des communes bas-valaisannes des vœux de réunion à la France. Par des vexations continuelles, par des réquisitions innombrables, Turreau s'efforce de rompre les liens d'amitié qui unissaient le Valais à la Suisse. Plusieurs mois durant, des réquisitions impitoyables écraseront les habitants. Mais pour la commodité de notre étude, nous ne les étudierons que lorsque nous nous attacherons à observer le comportement du général Turreau auquel un contemporain attribuait « les prétentions d'un proconsul romain <sup>74</sup>. »

## II. Les réquisitions de fourrage

L'étude détaillée de quelques aspects des réquisitions nous permet de mieux comprendre les charges et les misères que la population valaisanne eut à subir des troupes françaises. Pourtant, nous ne pouvons guère la commencer avant le terme de la seconde insurrection du Haut-Valais contre le régime helvétique : l'absence de documents exclut la possibilité d'agir différemment ; de plus, ce n'est qu'à partir de cette époque que les livraisons faites aux troupes françaises deviennent des réquisitions forcées alors qu'elles conservaient auparavant le caractère de simples fournitures militaires.

Dès le mois de septembre 1799, la compagnie Will et Panchaud, entrepreneurs pour les fournitures de foin en Helvétie, prend contact avec les membres de la Chambre administrative du Valais : « Nous pouvons vous assurer que nous avons déjà des foins achetés et destinés pour votre canton. C'est la lenteur des transports qui met du retard, dans ce premier moment, à notre première livraison <sup>75</sup>. » Pour permettre à la compagnie de s'organiser défini-

<sup>73</sup> *Ibidem*, pp. 158-170, la même aux citoyens Président et membres composant le Sénat helvétique, sans date, mais vraisemblablement écrite entre les 20 et 25 novembre 1801.

<sup>74</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, p. 64.

<sup>75</sup> AV, H 9, pap. 79, du 9 septembre 1799. — Le 25 août avait été conclu une convention entre « le ministre de l'Intérieur, au nom du Directoire, d'une part, et les citoyens Louis Will et David-François Panchaud, négociants à Ouchy, d'autre part », ces derniers se chargeant pour leur propre compte de la fourniture de 70.000 quintaux de foin selon le marché conclu entre les commissaires ordonnateurs des armées françaises et helvétiques et le Directoire remettant à la compagnie « des traites pour une valeur de 200.000 livres de France tirées par les commissaires français sur la trésorerie nationale à Paris » (Strickler, t. IV, p. 1555, n° 10).

tivement, les administrateurs s'engagent à soutenir le service des fourrages jusqu'au 20 septembre à la condition toutefois que le foin livré puisse être porté sur le compte de l'entreprise. Mais que celle-ci n'attende pas une aide efficace du Valais pour accélérer le transport des fourrages. En effet, « le nombre de nos chars déjà très petit dans un canton à moitié dépeuplé et dont la plaine n'a qu'une demi-lieue de large a été de beaucoup réduit par le service forcé qu'ils ont fait depuis cinq mois »<sup>76</sup>. D'autre part, la presque totalité des chars est employée pour le transport des vivres de l'armée française. Il serait inutile en conséquence d'envoyer l'ordre de réquisitionner des chars que les communes ne pourraient pas fournir.

La lenteur que l'entreprise Will et Panchaud met dans la livraison des fourrages réside moins dans le manque de moyens de transport que dans le défaut de liquidité qu'elle éprouve. Les traites sur la trésorerie française que lui a remises le gouvernement helvétique et dont le montant s'élève à 200.000 livres de France sont protestées par les vendeurs français. La compagnie ne dispose pas d'autres fonds et le service en souffre<sup>77</sup>. La Chambre est donc forcée de continuer les fournitures. Les districts bas-valaisans en pâtissent, surtout celui de Monthey dont le comportement cause de graves soucis à l'administration : « Le district de Monthey dans ce canton est riche en foins et il est à peu près notre unique ressource pour toutes les grandes fournitures de ce genre. Les districts du canton du Léman qui en sont frontière viennent depuis quelque temps y faire des achats considérables et d'autant plus étendus que les gens de Monthey, dans la crainte de se voir obligés de fournir leur foin en réquisitions se hâtent de le vendre à bas prix<sup>78</sup>. » Il en résulte une contradiction fâcheuse du fait que le Valais livre des fourrages alors qu'on lui envoie des chevaux auxquels il a bien de la peine à assurer la subsistance. Les administrateurs se rendent compte que ce négoce double les charges du canton et qu'il produira des effets encore plus fâcheux dans les mois suivants.

Comme les magasins de fourrage sont vides du fait de l'arrêt des livraisons de la compagnie Will et Panchaud, les charretiers qui effectuent des transports pour l'armée française commettent de graves inconvenances : « Se trouvant sans foin, ils se permettent de répandre leurs chevaux dans les vergers » et même ils s'autorisent à prendre du foin hors des granges<sup>79</sup>. Les communes de St-Pierre de Clages, d'Ardon, de Leytron et de Saillon doivent fournir en foin le magasin de St-Pierre de Clages<sup>80</sup>. De là des contestations, des jalousies entre les différentes communes<sup>81</sup>. Les administrateurs s'efforcent

<sup>76</sup> AV, H 9, pap. 83, la Chambre administrative aux citoyens Will et Panchaud, sans date, mais au journal du 14 septembre.

<sup>77</sup> *Ibidem*, pap. 80, le ministre de l'Intérieur à la Chambre administrative, du 26 septembre.

<sup>78</sup> *Ibidem*, pap. 81, la Chambre administrative au ministre de l'Intérieur, sans date, mais au journal du 4 novembre.

<sup>79</sup> *Ibidem*, pap. 76, la municipalité de Sierre à la Chambre administrative, du 25 septembre.

<sup>80</sup> *Ibidem*, pap. 75, la Chambre administrative à l'agent de Leytron, du 21 septembre.

<sup>81</sup> Ainsi la commune de Saillon proteste qu'elle doit fournir autant de foin que celle de Leytron alors qu'elle est bien plus petite (*ibidem*, pap. 84, la municipalité de Saillon à la Chambre administrative, du 8 octobre).

de prendre des mesures propres à organiser la fourniture des fourrages. En même temps qu'elle écrit à la compagnie d'accélérer ses livraisons<sup>82</sup>, la Chambre envoie son administrateur Vanay dans les districts du Bas-Valais pour qu'il s'occupe de l'achat des fourrages nécessaires.

Jean-François Vanay transmet, le 23 octobre 1799, les premiers renseignements obtenus : « J'ai appris que beaucoup de fourrages sont vendus, quelques-uns à des gens du canton, la plupart à des gens du dehors. Fort peu sont encore exportés, mais ils ne tarderont pas à l'être. Les uns sont vendus en bloc et reviennent entre 16 et 22 baches le quintal selon la qualité. Les autres sont vendus au char à peu près dans la même proportion. L'on en trouverait encore à acheter pour comptant, et vous pouvez arrêter tout ce qui est vendu en payant les marchés déjà faits comme ils sont stipulés en argent comptant et par ces moyens je puis à peu près vous promettre les 30 chars que vous désirez mais il n'y a pas un moment à perdre. Car on dit qu'ils se recherchent et que le prix s'en va hausser<sup>83</sup>. »

La compagnie Will et Panchaud a aussi son représentant dans le district de Monthey. Pour obtenir les foins à meilleur marché, il menace même les propriétaires de les leur enlever par réquisitions. Aussi, dès la réunion de ses membres, la Chambre envoie-t-elle à Vanay une assignation de 500 francs sur la recette du district de Monthey pour qu'il puisse acheter les foins désirés<sup>84</sup>. Le 2 novembre, Vanay annonce que le foin « part peu à peu »<sup>85</sup>. La population s'inquiète de cette exportation : « A chaque jour l'on reconnaît davantage la nécessité d'arrêter pour l'administration les fourrages vendus pour le dehors. Tout le monde désire avec empressement cette mesure parce qu'on craint d'être au dépourvu comme on le sera en effet si vous n'arrêtez non seulement les fourrages vendus pour sortir mais même celui vendu aux étrangers pour être consommé dans le district<sup>86</sup>. » Trois jours plus tard, Vanay développe à nouveau cette idée : « Cette emplette enlève à notre canton l'unique ressource qui lui restait pour avoir des fourrages... Il me paraît, citoyens administrateurs, que vous devriez vous opposer à cet enlèvement et garder tous ces fourrages pour nos besoins et obliger le Léman à entretenir lui-même ses chevaux<sup>87</sup>. »

Les espoirs de la Chambre administrative de voir la compagnie Will et Panchaud activer ses livraisons s'effondrent rapidement. Le 3 novembre 1799 en effet, le garde-magasin de St-Maurice avertit les administrateurs que la compagnie cesse la fourniture des fourrages. Les magasins de St-Maurice et de Martigny ne possèdent alors que deux jours d'approvisionnement. La consommation s'élève journallement de 30 à 35 quintaux de foin pour la seule place de St-Maurice<sup>88</sup>. Face à cette situation, la Chambre voudrait, pour éviter

<sup>82</sup> *Ibidem*, pap. 82, du 21 octobre.

<sup>83</sup> *Ibidem*, pap. 88, Vanay à la Chambre administrative, du 23 octobre. — Chaque char contient 10 quintaux, cf. note 87.

<sup>84</sup> *Ibidem*, pap. 89, la Chambre administrative à Vanay, du 28 octobre.

<sup>85</sup> *Ibidem*, pap. 90, Vanay à la Chambre.

<sup>86</sup> *Ibidem*, pap. 91, du même à la même, du 5 novembre.

<sup>87</sup> *Ibidem*, pap. 92, du même à la même, du 8 novembre.

<sup>88</sup> *Ibidem*, pap. 116, le garde-magasin de St-Maurice à la Chambre administrative, du 3 novembre.

que les exportations de foin ne portent préjudice au Valais, que le gouvernement autorise « les Chambres administratives d'un canton où il y a des troupes en station à faire une réquisition générale de telle ou telle denrée et à les déclarer achetées pour le compte du gouvernement », quitte à ne les payer qu'au moment où celui-ci exigerait la livraison de ces denrées<sup>89</sup>.

Le gouvernement n'entre pas dans ces vues, car le canton du Léman doit verser mensuellement, dès le début du mois de novembre, 650 quintaux de foin dans le magasin de Martigny. D'autre part, il ordonne à l'administration valaisanne de verser une quantité équivalente dans chacun des magasins de Sion et de Brigue. Elle reçoit à cet effet une assignation de 1.600 francs sur le receveur du Léman. Mais vu l'insuffisance de ces fonds « il faudra nécessairement, poursuit le ministre de l'Intérieur, en faire une partie par réquisition, soit en déduction de l'emprunt obligatoire, soit en indemnisant les communes au moyen de créances de l'Etat »<sup>90</sup>. Effectivement l'approvisionnement des magasins de Sierre et de Martigny nécessite d'énormes quantités de foin.

Le 11 novembre 1799, la municipalité de Sierre est requise de fournir immédiatement 100 quintaux de foin et celle de Martigny, 150, en acompte des 1.300 que le Valais doit pour le mois de brumaire (22 octobre au 21 novembre)<sup>91</sup>. La Chambre administrative, assaillie de réclamations, voudrait bien que le gouvernement vienne à son secours, d'autant plus que « les foins de l'année précédente avaient été entièrement épuisés, puisque dans toute l'étendue de notre pays on avait été obligé de mettre les chevaux à l'herbe fraîche. Cette mesure a diminué considérablement la récolte de cette année et depuis qu'elle est faite voilà au moins quinze mille quintaux de foin que notre canton a fournis »<sup>92</sup>. On en demande aujourd'hui 1.300 pour un mois. Une demande pareille se renouvellera chaque mois et la difficulté du moment deviendra une impossibilité physique de satisfaire à ces réquisitions. »

Mais les secours gouvernementaux n'arrivent pas. Aussi, la Chambre entre-t-elle, pour la première fois, dans une voie qui lui deviendra familière, celle des réquisitions. Elle justifie son attitude dans les remarques préliminaires de l'arrêté qu'elle promulgue<sup>93</sup>. Elle espérait que la subsistance des troupes françaises serait assurée par leur propre administration. Il n'en est rien. C'est pourquoi « la continuité des malheurs publics l'a enfin déterminée à user de l'autorisation qui lui a été donnée par l'arrêté du Directoire du 8 mai dernier »<sup>94</sup>, d'appeler les communes que leur position met à l'abri d'être

<sup>89</sup> Cf. note 78.

<sup>90</sup> *Ibidem*, pap. 99, le ministre de l'Intérieur à la Chambre administrative, du 9 novembre.

<sup>91</sup> *Ibidem*, pap. 95 et 391, Henri Vidal, commissaire des guerres à la Chambre administrative, des 11 et 22 novembre.

<sup>92</sup> *Ibidem*, pap. 100, la Chambre administrative au ministre de l'Intérieur, du 14 novembre, minute. — On peut y lire sous une rature : « Voilà environ dix-mille quintaux de foin que notre canton a fournis. »

<sup>93</sup> *Ibidem*, pap. 132, arrêté de la Chambre administrative, du 11 décembre 1799.

<sup>94</sup> La Chambre administrative se fonde spécialement sur l'art. 2 de l'arrêté du 8 mai 1799 : « Les Chambres administratives sont autorisées à cet effet à faire une répartition des charges militaires tant pour le passé que pour l'avenir, et ce proportionnellement aux facultés des différentes communes » (Strickler, t. IV, pp. 490-491).



foulées de logements, de charrois et de fournitures, à venir au secours des communes surchargées, par des contributions en numéraire ou en vivres ». L'arrêté détermine que les fournitures de foin seront faites « par une contribution générale sur toutes les communes des sept districts inférieurs à raison d'une quantité déterminée par chaque cent francs de fortune » suivant un tarif établi pour chaque commune (art. 1.). Chaque personne fournira la quantité de foin fixée pour sa commune autant de fois qu'elle possède de centaines de francs de fortune suivant la déclaration des contribuables pour le paiement des impôts (art. 2.). Les contingents de foin seront versés aux frais des particuliers et à la demande du préposé compétent dans les magasins prévus à Monthey, St-Maurice, Martigny, Riddes et Sion (art. 3, 4 et 6). Les préposés réquisitionneront l'une après l'autre et selon leur ordre alphabétique les différentes communes de leur arrondissement. « Ceux qui n'auront pas fourni leur contingent quinze jours au plus tard après la fin du terme fixé par le préposé encourront irrémissiblement la peine du double de la quantité de foin qu'ils auraient dû fournir. » Une peine identique punira ceux qui ne se seront pas acquittés de leur contingent (art. 5). A l'arrivée des foin, qui devront être de bonne qualité, le préposé en pèsera la quantité et établira un registre de ce qui aura été versé par chaque citoyen (art. 7 à 9). Les personnes qui ne possèdent pas de foin pourront s'acquitter en argent à 40 batz le quintal ; mais elles justifieront leur manque de foin par une déclaration de la municipalité de leur lieu. La Chambre emploiera l'argent ainsi obtenu pour acheter de l'avoine « afin de diminuer la consommation de foin » (art. 11 et 12). La Chambre est seule compétente pour effectuer le remboursement de ces foin et pour disposer de ceux-ci (art. 14 à 17). L'art. 18 détermine l'importance des contingents. Des instructions aux préposés complètent cet arrêté : ceux-ci se procureront des granges qui leur serviront de magasins ; ils auront la garde et l'entretien des foin dont ils ne disposeront que sur l'ordre écrit de la Chambre ; pour la tenue des registres, ils se conformeront à la teneur de l'arrêté<sup>95</sup>.

<sup>95</sup> AV, H 9, pap. 134, Instructions aux préposés..., du 11 décembre 1799. — Les contingents fixés par l'arrêté de la Chambre sont les suivants (art. 18) : « Les contingents pour chaque 100 francs de fortune sont fixés dans chaque commune et assignés aux divers magasins comme il suit :

*Verteront à Monthey* : Val d'Ille, 6 ; Troistorrents, 6 ; toutes les autres communes du district de Monthey, 5.

*Verteront à St-Maurice* : Massongex, 4 ; Vérossaz, 5 ; Evionnaz, 3 ; St-Maurice 1 1/2.

*Verteront à Martigny* : Outre-Rhône, 5 ; Salvan, 3 ; Finhaut, 2 1/2 ; Fully, 3 ; Saillon, 2 ; Saxon, 3 1/2 ; Bagnes et Vollèges, 3 ; Martigny la Plaine, Bâtiaz et Brocard, 1 1/2 ; les quartiers et villages de Martigny au-delà de la Dranse en montagne, 4.

*Verteront à Riddes* : Leytron, 4 ; Isérables, 2 ; Riddes, 1 1/2 ; Nendaz, 5 ; Chamon, 4 ; Ardon, 3 ; St-Pierre de Clages, 2.

*Verteront à Sion* : Conthey et Vétroz, 3 ; Savièse, 4 ; Sion, 1 1/2 ; Ayent et Arbaz, 4 ; Grimsuat, 3 ; Bramois, 3 ; Nax et Vernamiège, 3 ; tout le reste du district d'Hérémence, 5.

» Le district de Sierre sera taxé séparément selon les besoins ou les secours qui pourront lui être donnés, attendu les grandes fournitures qu'il a déjà faites.

» La Chambre a jugé également à propos de ne point comprendre le reste du district de Sembrancher dans la présente réquisition vu les nombreuses fournitures locales qu'il a déjà supportées et qui peuvent s'y renouveler encore. »



La mise en vigueur de cet arrêté soulèvera durant de longs mois de nombreuses contestations. Certaines communes s'estimeront imposées exagérément, d'autres s'efforceront de retarder le plus possible la livraison de leur contingent. Il est bon, à cet égard, d'étudier le comportement des communes de Monthey et d'Evolène. Leurs manifestations ne sont pas identiques ; mais toutes deux témoignent une égale mauvaise volonté à l'égard des exigences de la Chambre administrative.

Dès la réception de l'arrêté du 11 décembre, le sous-préfet de Monthey, Pierre-Louis Du Fay, fait part des difficultés qu'éprouvent les communes de son district à se conformer au prescrit de l'arrêté : les eaux « ont gâté les fourrages dans plusieurs endroits » et « les Vaudois ont acheté tous les foins, marais, pailles et litières qu'ils ont pu trouver et que les ressortissants de ce district ont été obligés de vendre pour avoir de l'argent pour payer les énormes impôts mis sur ce misérable canton ». Il en résulte que toutes les personnes pressenties ont avec tant de fermeté refusé la place de préposé que Du Fay ajoute « qu'il serait inutile que je la présente à d'autres parce que je n'aurais que des refus à en attendre »<sup>96</sup>. La Chambre administrative ne l'entend pas ainsi ; elle menace la municipalité de Monthey de contraindre les communes de ce district à verser leur contingent au magasin de St-Maurice si celui de Monthey n'est pas organisé<sup>97</sup>. Devant cette menace, Jean-Pierre Barlatay, président de la chambre de régie et Joseph Franc, officier municipal, acceptent de se charger de cette place à condition qu'ils puissent le faire en commun, que la Chambre « fixe leurs vacations et les dispense de toute responsabilité dans le cas où il se compromettrait dans le magasin des vols avec effraction »<sup>98</sup>.

En proposant ces deux candidats, la municipalité attire l'attention de la Chambre sur la démesure de l'imposition qui accable les Montheysans. Ceux-ci ont logé de très nombreuses troupes ; ils ont fourni de grandes quantités de foin en 1798 et au printemps de 1799 ; ils ont perdu une grande quantité de fourrages « par les inondations continuelles de la Vièze », et ils devront nourrir sous peu un supplément de 52 chevaux d'artillerie. « Daignez, citoyens administrateurs, conclut le président de la municipalité, jeter un œil favorable sur une paroisse à laquelle il ne restera bientôt que les yeux pour voir leurs malheurs et leurs désastres »<sup>99</sup>. »

Les préposés agréés par la Chambre mettent encore une condition à leur entrée en fonction le mardi 7 janvier : ils refusent de se charger du bottelage des foins et ils désirent que la Chambre désigne une autre personne pour ce travail urgent. Du Fay pense avoir trouvé les raisons de cette condition : « Ils craignent de se charger du bottelage dans l'idée de ne pas être remboursés des frais ou des avances qu'ils feraient. Car les ouvriers qu'ils emploieraient à ce travail voudront être payés régulièrement. Un autre motif,

<sup>96</sup> AV, H 9, pap. 141, Du Fay à la Chambre administrative, du 18 décembre.

<sup>97</sup> *Ibidem*, pap. 142, la Chambre administrative à la municipalité de Monthey, du 23 décembre.

<sup>98</sup> *Ibidem*, pap. 146, Du Fay à la Chambre administrative, du 25 décembre.

<sup>99</sup> *Ibidem*, pap. 148, la municipalité de Monthey à la Chambre administrative, du 28 décembre.

c'est qu'on aime peu avoir à traiter avec les militaires français<sup>100</sup>. » Dès la première quinzaine de janvier 1800 s'effectuent les livraisons de foin. Mais elles se font avec une telle lenteur qu'à la mi-mars, près du quart des contribuables n'a pas encore livré son contingent malgré les publications des préposés<sup>101</sup>.

Le magasin de Sion, dirigé par le juge cantonal Antoine Rion, connaît également des difficultés. Dès sa nomination, Rion demande aux contribuables les plus aisés de la ville de verser leur contingent<sup>102</sup>. Mais les livraisons n'arrivent qu'avec une extrême lenteur. Pas plus les habitants de la capitale que ceux des villages voisins ne se soumettent sans se faire prier.

La commune d'Evolène témoigne une mauvaise volonté exceptionnelle à s'acquitter de son dû. Elle ne refuse pas de s'exécuter. Mais à son avis, « il est impossible de transporter à travers des précipices et des grands dangers que la saison augmente, les grands fagots de foin » que lui réclame le préposé de Sion. En outre, la Chambre devrait réduire l'imposition dont Evolène est frappée<sup>103</sup>. La Chambre reconnaît le bien-fondé de ces représentations et elle autorise cette commune à « différer d'amener son contingent de foin de réquisition tant que les chemins ne permettront pas qu'on y fasse passer des mulets chargés ». Mais si Evolène abuse du délai accordé, « les officiers municipaux seront personnellement responsables de ce retard »<sup>104</sup>. Satisfaits du sursis obtenu, les municipaux du village ne répondent même pas à la demande que la Chambre leur adresse le 3 mars. Le samedi 15 mars 1800, la Chambre rédige une nouvelle demande par laquelle elle assure les municipaux « que dans le cas où lundi 17 il n'arrivera pas à peu près le tiers du foin dû par votre commune au magasin de Sion, il sera employé incontinent des moyens de rigueur aux frais de votre commune »<sup>105</sup>.

Evolène obtient alors un nouveau sursis parce que les troupes françaises décident d'attribuer le service des fournitures à des entrepreneurs. Mais rien ne se fait. Evolène reçoit donc l'ordre de livrer de suite son contingent : « Il est irrémissible que ce foin arrive au magasin en majeure partie lundi et complètement mardi<sup>106</sup>. » Le mardi 1<sup>er</sup> avril, le préposé Rion ne voit rien venir. La Chambre se fâche : « Pour mettre fin à cette conduite scandaleuse, nous vous invitons à faire verser au magasin de Sion, dans les 24 heures dès la réception de la présente, le contingent de tous ceux qui ne l'auraient pas

<sup>100</sup> *Ibidem*, pap. 154, Du Fay à la Chambre administrative, du 1<sup>er</sup> janvier 1800.

<sup>101</sup> *Ibidem*, pap. 211, du même à la même, du 19 mars. — Voici ce que les communes du district ont versé au 28 février (en livres) : Monthey, 42.084 ; Val d'Illiez, 18.746 ; Troistorrents, 20.440 ; Vouvry, 11.940 ; Vionnaz, 10.645 ; Muraz, 4.497 ; Collombey, 3.393 ; Bouveret, 2.548 ; St-Gingolph, 2.418 ; Choëx, 2.651. Total : 119.362 livres (*ibidem*, pap. 203, les préposés de Monthey à la Chambre administrative, du 28 février).

<sup>102</sup> *Ibidem*, pap. 135, Rion à la Chambre administrative, du 19 décembre. — Pour sa nomination, *ibidem*, pap. 133, la Chambre administrative à Rion, du 17 décembre.

<sup>103</sup> *Ibidem*, pap. 213, la municipalité d'Evolène à la Chambre administrative, du 29 décembre.

<sup>104</sup> *Ibidem*, pap. 214, la Chambre administrative à la municipalité d'Evolène, du 15 février 1800.

<sup>105</sup> *Ibidem*, pap. 215, la même à la même, du 13 mars.

<sup>106</sup> *Ibidem*, pap. 218, la même à la même, du 29 mars.

acquitté encore, à défaut de quoi nous ferons en attendant fournir des fourrages au magasin de Sion aux frais des récalcitrants et nous sévrons contre eux à teneur de l'art. 5..., par la peine du double pour l'exécution duquel nous mettrons en œuvre les moyens de rigueur qui sont en notre pouvoir<sup>107</sup>. »

Quelques particuliers se soumettent et sur les 160 quintaux que la commune doit fournir, 60 à peine sont livrés. Aussi, la Chambre arrête-t-elle que « la commune d'Evolène amènera d'ici au mardi 22 avril, 200 quintaux de foin pour compléter son contingent de la réquisition du 11 décembre dernier et le double dont elle a encouru la peine pour sa désobéissance et ses retards. Si cette quantité de foin n'est pas versée d'ici au 22 avril qui sera le terme de rigueur, il sera procédé à son recouvrement par exécution militaire ». L'arrêté déclare que le contingent sera logé chez les municipaux qui sont en corps déclarés responsables de l'« esprit réfractaire » et « des desseins échappatoires » de la population. Les municipaux pourront ensuite se retourner contre les particuliers rénitents s'ils « se justifient des diligences qu'ils auront faites pour les forcer à payer »<sup>108</sup>.

Les menaces contenues dans l'arrêté n'impressionnent guère la commune d'Evolène qui ne se hâte pas d'obéir. Le préfet national requis par la Chambre demande donc au chef de brigade Clavel de lui dépêcher un détachement militaire<sup>109</sup> qu'il fait marcher jusqu'à Evolène, le 18 mai. Les ordres que de Rivaz transmet à cette occasion à la municipalité fautive sont sévères : ses membres logeront et nourriront à leurs frais le détachement de 14 hommes jusqu'à la livraison complète du contingent de foin réduit par la Chambre à 135 quintaux ; les municipaux payeront au détachement une solde d'un tiers plus élevée que celle prescrite par la loi du 26 octobre 1799 ; chaque soldat recevra journellement « une livre et demie de pain, une livre de viande et des légumes en suffisante quantité » ; le détachement demeurera dans le village encore deux jours après que la Chambre administrative aura constaté la livraison complète de la réquisition<sup>110</sup>. Grâce à ces mesures, la totalité du contingent d'Evolène est livrée cinq jours plus tard et le préfet national peut retirer le détachement militaire<sup>111</sup>.

Nombreuses sont les plaintes que soulève l'exécution de l'arrêté du 11 décembre 1799. Mais aucune ne décrit mieux l'état de prostration dans lequel se trouve plongé le peuple que celle écrite par Alphonse-Félix de Torrenté, président de la municipalité de Sion et greffier du tribunal cantonal. Père de quatre garçons « dont un garde le lit pendant huit mois », accablé de besognes et « contraint à travailler jour et nuit dans un esclavage sans fin pour notre République », il ne peut pas fournir son contingent de foin : « S'il faut nonobstant mes représentations justes donner ou payer le foin, je vous obéirai en donnant une de mes deux vaches ou plutôt le pain quotidien des bouches de mes enfants en payement. Je n'ai point d'autre

<sup>107</sup> *Ibidem*, pap. 219, la même à la même, du 1<sup>er</sup> avril.

<sup>108</sup> *Ibidem*, pap. 220, arrêté de la Chambre administrative, du 17 avril.

<sup>109</sup> AV, H 39, n° 4310, du 4 mai.

<sup>110</sup> *Ibidem*, n° 4422, à la municipalité d'Evolène, du 18 mai.

<sup>111</sup> *Ibidem*, n° 4448, au lieutenant du premier bataillon helvétique d'infanterie légère, du 23 mai.

revenu que celui de mes charges. Les revenus de mes biens ou terres ne suffisent guère à nourrir, à habiller ma grosse famille, à payer les domestiques, à faire travailler mes terres qui resteront cette année une partie inculte, incapable à payer les cens de mes dettes... Jetez vos yeux justes et pleins de pitié sur ma malheureuse famille qui a été fort touchée par un malheureux incendie en perdant trois gros bâtiments et plusieurs autres effets, qui a été pillée et volée, et qui aujourd'hui n'a pas seulement des forces nécessaires à travailler son bien pour assurer son pain à sa famille à l'avenir <sup>112</sup>. »

La réquisition du 11 décembre 1799 ne permet malheureusement pas à la Chambre de subvenir aux besoins sans cesse croissants de l'armée française. A la demande du commissaire des guerres Dalbon de fournir immédiatement 1.200 quintaux de foin, la Chambre lève de nouvelles réquisitions sur l'ensemble des communes valaisannes. Les magasins de Sion et de Martigny reçoivent respectivement 550 et 440 quintaux ; celui de Brigue, le solde <sup>113</sup>.

Dès cette date, les documents font défaut pour établir la suite des réquisitions. Il est vrai que les événements militaires dans l'Italie du Nord diminuent sensiblement les charges qui pèsent sur le Valais. Mais pourtant les réclamations de la Chambre administrative auprès du gouvernement helvétique nous autorisent à penser que les réquisitions continuent.

### III. Les réquisitions de viande

Les fournitures de viande aux troupes françaises causent dès la fin de l'été 1799 de nombreux soucis aux administrateurs et des pertes importantes aux particuliers. Durant le mois d'août, les communes de Monthey, Troistorrents et Choëx sont réduites à loger des troupes chez l'habitant. Personne n'accepte de créer une entreprise de fournitures de viande. Le boucher de Monthey auquel s'est adressé le sous-préfet Du Fay craint de subir les mêmes déconvenues qu'au printemps 1798. Depuis cette époque, le gouvernement lui doit la somme de 20 louis et « on ne lui donne pas même l'espérance d'en être payé. Le gouvernement, ne remplissant aucun de ses engagements, ne doit pas être surpris de n'avoir aucun crédit » <sup>114</sup>. Les garnisons cantonnées dans l'Entremont vivent à la charge des communes <sup>115</sup>. Les subsistances font défaut dans tous les districts de langue française.

Pour remédier à cette situation le commissaire français Henri Vidal prie la Chambre de vouloir, pour une dizaine de jours, procurer la viande nécessaire à la division française stationnée en Valais <sup>116</sup>. Mais la Chambre

<sup>112</sup> AV, H 9, pap. 206, à la Chambre administrative, sans date.

<sup>113</sup> La demande de Dalbon est du 8 germinal (29 mars), *ibidem*, pap. 229. — L'arrêté pour fournir le magasin de Sion date du 5 avril, *ibidem*, pap. 231. — L'arrêté pour fournir le magasin de Martigny est du 15 avril, *ibidem*, pap. 232.

<sup>114</sup> AV, H 9, pap. 258, Du Fay à la Chambre administrative, du 25 août 1799.

<sup>115</sup> *Ibidem*, pap. 306, Gard, commissaire de district, à David, garde-magasin à Martigny, du 9 septembre.

<sup>116</sup> *Ibidem*, pap. 277, Vidal à la Chambre administrative, du 8 vendémiaire VIII (30 septembre).

n'acquiesce pas à cette demande : « Ni le zèle, ni la bienveillance ne nous manquent pour servir votre armée et nous en avons donné des preuves constantes depuis dix-huit mois que les troupes françaises vivent de subsistances que nous et notre canton leur avons fournies. Mais de l'excès de nos services est venue l'impossibilité de les continuer. Toutes les fournitures... ne sont point encore payées..., et à force de manquer de parole notre crédit est devenu entièrement nul <sup>117</sup>. » Le Directoire helvétique, incapable de l'aider, autorise la Chambre à persister dans son refus. Usant d'un moyen dilatoire, elle renvoie le commissaire Vidal au commissaire ordonnateur en chef helvétique. Cependant les besoins de l'armée persistent. Les districts de Conches et de Brigue fournissent journallement neuf à dix vaches ; celui de Sierre en livre vingt dans la seule semaine du 6 au 13 septembre ; les troupes du parc de Sion et les troupes de passage sont entièrement à la charge de l'habitant <sup>118</sup>.

Fâché de l'opposition que l'on témoigne à ses demandes, le commissaire Vidal somme la Chambre de lui fournir, dans le plus bref délai, la quantité de 30.000 livres de viande. Sans quoi, ajoute-t-il, « je serai forcé d'engager le général à donner de suite, à tous les commandants de places et cantonnements, l'ordre de faire saisir dans les communes le nombre de bestiaux nécessaires à la subsistance des troupes qu'ils commandent » <sup>119</sup>. La Chambre est obligée de se soumettre pour éviter de plus grands maux à la population. Elle prend, le 23 octobre 1799, un arrêté qui impose le district de Monthey de 50 pièces de bétail, celui de St-Maurice, de 13, celui de Martigny, de 12, celui de Sion, de 10 et celui d'Hérémence, de 17 <sup>120</sup>.

L'exécution de cet arrêté s'étend sur plusieurs mois. Les communes s'estiment trop imposées ; la Chambre se fait prier mais réquisitionne ; les Français exigent sans cesse de nouveaux bestiaux. La municipalité de Sion proteste et hésite à se soumettre parce que celle de Martigny et toutes celles de la région de l'Entremont ne sont pas imposées <sup>121</sup>. Les communes d'Evionnaz, Saillon et Chamoson tardent à livrer leur contingent <sup>122</sup>. La municipalité de Monthey s'estime fondée à ne pas verser la totalité du sien parce qu'elle est mise à contribution plus que les autres communes <sup>123</sup>.

Afin d'alléger les charges qui accablent le Valais, le ministre de l'Intérieur ordonne aux Chambres administratives de Fribourg et de l'Oberland de livrer chacune trente pièces de bétail <sup>124</sup>. Mais ce même ministre revient sur ses ordres et change la destination des secours promis. Les administrateurs valaisans s'élèvent contre cette décision et attirent l'attention du gouvernement sur la pauvreté du Valais qui pendant les quatre mois de l'insurrection

<sup>117</sup> *Ibidem*, pap. 278, la Chambre administrative à Vidal, du 4 octobre.

<sup>118</sup> *Ibidem*, pap. 268, la Chambre administrative au ministre de l'Intérieur, du 15 octobre.

<sup>119</sup> *Ibidem*, pap. 266, Vidal à la Chambre administrative, du 27 vendémiaire (19 octobre).

<sup>120</sup> *Ibidem*, pap. 287, arrêté de la Chambre administrative.

<sup>121</sup> *Ibidem*, pap. 292, à la Chambre administrative, du 27 octobre.

<sup>122</sup> *Ibidem*, pap. 290, la Chambre administrative à ces municipalités, sans date.

<sup>123</sup> *Ibidem*, pap. 390, à la Chambre administrative, du 20 novembre.

<sup>124</sup> *Ibidem*, pap. 98, la Chambre administrative au ministre de l'Intérieur, du 7 avril.

a subvenu aux besoins des deux armées totalisant 10.000 hommes dans le Haut-Valais, et à la nourriture de près de 4.000 soldats dans le Bas-Valais. Il en résulte que le pays a fourni aux troupes « plus de huit mille vaches ». Puis la Chambre estime à 3.000 le nombre des hommes auxquels elle doit assurer la subsistance. De là, une consommation de sept vaches par jour. Et si, comme chacun le dit, ces troupes stationneront en Valais jusqu'au mois d'avril, ce sera « 1.000 vaches à fournir et il ne faut compter les demander que dans les districts inférieurs, car dans les autres la dépopulation est complète ». Les districts fidèles ne cachent pas leur mécontentement que seule pourrait calmer la création d'une entreprise de subsistances <sup>125</sup>.

A la suite de cet exposé, le ministre accepte de secourir le Valais et, pour y « prévenir l'entière destruction du bétail », il ordonne au canton du Léman de mettre 60 bœufs de 500 livres chacun à la disposition des administrateurs <sup>126</sup>. La moitié des secours promis, soit près de 15.000 livres, parvient en Valais à la fin du mois de décembre 1799 <sup>127</sup>.

Malgré les efforts persévérants de la Chambre, les autorités militaires françaises ne cessent de réclamer les quantités de viande qui leur sont attribuées par l'arrêté du 23 octobre 1799. A la requête française du 15 novembre, la Chambre administrative ne craint pas de répondre que les 30.000 livres sont intégralement fournies si l'on compte les fournitures versées avant la réquisition du 23 octobre <sup>128</sup>. Mais Vidal conteste à la Chambre la légitimité de déduire de cette réquisition les premières livraisons de viande <sup>129</sup>.

Pendant que l'échange de notes se poursuit, les districts de Stalden et de Viège doivent fournir journellement une tête de bétail chacun <sup>130</sup>. Le commissaire Vidal harcèle la Chambre en demandes de viande. Il concède que la violence doit être écartée pour obtenir des subsistances, que quelques communes ont supporté de lourds sacrifices et qu'il faudrait remédier à cet état déplorable. Cyniquement il ajoute : « Le moyen qui me paraît le plus convenable pour atteindre ce but serait de faire sur les communes de votre canton les moins épuisées une réquisition de 40.000 livres de viande que vous rassembleriez à Sion le plus promptement possible <sup>131</sup>. » Bon gré mal gré, la Chambre est obligée de pallier les difficultés qu'entraîne le manque de subsistances pour les troupes françaises. Le 23 janvier 1800, par un nouvel arrêté, elle exige une réquisition cantonale de 26.000 livres de viande <sup>132</sup>.

<sup>125</sup> *Ibidem*, pap. 311, la même au même, du 14 novembre.

<sup>126</sup> *Ibidem*, pap. 350, le ministre de l'Intérieur à la Chambre administrative, du 20 novembre.

<sup>127</sup> *Ibidem*, pap. 336, la Chambre administrative du Léman à celle du Valais, du 29 décembre.

<sup>128</sup> *Ibidem*, pap. 349, la Chambre administrative à Vidal, du 21 novembre.

<sup>129</sup> *Ibidem*, pap. 391, Vidal à la Chambre administrative, du 22 novembre.

<sup>130</sup> *Ibidem*, pap. 329, le sous-préfet de Stalden à la Chambre administrative, du 17 novembre, et pap. 356, le sous-préfet de Viège à la même, du 3 décembre.

<sup>131</sup> *Ibidem*, pap. 384, Vidal à la Chambre administrative, du 19 décembre.

<sup>132</sup> *Ibidem*, pap. 267, arrêté de la Chambre administrative. — Ces 26.000 livres sont réparties par districts, savoir : Monthey, 4.000 ; Entremont, 2.000 ; Sierre, 2.000 ; Stalden, 2.000 ; St-Maurice, 1.000 ; Sion, 2.500 ; Loèche, 2.500 ; Brigue, 1.500 ; Martigny, 2.000 ; Héremence, 4.000 ; Viège, 1.000 ; Conches, 1.500.



La municipalité de Sion qui s'en plaint ne s'attire que des paroles de consolation empreintes d'amertume et de tristesse : « Quelles que soient vos charges, la nécessité de les renouveler et de les augmenter subsiste encore toujours. Et nous qui avons la triste charge de pourvoir à leurs besoins, nous ne pouvons que répartir du mieux qu'il nous est possible, approximativement entre les communes, les réquisitions que nous sommes obligés de faire. Nous vous en avons fait une ; peu de jours après, nous vous en avons fait une autre qui sera bientôt suivie d'une troisième et ainsi de suite tant que la cause du mal subsistera, et nous ne pouvons pas plus vous soustraire à l'une qu'à l'autre parce que nous devons justice à tous <sup>133</sup>. »

Bien que la correspondance de la Chambre administrative ne fasse plus mention de nouvelles réquisitions de viande, il s'en est certainement produit depuis celle du 23 janvier 1800. Une lettre du général Mainoni, commandant des troupes françaises en Valais, fait état du maintien des réquisitions irrégulières et des conséquences funestes qu'elles pourraient susciter : « Je ne cesse d'écrire et de presser tous les chargés des services, et, jusqu'à présent, je n'ai pu encore parvenir à les établir d'une manière invariable, la viande surtout. Nous sommes contraints de recourir aux administrations du pays ; on requiert les bestiaux, seules ressources des habitants : le peuple crie, se lamente ; les autorités clabaudent et ces mesures de rigueur font le plus mauvais effet et indisposent tout le monde contre nous. Il est plus que temps..., si l'on veut prévenir des accidents fâcheux et contenir l'esprit de révolte prêt à éclater dans ce pays, d'assurer invariablement la subsistance des troupes et de les faire exister de nos propres moyens <sup>134</sup>. »

#### IV. Les réquisitions des moyens de transport

Dès l'arrivée des troupes françaises en Valais, la Chambre administrative et les municipalités — quand elles existent — doivent pourvoir au transport des subsistances, des fournitures, des blessés et des malades. Durant l'insurrection de 1798, au dire des administrateurs, « tous les chevaux des communes de la plaine et des vallées ont été en réquisition pour le service des transports et des courriers » <sup>135</sup>. La campagne de 1799 accroît considérablement l'intensité des transports.

Pendant toute la durée de l'insurrection de 1799 le Valais assure seul le service d'une division forte de près de 10.000 hommes. La multitude des transports occupe 290 chevaux dans la plaine, 300 mulets sur la route du Simplon et 100 sur celle du St-Bernard. C'est pourquoi, « dans la partie du canton qui n'était pas le théâtre de la guerre, il y a des foins qui ont péri

<sup>133</sup> *Ibidem*, pap. 298, de la Chambre administrative, du 27 janvier 1800.

<sup>134</sup> AV, H 17, Registre de correspondance commencé le 20 pluviôse an 8 au quartier général à Sierre en Valais, copie, pp. 149-150, du 29 germinal (19 avril), au général de division Montchoisy. — Cette lettre est publiée par Ed. Chapuisat, *Au quartier général de Sierre, 1799-1800*, document n° 17.

<sup>135</sup> *Lettres et Mémoires*, pp. 14-21, au Directoire exécutif, du 31 janvier 1799.



sur le pré faute de chars pour les transporter et qu'une portion des terres n'ont pas reçu la culture suffisante » <sup>136</sup>.

Par suite des deux insurrections, par suite de l'occupation militaire du pays par les troupes françaises et par suite enfin de tous les excès qui en résultèrent, la situation du Valais au mois d'août 1799 présente un aspect des plus déplorable. Lisons la description qu'en donne un contemporain : « Le pays est accablé sous le fardeau du passage et de la présence des troupes françaises. Des agriculteurs pauvres, qui ont bien de la peine à nourrir chétivement leurs familles, sont obligés de loger et de nourrir des soldats sans ration ; ceux-ci ne veulent pas se contenter de la nourriture de leurs hôtes, les forcent à dépenser pour un repas ce qui suffirait à les entretenir une semaine ; les habitants effrayés des menaces des militaires poussent la timidité jusqu'à ne pas oser se plaindre. Les réquisitions des chariots bien ou mal employés privent les Valaisans de leurs récoltes dont quelques-unes périssent sur les champs et les prés, faute de bras et de moyens de transports. Les arbres fruitiers sont gâtés et leurs branches rompues pour en arracher les fruits mal mûrs ; les légumes, les foin dans le voisinage de la route sont la proie des soldats et des charretiers à qui on laisse manquer du nécessaire <sup>137</sup>. »

Pour tenter de remédier à ce triste état et d'organiser tout particulièrement le service des transports, la Chambre nomme, le 9 septembre 1799, Joseph-Augustin de Riedmatten au poste de commissaire du canton du Valais, poste que de Riedmatten appellera « son honorable galère » <sup>138</sup>.

Dès sa nomination, de Riedmatten essaie énergiquement d'organiser son service. Il lui importe pour cela de transférer rapidement dans les magasins de Brigue les subsistances entreposées à Sion pour les troupes cantonnées dans le Haut-Valais. Il pourra ensuite organiser les différents parcs qu'il estime nécessaires pour assurer commodément les transports. Le 17 septembre 1799, il écrit aux municipalités de Vex, Agettes, Laverna, Salins, Veysonnaz, Nendaz, Hérémenche, Evolène, St-Martin, Nax, Vernamiège, Mase, Ayent, Grimsuat, Savièse, Conthey, Vétroz et Ardon, pour que tous leurs « chevaux, mulets et bœufs capables se trouvent, les uns demain à six heures du matin, les autres à huit heures après-demain, si le temps le permet, sur la grande place de Sion pour le transport et l'évacuation des magasins à Sion des munitions de guerre et de bouche » <sup>139</sup>. Le lendemain, il prie la Chambre de lui indiquer les moyens de coercition qu'il pourra employer contre les récalcitrants <sup>140</sup>. Le 20, c'est au tour de la commune de Bramois de fournir immédiatement tous ses « chevaux, bœufs et chars » et le 21, une publication au

<sup>136</sup> *Ibidem*, pp. 37-43, la Chambre administrative au ministre de l'Intérieur, du 24 mars 1800.

<sup>137</sup> *Actensammlung*, t. XII, pp. 269-270, n° 806<sup>a</sup>, Gex-Obussier au Directoire, du 10 août.

<sup>138</sup> AV, fonds A. de R., R 2/1, fol. 119, verso, au commissaire des guerres du canton de Fribourg, du 13 février 1800.

<sup>139</sup> *Ibidem*, fol. 151, verso et 152, recto, nominativement à toutes ces municipalités.

<sup>140</sup> *Ibidem*, fol. 152, recto, du 18 septembre.

son du tambour avertit les Sédunois que leur tour de fournir est arrivé : « Le besoin le plus urgent et le manque de vivres pour les troupes de l'armée du Danube et Helvétique exigeant une réquisition généralement impérieuse dans les districts de Sion et d'Hérémence, tous les charretiers et tous les voituriers avec leurs chars et bêtes à bâtts de la commune de Sion se rendront immanquablement sur la place de la ville de Sion à 10 heures du matin. Une demi-heure de retard m'obligera à grand regret d'employer la force armée pour réduire les rénitents — de quels grade et condition qu'ils puissent être — à l'obéissance <sup>141</sup>. »

La force armée dont dispose le commissaire comprend un piquet, deux sous-officiers et quatre fusilliers qui, selon sa volonté, « se tiendront sur la place ou dans le corps de garde où ils auront leurs armes depuis huit heures du matin jusqu'à six heures du soir ». Tous les matins un des sous-officiers doit consigner le piquet chez le commissaire du canton <sup>142</sup>.

Le 28 septembre 1799, les districts de Martigny, Sembrancher, Saint-Maurice et Monthey sont requis de fournir chacun 25 bêtes de somme pour relever à Brigue celles des districts de Stalden, Sierre, Sion et Hérémence. De Riedmatten désire assurer la relève des charretiers et des bêtes de somme à intervalles réguliers de dix jours <sup>143</sup>. Les districts de Martigny, Sembrancher et St-Maurice assurent le commissaire de leur impossibilité « de pouvoir fournir au parc de Brigue étant d'ailleurs surchargés par différents transports et par le passage des troupes ». Seul celui de Monthey fournit son contingent. Les districts du centre crient à l'injustice ; les communes montheysannes s'estiment lésées. Le commissaire cantonal que les difficultés aigrissent, dispense des encouragements et ne cesse de se lamenter. Car il est excédé par « certains supérieurs qui ne veulent entendre ni rime ni raison et qui accablent de reproches et se permettent des menaces aussi honteuses pour le menaçant que fâcheuses pour le menacé sans écouter les raisons légitimes et sans vouloir entendre les pièces justificatives qu'on est dans le cas de produire » <sup>144</sup>.

De Riedmatten tente alors de distribuer plus rationnellement les parcs de transports. Il les établit à Sion, Sierre, Viège et Brigue. Les chevaux de l'arrondissement de Sion voiturèrent les transports jusqu'à Sierre ; ceux de Sierre, jusqu'à Viège et Brigue. Les dix colliers de Riddes, les dix de Martigny et de Fully, les huit de St-Maurice et les vingt-huit de Monthey, tous rattachés au parc de Sierre, collaborent aux transports de Sierre à Brigue. En attendant que les magasins de ces parcs soient approvisionnés, les voituriers doivent emporter avec eux des vivres en suffisance pour eux et pour leurs bêtes pour toute la durée du service. Ainsi organisés, les parcs offrent la possibilité de ne pas trop user les chevaux par des transports de longueur excessive <sup>145</sup>.

<sup>141</sup> *Ibidem*, fol. 154, recto, du 20 septembre.

<sup>142</sup> *Ibidem*, fol. 154, recto, au préfet national, même date.

<sup>143</sup> *Ibidem*, fol. 158, aux autorités de ces districts, du 28 septembre.

<sup>144</sup> *Ibidem*, fol. 165, verso et 166, recto, à la Chambre administrative, du 12 octobre.

<sup>145</sup> *Ibidem*, fol. 175, recto ; 176, verso ; 177, recto, au secrétaire de la commune de Riddes, du 27 octobre ; aux sous-préfets ou agents des districts et arrondissements de Riddes, Martigny, St-Maurice et Monthey, du 30 octobre ; au commissaire du district de Sierre, du 30 octobre.

La Chambre administrative n'apprécie guère cependant cette organisation et, par son arrêté du 29 octobre 1799, elle modifie la répartition des parcs par la suppression de celui de Sierre qu'elle transfère à Sion. Le commissaire Vidal s'oppose à ce changement, car il veut que les grains qui lui parviennent de Villeneuve soient moulus à Sierre. De Riedmatten justifie le changement qu'apporte la Chambre par la nécessité de disposer à Sion d'un nombre suffisant de colliers pour assurer la relève des chariots arrivant de Villeneuve. D'ailleurs, poursuit de Riedmatten, s'il est important de disposer à Sion d'un grand nombre de bêtes, c'est qu'elles sont toutes « épuisées de fatigue et d'inanition par les défauts de fourrage à Sierre, à Tourtemagne et à Brigue ». Les armées françaises sont donc elles-mêmes responsables de cette situation <sup>146</sup>.

En dépit des ordres de la Chambre administrative, l'indigence des fourrages se fait surtout ressentir aux parcs de Tourtemagne et de Sierre. « Il y a, de l'avis du commissaire, de la nonchalance ou de la mauvaise foi de la part des entrepreneurs et les autorités ne sont ni respectées ni craintes par l'impunité des fauteurs, et parce que tout le poids des réquisitions de chevaux et de chars a pesé dans la plupart des communes sur les propriétaires des chevaux et des voitures sans paiement par la République et sans indemnités de la part des autres contribuables <sup>147</sup>. » — « Les voituriers, écrit ailleurs de Riedmatten, se plaignent aussi amèrement que souvent ils ne reçoivent pas le fourrage, d'autres fois, des mauvais foin et presque jamais la ration complète <sup>148</sup>. »

Le 7 décembre 1799, de Riedmatten prie à nouveau Vidal de ne pas s'opposer au transfert du parc de Sierre. C'est le seul moyen qui lui permette d'éviter les abus dont sont souvent victimes « les pauvres particuliers » à la place « des citoyens aisés » <sup>149</sup>. Nouvelle demande, le 12 : « Si vous ne voulez pas adopter ce plan, j'aurais beaucoup de difficultés d'expédier promptement les vivres, les bœufs ne pouvant plus monter dans le Haut-Valais et les chevaux de la plaine étant presque tous abîmés. » Comme les chevaux du parc de Villeneuve voient les vivres jusqu'à Sion, n'est-il pas normal que le parc se trouve dans cette commune <sup>150</sup> ? Pour mettre un terme à cette vaine correspondance, la Chambre ordonne le transfert immédiat du parc de Sierre et elle exige que l'ensemble des communes du district subviennent elles-mêmes au service de la place comme on le pratique partout ailleurs <sup>151</sup>.

Dès le mois de janvier 1800, la Chambre s'emploie à reformer le parc de Brigue. Les districts de Loèche, Viège et Stalden procurent la moitié des bêtes à bât ; celui d'Hérémence, le reste <sup>152</sup>.

<sup>146</sup> *Ibidem*, fol. 184, recto, au commissaire Vidal, du 13 novembre.

<sup>147</sup> *Ibidem*, fol. 183, recto, à Du Fay, du 10 novembre.

<sup>148</sup> *Ibidem*, fol. 192, recto, au commissaire de Sierre, du 5 décembre.

<sup>149</sup> *Ibidem*, fol. 192, verso, à Vidal, du 7 décembre.

<sup>150</sup> *Ibidem*, fol. 194, recto-verso, au même, du 12 décembre.

<sup>151</sup> *Ibidem*, fol. 203, recto, au commissaire de Sierre, du 29 décembre.

<sup>152</sup> *Ibidem*, fol. 106, recto-verso, au commandant de la place de Brigue, du 11 janvier 1800.

L'établissement du parc dans la ville de Sion provoque bien du mécontentement dans l'ensemble du district. Car les communes quelque peu éloignées, surtout celles du district de Sierre, ne fournissent pas leur contingent de chevaux et de chars. De Riedmatten tente une réorganisation du service pour modifier cette situation. Il propose à la Chambre de transférer le parc de Sion à Tourtemagne. Le parc de Villeneuve voiturerait les transports jusqu'à Sion ; l'arrondissement de Sion, jusqu'à Sierre et celui de Sierre, jusqu'au parc de Tourtemagne. Les chevaux et les chars de ce parc seraient fournis par les districts et les arrondissements suivants : le district de Monthey, douze colliers ; celui de St-Maurice, sans le chef-lieu, trois ; l'arrondissement de Riddes, sans compter la commune de ce nom, trois ; l'arrondissement de Martigny non compris le chef-lieu, trois. Tous ces colliers seraient relevés de dix en dix jours <sup>153</sup>.

Ce n'est que dans la deuxième semaine du mois d'avril 1800 que de Riedmatten peut enfin supprimer le parc de Sion et créer celui de Tourtemagne pour lequel le nombre des colliers est réduit de vingt à quinze <sup>154</sup>.

Le poids des charges qu'occasionnent les transports militaires s'accroît excessivement au mois de mai 1800, lors du passage du St-Bernard par les troupes françaises sous la conduite de Bonaparte. « On traite ce canton, écrit de Riedmatten, comme s'il était en état de siège continu. Tous les hommes, tous les chevaux, tous les mulets, sans parler des réquisitions des grains, des fourrages, des bestiaux, etc., sont en réquisition pour le service des troupes françaises, sans que je sache que le Valais oriental ait reçu un seul denier d'indemnité. On va bientôt mettre en réquisition les femmes et les enfants, les vaches et les chèvres pour le transport des vivres, de l'artillerie, en un mot pour toutes les munitions de guerre et de bouche par le St-Bernard et par le Simplon. Si ce train continue encore six semaines, le foin et les grains pourriront sur les champs et sur les prés, et le peuple du Valais n'aura pas d'autre alternative, ou d'abandonner les lares paternels, ou de périr par la faim <sup>155</sup>. »

L'excès des réquisitions auxquelles sont contraintes de recourir les autorités du Valais sur l'ordre des officiers français provient, en plus des besoins du moment, du laisser-aller des commissaires français, de l'incompé-

<sup>153</sup> *Ibidem*, fol. 120, recto-verso, à la Chambre administrative, du 21 janvier.

<sup>154</sup> *Ibidem*, fol. 136, verso, au garde-magasin de Tourtemagne, du 14 avril ; au commissaire du district de Sierre, même date.

<sup>155</sup> *Ibidem*, fol. 96, recto-verso, au ministre de l'Intérieur, du 30 mai. — Pour les six premiers mois de l'année 1800, le Valais fournit, selon les registres du commissaire de Riedmatten : 791 colliers (attelage composé de deux chevaux) et 630 mulets relevés en principe après dix jours de travail effectif. Ceci représente un total de 22.120 journées de travail (*ibidem*, fol. 35-42). — Il convient de noter encore que ces indications sont bien incomplètes puisque pour le seul passage du St-Bernard, la Chambre réquisitionne 1.000 mulets ou chevaux (*ibidem*, fol. 149, recto, au commissaire de Sierre, du 18 mai) alors que les registres du commissaire indiquent, pour le mois de mai, 258 colliers et 212 bêtes à bât. D'autre part, ces animaux servent au transport des fournitures dans la plaine du Rhône et sur le col du Simplon. — Il est possible que les 1.000 mulets ou chevaux ne sont pas inscrits sur les registres du commissaire parce qu'ils ont été réquisitionnés par la Chambre administrative et non pas par lui-même.

tence des autorités communales valaisannes et de la mauvaise volonté de la population. Les particuliers s'efforcent de tromper la vigilance des autorités pour ne pas devoir accomplir la totalité de leur service ; les municipalités négligent d'assurer régulièrement la relève des bêtes réquisitionnées et les autorités militaires françaises exigent des services excessifs. La mauvaise volonté, l'incompétence ou la cupidité paralysent l'ensemble de l'organisation des transports. Tel est bien l'avis du commissaire du canton : « Si les parcs et les magasins des fourrages étaient administrés par des vrais patriotes et des gens désintéressés, on épargnerait le tiers des hommes et des chevaux. Mais aussi faudrait-il que les gouvernements récompensent les officiers publics <sup>156</sup>. »

Dès le mois de juin 1800, l'ampleur des transports pour le compte des armées françaises diminue. Les magasins et les parcs subsistent sur un pied réduit. Tandis que les réquisitions de fourrages et de viande, qui diminuent aussi sensiblement dès cette époque, reprendront au mois de décembre 1801 sous la forme d'impositions financières, celles des moyens de transport ne seront plus renouvelées.

## V. Conclusion

Dès le début de l'occupation de la Suisse, l'entretien des troupes françaises est constamment à la charge du pays. Mais à partir du mois de mars 1799, après que le recouvrement du solde de la contribution exigée par la France après la libération des cantons est définitivement suspendu sur l'ordre du Directoire français, une ère de pauvreté et d'indigence commence pour l'armée française d'Helvétie <sup>157</sup>. Des réquisitions arbitraires, des violences nombreuses et des vexations innombrables accablent la population suisse. Masséna, le général en chef des troupes françaises en Helvétie, respecte peu la légalité et il ordonne à ses troupes de vivre de réquisitions sur leurs bases d'approvisionnement. Comme celles-ci se trouvent être souvent les régions les plus pauvres du pays, les troupes qui y sont cantonnées connaissent le plus entier dénuement. C'est ce qu'écrit Rapinat au Directoire français : « Point de fonds et point de vivres. Veuillez bien, j'ose vous en supplier avec les plus vives instances, Citoyens Directeurs, venir à notre secours <sup>158</sup>. »

Les autorités helvétiques auxquelles s'adressent les cantons opprimés, le Valais particulièrement, ne possèdent point elles-mêmes les ressources suffisantes pour apporter des secours et elles refusent de contraindre les cantons riches et exempts des charges militaires extraordinaires à subvenir pour leur quote-part à l'entretien des troupes françaises. Elles préfèrent s'adresser, tout en connaissant l'inanité de leurs démarches, au Directoire français : « Il y a plus de trois mois, écrit Laharpe, que nous ne cessons de répéter à vos

<sup>156</sup> *Ibidem*, fol. 143, verso, circulaire aux commissaires des districts de Martigny et de Monthey, du 1<sup>er</sup> mai 1800.

<sup>157</sup> Jacques Godechot, *Les commissaires aux armées sous le Directoire*, t. 2, Paris, 1937, p. 303.

<sup>158</sup> *Ibidem*, p. 304.

agents : « Faites des magasins, faites des magasins. » Ils ont trouvé plus comode de faire des réquisitions et maintenant votre armée que je plains autant que je l'admire vit au jour le jour, d'aumônes pour ainsi dire. Vos conscrits qu'on accumule pour nous achever dans nos campagnes et nos villes sont, en grande partie, si misérables qu'ils intéressent jusqu'aux malheureux dont ils consomment les provisions <sup>159</sup>. »

Les autorités françaises et helvétiques recourent bien aux compagnies de fournisseurs pour diminuer le poids des réquisitions. Mais, ou bien ces compagnies sont en butte à d'insurmontables difficultés financières comme les entreprises Will et Panchaud, Hanet, Bezard et Carrière, Cazalis, et interrompent leurs livraisons par manque de fonds, ou bien ces compagnies profitent de la situation et réalisent des bénéfices exorbitants et malhonnêtes. Rapinat en est dégoûté et il ne cesse de dénoncer ces fournisseurs véreux. Ils forment, dit-il, cette « nuée de fournisseurs ou d'entreprises qui suivent ordinairement les armées, semblables à des vautours affamés qui se jettent sur la première proie qu'ils rencontrent ; on les voit fondre aux armées pour y faire ce qu'ils appellent des *affaires*. Et comment font-ils ces affaires ? C'est en écrasant les particuliers des pays où elles se trouvent par des contraintes ou des réquisitions, en dévorant la subsistance des soldats, en volant à la République le payement des fournitures qu'ils n'ont pas faites ou qu'ils n'ont point acquittées » <sup>160</sup>.

Le canton du Valais pâtit singulièrement de cette organisation déplorable. Sa population doit fournir la presque totalité des subsistances nécessaires aux troupes cantonnées sur l'étendue de son territoire. Foins, grains, viande, sel, tout jusqu'au bois et aux chandelles est réquisitionné auprès des habitants. L'abondance des réquisitions, les violences auxquelles la population est en butte paralysent le peuple qui souvent « n'ose se plaindre » de peur que l'armée mécontente n'exige davantage. Quand les troupes françaises victorieuses à Marengo abandonnent peu à peu le Valais, elles ne laissent derrière elles qu'un pays malheureux, appauvri et ruiné. Les habitants disent tout haut que la France ne les a tant opprimés que pour leur arracher des vœux de réunion à la France. C'est là un problème qui dépasse le cadre de ce chapitre et que l'étude de la demande française de la rive gauche du Rhône essayera d'éclaircir.

<sup>159</sup> *Ibidem*, pp. 304-305.

<sup>160</sup> *Ibidem*, p. 308.

## CHAPITRE III

### LA DEMANDE FRANÇAISE DE LA RIVE GAUCHE DU RHÔNE

La question de la demande française de la rive gauche du Rhône s'étend du 25 février 1801 au mois de mars 1802. On pourrait ne pas sortir de ces limites. Mais on pécherait alors de deux façons. On délaisserait, en effet, l'évolution des relations diplomatiques de la France à l'égard du Valais dès 1797 et on aborderait ensuite, pour l'année 1802, le début d'un épisode capital de ces relations : celui de l'occupation militaire du Valais par le général Turreau. L'importance de cet épisode exige une étude particulière pour qu'on puisse en examiner les différents aspects. Aussi, ce chapitre a-t-il pour objet d'expliquer les visées de la France révolutionnaire sur le Valais du début des guerres d'Italie jusqu'au mois de décembre 1801.

#### I. Le Valais dans la politique française jusqu'au traité de Lunéville

Dès ses premières campagnes d'Italie, Bonaparte, jeune général du Directoire, éprouve l'inconvénient d'être très éloigné de sa base de ravitaillement. Et, penché sur la carte qu'il ne cesse d'étudier, il se rend compte que, malgré ses montagnes élevées, le Valais pourrait constituer la voie la plus rapide pour relier la République cisalpine à la France. Tandis qu'il négocie les préliminaires de Leoben, Bonaparte écrit au chargé d'affaires de France dans les Grisons : « Je vous prie... de vous rendre à Sion et de négocier le plus promptement possible avec les représentants du Souverain un traité qui nous accorde un droit de passage dans le Valais <sup>1</sup>. » L'avant-veille, le 12 mai 1797, Bonaparte avait nanti le Directoire de la mission confiée à Comeyras <sup>2</sup>.

La diète réunie le 30 mai ne sait quelle position adopter. En acceptant l'offre de Bonaparte, elle risque de compromettre l'existence politique du Valais : mais en la refusant, elle compromet son intérêt matériel. Car elle tire de la France et de l'Italie le sel qui lui est indispensable. Dans cette perplexité, la diète valaisanne charge le bailli de demander conseil au Vorort et de solliciter de Bonaparte des précisions supplémentaires <sup>3</sup>. Tandis que le grand-bailli et le vice-bailli correspondent sans hâte avec Bonaparte, la diète des cantons suisses intervient auprès du Directoire français. L'ancien ministre plénipotentiaire de France à Berne, le Directeur Barthélemy, défend si bien le point de vue des Confédérés que, le 13 juillet, le Directoire donne l'ordre

<sup>1</sup> Bonaparte à Comeyras, du 25 floréal V (14 mai 1797) dans *Correspondance de Napoléon* 1<sup>er</sup>, t. III, Paris, 1859, n° 1796.

<sup>2</sup> Barbey, p. 20.

<sup>3</sup> Grenat, pp. 446-449.



à Bonaparte d'abandonner la demande du passage par le Valais. Les raisons qu'il allègue sont de différents ordres : « Les renseignements particuliers que le Directoire a reçus... lui ont à peu près donné la certitude que la diète se déterminerait à refuser ce passage, et par respect pour les principes de la neutralité et par une excessive prudence sur le maintien de son indépendance et la sûreté du Corps helvétique et de ses alliés. Le Directoire exécutif a pensé que nous ne devons pas nous exposer à ce refus ; il veut éviter autant qu'il sera possible toute contestation avec les Suisses qui pourrait occasionner du refroidissement entre les deux peuples. Il a toujours été dans son intention de donner aux anciens amis de la France des preuves de modération telles qu'ils se félicitent eux-mêmes d'avoir préféré le parti de la neutralité. Ce respect pour les plus faibles Etats, quand ils sont nos alliés, est la meilleure réponse que nous puissions faire aux insinuations calomnieuses répandues dans l'Europe sur les projets ambitieux que l'on nous prête <sup>4</sup>. »

Le danger qui menaçait le Valais semble écarté pour quelques mois. Pourtant la France et la République cisalpine ne cessent, par intermittence, de penser de nouveau au Valais. En vendémiaire (octobre 1797), l'ancien représentant du peuple Gauthier de l'Ain y fait une allusion dans sa correspondance avec Nicolas Céard, ingénieur en chef du département de l'Ain, auquel Napoléon I<sup>er</sup> confiera bientôt la construction de la route du Simplon. Deux mois plus tard, Gauthier de l'Ain entretient Céard sur le même sujet : « La République cisalpine ne néglige rien pour l'ouverture du chemin du Simplon, mais le Directoire a dû auparavant s'occuper de son existence <sup>5</sup>. » Mallet du Pan parle, le 26 février 1798, du désir du Directoire de réunir le Pays de Vaud « ainsi que le Valais et Genève à la Grande République » <sup>6</sup>.

Jusqu'à présent, les menaces ne s'étaient point précisées d'une manière alarmante. Dès lors, plus l'on avance dans l'an VI (1798), plus les craintes sont justifiées. C'est en cette année, en effet, que les républicains français manifestent un orgueil extrême d'appartenir à la « Grande République » dont la mission est de libérer les peuples. La Revellière, que caractérisent un violent anticléricalisme et une forte inclination pour la guerre de propagande, est sensible à cet idéalisme. Barras, dont la réputation est de se faire argent de tout et dont l'entourage n'est que cohue de femmes perdues et d'individus tarés ne répugne pas aux bouleversements. L'ancien montagnard Reubell, capable, autoritaire, défenseur de la politique des frontières naturelles, tombe d'accord avec ses collègues pour souhaiter la chute du pouvoir pontifical et pour favoriser, en tant qu'Alsacien et ami des démocrates bâlois, une intervention française en Suisse. Les généraux avides d'aventures, les fournisseurs âpres à accroître leurs richesses, tous se font les hérauts de la guerre libératrice et de la croisade pour les peuples contre les despotismes.

Ainsi les pays suisses sont-ils entraînés dans la tempête révolutionnaire. « De Bonaparte, écrit G. Lefebvre, résolu à unir la Cisalpine à la France par le Valais, vint l'impulsion décisive qui provoqua la création de la République

<sup>4</sup> Strickler, t. I, p. 25, n° y, le Directoire à Bonaparte, du 13 juillet 1797.

<sup>5</sup> Barbey, p. 22.

<sup>6</sup> Strickler, t. I, p. 316, n° 929, du 26 février 1798.

helvétique<sup>7</sup>. » Dans l'intervention française en Suisse, le Valais tient donc un rôle important. On a étudié précédemment<sup>8</sup> le sort que voulaient réserver au Valais le général Brune et le résident Mangourit. Après que le Valais eut adhéré à la République helvétique, Brune se désintéresse de cette région tandis que Mangourit tente par deux fois d'en faire une province française. Dans une lettre qu'il adresse au Directoire, le 3 prairial an VI (22 mai 1798), Mangourit insiste sur l'amitié que les cantons romands portent à la France ; il conclut : « Le Valais se réunirait bien volontiers et notre territoire ainsi reculé contre les montagnes du nord et du sud aurait la limite naturelle d'une grande République bien ordonnée dans son équilibre : ces rochers du Valais seraient la borne contre laquelle viendraient se briser les flots de notre immense population. — Les passages du Simplon, du St-Bernard et du Gothard serviraient à écouler ce qu'elle aurait d'industrie et de commerce superflus. Ces gorges et celles de la Gemmi, du Grimsel et du Gries serviraient à secourir ou à châtier les Républiques helvétique, cisalpine et ligurienne ; elles porteraient la guerre dans le sein du Piémont, du Tyrol, de l'ex-Etat vénitien et du royaume de Naples<sup>9</sup>. » Les sentiments francophiles que Mangourit attribue à la population valaisanne n'existent en fait que dans son imagination. Le résident forme assurément les esprits selon ses pensées et les officiers français, venus pacifier le pays, agissent si bien de concert avec lui que le préfet national du canton du Léman écrit au Directoire helvétique qu'il tient « de voie sûre que l'on travaille les Valaisans pour qu'ils demandent leur union à la France »<sup>10</sup>. Mais au gré de Mangourit la population tarde trop à réclamer son rattachement. Il souhaite en conséquence que l'on « fructidorise » les membres du Directoire helvétique et les deux Conseils ou que l'on utilise un second procédé, celui « de perdre la faction par elle-même, d'exciter son audace, de faire hâter l'exécution de ses projets, afin d'avoir le droit, à la face de l'Europe, de nous emparer du Valais et du territoire renfermé entre la Fourche [Furka] et la gauche de l'Aar jusqu'au Rhin »<sup>11</sup>. Voulant parer à l'imputation gratuite que la France est avide de conquêtes, le Directoire se refuse à tenir compte des avis de Mangourit.

A peine le régime helvétique est-il installé que le Directoire, revenant aux conceptions de Bonaparte, reprend l'idée d'une route à travers le Valais. Dès le début du mois de mai 1798, l'ancien ministre Serbelloni demande à F.-C. Laharpe une entrevue « pour conférer sur le projet d'une route à établir de la France à la Cisalpine par le canton du Léman et le Valais »<sup>12</sup>. A la même époque, les ministres Jenner et Zeltner proposent à Paris un traité d'alliance purement défensive fondé sur le maintien de la neutralité. Pour permettre l'observation de celle-ci, la députation suisse envisage de céder une partie du Valais à la France : « Il nous paraît néanmoins difficile que pendant que les troupes françaises marchent par l'Helvétie en

<sup>7</sup> G. Lefebvre, *Le Directoire*, Paris, 1950, p. 117.

<sup>8</sup> Cf. notre Introduction : La République rhodanique.

<sup>9</sup> Dunant, p. 48, n° 164.

<sup>10</sup> Strickler, t. I, p. 1058, n° 67.

<sup>11</sup> Dunant, p. 49, n° 165, Mangourit au Directoire, du 25 prairial VI (13 juin 1798).

<sup>12</sup> Strickler, t. I, p. 999, n° 2, Directorium, du 6 mai.

temps de guerre, nous puissions garder la neutralité. Ne vaudrait-il pas mieux d'abandonner contre indemnité la rive gauche du Rhône dans le Valais ? La France ferait une route depuis Genève qui passerait par le Chablais et suivrait le Rhône jusqu'à Loèche ou Brigue et passerait de là par le Simplon<sup>13</sup> ? » La députation espère obtenir en compensation le Fricktal, Constance et l'Erguel. Laharpe abonde dans les vues des envoyés suisses à Paris : « S'il fallait absolument accorder à ces derniers (aux Français) le passage pour leurs troupes, autant vaudrait-il leur céder ce qui est sur la rive gauche du Rhône<sup>14</sup>. »

Mais le Directoire français ne se contente pas d'une alliance défensive. Il veut qu'on étudie un accord prévoyant un traité de commerce, des rectifications de frontières et une voie de communication entre la Cisalpine et la France<sup>15</sup>. Le gouvernement helvétique accepte de discuter ces objets. N'a-t-il pas remis des instructions à ses deux envoyés pour qu'ils décident au moins de la route à travers le Valais ? Le ministre Zeltner ne cache pas sa joie en constatant que les instructions de son gouvernement sont conformes aux propositions que lui-même avait formulées : « En attendant, j'apprends avec plaisir que vous goûtiez l'idée d'abandonner plutôt une partie du Valais sur la rive gauche du Rhône que de donner aux troupes françaises un passage par l'Helvétie<sup>16</sup>. »

Le gouvernement français cependant ne demande pas un passage par le Valais. Il désire simplement pouvoir traverser le territoire suisse quand il lui sera nécessaire. C'est précisément pour éviter ce passage que la mission helvétique s'efforce de céder la rive gauche du Rhône<sup>17</sup>. Mais, comme l'écrit Zeltner à Bégoz, « le Directoire de France ne veut pas le terrain dans le Valais que nous lui aurions cédé, mais prétend au contraire avoir plusieurs passages par la Suisse »<sup>18</sup>. Elle en désire au moins deux : l'un à travers le Valais et l'autre sur la rive gauche du Rhin. Le Directoire helvétique tente, jusqu'à l'avant-veille de la ratification du traité, de n'accorder, sans durée limitative, que le premier passage : « Nous ne pouvons admettre la route militaire sur la rive gauche du Rhin que jusqu'à la paix continentale. Une telle servitude perpétuelle est absolument inadmissible sur cette frontière<sup>19</sup>. »

Il faut bien pourtant que la République helvétique se plie aux exigences de la France et qu'elle signe le traité d'alliance offensive et défensive du 19 août 1798. L'article V concerne plus particulièrement le Valais : il concède le « libre et perpétuel passage de deux routes commerciales et militaires », l'une de Constance en Italie, par le Rhin supérieur et la Via Mala, l'autre, de Genève au Tessin, par le Valais et le Simplon<sup>20</sup>.

<sup>13</sup> *Ibidem*, p. 1232, n° 17, Zeltner à Bégoz, du 26 mai.

<sup>14</sup> *Ibidem*, p. 1233, n° 18, Laharpe au même, du 26 mai.

<sup>15</sup> Strickler, t. II, pp. 304-305, Rapinat au Directoire helvétique, du 23 juin 1798.

<sup>16</sup> *Ibidem*, p. 411, n° 29, Zeltner à Bégoz, du 19 juin.

<sup>17</sup> *Ibidem*, p. 416 ; n° 46, Zeltner au ministre des affaires étrangères de l'Helvétie, du 3 juillet. — *Ibidem*, p. 442, n° 64, du 11 juillet.

<sup>18</sup> *Ibidem*, p. 902, n° 10, du 13 juillet.

<sup>19</sup> *Ibidem*, pp. 911-912, n° 28, le Directoire aux envoyés à Paris, du 17 août.

<sup>20</sup> Pour le texte du traité, cf. *ibidem*, pp. 884-889.

La mise en vigueur de ce traité provoque un surcroît de misères pour le peuple valaisan. De cette époque datent les innombrables passages de troupes françaises en marche vers la République cisalpine ; de cette époque aussi, les réquisitions continuelles, les brimades, les vexations, les malheurs de tous genres. Les troupes françaises se comportent comme en pays conquis. Le général Xaintrailles ne le cache pas, lui qui, en compagnie du général Bertrand et du commissaire des guerres Gillet, s'adresse avec humeur au commissaire helvétique Buxtorf : « J'ai reçu votre lettre ; vous nous prenez donc pour des écoliers avec vos réclamations ; je vous réitère que ce pays est conquis, conquis à la baïonnette et que je prétends y agir comme je veux<sup>21</sup>. » Le général Turreau qui lui succède ne manifeste guère plus d'honnêteté.

Plus les mois s'écoulent et plus les réquisitions se font nombreuses et importantes, plus la population est travaillée par les partisans de la France. Durant un voyage qu'il effectue dans les districts bas-valaisans, le préfet de Rivaz se rend compte de l'agitation qui y règne. On y répand le bruit qu'une partie de l'Helvétie — le Léman et le Valais — sera très prochainement rattachée à la France. De Rivaz le fait savoir au ministre de la Justice : « J'ai l'honneur de vous dire *confidemment* que j'ai su d'une manière à peu près *certaine* sans cependant en avoir des preuves légales, que ce projet est répandu et appuyé dans ce canton par des personnes que je sais être employées par les autorités françaises, ou l'avoir été ci-devant<sup>22</sup>. » Dès l'année 1800 s'accrédite le bruit que la France épuise le Valais pour le forcer à demander sa réunion à la « Grande République ». Dans le district de Monthey, des particuliers insinuent qu'il serait peut-être avantageux de se réunir à la France puisqu'on y gagnerait le rachat des droits féodaux, l'achat du sel à meilleur marché et la cessation des réquisitions militaires. Jean-Evangéliste Baruchet et Louis Robriquet semblent être les deux principaux agitateurs<sup>23</sup>. Par l'intermédiaire du sous-préfet de Monthey, le préfet national tente de calmer les esprits. Il leur montre l'inanité de leurs propos et il menace des rigueurs de la loi ceux qui continueraient à répandre de telles nouvelles<sup>24</sup>. Il ne semble pas que les craintes des Bas-Valaisans aient été dénuées à ce point de fondement si l'on peut ajouter foi aux propos que R.E.v. Haller rapportait à Jenner : « Au lieu de nous neutraliser, on pourrait bien nous franciser, le pays de Vaud et le Valais s'entend. Ceci coïncide avec un mot échappé à Bonaparte dans une conversation où on lui demandait ce qu'il voulait faire de la Suisse. « Je lui ai conseillé, dit-il, de rester dans un état provisoire jusqu'à la paix. — Cela est bien ; mais on craint que vous songiez à vous en emparer. — Il n'y aurait, répliqua-t-il, que le Valais et le pays de Vaud qui pourraient nous convenir. Mais dans ce cas la maison d'Autriche voudrait aussi un équivalent, et cela ne nous conviendrait plus<sup>25</sup>. »

<sup>21</sup> Strickler, t. IV, p. 746, n° 18<sup>a</sup>, Buxtorf au Directoire, du 19 juin 1799.

<sup>22</sup> AV, H 30, n° 1218, du 24 janvier 1799.

<sup>23</sup> AV, H 32, n° 3934, de Rivaz au ministre de la Justice, du 24 février 1800.

<sup>24</sup> AV, H 32, n° 3949, de Rivaz à Du Fay, du 24 février 1800.

<sup>25</sup> Strickler, t. V, p. 710, n° 18, Jenner à Glayre, du 13 mars 1800.

Bonaparte sans doute s'intéresse de nouveau particulièrement au Valais. Par l'arrêté du 5 mai 1800, il décide que ce pays fera désormais partie de l'armée de réserve ; le 19 mai, il demande au Directoire helvétique de lever quatre bataillons pour garder les magasins, conduire les prisonniers et maintenir la sûreté des communications avec la France sur la route du St-Bernard ; le 7 septembre 1800, Bonaparte décide l'aménagement de la route du Simplon qui, de Brigue à Domodossola, devra être praticable aux canons <sup>26</sup>.

Dans une entrevue qu'il accorde au ministre Stapfer, le 8 octobre 1800, au Pavillon de l'Unité, à Paris, Bonaparte accueille favorablement les vues du Directoire helvétique. Il veut bien que le rétablissement de l'indépendance et de la neutralité suisses constituent une des bases du nouveau système de la politique européenne que les puissances fixeront à Lunéville. Mais il désire absolument que lui soit accordée une route reliant la France à l'Italie. Sur les instances de Stapfer, il accepte de retrancher de la République helvétique la rive gauche du Rhône qu'il réunirait au département du Mont-Blanc. En dédommagement, il lui promet Bienne et le Fricktal <sup>27</sup>. Ces négociations ne manquent pas d'être connues peu à peu dans les districts du Bas-Valais. Dans celui de St-Maurice, la population conçoit de profondes alarmes et nombre de communes pensent déjà à mettre leurs intérêts à couvert par le partage de leurs biens. Le ministre de l'Intérieur auquel de Rivaz a fait part de ces craintes, est chargé de répondre au préfet national, que le gouvernement n'est nanti d'aucun projet de réunion du Valais à la France et qu'il stipulerait d'une manière suffisante l'inviolabilité des propriétés des communes si une telle réunion ne pouvait être empêchée <sup>28</sup>. L'ensemble du Valais est rapidement mis au courant de l'existence des négociations traitant de son sort politique futur. Le sénateur Augustini et le commissaire Wild, approuvés par le préfet de Rivaz, prennent de concert la résolution de faire manifester par des adresses le vœu des communes de rester unies à la Suisse. Pourtant, rien ne s'accomplit, car les autorités helvétiques craignent qu'une telle manifestation n'irrite le Premier Consul. De Rivaz le regrette bien un peu : « Il aurait peut-être été utile à la tranquillité future des esprits dans ce canton que l'on eût pu y craindre d'être démembrés de la Suisse pour être incorporés à la France. Les personnes trop prévenues contre le gouvernement et contre l'unité de la République auraient senti qu'elles pouvaient avoir des événements plus fâcheux à redouter et cela les aurait d'autant plus disposées à se rallier

<sup>26</sup> *Correspondance de Napoléon I<sup>er</sup>*, t. VI, n° 4757, arrêté du 15 floréal VIII (5 mai 1800) ; n° 4821, Bonaparte à Reinhard, du 29 floréal VIII (19 mai 1800) ; n° 5091, arrêté du 20 fructidor VIII (7 septembre 1800).

<sup>27</sup> Strickler, t. VI, pp. 262-263, n° 23, Stapfer à Bégoz, du 10 octobre 1800.

<sup>28</sup> *Ibidem*, p. 675, n° 1<sup>a</sup>, le Conseil exécutif au ministre de l'Intérieur, du 2 janvier 1801. — Les discussions relatives au partage des biens communaux se poursuivent très nombreuses durant plusieurs mois. Qu'on en juge plutôt : AV, H 35, n° 6101, de Rivaz au sous-préfet de Monthey, du 11 mars 1801 ; *ibidem*, n° 6106, du même au sous-préfet de Sierre, du 12 mars ; *ibidem*, n° 6119, du même au même, du 16 mars ; *ibidem*, n° 6120, du même au Conseil exécutif, du 17 mars ; *ibidem*, n° 6142, du même au ministre de l'Intérieur, du 25 mars ; *ibidem*, n° 6143, du même à la chambre de régie de Monthey, du 25 mars. — Il est inutile d'allonger cette liste. Ces instances se font plus ou moins nombreuses selon que les menaces de la cession du Valais à la France se font plus ou moins fortes.

sincèrement aux faisceaux de la concorde qui seuls peuvent rendre à notre Suisse sa première prospérité comme elle l'avait déjà créée du temps de nos pères <sup>29</sup>. »

Pendant que se déroulent ces événements, les négociations de paix entre la France et les membres de la seconde coalition ont été menées à Lunéville. Elles mettent fin à l'état de guerre par le traité de paix du 9 février 1801. Ce traité est d'importance pour la Suisse. Le paragraphe 2 de l'article II stipule que l'empereur cédera à la République française le Fricktal et tout ce qui appartenait à la maison d'Autriche sur la rive gauche du Rhin, entre Zurzach et Bâle, la France se réservant de céder ce dernier pays à la République helvétique. Les parties contractantes se garantissent mutuellement, par l'article XI, l'indépendance des Républiques batave, helvétique, cisalpine et ligurienne ainsi que la faculté pour les peuples qui les habitent d'adopter telle forme de gouvernement qu'ils jugeront convenables <sup>30</sup>.

Les stipulations du traité de Lunéville revêtent également une grande importance pour le Valais. Puisque la République française reconnaît la neutralité helvétique, ne doit-elle pas en effet renoncer à l'usage des deux routes commerciales et militaires concédées par le traité du 19 août 1798 ? Mais pour conserver un passage conduisant en Cisalpine sans violer le territoire helvétique, la France est contrainte d'annexer à son profit la rive gauche du Rhône en Valais. Pour de longs mois dès lors, le Valais se trouve au centre des conversations diplomatiques entre la France et la Suisse.

## **II. La demande de la rive gauche du Rhône**

Dans ces conversations, une corrélation s'établit entre la question constitutionnelle et celle des cessions territoriales demandées par la France. Tandis que le Premier Consul ne veut abandonner que le Fricktal, le gouvernement helvétique désire obtenir la rétrocession de Bienne et de l'Erguel, parties intégrantes du Corps helvétique jusqu'en 1798. Rapidement la France va déplacer le problème en faisant, de la cession du Valais, la condition du retour au fédéralisme. Les négociations, si compliquées déjà, le deviennent encore davantage quand, par intermittences, les négociateurs helvétiques mêlent à la question du Valais celle de la rectification des frontières de la Suisse.

### *1) La rive gauche du Rhône, objet d'échange contre le Fricktal*

L'encre des signatures apposées au bas du traité de Lunéville n'est point encore séchée que Bonaparte écrit à Talleyrand : « Il faudrait s'empressez d'entamer une négociation avec l'Helvétie, par laquelle elle nous céderait tout le Valais jusqu'à Brigue et le Simplon jusqu'au Novarais, afin que cette route fût toujours libre pour la République. Nous céderions à l'Helvétie les pays

<sup>29</sup> AV, H 34, n° 5852, de Rivaz à Augustini, du 10 janvier 1801.

<sup>30</sup> Pour le texte du traité, cf. *Nouvelliste*, n° 25, du 19 février 1801.



que nous a donné l'empereur par le traité de Lunéville <sup>31</sup>. » Le 25 février 1801, le ministre Reinhard demande l'ouverture des négociations <sup>32</sup>. Glayre est chargé de défendre les intérêts de la République helvétique ; Talleyrand, ceux de la France.

Les instructions de Glayre lui laissent une grande liberté d'action, en dehors de l'observation de certains principes, savoir : qu'aucun démembrement important du territoire helvétique ne peut être accordé ; que le maintien de la neutralité est le point le plus essentiel à sauvegarder ; que si la cession du seul passage à travers le Valais ne peut pas être défendue, la cession du territoire valaisan devra être la plus réduite possible. Dans ce cas, il faut que la Suisse reçoive, comme indemnité, Bienne, Constance et l'Erguel et que les habitants des territoires cédés obtiennent quelques conditions de faveur <sup>33</sup>.

Le maintien de la neutralité préoccupe beaucoup le Conseil exécutif. Si la cession d'une route à travers le Valais pouvait être compatible avec la neutralité, le gouvernement helvétique la préférerait à la cession d'une partie du territoire. Mais l'Autriche accorderait-elle son agrément à cette modification de la situation européenne issue du traité de Lunéville ? C'est pourquoi Glayre disputera « sur le plus et le moins aussi opiniâtrement que possible » si la France exige impérieusement un abandon de territoire <sup>34</sup>.

Dans ces négociations qui les intéressent si particulièrement, les autorités valaisannes ne sont même pas consultées. Bien plus, les autorités helvétiques agissent d'une manière sournoise. Sans en faire connaître le motif, le ministre des affaires extérieures de la Suisse, Louis Bégoz, demande au préfet national du Valais un rapport immédiat sur l'étendue, la population, les richesses, la nature des relations commerciales et les ressources du pays <sup>35</sup>. Ces renseignements revêtent une grande importance pour les négociateurs helvétiques. Ils doivent leur permettre de justifier leurs prétentions dans le marché qu'ils discutent à Paris. Et, dans celui-ci, ils ne désirent pas être les dupes. « Il serait sans doute inutile de vous répéter que nous désirons de céder le moins et d'obtenir le plus que possible », écrit à Glayre le Conseil exécutif. A l'Erguel, à Bienne et à Constance, les négociateurs helvétiques ne tardent pas à ajouter la Valteline dont la restitution semble réclamée par « tant de considérations », le pays de Chiavenna dont la position « n'est point au dehors de la chaîne principale des Alpes qui semble devoir servir de frontière entre la Cisalpine et l'Helvétie », la rive gauche du lac de Côme enfin, dont la possession « donnerait une consistance décidée aux districts méridionaux de nos possessions italiennes » <sup>36</sup>.

Talleyrand, qui par une note de Glayre datée du 2 mars 1801 était au courant des demandes helvétiques, expose à Bonaparte les compensations réclamées par les Suisses. Selon lui, la cession par la France des territoires

<sup>31</sup> *Correspondance de Napoléon I<sup>er</sup>*, t. VII, n° 5366, du 24 pluviôse IX (13 février 1801).

<sup>32</sup> Strickler, t. VI, pp. 675-676, n° 3<sup>a</sup>, Reinhard à Bégoz.

<sup>33</sup> *Ibidem*, pp. 703-704, n° 1, le Conseil exécutif à Glayre, du 28 février 1801.

<sup>34</sup> *Ibidem*, p. 678, n° 8, du même au même, du 3 mars 1801.

<sup>35</sup> AV, Rz, 57/20/7, du 28 février 1801.

<sup>36</sup> Strickler, t. VI, p. 679, n° 10, le Conseil exécutif à Glayre, du 5 mars 1801.



que désire la République helvétique doit être envisagée non sous l'angle d'un droit mais sous celui des convenances. Le rapport poursuit : « Mais dans le cas où le Premier Consul regarderait la cession du Fricktal comme l'acquit d'une promesse et ne voudrait pas la proposer comme une compensation du Valais, on pourrait donner à l'Helvétie la vallée de l'Erguel, le territoire d'Orvin qui se trouve à l'entrée et la ville de Bienne, celle de la Neuveville, la montagne de Diesse et quelques villages qui la séparent du lac de Bienne. » L'Helvétie tient énormément à la possession de ces territoires. Mais la France aurait avantage à conserver Bienne et l'Erguel dans l'expectative de l'octroi à la France du territoire de Neuchâtel par le roi de Prusse. Dans le cas où Bonaparte n'envisagerait pas cette cession, Talleyrand propose de céder Bienne et l'Erguel. Les conclusions sont intéressantes : « Je résume les différentes parties de ce rapport et je propose au Premier Consul : 1<sup>o</sup> d'ajouter à la cession du Fricktal celle du Münstertal, en compensation de la partie du Valais qui s'étend jusqu'à Brigue ; 2<sup>o</sup> dans le cas où il ne voudrait faire du Fricktal une cession gratuite et où il ne tiendrait pas à l'idée d'acquérir un jour par voie d'échange le comté de Neuchâtel, de donner à l'Helvétie l'Erguel et la ville de Bienne, mais en retenant le Münstertal ; 3<sup>o</sup> de lui donner le territoire de Céligny ; 4<sup>o</sup> de lui demander que la ligne de démarcation qui passait, entre Genève et Morez, sur la montagne de la Tuffe, soit portée sur le sommet de la Dôle <sup>37</sup>. »

Bonaparte ne l'entend pas ainsi. En échange de la rive gauche du Rhône, il consent à donner le Fricktal à la Suisse, à reconnaître sa neutralité et à renoncer, « six mois après l'établissement du gouvernement définitif », au bénéfice du passage par le territoire helvétique <sup>38</sup>. Commentant à Glayre les intentions de Bonaparte, Talleyrand estime que les compensations accordées importent infiniment plus à l'Helvétie « que la possession d'un pays aride » que la France peut utiliser « dans toutes les occurrences de commerce et de passage de troupes » <sup>39</sup>. Dans sa note, Talleyrand omet de mentionner la cession du Fricktal à l'Helvétie. Glayre n'abonde pas dans les idées de Bonaparte. Il n'apprécie pas du tout les manières diplomatiques de la France qui tâche de rehausser le prix de ce qu'elle donne et de ravalier celui de ce qu'elle demande. La rive gauche du Rhône, à son avis, n'est pas un « pays aride ». Son sol fournit d'abondantes ressources ; ses vignes, ses champs, ses pâturages, « ses bois d'une espèce privilégiée, ses minéraux connus et à découvrir, en font la seule contrée de l'Helvétie qui peut se suffire à elle-même et qui, sous un régime qui éveillera l'indolence de ses habitants, peut offrir plus d'une branche productive au commerce extérieur ». Talleyrand parle-t-il des avantages que la France a procurés à l'Helvétie ? Glayre n'a pas de peine à démontrer qu'avant 1798 l'indépendance n'était pas le vain mot qu'elle est aujourd'hui. Et la France, qui a pratiquement détruit le pacte de 1798 « en se jouant de toutes les clauses stipulées en faveur de la partie contractante », ne peut légitimement se prévaloir d'abandonner l'une de ces deux routes

<sup>37</sup> Dunant, pp. 419-420, n° 1189, du 14 ventôse IX (5 mars 1801).

<sup>38</sup> *Correspondance de Napoléon I<sup>er</sup>*, t. VII, p. 74, n° 5449, à Talleyrand, du 16 ventôse IX (7 mars 1801).

<sup>39</sup> Strickler, t. VI, p. 680, n° 13, du 16 ventôse IX (7 mars 1801).

prévues par ce traité. Enfin, poursuit Glayre, « votre lettre ne faisant pas mention d'aucun autre objet d'échange, je dois supposer que ceux que je viens d'apprécier sont aujourd'hui les seuls qui doivent former l'équivalent de la cession d'une partie du Valais. — Je vous déclare... qu'il ne m'est point permis de traiter sur cette base »<sup>40</sup>. Pour que les négociations ne soient pas interrompues, la France doit accepter de stipuler dans le traité d'alliance lui-même la cession de la rive gauche du Rhône et la désignation nominative des territoires cédés en compensation : « Je demande que dans l'acte même l'indemnité soit placée en face du sacrifice. »

Dans sa réponse du 10 mars 1801, Talleyrand situe à nouveau la position de la France ; il affirme que les difficultés qui empêchent Bonaparte de mêler à la discussion du Valais celle de la fixation générale des frontières entre la France et l'Helvétie sont telles qu'il lui est impossible d'accéder au désir de Glayre<sup>41</sup>. Mais celui-ci tient d'autant plus à discuter « sur le plus et le moins aussi opiniâtrement que possible » que le Conseil exécutif estime de son devoir de faire sur la cession du Valais « une résistance ferme et telle que la nécessité la plus absolue puisse seule la vaincre »<sup>42</sup>. Aussi, le 12 mars, Glayre revient-il à la charge sur la cession d'une partie du département du Mont-Terrible en échange du Valais. La cession de Bienne et de l'Erguel, dit-il, n'est pas une compensation mais une restitution. Assurément, « l'occupation de ces territoires fut, en 1797, le résultat d'un droit de convenance ; mais elle fut précédée de la déclaration officielle et solennelle d'un agent diplomatique français, en date du 14 décembre de l'année citée, portant « que cette occupation ne donnera aucune atteinte, ni à la neutralité, ni au bon voisinage, que la République française continuera d'entretenir avec la Suisse »<sup>43</sup>. Talleyrand reproche à Glayre des expressions un peu vives et conteste la valeur des affirmations du négociateur helvétique<sup>44</sup>. Bref, la discussion n'avance pas.

Les autorités et la population du Valais ne restent pas indifférentes au déroulement des négociations qui les concernent et que l'on avait commencées sans les consulter. Des avis particuliers avaient toutefois mis les autorités valaisannes au courant de ce qui se tramait.

Peut-être renseigné sur l'ouverture des négociations, l'ex-représentant Lacoste, lors de son retour en Valais, répand comme très certaine la réunion prochaine du pays à la France. L'inquiétude de la population bas-valaisanne trouve un aliment nouveau dans ces propos que le préfet national de Rivaz, dans l'incertitude de ce qui se passe en réalité, ne peut démentir officiellement<sup>45</sup>. Casimir Lang, membre du Conseil législatif provisoire, certifie à de Rivaz que « le gouvernement français demande positivement la cession du canton du Valais jusqu'à Brigue et le Simplon, et qu'il ne parle d'aucune compensation »<sup>46</sup>. Aussi, quand de Rivaz reçoit, le 2 mars 1801, une demande

<sup>40</sup> *Ibidem*, p. 681, n° 14, du 9 mars 1801.

<sup>41</sup> *Ibidem*, p. 705, n° 4.

<sup>42</sup> *Ibidem*, p. 706, n° 5, le Conseil exécutif à Glayre, du 10 mars 1801.

<sup>43</sup> *Ibidem*, pp. 708-709, n° 8, Glayre à Talleyrand.

<sup>44</sup> *Ibidem*, pp. 709-710, n° 9, Talleyrand à Glayre, du 23 ventôse IX (14 mars 1801).

<sup>45</sup> AV, H 35, n° 6064, de Rivaz au ministre de la Justice, du 1<sup>er</sup> mars 1801.

<sup>46</sup> AV, Rz, 58/12/2, du 1<sup>er</sup> mars 1801.

de renseignements de la part de Louis Bégoz, n'est-il pas pris au dépourvu et, à la réponse qu'il adresse, le 4 mars, au ministre des relations extérieures, il ajoute ces remarques : « Tels sont les aperçus généraux qui répondent aux questions contenues dans votre lettre. Mais ils m'ont paru insuffisants dans la conjonction critique où nous jette la demande de la France et dont nous avons été instruits par des voies particulières... Vous recevrez en conséquence, par ce même courrier, un mémoire plus développé sur tous les motifs qui doivent déterminer le gouvernement helvétique à se conserver le Valais <sup>47</sup>. »

Ce mémoire daté du 4 mars 1801 et rédigé par le secrétaire de la Chambre administrative, Tousard d'Olbec, fait état surtout de la situation topographique du Valais : « sa richesse territoriale, sa valeur intrinsèque ne sont que des considérations secondaires ; elles peuvent toutes se compenser par des échanges ». Tousard d'Olbec traite successivement de l'importance du Valais pour la sûreté militaire, pour la sûreté politique et pour l'intérêt commercial de l'Helvétie.

L'importance du Valais à l'égard des intérêts politiques de la République helvétique est grande. La République doit conserver son intégrité territoriale : en cédant le Valais à la France, elle introduirait cette puissance au centre des Alpes. Elle ruinerait ainsi ses plans de défense, parce qu'elle ne pourrait dès lors « faire respecter, ni son gouvernement, ni sa neutralité, par les puissances environnantes ». L'équilibre européen n'existerait plus et son existence comme Etat indépendant deviendrait précaire et illusoire. D'autre part, le Valais constitue pour la Suisse une excellente défense naturelle et, formant une barrière entre l'Autriche et la France, il lui permet de favoriser entre les nations le maintien d'un équilibre utile à l'Europe. La possession du Valais n'importe pas moins à l'intérêt commercial de la République. Dans l'hypothèse d'une cession du Valais à la France, la Suisse serait encerclée militairement et commercialement par celle-ci. Elle n'aurait plus dès lors qu'à s'unir à elle pour permettre à son commerce et à son industrie de continuer à exister.

Dans une seconde partie, le mémoire traite des avantages de la possession du Valais en lui-même. Il rappelle les ressources que produit le sol, les richesses que recèlent ses mines ; il énumère les revenus publics que la République peut retirer du pays.

La conclusion reprend par rappel les différents arguments. Elle insiste même sur un aspect qu'il n'est pas inutile de reprendre à notre compte en nous servant des termes mêmes de Tousard d'Olbec : « Mais par-dessus tout, la conservation du Valais importe essentiellement à la Suisse pour son existence politique et pour l'intégrité de son commerce parce qu'en cédant le Valais à la France, la Suisse, cernée par cette puissance dans toutes ses positions militaires, placée uniquement entre elle et l'empereur et l'empire, privée presque absolument de toute communication avec aucun autre Etat, se priverait à perpétuité de la possibilité de reprendre aucune consistance comme Etat indépendant, parce que moins enveloppée par les douanes que par les armées de la France, réduite au seul débouché du St-Gothard, sur lequel elle

<sup>47</sup> AV, H 35, n° 6075.

ne peut même pas demeurer en sécurité, la Suisse serait totalement à la discrétion de la France pour son commerce et qu'elle perdrait immanquablement presque en totalité le commerce du Valais et la route du commerce le long de la rive droite du lac de Genève et tout le commerce de commission qui en dépend.

« En deux mots, il est difficile que la France offre à la Suisse des compensations équivalentes à la possession du Valais lui-même.

» Il est impossible que la Suisse cède le Valais à la France sans se soumettre à passer elle-même en entier sous la domination de cette puissance, ou à être partagée suivant quelque autre combinaison politique <sup>48</sup>. »

Mais de Rivaz ne se contente pas d'agir uniquement par correspondance. Il sait qu'on peut obtenir plus de succès par des négociations directes. A sa demande, la Chambre administrative nomme une députation de quatre membres qui manifesteront à Berne le vœu général de la population valaisanne. Les membres qui la composent sont les administrateurs Antoine-Marie Augustini et Isaac de Rivaz, le président du tribunal cantonal P.-Jos. de Riedmatten et le sous-préfet Pierre-Louis Du Fay <sup>49</sup>.

En attendant que la députation parvienne à Berne et qu'elle y agisse selon le désir des autorités valaisannes, de Rivaz s'emploie à tranquilliser les esprits de ses concitoyens : « Attendons paisiblement l'issue des négociations qui vont fixer définitivement notre existence politique », conseille-t-il au sous-préfet de Martigny <sup>50</sup>. A l'ensemble des sous-préfets du Bas-Valais, il demande de « calmer les inquiétudes », d'« attendre avec calme » et de « laisser à la providence divine le soin de disposer de tout selon qu'elle le trouvera plus convenable dans sa profonde sagesse » <sup>51</sup>. Au président de la Chambre, A.-M. Augustini, il demande d'agir « avec beaucoup de circonspection dans la partie allemande pour ne pas jeter trop d'alarme dans les esprits » <sup>52</sup>.

Le Conseil exécutif n'instruit de Rivaz de la demande française que le 3 mars 1801. Le préfet national reçoit cette lettre, le 9 mars. Il y trouve l'assurance que le gouvernement « tient également à toutes les parties de la République » et qu'il fera les plus grands efforts pour conserver le Valais, étant persuadé « qu'une cession quelconque vers cette partie compromettrait essentiellement l'indépendance et la sûreté du reste » <sup>53</sup>. Le préfet de Rivaz y apprend aussi que la France ne demande que la rive gauche du Rhône. Une lettre de Lang reçue le même jour lui fait part de la même nouvelle <sup>54</sup>. Les sous-préfets en sont immédiatement informés <sup>55</sup>.

<sup>48</sup> AV, Rz, 72/6, copie, 36 pages.

<sup>49</sup> Cf. note 47.

<sup>50</sup> AV, H 35, n° 6065, du 1<sup>er</sup> mars 1801.

<sup>51</sup> *Ibidem*, n° 6074, du 3 mars 1801.

<sup>52</sup> *Ibidem*, n° 6073, même date.

<sup>53</sup> AV, Rz, 57/10/11.

<sup>54</sup> AV, Rz, 58/12/3, du 7 mars 1801. — Cette division du Valais « serait le plus fatal et le plus triste qui pourrait arriver à notre canton, à l'Helvétie entière ».

<sup>55</sup> AV, H 35, n° 6090, de Rivaz aux sous-préfets de Sion, Sierre, Loèche et Martigny, du 9 mars 1801 ; *ibidem*, n° 6091, du même aux sous-préfets de Brigue et Viège, même date.

Tandis que de Rivaz reçoit ces lettres rassurantes, la députation de la Chambre administrative parvient à Berne. Le mercredi 11 mars, elle rend visite à quatre membres du Conseil exécutif. Le gouvernement helvétique, leur dit-on, « est décidé à conserver le Valais, sauf s'il y est contraint par la force »<sup>56</sup>. Deux jours plus tard, la députation remet au Conseil exécutif un mémoire<sup>57</sup> dans lequel elle proteste « contre toute aliénation du Valais qui serait faite sans son consentement ». Elle sait que le Valais subira la loi que la France lui imposera mais elle affirme qu'il ne cédera qu'à la contrainte. Pourquoi d'ailleurs le Valais craindrait-il « que la France commandât impérieusement sa séparation d'avec la République helvétique ? Trois fois, dans ces dernières années, il a été forcé au nom de la France ou par la puissance de ses armes, de s'unir à cette République ; ses champs ravagés, ses villages incendiés par les troupes françaises attestent encore ce qu'ont coûté naguère à la moitié de ce pays ses tentatives imprudentes pour se soustraire à la dépendance de la République helvétique. Et les armées françaises reviendraient aujourd'hui le forcer à s'en séparer ! On ne peut se le persuader ». On le peut d'autant moins que la France a, le 2 janvier 1801, proclamé l'indépendance de la République helvétique et que, par l'article 11 du traité de Lunéville, la République française et l'empereur se sont garanti « mutuellement l'indépendance des dites républiques et la faculté aux peuples qui les habitent, d'adopter telles formes de gouvernement qu'ils jugeront convenables ». Ce droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la députation valaisanne le réclame pour ses commettants quand elle affirme « qu'il ne peut être disposé du Valais sans le consentement de ses habitants ».

Le mémoire de la députation valaisanne expose un aspect important des négociations franco-helvétiques : celui du maintien de la neutralité. Il est possible, de l'avis des députés de la Chambre administrative, de concilier les passages accordés à la France avec le maintien de la neutralité, « en exceptant le territoire du Valais de cette neutralité et en la réservant seulement aux habitants ». On retrouve dans cette position le point de vue de Ch.-E. de Rivaz<sup>58</sup>.

Le Conseil exécutif s'empresse, le 14 mars, d'envoyer à Glayre une copie de ce mémoire qui exprime « le vœu général des habitants du pays..., vœu tellement prononcé qu'une décision contraire de la part de la France sera reçue avec désespoir »<sup>59</sup>. Aux membres de la députation valaisanne, le Conseil exécutif demande de n'avoir recours, dans aucun cas, à « une provocation pour engager les communes à délibérer sur la cession demandée et à émettre un vœu quelconque »<sup>60</sup>.

<sup>56</sup> AV, Rz, 55/18/2, Augustini à de Rivaz, du 11 mars 1801.

<sup>57</sup> Strickler, t. VI, pp. 684-687, n° 22<sup>a</sup>.

<sup>58</sup> AV, H 35, n° 6073, de Rivaz à Augustini, du 3 mars 1801. On y lit : « Quant à l'inconvénient que la Suisse peut trouver à accorder ce passage dans une partie de son territoire, en ce que cela porterait atteinte à la neutralité qu'elle désire obtenir, je crois qu'elle peut stipuler cette neutralité pour tout le reste de son territoire sauf le Valais qui resterait par là seul hors de la neutralité pendant les temps de guerre. » — *Ibidem*, n° 6072, du même à Casimir Lang, membre du Corps législatif, même date ; la même idée y est développée d'une manière moins explicite.

<sup>59</sup> Strickler, t. VI, p. 689, n° 26.

<sup>60</sup> *Ibidem*, n° 25<sup>b</sup>, du 14 mars 1801.

Le souhait était formulé un peu tardivement. Car de Rivaz avait, le 3 mars déjà, averti Augustini de ce qui se tramait contre le Valais pour qu'il puisse décider, avec les personnes de confiance du Haut-Valais, si les communes de cette région manifesteraient leur vœu de rester unies à la République helvétique<sup>61</sup>. Le 12 mars, toutes les municipalités du district de Sierre adressent au gouvernement, par l'intermédiaire du préfet national, leur volonté de rester unies à l'Helvétie<sup>62</sup>. Informées par le sous-préfet de Sierre<sup>63</sup>, les municipalités du district de Sion envoient une adresse semblable au gouvernement<sup>64</sup>. Celles de Loèche les imitent le 19<sup>65</sup> ; Sembrancher, le 30<sup>66</sup> ; Hérémence, le 3 avril<sup>67</sup> ; la paroisse de St-Nicolas<sup>68</sup>, les communes de Viège, Stalden et Baltschieder<sup>69</sup>, Termen<sup>70</sup>, le 5 avril ; la municipalité de Monthey<sup>71</sup> et la commune de Troistorrents<sup>72</sup>, le 6 avril ; la commune de St-Maurice<sup>73</sup>, le 7 avril ; la commune de Martigny<sup>74</sup>, le 8 avril ; la commune de Val d'Illiez<sup>75</sup>, le 9 avril.

Les municipalités des onze communes du district de Brigue souhaitent également exprimer leur vœu de rester unies à la République helvétique ; mais elles en sont empêchées par le sous-préfet Jacques Theiler qui motive son interdiction en arguant que la loi défend les rassemblements et les pétitions collectives. Le préfet de Rivaz ne manque pas de lui reprocher sa conduite et de lui signifier son interprétation erronée de la loi : « Je dois vous observer qu'il ne peut être dans l'étendue de vos pouvoirs... d'empêcher une municipalité de présenter des adresses aux autorités supérieures... Le droit de pétition est une des sauvegardes les plus essentielles de la liberté et notre gouvernement n'a jamais entendu en priver personne<sup>76</sup>.

<sup>61</sup> AV, H 35, n° 6073.

<sup>62</sup> *Ibidem*, n° 6110, de Rivaz au Conseil exécutif, du 13 mars.

<sup>63</sup> AV, H 15, n° 16, Mathias Monnier au sous-préfet de Sion, du 11 mars 1801.

<sup>64</sup> Strickler, t. VI, p. 690, n° 29, du 17 mars 1801.

<sup>65</sup> AV, H 35, n° 6124.

<sup>66</sup> *Ibidem*, n° 6158.

<sup>67</sup> Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, p. 22.

<sup>68</sup> Strickler, t. VI, pp. 697-698, n° 45. On y lit : « Schweizer waren wir, Schweizer sind wir, Schweizer begehren wir in Zukunft zu sein, und Glück und Unglück wollen wir mit unsern alten Brüdern theilen. »

<sup>69</sup> *Ibidem*, p. 698, n° 46<sup>a</sup>.

<sup>70</sup> *Ibidem*, n° 46<sup>b</sup>.

<sup>71</sup> Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, p. 22.

<sup>72</sup> Strickler, t. VI, p. 698, n° 47<sup>a</sup>.

<sup>73</sup> *Ibidem*, n° 47<sup>b</sup>.

<sup>74</sup> Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires* p. 22. — C'est sur la proposition de la municipalité de Monthey que cette commune présente son adresse au gouvernement. Avant de le faire, elle avait demandé conseil à de Rivaz qui lui avait répondu : « Je ne sais pas de motif pour empêcher les municipalités qui le voudront d'annoncer librement leur vœu à ce sujet » (AV, H 35, n° 6121, du 17 mars 1801).

<sup>75</sup> Strickler, t. VI, p. 698, n° 47<sup>c</sup>.

<sup>76</sup> AV, H 35, n° 6181. — C'est la Chambre administrative qui avait informé de Rivaz de l'attitude de Theiler (AV, H 15, n° 59, du 10 avril). — Theiler justifiait sa conduite en alléguant la loi du 15 janvier 1801 relativement aux rassemblements et aux pétitions collectives (cf. Strickler, t. VI, pp. 556-558).



Le 13 avril, de Rivaz expédie les dernières adresses qu'on lui communique : celles des municipalités du district de Viège et celle de la commune de Visperterminen<sup>77</sup>.

Que nous voilà éloignés du moment où les négociations entre Glayre et Talleyrand n'avançaient pas et de celui où le Conseil exécutif recommandait à la députation valaisanne de ne point pousser les communes à émettre leur vœu relativement à leur sort politique futur. Depuis cette époque, que l'on peut situer à la mi-mars 1801, les négociations diplomatiques entre la France et la République helvétique se tendent de plus en plus. En outre, la question du Valais se lie peu à peu étroitement à celle de la constitution, et la cession du Valais à la France devient la condition du retour au fédéralisme.

## 2) La cession du Valais, condition du retour au fédéralisme

De Berne, où il est avec la députation valaisanne, Isaac de Rivaz ne cache pas au préfet national, le 15 mars 1801, sa crainte que le Valais ne soit sacrifié par suite « du désir qu'ont plusieurs cantons de voir le rétablissement du fédéralisme »<sup>78</sup>. Les instructions que le Conseil exécutif envoie à Glayre témoignent de cet état d'esprit. L'établissement de la nouvelle constitution helvétique et sa reconnaissance par la France détermineraient sûrement la Suisse à des sacrifices et justifieraient « auprès de la patrie et de la postérité d'avoir disposé des destinées d'un canton, pour fixer favorablement celles des autres »<sup>79</sup>. A Paris, Stapfer exprime des inquiétudes sur les véritables intentions du gouvernement français : « Veut-il nous fédéraliser pour nous affaiblir et pour régner plus sûrement par la division<sup>80</sup> ? »

Dans les capitales française et helvétique, la sympathie des gouvernements pour le fédéralisme est à la hausse. Le Valais n'a pas à s'en réjouir ; en effet, le projet de constitution de la Malmaison ne le compte pas au nombre des cantons. Il porte seulement que « la portion du Valais qui n'aura pas été cédée à la France sera réunie à un canton voisin »<sup>81</sup>.

Par l'intermédiaire du ministre de l'Intérieur, le préfet national de Rivaz a pris connaissance de la proclamation du 30 mai 1801<sup>82</sup> qui ordonne de donner à la nouvelle constitution une publicité étendue et rapide. Mais de Rivaz juge préférable d'instruire le gouvernement de ses réflexions avant de se conformer à la lettre de la proclamation. D'une part, à son avis, la cession du Valais à la France doit être annoncée d'une manière officielle aux communes qu'atteindra ce démembrement. D'autre part, « cette publication aurait une fâcheuse influence sur les peuples qui habitent la rive droite du Rhône en ce qu'elle leur présente comme décidée la réunion de cette rive à un autre canton tandis qu'ils se flattent de l'espoir d'en former un »<sup>83</sup>. De

<sup>77</sup> AV, H 35, n° 6187, au ministre de l'Intérieur.

<sup>78</sup> AV, Rz, 72/30/2, du 15 mars 1801.

<sup>79</sup> Strickler, t. VI, pp. 710-712, n° 10, du 16 mars 1801.

<sup>80</sup> *Ibidem*, pp. 725-726, n° 18, Stapfer à Bégoz, du 10 mars 1801.

<sup>81</sup> C. Hilty, *Les constitutions fédérales de la Confédération Suisse*, Neuchâtel, 1891,

p. 342.

<sup>82</sup> Strickler, t. VI, p. 932.

<sup>83</sup> AV, H 35, n° 6364, du 4 juin 1801.



plus, la perspective d'être réunie au canton de Berne dont elle est séparée par de hautes montagnes ou au canton de Vaud dont elle diffère par la religion et en partie par la langue, ne peut que déplaire fortement à la population valaisanne.

Les prévisions du préfet national se réalisent chaque jour. Dans les districts de langue allemande, les sous-préfets et les agents prétextent de la prochaine réunion du Valais à la France pour ne pas organiser l'établissement du nouveau système d'impôts. Le sous-préfet de Viège refuse d'exercer ses fonctions ; celui de Stalden vient demeurer à Viège et n'accepte pas de diriger les deux districts ; les municipaux de la commune de Viège sont tous ennemis du régime helvétique ; et, comme écrit de Rivaz, « la plupart des agences sont d'ailleurs vacantes »<sup>84</sup>. Las de ses fonctions, le sous-préfet de Loèche offre sa démission<sup>85</sup>.

L'agitation politique est encore plus grave dans les districts de Saint-Maurice et de Monthey. Les communes de Vérossaz et de Vionnaz refusent de payer la contribution cantonale que la Chambre administrative a arrêtée, le 16 mai, pour l'entretien des troupes françaises cantonnées à Brigue<sup>86</sup>. Sous l'impulsion de Barthélemy Guillot<sup>87</sup>, des membres de chaque municipalité et chambre de régie du district de Monthey se réunissent, le mercredi 17 juin, au chef-lieu. Ils décident de convoquer des assemblées dans chaque commune pour délibérer sur les faveurs à demander au gouvernement français<sup>88</sup>. Chaque assemblée élira des délégués qui se réuniront en comité général proposé à Martigny. Là seront définitivement arrêtés les articles qu'une délégation portera au gouvernement français.

La réunion de Monthey groupe particulièrement les partisans de la France. La municipalité de Monthey n'y prend point part. Un de ses membres y va cependant à son insu<sup>89</sup>. Celle de St-Gingolph n'y envoie aucun député et l'on se méfie beaucoup du président municipal de Vouvry du fait de l'amitié qui l'unit à P.-L. Du Fay. L'orateur de l'assemblée est le greffier municipal de Troistorrens, le notaire Chapelet. C'est lui qui avait convoqué les communes de la vallée tandis que celles de la plaine l'avaient été par un officier municipal de Muraz, Claude Turin<sup>90</sup>.

<sup>84</sup> *Ibidem*, n° 6385, au ministre de l'Intérieur, du 12 juin 1801.

<sup>85</sup> *Ibidem*, n° 6412, de Rivaz au sous-préfet de Loèche, du 18 juin 1801.

<sup>86</sup> *Ibidem*, n° 6409, du même au ministre de l'Intérieur, même date.

<sup>87</sup> *Ibidem*, n° 6428, du même au même, du 22 juin 1801 ; sur Barthélemy Guillot, cf. DHBS, t. III, p. 700 et E. Donnet, *Barthélemy Guillot (1754-1835)*, dans *Ann. Val.*, 2<sup>e</sup> S., t. V (1943-1945), pp. 17-24.

<sup>88</sup> Le procès-verbal de l'assemblée du 18 juin rédigé par le notaire Chapelet contient sept demandes, savoir : « être déclaré partie intégrante de la République française et organisé de suite selon ses lois ; libre exercice des cultes et que les biens-fonds qui leur sont affectés soient conservés pour l'entretien de leurs ministres ; abolition perpétuelle de toute espèce de féodalité ; conservation des biens communaux en faveur des communes qui les possèdent actuellement ; exemption de levée d'hommes pour la milice jusqu'à la paix générale ; que le seul impôt foncier ne soit exigé qu'après dix ans — s'il est possible ; libre commerce du sel à perpétuité » (AV, Rz, 72/18/1).

<sup>89</sup> AV, Rz, 72/18/2, Du Fay à de Rivaz, du 20 juin 1801.

<sup>90</sup> *Ibidem*, n° 3, du même au même, du 24 juin 1801.

Les assemblées de commune semblent ne s'être tenues qu'à Illiez où le juge de district Barthélemy Trombert réussit à convaincre les participants de différer leur vote. Dans toutes les communes, des agitateurs persuadent le peuple que les négociations franco-helvétiques sont achevées, que le Valais est cédé et que des commissaires viendront sous peu prendre possession du pays<sup>91</sup>. Les propagandistes s'agitent également dans le district de Martigny<sup>92</sup>. Dans celui de Sembrancher, Jean-Joseph Massard, de Liddes, lieutenant des grenadiers dans l'élite, fait signer une pétition adressée au Premier Consul<sup>93</sup>. Le mauvais état d'esprit persiste dans le district de Monthey. Les communes de Collombey et de Muraz paraissent les plus mal disposées à solder les contributions levées par la Chambre administrative pour l'entretien des troupes françaises ; les communes de Val d'Illiez et de Troistorrents retardent de payer leur dû. Pour l'ensemble du district, P.-L. Du Fay peut écrire au début de juillet : « On continue de travailler nos peuples en faveur de la réunion et, par le moyen des promesses trompeuses qu'on leur fait, le nombre des citoyens amis de la patrie diminue chaque jour et l'anarchie va toujours en augmentant<sup>94</sup>. »

Le projet de constitution de la Malmaison, s'il explique cette agitation ne la justifie cependant pas. Car il doit encore être soumis à la diète helvétique. C'est alors seulement que le sort politique futur du Valais sera fixé.

Afin de soumettre ce projet à l'acceptation de la diète, le Conseil exécutif promulgue, le 15 juin 1801, un décret relatif au mode d'élection des membres des diètes cantonales<sup>95</sup> ; par un arrêté du 26 juin, il fixe le nombre des députés aux diètes cantonales<sup>96</sup>. Ces décrets ne font pas mention du Valais. Pourtant la lenteur des négociations sur la cession de la rive gauche du Rhône modifie peu à peu l'attitude des autorités helvétiques à l'égard du Valais. Considérant que les discussions n'ont apporté aucun résultat et que l'imprécision des prétentions françaises quant au Valais constitue une raison très forte « pour désirer de rattacher cette contrée à la nouvelle République, ajourner toute décision jusqu'à l'établissement du gouvernement constitutionnel et peut-être mettre ce gouvernement à même, soit de conserver en majeure partie un pays aussi intéressant, soit au moins d'obtenir un équivalent pour sa cession »<sup>97</sup>, estimant funeste d'oublier le Valais dans la nouvelle organisation politique de l'Helvétie, le Conseil exécutif décide la convocation des assemblées électorales des districts dans le canton du Valais. Celles-ci éliront une diète cantonale composée de 26 membres<sup>98</sup>. De Rivaz fixe les assemblées des districts au 23 juillet 1801<sup>99</sup>.

<sup>91</sup> *Ibidem*, n° 5, du même au même, du 27 juin 1801.

<sup>92</sup> *Ibidem*, n° 7, du sous-préfet de Martigny au même, du 19 juillet 1801.

<sup>93</sup> AV, Rz, 57/1/32, Joris à de Rivaz, du 15 juillet 1801.

<sup>94</sup> *Ibidem*, fol. 25, Du Fay à de Rivaz, du 8 juillet 1801.

<sup>95</sup> Strickler, t. VII, pp. 46-48.

<sup>96</sup> *Ibidem*, pp. 82-88.

<sup>97</sup> *Ibidem*, p. 114, n° 10, du Conseil exécutif au ministre des Relations extérieures, du 10 juillet 1801.

<sup>98</sup> *Ibidem*, p. 89, du 15 juillet 1801. — Dolder et Savary font minorité et insèrent leur protestation au protocole (cf. Dunant, p. XCVII).

<sup>99</sup> AV, H 35, n° 6520, aux sous-préfets, du 16 juillet 1801.

Un rapport du préfet de Rivaz au ministre de l'Intérieur nous renseigne sur ces assemblées<sup>100</sup>. L'assemblée électorale du district de Stalden s'est déroulée le 15 juillet et celle d'Ernen, le 19. Tandis que les élections de Stalden recueillent « l'entière approbation » du préfet national, il n'en va pas de même pour celles d'Ernen où sont élus Valentin Sigristen et J.-Fr. Taffiner. Sigristen, ex-sénateur, a toujours semblé, depuis l'introduction du régime helvétique, « adopter les formes et les principes de notre organisation actuelle ». Ses avis ne manqueront pas d'être « très sages » dans les discussions de la diète cantonale. Taffiner ne mérite pas un tel brevet de civisme car « son attachement aux formes anciennes ainsi que son éloignement pour les nouvelles » sont connus. Membre du conseil de guerre pendant l'insurrection de 1799, Taffiner jouit d'une grande confiance dans son district et, malgré les opinions politiques qu'il professe, de Rivaz le qualifie « d'homme capable ».

Les élections du district de St-Maurice ne se déroulent pas dans « un bon esprit ». Des neuf électeurs<sup>101</sup> six se réunissent dans une auberge où, après de longues discussions, ils décident d'accorder leurs suffrages à deux agriculteurs « très peu instruits dont l'un, à la vérité, est juge du district et l'autre, officier municipal de la commune ». Ces électeurs veulent exclure les « messieurs » et rendre ainsi plus facile l'abolition des fiefs. Au premier tour de scrutin, Ballet obtient six suffrages et, au second, Jean Coquoz en recueille cinq, « ce qui semble établir positivement que la chose était arrangée d'avance ».

Les électeurs du district de Monthey choisissent d'abord Charles-Emmanuel de Rivaz et Pierre-Louis Du Fay. Sur le refus de ceux-ci, ils élisent Isaac de Rivaz, membre de la Chambre administrative, et Michel Dufour, juge au tribunal cantonal et inspecteur des milices.

Pierre-Antoine Preux est nommé député du district de Sierre, avec Antoine Rion. Preux, suppléant au tribunal suprême, avait été suspect aux autorités helvétiques à raison de sa conduite durant l'insurrection de 1799, mais il avait été blanchi depuis lors. Antoine Rion, dont le « principal patron » était Augustini, poussé par l'ambition d'être député à la diète cantonale, avait su intriguer et, grâce aux voix des trois électeurs de la commune d'Anniviers, il avait été élu « à la pluralité de huit suffrages sur quatorze » malgré les conseils que le sous-préfet Monnier avait, « confidentiellement et avec prudence », dispensé aux membres de l'assemblée électorale à la demande du préfet national. Observant que les pleins pouvoirs de quelques électeurs n'étaient pas expédiés sur papier timbré, le sous-préfet de Sierre annula l'élection d'Antoine Rion.

<sup>100</sup> *Ibidem*, n° 6545, du 27 juillet 1801.

<sup>101</sup> Ces électeurs sont Joseph-Alphonse de Nuce et Joseph Barman, pour St-Maurice ; Jean-Pierre Derivaz et Jean Décaillet, pour Salvan ; Emmanuel Vouilloz, pour Finhaut ; Jean-Pierre Paccolat, pour Outre-Rhône ; Jacques Mottet, pour Evionnaz ; Joseph Dubuluit, pour Vérossaz et Claude Longeat, pour Massongex (AV, H 16, n° 77, du 28 juillet 1801).

A Viège, les voix vont à Hildebrand Roten, ancien chancelier de la République du Valais et connu pour son attachement à l'ancien régime. Mais il est « un homme capable et estimé pour sa droiture »<sup>102</sup>.

Les électeurs du district de Sion avaient accordé leurs suffrages à l'évêque du diocèse ; sur son refus, ils les reportent sur Jean-Baptiste Jacquier, ancien représentant du peuple. Joseph-Louis Pittier est élu à Martigny.

Quant aux autres élections, toutes s'accomplissent paisiblement. Il convient de remarquer encore avec le préfet national « que dans les districts ci-devant souverains, les électeurs ont fait en général leur choix de préférence parmi les anciens gouverneurs ». « Vous en concluez, poursuit de Rivaz en s'adressant au ministre de l'Intérieur, que les formes anciennes sont encore l'objet des vœux de ce peuple. Ce sera vraisemblablement là où tendront les idées de la majorité des députés de la diète et le seul embarras sera de travailler à les concilier avec le plan de constitution générale »<sup>103</sup>.

La célérité apportée à l'élection des députés des districts permet l'ouverture de la diète au 1<sup>er</sup> août 1801, date fixée par le décret du 15 juillet. Composée de 26 membres, la diète cantonale est présidée par Ch.-E. de Rivaz. Il rappelle aux députés, dans son discours d'ouverture, que le peuple attend d'eux « une constitution cantonale appropriée à ses besoins, une constitution qui soit combinée de manière à protéger sa liberté sans ouvrir la porte à l'anarchie, une constitution qui soit basée sur la plus sévère économie ainsi que sur l'esprit de simplicité qui a fait la prospérité de nos ancêtres et peut seul nous redonner celle que nous avons perdue »<sup>104</sup>. Après la nomination d'un vice-président, des deux secrétaires et des deux scrutateurs, la diète élit la commission de constitution. Elle se compose du préfet de Rivaz, d'Antoine-Marie Augustini, de Valentin Sigristen, de Hildebrand Roten, d'Isaac de Rivaz, de Joseph-Hyacinthe Matter, de Joseph-Louis Pittier et de Pierre-Antoine Preux<sup>105</sup>. Le mercredi 5 août, cette commission est chargée de fournir un rapport sur les trois questions suivantes : « Quelle serait la division territoriale de ce canton ? Quelles seraient les autorités à établir et quel en serait le nombre ? Quel serait le mode de leur élection »<sup>106</sup> ?

Dans son rapport du 6 août, la commission propose la division du Valais « en dix districts qu'on appellera dizains ». Ils porteront les noms de Conches, Brigue, Viège, Rarogne, Loèche, Sierre, Sion, Entremont, Martigny et Monthey. Ils conserveront leurs anciennes limites sauf que la paroisse de Nendaz sera jointe au dizain de Sion. Le dizain d'Entremont comprendra le territoire de cette ancienne châtellenie. Celui de Martigny sera formé par les paroisses de Conthey, Vétroz, Ardon, Leytron, Saillon, Fully, Riddes, Saxon, Martigny,

<sup>102</sup> AV, H 35, n° 6548, de Rivaz au ministre de l'Intérieur, du 30 juillet 1801. — C'est de cette même lettre que sont extraits les renseignements relatifs aux élections de Sion et de Martigny.

<sup>103</sup> Cf. note 100.

<sup>104</sup> AV, Rz, 72/28/2.

<sup>105</sup> *Ibidem*, n° 4. — Par tirage au sort effectué le 3 août, l'ordre des districts est le suivant : Ernen, Loèche, Stalden, Viège, Monthey, Hérémenche, Martigny, Brigue, Sierre, Sembrancher, Sion et St-Maurice.

<sup>106</sup> *Ibidem*, n° 5.

Salvan, Finhaut, Outre-Rhône, St-Maurice et Massongex. Cette proposition n'obtient pas l'assentiment de la diète. Aussi, dans un second mémoire, la commission propose-t-elle de reprendre la division territoriale en dix dizains<sup>107</sup>. Aucune décision n'est pourtant prise avant l'assemblée du 10 août au cours de laquelle Augustini suggère que « la division du canton du Valais, décrétée par le Corps législatif en 1798, soit conservée provisoirement telle quelle », sous réserve que la première ou la seconde diète cantonale apportera les changements avantageux pour le canton<sup>108</sup>.

Les autorités prévues sont la diète, un pouvoir exécutif et une organisation judiciaire. La diète réunit « tous les pouvoirs que la constitution générale de l'Helvétie réservera aux constitutions cantonales ». Elle se compose de deux députés au moins par dizain. Sur le plan cantonal, le pouvoir exécutif est confié à un collège de trois membres. Un grand-châtelain le représente dans chaque dizain. Chaque commune possédera un conseil formé d'un syndic et de quelques conseillers. Le pouvoir judiciaire comprend un juge de première instance dans chaque commune, un juge de dizain et un certain nombre d'assesseurs dans chaque dizain, un tribunal d'appel sur le plan cantonal.

L'assemblée générale des citoyens élit, dans chaque commune, le syndic, les conseillers et le juge de commune. Le juge de dizain, qui, de droit, est le premier député du dizain à la diète, est nommé, ainsi que les autres députés, par un conseil de dizain. Les membres du pouvoir exécutif cantonal et les députés à la diète helvétique sont élus par la diète cantonale.

Cette nouvelle organisation politique est anti-démocratique. D'une part, elle n'établit pas suffisamment la séparation des pouvoirs. Ainsi, le grand-châtelain représente le pouvoir exécutif dans le dizain et ses attributions sont également d'ordre législatif puisqu'il siège à la diète cantonale ; de plus, il participe au pouvoir judiciaire puisqu'il juge « en première instance les causes des communes qui n'auront pu établir des juges particuliers dans leur ressort »<sup>109</sup>. D'autre part, la constitution établit un régime censitaire. Ceci ressort de l'article 55 qui exige, pour être éligible aux fonctions de district, que l'on paye « la somme de quatre francs ; pour les fonctions cantonales, celle de huit francs ; pour les fonctions nationales, celle de vingt-quatre francs ». Pierre-Louis Du Fay ne cache pas son désir d'écarter le peuple de la vie politique : « Je fais des vœux pour voir des changements à notre organisation cantonale dont l'ensemble est à peu près inexécutable. Nous avons devant les yeux trois ans d'expérience qui auraient dû nous convaincre du vice des élections populaires ; nous avons devant nous l'exemple de la France

<sup>107</sup> *Ibidem*, n° 6.

<sup>108</sup> *Ibidem*, n° 10. — Une question connexe à la délimitation des dizains est celle du dénombrement de la population valaisanne. Un rapport d'Isaac de Rivaz et de Pittier, présenté à la séance du 7 août estime la population à 61 714 âmes. Brigue en compte 3 226 ; Conches, 4 145 ; Entremont, 10 651 ; Loèche, 3 510 ; Martigny, 9 544 ; Monthey, 5 591 ; Rarogne, 4 128 ; Sierre, 6 432 ; Sion, 9 185 ; Viège, 5 302. Ce dénombrement résulte de la comparaison des recensements de 1798 effectués par les sous-préfets avec les tableaux de population établis pour les visites épiscopales (*ibidem*, n° 9).

<sup>109</sup> AV, Rz, 72/20, Constitution décrétée par l'assemblée cantonale du Valais au mois d'août 1801, art. 19.

qui n'a pu se relever de ses ruines qu'en détruisant le régime démagogique et l'on n'a pas voulu en profiter. L'opinion du ministre Rengger sur les changements à apporter à la constitution présentée m'a paru bien propre à écarter les dangers de la trop grande influence du peuple sur les élections ; j'aurais encore voulu qu'il ne choisisse les électeurs de district et les conseillers municipaux que dans une élection faite par les conseils des communes... Bien des gens voient comme moi, et le système de l'unité a augmenté ses partisans depuis qu'on a connaissance de notre organisation cantonale <sup>110</sup>. »

Avant de se séparer, les membres de la diète cantonale élisent leurs représentants à la diète helvétique : Charles-Emmanuel de Rivaz, Antoine-Marie Augustini, Jean-Joseph Duc et Jacques-Valentin Sigristen <sup>111</sup>.

Dès l'ouverture de la diète helvétique, à Berne, le 7 septembre 1801, se pose la question du Valais. Une commission de sept membres est chargée d'examiner les modifications à apporter au projet de constitution de la Malmaison. Cette commission, tout comme la majorité de la diète, paraît faire siennes les conclusions que Bégoz, ministre des relations extérieures, exposait, le 6 juillet, dans son rapport au Directoire helvétique : « Mon opinion particulière a toujours été et est encore que le Valais ne pouvait jamais être, sans les conséquences les plus graves, séparé de l'Helvétie <sup>112</sup>. » Aussi, la commission se garde-t-elle, dans son rapport du 21 septembre, de se prononcer trop catégoriquement sur le maintien du Valais, pour ne pas encourir le mécontentement de la France. Elle élude la question en proposant d'insérer dans la constitution « que la loi fixerait les limites du Valais » <sup>113</sup>. La députation valaisanne à la diète se rend compte qu'une telle formule abandonne à trop de hasards la destinée politique du Valais. En son nom, Augustini expose le vœu de demeurer partie intégrante de la Suisse : « Si le sacrifice du Valais devenait jamais une condition indispensable pour le salut de la Suisse, nous n'hésiterions pas à renoncer à notre bonheur, à notre existence pour sauver celle de nos frères ; mais jusqu'à ce moment qui, s'il plaît à Dieu, n'arrivera jamais, laissez-nous vivre et succomber avec vous <sup>114</sup> ! » L'enthousiasme gagne les députés qui, à une majorité de plus soixante voix, déclarent que « le Valais resterait canton et dans ses anciennes limites » <sup>115</sup>. Le lendemain, 29 septembre, sur la proposition d'un député de resserrer le lien d'union entre les membres de la République, la majorité de la diète proclame l'intégrité et l'unité de l'Helvétie <sup>116</sup>.

<sup>110</sup> AV, Rz, 55/25/6, à de Rivaz, du 12 octobre.

<sup>111</sup> Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, p. 31.

<sup>112</sup> Strickler, t. VII, pp. 108-113, n° 8. — Ce rapport y est publié intégralement. — Une copie de la main du préfet national se trouve aux AV, Rz, 72/15.

<sup>113</sup> Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, p. 35.

<sup>114</sup> Tillier, t. II, p. 19. — Le préfet de Rivaz avait également préparé un discours pour s'opposer au projet de constitution du 29 mai 1801. Il se trouve aux AV, Rz, 72/32 ; il comprend 11 pages écrites de sa main. Ce discours ne fut pas prononcé, « M. Augustini ayant demandé le premier la parole et ayant parlé longtemps sur ce sujet ».

<sup>115</sup> Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, p. 35. — Strickler, t. VII, p. 580, n° 10. — Pour la nouvelle constitution, *ibidem*, pp. 592-599.

<sup>116</sup> Strickler, t. VII, p. 580, n° 11.



De Berne, le préfet national annonce sans tarder à son lieutenant la position adoptée par la diète. Il sait que cette nouvelle satisfera les partisans du régime helvétique et qu'elle contrecarrera l'action des agents de la France <sup>117</sup>. Rares sont les réflexions que les particuliers du Valais formulent sur les proclamations de la diète des 28 et 29 septembre ou sur la constitution qui en découle. Citons celles de Pierre-Louis Du Fay : « J'ai vu pour mon compte avec plaisir les améliorations que la diète a apportées au projet de constitution ; partisan de l'unité, je pense qu'elle seule peut nous sauver des horreurs de l'anarchie <sup>118</sup>. »

Le gouvernement français, qui espérait que la constitution de la Malmaison serait adoptée sans changement ou qu'elle ne serait modifiée qu'avec son accord, voit d'un très mauvais œil cette diète, convoquée pour la forme, s'arroger les pouvoirs d'une assemblée constituante. Les dispositions adoptées, le 15 juillet, pour la formation de la diète cantonale du Valais vexent la France. Elle modifie aussitôt le cours des négociations diplomatiques par l'extension qu'elle donne à ses prétentions sur le Valais. Au lieu de ne réclamer que la rive gauche du Rhône jusqu'à Brigue, elle exige le Valais dans toute sa largeur jusqu'à Brigue ou la rive gauche toute entière jusqu'au glacier du Rhône <sup>119</sup>. La position des négociateurs helvétiques devient difficile et Stapfer comprend qu'il vaut mieux, plutôt que de signer un accord ou de rompre les négociations, « se battre en retraite avec persévérance et se retrancher à chaque pas rétrograde » <sup>120</sup> puisque la force l'y oblige.

Le ministre français à Berne, Reinhard, dont les instructions avaient été de fédéraliser la Suisse, s'attira la disgrâce de Bonaparte bien qu'il en eût l'entière confiance et qu'il fût soutenu par Talleyrand. Il fut rappelé. Verninac-St-Maur, ancien ambassadeur à Constantinople et alors préfet de Lyon, fut désigné par Bonaparte comme successeur de Reinhard dont le départ satisfait beaucoup les unitaires helvétiques. Verninac, assurément, avait des sympathies pour les unitaires. Mais on lui avait adjoint pour secrétaire un homme dévoué à Barthélemy et aux fédéralistes. De plus, ses instructions lui prescrivaient d'informer le gouvernement helvétique que le changement de ministre n'impliquait pas un changement de la politique française et que la France n'entendait pas du tout approuver par là les mesures prises pour mettre la constitution en vigueur. Les instructions de Talleyrand à Verninac sont significatives à cet égard.

Dès qu'il apprend la proclamation de la diète helvétique relative à l'intégrité du territoire de la République, Talleyrand écrit à Verninac que son rôle doit se borner à marquer son « improbation sur les opérations de la diète ». Le gouvernement français ne désire pas, en effet, approuver constamment de nouvelles constitutions. De plus, la cession du Valais constitue le prix que la France met aux territoires que celle-ci cède à la Suisse <sup>121</sup>. La

<sup>117</sup> AV, H 35, n° 6664, du 29 septembre.

<sup>118</sup> AV, Rz, 55/25/6, à de Rivaz, du 12 octobre 1801.

<sup>119</sup> Dunant, p. XCVII.

<sup>120</sup> Cf. note 111.

<sup>121</sup> Dunant, p. 463, n° 1287, du 15 vendémiaire X (7 octobre 1801).



mésentente qui, peu à peu, s'insinue dans la diète helvétique, favorise la politique française tout en lui faisant craindre de nouveaux soulèvements. Le 9 octobre, les députés d'Uri, de Schwyz et d'Unterwald se retirent, déclarant que leurs instructions ainsi que les intérêts de leurs commettants, ne peuvent se concilier avec l'organisation politique nouvelle que la diète établit<sup>122</sup>. Le 17 octobre, treize députés, deux de Lucerne, un de Fribourg, trois de Soleure, un d'Appenzell, cinq des Grisons et un du Tessin, se retirent à leur tour sous prétexte que le projet de constitution admet « le principe unitaire avec trop d'étendue et d'une manière contraire au vœu national »<sup>123</sup>. La discussion sur les dîmes et les cens risque enfin de provoquer une troisième sécession. La diète n'en poursuit par moins ses travaux et accepte, le 24 octobre 1801, la nouvelle constitution à la majorité de tous les membres présents moins treize opposants.

Cette acceptation ne désarme pas l'opposition des fédéralistes. Dolder, Savary et Jenner intriguent et préparent un coup d'Etat. Dans la nuit du 27 octobre, des membres du Conseil législatif réunis chez le sénateur Wittenbach remettent le pouvoir exécutif à Dolder, Savary et Rüttimann qui tous trois ne sont pas membres de la diète. Le lendemain, une loi annule les décisions de la diète et ordonne la mise en vigueur de la constitution du 29 mai, celle de la Malmaison.

A défaut de preuves formelles, on peut présumer que l'influence de la France sur le déroulement de ces événements a été grande. Pourquoi se garder même de penser que le gouvernement prévoyait leur enchaînement et leur issue ? Et quand il se serait trompé dans ses prévisions, cela n'aurait pas modifié sensiblement le déroulement des événements postérieurs. Car le gouvernement s'était, depuis la fin septembre, rangé à l'avis de son ministre Verninac : « On n'aurait nul besoin du consentement du Corps helvétique pour l'incorporer (c'est-à-dire le Valais) à la France, s'il émettait un vœu de réunion, en même temps qu'il manifestait sa volonté de rompre le lien fédéral qui l'attache à l'Helvétie<sup>124</sup>. » Bonaparte, qui ne cesse de désirer la réunion du Valais, ordonne son occupation militaire, le 26 octobre 1801, par trois bataillons cantonnés à Brigue, à Sion et à Villeneuve. Le général de division Turreau reçoit le commandement de ces troupes et il « a l'ordre d'employer tous les revenus provenant de ce pays pour l'entretien de ce corps de troupes »<sup>125</sup>. La proclamation de l'intégrité du territoire helvétique n'était pas restée sans conséquences<sup>126</sup> et depuis le coup d'Etat fédéraliste, la ques-

<sup>122</sup> Strickler, p. 558, n° 42<sup>a</sup>, aux membres de la diète helvétique à Berne ; *ibidem*, n° 42<sup>b</sup>, au Consul Bonaparte ; *ibidem*, p. 559, n° 42<sup>c</sup>, au général Montchoisy ; *ibidem*, p. 560, n° 44<sup>b</sup>, le Conseil exécutif à Verninac.

<sup>123</sup> Tillier, t. II, p. 21.

<sup>124</sup> Dunant, pp. 460-461, n° 1282, Verninac à Talleyrand, du 8 vendémiaire X (30 septembre 1801).

<sup>125</sup> *Correspondance de Napoléon I<sup>er</sup>*, t. VII, n° 5831, Bonaparte à Talleyrand, du 4 brumaire X (28 octobre 1801).

<sup>126</sup> Strickler, t. VII, pp. 731-732, n° 4, Stapfer à Bégos, du 30 octobre 1801. Il écrit : « C'est l'article sur l'intégrité du territoire helvétique qui nous vaut cette mesure violente de la part du Premier Consul. »

tion du Valais s'était simplifiée pour la France. La bonne volonté présumée du gouvernement helvétique et la création, jugée facile, d'un parti francophile en Valais fait écrire à Talleyrand que « l'opération confiée au général Turreau conduira insensiblement et sans trouble au but que l'on s'était proposé »<sup>127</sup>. La suite des événements prouve la vanité de ces espoirs. Par leur opiniâtreté à refuser la cession du Valais, les fédéralistes vont tout à la fois provoquer leur propre chute et pousser le gouvernement français à différer l'annexion du Valais. Turreau, qui est incapable de promouvoir « insensiblement et sans heurt » des adresses de réunion, favorisera involontairement l'union des Valaisans à la République helvétique et fortifiera la position des négociateurs helvétiques.

<sup>127</sup> Dunant, p. 473, n° 1312, à Verninac, du 23 brumaire X (14 novembre 1801).

## CHAPITRE IV

### DE L'ORGANISATION DU GENERAL TURREAU

Dans l'étude des relations franco-helvétiques relatives à la cession de la rive gauche du Rhône, l'envoi en Valais du général Turreau ne constitue qu'un épisode. Mais il est d'importance. Car tout en nous montrant une fois encore l'intérêt que le gouvernement français — le Premier Consul Bonaparte surtout — portait au Valais, il nous rend sensible combien les autorités et la majorité de la population valaisanne désiraient demeurer unies au régime helvétique. Tousard d'Olbec avait déjà expliqué ce désir au gouvernement helvétique dans un rapport qu'il lui avait adressé au mois de mars 1801 : « Les Valaisans, — on parle ici plus particulièrement de ceux des districts allemands — sont Suisses et veulent être Suisses et rester Suisses<sup>1</sup>. » Et les insurrections de 1798 et de 1799 dira-t-on ? — Elles ne contredisent pas cette affirmation si l'on considère que ces soulèvements n'en voulaient qu'à la constitution imposée par l'étranger et aux membres du gouvernement helvétique. Celle-là établissait une organisation politique par trop calquée sur celle de la France ; ceux-ci n'étaient, pour les Valaisans, que des agents subordonnés au Directoire de Paris. Parlant au nom de l'ensemble des districts, de Rivaz n'avait pas caché non plus les sentiments de la population dont les « adresses » des mois de mars et d'avril au gouvernement exposaient les désirs. Dans le développement des événements postérieurs, ces désirs, sauf de rares exceptions, ne se modifieront guère. Leur expression sera souvent motivée par les variations des négociations franco-helvétiques que n'aborde pas ce chapitre. Son objet se borne à rappeler brièvement les événements. A leur égard, il étudiera ensuite l'attitude des autorités constitutionnelles ; puis, celle des autorités établies par le général Turreau. Il s'attachera enfin à montrer les réactions que ces événements susciteront au sein de la population valaisanne.

#### I. Les événements

La période, qui s'étend des premiers jours de décembre 1801 à la fin du mois d'août 1802, apparaît dans son ensemble comme le temps de l'illégalité et de l'injustice. Mais elle ne se présente pas comme un bloc indivisible. Pour peu qu'on la considère avec attention, on y voit se dessiner deux époques : celle des destitutions et celle des réquisitions militaires et de la propagande francophile. Cette division n'est pas rigide et les deux époques se compénètrent et parfois se superposent.

<sup>1</sup> AV, Rz, 72/6, du 4 mars 1801.

### 1) L'époque des destitutions illégales

Précédé par ses troupes entrées en Valais depuis quelques jours déjà, le général Turreau arrive à Sion, le 23 novembre 1801, « avec les prétentions d'un proconsul romain »<sup>2</sup>. Il ordonne, le même jour, à la Chambre administrative de prendre des dispositions pour que « les revenus publics du Valais soient retenus » et pour qu'on ne puisse en disposer sans son autorisation. Il déterminera lui-même l'affectation qu'il assignera à « toutes les contributions... dont le produit était à la disposition du gouvernement helvétique »<sup>3</sup>. Les administrateurs plongés dans l'embarras expriment leurs craintes au préfet national et au gouvernement helvétique. A Turreau, ils n'envoient qu'une réponse évasive.

Ecartant toute idée d'occupation militaire, Turreau explique qu'il destinait ces revenus « à la nourriture et à l'entretien des troupes françaises appelées dans le pays pour faciliter et accélérer les travaux dont l'objet est encore un bienfait du gouvernement français »<sup>4</sup>. Il s'agit de la construction de la route du Simplon. Le Petit Conseil ordonne de refuser obéissance aux ordres du général et de ne céder qu'en protestant contre l'usurpation<sup>5</sup>. Le 6 décembre, le chef de l'état-major français, Bailly de Monthion, escorté d'un détachement militaire, se rend chez le receveur général pour y vérifier l'état de la caisse. Bien qu'il soit invité à l'accompagner, le lieutenant du préfet national refuse<sup>6</sup>. La lettre du gouvernement helvétique, datée du 28 novembre, lui sert d'excuse. Le receveur général s'oppose à la vérification. Bailly-Monthion n'ose user de violence ; il rédige un procès-verbal et se retire<sup>7</sup>. La lutte entre les autorités valaisannes et Turreau est dès lors engagée.

Pour subvenir à l'entretien des troupes françaises, la Chambre administrative exige par un arrêté du 6 décembre<sup>8</sup>, une contribution de 16.000 francs. Turreau ne manque pas d'exploiter le mécontentement que provoque cet arrêté. Il sait la misère du peuple ; lui-même ressent encore la blessure d'amour-propre que lui a infligée le refus du receveur général. Pour marquer son ressentiment, il répand, dans les districts de Sierre et de Sion, des propos injurieux à l'adresse de la Chambre et des menaces pour l'avenir. Son intention, affirme-t-il, était de travailler pour le bien du Valais ; mais la Chambre contrecarre ses vues. Il écartera les obstacles qu'elle dresse contre sa volonté ; s'il le faut, il saura faire venir encore davantage de troupes en Valais. La population s'indigne. Chacun explique le plan de Turreau : fatiguer le pays par ses troupes et ne le délivrer que lorsqu'il aura accepté sa réunion à la France. Les sous-préfets se répandent en paroles lénifiantes. De Rivaz en réfère au département de l'Intérieur : « Le seul moyen de déconcerter ce plan me paraît être celui de déclarer que l'entretien des troupes françaises

<sup>2</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, p. 64.

<sup>3</sup> Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, p. 46.

<sup>4</sup> *Ibidem*, p. 49.

<sup>5</sup> *Ibidem*, pp. 49-50.— AV, Rz, vol. 76, du 28 novembre 1801.

<sup>6</sup> AV, H 36, n° 6707, le lieutenant du préfet à Turreau, du 6 décembre 1801.

<sup>7</sup> Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, p. 52.

<sup>8</sup> AV, H 36, n° 6717<sup>a</sup>, de Rivaz au sous-préfet d'Aigle, du 8 décembre 1801 et n° 6717<sup>b</sup>, du même aux sous-préfets, même date.

en Valais est à la charge du gouvernement central et sera supporté par la République entière<sup>9</sup>. » L'attitude des autorités valaisannes mécontente beaucoup Turreau. Il a remarqué, écrit-il, « cette affectation d'oublier ma présence, de me regarder comme devant être étranger à toutes les opérations d'administration publique et dont je paralyserai l'exécution quand je le jugerai convenable »<sup>10</sup>.

Le 25 décembre 1801, Turreau juge le moment « convenable ». Il prie les administrateurs de se réunir, à 10 heures, au local habituel des séances. Dès son arrivée, le général fait lire l'arrêté qu'il a rédigé et qui casse celui que la Chambre a promulgué le 6 décembre. Il interdit à la Chambre « sous la responsabilité collective et individuelle de ses membres, d'imposer de semblables taxes lorsqu'elles auront pour objet l'entretien, nourriture ou solde des troupes françaises ». Turreau défend aux receveurs d'encaisser des contributions et aux contribuables d'en payer<sup>11</sup>. Après la lecture de cet arrêté, le chef de l'état-major se rend chez le receveur général Tousard d'Olbec. Il force la caisse et il l'enlève. Puis il met aux arrêts, dans sa maison, le receveur général dont la détention durera trente-deux jours<sup>12</sup>. Non content de se borner à ces deux actes de violence, Turreau ordonne de publier son arrêté dans tous les districts.

Par son attitude, le préfet national de Rivaz s'aliène peu à peu les sentiments du général Turreau. Sur l'ordre de celui-ci, le chef de l'état-major, « accompagné d'un aide de camp nommé Maussard, du sieur Ledoux... et d'un capitaine de la 87<sup>e</sup> demi-brigade nommé Arnold », entre dans le bureau de Ch.-E. de Rivaz, le 23 janvier 1802, à 9 heures du matin et lui signifie l'arrêté du 3 pluviôse X (23 janvier 1802) qui le destitue<sup>13</sup>.

A cette nouvelle, la population est bouleversée. Les autorités établies refusent de reconnaître l'autorité du nouveau préfet, Joseph-Louis Pittier. Jacques Theiler, sous-préfet de Brigue, et Nicolas Fux, sous-préfet de Stalden, acceptent ce changement sans sourciller. Les autres sous-préfets font montre de beaucoup de fermeté. Pour mettre à la raison les récalcitrants, Pittier et Turreau destituent, le 30 janvier, les membres de la Chambre administrative, qui seront remplacés le 10 février. Le lendemain, c'est le tour des sous-préfets de Loèche, de Sion, de Sembrancher, de Martigny, de St-Maurice et de Monthey. Au début de février, un arrêté destitue le sous-préfet de Sierre. Un autre, du 10 février, s'en prend à la municipalité de Sierre<sup>14</sup>. Le 13, c'est au

<sup>9</sup> *Ibidem*, n° 6741, du 14 décembre 1801.

<sup>10</sup> Strickler, t. VII, pp. 737-738, n° 25, Turreau à de Rivaz, du 25 frimaire X (16 décembre 1801).

<sup>11</sup> Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, pp. 67-68. — Dans une lettre datée du 10 nivôse X (31 décembre 1801), Verninac écrit à Talleyrand que le ressentiment éprouvé par le général de se voir refuser le compte rendu des ressources que les contributions ordinaires pouvaient fournir pour l'entretien des troupes a seul motivé cet arrêté (Dunant, p. 485, n° 1351).

<sup>12</sup> Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, p. 77.

<sup>13</sup> *Ibidem*, p. 81.

<sup>14</sup> *Ibidem*, pp. 96-99. — Pour le remplacement de la municipalité de Sierre, cf. *Nouvelliste*, n° 26, du 30 mars 1802. Les officiers municipaux proclamés par Pittier « au son de la caisse » sont François Pacozzi, Jean Fontaine, P.-C. Fontaine et Hyacinthe Perrin. — Le receveur général du district se nomme Antoine Hoffer.

tour de celle de Sion ; le 20 marque le renvoi du commissaire général du canton, Augustin de Riedmatten<sup>15</sup> ; le 24, la municipalité de St-Maurice subit un sort identique le même jour<sup>16</sup>.

La population valaisanne s'émeut. Ces actes inconstitutionnels excitent à tel point l'opinion publique que le préfet de Rivaz juge nécessaire de l'apaiser par une démarche légale. C'est le « pèlerinage de Berne ». Dès le 20 février, plusieurs délégués des districts de Sion, d'Hérémence et de Sierre se rendent à Berne pour protester solennellement auprès du gouvernement contre la manière dont le général Turreau et ses agents se comportent à l'égard du peuple<sup>17</sup>. Dès que les autres communes apprennent cette manifestation, elles envoient également des députés à Berne et, le 27, tous les délégués se trouvent réunis, munis d'instructions et de pouvoirs à peu près semblables. Ils obtiennent une audience solennelle des landammann et membres du Petit-Conseil. Dans un mémoire rédigé par Tousard d'Olbec et présenté par Pierre-Antoine Preux, les représentants des 74 communes valaisannes protestent contre la destitution militaire des fonctionnaires qui avaient la confiance totale des communes. Celles-ci espèrent fermement leur réintégration grâce à la justice du gouvernement français, par l'entremise des autorités helvétiques. La députation proteste aussi contre l'institution illégale d'autres fonctionnaires auxquels les communes n'obéiront que par force, et enfin contre toute adresse qui pourrait être faite d'une façon quelconque au nom des communes pour demander la réunion du Valais à la France. Le lundi 1<sup>er</sup> mars, les députés de six autres communes arrivent à leur tour et approuvent la protestation présentée l'avant-veille au Petit-Conseil<sup>18</sup>.

Cette démarche, ainsi que l'attitude du premier landammann, Aloïs Reding, mécontente et irrite Turreau. En effet, l'exécution des instructions que le général a reçues de son gouvernement ne peut qu'en être retardée. Pour y remédier, le général publie, le 30 ventôse X (21 mars 1802), un arrêté qui place sous surveillance, à Sion, 26 personnes dont la plupart étaient allées à Berne<sup>19</sup>.

Les actes de violence commis par Turreau n'ont atteint jusqu'ici que des individus isolés. Dès le mois de mars, la situation se modifie sensiblement. Une nouvelle époque s'ouvre durant laquelle les communes et les districts entiers subissent de graves préjudices. Plus leur fidélité au régime helvétique sera forte, plus Turreau les punira. Mais les communes vaincront. Par leur courage, en effet, elles modifieront les desseins de Bonaparte à l'égard du Valais. Au lieu de l'annexer à la France, il l'érigera en république indépendante.

<sup>15</sup> Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, pp. 101-104.

<sup>16</sup> *Nouvelliste*, n° 18, du 2 mars 1802.

<sup>17</sup> AV, H 36, n° 6969, de Rivaz au département de l'Intérieur, du 20 février 1802. — Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, pp. 106-107. — *Nouvelliste*, n° 18, du 2 mars 1802.

<sup>18</sup> *Nouvelliste*, n° 19, du 5 mars 1802. — Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, pp. 106-120. — On y trouve le discours et la protestation, ainsi que la réponse du sénat helvétique, datée du 4 mars.

<sup>19</sup> AV, H 22, fasc. 7, n° 34, copie. — L'arrêté est publié dans Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, pp. 164-166.

## 2) l'époque des réquisitions et des adresses

L'arrêté du 4 germinal X (25 mars 1802) constitue la première contribution extraordinaire levée en Valais, par Turreau, depuis son arrivée à Sion, le 23 novembre 1801. On se souvient qu'il avait lui-même, le 25 décembre 1801, annulé un arrêté de la Chambre administrative exigeant la somme de 16.000 francs pour l'entretien des troupes françaises. Il avait organisé son propre service de subsistances et la population avait espéré ne plus être soumise aux réquisitions. Pourtant, elle dut déchanter très rapidement. Le 9 mars, le service des subsistances a déjà cessé de fonctionner. Turreau y a suppléé en envoyant des troupes dans les communes. Elles logent chez l'habitant ; elles sont entretenues par lui. Le général promet bien qu'une nouvelle compagnie de subsistances sera organisée et qu'elle fonctionnera dès le 10 avril. A chacun, ce terme paraît reculé. Les autorités constitutionnelles, bien que destituées, œuvrent pour que le gouvernement helvétique apporte des secours au Valais. Elles désirent que l'arrêté du 17 février <sup>20</sup> soit également appliqué au territoire qu'elles administrent. Turreau ne se soucie guère que le gouvernement apporte ou non des secours. L'essentiel, pour lui, est que les habitants reconnaissent son autorité.

L'arrêté du 25 mars 1802 est significatif à cet égard. Il n'atteint qu'une partie des communes pour faire croire, tel est l'avis de Ch.-E. de Rivaz, « que toutes les autres avaient cédé et qu'ainsi une plus longue résistance était inutile » <sup>21</sup>. Dans les districts de Loèche, de Sierre, de Sembrancher et de Monthey, les communes sont indistinctement frappées. Dans les autres districts, l'arrêté établit une discrimination. Quelques communes seulement sont atteintes. Ce sont Bramois, Conthey, Ayent et Grimisuat dans le district de Sion ; Ardon, Saillon, Fully et Martigny dans celui de Martigny ; Nax, St-Martin et Veysonnaz dans celui d'Hérémence ; la commune de St-Maurice dans celui de St-Maurice et celle de Rarogne dans celui de Viège. L'imposition mensuelle pour l'ensemble des communes s'élève à 8.725 francs. Mais comme l'arrêté a un effet rétroactif étendu aux mois de frimaire, nivôse, pluviôse et ventôse, donc depuis le 22 novembre 1801, les communes imposées doivent s'acquitter d'une somme de 34.900 francs payable dans les cinq jours. D'autre part, l'article 2 prescrit que « cette contribution sera payée, de mois en mois, et jusqu'à nouvel ordre ».

<sup>20</sup> Strickler, t. VII, pp. 1028-1029. Cet arrêté établit que la somme de 94 794 francs, reste d'un impôt de un pour mille dont la destination était de soulager les cantons dévastés par la guerre, sera distribuée aux cantons où se trouvent stationnées des troupes françaises. — Pour la lettre de Rivaz au département de l'Intérieur, du 15 mars 1802, cf. AV, H 36, n° 6986. — Le détail des interventions des autorités constitutionnelles valaisannes auprès du gouvernement helvétique est expliqué dans Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, pp. 171 à 177. Il est inutile d'y revenir. Qu'on sache simplement que les autorités valaisannes formulaient deux désirs : que l'exécution de l'arrêté du 17 février soit étendu au Valais et que l'aide apportée au Valais soit décrétée par un acte public. En fin de compte, le Valais reçut des secours pour la somme de 15 000 francs (AV, Rz, 72/9). Mais les autorités n'obtinrent pas la publication d'un acte officiel qu'elles considéraient comme un moyen efficace pour soutenir le courage des Valaisans.

<sup>21</sup> Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, p. 177. — Le texte de l'arrêté se trouve dans le *Nouvelliste*, n° 27, du 2 avril 1802 et dans Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, pp. 178-180.



Désireux de mettre le plus de moyens possibles à sa disposition, Turreau décide de s'emparer des sels que la République détient dans les magasins du Valais. Le 29 germinal (19 avril), le général publie un arrêté par lequel tous les magasins de sel seront saisis dès le surlendemain <sup>22</sup>. A la même date, les débitants remettront aux receveurs leur avoir en caisse. La vente s'effectuera comme par le passé et son produit sera versé dans les mains du receveur général. Mais Turreau ne tarde pas à changer d'avis. A son invitation, la Chambre administrative de son organisation annonce la mise à l'enchère de « l'entreprise de la fourniture des sels pour tout le canton » <sup>23</sup>. Celle-ci a lieu le jeudi 13 mai ; elle est adjugée à un dénommé « Rochat, natif du canton de Vaud », cabaretier à Sion <sup>24</sup>.

Peu à peu s'effectue la rentrée de l'imposition extraordinaire du 25 mars. Considérant « qu'il est urgent de faire cesser l'effet de cet arrêté par rapport aux districts et communes qui sont rentrés dans le devoir », Turreau promulgue un nouvel arrêté, le 25 prairial X (14 juin 1802). Les communes du district de Sierre ainsi que celles d'Ayent, de Fully, de Nax et de Veysonnaz demeurent seules désormais soumises à l'arrêté du 25 mars. Sous peine d'exécution militaire, ces communes doivent satisfaire, dans les dix jours, au paiement des impositions des mois de mars, avril, mai et juin, « sans préjudice de ce qui est dû des mois antérieurs » <sup>25</sup>.

Malgré ces réquisitions, les communes valaisannes refusent de reconnaître les autorités d'organisation militaire et de leur obéir. Turreau les punit en leur envoyant de nombreuses troupes qu'elles doivent entretenir. Sous main, il dirige l'activité des émissaires français et des francophiles valaisans. Mais son autorité, pas plus que celle de ses agents, ne s'en trouve accrue.

Par un nouvel arrêté, celui du 10 thermidor (29 juillet), Turreau espère réaliser ses desseins ou, du moins, punir les récalcitrants et les adversaires de la réunion du Valais à la France. Les districts de Sierre et de Loèche sont seuls imposés dans leur totalité. Dans les autres districts, seules quelques communes tombent sous le coup de l'arrêté. Les impositions varient d'une commune à l'autre. Elles sont perçues par « un officier d'état-major ou de ligne, commandant un détachement qui y restera en contrainte militaire, sera nourri et recevra, après le délai fixé, une indemnité journalière, à raison de 6 francs pour un capitaine, 3 pour les lieutenants et sous-lieutenants, 30 sols pour les sergents-majors et sergents, 25 sols pour les caporaux et 20 pour les soldats, jusqu'à ce qu'on ait justifié au commandant du dit détachement de la quittance du receveur général ». Les délais fixés varient pour chaque commune <sup>26</sup>.

<sup>22</sup> Pour le texte de l'arrêté, cf. *Nouvelliste*, n° 35, du 30 avril 1802.

<sup>23</sup> *Nouvelliste*, n° 39, du 14 mai 1802.

<sup>24</sup> Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, p. 236.

<sup>25</sup> Strickler, t. VIII, p. 112, n° 10, texte de l'arrêté.

<sup>26</sup> Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, pp. 292-295. — On y trouve la publication intégrale de l'arrêté. Les communes imposées sont : Monthey, Troistorrens, Val d'Illiez, Vouvry, St-Pierre (= Chamoson), Mont-Joux (= Bourg-St-Pierre), Liddes, Vollèges, Bagnes, Conthey, Evolène, Rarogne, Châtillon (= Niedergelsteln), Unterbäch, Bürchen, Saillon, Ardon, Ayent, Grimisuat, Salvan, Finhaut, Nax, Vernamiège et Massongex. Les régies imposées sont : St-Maurice, Sembrancher, Orsières et Sion. — Cf. aussi, *Nouvelliste*, n° 64, du 10 août 1802. L'arrêté y est publié, mais non pas le tableau des impositions.

Pendant que se déroulent ces événements, les patriotes valaisans travaillent de leur mieux à soulager le peuple et à protéger l'avenir politique du pays. Dès le mois de juin, ils décident d'envoyer une députation auprès du Premier Consul pour l'instruire de la malheureuse situation de leur pays. On prépare secrètement cette démarche. Un acte est rédigé le 27 juillet 1802. Il est envoyé de suite aux personnes que leurs fonctions appellent plus particulièrement à représenter le désir du peuple : l'évêque, les membres des autorités judiciaires, les administrateurs, les membres de la diète cantonale du mois d'août 1801. Dans ses *Mémoires*, Ch.-E. de Rivaz raconte comment furent recueillies les signatures de ces autorités : « M. Maurice de Courten qui s'en chargea pour le Haut-Valais ne fut de retour à Sierre que le 5 août... Le 8, cette pièce fut envoyée à M. Du Fay pour la faire signer dans le district de Monthey. Le 9, elle fut envoyée à M. Delasoie pour la faire signer dans le district d'Entremont. L'exprès qui la portait était le fils de Maurice Voeffray, de St-Maurice. Il fut rencontré entre cette ville et Martigny par le sieur Pittier qui s'arrêta pour lui demander où il allait. Il eut la présence d'esprit de supposer qu'il était envoyé par M. le capitaine Gard, de St-Maurice à Bagnes, et cette supposition assez vraisemblable satisfait le sieur Pittier qui le laissa continuer sa route sans le fouiller<sup>27</sup>. » Les trente-deux signatures qui appuyent la protestation sont réunies le 10 août. Mais on suspend alors l'envoi de la députation valaisanne auprès du Premier Consul parce que la nouvelle de la venue prochaine des commissaires helvétique et cisalpin se répand dans le pays.

Leur venue était souhaitée depuis longtemps par les autorités constitutionnelles du Valais. Dès la mi-juillet, le préfet de Rivaz était averti qu'Augustini demandait l'envoi d'un commissaire helvétique<sup>28</sup>. Le gouvernement s'était fait prier longtemps. Le 27 juillet enfin, il avait chargé de cette fonction le sénateur Charles Müller de Friedberg<sup>29</sup>. Le Valais avait demandé l'envoi d'un seul commissaire. Mais comme Bonaparte avait décidé entre temps que le Valais serait distrait de la République helvétique pour former un Etat indépendant placé sous la protection des Républiques française, helvétique et cisalpine, il y eut trois commissaires en Valais. Turreau y représenta la France ; Lambertenghi, la Cisalpine.

Parti de Berne le 6 août, Müller-Friedberg arrive à Sion le 12 au soir. Le lendemain, les trois commissaires conviennent d'une proclamation en vue de procéder à la nouvelle organisation politique du pays<sup>30</sup>. Ils fixent au 18 août la réunion des assemblées primaires, au 23, celle des assemblées électorales et au 26, celle de la diète valaisanne. Réunie à la date prévue, celle-ci se constitue. Le 27, les commissaires présentent leurs pouvoirs. Müller-Friedberg prononce un discours au terme duquel il délève le canton du Valais de son serment de fidélité à la République helvétique. La diète accepte que le Valais se gouverne désormais en république indépendante. Le 5 sep-

<sup>27</sup> Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, pp. 314-315, en note. — Aux AV, Rz, vol. 76, se trouve le projet original de la protestation.

<sup>28</sup> AV, Rz, 55/18/19, Augustini à de Rivaz, du 15 juillet 1802.

<sup>29</sup> Strickler, t. VIII, p. 481. — Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, p. 320.

<sup>30</sup> *Nouvelliste*, n° 71, du 3 septembre 1802.

tembre, les commissaires des trois Républiques garantes de l'indépendance du Valais proclament l'entrée en fonction du Conseil d'Etat qu'ils installent au nom de leurs gouvernements respectifs.

## II. L'attitude des autorités constitutionnelles

Dès l'arrivée en Valais du général Turreau, les autorités ne restent pas indifférentes à son comportement. L'attitude des autorités supérieures sert d'exemple à la plupart des autorités subalternes. Il faut, pour en connaître les manifestations, revenir au mois de décembre 1801.

Un mois après son arrivée, Turreau casse l'arrêté de la Chambre, du 6 décembre 1801. Il en publie un autre, le 25 décembre, qu'il ordonne aux autorités d'afficher dans les communes. Le lieutenant du préfet national André Ducrue, sous-préfet du district de Sion, obtempère aux ordres du général. Le même jour, Ch.-E. de Rivaz lui retire sa confiance<sup>31</sup>. Joseph de Lavallaz offre spontanément ses services à de Rivaz qui les accepte « avec transport »<sup>32</sup>. La nouvelle de la destitution de Ducrue et de son remplacement est répandue immédiatement dans tous les districts<sup>33</sup>.

Dans les autres districts les sous-préfets manifestent plus de courage. A Sierre, Mathias Monnier refuse de publier les exemplaires de l'arrêté qu'il envoie de suite au préfet national. De Rivaz lui prescrit alors la conduite à tenir. Il faut espérer que l'officier français n'emploiera pas la force pour se faire obéir. Mais, dans ce cas, poursuit la lettre, « vous pourrez lui exposer que cette publication étant militaire peut aussi bien être faite par des militaires. Si malgré cela il emploiera des moyens de contrainte, vous pourrez céder en protestant formellement devant l'officier chargé des ordres du général afin de ne pas vous exposer à des rigueurs personnelles en protestant de la violence et en informant vos communes de cette violence »<sup>34</sup>. Le lendemain, durant la soirée du 26, pendant que Mathias Monnier se trouve dans une auberge de Sierre, un officier vient lui demander si l'arrêté est publié. Monnier avoue qu'il ne s'est pas exécuté et qu'il ne s'exécutera pas. A cette réponse, l'officier fulmine et tente de ramener le sous-préfet à d'autres sentiments. Mais laissons Mathias Monnier nous raconter la scène : « Il me répliqua que j'avais très mal fait ; qu'il n'était pas question de gouvernement ; que l'on agissait militairement et que le général savait faire respecter ses ordres ; qu'à Brigue, la publication s'était faite, ainsi qu'à Stalden ; qu'à Viège, le président avait été arrêté ; qu'à Tourtemagne, elle était affichée et que le commandant Valet descendrait avec trois compagnies pour faire publier l'arrêté et que si je ne le faisais pas dans mon district jusqu'à demain à midi

<sup>31</sup> AV, H 36, n° 6808, de Rivaz à André Ducrue, du 25 décembre 1801.

<sup>32</sup> Pour l'offre de Joseph de Lavallaz, AV, Rz, 55/38/2. — de Rivaz répond par deux lettres : l'une, confidentielle, AV, H 29, n° 6810 ; l'autre, officielle, AV, H 39, n° 6811. — De Lavallaz accepte sa nomination, AV, Rz, 55/38/3. — Ces lettres, sauf la dernière, sont du 25 décembre.

<sup>33</sup> AV, H 36, n° 6804.

<sup>34</sup> *Ibidem*, n° 6806.

où la troupe doit arriver, j'aurais le même sort que le président de Viège ; qu'il était question de fusillade ; que le général avait parlé d'un conseil de guerre »<sup>35</sup>. Le 27 au matin, de Rivaz permet au sous-préfet de Sierre de publier l'arrêté, s'il y est contraint, mais « moyennant proteste dont vous rédigerez procès-verbal »<sup>36</sup>. C'est ce que fait Mathias Monnier, le 27 décembre, à 3 heures de l'après-midi. Mais il avait fallu que le commandant Valet l'envoyât chercher par trois fois. La dernière, ce fut un caporal accompagné de six fusiliers qui l'obligea à obtempérer<sup>37</sup>.

A Monthey, la publication se fait, le 27 décembre, « par un sergent au sortir de la messe de dimanche, en présence de la troupe en armes »<sup>38</sup>. Le sous-préfet de Sembrancher craint de publier l'arrêté tant cela « procurera un grand discrédit » au gouvernement helvétique, enlèvera la confiance du peuple et des autorités locales qui considéreront le Valais comme « vraiment cédé à la France »<sup>39</sup>. A Martigny, à Loèche et à Viège, les sous-préfets se refusent obstinément à la publication. Hyacinthe de Nuce, sous-préfet de St-Maurice, n'autorise la publication qu'après avoir reçu par écrit des menaces d'exécution militaire et demandé à l'officier français une déclaration spécifiant son opposition<sup>40</sup>. Le sous-préfet d'Hérémence, « homme très peu éclairé », se laisse intimider par la présence d'un grenadier, porteur des dépêches. Le préfet de Rivaz prévoit son attitude et envoie, le même jour, « quelqu'un d'intelligent dans une partie des communes de ce district pour raffermir le peuple »<sup>41</sup>. Le sous-préfet de Stalden s'oppose également à la publication<sup>42</sup>.

Vexé, Turreau ordonne, le 31 décembre, aux sous-préfets Frédéric Gross, de Martigny, Emmanuel Joris, de Sembrancher, Mathias Monnier, de Sierre, et Pierre-Louis Du Fay, de Monthey, de se rendre à son quartier général à Sion pour y être placés sous surveillance. Apprenant son arrestation imminente grâce à une lettre confidentielle reçue de St-Maurice, Du Fay en fait part au sous-préfet d'Aigle, au commissaire helvétique en Valais et au préfet national. Il leur désigne, pour le remplacer, Hyacinthe Vuilloud et de Lavallaz<sup>43</sup>. Gross n'a que le temps d'écrire à de Rivaz, avant de se rendre à Sion avec son collègue Joris : « Veuillez bien nous protéger de tout votre crédit, si vous n'êtes pas dans le même cas que nous »<sup>44</sup>. » Hyacinthe de Nuce s'estime oublié par Turreau. Il s'enquiert auprès de Rivaz s'il faut ou non

<sup>35</sup> AV, Rz, 57/2/54, à de Rivaz, du 26 décembre 1801.

<sup>36</sup> AV, H 36, n° 6812. — Le sous-préfet de Sembrancher et celui de Martigny reçoivent les mêmes instructions (*ibidem*, n° 6809, du 26 décembre).

<sup>37</sup> AV, Rz, 57/2/63, procès-verbal du 27 décembre 1801.

<sup>38</sup> AV, Rz, 75/2/69 et 71, Du Fay à de Rivaz, du 29 décembre 1801. — Nous n'insisterons pas ici sur les événements qui se sont accomplis à Monthey durant cette période. Qu'on veuille se reporter à notre article, *Monthey sous l'occupation militaire du général Turreau (novembre 1801-août 1802)*, dans *Ann. val.*, 2<sup>e</sup> S., t. VIII (1952-1953), pp. 203 à 222.

<sup>39</sup> AV, Rz, 57/2/49 et 50, Joris à de Rivaz, du 25 décembre 1801.

<sup>40</sup> *Ibidem*, 57/2/81, du 28 décembre 1801.

<sup>41</sup> AV, H 36, n° 6813, de Rivaz au conseiller d'Etat de l'Intérieur, du 28 décembre 1801.

<sup>42</sup> *Ibidem*, n° 6833, de Rivaz au sous-préfet de Stalden, du 29 décembre 1801.

<sup>43</sup> AV, Rz, 57/2/75, Du Fay à de Rivaz, du 31 décembre 1801.

<sup>44</sup> AV, Rz, 57/2/76, même date.

qu'il aille à Sion<sup>45</sup>. Le préfet national le persuade qu'il n'a pas à se constituer prisonnier, que Turreau ne l'a sûrement pas oublié. Dernier conseil enfin : « Tenez-vous tranquille chez vous et, si on ne vous fait rien dire, ne bougez pas<sup>46</sup>. »

L'agitation causée par l'arrêté du 25 décembre augmente quand de Rivaz est destitué, le 23 janvier 1802. Le préfet national en avertit aussitôt de Loës pour qu'il en informe le gouvernement<sup>47</sup>. Pittier lui-même annonce à Du Fay les modifications apportées par Turreau<sup>48</sup>. Le 24, Pittier adresse une proclamation aux habitants du Valais : « La calomnie pourrait chercher à m'enlever votre confiance à laquelle je crois avoir droit et attribuer à l'ambition ce qui n'appartient qu'au désir de vous être utile. » La proclamation poursuit sur « l'autorité bienfaisante du général Turreau... qui durant la sanglante campagne de 1799 nous protégea de ses armes »<sup>49</sup>. Turreau, enchaîne Pittier, saura faire exécuter ses ordres « avec l'énergie et la dignité convenable à un représentant du gouvernement français ». Pourtant, les autorités valaisannes ne balancent pas dans leur choix. Elles optent pour Ch.-E. de Rivaz contre J.-L. Pittier.

Joseph de Lavallaz qualifie Pittier d'« ex-administrateur » et l'assure qu'il ne peut correspondre avec lui dans la qualité nouvelle qu'il prend<sup>50</sup>. Le sous-préfet Joris écrit à de Rivaz qu'il ne reconnaîtra d'autre préfet national que lui avec qui il correspondra jusqu'à ce qu'il reçoive des ordres contraires de sa part. « Je ne correspondrai avec l'intrus, poursuit-il, que pour lui opposer mon refus formel<sup>51</sup>. » A Bernard Grept, président municipal de Port-Valais, Du Fay affirme qu'il n'acceptera pas l'autorité de Pittier<sup>52</sup>. Celui-ci en est informé par Du Fay lui-même<sup>53</sup>. Le 26, le commissaire de Riedmatten attend que le gouvernement ait sanctionné le changement apporté par Turreau avant d'écrire à Pittier et d'implorer son « intervention pour le bien et pour l'utilité de la Patrie »<sup>54</sup>. Le tribunal cantonal ne veut reconnaître Pittier « avant la sanction du gouvernement helvétique auquel ses membres ont juré fidélité et obéissance »<sup>55</sup>. Hyacinthe de Nucé refuse d'afficher l'arrêté du 23 janvier ; il le retourne à Pittier<sup>56</sup>.

Les autorités helvétiques n'acceptent pas non plus ce changement. Le Petit-Conseil l'affirme à de Rivaz<sup>57</sup>. Il charge son commissaire de Loës de se

<sup>45</sup> AV, Rz, 57/2/79, du 3 janvier 1802.

<sup>46</sup> AV, H 36, n° 6866, du 4 janvier 1802.

<sup>47</sup> *Ibidem*, n° 6961, du 23 janvier 1802.

<sup>48</sup> Ribordy, p. 131, lettre de Pittier à Du Fay, du 23 janvier.

<sup>49</sup> Strickler, t. VII, pp. 939-940.

<sup>50</sup> *Ibidem*, p. 949, n° 25, du 24 janvier.

<sup>51</sup> AV, Rz, 57/2/137, même date.

<sup>52</sup> AV, Rz, 73/18/59, même date, copie.

<sup>53</sup> Strickler, t. VII, p. 949, n° 27, du 25 janvier. — La lettre est aussi publiée dans Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, pp. 95-96.

<sup>54</sup> AV, Rz, 73/18/8, de Riedmatten à Pittier.

<sup>55</sup> AV, Rz, 57/6/10, à Pittier, du 28 janvier.

<sup>56</sup> AV, Rz, 57/2/145 et 146, de Nucé à de Rivaz, même date.

<sup>57</sup> AV, Rz, 57/9/2, du 25 janvier.

rendre en Valais pour manifester à Turreau le mécontentement des autorités. A de Rivaz et à ses subordonnés, de Loës témoignera des « sentiments d'estime, d'intérêt et d'attachement du gouvernement ainsi que ses efforts constants pour conserver le Valais et son espoir d'y parvenir »<sup>58</sup>. Dans sa lettre adressée à Turreau, le Petit Conseil demande la révocation de l'arrêté du 23 janvier. Il lui affirme qu'il ne reconnaîtra jamais le préfet Pittier<sup>59</sup>. Turreau n'a cure des représentations du gouvernement helvétique. Il n'est qu'un soldat, dit-il, « inviolablement attaché à son gouvernement, ne connaissant que ses ordres et ne se permettant jamais d'interroger ni de répondre sur des objets étrangers à sa mission »<sup>60</sup>.

L'opposition des autorités valaisannes excite le mécontentement de Turreau et de Pittier. Pour nombre d'entre elles va sonner l'heure de la destitution. Le samedi 30 janvier, « sur les sept heures et demie de l'après-midi », le général Turreau, accompagné d'un détachement en armes, du préfet militaire Pittier et du médecin Schiner, se présente à la salle des séances de la Chambre. Il destitue les administrateurs et fait apposer les scellés sur tous les bureaux<sup>61</sup>. Le lendemain, Pittier destitue de leurs fonctions de sous-préfet Antoine Roten, de Loèche ; François-Emmanuel Joris, de Sembrancher ; Frédéric Gross, de Martigny ; Hyacinthe de Nuced, de St-Maurice et Pierre-Louis Du Fay, de Monthey<sup>62</sup>. Les nouveaux sous-préfets sont dès lors F.-J. Zumoffen, pour Monthey ; Louis Preux, pour St-Maurice ; Charles Contard, pour Sembrancher ; Marin-Joseph Ducrey, pour Martigny ; Georges Roux, pour Sierre ; Nicolas Fux, pour Stalden. La sous-préfecture d'Hérémence, vacante depuis quelque temps, est exercée provisoirement par Jean Sierro, agent du chef-lieu ; elle est ensuite réunie à celle de Sion. Pierre-Jacques Brunner est nommé sous-préfet de Loèche ; mais il se cache pour ne pas exercer cette fonction. Dès le 16 mars, Pittier réunira ce district à celui de Sierre ; Georges Roux en assurera la direction. Les deux districts de Viège et de Stalden fusionneront, de même que ceux de Monthey et de St-Maurice ; Nicolas Fux et Joseph Franc les administreront. Les nouveaux membres de la Chambre administrative, nommés le 10 février, sont François Indermatten, Casimir Lang, Louis Preux dont la nomination laisse vacante la sous-préfecture de St-Maurice, André Ducrue et Maurice Wegener. Ce dernier refuse sa nomination. Quatre autres administrateurs sont encore choisis durant les jours suivants<sup>63</sup>.

<sup>58</sup> Strickler, t. VII, pp. 950-951, n° 30, même date.

<sup>59</sup> *Ibidem*, n° 29, même date.

<sup>60</sup> *Ibidem*, p. 967, n° 4, du 28 janvier.

<sup>61</sup> *Ibidem*, p. 968, n° 7, déclaration du secrétaire de la Chambre administrative, du 30 janvier. — *Ibidem*, pp. 970-971, Augustini au Landammann et au Petit Conseil, du 1<sup>er</sup> février. On peut y lire une très intéressante relation de la destitution.

<sup>62</sup> AV, Rz, vol. 76, arrêté du 31 janvier. — Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, pp. 96-97. — AV, Rz, 72/33/35.

<sup>63</sup> Sur ces remaniements, voir AV, H 36, n° 6965, de Rivaz au département de l'Intérieur, du 10 février 1801. — Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, pp. 141-142, en note. — Mentionnons ici, pour n'y plus revenir, la destitution du tribunal cantonal prononcée par Pittier, le 26 avril (AV, Rz, vol. 76, à cette date) et sa réhabilitation par Turreau, le 7 mai (AV, Rz, 58/13/59, arrêté du 17 floréal).



Ces remaniements déplaisent fort aux autorités municipales. Les agents du district de Monthey refusent de reconnaître le nouveau sous-préfet<sup>64</sup>. La plupart des officiers municipaux de Sion agissent pareillement. Dans leur déclaration, ils ne manquent pas de lancer une pointe aux autorités d'organisation militaire quand ils écrivent « qu'ils sauront aussi bien se soumettre au gouvernement que la Providence pourrait leur préparer que qui que ce soit et (qu'ils) seront alors, quoique forcés, aussi fidèles que ceux qui, par des manifestations précoces, auraient déjà démontré leur adhésion à ce gouvernement »<sup>65</sup>. Le receveur du district de Monthey refuse de remettre des papiers du bureau de la recette à son successeur Emmanuel Gagnioz<sup>66</sup>. Le 17 février, les membres de la section d'Ayent et ceux de la section de St-Luc dans la commune d'Anniviers protestent de leur attachement à la République helvétique et à ses autorités<sup>67</sup>. Alexis Wolff refuse la place d'administrateur suppléant. Pittier est contraint de menacer les communes du district de Loèche pour qu'elles reconnaissent son autorité. Dans le district de Martigny, la municipalité du chef-lieu, à l'exception de son président, méconnaît les autorités d'organisation militaire. Celles d'Ardon et de Saillon renvoient les pièces administratives que le sous-préfet Marin-Joseph Ducrey leur adresse. Les municipalités de Lens, de Venthône, de Chalais et d'Anniviers affirment à Turreau, qui les a réunies à Sierre, le 18 mars, ne pouvoir reconnaître que les autorités établies par le gouvernement helvétique<sup>68</sup>. Dans le district de Sembrancher, « la très grande majorité du peuple est pour rester Suisse »<sup>69</sup>.

Des réunions de protestation s'organisent dans de nombreuses communes du canton. Les partisans y signent des déclarations dans lesquelles ils affirment leur attachement au régime helvétique et leur volonté de ne pas accepter les autorités d'organisation militaire. A Sierre, le 13 février, 165 citoyens actifs signent une adresse de ce genre<sup>70</sup>. La commune d'Anniviers envoie même une députation à Berne<sup>71</sup>. Vingt-quatre députés du Haut-Valais suivent cet exemple. Ils déclarent au Petit Conseil que « leur vœu et leur volonté inébranlable est de demeurer attachés à la Suisse »<sup>72</sup>. Les communes de St-Martin et d'Evolène rédigent leurs adresses le 24 février<sup>73</sup>. Dès que se répand en Valais la nouvelle de l'arrivée à Berne des délégués de quelques communes, il se crée un mouvement de masse. Chaque commune veut marquer son attachement à la République helvétique par l'envoi d'un représentant au moins. C'est le « pèlerinage de Berne ». Quelques communes des districts de Brigue et de Stalden, averties tardivement du départ des

<sup>64</sup> AV, Rz, 57/3/9 et 10, Du Fay à de Rivaz, du 9 février.

<sup>65</sup> Ribordy, pp. 128-129. — Strickler, t. VII, p. 975, n° 20, à Schiner, du 10 février.

<sup>66</sup> AV, Rz, 73/18/48, Ducrué à Pittier, du 16 février.

<sup>67</sup> AV, Rz, vol. 76, au 17 février.

<sup>68</sup> AV, Rz, 73/18/18, Wolff à Pittier, du 20 février. Pour Loèche, cf. Strickler, t. VII, pp. 1198-1199, n° 2, Pittier à la municipalité, du 8 mars. — Pour Martigny, AV, Rz, 73/18/93, Ducrey à Pittier, du 10 mars et n° 110, du 17 mars. Pour Sierre, AV, fonds d'Odet, 6/16/32.

<sup>69</sup> AV, Rz, 57/3/16 et 17, Joris à de Rivaz, du 21 février.

<sup>70</sup> Strickler, t. VII, p. 1080, n° 1.

<sup>71</sup> AV, Rz, vol. 76, au 17 février.

<sup>72</sup> Strickler, t. VII, p. 1080, n° 2, protocole du Petit Conseil, du 22 février.

<sup>73</sup> *Ibidem*, pp. 1080-1081, n° 3<sup>a</sup> et 3<sup>b</sup>.



députés, prennent le parti d'y suppléer en adhérant par écrit à la démarche des délégués. Ce sont les communes de Ried, Termen et Simplon dans le district de Brigue ; celles de Zermatt, Randa et Embd dans celui de Stalden <sup>74</sup>.

Pendant que les communes organisent des manifestations de protestation, pendant que leurs députés se rendent à Berne, Turreau accable la population de ses vexations. Celles-ci se font encore plus nombreuses et plus violentes dès le retour des députés des 74 communes. Les communes de Val d'Illiez et de Troistorrents hébergent trois compagnies ; Ayent est menacé d'une exécution militaire à moins qu'un agent municipal n'y soit nommé de suite. A Sierre, la population se plaint d'être accablée de troupes françaises <sup>75</sup>. La municipalité de Vouvry, dans une lettre à Pittier, proteste qu'elle ne saurait rompre ses promesses de fidélité à la République helvétique « pour céder aux circonstances impérieuses » qui l'environnent <sup>76</sup>. Trois compagnies sont à discrétion à Savièse dont un correspondant écrit au *Nouvelliste Vaudois* : « Nous n'avons bientôt plus que la triste réminiscence d'avoir eu des vivres dans nos caves, des vaches dans nos écuries, du fromage et de la viande salée dans nos greniers. Nos femmes et nos filles tremblent et déjà plusieurs sont inconsolables <sup>77</sup>. » Le président municipal de Grimisuat doit nourrir seize hommes ; quatre sont à la charge de chacun des municipaux, du curé du lieu et de deux ecclésiastiques âgés retirés dans leur village natal. Le 15 mars, des soldats se rendent en exécution dans les communes d'Ayent qui, ainsi que celles d'Arbaz et de Conthey, conservent cependant un moral excellent.

Pour tenter d'abattre la fermeté de la population, Turreau publie l'arrêté du 30 ventôse (21 mars 1802) par lequel il place sous surveillance, à Sion, vingt-six personnes qui toutes s'opposent à ses vues et encouragent le peuple dans sa résistance. L'article 1<sup>er</sup> énumère les personnes qui se prévalent « de l'appui du gouvernement helvétique pour légitimer leurs démarches provocatrices à la désobéissance aux lois et aux magistrats qui en sont les organes » <sup>78</sup>. Dès le lendemain, les inculpés arrivent à Sion. Ils doivent se présenter trois fois par jour au commandant de la place et trois fois au sous-préfet intrus Schiner. On ne tarde pas cependant à se limiter à une visite par jour. Des mesures de faveur sont adoptées. Antoine Roten est libéré, le 29 mars,

<sup>74</sup> *Ibidem*, p. 984, n° 44, de Rivaz au département de l'Intérieur, du 27 février. — AV, H 36, n° 6971.

<sup>75</sup> *Nouvelliste*, n° 21, du 12 mars.

<sup>76</sup> *Ibidem*, la lettre s'y trouve publiée intégralement ; la lettre est datée du 7 mars.

<sup>77</sup> *Ibidem*, n° 23, du 19 mars.

<sup>78</sup> Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, pp. 164-166. Il convient de citer l'art. 1<sup>er</sup> : « Les citoyens Zenklusen de Brigue, Willa, dit le capitaine, de Loèche, Pancrace Courten de Sierre, ex-juge, Pierre Martin d'Anniviers, ex-juge, Caloz de Chalais, ex-juge, Louis-Grégoire Kalbermatten de Sion, Kuntschen de Sion, ex-municipal, Sylvestre Luyet de Savièse, Théodule Jaquod de Savièse, Théodule Blanc d'Ayent, Mabillard de Grimisuat, ex-agent, Jacquod, dit le capitaine, de Bramois, Jean Mathieu de Mase, Berthod, dit le major, de Vernamiège, Duc, fils aîné, de Conthey, Bender, ex-agent, de Fully, Morand, ex-commissaire, de Martigny, Rebord, président de Sembrancher, Francière, président d'Orsières, Quartéry, président du tribunal de St-Maurice, Narcisse Pignat, de Monthey, Frédéric Moret, de Bourg-Saint-Pierre, Du Fay, ex-sous-Préfet de Monthey, Roten, ex-sous-Préfet de Loèche recevront l'ordre de se rendre à Sion dans les vingt-quatre heures... ». — *Nouvelliste*, n° 26.

parce que sa présence est indispensable à Loèche pour le service des fournitures<sup>79</sup> ; Jacques de Quartéry reçoit, le 30 mars, l'autorisation de Turreau de retourner chez lui<sup>80</sup>. A l'exception de Pancrace de Courten et du capitaine Barthélemy Jacquod, tous les consignés sont libérés le 6 avril<sup>81</sup>. Jacquod est libéré le 1<sup>er</sup> mai ; Augustini le remplace<sup>82</sup>.

Il ne suffit pas à Turreau de frapper quelques individus. Il lui faut encore — pour briser la résistance qu'on lui oppose — brimer la population des districts les plus récalcitrants. De là, l'arrêté du 25 mars. Il est suivi le lendemain, d'un autre de Pittier qui interdit « les assemblées quelconques de communes, de copropriétaires et communaux et toutes autres désignées par la loi du 12 septembre 1800 » ainsi que par celle du 20 octobre et de l'arrêté directorial du 28 octobre 1800. Sont de même interdites les « assemblées des municipalités de district en municipalité centrale »<sup>83</sup>.

Les municipalités ne tiennent pas compte de cet arrêté. Le 3 avril, les officiers municipaux de la sous-préfecture de Monthey se réunissent et décident que les dépenses qu'occasionnerait une exécution militaire due à la fermeté et à la constance des communes, seraient supportées en commun selon une juste répartition. Ce qui vaut aux municipaux montheyens d'être destitués et remplacés par Joseph Donnet Combet, Joseph Franc, Jean Silvestry, Claude-Louis Delherse, Joseph Blanc et Jean-Antoine Duchoud. Ceux-ci déclarent responsables de l'arrêté du 25 mars les officiers destitués qui payeront personnellement les contributions requises<sup>84</sup>. La municipalité d'organisation militaire prend une décision identique, à St-Maurice, le 3 avril. Mais Turreau n'accepte pas cette manière d'agir ; il exige que toute la régie aigaunoise participe au paiement de la contribution. Aux yeux du peuple, Pittier serait l'inspirateur de ces mesures injustes et l'auteur de l'arrêté.

La commune d'Evolène s'assemble à son tour, le dimanche 4 avril, pour manifester ses sentiments. Sur près de deux cents votants, six seulement acceptent de se soumettre aux autorités militaires. Encore finissent-ils par se ranger à l'avis de la majorité. Les habitants de Nax décident d'attendre une exécution militaire avant de payer la contribution. Ils nomment des préposés qui, d'avance, font cuire le pain. Ils tiennent prêt à être abattu le bétail néces-

<sup>79</sup> *Nouvelliste*, n° 27, du 2 avril.

<sup>80</sup> *Ibidem*, n° 28, du 6 avril.

<sup>81</sup> *Ibidem*, n° 30, du 13 avril.

<sup>82</sup> *Ibidem*, n° 41, du 21 mai. — Augustini et Pancrace de Courten ne seront libérés que le 24 mai, cf. Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, p. 231.

<sup>83</sup> *Ibidem*, n° 28, du 6 avril. — La loi du 12 septembre (Strickler, t. VI, pp. 133 à 134) interdit ces assemblées parce qu'elles tendent « nécessairement, quelque bonnes que soient les intentions des membres qui les composent, à nourrir le désordre et l'esprit de parti et à détruire par là la tranquillité et l'ordre dans l'Etat ». Il ne s'agit pas de la loi du 20 octobre, mais de celle du 18 octobre (Strickler, t. VI, pp. 298-299) que l'arrêté du 28 octobre (*ibidem*, pp. 328-329) complète et précise.

<sup>84</sup> AV, Rz, vol. 76, des 3 et 5 avril. — Le vicaire de Val d'Illiez, Maurice Clément, commente ainsi ces événements : « Avant hier, 4 du courant, le zélé Zumoffen, de concert avec le charitable Pittier, brûlants, comme leur maître Turreau, du désir de faire le bonheur inouï du peuple, destituèrent la louable municipalité de Monthey en y substituant une autre de leur façon (AV, Rz, 58/13/104, à de Rivaz, du 6 avril).

saire à l'entretien des troupes que leur refus doit conduire dans leur commune. Dans le district de Sembrancher, les municipalités décident d'attendre la contrainte militaire avant d'acquitter leur dû. Elles prennent des dispositions pour assurer à frais communs l'entretien des troupes d'exécution.

Précédemment déjà, des dispositions semblables avaient été prises dans d'autres communes. A l'invitation de la municipalité de Martigny, une assemblée composée d'un membre de chacune des municipalités du district, s'était réunie au chef-lieu, le 18 mars. On y avait pris la décision que les fournitures destinées aux Français seraient supportées par l'ensemble du district. Pittier punit cette désobéissance en destituant, le 4 avril, la municipalité de Martigny. Il en établit une nouvelle composée de Nicolas-Joseph Ducrey, Antoine Antony, Zacharie Chevillot, Joseph-Laurent Nicollier, Jacques Damay, Jean-Pierre Guex, François-Joseph Aubert, François-Etienne Pillet et Etienne Damay. Le district de Loèche avait également pris une décision analogue à celle de Martigny<sup>85</sup>.

La réquisition pourtant doit être acquittée. Mais les communes mettent une incroyable lenteur à s'exécuter. « Les contributions, écrit de Rivaz, se payent par parcelles et on pousse tant qu'on peut le temps avec l'épaulé. » Le district de Loèche envoie, le 6 avril, trois députés auprès de Turreau ; celui de Sierre, cinq. Ces délégués représentent au général l'impuissance où sont leurs communes d'acquitter les sommes qu'elles doivent payer. Ils sollicitent des « rabais et des délais ». Les Contheysans payent leur dû le 5 avril ; ils obtiennent ainsi une réduction d'un cinquième. Turreau accorde aussi une réduction à la commune de Saillon si elle se hâte de s'acquitter<sup>86</sup>. Au 12 avril, Loèche et Sierre n'ont rien payé ; Nax attend l'arrivée des contingents français ; Evolène et St-Martin ont logé des troupes pendant deux jours. Evolène verse un petit acompte ; St-Martin, la somme de cinquante francs. Et les troupes se retirent<sup>87</sup>. Dans le district de Monthey, les communes de Collombey, de Muraz et de Choëx sont exemptées de la contribution, le 31 mars, par Turreau. Celles de Vouvry, Troistorrents, Val d'Illiez et Monthey doivent, à elles seules, acquitter la contribution intégrale jusqu'au 9 avril. A l'exception de 150 louis pour lesquels on offre des bons de subsistances que le receveur Puy refuse d'accepter, tout est payé le 21 avril. Le 12 mai, le district achève de payer sa contribution<sup>88</sup>.

Les deux districts de Sembrancher et de Sierre tentent une plus longue résistance. Le sous-préfet Joris pense demander à Turreau une réduction de l'imposition<sup>89</sup>. Les communes de son district retardent le plus possible de s'acquitter. Turreau décide de contraindre lui-même les communes récalci-

<sup>85</sup> Sur ces faits, cf. AV, H 36, n° 7011, de Rivaz au conseiller d'Etat chargé du département de l'Intérieur, du 8 avril ; Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, pp. 181-189 ; *Nouvelliste*, n° 30, du 13 avril où se trouve l'arrêté qui destitue la municipalité de Martigny ; AV, Rz, vol. 76, aux 3, 4 et 5 avril.

<sup>86</sup> AV, H 36, n° 7011, de Rivaz au département de l'Intérieur, du 8 avril.

<sup>87</sup> *Ibidem*, n° 7015, de Rivaz à Du Fay, du 12 avril.

<sup>88</sup> AV, Rz, 57/3/53, Du Fay à de Rivaz, du 21 avril ; AV, Rz, 57/3/68 et 69, du même au même, du 13 mai.

<sup>89</sup> AV, H 36, n° 7025, de Rivaz à Joris, du 25 avril.

trantes. Précédé de la moitié des grenadiers du premier bataillon de la 73<sup>e</sup> demi-brigade et accompagné de deux aides-de-camp, du préfet Pittier, du receveur général Streicher et du sous-préfet militaire de Sembrancher Charles Contard, le général arrive à Orsières, le 23 mai, à sept heures du soir<sup>90</sup>. Il établit ses quartiers à la cure. Le lendemain, à six heures du matin, Turreau reçoit la municipalité d'Orsières à laquelle se sont joints des députés des municipalités de Liddes, de Bourg-St-Pierre, de Vollèges et de Sembrancher. Les représentants des communes demandent au général une réduction de l'imposition extraordinaire. Turreau ne la leur accorde pas. Il ordonne ensuite de cantonner, dès le 25 mai, une compagnie à Vollèges, une à Orsières, une à Liddes et une à Bourg-St-Pierre. Les soldats sont placés à discrétion chez les municipaux qui doivent payer « aux capitaines, six livres par jour ; aux lieutenants, trois livres ; aux sergents, quarante sols ; aux caporaux, trente sols ; et aux soldats, chacun vingt sols jusqu'à la rentrée des contributions ». Cependant, seule, la commune de Vollèges reçoit une compagnie de 68 hommes, le 28 mai. Turreau la fait revenir à Martigny, le 31 mai. C'est qu'une députation composée du sous-préfet Joris, du juge cantonal Jean-Pierre Ribordy et d'un officier municipal s'est rendue à Bex, le 29 mai, où Turreau réside depuis le 24 au soir ; elle y a acquitté l'imposition des communes.

L'acquittement de la contribution du 25 mars tarde moins dans le district de Sierre. Le receveur Imhoff somme, le 16 mai, l'ensemble des communes de payer leur arriéré. Le sous-préfet Monnier en avertit immédiatement le préfet national<sup>91</sup> qui lui recommande d'employer « tous les moyens dilatoires » et de verser, si les circonstances l'imposent, quelques acomptes pour éviter une exécution militaire<sup>92</sup>. Mais les communes n'ont pas le temps d'appliquer les conseils du préfet. Le 1<sup>er</sup> juin, en effet, deux compagnies arrivent à Sierre. Le commandant Valet les conduit. Il répartit ses troupes dans « les bonnes maisons, ne voulant pas être à charge aux pauvres habitants ni au peuple » ; il réclame l'arriéré et menace de faire venir encore trois compagnies si on ne lui obéit pas promptement. Pour se soustraire à cette vexation, les communes se hâtent de se rendre à Sion, d'y emprunter de l'argent et de payer leur dû. Les troupes se retirent alors.

Le Valais n'a plus désormais à subir de telles réquisitions. Celles du 14 juin et du 29 juillet ne frappent pas toutes les communes. Leur paiement s'effectue beaucoup plus facilement. Les municipalités empruntent de l'argent pour que le peuple n'ait pas à pâtir trop lourdement. Il n'est pas possible d'apporter des précisions sur la manière dont les différentes communes ont acquitté ces réquisitions. Car, dès la mi-juin, des sujets beaucoup plus importants occupent la correspondance des autorités constitutionnelles. Les partisans de la réunion du Valais à la France et leurs adversaires rivalisent d'ardeur pour faire aboutir les projets qu'ils patronnent. L'arrivée de Müller-

<sup>90</sup> Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, p. 248. — Les événements relatifs à la perception de la contribution dans les communes de Sembrancher et de Sierre sont rapportés dans le détail dans Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, pp. 248-253.

<sup>91</sup> AV, Rz, 57/3/57, du 16 mai.

<sup>92</sup> AV, H 36, n° 7048, de Rivaz à Monnier, du 25 mai.

Friedberg calme les deux partis. Avec les commissaires français et cisalpin, Müller-Friedberg prépare l'introduction de la nouvelle organisation politique sous laquelle le Valais vivra jusqu'en 1810.

### III. Les autorités d'organisation militaire

On a déjà vu que la destitution du préfet national de Rivaz provoqua une résistance spontanée chez la majorité des sous-préfets. Tandis que les communes montheysannes envisagent cette destitution « comme une calamité publique »<sup>93</sup>, tandis que la population du district de Sembrancher en est « vivement affectée »<sup>94</sup>, que dans le district de St-Maurice il n'est personne qui « ne regrette la perte d'un père en la personne d'un magistrat si respectable et si estimé »<sup>95</sup>, tandis qu'un sentiment de stupeur gagne les esprits, quelques sous-préfets, à leur tour, prévoient leur destitution. Joris l'attend avec « calme et fermeté » ; Du Fay croit toute proche « une honorable destitution ». Ce dernier craint que son successeur ne soit François-Joseph Zumoffen : « Le bruit public désigne déjà mon successeur ; s'il se confirme, il faut avouer que c'est un beau présent que l'on fait au district de Monthey. » D'ailleurs, Pittier n'a pas beaucoup de choix. D'une plume méchante, le chanoine Anne-Joseph de Rivaz le consigne dans ses *Mémoires* : « Le préfet Pittier ne trouve personne de quelque considération qui veuille de ses charges. On en donne partout à des sujets plus ou moins tarés et non seulement pour leur esprit exagérément révolutionnaire, mais encore pour hommes de mauvaises mœurs et de petite conscience »<sup>96</sup>. »

Les sous-préfets établis par Pittier doivent, dès leur nomination, pourvoir les places de leurs secrétaires, de leurs agents dans les différentes communes, des receveurs de districts et souvent celles des officiers municipaux. A Monthey, le sous-préfet Zumoffen appelle le notaire Pierre-Joseph Chapelet au poste de secrétaire. Il lui est plus difficile de trouver des agents car « il n'est entouré ni de la confiance, ni de l'estime publique »<sup>97</sup>. Le 19 février, Zumoffen a pourtant recruté huit agents sur les dix que requiert son district<sup>98</sup>. A Sion, quatre municipaux sont destitués le 13 février. Les citoyens actifs, invités à se réunir pour en élire de nouveaux, refusent de s'assembler. Pittier doit pourvoir lui-même à ces places<sup>99</sup>. La municipalité de Sierre, destituée en corps, ne peut pas être remplacée légalement car « il ne s'est présenté personne, sans exception » à l'assemblée convoquée par l'agent communal Imhoff.

Les autorités subalternes d'organisation militaire éprouvent très rapidement un découragement profond. Le peuple leur témoigne tant de mal-

<sup>93</sup> AV, Rz, 57/2/143 et 144, Du Fay à de Rivaz, du 27 janvier 1802.

<sup>94</sup> AV, Rz, 57/2/137, Joris au même, du 28 janvier.

<sup>95</sup> AV, Rz, 57/2/149, de Nucé au même, même date.

<sup>96</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, p. 70. — Sur les nouvelles autorités, cf. supra, note 63 et texte correspondant.

<sup>97</sup> AV, Rz, 57/3/11 et 12, Du Fay à de Rivaz, du 14 février.

<sup>98</sup> AV, Rz, 73/18/57, Zumoffen à Pittier.

<sup>99</sup> AV, H 36, n° 6966, de Rivaz à de Loës, du 15 février. — *Ibidem*, pour les événements relatifs à Sierre.

veillance ! A peine entre-t-il en fonction que le notaire Chapelet regrette d'avoir accepté sa nouvelle charge<sup>100</sup>. Mécontent de l'opposition qu'on lui suscite, Zumoffen ne craint pas de requérir l'envoi de nouvelles troupes à Monthey : « Enfin, citoyen préfet, si vous laissez plus longtemps Monthey sans troupes, sans de nouveaux municipaux et sans en sortir les chefs de l'intrigue... je vous préviens que je serai forcé de céder à la malveillance ; alors, bien loin d'accepter la sous-préfecture de St-Maurice, je serai dans le cas de refuser la continuation de celle-ci<sup>101</sup>. »

Car, dès la fin du mois de janvier, Pittier a l'intention de réunir les deux sous-préfectures de St-Maurice et de Monthey. Zumoffen, bien que mécontent, accepte cette modification dès les premiers jours de mars<sup>102</sup>. Michel Pignat est nommé receveur des deux districts ; mais il démissionne le 17 mars parce qu'il « est assuré que l'on ne peut le forcer de continuer ». N'avait-il pas manifesté, lors de son entrée en charge, « son vœu de rester uni à la Suisse quel que puisse être son sort à l'avenir »<sup>103</sup> ? René Puy continue alors les fonctions de receveur<sup>104</sup>. Pittier use de contrainte pour repourvoir les places de secrétaire et de président de la municipalité. Il appelle Jean Guerraty à celle-ci et un certain Duvernay à celle-là. Mais tous deux s'obstinent dans leur refus. Duvernay ne se soumet qu'après avoir dû héberger quatre soldats pendant deux jours. Guerraty s'incline devant la volonté de Pittier après avoir reçu quatre soldats, le 15 avril ; six, le 16 ; huit, le 17 ; dix, le 18 et on lui en promet dix-huit, soit tout un détachement pour le 19 s'il ne se soumet pas<sup>105</sup>. Accablé, Guerraty s'incline. Le lendemain, Zumoffen démissionne de sa place de sous-préfet<sup>106</sup>. Dès ce moment le district de Monthey est commandé tour à tour par le commandant de la place, par l'agent intrus et par Joseph Franc. Celui-ci avait fonctionné de longues années durant comme instituteur à Saint-Maurice où les gens, à cause de la violence de son caractère, l'avaient surnommé « Robespierre », « quoique très improprement, selon l'avis de Ch.-E. de Rivaz, car il était bien loin d'en avoir ni les talents, ni la noirceur »<sup>107</sup>.

Georges Roux, sollicité par Pittier d'accepter les deux sous-préfectures de Sierre et de Loèche où Pierre-Jacques Brunner refuse de fonctionner, hésite à entrer dans les vues du préfet national<sup>108</sup>. Les communes du district de Loèche ne le reconnaissent pas spontanément. Il en a eu la preuve quand, le 19 mars, il s'est rendu à Loèche, accompagné du commandant de la place de Brigue, Valet, et du receveur du district de Sierre, Antoine Hoffer. En l'absence du président de la municipalité, le vice-président n'avait-il pas écrit, au bas d'une déclaration de soumission « qu'en cédant à une force majeure,

<sup>100</sup> AV, Rz, 73/18/42, Chapelet à Pittier, du 13 février.

<sup>101</sup> AV, Rz, 73/18/88, Zumoffen à Pittier, du 8 mars.

<sup>102</sup> AV, Rz, 57/3/21, Du Fay à de Rivaz, du 13 mars.

<sup>103</sup> AV, Rz, 57/3/28, Pignat à la municipalité de Monthey, du 17 mars.

<sup>104</sup> AV, Rz, 57/3/43, Du Fay à de Rivaz, du 24 mars.

<sup>105</sup> AV, Rz, 57/3/52, du même au même, du 18 avril.

<sup>106</sup> AV, Rz, 86/2/53, procès-verbal de la démission, du 20 avril.

<sup>107</sup> AV, Rz, 57/3/54, Du Fay à de Rivaz, du 5 mai. — Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*,

p. 141.

<sup>108</sup> AV, Rz, 73/18/109, Roux à Pittier, du 18 mars.



on reconnaîtrait le citoyen Roux comme sous-préfet de Loèche »<sup>109</sup> ? D'autre part, Pittier n'apprécie pas du tout les manières de ce sous-préfet qui se contente de signer « Roux, notaire » quand il correspond avec le district de Loèche. Il ne le lui cache pas : « Vous me dites... que vous n'êtes pas reconnu à Loèche. Mais avez-vous besoin d'être reconnu pour parler en sous-préfet et leur transmettre les ordres que vous recevez de moi ? Quoique les municipaux ne m'aient pas mieux reconnu que vous, cela ne m'empêche pas que je prenne dans ma correspondance le titre dont je suis revêtu par le général Turreau ; vous devez de même prendre le vôtre<sup>110</sup>. » Georges Roux, que de Rivaz dit « le moins incapable » des sous-préfets militaires « quoiqu'il fût néanmoins bien au-dessous des talents que demande cette place »<sup>111</sup>, se plie alors à la volonté de Pittier.

On ne trouve malheureusement pas de documents relatifs au comportement des autorités d'organisation militaire dans les autres districts. L'étude des variations de l'esprit public en Valais nous fournira encore quelques détails complémentaires.

#### IV. Les variations de l'esprit public

L'arrivée de Turreau en Valais, à la fin du mois de novembre 1801, provoque des commentaires nombreux et généralement de même nature parmi la population des districts bas-valaisans. De Rivaz prend immédiatement ses dispositions. Dans une lettre confidentielle adressée aux sous-préfets de Monthey, de St-Maurice, de Martigny, de Sembrancher et de Sierre, le préfet national ne se cache pas que l'arrivée du général « aura sans doute fait sensation » et qu'elle « aura peut-être accrédité l'opinion que le pays allait être certainement réuni à la France »<sup>112</sup>. Que chacun s'empresse de tranquilliser les esprits ; que chacun voue une attention particulière à toutes les assemblées secrètes des agitateurs politiques ; qu'il n'hésite pas à les dissoudre et à se saisir des meneurs. Emmanuel Joris apprend par de Rivaz qu'un chirurgien français, major dans la troupe du général Turreau, se rend à Bourg-St-Pierre. Il doit être « un émissaire chargé d'influencer les esprits et de ménager un parti pour la réunion à la France »<sup>113</sup>. Les sous-préfets de Martigny et de Monthey sont également avertis de l'activité de cet agent<sup>114</sup>. Celui-ci ne cache pas à Hyacinthe de Nuce que sa mission est « d'observer les autorités civiles et militaires du canton et d'en rendre compte à son gouvernement »<sup>115</sup>.

<sup>109</sup> *Nouvelliste*, n° 26, du 30 mars.

<sup>110</sup> AV, Rz, 73/18/129, Pittier à Roux, du 29 mars.

<sup>111</sup> Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, p. 141.

<sup>112</sup> AV, H 36, n° 6695, du 2 décembre.

<sup>113</sup> *Ibidem*, n° 6696, même date. — Ce médecin, un dénommé Pagnot, distribue, au début du mois de décembre, des papillons par lesquels il informe le public qu'il donnera des consultations tous les jours « depuis dix heures du matin jusqu'à midi, maison de M. Lamont, au premier étage », à St-Maurice (AV, Rz, vol. 76, décembre 1801).

<sup>114</sup> AV, H 36, n° 6697, au sous-préfet de Martigny, du 2 décembre 1801 ; *ibidem*, n° 6714, de Rivaz à Du Fay, du 7 décembre 1801.

<sup>115</sup> *Ibidem*, n° 6716, de Rivaz au département de l'Intérieur, du 8 décembre 1801.



Dans le district de Sembrancher, l'administrateur suppléant Pierre-Joseph Dallèves, affirme que le Valais deviendra français<sup>116</sup>. Quand il passe dans les communes, le général ne cesse de répéter que le peuple sera délivré du fardeau de l'entretien des troupes dès qu'il aura décidé de se soumettre à la France. Au sous-préfet de Sierre, Turreau affirme qu'il est venu en Valais dans l'intention de faire du bien au pays, que la Chambre s'oppose à ses vues, mais qu'il trouvera le « moyen de lever ces obstacles » et qu'il saura bien « faire venir encore davantage de troupes »<sup>117</sup>.

Le commandant Valet annonce en ville de Brigue que la réunion du Valais à la France s'accomplira dès la clôture du congrès d'Amiens. Il encourage le peuple à se prêter aux intentions de la France, à demander même sa réunion à la « Grande Nation ». Il l'assure que « pour dix ans, il ne payera aucune contribution », que la France conservera « la religion dans toute son intégrité »<sup>118</sup>. Le curé de la paroisse de Glis, dont l'influence est grande sur les habitants de Naters et de Mund, paraît prêter une oreille favorable à ces propos. Et, quand on apprend l'arrêté de Turreau, du 25 décembre, plusieurs personnes se promettent de ne plus payer désormais tandis que d'autres affirment « que les Français sont point encore si mauvais »<sup>119</sup>.

Les autorités constitutionnelles ne restent pas indifférentes face à ces menées. De Rivaz, qui, par un avis particulier, a appris le maintien de l'intégrité territoriale de la Suisse, en avertit tous les sous-préfets<sup>120</sup>. Il espère avec celui de Brigue que le gouvernement français révoquera rapidement les mesures militaires adoptées en Valais, dès qu'il connaîtra les sentiments de la population<sup>121</sup>. Il annonce à celui de Stalden l'arrivée d'un officier français qui tentera de provoquer des vœux de réunion à la France<sup>122</sup>.

Les sous-préfets s'efforcent d'informer le préfet national de l'état d'esprit des communes de leurs districts. Dans la commune de Sembrancher, la crainte qu'on ne devienne Français s'est un peu assoupie. A Vollèges, la population avait cru, en apprenant l'arrivée de Turreau en Valais, que le Valais « avait été réellement rattaché à la France ». Chacun y disait même que la constitution française était publiée à St-Maurice et à Martigny, que les gouvernements helvétique et français avaient rompu leurs relations diplomatiques. Ces faux bruits s'apaisent à partir du 1<sup>er</sup> décembre car les habitants de l'endroit, de retour de la foire de Martigny, apportent des renseignements plus sûrs. Dans la commune de Bagnes, le « peuple est tranquille ». La commune de Bourg-St-Pierre, qui avait craint l'incorporation du Valais à la France, « avait été charmée d'apprendre le contraire »<sup>123</sup>. Trois semaines plus tard, la lassitude s'empare des esprits. Les partisans de la réunion mar-

<sup>116</sup> AV, Rz, 57/2/18, Joris à de Rivaz, du 12 décembre.

<sup>117</sup> AV, H 36, n° 6741, de Rivaz au département de l'Intérieur, du 14 décembre 1801.

<sup>118</sup> AV, Rz, 58/6/1, Stockalper fils à de Rivaz, du 17 décembre 1801.

<sup>119</sup> *Ibidem*, n° 2, du même au même, du 28 décembre 1801.

<sup>120</sup> AV, H 36, n° 6791, du 22 décembre 1801.

<sup>121</sup> *Ibidem*, n° 6795, du 23 décembre 1801.

<sup>122</sup> *Ibidem*, n° 6799, du 24 décembre 1801.

<sup>123</sup> Les renseignements sur ces communes sont extraits d'un rapport de Joris à de Rivaz, du 23 décembre 1801 (AV, Rz, 57/2/42 et 43).

quent quelques rares succès : « Une huitaine de personnes désirent hautement la réunion » dans la commune de Sembrancher. A Bagnes et à Orsières, « il y en a aussi dans ces sentiments pervers ». Tous les habitants de Vollèges sont partisans de la République helvétique. A Liddes, il y en a un peu plus des trois quarts. Seuls « deux ou trois étourdis pourraient n'être pas attachés à leur patrie », dans la commune de Bourg-St-Pierre. Mais toutes les municipalités du district sont « dans l'impatience d'être déchargées de leur emploi » <sup>124</sup>.

Les communes de Chalais et d'Anniviers manifestent leur attachement au régime helvétique dans une lettre qu'elles adressent au sous-préfet de Sierre. Celui-ci est sûr de ses administrés : « Vous pouvez être entièrement rassuré sur notre district. J'ai mes gens affidés partout et rien que de ceux qui jouissent de la confiance du peuple <sup>125</sup>. »

André Ducrue, qui s'était soumis aux ordres du général Turreau en publiant l'arrêté du 25 décembre, est destitué par de Rivaz. L'autorité militaire en est fort mécontente. Toute la ville de Sion est pleine de l'idée que de Rivaz sera mis aux arrêts. Lui-même s'attend à cet événement. Et Turreau dépêche un courrier à Verninac pour être autorisé à destituer de Rivaz et à le remplacer par Ducrue. Comme l'on dit que cette destitution sera accompagnée d'une proclamation, de Rivaz fait éloigner les imprimeurs de la capitale et il prend des dispositions « pour que, soit à Vevey, soit à Lausanne, le général rencontre des difficultés à exécuter cette mesure ». Le bruit de la prochaine arrestation se répand dans les villages voisins. La municipalité de Savièse délègue immédiatement son président auprès du préfet pour mettre, si celui-ci le désire, une garde à sa disposition et à celle de la Chambre administrative. La commune de Conthey lui fait une proposition analogue. Mais de Rivaz les refuse pour ne pas irriter davantage les autorités françaises <sup>126</sup>. Les habitants de la commune de Sion envoient au Petit Conseil une protestation de fidélité à la République helvétique, le 7 janvier 1802. Elle est signée par 282 citoyens actifs <sup>127</sup>.

Le sous-préfet de Martigny, Frédéric Gross, se dépense sans compter « pour tranquilliser le peuple dans les craintes où il se trouve par les faux bruits que les malveillants répandent dans ces moments d'orage » <sup>128</sup>. Dans la commune d'Ardon, deux citoyens actifs refusent seuls de signer une adresse favorable aux autorités constitutionnelles <sup>129</sup>.

Les communes de St-Martin, Evolène, Nax, Nendaz, Hérémence et Salins dans le district d'Hérémence, demeurent favorables au régime helvétique. A

<sup>124</sup> AV, Rz, 57/2/122, et 123, Joris à de Rivaz, du 16 janvier 1802.

<sup>125</sup> AV, Rz, 57/2/48, Monnier à de Rivaz, du 24 décembre 1801.

<sup>126</sup> Sur ces événements, cf. AV, H 36, n° 6813, de Rivaz au conseiller d'Etat de l'Intérieur, du 28 décembre 1801. — Aux AV, Rz, 58/13/79, se trouve un reçu signé des deux frères Antoine et Joseph Advocat qui reconnaissent avoir touché, le 5 janvier 1802, la somme de 16 francs pour s'être absentes « quatre jours hors de la ville par ordre du préfet national ».

<sup>127</sup> Strickler, t. VII, p. 946, n° 15 a.

<sup>128</sup> AV, Rz, 57/2/72, Gross à de Rivaz, du 30 décembre 1801.

<sup>129</sup> Strickler, t. VII, p. 946, n° 15<sup>b</sup>.

Nax, on ne trouve pas « trois âmes en faveur des Français » tandis qu'à Vex, les partisans de la France sont relativement nombreux <sup>130</sup>.

Pour contrecarrer la propagande francophile, Hyacinthe de Nucé distribue un tableau des impositions perçues en France à tous les prêtres de son district. Ceux-ci le divulguent à leurs paroissiens et les encouragent à demeurer fidèles à la République helvétique <sup>131</sup>. Dans le district de Monthey, où Du Fay a agi pareillement, Pittier « paraît de très mauvaise humeur », et il répète « qu'on sera exempt d'impôts et de la conscription militaire pendant quelques années » si l'on demande et obtient la réunion à la France <sup>132</sup>. Ce ne sont pas là les seules assertions tendancieuses que propagent les émissaires français. Ainsi l'on entend dire dans les cabarets que la France a payé toutes les réquisitions, que les fonctionnaires publics n'ont acquitté que celles de leurs amis et qu'ils emploient le surplus de l'argent à corrompre une puissance pour qu'elle s'oppose à l'incorporation du Valais à la France <sup>133</sup>. Les propagateurs de fausses nouvelles ne manquent pas de ressources. Ce sont, à les entendre, les Haut-Valaisans qui s'insurgent à nouveau contre les Français et viennent brûler St-Maurice et Monthey ; les communes qui demandent leur réunion à la France ; les fonctionnaires prévaricateurs qui doivent rendre compte de leur gestion au général Turreau <sup>134</sup>. Ces nouvelles n'obtiennent certes pas toutes le même crédit ; le peuple ne vibre pas également à toutes mais chacune d'elles contribue à troubler l'esprit public, à rendre le régime helvétique haïssable et les autorités odieuses.

C'est dans cet échauffement des esprits que s'opèrent la destitution de Ch.-E. de Rivaz, le 23 janvier 1802, et celle de la Chambre administrative, le 30 janvier. Le peuple, stupéfait, en est abasourdi. Et ce que Du Fay écrit au préfet national : « Dans toutes les communes, on envisage votre destitution comme une calamité publique <sup>135</sup> », on est en droit de le considérer comme valable pour l'ensemble des communes valaisannes. Le peuple, pourtant, se divise en deux clans qui, pour quelques mois, vivront leur vie propre, obéiront à des autorités particulières et s'efforceront d'atteindre les buts qu'ils se sont assignés. D'un côté, les patriotes helvétiques, conduits par les autorités constitutionnelles presque toutes destituées, manifestent un courage inlassable et supportent la plus lourde part des vexations du général Turreau. De l'autre, les partisans de la France, rangés sous la bannière des autorités d'organisation militaire, tentent d'obtenir l'incorporation du Valais à la France. De là, deux correspondances : l'une, échangée par les autorités constitutionnelles entre elles ; l'autre, écrite par Turreau, Pittier et leurs subordonnés ; celle-là, soucieuse du bien public et de l'avenir politique du Valais ; celle-ci, désireuse d'exterminer le parti des patriotes et préoccupée avant tout de l'intérêt de quelques personnes.

<sup>130</sup> AV, Rz, 57/2/101, le sous-préfet d'Héremence à de Rivaz, du 8 janvier 1802.

<sup>131</sup> AV, Rz, 57/2/97, de Nucé à de Rivaz, même date.

<sup>132</sup> AV, Rz, 57/2/133, Du Fay au même, du 20 janvier.

<sup>133</sup> AV, Rz, 57/2/95, du même au même, du 6 janvier.

<sup>134</sup> AV, Rz, 57/2/102 et 103, du même au même, du 9 janvier.

<sup>135</sup> AV, Rz, 57/2/143-144, du même au même, du 27 janvier.

Dès sa destitution, de Rivaz prévoit les sollicitations dont le peuple ne tardera pas à être l'objet de la part des émissaires français : « Je crois... devoir observer que ce peuple va être travaillé par tous les genres de séduction et que sa simplicité va l'exposer à y céder par ignorance <sup>136</sup>. » Les esprits sont encore relativement unis à cette époque. Que ce soit à Monthey, à St-Maurice, ou à Martigny, « partout dans ces lieux règne sans doute beaucoup d'inquiétude mais aussi beaucoup de fermeté et d'attachement à la patrie » <sup>137</sup>. Telle est du moins l'opinion du commissaire de Loës qui pressent déjà la division des esprits. Turreau, écrit-il, « a des ordres d'agir en Valais de manière à détacher ses habitants de la Suisse et de les amener à demander une réunion à la France ; ce qui le prouve, c'est que ses agents disent tout haut que le meilleur moyen que les Valaisans aient de se délivrer des troupes, c'est de se prononcer ouvertement et qu'alors on les retirera ».

Grâce à la vigilance des autorités constitutionnelles, la population ne se laisse pas embrigader dans le parti français. Le comportement de Turreau favorise en partie les sentiments de fidélité au régime helvétique. Au moins dans le district de Monthey d'où le sous-préfet écrit à de Rivaz : « Votre destitution et votre remplacement par le citoyen Pittier me paraissent avoir beaucoup aigri les esprits et ont fait plus de tort que de bien à la cause de Turreau <sup>138</sup>. » Hyacinthe de Nuce fait une réflexion identique : « Les mesures violentes dont s'est servi le général Turreau, bien loin d'attirer les esprits dans son parti, les en a au contraire éloignés <sup>139</sup>. » La commune d'Evionnaz est francophile ; celle de Vérossaz « est guérie de la manie de vouloir être française ». Quant aux autres communes du district de St-Maurice, « elles se conduisent fort bien ». De Nuce n'écrit-il pas que « le peuple regrette les anciennes autorités et dit publiquement qu'il trouvait plus d'humanité chez les municipaux destitués que chez les intrus que sont le sieur Denis, le régent Franc, Denis Débonnaire, Jacques Peney, Jean-Pierre Barman de l'*Ecu du Valais* » <sup>140</sup> ? Dans le district de Sembrancher, « la très grande majorité du peuple... est pour rester suisse, même à Liddes que je craignais beaucoup » <sup>141</sup>, conclut un rapport du sous-préfet Joris.

Les sentiments de la population et des autorités constitutionnelles déplaissent fort aux partisans de la France. Pour les surveiller, les autorités d'organisation militaire n'hésitent pas à violer le secret postal. Le 1<sup>er</sup> février, le commandant français de St-Maurice arrête et inspecte le courrier de passage. Pittier se permet la même inconvenance à Riddes. Il se saisit même des lettres que le gouvernement adresse aux fonctionnaires valaisans <sup>142</sup>. En

<sup>136</sup> AV, H 36, n° 6962, au Petit Conseil, du 29 janvier.

<sup>137</sup> Strickler, t. VII, pp. 968-969, n° 8, de Loës au Petit Conseil, du 30 janvier.

<sup>138</sup> AV, Rz, 57/3/9 et 10, à de Rivaz, du 9 février.

<sup>139</sup> AV, Rz, 57/3/13-14, au même, du 18 février.

<sup>140</sup> AV, Rz, 57/3/19 et 20, à de Rivaz, du 8 mars.

<sup>141</sup> AV, Rz, 57/3/16 et 17, Joris à de Rivaz, du 21 février.

<sup>142</sup> Strickler, t. VII, pp. 972-973, n° 16, Sénat, du 6 février. — Le vicaire de Val d'Illiez, Maurice Clément, dont une lettre adressée au préfet national, le 28 janvier, n'est pas parvenue à destination, écrit à de Rivaz, le 9 février : « Sans doute que ma lettre est tombée entre les mains des voleurs intrus » (AV, Rz, 58/13/46). Et ne sachant si celle-ci parviendra à son destinataire, il ajoute en post-scriptum : « S'il peut m'en arriver quelque

outré, Turreau fait colporter dans les communes une formule d'adhésion à la France<sup>143</sup>. La commune de Monthey est particulièrement travaillée par les faux bruits, les menaces et les insinuations pour que les citoyens actifs signent des adresses de réunion<sup>144</sup>. Le chef de bataillon Veilande envoie à Monthey son lieutenant Bertholet avec pour mission, qui doit rester secrète, de sonder l'opinion publique et d'y découvrir des « patriotes »<sup>145</sup>. A Martigny, le receveur général « parcourt nuitamment les maisons, fait appeler les citoyens chez lui « pour leur dire qu'eux seuls payeront les contributions et logeront les troupes qu'on fera pleuvoir dans la commune » s'ils ne signent pas les adresses de réunion. Les citoyens non actifs sont invités à signer les premiers. Le moyen est bon puisque « leur nombre conduit les autres à la crainte de manière qu'à peu près la moitié des citoyens de Charrat, de la Ville et de la Bâtiaz ont signé »<sup>146</sup>.

L'on apprend alors en Valais la décision que Bonaparte a prise, le 22 mars 1802, d'ériger le Valais en République indépendante<sup>147</sup>. De nombreuses rumeurs circulent au sujet de la nouvelle organisation du pays. Personne n'est satisfait. Les patriotes entendent demeurer partie intégrante de la République helvétique ; les francophiles réclament la réunion à la France. Constitutionnels et anticonstitutionnels rivalisent d'ardeur. Chacun veut voir se réaliser la forme politique de son choix.

Les autorités constitutionnelles, suivies par la majorité de la population, répugnent fortement à l'idée d'une séparation du Valais d'avec la Suisse. Le peuple, écrit de Rivaz, « ne se dissimule pas que l'indépendance qu'on lui offre en ce moment ne serait qu'une indépendance purement illusoire ; que la France influencerait sur la nomination de ses fonctionnaires et sur les délibérations de ses conseils ; qu'elle n'en poursuivrait qu'avec plus d'activité son plan de réunion et que, si elle éprouvait trop de résistance à cet égard, elle aurait mille moyens de nous agiter, si nous étions une fois isolés »<sup>148</sup>. Assurément, « le parti le plus convenable sera d'accepter l'indépendance »<sup>149</sup>. On envisage pourtant cette solution avec dépit. Dans le district de Monthey, l'idée d'une République valaisanne n'a que peu de succès<sup>150</sup>. De Paris, Bar-

chose par la malice des pillards et dévaliseurs de poste, je me consolerais d'avoir dit la vérité et de pouvoir encore leur dire en face et publiquement quand ils voudront, qu'ils sont des voleurs sur grand chemin. Et que risquerai-je puisqu'ils s'honorent de ce titre en imitant les brigands qui dévalisent, pillent et volent les courriers en France ? »

<sup>143</sup> Cette formule est publiée dans Ribordy, pp. 127-128 et dans Strickler, t. VII, p. 969, n° 9.

<sup>144</sup> AV, Rz, 57/3/43 et 44, Du Fay à de Rivaz, des 24 et 27 mars.

<sup>145</sup> AV, Rz, vol. 76, Veilande à Bertholet, du 2 avril.

<sup>146</sup> AV, Rz, 58/13/104, Morand à de Rivaz, du 10 avril. — Dès qu'il en a connaissance, de Rivaz avertit le département de l'Intérieur : « On me dit qu'on a été dans plusieurs communes, notamment à Martigny, de maison en maison, demander aux individus s'ils voulaient être libérés du logement des troupes, du paiement de la contribution, etc..., qu'ils n'avaient qu'à signer un papier qu'on leur présentait » (AV, H 36, n° 7019, du 15 avril et Strickler, t. VII, pp. 180-182, n° 1).

<sup>147</sup> *Correspondance de Napoléon I<sup>er</sup>*, t. VII, n° 6001, à Talleyrand, du 29 ventôse X (20 mars 1802).

<sup>148</sup> AV, H 36, n° 7019, au département de l'Intérieur, du 15 avril.

<sup>149</sup> *Ibidem*, n° 7022, de Rivaz à Du Fay, du 17 avril.

<sup>150</sup> AV, Rz, 57/3/53, Du Fay à de Rivaz, du 17 avril.

thélemy Guillot apprend aux Montheysans que le Valais « serait indépendant sous l'autorité d'un préposé français » ou qu'il formerait « une république indépendante pendant quelques années » ; mais ceci, toujours dans le but « d'opérer plus facilement la réunion »<sup>151</sup>.

Les nouvelles transmises par Guillot alarment d'autant plus Pierre-Louis Du Fay qu'elles concordent avec les propos tenus par le général. Dans une conversation avec Du Fay et Jacques-François de Quartéry, Turreau n'avait-il pas expliqué son désir de réorganiser le Valais ? Celui-ci serait formé de trois arrondissements. Lui-même présiderait l'administration dont les autorités seraient formées d'anciens et de nouveaux fonctionnaires. Le Valais serait ensuite réuni à la France<sup>152</sup>. Turreau avait tenu le même discours au sous-préfet Joris et aux juges cantonaux Joseph de Nucé et Jean-Pierre Ribordy<sup>153</sup>.

Les craintes que suscitent de tels propos varient selon les milieux qu'ils atteignent. Elles peuvent être réduites à deux sortes. Dans les districts de langue française, la population redoute le retour de la domination du Haut-Valais. Un exemple : Sembrancher. Au sous-préfet Joris, interprète de ces craintes, de Rivaz prouve l'inanité de ces craintes : « Ni la France, ni la Suisse ne le permettraient, quand même le Haut le voudrait. Et d'ailleurs, les districts de Sion, Sière, Hérémence seront toujours en grande partie de notre côté et tiendront l'équilibre entre la partie allemande et la partie française<sup>154</sup>. » Pierre-Louis Du Fay représente assez bien l'état d'esprit des libéraux aristocrates. Il voit « avec une peine mêlée d'inquiétude que l'on nous destine un régime populaire qui nous rendra le plus malheureux des pays »<sup>155</sup>. Hyacinthe de Nucé ne partage pas ces appréhensions. L'essentiel, selon lui, « est de recevoir une constitution telle qu'elle puisse être pour nous débarrasser des troupes qui nous sont vraiment à charge. Il sera temps de rectifier ce qu'il pourrait y avoir de défectueux lorsque notre sort dépendra uniquement que de nous »<sup>156</sup>. Charles-Emmanuel de Rivaz, tout d'abord partisan du maintien du Valais dans la République helvétique parce qu'il craint que l'isolement du pays ne l'amène à la réunion, ne tarde pas à se rallier à l'idée d'une République indépendante. Puisque la situation politique ne permet pas le maintien du Valais dans la République helvétique, « je n'hésite pas, dit-il, n'ai jamais hésité et n'hésiterai jamais à conseiller de nous former en Etat indépendant plutôt que de nous réunir à la France, persuadé que si jamais l'on devait nous conduire à l'autre, il serait toujours utile au peuple valaisan de reculer cette époque le plus qu'il lui sera possible. Telle est ma profession de foi politique d'après laquelle je travaillerai en ce qui dépendra de moi, bien convaincu d'ailleurs qu'elle est conforme au vœu de mes concitoyens »<sup>157</sup>.

<sup>151</sup> AV, Rz, 55/25/9, du même au même, du 10 juin.

<sup>152</sup> AV, Rz, 55/25/8, du même au même, du 27 mai.

<sup>153</sup> AV, Rz, 58/13/112 et 113, Joseph de Nucé au même, du 30 mai.

<sup>154</sup> AV, H, 36 n° 7027, du 1<sup>er</sup> mai.

<sup>155</sup> AV, Rz, 55/25/9, Du Fay à de Rivaz, du 10 juin. — Voici un fragment de cette lettre : « Je recevrai l'indépendance, surtout avec un régime populaire, avec la même crainte, avec la même inquiétude que la réunion. »

<sup>156</sup> AV, Rz, 57/3/74 et 75, de Nucé au même, même date.

<sup>157</sup> AV, H 36, n° 7043, de Rivaz à Bonvin, du 21 mai.



Les partisans de la France agissent aussi de leur côté ; ils entrevoient déjà la vindicte populaire s'abattre sur eux au départ des Français. A Sion, le commandant Ledoux affirme que l'incorporation à la France est décidée <sup>158</sup>. Turreau divulgue son projet de réorganisation du Valais. A l'entendre, les conversations diplomatiques entre Verninac et le gouvernement helvétique n'ont aucune valeur ; la constitution valaisanne établie à Berne n'entrera jamais en vigueur ; la réunion enfin s'accomplira puisque la France la désire depuis trois ans déjà <sup>159</sup>. Les émissaires français récoltent des signatures pour la réunion.

Les districts du Bas-Valais sont particulièrement travaillés. Comme leurs habitants avaient été précédemment sous la domination des Haut-Valaisans, Turreau pense ébranler plus facilement leur attachement à la République helvétique par crainte du retour de leur état de sujétion si le Valais était déclaré indépendant. L'adresse présentée, en ville de St-Maurice, à la signature des citoyens actifs est fondée sur le fait que les Haut-Valaisans ont autrefois maltraité ceux du Bas et que les fonctionnaires helvétiques n'ont pas œuvré pour le bien de leurs administrés <sup>160</sup>. Jacques Peney, le 31 juin, et Jean-Pierre Barman, le 2 juillet, tous deux officiers municipaux d'organisation militaire, refusent de signer l'adresse tant les motifs exprimés dans l'acte qu'on leur présente sont infâmes <sup>161</sup>. Le 2 juillet également, l'agent constitutionnel de Massongex refuse une adresse présentée par Joseph Franc et par Louis Preux, tous deux membres de la nouvelle Chambre administrative <sup>162</sup>. Hyacinthe de Nuce, qui s'emploie à raffermir les sentiments de la population, est placé sous surveillance dans sa maison. Qu'importe puisque, comme il l'écrit, « on a encore laissé en liberté mon écritoire et ma plume ; et je m'en servirai jusqu'à la dernière minute » <sup>163</sup>. La récolte des signatures se poursuit, sinon avec succès, du moins avec tant d'intensité que les autorités et les notables de St-Maurice rédigent, le 16 juillet, une protestation contre les signatures données en faveur de la réunion et contre les intrigues par lesquelles on les a obtenues <sup>164</sup>.

A Massongex, Joseph Franc exige la réunion d'une assemblée communale pour le 18 juillet. Sur plus de quarante personnes, trois seules votent pour la réunion. Franc ordonne alors de tenir une nouvelle assemblée le 31 juillet. Les menaces d'une exécution militaire et d'une contribution extraordinaire obtiennent une vingtaine de suffrages. Mais revenus de leur pre-

<sup>158</sup> AV, Rz, 58/13/108, de Riedmatten à de Rivaz, du 26 avril.

<sup>159</sup> AV, Rz, 55/25/8, Du Fay, au même, du 27 mai et AV, Rz, 58/13/112 et 113, Joseph de Nuce au même, du 30 mai.

<sup>160</sup> AV, Rz, 57/3/78, de Nuce au même, du 2 juillet et AV, Rz, vol. 76, au 2 juillet.

<sup>161</sup> AV, Rz, vol. 76, au 2 juillet. L'adresse est présentée à Peney par le président de la municipalité Joseph Franc ; à Barman, elle l'est par l'agent municipal Denis Bognard. Celui-ci refusera également de la signer. Il sera puni en recevant une garnison de quatre hommes (Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, p. 268).

<sup>162</sup> AV, Rz, vol. 76, au 2 juillet.

<sup>163</sup> AV, Rz, 57/3/83, du 9 juillet.

<sup>164</sup> AV, Rz, vol. 76, au 16 juillet. — La protestation est publiée dans Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, pp. 270-271.



mière frayeur, les habitants, au nombre de 43, rédigent, le 4 août, une protestation par laquelle ils reviennent sur les votes de l'assemblée précédente <sup>165</sup>.

Les émissaires français ne tardent pas à intriguer aussi dans le district de Monthey. René Puy, le receveur intrus, annonce à Du Fay, le 7 juillet, que le général « approuverait fort que les municipalités demandassent la réunion mais qu'il désirait que le peuple unisse son vœu à celui de ses magistrats et que les bonnes têtes ne restassent pas en arrière » <sup>166</sup>. Les municipaux de Choëx sont réunis deux jours plus tard à St-Maurice pour s'entendre dire que leur commune hébergera 1.000 soldats si elle ne vote pas la réunion. Dans les communes montheyssannes, les intrus ont l'ordre de recueillir des signatures. Mais ils n'osent commencer à le faire. Ne disent-ils pas « ouvertement qu'ils craignent de ne pas réussir » <sup>167</sup> ? Val d'Illiez, Troistorrents affichent leur attachement à la République helvétique. Vionnaz, Vouvry et St-Gingolph ne sont fermes que pour autant que « le reste du Bas-Valais ne plie pas ». « Jamais, écrit Du Fay, le concours des gens de bien n'a été aussi nécessaire que dans cette circonstance critique, et je crains que nous ne finissions par succomber. »

Les émissaires du général commencent leurs intrigues en ville de Monthey, le 11 juillet. Des particuliers de Collombey, Muraz, des Neyres, s'assemblent dans le cabaret de Joson Franc où ils donnent leurs signatures <sup>168</sup>. Les francophiles n'obtiennent pourtant que peu de succès « grâce à l'activité des gens bien-pensants dont chacun s'animait réciproquement pour convaincre leurs concitoyens des pièges qu'on leur tendait » <sup>169</sup>.

Afin de punir les patriotes, le commandant de la place loge quatre soldats chez chacun des membres des autorités destituées. La population craint beaucoup le nouveau commandant, un dénommé Grill. Elle partage en cela les sentiments de Du Fay : « Il paraît que c'est un forcené qui nous conduira avec un sceptre de fer <sup>170</sup>. » Les menées des émissaires cessent dès le 14 juillet <sup>171</sup>. Les rumeurs s'apaisent. Mais le répit est bref. Le 19, les faux bruits reprennent avec une intensité accrue : les Haut-Valaisans auraient voté leur réunion ; l'incorporation du Valais à la France serait proclamée très prochainement. Ces bruits, que le commandant français soutient de son autorité, abattent le courage des gens. Des vexations continuelles aident à ce travail de sape. Pour avoir refusé de signer la demande de réunion, un particulier ne doit-il pas loger deux soldats depuis le 2 juillet ? André Mercier n'est-il pas dépouillé de son gagne-pain, de la messagerie de St-Maurice à Monthey, parce qu'en apportant la nouvelle de l'indépendance du Valais, il avait effectué son service, une couronne de lierre enroulée à son chapeau et une branche de feuillage à la main ? On l'avait déclaré privé de la confiance publique et

<sup>165</sup> Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, pp. 271-272.

<sup>166</sup> AV, Rz, 57/3/79, Du Fay à de Rivaz, du 7 juillet.

<sup>167</sup> AV, Rz, 57/3/84, du même au même, du 10 juillet.

<sup>168</sup> AV, Rz, 57/3/85, du même au même, du 12 juillet.

<sup>169</sup> AV, Rz, 57/3/86, du même au même, du 14 juillet.

<sup>170</sup> AV, Rz, 57/3/87, du même au même, du 14 juillet. — Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*,

p. 273, en note.

<sup>171</sup> AV, Rz, 57/3/91, Du Fay à de Rivaz, du 17 juillet.

on l'avait remplacé par Théodore Franc, frère d'un municipal de création militaire <sup>172</sup>.

Le district de Martigny connaît une agitation moins grande durant le mois de juillet. Le 4, la municipalité du chef-lieu créée par Turreau s'assemble pour émettre son vœu de réunion à la France <sup>173</sup>. Une assemblée générale convoquée pour le 18 n'a pas lieu, faute de participants. Les communes de Saxon, Riddes et Bovernier, travaillées par François Hélène, demandent leur rattachement à la France. Les patriotes helvétiques font immédiatement circuler des protestes contre les signatures en faveur de la réunion. La tranquillité et le bon esprit se maintiennent dans les autres communes <sup>174</sup>.

Le district de Sembrancher n'est pas aussi paisible. Depuis le 7 juillet, un détachement y séjourne aux frais du sous-préfet Joris. Il y demeurera jusqu'au 11 juillet afin de pousser le peuple à opter pour la France. Le 11 juillet, Pittier se rend à Orsières où il convoque une assemblée. Le commissaire des guerres du district de Martigny, Philippe Morand, qui en fait le compte rendu, la décrit ainsi : « Après avoir convoqué les citoyens, il a conclu par dire que ceux qui voudraient la réunion lèveraient leurs chapeaux et les autres le garderaient ; ces mots ne furent pas plutôt prononcés que l'assemblée disparut en un instant sans donner aucun signe. » Charles Contard préside le même jour une assemblée à Sembrancher. Le juge cantonal E.-G. Delasoie assure la contradiction et il le confond si bien que Contard n'enregistre aucun succès. L'agent intrus parcourt ensuite les maisons. Mais en vain. Tout ce qu'il peut faire, c'est de réunir une huitaine d'individus qui s'étaient enivrés avec des soldats français et de leur faire crier dans les rues : « Vive Turreau ! Vive Pittier ! » D'Orsières, Pittier gagne la vallée de Bagnes où la population demeure fidèle à la République helvétique. Les autres communes du district manifestent des sentiments identiques <sup>175</sup>. Le 1<sup>er</sup> août, une nouvelle assemblée est tenue à Orsières par Charles Contard <sup>176</sup>.

Le préfet de Rivaz a personnellement l'occasion de constater l'activité que les agitateurs déploient pour fomenter du désordre. La scène se passe à Sion, le 4 juillet. De Rivaz la décrit : « Il y avait dès les quatre heures après-midi un rassemblement de gens des paroisses de Vex, de Bramois et de Granges au nombre d'environ vingt personnes qui ont fait une orgie dans la maison du voiturier Pralong, rue du Rhône, où le vin leur était fourni

<sup>172</sup> AV, Rz, 55/25/10, du même au même, du 19 juillet. — Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, pp. 274-275. — *Nouvelliste*, n° 62, du 3 août.

<sup>173</sup> AV, H 36, n° 7072, de Rivaz à Augustini, du 5 juillet.

<sup>174</sup> AV, Rz, 58/13/124 et 125, Morand à de Rivaz, des 12 et 19 juillet. — L'adresse de la commune de Saxon, appuyée par 70 signatures, se trouve aux AV, Rz, 86/2/144, du 10 juillet.

<sup>175</sup> AV, Rz, 58/13/124, Morand à de Rivaz, du 12 juillet. — Aux AV, Rz, vol. 76, au 25 juillet, se trouve une protestation des autorités de Liddes contre les signatures données en faveur de la réunion ; *ibidem*, au 27 juillet, existe un recueil d'environ 400 signatures données à Bagnes contre la réunion à la France. — Quelques jours plus tôt, de Rivaz avait reçu des protestations semblables des communes de Sembrancher, Orsières, Bourg-Saint-Pierre et Vollèges (AV, H 36, n° 7091, de Rivaz à Augustini, du 20 juillet).

<sup>176</sup> Sur l'assemblée du 1<sup>er</sup> août, cf. l'article très détaillé du *Nouvelliste*, n° 63, du 6 août.

à discrétion au compte de gens qui ne se sont pas montrés. J'ai su qu'on avait cherché à augmenter autant qu'on avait pu ce nombre. Je connais déjà quatre agriculteurs d'ici qui ont été invités à se rendre dans ce même lieu en leur disant qu'ils y boiraient gratis et qui ont refusé cette invitation. Toute la ville était pleine avant la nuit du bruit que ce rassemblement était dirigé en secret pour faire du tapage dans les rues, y crier la réunion à la France et insulter les maisons des divers citoyens, surtout de ceux qui avaient été à Berne. Le bruit existait même que les particuliers s'attendaient à être joints par d'autres des environs de la ville, mais qu'ils n'ont pas pu persuader, car il n'est venu personne. Le commandant militaire ayant été averti de ces projets a pris des mesures pour maintenir l'ordre public, et d'après cela, personne n'a été insulté, mais ces gens sont entrés chez le citoyen Pittier, et en entrant comme en sortant, ils ont fait, dans la rue devant sa maison, des huées dans lesquelles on a prétendu que se trouvait mêlé le mot : « Vive le général Turreau » ; d'autres rapports disent qu'on criait aussi : « A bas les dîmes » ; d'autres ont prétendu qu'on y avait mêlé le mot de : « Réunion à la France. » Les rapports varient à cet égard de manière que je ne puis rien vous dire de positif ; mais on ne peut guère douter que tout cela ne fût organisé d'avance par des malintentionnés qui avaient espéré plus d'éclat de cette mesure. Elle s'est bornée à une vingtaine de particuliers de ces trois communes que vous savez déjà être des plus mal composées de notre pays <sup>177</sup>. »

Dans le district de Sierre, les menées de partisans de la France débutent le 4 juillet dans la commune de Chalais. On menace d'envoyer des troupes aux habitants qui n'apporteraient pas leur vœu de réunion chez Christian Perruchoud, président de la municipalité. François Bandolier, ressortissant français domicilié à Granges, passe de maison en maison et épouvante la population par de tels propos. Le juge de district, Boniface Caloz, reçoit sa visite, le 5 juillet <sup>178</sup>. Le dimanche 11 juillet, une vingtaine d'individus de Granges et de Chalais entrent en ville de Sierre. Comme le bruit s'était répandu qu'il devait survenir quelques troubles, une députation composée de Pierre-Antoine Preux, juge au tribunal suprême, d'Adrien de Courten, président de la municipalité, de Joseph de Lovina et de François Walter, régisseur communal, se rend chez le commandant Valet. Elle requiert verbalement « protection de la force armée contre les insultes qui pourraient se commettre contre les citoyens paisibles de ce lieu » <sup>179</sup>. L'officier français leur affirme que tous les ordres sont donnés pour assurer la tranquillité. Après le service divin, les individus arrivés en ville se rassemblent au cabaret où ils boivent « on ne sait pas aux frais de qui » jusqu'à ce que plusieurs soient pris de vin. Ils se rendent ensuite sur une place en face de la maison du commandant Valet. Ils demandent à cris la réunion à la France ; ils maudissent « les pèlerins de Berne » ; ils protestent contre les dîmes et les cens et ils proclament que Verninac est destitué. Fort avant dans la nuit, la fête s'achève par une

<sup>177</sup> AV, H 36, n° 7072, de Rivaz à Augustini, du 5 juillet. — Sur ce fait, cf. aussi Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, p. 275, en note et *Nouvelliste*, nos 57 et 58, des 16 et 20 juillet.

<sup>178</sup> AV, H 36, n° 7078, de Rivaz à Augustini, du 12 juillet.

<sup>179</sup> AV, Rz, vol. 76, au 11 juillet : Procès-verbal de ce qui s'est passé à Sierre, chef-lieu du district, canton du Valais, le dimanche 11<sup>e</sup> jour de juillet 1802.

danse bruyante « qu'on eut soin d'abreuver d'un baril de vin qui était sur la place ». Du balcon de sa maison, le commandant Valet contemple ces désordres et assiste à la rédaction d'une adresse en faveur de la réunion que les individus signent au nom de leurs communes respectives.

Informées de ce fait, les communes rédigent une protestation, le surlendemain. Elle est signée par leurs procureurs Pierre-Antoine Preux et Adrien de Courten pour Sierre, Nicolas de Chastonay et Antoine Preux pour Venthône, François-Antoine Declavibus pour Miège, Adrien Bonivini pour Mollens, Joseph-Augustin Preux pour Randogne, Mathias Tabin pour Anniviers, Boniface Caloz pour Chalais, Jean Bonvin pour Grône, Ignace Duc pour Chermignon et Nicolas Bonvin pour Montana<sup>180</sup>.

Les districts du Haut-Valais ne connaissent pas cette agitation. Seules dans le district de Loèche, les communes d'Inden, d'Albinen et de Varone auraient voté la réunion à la France<sup>181</sup>.

Les menées des partisans de la France, favorisées en sous main par les autorités militaires françaises, n'entament que peu la fidélité des Valaisans à la République helvétique. Turreau, qui a pris le titre de commandant général de l'Etat du Valais, n'accepte pas la résistance qu'on lui oppose. Dans l'intention, peut-être, de prouver au peuple que tout ce qu'on débite sur la prochaine indépendance du Valais est sans réalité et que la soumission à la France lui éviterait seule le poids de nouvelles charges militaires, Turreau recourt à sa méthode habituelle : les réquisitions et les logements de troupes. Sans égard à la fortune des gens, ses affidés placent les soldats presque uniquement chez les adversaires de la réunion.

Par le receveur Streicher qui loge chez lui, le président du district de St-Maurice, de Quartéry apprend, le 10 juillet, l'intention de Turreau d'imposer une nouvelle réquisition. Averti aussitôt, de Rivaz en informe le gouvernement : « Il me revient de divers endroits des indications assez sûres dont il résulte que ce général médite encore d'imposer une nouvelle contribution considérable sur les différentes communes<sup>182</sup>. » Peu à peu se répand le bruit de la nouvelle réquisition. C'est celle du 10 thermidor X (29 juillet 1802).

Dès la publication de cet arrêté, les représentants des régies et des communes du district de Sierre écrivent à de Rivaz. Ils lui demandent son assistance « sans laquelle le désespoir s'emparera nécessairement des esprits des communes bien intentionnées et tout tombera sans pouvoir l'arrêter »<sup>183</sup>. Antoine Rion, lieutenant du préfet national Pittier depuis la fin juin, parcourt la vallée d'Anniviers. Il sollicite les communes à se soumettre, les invitant à suivre l'exemple de celle de Conthey. L'ex-représentant Mathias Tabin est

<sup>180</sup> *Ibidem*, au 13 juillet, protestation des communes du district de Sierre. — Sur les événements de Sierre, cf. Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, pp. 276-279 ; *Nouvelliste*, nos 60 et 62, des 27 juillet et 3 août ; AV, H 36, n° 7078, de Rivaz à Augustini, du 12 juillet ; *ibidem*, n° 7081, du même à P.-A. Preux et A. de Courten, du 15 juillet.

<sup>181</sup> AV, H 36, de Rivaz à Augustini, du 16 juillet.

<sup>182</sup> *Ibidem*, n° 7076, du même au département de l'Intérieur, du 11 juillet.

<sup>183</sup> AV, Rz, 58/13/127, du 30 juillet, copie. — Cette lettre est signée par Pierre-Antoine Preux, Pierre Martin, François Rey, Michel Bonvin, François-Antoine Declavibus.

député par la commune d'Anniviers auprès de sénateur Jean-Joseph Duc pour recueillir des nouvelles sûres<sup>184</sup>.

En ville de Sion, Jean-Baptiste Roch, négociant d'origine savoyarde et Joseph-Ignace Bonfantin, originaire d'Italie, emploient tout leur zèle à récolter des signatures.

Dans le district de St-Maurice, les agents français accablent de logements les adversaires de la réunion. Les habitants de Vouvry hésitent sur la position qu'ils doivent adopter. Ils désirent « s'assurer de la tournure que prendront les événements pour marcher à coup sûr »<sup>185</sup>. La commune de Saillon, qui doute de la ratification de l'indépendance du Valais, « chancelle sur la conduite qu'elle doit tenir ». Les communes du district de Sembrancher reçoivent chacune une compagnie. Sauf à Bourg-St-Pierre où les soldats sont répartis sur l'ensemble de la population, les troupes, dans les autres communes, sont placées à discrétion chez les fonctionnaires helvétiques et leurs amis. Les individus qui signent les adresses sont immédiatement déchargés des logements. Ceux qui résistent n'en sont que plus accablés. Dans chaque village, en effet, la troupe demeure jusqu'à ce que l'autorité communale puisse faire état d'une quittance signée du receveur général et attestant que l'imposition est totalement acquittée<sup>186</sup>. Les communes de Monthey, de Troistorrents, de Val d'Illiez et de Vouvry reçoivent chacune une compagnie de la 73<sup>e</sup> demi-brigade bien qu'elles aient payé leur dû avant le délai fixé<sup>187</sup>.

Mais les patriotes valaisans agissent heureusement de leur côté. Le 12 août, le commissaire Müller-Friedberg arrive à Sion. D'entente avec les commissaires français et cisalpin, il y organise la République indépendante.

Malgré l'arrivée des commissaires, on continue cependant à recueillir des signatures en faveur de la réunion. A St-Maurice, « les menées et les menaces pour les signatures se poursuivent avec une vigueur étonnante, mais avec peu de fruit »<sup>188</sup>. Le nouvel agent de Sembrancher ne craint pas de publier aux criées ordinaires, après la messe du dimanche, « que ceux qui auraient signé seraient exempts de réquisitions et de toutes charges »<sup>189</sup>. Les municipalités de Val d'Illiez, de Troistorrents et de Vouvry supplient le commissaire helvétique de les décharger du logement des troupes<sup>190</sup>. Turreau ne peut se faire à l'idée de l'indépendance du Valais : il manifeste « une humeur insupportable »<sup>191</sup>. De là l'arrêt du 12 août (24 thermidor) par lequel toutes les troupes cantonnées en Valais doivent être à la charge des partisans du régime helvétique<sup>192</sup>.

<sup>184</sup> *Ibidem*, n° 133, Duc à de Rivaz, du 3 août.

<sup>185</sup> AV, Rz, 57/3/99, de Nucé à de Rivaz, du 29 juillet.

<sup>186</sup> Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, pp. 305-306.

<sup>187</sup> Sur la réquisition du 29 juillet, cf. Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, pp. 292-309 ; *Nouvelliste*, nos 64 et 65, des 10 et 20 août.

<sup>188</sup> *Nouvelliste*, n° 66, du 17 août. — Cité par Strickler, t. 8, p. 599, n° 13.

<sup>189</sup> Strickler, t. VIII, pp. 599-600, n° 14, les cinq communes fidèles de Sembrancher à Müller-Friedberg, du 13 août.

<sup>190</sup> *Ibidem*, pp. 601-602, ces municipalités à Müller-Friedberg, du 16 août.

<sup>191</sup> AV, Rz, 57/3/110, de Nucé à de Rivaz, du 14 août.

<sup>192</sup> Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, pp. 330-331. — On peut y voir que les agents du général exécutèrent ponctuellement cet ordre. — Un article du *Nouvelliste*, n° 66, du

C'est alors que Müller-Friedberg fait publier dans le *Nouvelliste Vaudois* une lettre qu'il adresse au préfet national du canton de Vaud. Il y affirme que le Premier Consul « dédaigne et désapprouve les vœux de réunion pour lesquels des hommes non autorisés ont osé continuer de cabaler en Valais, lors même que les intentions des trois Républiques voisines sont de notoriété publique »<sup>193</sup>. Cette lettre envoyée dans les districts de Monthey, St-Maurice, Martigny et Sembrancher — districts les plus travaillés par les partisans de la France — soutient le courage de la population. Les assemblées électorales se réunissent à la date fixée par les commissaires. Elles élisent des députés à la diète cantonale<sup>194</sup>. Ceux-ci s'assemblent à Sion le 26 août. Ils décrètent que « le Valais se gouvernera désormais en République indépendante sous une constitution basée sur la liberté et l'égalité politique »<sup>195</sup>.

C'était la fin de l'occupation militaire du Valais. C'était aussi, pour ce pays, la fin de l'expérience helvétique qui lui avait valu tant de misères et de douleurs. Le Valais semble s'acheminer vers une meilleure destinée. Mais aura-t-il seulement le temps de panser ses plaies ?

17 août, dépeint la situation du pays à cette époque : « Si le but des réunisseurs est autre que la ruine du canton et des particuliers qu'ils ne peuvent gagner, celui-ci, ils l'atteignent parfaitement ; notre pauvre canton est surchargé de troupes ; la gelée a détruit la plus grande partie de la récolte ; la sécheresse achève ce que la gelée a épargné : n'importe ; argent, denrées, meubles, tout est de bonne prise ; contributions imposées sur les communes et sur les particuliers, nourriture à discrétion de la troupe et son paiement à vingt sols par jour par soldat, les officiers en proportion ; réquisitions de draps, nappes, serviettes, batteries de cuisine, bois, vinaigre, etc., etc., etc., non seulement pour le général Turreau et son état-major, auquel la commune de Bex ne fournit plus rien et qu'il faut fournir d'ici, mais encore pour le receveur général, pour le fournisseur des subsistances et un tas d'autres individus qui sont déjà payés pour s'enrichir de notre subsistance et auxquels, jusqu'à ce moment, ni la loi, ni l'usage n'a obligé de n'en fournir qu'à leurs dépens. Voilà notre position et malgré toutes les belles paroles, nous ne savons point quand cela finira. »

<sup>193</sup> Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, p. 333 et *Nouvelliste*, n° 67, du 20 août.

<sup>194</sup> Pour la liste des députés, cf. Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, pp. 335-337. — Cf. *Appendice V*, pp. 243-244.

<sup>195</sup> Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, pp. 343-344, décret du 27 août.

## CHAPITRE V

### LA MARCHÉ VERS LA REPUBLIQUE INDEPENDANTE

Depuis le coup d'Etat des 27 et 28 octobre 1801, que Stapfer désignait volontiers sous le nom de 18 brumaire helvétique, les négociations diplomatiques paraissent simplifiées pour la France. Pourtant le parti fédéraliste triomphant, par son exclusivisme et son opiniâtreté à refuser la cession du Valais, fait rebondir la question valaisanne. Pour de longs mois encore, celle-ci demeure le souci majeur des négociateurs français et helvétiques. Connaissant déjà combien furent vaines les espérances que la France avait placées en l'activité du général Turreau, nous n'aborderons dans ce chapitre que les vicissitudes des négociations entre la France et l'Helvétie. Celles-ci sont commandées alternativement par deux exigences françaises : le désir de la diplomatie consulaire de posséder la rive gauche du Rhône ; la volonté de Bonaparte d'ériger le Valais en Etat indépendant.

#### 1. La demande française de la rive gauche du Rhône

Alors que les fédéralistes, comme précédemment les unitaires, refusent la cession du Valais et réclament la réunion du Fricktal, la France veut d'abord recevoir le Valais et n'accorder qu'ensuite le Fricktal<sup>1</sup>. Les négociations aboutissent à une impasse. Bonaparte renonce, pour un temps du moins, à la séparation du Valais d'avec la Suisse. Il lui suffit de ne posséder en Valais qu'une seule route « dont la propriété serait acquise à la France, le Valais, son territoire et ses habitants restant partie de la République helvétique »<sup>2</sup>. Pourtant, deux objets occupent les conversations que Reding mène à Paris au nom de la Suisse. L'un a trait à la cession de la route désirée ; l'autre, à la réorganisation des autorités helvétiques. Il s'agit, d'une part, d'assurer une représentation égale aux unitaires et aux fédéralistes au sein du gouvernement ; d'autre part, il importe aux Suisses d'être affranchis des clauses du traité d'alliance qui s'opposent à l'exercice intégral de la neutralité.

Dans une note datée du 20 décembre 1801, Reding traite de la question territoriale de la République helvétique<sup>3</sup>. Puisque la France renonce à son projet de s'emparer du Valais et puisqu'elle persiste dans sa demande d'une route militaire sur la rive gauche du Rhône, le premier landammann Reding promet d'engager le gouvernement helvétique à consentir à la construction de

<sup>1</sup> Dunant, p. 475, n° 1320, Talleyrand à Verninac, du 3 frimaire X (24 nov. 1801).

<sup>2</sup> *Ibidem*, p. 487, n° 1353, Note sur la Suisse, sans date.

<sup>3</sup> Strickler, t. VII, pp. 877-878, n° 21.



la route désirée, à la condition que les frais d'aménagement et d'entretien soient à la charge de la France. Reding demande en outre le rétablissement des anciennes frontières de la Suisse du côté du Jura. La Suisse rentrerait ainsi en possession du territoire de Bienne, de la montagne de Diesse, des vallées de l'Erguel et de Moutier-Grandval. Les conversations vont bon train. Du côté français, Hauterive succède à Talleyrand, en route pour la Consulte de Lyon, au terme de laquelle Bonaparte sera proclamé, le 25 janvier 1802, président de la République cisalpine. Du côté suisse, l'optimisme est grand, la reconnaissance formelle par la France du nouveau gouvernement helvétique et « l'assurance de voir nos frontières du côté de l'ouest rétablies dans leurs anciennes limites »<sup>4</sup> explique la satisfaction des milieux politiques.

Les négociations, qui semblaient aisées à mener, ne tardent toutefois pas à se compliquer, et par la faute de Bonaparte. N'en arrive-t-il pas à modifier ses prétentions sur le Valais ? Au moment du départ de Talleyrand pour Lyon, Bonaparte paraissait disposé à se désister de ses prétentions sur le Valais. C'est l'impression qu'emporte Hauterive à l'issue du premier entretien qu'il a sur cet objet avec Bonaparte : « Il m'a paru aussi qu'il ne tenait à la possession absolue d'aucune partie du Valais et qu'il lui suffisait d'y acquérir pour la France une propriété territoriale et indépendante de la largeur et de la longueur d'une route de Genève à Brigue au Simplon »<sup>5</sup>. Quelques jours plus tard, au cours d'un nouvel entretien, Bonaparte revient « sans nuances et sans modifications » à la demande de toute la rive gauche du Rhône, de Genève jusqu'à Brigue.

La modification des demandes françaises à l'égard du Valais mécontente beaucoup le landammann Reding. Elle rend aussi difficile la position du négociateur français Hauterive. Reding, en effet, avait conféré avec Talleyrand, dès les premiers jours de son arrivée à Paris, sur la base du maintien du Valais comme partie intégrante de la République helvétique. L'attitude de Bonaparte avait autorisé cette position et Reding s'était hâté de proclamer lui-même son propre triomphe<sup>6</sup>. Mais les positions ont changé. Il lui faut dès lors accepter de se plier aux exigences françaises. Comme premier citoyen de l'Helvétie, il défend la cause de l'intégrité « avec toute la chaleur du patriotisme le plus fervent ». Comme chef d'un parti qui a proclamé son désir de conciliation et sa volonté d'affermir le gouvernement, il cède aux prétentions françaises. « Il est convenu entre nous, écrit Hauterive, que la cession du Valais sera consentie après que les habitants du pays que nous désirons incorporer à la France auront exprimé à cet égard un vœu conforme au désir du gouvernement français<sup>7</sup>. »

<sup>4</sup> *Ibidem*, p. 881, n° 24, Stapfer à Thormann, du 25 décembre 1801.

<sup>5</sup> Dunant, pp. 558-559, n° 1474, Hauterive à Talleyrand, du 13 nivôse X (3 janvier 1802).

<sup>6</sup> Voici ce qu'on lit dans le *Nouvelliste Vaudois*, n° 122, du 25 décembre 1801 : « Il ne sera rien détaché du territoire helvétique, et même des parties qui l'ont été précédemment y seront de nouveau réunies. Les conditions les plus onéreuses du traité de 1798 en seront éliminées. La constitution fédérale sera modifiée et on laissera à chaque canton la faculté de se donner une organisation adaptée à ses besoins. »

<sup>7</sup> Cf. note 5.

La veille, le 2 janvier, Aloïs Reding avait expliqué, dans une note rédigée à l'intention de Bonaparte, les conditions auxquelles la République helvétique acceptait la cession de la rive gauche du Rhône. Ces conditions sont doubles : le peuple valaisan demandera lui-même sa séparation d'avec la Suisse<sup>8</sup> ; le Premier Consul consentira à accorder les avantages énumérés dans les notes de Reding du 20 décembre 1801<sup>9</sup>.

Hauterive croit la cession du Valais déjà acquise : « Ainsi cette question est devenue une pure question de forme. » Les négociations qu'il avait conduites lui paraissent achevées. Leur résultat ne serait plus une convention à signer entre les gouvernements français et helvétique, ainsi qu'il avait été prévu<sup>10</sup>, mais une simple note qui servirait d'instruction à Verninac. Reding déplore la marche rétrograde des négociations<sup>11</sup>. Son amertume augmente encore quand Bonaparte refuse de faire émettre aux Valaisans un vœu sur leur réunion à la France et quand il ajourne la suite des négociations.

L'attitude nouvelle de Bonaparte sert de base aux instructions envoyées à Verninac, le 12 janvier 1802. De celles-ci, laissons tout ce qui a trait aux changements à apporter dans le corps des autorités helvétiques et aux gages de bonne volonté que Bonaparte donne à Reding ; ne retenons que les éléments intéressant le Valais. Bonaparte désire que la question valaisanne reste indécise. Il souhaite néanmoins posséder immédiatement la route qu'il convoite. Si les circonstances politiques se prêtaient à un tel arrangement, il envisagerait favorablement la cession de la seule route militaire. Mais la situation internationale l'interdit. Que la République helvétique sacrifie donc

<sup>8</sup> Voici les termes utilisés par Reding : « Le Premier Consul revenant à sa première demande d'une cession de la portion du Valais qui s'étend depuis Brigue sur la rive gauche du Rhône jusqu'à l'embouchure de ce fleuve dans le lac Léman, le premier Landammann consent à engager le gouvernement helvétique à faire ce sacrifice sous la réserve formelle que le peuple valaisan réclame lui-même sa réunion à la République française et demande à ne plus être suisse et sous les conditions énoncées ci-dessus (c'est-à-dire « un vœu librement émis et légalement constaté, un plein et entier assentiment »), auxquelles il faut ajouter que le milieu du lit du Rhône fera la limite entre les deux Etats ; que le pont de St-Maurice restera la propriété de la République helvétique et que les Valaisans seront traités comme les peuples qui ont été réunis à la France sous les clauses les plus avantageuses » (Strickler, t. VII, pp. 881-883, n° 26, Ultimatum du premier Landammann de la République helvétique présenté au Premier Consul de la République française, du 2 janvier 1802).

<sup>9</sup> Pour ces notes, cf. Strickler, t. VII, pp. 877-878, n° 21 et pp. 878-881, n° 22. — Ces avantages touchent à l'organisation politique de la République, au rétablissement des anciennes limites et de la neutralité, à l'abrogation du traité d'alliance de 1798 et à l'établissement d'un nouveau traité, à l'octroi de faveurs commerciales et à des conventions militaires. Ces avantages, énumérés en 14 points, sont repris dans l'ultimatum du 2 janvier où ils sont justifiés ainsi : Pour que le gouvernement « puisse consentir à ce que ce vœu ait le droit de séparer de la République helvétique un district dont le sort doit influencer d'une manière décisive sur les destinées futures de toute la nation helvétique, il faut qu'il soit sûr d'obtenir les avantages qui peuvent seuls justifier sa complaisance aux yeux de ses concitoyens et de la postérité ».

<sup>10</sup> Dunant, p. 557, n° 1473, Talleyrand à Hauterive, frimaire X (décembre 1801) : « Je vous autorise en conséquence à suivre le cours des conférences... et lorsque le projet de convention sera arrêté, vous me le ferez parvenir... »

<sup>11</sup> *Ibidem*, pp. 559-560, n° 1476, Hauterive à Talleyrand, du 17 nivôse X (7 janvier 1802).

la partie du Valais nécessaire à la construction de la route et que cette fraction du territoire demeure en dehors de la République helvétique. La revendication française est claire ; elle est impérative : « Le Premier Consul a besoin de ne trouver aucun obstacle sur ce point. Ce que le gouvernement helvétique a de plus sage à faire, c'est de ne pas appeler actuellement cette portion du territoire de l'ancienne République du Valais à participer à la nouvelle organisation de la Suisse <sup>12</sup>. »

Verninac ne doit pas s'en tenir à provoquer la cession d'une partie du Valais à la France. Il cherchera, de concert avec les autorités helvétiques, un moyen terme entre les vues de cette dernière et les exigences de la neutralité qui serait constamment violée, même par la simple jouissance d'une route militaire. Talleyrand ne se leurre pas sur les difficultés que présente une telle voie. Aussi envisage-t-il une solution de rechange qui va faire fortune : « Si l'on ne peut trouver aucun expédient plausible, il restera toujours la ressource de placer ce pays sous les lois d'un régime isolé et de mettre son indépendance sous la garantie de la France et de l'Helvétie <sup>13</sup>. » Cette solution trouve rapidement des défenseurs en Suisse même. Tandis que la majorité du Petit Conseil « est déterminée à ne jamais céder le Valais », les partisans de la France voient, dans la création d'un Valais indépendant, une manière déguisée de provoquer une cession. Tousard d'Olbec, alors en mission à Berne, exprime librement ses craintes à ce sujet. La constitution d'un Etat indépendant lui semble même plus funeste que l'union du Valais à la France. Il estime « que les intrigues du gouvernement français s'exerceraient immédiatement sur nous pour entretenir la division dans notre intérieur » <sup>14</sup>.

Dans ses conversations avec Reding, Bonaparte avait exprimé le désir que la question valaisanne restât en suspens jusqu'après l'organisation définitive du Sénat helvétique. Cette question une fois réglée, des négociations décideraient du sort du Valais. Il est compréhensible dès lors que le comportement du général Turreau ait stupéfait les autorités helvétiques. Celles-ci réclament des explications. Le général a-t-il outrepassé ses instructions ? Le gouvernement français doit réprimer « des actes aussi arbitraires et aussi révoltants ». Turreau a-t-il exécuté des ordres ? Les autorités helvétiques aimeraient en recevoir confirmation officielle. Elles demandent que cette affaire soit traitée de gouvernement à gouvernement. Ainsi, « le Premier Consul parviendra d'une manière et plus sûre et moins choquante au seul but qu'il a déclaré avoir en vue » <sup>15</sup>.

Le secrétaire d'Etat helvétique, Gottlieb Thormann, proteste dans le même sens auprès de Verninac <sup>16</sup>. Dans l'intérêt de la France et dans celui de l'Helvétie, il faut rétablir l'ordre en Valais. Turreau n'y reconnaît pas les anciennes autorités qu'il a destituées ; le peuple refuse de se soumettre aux autorités d'organisation militaire ; l'anarchie règne dans tous les domaines.

<sup>12</sup> *Ibidem*, pp. 517-520, n° 1376, Talleyrand à Verninac, du 22 nivôse X (12 janvier 1802).

<sup>13</sup> *Ibidem*.

<sup>14</sup> AV, Rz, 49/35/7, Tousard d'Olbec à de Rivaz, du 6 février.

<sup>15</sup> Strickler, t. VII, pp. 973-974, n° 17, Stapfer à Talleyrand, du 6 février.

<sup>16</sup> *Ibidem*, p. 976, n° 23, du 14 février.

Verninac ne se rend pas à ces arguments ; il refuse d'intervenir auprès de Turreau<sup>17</sup>. Le gouvernement helvétique décide alors l'envoi d'un commissaire en Valais. Son choix se porte sur le sénateur Balthasar Pfister. Informé de ce fait, le 19 février<sup>18</sup>, Verninac désapprouve la décision des autorités helvétiques. Il préférerait que Turreau pût agir à sa guise et que son action ne fût pas contrebalancée par celle d'un homme attaché au régime helvétique<sup>19</sup>. On ne s'étonne pas dès lors du refus de Turreau de reconnaître les pouvoirs de Pfister<sup>20</sup>.

Les autorités valaisannes avaient, dans leur inquiétude, demandé au gouvernement central de proclamer l'intégrité du territoire helvétique et de manifester publiquement l'intérêt que celui-ci portait au Valais. C'était se leurrer, car le gouvernement se contente d'apaiser les craintes en faisant état des promesses de Bonaparte : l'affaire du Valais restera en suspens jusqu'à l'organisation définitive du Sénat helvétique ; une négociation régulière s'ouvrira ensuite sur le sort du Valais ; l'usage et la police d'une route militaire jusqu'au Simplon restent seuls exigés pour l'instant. Les autorités helvétiques

<sup>17</sup> *Ibidem*, p. 981, n° 32°, Verninac à Thormann, du 18 février.

<sup>18</sup> *Ibidem*, p. 982, n° 35, Thormann à Verninac, du 19 février. — Dans une lettre adressée au Département de l'Intérieur, le 10 février 1802 (AV, H 36, n° 6965), de Rivaz avait demandé en termes pressants un acte de protestation de la part du gouvernement helvétique. Après avoir rappelé les destitutions opérées militairement en Valais, de Rivaz poursuit : « Le général paraît toujours disposé à marcher en avant, et même à accélérer, s'il le peut, l'exécution de son plan. L'on pense assez communément qu'aussitôt que des autorités, telles qu'elles lui conviennent, auront été partout substituées aux autorités attachées à la patrie, il les engagera à émettre un vœu au nom du peuple pour la réunion du pays à la France... Ce serait une mesure très fatale parce que la France pourrait vouloir la regarder comme une adhésion des habitants en masse, et qu'il serait difficile aux communes d'émettre un autre vœu que la force militaire empêcherait vraisemblablement de recueillir. » En suite de cette lettre, le Petit Conseil décide d'inviter les responsables du département des Affaires étrangères « à multiplier tellement les instances et les réclamations au sujet des vexations et des abus de la force qui se commettent en Valais, qu'enfin le gouvernement français et son ministre ne puissent éviter de s'expliquer d'une manière catégorique au sujet de ce canton ». Le Petit Conseil charge encore le département de l'Intérieur de faire connaître au préfet de Rivaz l'état des négociations relatives au Valais (Strickler, t. VII, pp. 976-977, n° 24, Protocole du Petit Conseil, du 15 février). — La lettre du département de l'Intérieur, écrite le 17 février, se trouve aux AV, Rz, 57/14/17. — Le même 17 février, le Petit Conseil décide l'envoi en Valais d'un commissaire, car « il doit s'efforcer de ressaisir l'autorité suprême dans le Valais, prête à lui échapper par l'effet des destitutions ». L'arrêté établit qu'il « sera envoyé en Valais un commissaire du gouvernement, revêtu de l'autorité supérieure en matière politique, administrative et civile, et chargé de communiquer avec le général français d'après les instructions qu'il aura en mains » (Strickler, t. VII, pp. 977-978, n° 26). — Le lendemain, un arrêté du Petit Conseil nomme le sénateur Pfister, commissaire en Valais (*ibidem*, p. 979, n° 28). — Le même jour sont établies les instructions pour le commissaire (*ibidem*, pp. 979-980, n° 29).

<sup>19</sup> Sans doute Verninac justifie-t-il différemment son mécontentement. Il remarque que les motifs de la mission de Pfister « semblent n'être point conformes aux dispositions amiables que le Landammann de l'année avait montrées à Paris, et que surtout ils ne sont point dans le sens de la proposition faite par lui de laisser émettre le vœu des habitants du pays en faveur de la réunion, proposition qui, au reste, ne fut pas agréée par le Premier Consul » (Strickler, t. VII, pp. 982-983, n° 37, Verninac à Thormann, du 21 février).

<sup>20</sup> Strickler, t. VII, pp. 983-984, n° 42, Turreau au Petit Conseil, du 25 février. — Le 18 février, le Petit Conseil avait informé Turreau de l'arrivée de Pfister en Valais (Strickler, t. VII, p. 981, n° 31).

ne manquent pas de rappeler en outre les démarches de protestation qu'elles ont entreprises, soit auprès du gouvernement français, soit auprès de son représentant Verninac <sup>21</sup>.

Les représentants valaisans à Berne se préoccupent du sort politique de leur pays. Ils poussent Reding et les membres du parti républicain au Petit Conseil à faire une proclamation publique en faveur du Valais. Füssli promet à Tousard d'Olbec d'intervenir auprès de Reding ; Schmid l'assure de son concours tandis que Kuhn refuse de se prononcer. En somme, les membres du Petit Conseil, sans se désintéresser du Valais, ne se prononcent pas ouvertement en sa faveur. Comme l'écrit Tousard d'Olbec, « trop de gens tiennent à leurs places » <sup>22</sup>. Au préfet de Rivaz, qu'il tient au courant de l'évolution de la situation, Tousard d'Olbec ne peut qu'écrire : « Tout ce qui peut nous rester d'espoir, c'est qu'à force de tracasseries on sauve une rive, mais je n'y compte même pas » <sup>23</sup>.

C'est alors que les communes valaisannes organisent le « pèlerinage de Berne ». Les protestations qu'élèvent les représentants des 82 communes du Valais provoquent à Berne « la plus grande sensation ». Les partisans du régime unitaire y trouvent un aliment pour leur propagande, tandis que les fédéralistes y puisent un argument en faveur de l'indépendance. Les membres du Petit Conseil et du Sénat désirent se servir de la protestation comme d'un signe de ralliement. On propose qu'il n'y ait dès lors qu'un seul cri, comme l'annonce Tousard d'Olbec : « Soyons Suisses et indépendants tous ensemble avant de vouloir être quelque chose chacun séparément » <sup>24</sup>.

La relation orale que le sénateur Pfister fait de sa mission confirme les autorités helvétiques dans leur projet de ne pas céder le Valais <sup>25</sup>. Tousard d'Olbec en profite pour intervenir à nouveau auprès de Reding. Ce dernier reconnaît que la protestation des communes valaisannes fortifie la position du gouvernement helvétique dans ses conversations avec la France. La France ne s'obstinait-elle pas à répéter à la Suisse que le gouvernement de ce pays « ne possédait pas le Valais comme un prince possède ses Etats » ; qu'il n'avait pas le droit de disposer du Valais contre le vœu de ses habitants ? Ce pays voudrait-il s'unir à la France ? La Suisse ne pourrait rien objecter. Aussi, Reding insiste-t-il sur la situation différente qui existe dès à présent : « Un vœu aussi prononcé que celui qu'a fait le Valais met actuellement le gouvernement helvétique dans l'impossibilité de céder ce pays » de même qu'il lui

<sup>21</sup> AV, Rz, 57/14/17, le conseiller d'Etat chargé du département de l'Intérieur à de Rivaz, du 17 février.

<sup>22</sup> AV, Rz, 49/35/8, Tousard d'Olbec à sa femme, du 8 février.

<sup>23</sup> AV, Rz, 49/35/9, du 19 février.

<sup>24</sup> AV, Rz, 49/35/10, à de Rivaz, du 1<sup>er</sup> mars.

<sup>25</sup> Strickler, t. VII, pp. 988-989, au protocole du Petit Conseil, du 2 mars. On y lit : « Partout les fonctionnaires publics dans les communes et ceux des autorités cantonales destituées par le général Turreau montrent le plus grand attachement au gouvernement helvétique et le plus grand dévouement à leurs devoirs. Partout le peuple persiste dans la fidélité courageuse... Le soi-disant préfet Pittier et son lieutenant Schiner sont l'objet de la haine et du mépris général... L'immense majorité des citoyens soupire après la fin du régime militaire, et aucune considération, pas même l'espoir d'être libéré des dîmes et des cens, ne portera le peuple à émettre un vœu de réunion à la France. »

donne la force de persister dans son attitude. Tousard d'Olbec ne met pas en doute la sincérité de Reding et celle du gouvernement. Il ne cache pas non plus qu'« il y a apparence que nous allons subir une révolution dont le Valais sera probablement la victime »<sup>26</sup>. Prévision dont la réalisation s'accomplira partiellement lors de la chute du parti fédéraliste, le 17 avril 1802.

La protestation des communes valaisannes, soutenue par la relation de Pfister, provoque du Sénat helvétique la réponse qu'attendaient en Valais le peuple et les autorités constitutionnelles<sup>27</sup>.

Les autorités françaises et leur représentant à Berne manifestent un profond mécontentement à l'égard des luttes d'influence que les unitaires et les fédéralistes se livrent, et à l'égard de la mauvaise volonté que le gouvernement helvétique met à leur céder le Valais. Une note chiffrée de Verninac à son gouvernement et que Stapfer réussit à se procurer, nous renseigne sur les sentiments du ministre français. Pour lui, la Suisse est parvenue « au dernier degré de décrépitude politique ». Puisque les tentatives d'établir un gouvernement sont vaines, il estime « un partage de ce pays comme nécessaire et le seul moyen de lui rendre le repos en l'arrachant à la faiblesse et aux déchirements ». Son plan consiste à réunir à la France le Fricktal, le territoire de Baden ainsi que les cantons de Bâle, d'Argovie, de Soleure, de Lucerne, de Berne, de Fribourg, du Léman et du Valais. En compensation, l'Autriche recevrait les cantons de Zurich, de Schaffhouse, de Thurgovie et de St-Gall ainsi que le Rheintal. La République italienne serait agrandie des bailliages italiens et des Grisons. Verninac propose enfin « de ne conserver que les Petits Cantons et de les laisser subsister dans leurs anciennes formes démocratiques »<sup>28</sup>. Ce serait la fin de la Suisse, réduite au territoire minuscule qu'elle avait lors de la fondation de la Confédération.

Le gouvernement français n'entre pas dans les vues excessives de son représentant. Poursuivant la politique qu'il s'était fixée, il désire rouvrir des négociations au sujet du Valais. Avant même la protestation solennelle des communes valaisannes, Talleyrand, sur l'ordre de Bonaparte<sup>29</sup>, avait autorisé Verninac à entrer en pourparlers. La France voulait bien céder le Fricktal et Bienne, retirer les troupes françaises de la Suisse, prendre à sa solde six mille hommes auxquels elle aurait assuré des avantages convenables, renoncer au traité d'alliance de 1798. Mais elle exigeait en compensation « la souveraineté des pays que traversera le chemin qui conduit au Simplon »<sup>30</sup>. Le

<sup>26</sup> AV, Rz, 49/35/11, Tousard d'Olbec à de Rivaz, du 3 mars.

<sup>27</sup> Pour le discours prononcé par la députation valaisanne conduite par Tousard d'Olbec pour la partie française et par Pierre-Antoine Preux pour la partie allemande, cf. AV, Rz, 75/17 ; il est publié dans Grenat, pp. 537-538 et dans Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, pp. 108-111. — Pour la protestation, cf. pour le texte français, AV, Rz, 72/5/6 ; publiée partiellement dans Grenat, p. 538, et intégralement dans Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, pp. 111-117 ; pour le texte allemand, cf. Strickler, t. VII, pp. 1081-1083, n° 5, du 27 février. — Pour la réponse du Sénat, cf. AV, Rz, 72/5/8, du 4 mars ; le texte français est cité dans Ribordy, pp. 134-135 et dans Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, pp. 118-120 ; pour le texte allemand, cf. Strickler, t. VII, p. 1086, n° 12<sup>b</sup>.

<sup>28</sup> Strickler, t. VII, p. 1073, n° 36, Stapfer à Thormann, du 1<sup>er</sup> mars.

<sup>29</sup> Dunant, pp. 526-527, n° 1396, Bonaparte à Talleyrand, du 6 ventôse X (25 février 1802).

<sup>30</sup> *Ibidem*, pp. 527-528, n° 1397, Talleyrand à Verninac, même date.



« l'assurance que le Premier Consul répondrait incessamment lui-même à la lettre du premier landammann »<sup>34</sup>. Bien des membres du gouvernement inclinent alors à penser que Stapfer est responsable des retards que l'on apporte à l'exécution des promesses du Premier Consul faites à Reding. Nombre d'entre eux l'accusent de négliger ses devoirs. Stapfer réfute ces critiques : « Je ne cesse d'obséder, d'importuner, de harceler le ministre des Relations extérieures. Je n'ai, depuis un mois, quitté le chevet du lit de mon épouse malade que pour aller chaque jour, une ou deux fois, chez lui, le sommer, le conjurer, le supplier de remplir les engagements pris vis-à-vis le premier landammann ; que dois-je, que puis-je faire de plus ? Ai-je trois cent mille hommes à mes ordres ? Puis-je pénétrer jusque chez le Premier Consul ? Le premier landammann sait aussi bien que moi que Bonaparte ne donne plus d'audiences particulières aux ministres étrangers et que c'est vainement qu'on lui en demande. Je lui ai écrit à cet effet sans obtenir de réponse<sup>35</sup>. » Puisqu'on estime qu'il reste « les bras croisés », Stapfer truffe dès lors sa correspondance de détails qu'il sait inutiles mais qui « deviennent nécessaires pour sa justification »<sup>36</sup>. Les démarches du ministre suisse restent vaines ; le mécontentement des autorités helvétiques s'accroît ; la position de la Suisse semble empirer si l'on accorde du crédit à une note chiffrée de Stapfer : « Je commence à craindre tout de bon que Bonaparte n'ait le but de conserver une espèce de suprématie en Suisse et en Hollande. Il disait, il y a peu de jours, à un homme de ma connaissance : « Il faut, en vérité, que la Batavie et l'Helvétie s'accoutument à » être traitées comme les pays latins l'étaient par les Romains<sup>37</sup>. »

Quelques jours plus tard, la situation s'est partiellement améliorée pour les Suisses. Verninac n'a plus reparlé de son projet de diviser le territoire helvétique ; Bonaparte a besoin de la paix pour consolider son autorité et il sent que la Consulte de Lyon l'a dépopularisé en Angleterre « et qu'il serait aujourd'hui assez facile au ministère anglais de recommencer la guerre »<sup>38</sup> ; Talleyrand promet une réponse très prochaine de Bonaparte à Reding<sup>39</sup>.

Parallèlement aux efforts qu'il avait entrepris, Stapfer avait plaidé la cause du Valais. Il n'avait eu de cesse d'obtenir « le terme et le redressement des procédés odieux du général Turreau »<sup>40</sup>. Il n'avait pas caché à Talleyrand combien les procédés français à l'égard du Valais étaient « gratuitement révoltants »<sup>41</sup>. Il lui avait montré ensuite combien l'attitude de Turreau desservait les intérêts de la France : les destitutions militaires et la qualité des fonctionnaires publics ont à ce point aigri les esprits qu'ils sont « aujourd'hui tellement aliénés à la République française qu'il sera impossible de faire émettre un vœu conforme aux intentions du gouvernement français »<sup>42</sup>. Preuve

<sup>34</sup> *Ibidem*, p. 1072, n° 34, Stapfer à Thormann, du 27 février.

<sup>35</sup> *Ibidem*, pp. 1073-1074, n° 38, du même au même, du 5 mars.

<sup>36</sup> *Ibidem*.

<sup>37</sup> *Ibidem*, p. 1076, n° 43, du même au même, du 11 mars.

<sup>38</sup> *Ibidem*, p. 1077, n° 45, du même au même, du 17 mars.

<sup>39</sup> *Ibidem*, p. 1077, n° 46, du même au même, du 19 mars.

<sup>40</sup> *Ibidem*, p. 1073, n° 37, du même au même, du 1<sup>er</sup> mars.

<sup>41</sup> *Ibidem*, pp. 1074-1075, n° 39, du même au même, du 7 mars.

<sup>42</sup> *Ibidem*, p. 1182, n° 5, du 9 mars.



4 mars, Verninac propose à Thormann d'engager de nouvelles conversations<sup>31</sup> sur la base de la cession de la rive gauche du Rhône. Le gouvernement helvétique accepte, mais il y met ses conditions. Elles sont doubles<sup>32</sup>. Il désire que le Premier Consul réponde à la lettre que Reding lui avait adressée, le 11 février 1802, et que les tractations ne reprennent que sur la base d'une route militaire, ainsi qu'il avait été convenu dans la note du 20 décembre 1801.

En quittant Paris, Reding s'était flatté de l'espoir de raffermir le gouvernement helvétique et de restaurer l'indépendance du pays. Après la réorganisation du Sénat, qui fut augmenté de six membres, et après celle du Petit Conseil dont le nombre des membres passa à onze par l'introduction de cinq adhérents du parti républicain, Reding avait espéré que le Premier Consul exécuterait les promesses qu'il lui avait faites. D'où la note du 11 février 1802<sup>33</sup>. Reding demandait l'exécution des quatorze articles convenus dans les notes du 20 décembre 1801 et présentés ensuite dans la note du 2 janvier 1802. En présence de Hauterive, le Premier Consul les avait approuvés dans la dernière audience qu'il avait accordée à Reding. Le landammann helvétique se rendait compte que plusieurs articles étaient encore sujets à négociation, mais il estimait que d'autres pouvaient être exécutés. Ainsi en était-il de la reconnaissance du nouveau gouvernement, du retrait des troupes françaises, du rétablissement des anciennes limites et de la neutralité helvétique, de la réunion à la Suisse des territoires de Bienne, de Neuveville, de Diesse, de l'Erguel et de la prévôté de Moutier-Grandval, des articles 9 et 10 ayant trait à des questions économiques et à la restitution aux Suisses des armes qui leur avaient été enlevées. Reding s'était en outre intéressé au Valais : « Je dois encore réclamer votre générosité en faveur du Valais où le général Turreau, au mépris de toutes nos protestations, se porte aux destitutions les plus arbitraires des autorités helvétiques. »

Malgré les interventions du ministre de Suisse à Paris, aucune réponse n'était transmise le 27 février ; Stapfer avait seulement obtenu de Talleyrand

<sup>31</sup> *Ibidem*, p. 529, n° 1401 et Strickler, t. VII, p. 1181, n° 1.

<sup>32</sup> Strickler, t. VII, pp. 1181-1182, n° 3<sup>a</sup>, Thormann à Verninac, du 7 mars. — Notons, en passant, que le gouvernement helvétique avait demandé, le 6 mars, à de Rivaz, de concourir avec lui à terminer les négociations « d'une manière qui ne soit pas contraire au vœu prononcé du peuple » Strickler, t. VII, p. 1181, n° 2). — Dans sa réponse admirable, de Rivaz regrettait de ne pas pouvoir quitter le Valais au moment où Turreau surchargeait de troupes les communes valaisannes. Voici quelques extraits de cette lettre : « Dès les premiers moments que le général Turreau a commencé à développer ses projets d'usurpation, j'ai cru que comme premier fonctionnaire du canton je devais me faire un principe de ne faire aucune démarche qui pût être interprétée par le peuple comme un signe de découragement ou qui pût être insinuée par les malveillants comme telle. D'après cela, je me suis fait un devoir de ne pas quitter du tout le chef-lieu, dans la crainte que la plus courte absence ne produisît de mauvais effets, bien persuadé que les communes ont les yeux sur moi et que les têtes faibles s'effrayeraient plus ou moins de mon départ... Néanmoins, si les réflexions que j'ai l'honneur de vous soumettre ne vous paraissent pas de nature à opérer un changement dans vos dispositions, veuillez m'en informer aussitôt et je me rendrai sans délai à vos ordres. Je me tiendrai prêt à tout événement pour partir, s'il le faut, un quart d'heure après qu'ils me seront parvenus » (AV, H 36, n° 6978, à Thormann, du 10 mars). — En suite de cette réponse, le gouvernement se rendit aux vues du préfet de Rivaz (Strickler, t. VII, p. 1183, n° 6, du 14 mars).

<sup>33</sup> Strickler, t. VII, pp. 885-886, n° 32, Reding à Bonaparte.

en est la protestation des 82 communes valaisannes que Stapfer remet à Talleyrand. Dans la note qui l'accompagne, Stapfer, reprenant les termes de la note de Reding, du 2 janvier, affirme que « le gouvernement helvétique ne peut jamais consentir à l'aliénation d'une portion du territoire suisse, à moins que ses habitants n'y aient donné par un vœu librement émis et légalement constaté, un plein et entier assentiment ». Le gouvernement helvétique ne peut considérer comme un vœu librement émis l'opinion de quelques personnes revêtues d'une autorité inconstitutionnelle et désireuses de s'unir à la France. La protestation des communes valaisannes les en empêche. En conséquence, les autorités helvétiques acceptent l'ouverture de nouvelles négociations si la France se contente « d'une route militaire construite à ses frais ». La note de Reding, du 20 décembre 1801, n'accordait pas davantage. On n'avait guère progressé depuis lors.

Ne pouvant accepter les deux conditions que Thormann avait mises à l'ouverture des négociations, Verninac estime sa mission terminée en ce qui concerne le Valais<sup>43</sup>. Tel n'est pas l'avis de Bonaparte : « Il faut décider l'affaire du Valais. » On est au 20 mars 1802. Et reprenant une idée qui était dans l'air depuis que Talleyrand l'avait lancée, le 12 janvier, Bonaparte souhaite « l'indépendance du Valais en petite république »<sup>44</sup>.

## II. Le Valais déclaré Etat indépendant

La protestation des communes valaisannes contre l'action de Turreau et leur vœu de rester unies à la Suisse mécontentent le Premier Consul. Talleyrand se fait l'interprète de la pensée de Bonaparte qui, dès cette époque, reconnaît « le Valais comme un peuple indépendant » constitué en un « Etat à part et sans aucune relation de concert ni de dépendance à l'égard de l'Helvétie »<sup>45</sup>. Talleyrand ajoute qu'en contrariant les vues françaises, la Suisse perdra les avantages que le Premier Consul veut lui accorder ; que si le gouvernement helvétique tente d'obtenir d'une autre puissance « des concessions qu'il ne doit attendre que de la France », il ne devra plus espérer obtenir les fruits des dispositions libérales de Bonaparte. Sans attendre les ordres de son gouvernement, Stapfer élève une énergique protestation contre les visées de la France<sup>46</sup>. Le Valais fait partie intégrante de la République helvétique. Dans l'ancienne Confédération même, le Valais était à ce point lié

<sup>43</sup> Dunant, pp. 529-530, n° 1405, Verninac à Talleyrand, du 22 ventôse (13 mars).

<sup>44</sup> *Correspondance de Napoléon I<sup>er</sup>*, t. 7, pp. 415-416, n° 6001, à Talleyrand, du 29 ventôse (20 mars).

<sup>45</sup> Strickler, t. VII, pp. 1183-1184, n° 10, Talleyrand à Stapfer, du 25 mars. — Le 27 mars encore, Talleyrand répète à Stapfer que Bonaparte « était profondément blessé par la manière dont le gouvernement helvétique provoquait et accueillait les députations des Valaisans opposés à la réunion » (Strickler, t. VII, p. 1077, n° 48, Stapfer à Thormann, du 29 mars).

<sup>46</sup> *Ibidem*, pp. 1184-1185, n° 11, Stapfer à Talleyrand, des 27 et 29 mars. — AV, Rz, 72/5/11, copie de cette lettre. — Le Premier Conseil fut « personnellement très offensé » par cette note. Talleyrand ne le cacha pas à Stapfer : « Il l'a considérée comme ayant uniquement pour but de le braver et de faire votre traité de paix avec la majorité du Sénat helvétique » (Strickler, t. VII, pp. 1190-1191, Stapfer à Thormann, du 14 avril).

aux cantons suisses qu'il n'aurait pas pu, sans le consentement des Confédérés, modifier ses relations avec les Etats étrangers et encore moins disposer de son sort. A plus forte raison, le gouvernement helvétique doit-il défendre le Valais devenu partie intégrante d'une seule et même république. D'ailleurs, continue Stapfer, « n'est-ce pas votre gouvernement qui, par la puissance des baïonnettes, a fondu le Valais ainsi que les autres Etats helvétiques, dans une masse commune ? Ne sont-ce pas vos guerriers qui, à différentes reprises, ont porté le fer et le feu dans le Valais pour forcer ses habitants à se laisser gouverner par des lois communes à toute l'Helvétie ? N'est-ce pas vous, citoyen Ministre, qui avez signé le traité d'alliance de votre nation avec la République helvétique une et indivisible ? Le Valais ne faisait-il pas alors partie essentielle de cette République et le traité de Lunéville ne consacre-t-il pas toute l'étendue de notre territoire telle qu'elle était à l'époque de sa conclusion ? » De plus, que diront les Valaisans, les Suisses et même les chancelleries européennes en apprenant la décision de Bonaparte qui, plus d'une fois, avait déclaré « qu'une route militaire était la seule chose qui l'intéressait dans le Valais pour l'avantage de la République française » ?

Le Sénat helvétique envoie à son tour, le 3 avril, une protestation au Premier Consul<sup>47</sup>. Il se plaint amèrement de la contribution financière extraordinaire que Turreau a imposée par son arrêté du 4 germinal an X (25 mars 1802). Celle-ci, on l'a vu dans le chapitre précédent, frappe quatre districts du Bas-Valais et quelques-unes des communes les plus fidèles au régime helvétique. Le Sénat proteste ensuite longuement contre le sort politique que l'on prépare au Valais.

Avant que la position prise par la France à l'égard du Valais, le 25 mars, soit connue en Suisse, les autorités helvétiques et les représentants du Valais à Berne s'efforcent de réduire l'influence de Turreau. Le Petit Conseil arrête de proposer au Sénat la publication d'« une déclaration qui sauve l'honneur des députés, celui du gouvernement, et constate la vérité et la légalité de la protestation des communes du Valais »<sup>48</sup>. Pierre-Antoine Preux et Tousard d'Olbec voudraient bien pouvoir défendre au mieux les intérêts valaisans. Mais la composition du gouvernement helvétique ne favorise pas leur tâche. Les représentants de la majorité au Petit Conseil ne sont-ils pas en minorité au Sénat ? Les deux partis ne tendent à aucun rapprochement et « ils cherchent à se faire faire réciproquement tous les faux pas possibles ». Ainsi l'écrit Tousard d'Olbec qui ne cache pas « que ce qui est proposé d'un côté est rejeté de l'autre ; que les affaires ne vont pas et que

<sup>47</sup> Strickler, t. VII, pp. 1186-1188, n° 12, le Sénat au Premier Consul. — Voici comment Tousard d'Olbec apprécie la note de Stapfer et celle du Sénat : « Il est impossible de faire une pièce diplomatique qui ait plus de dignité, plus de force, plus de précision et plus de solidité. Elle ramène à faire sentir que le devoir et l'honneur du gouvernement helvétique lui interdisent absolument de reconnaître les principes établis dans la note (c'est-à-dire dans celle de Talleyrand à Stapfer, du 25 mars) et de céder les droits de la République sur le Valais, et que la gloire du Premier Consul est intéressée à ramener les choses à la concession d'une route militaire sur laquelle des concessions seront bientôt terminées... A côté de cela, la lettre du Sénat est un verbiage de trois pages et demie in-folio » (AV, Rz, 49/35/20, Tousard d'Olbec à de Rivaz, du 13 avril).

<sup>48</sup> Strickler, t. VII, pp. 1201-1202, n° 12, Protocole du Petit Conseil, du 29 mars.

le diable en rit »<sup>49</sup>. Ne déplaire ni aux unitaires ni aux fédéralistes, que Verninac excite en sous main les uns contre les autres, telle est la tâche qui incombe aux représentants du Valais.

Une très longue note de Tousard d'Olbec nous renseigne sur les allées et venues des différents partis, du 30 mars au 4 avril<sup>50</sup>. Après avoir reçu l'arrêté de Turreau du 25 mars 1802, la députation valaisanne établit un rapport sur Turreau et un autre sur la situation du Valais. Maurice Zurbriggen se charge de les remettre à Reding ; Tousard d'Olbec, de les faire parvenir au responsable du département de l'Intérieur, Johann-Heinrich Füssli. Tous deux s'accordent à demander aux autorités d'en différer la communication au Conseil législatif. C'est à ce moment-là, le mercredi 31 mars, à six heures du soir, que les députés valaisans Augustini et Duc arrivent à Berne. Malgré la proposition de Duc, Augustini se refuse à rencontrer immédiatement la délégation valaisanne séjournant dans la capitale helvétique. Le lendemain, jeudi, les députés de la Chambre administrative rendent visite à Tousard d'Olbec. Celui-ci met ses compatriotes au courant des négociations, des personnes au contact desquelles ils seront placés et des espoirs qu'ils peuvent escompter. L'après-midi, Tousard d'Olbec se rend chez Augustini. Après bien des vaines paroles, Augustini demande une note qu'il emploierait à rédiger le texte du prochain discours qu'il prononcera en séance du Petit Conseil où il a demandé à être admis<sup>51</sup>.

Le 2 avril, Verninac affecte de dire à certaines personnes que les consuls français ont arrêté l'indépendance du Valais. Mais il prie chacune d'elles de n'en pas répandre la nouvelle. Peut-être est-ce pour empêcher le Sénat d'adopter la réponse qu'il avait décidé d'envoyer au général Turreau<sup>52</sup> ? Thormann affirme qu'il n'y a pas d'arrêté mais simplement une note en ré-

<sup>49</sup> AV, Rz, 49/35/17, Tousard d'Olbec à de Rivaz, du 29 mars.

<sup>50</sup> AV, Rz, 49/35/18, du même au même (?), du 2 au 4 avril.

<sup>51</sup> Le ton de la note est assez défavorable à Augustini. Il vaut la peine de citer l'appréciation que Tousard d'Olbec porte sur Augustini : « Si je n'avais pas déjà craint qu'on me soupçonnât de m'établir ici en évidence l'agent du pays, je vous aurais averti depuis longtemps de ne pas envoyer cet homme. Il est tellement décrié ici dans tous les partis qu'il ferait du tort à notre pays, si notre pays n'était pas recommandé actuellement de manière à ce que cette considération soit nulle. Il a un grand désir de parler, soit en Petit Conseil, soit en présence du landammann et du ministre. Il veut absolument l'un ou l'autre et précisément c'était de son éloquence et de sa manière de parler qu'on m'avait le plus fait de plaisanteries. Mais qu'importe, s'il ne fait que faire rire, il n'y a que de minimal. Son but principal et qu'il ne déguise pas est de se trouver ici au moment où il y a quelques négociations à faire. Et en cela, s'il est adroit, du moins il n'est pas sûr » (AV, Rz, 49/35/18).

<sup>52</sup> Dans sa séance du 2 avril, le Petit Conseil avait décidé entre autres objets : « Que le département des Affaires étrangères sera chargé de présenter sans délai au ministre plénipotentiaire de la République française une note pour se plaindre des dits arrêtés qui vont mettre le comble à la misère du canton du Valais, et l'engager à s'intéresser auprès du général Turreau pour que du moins l'exécution en demeure suspendue jusqu'à ce que le Premier Consul entende les réclamations que le gouvernement helvétique va lui adresser à cet égard ; qu'il sera adressé de suite au général Turreau une lettre pour lui faire la même demande » (Strickler, t. VII, pp. 1185-1186, n° 13). *Ibidem*, n° 14, du 2 avril, se trouve la lettre du Petit Conseil à Turreau. Pour la réponse du général, cf. *ibidem*, p. 1188, n° 19, du 5 avril. — Dans le *Nouvelliste*, n° 36, du 4 mai 1802, sont publiées la lettre du Petit Conseil et la réponse de Turreau.

ponse à la notification de la protestation des communes valaisannes : « Cette protestation a violemment blessé le gouvernement français. C'est un coup dont il ne peut détruire l'effet, ce dont il paraît chercher à se venger. »

Le samedi 3 avril parvient à Berne la note française du 25 mars que Tousard d'Olbec qualifie de « très sérieuse ». Verninac en dévoile la teneur à ses affidés, mais à chacun, « d'une manière différente ». Pour Tousard d'Olbec, Verninac agit de la sorte « dans l'intention d'intimider dans le moment où il est question d'une délibération vigoureuse sur l'arrêté de surveillance »<sup>53</sup>. L'activité de Verninac, jointe à l'effet produit par la note française du 25 mars, empêchent les autorités helvétiques de manifester leur réprobation. Tout cela prouve une fois de plus combien la Suisse est « entièrement abandonnée à l'influence de la France qui paraît travailler à en faire usage. »

Au terme de ce premier échange de notes sur l'indépendance future du Valais, il n'est pas inutile de faire le point. Quoique les positions française et helvétique ne soient pas franchement arrêtées, on peut tirer quelques conclusions. Le gouvernement helvétique s'est unanimement prononcé en faveur du Valais comme partie intégrante de la République helvétique. Il accepte de défendre, autant qu'il lui sera possible, la validité de la protestation valaisanne. Le mécontentement du gouvernement français prouve l'à-propos de la protestation, car c'est à cause de cette dernière que la France est contrainte de modifier sa politique. N'ayant pas réussi à obtenir des Valaisans des vœux de réunion, elle doit se contenter de considérer comme indépendant un pays dont, pendant de longs mois, elle s'était efforcée de négocier la cession. Elle l'a fait dans une note désespérante pour les Valaisans. Les termes de la note paraissent pourtant accréditer l'opinion que le cabinet français est contenu, dans ses désirs, « soit par un reste de respect pour l'opinion publique, soit pour quelques conditions secrètes concernant l'intégrité de la Suisse ». Tel est du moins l'avis de Tousard d'Olbec pour qui la France met trop de soin « à établir la non-connexion du Valais à la Suisse ». Quoi qu'il en soit, il semble évident que la France a décidé de s'annexer le Valais. Et, après avoir pris connaissance des différentes correspondances, il ne nous est plus permis de nous servir de la forme dubitative qu'utilisent Augustini et Duc : « On ne sait si la France veut faire par là du Valais une république à part pour être sous

<sup>53</sup> Il s'agit de l'arrêté pris par Turreau, le 30 ventôse X (21 mars 1802), par lequel 26 personnes, dont plusieurs avaient pris part au « pèlerinage de Berne », sont placées sous surveillance militaire à Sion. — Pour cet arrêté, voir plus haut, p. 168. — Füssli rapporte sur cet arrêté, en séance du Petit Conseil, le 29 mars. Il y fut ensuite décidé qu'on rédigerait une note digne et forte pour être présentée au Sénat. Présentée au Sénat le 31 mars, cette note était à peu près arrêtée quand on apprit, le jeudi 1<sup>er</sup> avril, l'arrêté de Turreau du 4 germinal X (25 mars 1802) établissant une imposition financière extraordinaire. Pour cet arrêté, voir plus haut, p. 160. — Craignant que la France n'appuyât Turreau plus qu'on ne l'avait pensé, on trouva la note trop forte et on la renvoya au Petit Conseil pour modifications. — Durant cet intervalle, la rumeur, puis, le samedi 3 avril, l'annonce officielle de la note de Talleyrand à Stapfer, du 25 mars, arriva à Berne. On se ravisa une nouvelle fois. Il en résulta que le Petit Conseil écrivit, le 2 avril, à Turreau, une lettre obscure et sans énergie. Il ne fut plus question de la proclamation qui avait été résolue ni d'aucune réponse à l'arrêté de Turreau. On s'en tint à une lettre au Premier Consul, datée du 3 avril.

sa tutelle, ou si elle croit de nous incorporer à la France plus facilement si nous sommes une fois séparés de la Suisse <sup>54</sup>. »

Dès ce moment, Verninac s'efforce de gagner au projet français le plus d'hommes possible. Ses affidés au Petit Conseil et au Sénat, sous le prétexte de défendre les intérêts du Valais, conseillent aux représentants de ce pays de prendre parti pour l'indépendance. Dans l'hypothèse contraire, le Valais, affirment-ils, serait incorporé à la France. Les fédéralistes, de leur côté, conjurent les représentants valaisans de ne pas accepter la proposition des républicains. De l'indépendance à l'incorporation, il n'y a qu'un pas, vite franchi, disent-ils, par l'acceptation de l'indépendance <sup>55</sup>. Chacun, assurément, se rend compte en Suisse que l'affaire du Valais, en mécontentant Bonaparte, nuit à tous les intérêts de la République helvétique et retarde l'accomplissement des promesses que celui-ci avait faites à Reding, dans les entretiens particuliers qu'il lui avait accordés <sup>56</sup>.

Verninac ne ménage pas ses interventions. Il détermine Duc à user de son influence pour faire accepter au Valais les vues de Bonaparte et pour faire nommer une députation chargée de traiter le sort politique futur du pays <sup>57</sup>. Tousard d'Olbec n'écarte pas l'idée de l'indépendance. Et pour cause ! « Notre réunion à la Suisse nous offre peu d'avantages et beaucoup de désavantages dans le moment actuel. Les partis sont tellement échauffés en Suisse que si la France ne s'en mêle pas pour les écraser tous, on n'y aura pas la paix et que quand elle s'en mêlera, on n'y aura pas une union intérieure qui assure l'action du gouvernement pour l'avantage de chaque partie. » Les partisans de l'indépendance eux-mêmes se rendent compte des dangers qu'ils courent en l'acceptant. Leurs membres valaisans savent qu'ils devront céder une route militaire à la France et que cette concession les conduira peut-être à l'incorporation. Mais ils ne se cachent pas non plus que la France s'appropriera le Valais quand il lui plaira, alors même que toute la République helvétique s'opposerait à cette annexion. Pour Tousard, la position à adopter est la suivante : « Je conclus qu'il ne faut pas aller au-devant de cette indépendance ; mais qu'il ne faut pas la rejeter sans connaissance de cause ; qu'il faut soutenir sa résistance assez pour se faire rechercher et pour s'assurer des conditions aussi avantageuses qu'il puisse. Mais il ne faut pas trop s'opposer à ce plan s'il est offert d'une manière acceptable <sup>58</sup>. » C'est la position d'un opportuniste. C'est aussi la solution de la sagesse.

<sup>54</sup> AV, Rz, 55/18/12, à de Rivaz et à la Chambre administrative, du 2 avril.

<sup>55</sup> AV, Rz, 55/18/13, Augustini et Duc aux mêmes, du 9 avril.

<sup>56</sup> Tel est l'avis de Stapfer (Strickler, t. VII, pp. 1188-1189, n° 20, à Thormann, du 6 avril) qui ajoute : « Mais l'honneur va avant tout et le gouvernement helvétique n'a aucun droit d'acheter les bonnes grâces de celui de la République française aux dépens des pauvres Valaisans. »

<sup>57</sup> Dunant, p. 538, n° 1422, Verninac à Talleyrand, du 24 germinal (14 avril).

<sup>58</sup> AV, Rz, 49/35/20, à de Rivaz, du 13 avril. — Tel n'est pas l'avis de Reding et de la majorité fédéraliste qui réclament l'intervention de la cour de Vienne, garante du traité de Lunéville, en lui faisant parvenir le compte rendu des actes inconstitutionnels accomplis en Valais (*ibidem*). — Discutant, dans cette même lettre, l'attitude des fédéralistes, Tousard d'Olbec poursuit : « Il ne faut pas faire grand fond là-dessus. Quand même cette cour interviendrait, cela se passera en échange de notes et en explications



Pourtant, les autorités helvétiques ne veulent pas assumer la responsabilité d'ouvrir des négociations au sujet du Valais. L'abandon de ce territoire n'est-il pas considéré comme « le prix des premières places dans la nouvelle organisation »<sup>59</sup> ? L'idée d'un changement de régime politique en Suisse occupe les esprits depuis la mi-mars. De Berne, Tousard d'Olbec écrit que l'on y parle beaucoup « d'une prochaine révolution » et que les autorités se tiennent sur « le qui vive »<sup>60</sup>. Rien d'étonnant à cela puisque le parti de la majorité du Petit Conseil est en minorité au Sénat, puisque dans les deux Conseils, les partis « cherchent à se faire réciproquement tous les faux pas possibles »<sup>61</sup>.

Parmi les membres fédéralistes du gouvernement, les uns ne considèrent le régime issu du 28 octobre 1801 que comme une transition pour revenir à l'ancienne autonomie des cantons ; d'autres reprochent à Reding la lenteur de son esprit, la candeur de son âme et son comportement politique de magistrat d'une petite démocratie. N'ayant ni la souplesse nécessaire pour assoupir les passions et maintenir en harmonie les gouvernements helvétique et français, ni les connaissances administratives, Reding manque en outre « de cette fine notion du monde qui donne de l'aplomb dans une position inaccoutumée »<sup>62</sup>. On l'accuse aussi d'avoir écarté Bégoz des affaires étrangères pour y placer son ami Gottlieb Thormann, homme intègre mais borné dans ses vues et incapable de comprendre la complexité des problèmes de l'époque.

Le parti de l'opposition ne manque pas de sujets de mécontentement. N'y aurait-il eu que celui d'être de l'opposition, il aurait suffi. Mais ses membres ne sont guère plus unis que les fédéralistes. Dès qu'il s'agit d'une régénération politique, Kuhn et Rüttimann réclament que l'on établisse de suite les constitutions cantonales afin qu'elles soient prêtes pour le jour où s'installerait un nouveau régime central. Rengger et Schmid aspirent à l'unitarisme intégral. A leur avis, les arrangements locaux viendraient ensuite et d'eux-mêmes.

Voyant cet état de division plus marqué même au sein du gouvernement que dans le pays, la France emploie son influence à l'aggraver au lieu de le réduire. Verninac, ennemi personnel de Reding qu'il désire voir remplacé par Dolder, toujours ambitieux, excite l'opposition unitaire à frapper un coup décisif. Il le fait sans secousse, en observant une neutralité apparente.

La période de Pâques paraît propice à une action énergique contre les fédéralistes. Reding et les autres membres catholiques du Petit Conseil s'étaient retirés imprudemment de Berne pour fêter cette solennité chez eux. Ayant remarqué que Kuhn fréquentait des personnes suspectes, les chefs du parti fédéraliste se réunissent, le 16 au soir, chez Frisching. Bay et Hirzel sont présents. On prend la décision d'arrêter les unitaires Rüttimann, Kuhn,

dans lesquelles on entortillera la question et on se moquera des deux côtés de l'Helvétie, tandis que la France continuera à prendre le Valais sous-œuvre et à le miner de cette manière ».

<sup>59</sup> Strickler, t. VII, pp. 1189-1190, n° 23, Stapfer à Talleyrand, du 13 avril.

<sup>60</sup> AV, Rz, 49/35/14, à de Rivaz, du 16 mars.

<sup>61</sup> AV, Rz, 49/35/17, Tousard d'Olbec au même, du 29 mars.

<sup>62</sup> Tillier, t. 2, p. 63.



Füssli, Rengger et Schmid et d'écarter le général Andermatt, chef des troupes helvétiques.

Informé de ce qui se trame, Kuhn convoque d'urgence, au milieu de la nuit, les représentants unitaires au Petit Conseil à une conférence chez le ministre de France Verninac. On décide sur le champ d'ajourner le Sénat, de remettre le pouvoir gouvernemental aux mains du Petit Conseil et de réunir une assemblée de notables de toute la Suisse. Celle-ci délibérerait sur les modifications à apporter au projet de constitution du 28 mai 1801. Bien qu'averti par le commandant de la place de Berne, Wyttenbach, Frisching s'oppose à l'arrestation des unitaires révolutionnaires. En séance du Petit Conseil, le 17 avril, Kuhn expose le point de vue unitaire : la conciliation des partis peut seule établir une république durable. Le moyen d'obtenir cette union des opinions, Kuhn le donne : « La voie que j'ai à vous proposer est la seule pour atteindre ce but. Appelez à vous des hommes d'une expérience consommée, d'une droiture incontestable ; appelez-les de tous les cantons et de tous les Etats ; délibérez avec eux sur le moyen de rendre le repos au pays par une constitution ; procurez-vous par eux la connaissance de ce qui est nécessaire et applicable à tous les cantons ; qu'ils soient les médiateurs des opinions et des intérêts opposés <sup>63</sup>. » Puis Kuhn propose l'ajournement du Sénat. Le Petit Conseil l'accepte. Kuhn surenchérit en demandant la convocation de l'assemblée des notables. Les fédéralistes Hirzel, Frisching et Escher repoussent la proposition unitaire. Ils élèvent une protestation et quittent la séance. Le secrétaire général Mousson annonce qu'il doit se retirer étant donné la part qu'il a prise à la révolution du 28 octobre 1801 <sup>64</sup>.

Rappelé en toute hâte, Reding est de retour à Berne le 19 avril au matin. Rüttimann et Kuhn ne réussissent pas à le convaincre de reprendre sa place de premier landammann. Dans la séance du Petit Conseil du 20 avril, Reding adjure les membres unitaires de retirer l'arrêté du 17 avril. Le Petit Conseil décide que la déclaration de Reding équivaut à une démission. Il en avait usé pareillement l'avant-veille, à l'égard de Hirzel, Escher et Frisching. Mousson revient sur sa décision ; Thormann est invité à ne recevoir d'ordres que de Rüttimann élevé à la présidence du Petit Conseil. Le 23 avril, le Petit Conseil reçoit une nouvelle protestation signée de Reding, de son lieutenant Hirzel et des sénateurs Frisching, Wyss, Escher, Bay, von Flue, Anderwert, Pfister, Baldinger, Salis-Sils et Zellwegger <sup>65</sup>. Deux jours plus tard, Reding et la plupart des sénateurs quittent la capitale.

### III. Les négociations sous le régime républicain

L'arrivée au pouvoir du parti unitaire coïncide avec la reprise des négociations relatives au Valais. La position des nouvelles autorités helvétiques semble bien établie : accéder aux vues des autorités françaises dont les représentants en Suisse ont favorisé les nouveaux maîtres.

<sup>63</sup> *Ibidem*, pp. 108-109.

<sup>64</sup> Strickler, t. VII, pp. 1249-1250, n° 14, Mousson au Petit Conseil, du 17 avril.

<sup>65</sup> *Ibidem*, pp. 1278-1279, n° 19, Erklärung, du 23 avril.

Lors de la nomination des notables, on en choisit dans tous les cantons, sauf dans celui du Valais. On affecte de ne pouvoir le faire puisqu'il est impossible d'y correspondre avec aucune autorité. Les fédéralistes exclus le 17 avril 1802, répandent la nouvelle que l'abandon du Valais a été la condition avilissante de la protection que les unitaires avaient mendiée aux Français. Les unitaires rétorquent que seule l'impéritie du gouvernement précédent est cause de tous les malheurs advenus au Valais. Quoi qu'il en soit, Verninac et Talleyrand constatent tous deux que l'assentiment donné par les six membres républicains du Petit Conseil à la séparation du Valais a été leur titre principal à recouvrer la confiance de la France<sup>66</sup>. L'on ne peut cacher que la séparation du Valais d'avec l'Helvétie était implicitement consentie par les unitaires puisque la constitution des notables ne plaçait pas le Valais au nombre des cantons. C'est alors que Talleyrand écrit à Verninac : « Il est toujours dans l'intention du Premier Consul que les prétentions du gouvernement helvétique relativement au Valais, toutes vaines qu'elles sont, soient régulièrement discutées entre vous et un négociateur de son choix... Demandez des conférences formelles<sup>67</sup>. »

Verninac pourtant n'a aucune démarche à entreprendre pour l'ouverture de ces négociations. Car, à leur retour de Berne, les députés de la Chambre administrative, Augustini et Duc, avaient parlé du projet de la France d'ériger le Valais en République indépendante. Ils avaient conseillé aux hommes influents du Valais d'accepter la proposition française de crainte qu'un refus n'entraînât l'incorporation de leur pays à la France. Duc, que Verninac avait réussi à s'allier, dispose nombre de Valaisans à seconder les vues du Premier Consul. Il parut donc aux autorités valaisannes que le parti le plus prudent est de se prêter à un traité fondé sur la proposition française. D'après cela, ils décident de renvoyer à Berne Jean-Joseph Duc, en qualité de représentant de la Chambre administrative et du préfet national. Voilà qui n'était par pour déplaire à Tousard d'Olbec qui écrivait de Berne : « Le parti dominant me pousse chez Verninac. Le détrôné dit de ne pas y aller et cependant nous sommes livrés. Le parti actuel n'existe que par la France, et quand il voudrait nous défendre, il ne le pourrait pas. Verninac dit qu'il attend une députation du Valais et il me paraît improbable que le pays reste en panne<sup>68</sup>. »

<sup>66</sup> Dunant, Introduction, p. CXIV.

<sup>67</sup> *Ibidem*, p. 540, n° 1427, du 30 germinal X (20 avril 1802).

<sup>68</sup> AV, Rz, 72/30/p. 16, à de Rivaz, du 22 avril. — Une lettre du même au même datée aussi du 22 avril (AV, Rz, 49/35/21) développe un peu plus le point de vue de Tousard d'Olbec : « Et quand même cette séparation avec indépendance serait aussi différente que nous le désirons d'une réunion, ce sera toujours une honte dont le parti régnant aura de la peine à se laver, que d'afficher que cette séparation est faite de son aveu et qu'il est demeuré muet. C'est ce qui caractérise l'arrêté du 17 février. Par suite de cette position, le parti régnant me pousse chez Verninac ; il publie de sa part que celui-ci attend une députation et il semble, en provoquant des démarches du Valais, avoir l'air de vouloir se détacher de l'embarras où il se trouve relativement à ce pays et lui faire faire les avances de la séparation et cela est d'accord avec ce que me disait Füssli depuis longtemps : « Vous devriez avoir quelqu'un à Paris qui agit directement. » — Le parti détrôné par contre, quand je le consulte, me dit : « N'allez pas chez Verninac » et appuie ce conseil des mêmes raisons que je me donne à moi-même. Mais il est bien possible

Les instructions de Duc comportent sept prescriptions dont la cinquième se subdivise en plusieurs éléments : le Valais veut rester uni à la République helvétique et son gouvernement estime « que le seul moyen de sauver le canton du Valais serait le décret qu'on a si souvent et si constamment sollicité, savoir : que les contributions imposées par le général Turreau et les frais de l'entretien des troupes françaises en Valais sont une charge commune à tous les cantons de l'Helvétie ». Duc affirmera ensuite que si la rive gauche du Rhône doit être cédée à la France et que si l'on arrache au Valais une demande d'incorporation à la France, le peuple préfère demeurer république indépendante alliée à la Suisse. Mais il importe que le gouvernement helvétique se rende bien compte « que le Valais ne sera que passivement dans toutes les propositions initiatives » relatives à son existence politique séparée de l'Helvétie (article 3). C'est pourquoi il incombera au gouvernement helvétique de faire savoir à Verninac que le Valais, s'il ne peut rester suisse, préfère l'indépendance à l'annexion (article 4). Les discussions relatives à l'indépendance sont néanmoins soumises à l'accomplissement de quelques conditions (article 5) : le rappel de Turreau que le peuple a en aversion ; la cessation de toutes les vexations militaires ; le rétablissement des autorités destituées par Turreau ou par les autorités de sa création ; l'autorisation pour le peuple de tenir des assemblées légales dans lesquelles il puisse délibérer sur les propositions qui seront faites aux autorités constitutionnelles. Duc demandera en outre (article 6) que les négociations soient conduites avec la plus grande célérité possible pour que, par des vexations, on n'ait pas le temps « de forcer le peuple valaisan à consentir, malgré lui, à l'incorporation à la France ». Duc rendra enfin « au gouvernement les justes actions de grâce pour les efforts indicibles qu'il a faits pour conserver le Valais, dont le rapport fait par les députés Augustini et Duc nous a extrêmement touchés et édifiés »<sup>69</sup>.

Quand les autorités constitutionnelles destituées rédigent ces instructions, elles ignorent encore tout de la révolution du 17 avril. A son arrivée à Berne, Duc trouve la situation complètement changée. Il ne lui faut pas longtemps pour se rendre compte que le nouveau gouvernement n'ose pas et ne peut pas défendre les intérêts du Valais. Le comité diplomatique du nouveau gouverne-

qu'il parle d'après le grand intérêt qu'il a de se montrer comme le défenseur et la victime de son zèle pour la défense du Valais et des intérêts de la Suisse, et de noircir ses adversaires autant qu'il leur sera possible ; et j'ai des indications certaines qu'on travaille dans ce sens.

» Nous sommes livrés ou, si vous voulez, séparés. Nous n'en pouvons pas douter. Nous serions réunis si la France le voulait. Il me paraît impossible de croire que le gouvernement actuel ait la volonté de nous défendre, et quand il l'aurait, quelle force peut avoir vis-à-vis de la France un gouvernement purement révolutionnaire qui tient de l'appui de la France seulement le pouvoir à peu près dictatorial dont il est en possession. »

<sup>69</sup> AV, Rz, 72/17/2 et AV, H, 27/7/36, notes préparées pour le citoyen chargé de se rendre auprès du gouvernement helvétique et de partir à cette fin de Sion, le 21 avril 1802. — Le texte de ces instructions est reproduit, avec des modifications de détail seulement, dans Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, pp. 204-206. — Les lettres de créance que Duc emporte avec lui prescrivent que Pierre-Antoine Preux, alors à Berne, lui est adjoint comme co-délégué valaisan. De plus, Duc peut également conférer à Berne avec Tousard d'Olbéc et Maurice Zurbriggen.

ment composé de Rüttimann, Rengger et Füssli renvoie Duc, Preux, Tousard d'Olbec et Zurbriggen auprès du ministre français Verninac<sup>70</sup>. Duc s'y rend seul. Verninac lui propose d'ouvrir des négociations conjointement avec les autres Valaisans qui sont à Berne. Il désire que l'on cherche à faire cesser l'état actuel des choses, que l'on s'occupe à établir un gouvernement provisoire en Valais et que l'on pose ensuite les bases d'un gouvernement définitif<sup>71</sup>.

Ces ouvertures de Verninac engagent le gouvernement helvétique à accepter la proposition que le ministre français lui avait faite le 27 avril. Il charge Rüttimann de prendre toutes les mesures propres à « accélérer des résultats qui soient satisfaisants à la fois et pour le Valais en particulier et pour les deux Républiques »<sup>72</sup>. Rüttimann délègue le landammann Rengger pour suivre les négociations. En séance du Petit Conseil du 3 mai, Rengger explique quelles doivent être leurs bases. Les points essentiels sont au nombre de trois : convenir d'un accord complet et satisfaisant sur la manière dont s'effectuerait la séparation du Valais, fixer d'une manière précise les relations futures du nouvel Etat avec les Républiques française et helvétique ; obtenir de la France une compensation équitable pour la perte que l'Helvétie subirait par suite de l'établissement du Valais en un Etat indépendant.

Les délibérations qui suivent permettent au Petit Conseil de formuler trois recommandations à l'adresse de Rengger<sup>73</sup>. Le négociateur helvétique cherchera à rendre les formes de la séparation « aussi légales que possible ». Pour cela, il demandera le rétablissement des magistrats destitués. Parmi ceux-ci, il choisira, comme co-négociateurs, les hommes « les plus honnêtes et les plus influents dans le Valais, tels que les de Rivaz, les Stockalper, les Roten ». D'autre part, Rengger réclamera des conditions de faveur pour les Valaisans et il exigera que « l'alliance entre le Valais et la Suisse ne diffère peu ou point de celle entre le Valais et la France ». Le Petit Conseil enfin rappelle à Rengger les compensations que la Suisse avait réclamées à la France en 1801. Le lendemain seulement, dans sa séance du 4 mai, le Petit Conseil arrête les indemnités que la Suisse réclamera à la France<sup>74</sup>. Le Fricktal n'en est point une suffisante pour la séparation du Valais. Les négociateurs suisses demanderont cependant ce territoire « comme une indemnité pour la renonciation du gouvernement helvétique à toutes les créances des anciens Etats helvétiques sur la France, en vertu des articles secrets du traité de 1798 ». La cession à l'Helvétie de Bienne, de l'Erguel, du val de Moutier, de Céligny, de la Valteline, de Bormio et de Chiavenna constitue à peine une compensation pour la perte du Valais. Les négociateurs helvétiques tenteront

<sup>70</sup> Voici la situation à Berne, telle que la décrit Tousard d'Olbec à de Rivaz, le 27 avril : « Le gouvernement helvétique n'ose plus rien dire pour le Valais. La Suisse n'a aucun esprit public ; il n'y a aucune base pour asseoir un plan de défense et il faut nous sauver nous-mêmes. Füssli m'a dit : « Ne vous adressez pas à nous comme membres du gouvernement ; c'est le mieux que vous puissiez faire pour le Valais » et le comité diplomatique composé de Rüttimann, Rengger et Füssli nous a renvoyés chez Verninac. C'est Dolder qui mène cette affaire » (AV, Rz, 72/30/pp. 16-17).

<sup>71</sup> Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, p. 207.

<sup>72</sup> Strickler, t. VII, pp. 1191-1192, n° 32<sup>a</sup>, protocole du Petit Conseil, du 1<sup>er</sup> mai.

<sup>73</sup> *Ibidem*, pp. 1193-1194, n° 34, protocole du Petit Conseil, du 3 mai.

<sup>74</sup> *Ibidem*, p. 1194, n° 35<sup>b</sup>, protocole du Petit Conseil, du 4 mai.

d'obtenir encore d'autres territoires comme l'enclave de Céligny et la ville et le territoire de Constance. Ils abandonneront la demande de l'enclave de Céligny si celle-ci est envisagée par Verninac comme une indemnité pour la cession de la vallée des Dappes. Encore faut-il que le ministre français formule son offre par écrit. Quant à Constance, la demande en sera faite sous forme de vœu et comme étant « une affaire de grande convenance ».

La présence à Berne de quelques représentants influents du Valais paraît indispensable aux autorités helvétiques dès le moment où elles acceptent d'ouvrir des négociations avec la France. Le 29 avril, le secrétaire d'Etat Müller-Friedberg demande au préfet de Rivaz de se rendre à Berne avec quelques personnes que lui-même aura choisies. Il sait ce qu'il en coûtera à de Rivaz d'accepter l'invitation, mais le gouvernement tient beaucoup à sa présence<sup>75</sup>. Son intervention ne favorise-t-elle pas le changement de régime que le gouvernement désire voir s'opérer ? Le préfet de Rivaz se refuse à cette invitation. Il estime la séparation « également nuisible au Valais et à la République helvétique ». Aussi, n'accepte-t-il pas de se mêler aux négociations qui vont s'ouvrir et auxquelles il ne peut pas prendre part « sans risquer de se compromettre dans l'esprit » de ses concitoyens<sup>76</sup>. Néanmoins de Rivaz s'empresse d'inviter d'autres citoyens à se rendre à Berne. Son choix se porte sur l'ancien colonel Stockalper qui acquiesce, et sur le colonel de Riedmatten, qui refuse, prétextant l'état de santé déplorable de sa femme ainsi que sa répugnance à se mêler aux affaires publiques<sup>77</sup>.

Pendant qu'il tente de réunir les membres de la délégation, de Rivaz reçoit une lettre de Tousard d'Olbec. Celle-ci contient de nouvelles sollicitations pour que le préfet national se rende à l'invitation gouvernementale. Sa présence à Berne, y est-il dit, est indispensable pour assurer le succès des conférences dont on augure bien : « Les conférences n'annoncent jusqu'ici que

<sup>75</sup> Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, p. 208. — Voici la fin de cette lettre : « Vous êtes à tous égards le premier avec lequel le gouvernement doit désirer de conférer. Conférer, je vous le répète et non point traiter. Il n'y aura rien dans ce pays qui puisse vous compromettre ; le ministre Verninac en est instruit et l'approuve ; mais pressez le voyage, ne perdez pas de jour et rappelez-vous qu'il s'agit des intérêts les plus chers à votre patrie. »

<sup>76</sup> AV, H 36, n° 7019, de Rivaz au secrétaire d'Etat de la République helvétique, du 3 mai. — On y lit encore : « La prudence et la sagesse me prescrivent de ne pas prendre de part à une mesure qui peut devenir fâcheuse pour ceux qui en sont l'objet et dont je n'ai pas l'intention de partager les résultats avec eux. » — Dès le mois d'avril, de Rivaz avait pris la décision de quitter le Valais si celui-ci était séparé de l'Helvétie. Après la protestation collective des communes valaisannes, après le courage qu'elles manifestèrent quand Turreau les accabla d'une imposition extraordinaire, le 4 germinal (25 mars), de Rivaz écrivit ainsi à Reverdil, député vaudois à la diète helvétique : « Quant au peuple valaisan, il s'est montré tel qu'il devait être, et je m'honore plus qu'auparavant de ma terre natale depuis qu'elle a professé avec énergie des sentiments dignes des anciens Suisses. Mes vœux personnels me porteront toujours dans cette ancienne patrie et, si malgré sa persévérance le Valais devait en être démembré, ma résolution est prise de me transporter dans un lieu où je puisse continuer à jouir de cet avantage » (AV, H 36, n° 7013, du 11 avril).

<sup>77</sup> AV, H 36, n° 7029, de Rivaz aux citoyens Duc, Zurbriggen et Tousard d'Olbec, du 3 mai. — De Rivaz avait également prié le banneret Roten, de Loèche, de faire partie de la députation valaisanne. Mais il se ravisa de suite, craignant que ce départ ne provoquât une grande agitation dans les communes de ce district (*ibidem*, n° 7031, de Rivaz à Roten, du 3 mai).

sûreté pour notre indépendance, aucune servitude extraordinaire relative à la route, aucune gêne sensible dans la formation de notre gouvernement. » Et le ministre Rengger ne veut ouvrir les négociations qu'en présence de Rivaz et de la députation valaisanne<sup>78</sup>. Le 6 mai, deux jours plus tard, nouvelle lettre de Tousard d'Olbec. Il a appris le refus du préfet national. Il en est consterné. Rengger estime que la présence de Rivaz est d'autant plus indispensable à Berne qu'il est opposé à la séparation du Valais. Il souhaite ardemment le conserver ; mais qu'on lui présente donc les moyens de le faire ; le ministre helvétique ne cache pas son découragement. Tousard d'Olbec ne masque pas non plus ses sentiments : « Il est bien douteux que ceux qui craignent de se compromettre vis-à-vis de leur pays en se mêlant des affaires actuelles n'encourent pas une responsabilité plus grande en ne s'en mêlant pas<sup>79</sup>. »

Dès lors, de Rivaz consent de diriger la députation valaisanne. Accompagné de Stockalper et de Riedmatten, le préfet national arrive à Berne, le 13 mai. Le dimanche 16 mai, ils ont une conférence avec les membres du comité diplomatique. Il s'agit de savoir si le gouvernement helvétique regarde la séparation du Valais comme indispensable. Les membres de la commission sont unanimes : le Valais et la Suisse ne peuvent obtenir de salut que de la France en traitant sur les bases qu'elle a présentées. Les Valaisans affirment qu'ils ne consentent à la séparation que dans le seul cas où la situation de la Suisse leur ôterait tout espoir d'éviter cette séparation. Et, dans une lettre collective à Rengger<sup>80</sup>, de Rivaz, de Riedmatten, Stockalper, Preux, Duc et Tousard d'Olbec affirment, le 17 mai, l'intérêt que le peuple valaisan porte à la République helvétique. Ils ne peuvent donc conférer sur un plan qui serait « plus ou moins opposé » à cette volonté à moins qu'ils n'obtiennent « la conviction que les circonstances sont assez impérieuses pour que le Valais ne puisse s'y refuser ». Ne pourrait-on pas, poursuit la note, reprendre les conversations sur la base d'une seule route militaire ? La réponse orale des membres de la commission enlève aux Valaisans un espoir qu'ils savaient peut-être vain. Ils se rendent compte que le meilleur parti qu'ils puissent prendre est d'accélérer les négociations avec la France. En Valais, le général Turreau ne s'emploie-t-il pas activement à provoquer des vœux de réunion ?

Pour éviter que le Valais ne soit incorporé à la France et pour faire cesser les vexations du général, les Valaisans rédigent les articles politiques<sup>81</sup>

<sup>78</sup> AV, Rz, 49/35/24, du 4 mai.

<sup>79</sup> AV, Rz, 49/35/25, du 6 mai. — Voici les propos tenus par Rengger à Tousard d'Olbec : « Si les personnes les plus sensées du Valais persistent dans leur opposition à sa séparation sous aucune forme, et si elles s'éloignent du gouvernement et refusent de s'accorder avec lui, lorsqu'il cherche des conseils, il n'a plus qu'un parti à prendre, celui de protester aussi de son côté contre cette séparation, et d'abandonner au hasard ce qui en pourra résulter pour le Valais et pour la Suisse. »

<sup>80</sup> AV, Rz, 72/17/5. — Strickler, t. VIII, pp. 182-183, n° 2. — Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, pp. 210-211, où le texte de la lettre est publié.

<sup>81</sup> AV, Rz, 72/17/3, *Notes remises au cit. Rengger chargé de conférer avec le ministre de France pour l'établissement du Valais en Etat indépendant sur divers articles à insérer dans les conventions préliminaires qui seraient arrêtées dans ce cas entre ce ministre et le gouvernement helvétique et signées avant qu'il fût fait aucun acte qui isolât le Valais, sans date, mais avant le 17 mai.* — Ces notes sont suivies (*ibidem*, n° 4) des *Changements apportés au premier plan remis au citoyen Landammann Rengger d'après*



qu'ils estiment le plus convenable de stipuler en faveur de leur pays. Ils les présentent à Rengger le 18 mai 1802, répartis en trois titres : l'indépendance, la route militaire, stipulations diverses.

Le premier titre comprend sept articles. Ils proclament l'établissement du Valais en Etat indépendant<sup>82</sup> et la possibilité pour ses habitants de s'organiser politiquement<sup>83</sup>. La France garantit l'indépendance du Valais et s'engage à la faire reconnaître par l'Empire d'Allemagne (*sic*) et par l'Autriche<sup>84</sup>. La République helvétique est également garante de l'indépendance du Valais<sup>85</sup>, tout comme la République italienne<sup>86</sup>. Ces puissances reconnaissent aussi la neutralité de la République valaisanne<sup>87</sup>.

la conférence tenue le 17 mai entre les citoyens Preux, Duc, Zurbriggen, Stockalper, de Riedmatten, Tousard d'Olbec et moi (= Ch.-Em. de Rivaz), sans date, mais du 17 mai. Nous indiquons dans les notes suivantes les différences qui existent entre les *Notes*, les *Changements* et le texte des articles politiques tels qu'ils sont publiés dans Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, pp. 211-215.

<sup>82</sup> *Notes* : « Le Valais formera un Etat libre, indépendant, isolé de l'Helvétie et de la France » (art. 1).

<sup>83</sup> *Notes* : « Comme tel il jouira de tous les droits d'un Etat libre, soit pour sa souveraineté dans son intérieur, soit pour ses relations d'alliance et de commerce extérieur » (art. 2). — « Les Valaisans auront la liberté de se donner telle forme de gouvernement qui leur conviendra, et de nommer ceux qui devront remplir les places créées dans ce gouvernement » (art. 3).

<sup>84</sup> Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires* : « L'indépendance du Valais ainsi établie est garantie par la France qui lui offre son alliance et qui s'engage à la faire garantir par l'empire d'Allemagne et par la royale maison d'Autriche, comme parties contractantes du traité de Lunéville » (art. 4). Le texte des *Notes* est plus touffu. On lit dans *Changements* : « Essayer d'obtenir la garantie du roi de Prusse, prince de Neuchâtel, sauf à ne pas tenir à cette condition ».

<sup>85</sup> *Notes* : « La République helvétique sera également garante de l'indépendance du Valais. Il doit être en outre stipulé de quelle nature sera l'alliance que la République helvétique et le Valais pourront contracter ensemble. Elle doit tendre à conserver le plus possible des anciennes relations du Valais avec la Suisse et à établir la République helvétique médiatrice entre la République française et le Valais (art. 5). (A décider entre le comité diplomatique et les Valaisans) ». — Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, suit le texte des *Changements* : « La République helvétique est également garante de l'indépendance du Valais et elle sera admise comme médiatrice entre cet Etat et la République française lorsqu'elle en sera requise par le Valais. La République helvétique et celle du Valais conserveront les liaisons intimes qui ont subsisté entre elles jusqu'à ce jour, autant qu'elles seront compatibles avec l'indépendance et l'isolement du Valais, et avec son alliance avec la France. Ces relations seront établies par un traité entre l'Helvétie et le Valais » (art. 5). — Une observation suit l'énoncé de cet article : « Cette stipulation paraît superflue comme étant une conséquence de l'article 2, mais on désire néanmoins extrêmement qu'elle soit positivement insérée dans les conventions préliminaires pour satisfaire les Valaisans, en leur présentant d'une manière expresse l'assurance de leur alliance intime avec la Suisse. »

<sup>86</sup> *Notes* : « Le Premier Consul, comme Président de la République italique, garantira au nom de la dite République l'indépendance du Valais (art. 6). (A délibérer encore par le gouvernement helvétique et par le Valais) ». — Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, suit le texte des *Changements* : « Le Premier Consul, comme Président de la République italienne, fera garantir par la dite République l'indépendance du Valais. Et dans le cas où le Piémont deviendrait un Etat séparé, la République française s'engage à faire garantir par cet Etat l'indépendance du Valais. » — Une observation suit l'énoncé de cet article : « Il est naturel que le Valais demande la garantie de tous ses voisins parce que son indépendance ne peut subsister sans neutralité et que sa neutralité ne peut subsister sans une garantie particulière, lorsqu'il accorde le passage militaire. »

<sup>87</sup> Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires* : « Le Valais sera reconnu neutre quant au territoire



Les articles relatifs à la route militaire sont plus nombreux, plus détaillés. A les lire, on éprouve l'impression que les Valaisans sentent que l'abandon à la France d'une route militaire à travers leur pays constitue une menace pour leur existence politique durable. Ils veulent en restreindre les conséquences funestes qu'elle occasionne. Aussi, se montrent-ils très pointilleux. Ils accordent certes le passage pour les troupes françaises<sup>88</sup>, mais il faut que cette concession ne nuise point à la neutralité du Valais<sup>89</sup>. Ils exigent la réalisation de trois conditions : une équitable répartition des frais de construction et d'entretien de cette route<sup>90</sup>, l'établissement, sans frais pour le Valais, des stations d'étapes pour les troupes françaises<sup>91</sup> et la rédaction du statut juridique et économique de la route militaire<sup>92</sup>.

Les articles du titre *stipulations diverses* sont finalement réduits à celui-ci : « Le Valais conservera la faculté d'avoir des régiments armés aux services étrangers. »

Quoique ces articles soient remis à Rengger le 18 mai, les députés valaisans n'en entendent plus parler jusqu'à l'issue de l'assemblée des notables.

et aux personnes, autant que cela peut se concilier avec la concession d'une route militaire, et les puissances garantes de son indépendance le seront également de sa neutralité sous la réserve de la dite route » (art. 7). — Le texte des *Notes* est semblable.

<sup>88</sup> *Notes* : « Par le traité d'alliance qui sera conclu entre la République française et le Valais, celui-ci s'obligera de laisser aux troupes françaises le libre passage sur son territoire, soit par la route du Simplon, soit par celle du St-Bernard » (art. 8). — Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, suit le texte des *Changements* qui restreint considérablement le faveur accordée : « ... s'obligera de laisser aux troupes françaises le libre passage sur son territoire par la route de St-Gingolph au Simplon ».

<sup>89</sup> *Notes* et Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, portent le même texte : « Cette concession sera consentie par les puissances garantes comme ne nuisant point à la neutralité du Valais, c'est-à-dire qu'en cas de guerre le Valais ne pourra être regardé comme pays ennemi pour avoir laissé passer des troupes sur son territoire, et que dans le cas où il deviendrait le théâtre de la guerre, il ne sera point obligé d'y prendre part, et que son territoire ne pourra devenir la possession de celui qui l'occuperait » (art. 9). « En conséquence, le Valais ne sera point obligé de garder ses passages. La République française prendra à elle seule la charge de les défendre, quand elle le trouvera dans son intérêt et ses troupes seront entretenues par elle et non par le Valais » (art. 10).

<sup>90</sup> *Notes* et Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, ont le même texte : « Le Valais sera tenu d'entretenir à ses frais la grande route telle qu'elle existe depuis St-Gingolph jusqu'à Brigue, et à remplacer les parties qui viendraient à manquer. La confection et l'entretien de la route nouvelle dans la montagne du Simplon sera entièrement à la charge du gouvernement français, et il s'engage à procurer aux propriétaires des terrains qui ont été pris par la dite route l'indemnité qui leur est due, sans que le Valais en soit chargé. La direction de la route ne pourra être changée, ni dans la plaine, ni dans la montagne, sans le consentement du gouvernement du Valais » (art. 11). — Le texte des *Notes* est moins clair sur les indemnités à verser aux propriétaires des biens saisis pour la construction de la route.

<sup>91</sup> Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires* : « Les stations d'étapes seront fixées et convenues par le traité et les troupes seront astreintes à les observer » (art. 12). — *Notes* : « Les troupes de la République française seront entretenues et desservies par elle à ses frais en Valais, de la même manière qu'elles le seront sur son propre territoire » (art. 14). — Il est superflu de citer les articles 12, 13, 14, 15, 16, 17 et 18 des *Notes* qui ne sont que le développement de l'art. 14. Tous ces articles sont réduits à deux dans Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires* : l'art. 12, déjà cité et l'art. 13 qui n'est qu'une rédaction plus détaillée de l'art. 14 des *Notes*.

<sup>92</sup> *Notes*, articles 19, 20, 21 et 22 repris sous une forme différente dans Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, aux articles 14, 15, 16 et 17.

Le 25 mai, Duc et Tousard d'Olbec se présentent chez Verninac au nom de la délégation valaisanne<sup>93</sup>. Ils sont éconduits. Stockalper et Duc se font néanmoins recevoir le même soir. Ils obtiennent, pour le lendemain, une audience générale pour leurs collègues. Le 25 mai, à neuf heures du matin, les députés valaisans se rendent chez Verninac. Le ministre français expose les exigences du Premier Consul. Celui-ci désire la création du Valais en République indépendante, la possession d'une route commerciale et militaire que la France et la République italienne entretiendraient et le long de laquelle la République valaisanne établirait deux postes à chevaux. Il s'agirait d'élaborer une constitution qui serait proposée à l'acceptation du peuple dans les communes et que trois commissaires des Républiques française, helvétique et italienne installeraient. L'organisation politique du Valais se rapprocherait dès lors sensiblement de celle qui existait sous l'ancien régime. On établirait dix dizains qui posséderaient chacun une diète et un juge. Le gouvernement central serait composé d'un grand-bailli, d'un trésorier, d'un secrétaire d'Etat et de l'évêque de Sion. Une diète cantonale représenterait le pouvoir législatif ; un tribunal d'appel, le pouvoir judiciaire. Le pouvoir exécutif aurait le droit d'établir un corps de police de cent hommes.

Tandis que les membres valaisans réclament la convocation d'une diète valaisanne pour l'élaboration de la constitution, Verninac préfère rédiger lui-même une constitution que l'on soumettrait directement au peuple<sup>94</sup>. Les Valaisans proposent alors une solution intermédiaire : ils seront admis à rédiger la constitution en collaboration avec Verninac ; le projet sera ensuite soumis à une diète qui, à son tour, le présentera au jugement du peuple. Autre motif de mésentente : les Valaisans souhaitent que le gouvernement helvétique soit informé du déroulement des négociations tandis que Verninac n'en veut rien entendre, prétextant que les indemnités réclamées par le gouvernement helvétique pour gage de son consentement à l'indépendance du Valais sont

<sup>93</sup> Sauf indications contraires, les renseignements relatifs aux conférences de la députation valaisanne sont extraits du *Journal de la députation*, rédigé par Tousard d'Olbec au sortir de chaque séance, en présence des membres de la députation (AV, Rz, 72/17/6).

<sup>94</sup> On comprend le désir de Verninac de rédiger lui-même la constitution valaisanne. Il avait à ce sujet des instructions précises. Le 30 floréal (20 mai), Talleyrand lui avait envoyé un projet pour le Valais. Il lui avait également écrit que le Premier Consul tenait à l'adoption des quatre premiers articles que lui-même avait rédigés (Dunant, p. 545, n° 1447). Voici ces articles. Ils sont du 16 mai. « Art. 1. Le Valais forme une République indépendante sous la protection des Républiques française, helvétique et italienne. — Art. 2. La religion catholique, apostolique et romaine est la religion de l'Etat. — Art. 3. La grande route du Simplon est ouverte et entretenue aux frais des Républiques française et italienne. Les fortifications établies ou à établir pour la sûreté de cette route seront faites par la France, qui a le droit d'établir, à ses frais, les magasins nécessaires pour assurer à ses armées le passage. Le gouvernement valaisan est tenu à faire établir une poste aux chevaux à l'instar et au même tarif que celle de la France. — Aucun péage ni droit ne pourront être mis sur cette grande route sans le consentement de la France. Chaque commune est responsable et doit maintenir la sûreté sur la portion de la route qui passe sur son territoire. — Art. 4. La République du Valais ne reçoit et n'envoie des agents qu'aux trois Républiques qui la protègent. » — L'énoncé de ces articles était complété par ces remarques : « Le reste de la constitution m'est assez indifférent ; donnez carte blanche au citoyen Verninac pour l'arranger comme il le voudra et comme il conviendra aux Valaisans » *Correspondance de Napoléon I<sup>er</sup>*, t. 7, pp. 464-465, n° 6086, Bonaparte à Talleyrand, du 26 floréal (16 mai).

déplacées. Les Valaisans persistent dans leur désir de traiter conjointement les questions de l'indépendance et de la constitution en associant aux négociations les autorités helvétiques. Verninac refuse, il se fâche. La première séance est levée.

Dans la matinée du lendemain, deux députés valaisans frappent à la porte de Rengger. Ils l'instruisent des intentions de Verninac. Ils lui demandent de ne pas s'appesantir sur l'objet des indemnités à réclamer à la France, ce qui prolongerait la situation douloureuse dans laquelle se trouve le Valais. Rengger promet de rencontrer Verninac dans la matinée encore. Sur le soir, nouvelle visite des Valaisans à Rengger. Ils apprennent que celui-ci a un second rendez-vous avec Verninac pour traiter des conditions préliminaires qui fixeraient l'indépendance du Valais. Le lendemain matin, le 28 mai, deux députés retournent chez Rengger pour connaître les résultats de la conversation de la veille. Il ne leur cache pas le mécontentement de Verninac à l'égard des Valaisans. Pourquoi ceux-ci veulent-ils traiter diplomatiquement la question de leur indépendance ? Pourquoi réclament-ils la garantie de la Maison d'Autriche sinon pour prolonger les négociations ? Pourquoi le Valais s'obstine-t-il à jouir du droit d'envoyer des agents à l'étranger sans l'assentiment des trois Républiques voisines ? Pourquoi celles-ci ne pourraient-elles pas garantir l'acte constitutionnel que l'on accorderait au Valais ? Autant de questions posées par Verninac qui poursuit par des menaces : que le Valais prenne bien garde ; beaucoup de gens pourraient persuader le Premier Consul que des vœux de réunion seraient faciles à obtenir en Valais. Deux députés retournent alors chez Verninac qui ne peut pas les recevoir <sup>95</sup>.

Le 29 mai, nouvelle visite au ministre. Les Valaisans insistent pour que l'acte d'indépendance soit séparé de celui de la constitution. Ils estiment qu'ils pourront ainsi apporter plus facilement des changements à la constitution quand la nécessité s'en fera sentir. Verninac s'engage à présenter leur vœu au Premier Consul et, après les avoir assurés que la France ne veut en rien s'immiscer dans l'administration valaisanne, il leur demande de lui présenter un projet de constitution.

Les députés valaisans travaillent en conséquence à la rédaction du projet qu'ils achèvent le 4 juin. Ce projet est discuté entre Verninac et les Valaisans dans de nombreuses conférences au cours desquelles, selon de Rivaz, le ministre français « subordonna souvent sa propre opinion à celle que les députés manifestèrent » <sup>96</sup>. De part et d'autre, les discussions demeurent courtoises ; chacun s'efforce de comprendre son interlocuteur. Verninac accorde des concessions de détail ; le ministre helvétique et les Valaisans acceptent de déférer aux vues du Premier Consul. Malgré leur ton, ces négociations ne furent que « ce que sont toujours les transactions du faible avec le fort » <sup>97</sup>.

<sup>95</sup> Les députés valaisans semblent avoir établi alors leur ligne de conduite. En effet, après avoir entretenu Isaac de Rivaz de la visite faite par Rengger à Verninac, le préfet national poursuit : « Nous n'en savons pas encore le résultat. Mais quel qu'il soit, nous sommes décidés, comme vous le pensez, à terminer selon les vues de la France sans nous arrêter trop, ni aux formes, ni même au fond » (AV, Rz, 72/34<sup>b</sup>/16, du 28 mai).

<sup>96</sup> Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, p. 225.

<sup>97</sup> *Ibidem*, p. 223. — Pour l'étude de la constitution valaisanne, cf., sauf indications supplémentaires, Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, pp. 223-228.

Tandis que Bonaparte avait exprimé son désir que la religion catholique fût la religion du nouvel Etat, Verninac accepte qu'elle ait seule un culte public et qu'elle ne soit troublée, ni dans sa doctrine, ni dans son exercice. Le ministre français défère encore à d'autres vœux des Valaisans : les étrangers ne deviendront citoyens qu'après avoir été naturalisés par la diète et qu'après s'être fait agréer à une bourgeoisie ; les citoyens ne pourront voter que dans les communes dont ils sont communiers.

Les changements qu'apporte Verninac au projet valaisan sont autrement plus importants. Qu'il suffise d'en énumérer les principaux. Le projet accorde la présidence des conseils de dizain aux grands-châtelains auxquels il attribue au surplus l'exécution des ordres du gouvernement. Il en résulte le cumul sur une même personne des fonctions administratives et des fonctions judiciaires, ce que Verninac n'accepte pas. Sur sa proposition, la constitution crée, dans chaque dizain, un président chargé de présider le conseil du dizain, de recevoir les ordres du Conseil d'Etat et de transmettre ceux-ci aux présidents des conseils de commune. Certains députés souhaitent ensuite l'insertion d'un article déclarant que les fonctions judiciaires et administratives ne soient pas incompatibles dans une même personne. Ainsi, les fonctions attribuées au président et au grand-châtelain peuvent-elles être confiées à une même personne. Verninac oppose, une fois encore, son refus.

Un autre sujet de contestation est celui de l'initiative des lois. Le projet des députés valaisans l'attribue au Conseil d'Etat ou aux grands-châtelains des dizains réunis. Verninac désapprouve cette solution. Mais, afin de concilier le point de vue des Valaisans et le sien, il propose très fermement que l'initiative des lois soit réservée au Conseil d'Etat. Une modification est apportée au texte de la constitution qui prévoit qu'aucune loi ne « peut être mise en délibération que sur la proposition du Conseil d'Etat qui sera composé à cet effet du grand-bailli, des deux conseillers, du vice-bailli et des deux vice-conseillers d'Etat »<sup>98</sup>.

Les conférences relatives à la constitution valaisanne s'achèvent le 7 juin. Verninac promet aux députés de soumettre sans tarder à son gouvernement le projet suivant : Etat libre<sup>99</sup>, indépendant, « isolé des Républiques française, helvétique et italienne, sous l'appui de ces trois Républiques qui se portent garantes à cet effet », le Valais constitue une République formée de « dix dizains dans les limites qu'ils avaient en 1798 et avec les mêmes chefs-lieux ». Ces dizains sont Conches, Brigue, Viège, Rarogne et Mörel, Loèche, Sierre, Sion, Entremont, St-Maurice, Monthey. Ces trois derniers, dans les limites de leurs anciennes bannières<sup>100</sup>. La République est gouvernée par une

<sup>98</sup> Strickler, t. VIII, p. 446, art. 34.

<sup>99</sup> Pour le texte de la constitution, cf. Strickler, t. 8, pp. 443-449.

<sup>100</sup> Le texte de la constitution présentée le 30 août adopte une autre division territoriale du Valais (*ibidem*, p. 444, art. 6). Cette constitution établit douze districts : « Conches, Brigue, Viège, Rarogne et Moerel, Loèche, Sierre, avec les chefs-lieux qu'ils avaient en 1797 et dans les limites d'alors ; Sion, dans les limites de son district actuel avec Nendaz, Veysonnaz et Salins ; Hérémenche, de même, à l'exception de Nendaz, Veysonnaz et Salins ; Martigny, Sembrancher, St-Maurice, Monthey, dans les limites de leur district actuel. Ces six derniers dizains gardent les chefs-lieux qu'ils ont eus pendant qu'ils étaient formés en districts ».

diète générale et par un Conseil d'Etat. La diète se compose des députés de chaque dizain, élus dans la proportion d'un député par 2.000 âmes et de l'évêque de Sion qui a voix délibérative. Réunie le 15 mai et le 15 novembre de chaque année, la diète siège en deux sessions qui, en principe, ne durent pas plus de quinze jours. Le Conseil d'Etat est composé d'un président qui porte le titre de grand-bailli et de deux conseillers. La diète détient le pouvoir législatif ; le Conseil d'Etat, les pouvoirs exécutif et administratif. Les attributions du Conseil d'Etat sont dévolues dans les dizains à un conseil de dizain et, dans chaque commune, à un conseil de commune. Les chefs de ces conseils sont de droit membres du conseil du dizain ; le président de celui-ci siège de droit à la diète générale. Le pouvoir judiciaire est représenté dans chaque commune par « un juge de première instance sous le nom de châtelain » ; dans chaque dizain, par un grand-châtelain. Un tribunal d'appel existe pour toute la République ; il juge en dernier ressort les causes civiles et criminelles. Les fonctions judiciaires et administratives ne sont pas incompatibles dans la même personne. Le dernier titre de la constitution, le onzième, traite de l'indépendance du Valais et de l'établissement de la route du Simplon en faveur de la France <sup>101</sup>.

A l'issue de la conférence du 7 juin, les députés du Valais remettent à Verninac trois notes dont les objets revêtent une importance nouvelle pour le Valais constitué en Etat isolé et indépendant. L'une est relative à un capital de cent mille livres que l'ancien Etat du Valais avait placé sur l'hôtel de ville de Lyon ; l'autre concerne les dépenses que le passage du Saint-Bernard par l'armée de réserve victorieuse à Marengo avait occasionnées au Valais ; la dernière contient la réclamation de deux sommes dues au Valais par le gouvernement de Turin auquel celui de la France a succédé <sup>102</sup>. Les Valaisans remettent une dernière note à Verninac, le 9 juin <sup>103</sup> ; elle traite des charges extraordinaires que le Valais a dû supporter, soit par des exécutions militaires, soit par des contributions particulières ordonnées par Turreau depuis son arrivée en Valais, le 23 novembre 1801.

<sup>101</sup> Les députés valaisans s'étaient opposés à l'insertion dans la constitution des articles relatifs à ces deux questions. Selon Talleyrand, ils auraient voulu « que les articles relatifs à l'indépendance du Valais et à l'établissement de la route du Simplon fussent l'objet d'une convention spéciale entre la France, l'Helvétie, la République italienne et le Valais, au lieu de faire partie de la constitution » (Dunant, pp. 551-553, n° 1464, Rapport de Talleyrand au Premier Consul, prairial an X — juin 1802). — Les Valaisans craignaient qu'en plaçant ces articles dans la constitution, ils ne s'enlèvent la possibilité d'une révision des articles purement relatifs à leur organisation intérieure. Ce fut afin de calmer ces craintes que l'on introduisit un article additionnel ainsi conçu, dans la constitution du 30 août : « Le Valais, en vertu de son indépendance, demeure dans le plein droit de faire des changements à la présente constitution, en tant qu'ils ne porteraient point atteinte aux articles de ce titre et à ceux du titre II qui le précède, lesquels restent littéralement définitifs et invariables » (Strickler, t. 8, p. 449, art. 76). — Voici comment le préfet de Rivaz considère la situation : « La France voudrait, à ce qu'il me semble, nous créer elle-même ce que nous serons afin de pouvoir ensuite nous faire exister d'une autre manière si cela lui convenait. C'est selon les apparences ce qui fait que le ministre français éloigne l'idée de signer séparément de notre acte constitutionnel les bases préliminaires de notre sort politique » (AV, Rz, 72/34<sup>b</sup>/55, à de Nuced, du 3 juin).

<sup>102</sup> AV, Rz, 72/17/7, 8 et 9, du 7 juin.

<sup>103</sup> *Ibidem*, n° 10, du 9 juin.

Ayant ainsi pourvu à tout ce qui avait été la raison de leur voyage à Berne, les notables valaisans songent à retourner chez eux. Ils quittent la ville le 12 juin<sup>104</sup>. Ils y laissent Augustini qui attendra la réponse du gouvernement français relative à la constitution et aux articles préliminaires sur l'indépendance du Valais<sup>105</sup>.

Quand, le 7 juin, les notables du Valais avaient remis à Verninac leur projet de constitution, ils avaient obtenu l'assurance que la réponse du gouvernement français arriverait dans les huit jours. On leur avait laissé entendre que tout ce qui avait été arrêté dans les négociations serait agréé à Paris. On ne s'attendait pas à ce que l'acceptation de la constitution et des articles préliminaires éprouvât des lenteurs. Les modifications apportées par Verninac et par le gouvernement français les causèrent.

Le 14 juin, Verninac remet une copie des articles préliminaires à Augustini qui la transmet à Rengger. Des nombreuses adjonctions que le ministre français y a introduites, l'une prévoit que les ambassadeurs français défendront les intérêts valaisans auprès des puissances étrangères<sup>106</sup>. Rengger s'oppose surtout à la formule à *perpétuité* que Verninac a ajoutée à l'article sur la concession de la route militaire. Mais Verninac refuse de modifier quoi que ce soit au nouveau texte<sup>107</sup>. Son gouvernement, affirme-t-il, persiste même à vouloir rédiger en un seul acte les articles de l'indépendance et ceux de la constitution. Feignant d'accorder une concession aux Valaisans, il suggère d'insérer un article additionnel dans la constitution. Cet article accor-

<sup>104</sup> *Ibidem*, n° 26, Augustini à Isaac de Rivaz, du 11 juin.

<sup>105</sup> Augustini n'était à Berne que depuis peu de temps. Comme Duc, Zurbriggen et Tousard d'Olbec avaient, dans une lettre du 29 avril adressée au préfet national (Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, p. 231), insinué que la présence d'Augustini à Berne ne serait agréable, ni à Verninac, ni au gouvernement helvétique, le préfet national se rendit à Berne avec la délégation que nous savons. Augustini, placé d'ailleurs sous surveillance du 2 au 24 mai par ordre de Turreau, n'aurait pas pu accompagner de Rivaz. Pourtant, son envie de prendre part aux négociations est grande. Il réussit, le 24 mai, à se faire députer à Berne, avec la délégation qui y était déjà, « pour paraître au nom du peuple du Valais et veiller à ses intentions à l'effet de ne pas laisser échapper l'occasion de devenir indépendant et de ne pas s'y livrer sans des conditions avantageuses ». — Dans la lettre qu'il poursuit, Isaac de Rivaz juge ainsi Augustini (AV, Rz, 48/19/19, au préfet national, du 24 mai) : « Il est étrange comment cet homme toujours occupé, ne prenant aucune distraction, écrivant sans cesse à tout le monde, comment cet homme peut échapper à des maladies graves, surtout ne prenant aucune précaution de santé, de la propreté et de la salubrité de l'air qu'il est par ce moyen dans le cas de respirer.

» Il est inconcevable combien il s'agit en ce moment, mais il paraît qu'il pousse jusqu'à la manie son désir de restaurer son crédit. Je ne crois pas qu'il vienne à bout de le restaurer ; il parviendra à miner celui de tous les autres parce que rien n'est plus facile chez notre peuple, sans pour cela établir le sien. Il augmentera la méfiance du peuple contre les Messieurs en général et voilà à quoi aboutiront toutes ses démarches. » Il convient de remarquer qu'Isaac de Rivaz n'aime guère Augustini. Il écrit ailleurs : « Un tel homme ne peut manquer de rendre ce canton malheureux. Car s'il est dans les places, aucune honnête personne voudra s'y trouver avec lui et s'il n'y est pas, il troublera tout par ses insinuations et son intrigue » (AV, Rz, 48/19/21, au préfet national, du 31 mai). — Parti de Sion, le 28 mai, Augustini arrive à Berne au début du mois de juin. Mais Verninac et les autorités helvétiques ne prennent pas en considération le caractère officiel de sa mission (Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, p. 232).

<sup>106</sup> AV, Rz, 55/18/15, Augustini à de Rivaz, du 15 juin.

<sup>107</sup> *Ibidem*, n° 16, du même au même, du 18 juin.



derait au Valais la possibilité de modifier son organisation intérieure à la condition qu'il ne porte pas atteinte aux directives imposées par le Premier Consul<sup>108</sup>.

La réponse de Paris n'arrive qu'au début du mois de juillet. Le 8 juillet, toutes les négociations relatives à l'indépendance du Valais et au projet de constitution sont achevées. Il a fallu, du côté suisse, accepter un acte unique. En compensation, Augustini obtient que le Sénat helvétique édicte une loi par laquelle un commissaire du gouvernement sera nommé et des assemblées primaires tenues pour élire les députés à la diète cantonale. Augustini rédige lui-même le projet de cette loi<sup>109</sup>.

La question valaisanne aurait dû, dès lors, être rapidement réglée. Tel est d'ailleurs le désir de la France<sup>110</sup>. Mais les négociations prennent une tournure différente. Le gouvernement helvétique en est responsable. Ne charge-t-il pas Rengger de poursuivre et d'achever les négociations ouvertes avec la France ? Bien qu'elles semblent « s'acheminer favorablement », elles ne sont pas terminées encore et elles réclament impérieusement la continuation » des efforts de Rengger<sup>111</sup>. Augustini sent que les autorités helvétiques vont soulever à nouveau la question des compensations qu'elles espèrent obtenir pour le détachement du Valais. Il comprend immédiatement le danger que cette demande fera courir à son pays et il s'efforce donc de la différer jusqu'à l'établissement du Valais en République indépendante<sup>112</sup>. Augustini re-

<sup>108</sup> AV, Rz, 72/34<sup>b</sup>/27, Augustini à de Rivaz, aux administrateurs et aux députés, du 22 juin. — Le 12 messidor (1<sup>er</sup> juillet), Talleyrand accepte l'idée d'introduire cet article additionnel (Dunant, p. 563, n° 1479).

<sup>109</sup> AV, Rz, 55/18/17, Augustini à de Rivaz, du 9 juillet. — Pour le projet, cf. Strickler, t. 8, pp. 439-440, n° 2, Projet d'un arrêté ou d'une loi relativement à l'introduction d'une nouvelle constitution, du 8 juillet. — Le projet comprend douze articles. « Le projet de constitution destinée pour l'Etat du Valais, contenant et les articles concernant son érection en République indépendante et ceux purement constitutionnels, sera proposé à la délibération d'une diète cantonale du Valais (art. 1). » — « A cette fin, le gouvernement helvétique nommera un commissaire (art. 2). » Les articles suivants déterminent le nombre des députés et établit le mode de leur élection ; ils délimitent les compétences du commissaire du gouvernement helvétique. Celui-ci convoquera la diète le plus rapidement possible (art. 3). Au cas où la diète accepterait le détachement du Valais d'avec l'Helvétie, il « proclamera aussitôt l'indépendance et l'existence de la République du Valais » (art. 10).

<sup>110</sup> Dunant, pp. 566-567, n° 1490, Talleyrand à Verninac, du 20 messidor (9 juillet).

<sup>111</sup> Strickler, t. VIII, p. 438, n° 1<sup>a</sup>, protocole du Sénat, du 8 juillet et *ibidem*, p. 439, n° 1<sup>b</sup>, le Conseil exécutif à Rengger, même date.

<sup>112</sup> Strickler, t. VIII, pp. 440-441, n° 5, Note remise confidentiellement au citoyen ex-landammann Rengger par l'ex-sénateur Augustini, du 12 juillet. On peut y lire : « Voudrait-on laisser gémir le Valais plus longtemps sous les maux actuels, à présent que le gouvernement helvétique vient de conclure une convention qui doit les finir, et après avoir repoussé le Valais de la réunion helvétique de fait, en n'y prenant aucun notable ; en projetant, concluant, acceptant et introduisant une constitution qui ne fait plus mention de lui, et cela sans son consentement, sauf sa coopération et contre ses protestations politiques et solennelles... Peut-on demander une indemnité pour le Valais qui n'est pas incorporé à la France ? Veut-on exposer le Valais par la demande d'une indemnité à ce que le gouvernement français reprenne l'idée de l'incorporation à la France ? » — De Rivaz n'aurait-il pas compris la raison du retard apporté par les autorités helvétiques, lui qui écrit à ce sujet : « Cette affaire traîne encore sans qu'on puisse en savoir la raison, jusque vers la fin de juillet » (Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, p. 320) ?



vient à la charge, le 15 juillet. Souhaitant que cessent les menées de Turreau en faveur de la réunion du Valais à la France, il réclame qu'on leur mette fin « par la convocation de la diète du Valais et la nomination d'un commissaire du gouvernement » <sup>113</sup>.

En séance du Conseil exécutif, Rengger présente, le 15 juillet, l'acte contenant à la fois les dispositions de la convention au sujet de l'isolement du Valais et celle du projet de constitution de ce pays. Il s'enquiert ensuite si le gouvernement helvétique consent à régler la question valaisanne avant de connaître comment la France entend achever les discussions relatives aux compensations. Le Conseil exécutif charge Rengger de présenter à Verninac un rappel de toute la négociation et de provoquer « une déclaration officielle des intentions du gouvernement français » <sup>114</sup>. Rengger accomplit sa mission, le 18 juillet. Il demande l'énumération des compensations que la France veut accorder à la Suisse <sup>115</sup>. Verninac n'entend pas que l'Helvétie puisse réclamer des dédommagements : « Il ne s'agit point ici du démembrement de l'Helvétie. Il ne s'agit point de l'introduction d'un état de choses nouveau. Le Valais redevient ce qu'il était il y a quatre ans. Les rapports qui existèrent entre l'Helvétie et lui pendant trois siècles se rétablissent. Qu'y a-t-il là qui lèse la nation helvétique ? Croirait-elle qu'une réunion de trois ans, procurée par nos armes et nos bons offices, que les cœurs des Valaisans ont constamment repoussée, qui n'a existé qu'à travers une succession de provisoires, de déchirements et de vicissitudes politiques ; qui n'a point reçu la sanction respectable que lui eût donnée une organisation définitive et incontestable ; croirait-elle qu'une réunion de cette nature ait tellement incorporé le Valais à son territoire qu'on ne puisse rendre à ce premier pays sa première indépendance, sans déshonneur pour elle et sans qu'elle en soit indemnisée ? » Mais, poursuit Verninac, ceci n'implique pas que le Premier Consul ne veuille pas manifester sa bienveillance à l'égard de la République helvétique. Il espère donc que les autorités suisses vont travailler à « l'organisation immédiate du Valais en Etat indépendant ». Il requiert en conséquence la nomination d'un député helvétique qui, « de concert avec un député de chacune des Républiques française et italienne, devra procéder à cette organisation » <sup>116</sup>.

Non seulement la réponse de Verninac détruit quelques rêves que les autorités helvétiques avaient entretenus, mais elle rend encore plus exigeantes les revendications françaises. Le gouvernement de Paris décide en effet de nommer un commissaire qui, réuni à ceux des Républiques helvétique et italienne, prendrait de concert avec eux « sans convocation préliminaire d'une diète, les dispositions nécessaires pour mettre en activité la constitution dans le Valais ». Les commissaires nommeraient les premières autorités, du moins

<sup>113</sup> Strickler, t. VIII, pp. 597-598, n° 8, au Conseil exécutif.

<sup>114</sup> *Ibidem*, p. 443, n° 7, protocole du Conseil exécutif, du 15 juillet.

<sup>115</sup> *Ibidem*, pp. 450-451, n° 9, à Verninac : « Cette négociation a dû embrasser deux principaux objets, d'un côté la fixation des rapports de ce pays avec les puissances voisines dans un nouvel état d'indépendance et les bases de son organisation intérieure ; de l'autre, les dédommagements que l'Helvétie peut réclamer et attendre de la justice du gouvernement français pour son adhésion au démembrement du Valais et la perte en forces et en moyens qui en résulte pour la République helvétique. »

<sup>116</sup> Strickler, t. VIII, pp. 452-454, Verninac à Rengger, du 20 juillet.

les trois membres du Conseil d'Etat. Les autorités helvétiques n'ont qu'à se plier. Rengger conseille de le faire sous la réserve qu'on y mette une double condition : que la constitution, le traité, et les magistrats choisis par les commissaires soient regardés comme provisoires jusqu'à l'approbation de la première diète constitutionnelle ; que le gouvernement helvétique puisse s'assurer d'avance des nominations des autorités que feront les commissaires <sup>117</sup>. Le Conseil exécutif donne suite aux propositions de Rengger <sup>118</sup>. A l'invitation du Sénat, il accepte de conclure et de faire signer la séparation du Valais et son établissement en République indépendante <sup>119</sup>.

Sur ces entrefaites parviennent à Berne les dernières résolutions du gouvernement français pour l'établissement de la constitution du Valais. Elles sont les suivantes : le peuple nommera ses électeurs et ceux-ci éliront les députés à la diète ; la diète choisira aussitôt un plénipotentiaire pour signer, avec les commissaires, l'acte d'indépendance du Valais ; elle délibérera sur les articles constitutionnels qui pourront subir des modifications ; elle élira le grand-bailli, les deux conseillers d'Etat et leurs suppléants qui, après avoir été installés par les commissaires, « mettront en activité toutes les parties de la nouvelle constitution » ; les commissaires s'occupent seuls des stipulations dans lesquelles le Valais n'est pas partie intéressée ; ils concourent avec les députés valaisans à l'adoption des articles qui intéressent les quatre gouvernements tandis que seuls les députés du Valais sanctionnent leur organisation intérieure ; tous les articles sont ensuite réunis dans une même constitution <sup>120</sup>.

Le Conseil d'Exécution de la République helvétique adopte les directives de la France. Il nomme, le 4 août, son commissaire en la personne de Müller-Friedberg <sup>121</sup>. Puis, dans un arrêté du même jour, il s'attache à préciser la forme dans laquelle se fera la convocation de la diète valaisanne <sup>122</sup>. Ces dispositions étant prises, Müller-Friedberg quitte Berne le 6 août. Il arrive à Bex, le 8. Lambertenghi y arrive vers le même temps. Conseiller d'Etat de la République italienne et résidant à Paris, il avait été choisi par Bonaparte pour coopérer à la réorganisation du Valais en qualité de commissaire de la République italienne <sup>123</sup>.

Müller-Friedberg, Lambertenghi et Turreau <sup>124</sup>, qui depuis près d'un mois se trouvait déjà à Bex, conviennent que la convocation des assemblées

<sup>117</sup> *Ibidem*, pp. 454-455, n° 13, Rengger au Conseil exécutif, du 21 juillet.

<sup>118</sup> *Ibidem*, pp. 455-456, n° 15, protocole du Conseil exécutif, même date.

<sup>119</sup> *Ibidem*, p. 461, n° 19, le Conseil exécutif à Verninac, du 28 juillet.

<sup>120</sup> *Ibidem*, pp. 646-647, n° 1, Verninac à Jenner, du 3 août. — AV, Rz, 55/18/21, Augustini aux différentes autorités, du 1<sup>er</sup> août. — Dunant, pp. 570-571, n° 1506, Talleyrand à Verninac, du 5 thermidor (24 juillet). — Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, p. 321.

<sup>121</sup> Strickler, t. VIII, p. 646.

<sup>122</sup> Pour le texte allemand, *ibidem*, pp. 644-645. — Pour le texte français, cf. *Nouveliste*, n° 66, du 17 août 1802 et Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, pp. 322-323. — Le texte français est daté du 3 août.

<sup>123</sup> Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, p. 324. — Pour la convocation des assemblées primaires et de la diète, cf. *ibidem*, pp. 325-334.

<sup>124</sup> Pour la nomination de Turreau comme commissaire français, cf. Strickler, t. VIII, p. 962, n° 4, du 6 août. — Ce choix n'est pas du goût de chacun : Verninac ne cache pas son étonnement (AV, Rz, 55/18/22, circulaire d'Augustini, du 5 août) ; Maurice de Courten écrit à de Rivaz (AV, Rz, 55/46/3, du 12 août) : « Il est vraiment surprenant que le Pre-

primaires serait faite par le commissaire helvétique, que dans chaque commune serait choisi un agent pour organiser ces assemblées. Afin de ne choisir ces agents, ni parmi les autorités constitutionnelles, ni parmi celles que Turreau avait établies, on décide que les présidents des tribunaux de district rempliront cette fonction. Après avoir concerté cette mesure, Müller-Friedberg se dispose à se rendre à Sion. Il y arrive le 12 août. Par une proclamation, il fixe au 18 août la tenue des assemblées primaires, au 23, celle des assemblées électorales et au 26, la réunion des membres de la diète. Les délais sont courts. Mais tout le monde est si las du régime militaire que la population fait preuve d'un zèle étonnant pour seconder la volonté généreuse que Müller-Friedberg met à abréger les vexations et les souffrances que l'occupation du pays par le général Turreau cause depuis de longs mois. Les assemblées se tiennent au jour fixé et, le 26 août, les députés valaisans se trouvent à Sion pour l'ouverture de la diète cantonale. Le lendemain, la diète accepte que le Valais se gouvernera désormais en République indépendante. Il ne s'agit plus dès lors, pour elle, que d'organiser politiquement le pays selon les vues de la France que le gouvernement helvétique avait également fait siennes.

mier Consul établisse pour son commissaire organisateur de notre indépendance un général qui a mis tout en œuvre pour nous réunir à la France et qui est on ne peut plus en horreur aux Valaisans. Peut-être que sa conduite n'est pas parfaitement connue de Bonaparte et cette nomination sera l'effet de l'intrigue de quelque ministre ? »

## Conclusion

L'expérience helvétique constitue pour les Suisses le premier apprentissage du régime parlementaire. Les représentants des partis, dans leur désir de se maintenir au pouvoir, adoptent certaines attitudes qui les déconsidèrent auprès du peuple. Celui-ci regrette les anciennes formes politiques et, particulièrement le peuple valaisan, ne comprend pas les nouvelles. Telles sont les causes de l'aversion profonde pour un régime que la France a imposé et maintient par la force. La politique française à l'égard de la République helvétique et du Valais, en effet, a pour objet de s'assurer un passage reliant la France à la Cisalpine.

La ligne de force de l'expérience helvétique est au centre de cet aspect de la diplomatie directoriale et consulaire. Après en avoir décrit les variations, nous caractériserons le sentiment de la conscience nationale et nous verrons combien sa faiblesse a facilité la diplomatie française qui s'efforce de séparer le Valais de la République helvétique. La voie est dès lors tracée pour évoquer le fonctionnement du régime helvétique en Valais et la répugnance qu'il suscite parmi la population. Mais un bref exposé des événements est indispensable pour qu'apparaissent avec plus de relief ces différents aspects.

\* \* \*

Après la proclamation de l'indépendance du Bas-Valais par les mandataires des communes bas-valaisannes, des points de vues fort différents se manifestent quant à l'organisation politique future du pays. Le résident français Mangourit et le général Brune prônent la création d'une République indépendante. Pierre Ochs et Frédéric-César de Laharpe se font les défenseurs de l'unitarisme helvétique. Le Directoire de Paris adopte le plan de ces derniers et les Valaisans, bien malgré eux, votent sur le projet de constitution de la République helvétique ; le 10 avril 1798, les assemblées primaires acceptent de s'intégrer dans un Etat unifié. L'expérience helvétique commence pour les Valaisans.

Afin de donner au pays l'organisation politique que prévoit la constitution, l'assemblée électorale du canton se réunit à Sion, le 1<sup>er</sup> mai 1798. Mais à peine commence-t-elle ses travaux que les districts du Haut-Valais s'insurgent et marchent sur la capitale afin d'empêcher l'établissement du nouveau régime. La répression que dirige le général Lorge ramène l'ordre et la seconde session de l'assemblée électorale s'ouvre, à Sion, le 16 juillet 1798. Le pays reçoit ses autorités ; l'organisation nouvelle s'établit peu à peu et les citoyens, dans leur majorité, prêtent le serment civique qu'exige la constitution.

Les autorités législatives helvétiques promulguent alors deux lois relatives à la perception des impôts et à l'organisation militaire du pays. Répandues en Valais durant les mois d'octobre et de novembre 1798, ces lois créent une tension telle que le peuple du Haut-Valais s'insurge à nouveau au printemps de l'année 1799.

Cette insurrection marque le début de la désorganisation du régime helvétique en Valais. Malgré les efforts des autorités centrales, du préfet national de Rivaz et des partisans du régime nouveau, l'organisation constitutionnelle se meurt rapidement.

Les réquisitions militaires qu'effectuent les armées françaises durant la répression de l'insurrection et celles que continuent les troupes stationnées dans le pays jusqu'à ce que le Valais soit déclaré République indépendante oppressent la population. Elles la poussent à se désintéresser d'un régime qui l'accable et ne lui vaut que des misères. D'ailleurs, dès le début de l'année 1801, les autorités centrales ne se préoccupent guère de l'état de désorganisation politique du Valais. D'autres soucis les assaillent : rectifier avantageusement pour la République helvétique les frontières du nord-ouest du pays ; se maintenir au pouvoir avec l'appui du gouvernement français, quitte à céder, en signe de gratitude, la portion du Valais que réclame le Directoire de Paris. Chez les représentants du parti minoritaire, même désintéressement à l'égard de la désorganisation politique du Valais ; désir tout aussi prononcé de s'appuyer sur les représentants français pour parvenir au pouvoir. Des négociations diplomatiques interminables se déroulent au sujet du Valais dont les autorités, qui ne sont même pas consultées, s'efforcent de défendre les intérêts de leurs administrés par personnes interposées quand elles ne peuvent pas le faire elles-mêmes.

L'année 1801 se déroule dans cette atmosphère de négociations et de marchandages. Le coup d'Etat fédéraliste des 27 et 28 octobre 1801 clarifie la situation. Le Directoire français se range à l'avis de son ministre Verninac : le consentement du gouvernement helvétique n'est pas indispensable pour incorporer le Valais à la France. Il suffit que le peuple valaisan manifeste sa volonté et exprime un vœu de réunion. De là, l'occupation militaire du Valais décidée par Bonaparte et accomplie par le général Turreau, le 23 novembre 1801.

Les espoirs du Directoire français s'avèrent vains. Malgré les destitutions illégales que prononce Turreau, les communes valaisannes protestent de leur désir de rester suisses. C'est le « pèlerinage de Berne ». Pour vaincre cette fermeté, Turreau use de réquisitions extraordinaires. Celles des 25 mars, 19 avril, 14 juin et 29 juillet 1802 accablent successivement les communes valaisannes fidèles au régime helvétique. Mais la population ne se décourage pas.

Plutôt que de céder aux menaces de Turreau, le peuple préfère se prêter à la volonté de Bonaparte qui, le 25 mars 1802, décide de considérer le Valais comme un pays indépendant. Les négociations diplomatiques que reprennent les unitaires, revenus au pouvoir le 17 avril 1802, rétablissent le Valais en République indépendante. Elles mettent un terme, pour les Valaisans, à l'expérience helvétique. Quatre ans durant, ceux-ci avaient vécu sous

un régime qu'ils n'aimaient pas. La France l'avait voulu. Elle avait pensé y trouver un avantage. Quand elle se rendit compte qu'elle serait mieux desservie par un Valais indépendant, elle ne tarda pas à imposer sa volonté. L'essentiel, pour elle, était de s'assurer un passage la reliant à la Cisalpine.

\* \* \*

Posséder ce passage constitue le souci principal, la ligne de force de la politique française à l'égard de la République helvétique. Pierre Ochs le comprend bien, lui qui, le 11 mars 1798, affirme au gouvernement français l'inutilité de détacher de la Suisse le Valais et le Pays de Vaud pour obtenir le passage qu'elle désire : « Le Directoire n'a qu'à vouloir et ces communications auront lieu. » Douze ans plus tard, dans son message au Sénat, le 10 décembre 1810, Napoléon lui-même affirme la continuité de la politique française relative au Valais : « La réunion du Valais est une conséquence prévue des immenses travaux que je fais faire depuis dix ans dans cette partie des Alpes. Lors de mon acte de médiation, je séparais le Valais de la Suisse, prévoyant dès lors une mesure si utile à la France et à l'Italie<sup>1</sup>. »

Entre ces deux époques, que de tâtonnements, d'atermoiements et de détours. La France doit composer avec la Suisse parce que les puissances continentales freinent son impérialisme. Du côté suisse, les négociations traînent en longueur parce que les partis au pouvoir refusent de céder le Valais de peur qu'on n'attribue à cette cession l'autorité gouvernementale qu'ils détiennent grâce à l'appui de la France.

Quand le Directoire voit ses armées marcher de victoire en victoire dans l'Allemagne du Sud et dans l'Italie du Nord, quand il les voit entourer presque complètement la Suisse, il ne sait pas limiter ses exigences et son orgueil. Il ordonne aux cantons confédérés d'expulser le ministre anglais Wickham ; il sollicite de la diète valaisanne le droit de traverser le Valais ; il dispose des provinces de la Valteline, de Chiavenna et de Bormio auxquelles il accorde la liberté de s'unir à la République cisalpine. La privation de ces territoires constitue pour la Suisse la perte de positions stratégiques importantes. Mais plus que la perte elle-même, le motif invoqué pour la justifier jette la consternation dans les esprits : « Aucun peuple ne saurait être le sujet d'un autre peuple sans violer le droit naturel<sup>2</sup>. » Derrière cette excuse se profile l'écroulement de la structure de l'ancienne Confédération. Le Pays de Vaud, l'Argovie et le Bas-Valais sont dès lors l'objet des préoccupations françaises. La Suisse, dans sa totalité, ne tarde pas à le devenir à son tour. L'apathie des gouvernements cantonaux, la faiblesse de la diète favorisent les desseins du gouvernement français. Que l'on ajoute encore les encouragements prodigués par Frédéric-César de Laharpe et par Pierre Ochs et l'on comprend que l'existence de l'ancienne Confédération n'est plus qu'une question de jours.

<sup>1</sup> Cité dans Oscar Perrollaz, *Die Abtretung des linken Rhonenufers*, p. 40, note 3.

<sup>2</sup> Cité dans Edgar Bonjour, *Histoire de la neutralité suisse, Trois siècles de politique extérieure fédérale*, trad. de Blaise Briod, Neuchâtel, 1949, p. 89.

C'est précisément pour satisfaire Pierre Och et les unitaires helvétiques que le gouvernement français décide l'incorporation du Valais à la République que l'on proclame « une et indivisible ». Mais le Directoire de Paris n'oublie pas la raison de son intervention en Suisse. A la demande helvétique de contracter une alliance purement défensive et basée sur le maintien de la neutralité, la France oppose d'abord « le projet d'une route à établir de la France à la Cisalpine par le canton du Léman et le Valais ». Elle en vient même rapidement à exiger l'usage de deux routes commerciales et militaires. Le gouvernement helvétique estime « une telle servitude perpétuelle absolument inadmissible ». Et pourtant, il est obligé de se plier aux exigences de la France, sa protectrice. Ce qui lui vaut, durant toutes les guerres de la seconde coalition, d'être le champ de bataille des armées étrangères.

Le déroulement de ces guerres prouve à la France la valeur stratégique d'une Suisse indépendante et neutre, ainsi que l'importance du Valais. Bonaparte envisage alors de rétablir la neutralité helvétique à la condition que lui soit accordée une route reliant la France à la Cisalpine à travers le Valais. Au nom de son gouvernement, Stapfer se déclare prêt à céder la rive gauche du Rhône. L'entrevue a lieu, le 8 octobre 1800, au Pavillon de l'Unité, à Paris. Elle est le prélude à de longues négociations.

Ces négociations dureront jusqu'à l'établissement du Valais en République indépendante. Quatre étapes importantes les divisent. La première s'étend de la mi-février à la mi-mars 1801. Le Valais y est considéré comme monnaie d'échange contre le Fricktal. On y discute sur le plus et le moins. On retire d'une main ce que l'on offre de l'autre. Les négociateurs semblent n'entretenir qu'un dialogue de sourds, mais ces sourds sont muets.

Il faut attendre le 16 mars 1801 pour enregistrer un progrès réel dans le cours des négociations. Le conseil exécutif helvétique propose en effet de céder à la France la rive gauche du Rhône pour autant que la France accepte que la Suisse s'organise en un régime fédéraliste. Pourtant, les lenteurs que la France apporte aux négociations en cours poussent le gouvernement helvétique à conserver le Valais jusqu'à l'établissement du nouveau régime politique. Réunie à Berne, le 7 septembre 1801, la diète helvétique se saisit immédiatement de la question valaisanne. Augustini demande pour ses compatriotes la faveur « de vivre et de mourir » avec les autres membres de la République. Les députés enthousiasmés déclarent que « le Valais restera canton et dans ses anciennes limites ». Le lendemain, 29 septembre, la majorité de la diète proclame l'intégrité et l'unité de la République helvétique. C'est jeter un défi au gouvernement français. Sa diplomatie le relève aussitôt. Elle réclame la cession de tout le Valais ; elle favorise les fédéralistes qui, le 27 octobre, s'emparent du pouvoir par un coup d'Etat ; elle décide de provoquer dans le Valais des demandes d'incorporation à la France. Le deuxième acte des négociations s'achève par la nomination de Verninac au poste de ministre de France à Berne et par la décision de Bonaparte de faire occuper militairement le Valais par trois bataillons placés sous les ordres du général Turreau.

L'arrivée à Sion, le 23 novembre 1801, du général Turreau marque le début du troisième épisode des négociations franco-helvétiques relatives au



Valais. Le général a pour mission de conduire « insensiblement et sans trouble » les Valaisans à émettre des vœux de réunion à la France. Au nom des fédéralistes, Reding accepte de céder le Valais une fois que « les habitants du pays que nous désirons incorporer à la France auront exprimé à cet égard un vœu conforme au désir du gouvernement français ». Mais Turreau, par sa politique de destitutions et de réquisitions militaires, dessert le gouvernement français et fortifie les fédéralistes dans leur volonté de ne pas céder le Valais. La protestation des communes valaisannes lors du « pèlerinage de Berne » modifie la position diplomatique des autorités helvétiques. Elles n'acceptent de poursuivre les discussions que sur la base de la cession d'une route militaire que la France construirait à ses frais. Le 20 décembre 1801, Reding avait déjà formulé une proposition semblable. On n'a donc guère progressé jusqu'au début du mois de mars 1802. Verninac, déçu, estime sa mission terminée en ce qui concerne le Valais. Donc, un acte pour rien.

Bonaparte relance alors les négociations. Reprenant la proposition que Talleyrand avait suggérée le 12 janvier 1802, il souhaite, le 20 mars, « l'indépendance du Valais en une petite république ». Verninac s'efforce dès lors de gagner le plus d'hommes possible au projet français. Ne pouvant trouver des appuis auprès des fédéralistes, Verninac en cherche dans les rangs des unitaires. Avec succès d'ailleurs. Car ils sont nombreux ceux qui, pour reprendre le pouvoir, acceptent de se plier aux exigences de la France. De là, la révolution du 17 avril 1802 qui rend aux unitaires les rênes du gouvernement helvétique. Les négociations reprennent rapidement. L'essentiel, pour la nouvelle équipe gouvernementale, est de rendre les formes de la séparation du Valais « aussi légales que possible ». Il convient à cet effet de s'entourer des notables valaisans. Dès leur arrivée à Berne, le sort du pays est fixé. Il ne s'agit plus dès lors, pour les négociateurs, que de déterminer les formes politiques de la nouvelle République indépendante.

Au terme de plusieurs années de négociations, la France obtient ce qu'elle désirait depuis longtemps. Elle ne possède certes pas encore le Valais. Mais, comme l'affirmera plus tard Napoléon, la réunion du Valais à la France est prévue dès cette époque. La diplomatie française a bien manœuvré. Les faits le prouvent. Disons cependant, à la décharge du gouvernement helvétique, que ces négociations tenaient surtout de la lutte du pot de terre contre le pot de fer.

\* \* \*

Il ne suffit pas de juger si sommairement la politique de la Suisse et celle de la France durant l'époque de la République helvétique. L'inégalité des forces en présence n'est qu'une des données de la situation. Elle est certes importante, mais elle ne doit pas nous empêcher de constater que le frein mis à l'impérialisme français l'est moins par le gouvernement helvétique que par les puissances étrangères et, parfois, par le Valais. Elle ne doit pas non plus nous interdire de remarquer à quel point le sentiment de la conscience nationale est faible durant cette époque.

« Une nation est une âme, un principe spirituel. Deux choses qui, à vrai dire, n'en font qu'une, constituent cette âme, ce principe spirituel. L'une est dans le passé, l'autre dans le présent. L'une est la possession en commun d'un riche legs de souvenirs ; l'autre est le consentement actuel, le désir de vivre ensemble, la volonté de continuer à faire valoir l'héritage qu'on a reçu indivis<sup>3</sup>. » Il n'est pas inutile de considérer l'histoire de la République helvétique à la lumière de cette pensée d'Ernest Renan. Si l'on accepte que le « riche legs de souvenirs » existe effectivement entre le Valais et les autres membres de la République, on doit affirmer aussi que « le désir de vivre ensemble » n'anime pas tous les partenaires de l'expérience unitaire. « Une nation, écrit encore Renan, est une grande solidarité, constituée par le sentiment des sacrifices qu'on a faits et de ceux qu'on est disposé à faire encore. » C'est précisément ce sentiment de solidarité qui fait défaut aux différents membres de la République que chacun se plaît à proclamer « une et indivisible ».

À peine la constitution unitaire de Pierre Ochs est-elle acceptée par l'ensemble des cantons que se pose la question d'un traité d'alliance entre les républiques française et helvétique. Le gouvernement helvétique désire le fonder sur le maintien de la neutralité. Celui de la France l'envisage sous l'angle d'une coopération militaire. Les positions semblent difficilement conciliables. F.-C. de Laharpe propose un moyen terme : s'il faut absolument accorder un passage aux Français, « autant vaudrait-il leur céder ce qui est sur la rive gauche du Rhône ». Sans réticence, il fait passer cette solution avant celle « de donner aux troupes françaises un passage par l'Helvétie ». La concession, pour importante qu'elle soit, ne satisfait pas le gouvernement français. Il préfère la jouissance de deux routes commerciales et militaires à travers l'Helvétie à la possession d'une route en Valais. Ses stratèges en tireront un profit plus grand. Le Valais continue ainsi à demeurer membre de la République helvétique. Versons cependant au dossier des lâchetés gouvernementales cette première proposition de céder le Valais. Elle date du 26 mai 1798.

Jusqu'à la fin de l'année 1799, les guerres de la deuxième coalition montrent à la France combien il lui serait avantageux de posséder en Valais une route militaire la reliant directement à la Cisalpine et d'avoir, au centre de l'Europe, une Suisse indépendante et neutre. La diplomatie française reprend dès lors l'idée d'une séparation du Valais d'avec l'Helvétie. Bonaparte expose personnellement à Stapfer les vues nouvelles de son gouvernement dans un entretien accordé le 8 octobre 1800. Jusqu'au jour où Bonaparte décidera la création du Valais en République indépendante, le 25 mars 1802, de longues négociations vont se dérouler entre les autorités franco-helvétiques au sujet du Valais.

Ces conversations diplomatiques sont caractérisées, du côté français, par une patience étonnante, par une souplesse machiavélique, par une persévérance remarquable. Patience, parce que la France doit constamment modérer

<sup>3</sup> Ernest Renan, *Œuvres complètes*, t. 1, Paris, 1947, pp. 903-904, *Qu'est-ce qu'une nation ?*

son impérialisme pour ne point éveiller l'animosité des puissances signataires du traité de Lunéville. Souplesse, parce que pour atteindre le but qu'elle s'est proposé, la France est forcée de louvoyer, en Suisse, avec les différentes équipes gouvernementales qui se succèdent au pouvoir. Elle s'appuie généralement sur le parti d'opposition auquel elle facilite l'accès au pouvoir dans l'espoir d'obtenir en récompense la portion du Valais qu'elle convoite. Mais dès qu'il devient majoritaire, le parti minoritaire fait sienne la politique gouvernementale à l'égard du Valais. Il annule ainsi les efforts de la France qui doit recommencer son jeu. C'est à ce point de vue que l'on peut parler de la persévérance de la diplomatie française.

On pourrait peut-être attribuer des qualités identiques aux négociateurs helvétiques. Mais il est plus juste d'affirmer que c'est le manque de conscience nationale qui les caractérise. Il leur importe peu de céder une portion du territoire dont ils doivent défendre l'intégrité pourvu qu'ils se maintiennent au pouvoir, pourvu qu'ils obtiennent en compensation de larges avantages territoriaux et constitutionnels. Disons aussi que chez eux l'appétit des avantages l'emporte sur l'acceptation des sacrifices. Il faut chercher dans cette attitude la cause du retard apporté, dès le mois d'avril 1802, à la conclusion des négociations relatives au Valais. En bref, on peut affirmer que les négociateurs helvétiques ont constamment reçu instruction de discuter « sur le plus et le moins aussi opiniâtrement que possible ». Que l'on sache encore que le gouvernement helvétique ouvre les négociations sur la cession du Valais sans en avertir les autorités et le peuple valaisans. Il craint peut-être que les réactions des Valaisans ne défavorisent la réalisation de ses espérances : « Nous désirons de céder le moins et d'obtenir le plus que possible. » Toujours est-il qu'on trouve là une preuve supplémentaire de la faiblesse du sentiment de la conscience nationale.

Quand, après la ratification du traité de Lunéville, Bonaparte propose à Talleyrand l'ouverture de nouveaux pourparlers afin d'obtenir la cession de « tout le Valais jusqu'à Brigue et le Simplon jusqu'au Novarais », les unitaires sont au pouvoir. Ils affirment bien que leur devoir les oblige à s'opposer à l'abandon du Valais d'une manière telle que « la nécessité la plus absolue puisse seule la vaincre ». Les autorités valaisannes, que le gouvernement n'informe pas de l'ouverture des négociations, délèguent à Berne une députation pour manifester l'attachement de la population à la République helvétique. D'autre part, du 12 mars au 13 avril, la plupart des communes valaisannes affirment, dans des adresses au gouvernement, leur volonté de demeurer Suisses.

Ces manifestations laissent insensibles les unitaires dont les jours au pouvoir sont comptés : ils ont le tort de faire passer le problème de la cession du Valais avant celui des rectifications de frontières de l'Helvétie. Mécontent, le gouvernement français modifie son attitude. *Divide ut imperes*. Il favorise l'arrivée au pouvoir des fédéralistes. Il espère obtenir de leur bonne volonté une compréhension plus grande que celle que lui ont témoignée les unitaires. Le coup d'Etat du 27 et du 28 octobre 1801 hisse au pouvoir le parti fédéraliste. A la suggestion de Verninac, le gouvernement français décide de faire émettre par les Valaisans des vœux de réunion à la France. Turreau est chargé

d'obtenir « insensiblement et sans trouble » la réalisation de l'objectif que l'on s'est proposé. Reding accepte de céder le Valais à la condition que les Valaisans expriment librement « un vœu conforme au désir du gouvernement français ».

Il faut, au surplus, relever les positions adoptées par les unitaires et par les fédéralistes au sujet de la question valaisanne. Tous acceptent de se dessaisir du Valais. Les unitaires le font sans condition ; il leur suffit de jouir, en retour, des avantages du pouvoir. Les fédéralistes y mettent une condition que les « adresses » des mois de mars et d'avril 1801 et que le « pèlerinage de Berne » du mois de février 1802 font apparaître irréalisable. Il y a sans doute une intention plus arrêtée de conserver le Valais chez les fédéralistes que chez les unitaires. Mais ne serait-il pas vain d'en déduire que ceux-là ont un sentiment de la conscience nationale plus développé que ceux-ci ?

C'est précisément l'exclusivisme et l'opiniâtreté des fédéralistes à refuser la cession du Valais qui causent leur chute, le 17 avril 1802. Cette attitude avait déjà, le 25 mars, poussé Bonaparte à ériger le Valais en République indépendante. La protestation des communes valaisannes avait également influencé le gouvernement français quand il avait pris cette décision. Ne pouvant obtenir des vœux spontanés de rattachement à la France, il avait dû se contenter de considérer le Valais comme un Etat indépendant. Verninac reçoit l'ordre de rallier au projet français le plus d'hommes politiques possible. Les fédéralistes écartent ses avances ; les unitaires les accueillent favorablement. Verninac et Talleyrand avoueront tous deux que les unitaires, en acceptant la séparation du Valais, avaient recouvré la confiance de leur gouvernement. Dernière lâcheté qui permet aux négociateurs français et helvétiques de se réunir à nouveau. Le sort politique du Valais est fixé. Le désir de rendre les formes de la séparation « aussi légales que possible » justifie presque exclusivement ces dernières négociations.

\* \* \*

Par ces négociations, les gouvernements français et suisse séparent le Valais de la République helvétique. Ils sont unis à nouveau pour détruire ce qu'ils avaient si péniblement édifié cinq ans plus tôt. Par deux fois, leurs troupes conjuguées avaient contraint les Valaisans à se soumettre aux lois d'un régime qu'ils exécraient. Vaines tentatives puisque le régime helvétique ne fut jamais pleinement organisé en Valais. Passons sous silence l'époque de la première insurrection que nous pouvons étendre jusqu'au mois d'août 1798, si nous tenons compte des remous qu'elle provoqua. Nous ne pouvons pas espérer voir fonctionner un régime organisé durant ces mois de troubles. Nous devons pour cela attendre le mois d'octobre 1798. C'est en effet le 11 de ce mois que de Rivaz écrit au ministre de l'Intérieur : « Le régime constitutionnel est pleinement établi en Valais. Les autorités légales y sont toutes créées et toutes en exercice de leurs fonctions. Elles me paraissent toutes vouloir marcher dans le sens de la constitution, mais elles vont plus ou moins en tâtonnant... » De Rivaz se garde bien de tirer une traite excessive sur l'avenir. Avec raison d'ailleurs. Car, à peine nommés, les sous-préfets et les agents

du pouvoir exécutif appréhendent de travailler pour le compte d'un gouvernement qui ne pourra pas leur verser les appointements attribués par la loi à leurs fonctions. Les demandes de démission commencent à affluer chez le préfet national. C'est alors que l'insurrection de 1799 détruit le régime helvétique en Valais. Il ne parviendra plus à se réorganiser complètement.

Tandis que les sous-préfets paraissent en général fidèles au régime, les agents nationaux n'aspirent qu'à se démettre de leurs fonctions. De Rivaz l'affirme : « Je n'ai pu retenir personne en place dans les districts d'Ernen, Brigue, Viège et Stalden, que les sous-préfets fort découragés eux-mêmes et quelques municipalités très irrégulièrement organisées fonctionnent encore plus irrégulièrement. Les agents et les juges du district de Loèche sont en activité ; mais tous se retireraient bientôt s'ils ne se croyaient pas obligés de fonctionner... Sierre, Sion et Hérémence seraient aussi bientôt sans agents et sans municipalités s'ils pouvaient impunément se retirer. Quant aux quatre autres districts du ci-devant Bas-Valais, les agents et les municipaux sont également dégoûtés par les embarras multipliés que leurs places leur ont donnés <sup>4</sup>. »

Les municipalités fonctionnent dans presque toutes les communes. Mais leur élection s'est souvent accomplie d'une manière illégale. Les membres qui les composent sont généralement chers au peuple par leur attachement à l'ancien régime. De Rivaz ne peut donc pas recruter dans leurs rangs les agents du pouvoir exécutif. Les chambres de régie ne sont presque nulle part établies selon la loi du 15 février 1799. La population ne se conforme pas aux ordres du préfet national quand elle les organise. Dans la plupart des communes, les biens communaux sont même administrés par des conseils d'administration municipale d'après les règlements en vigueur sous l'ancien régime. De plus, les citoyens des communes éloignées du chef-lieu se rassemblent souvent « sans la permission du sous-préfet, pour délibérer sur les affaires communales et pour boire et manger ensemble aux jours où il était d'usage de le faire ci-devant » <sup>5</sup>. Plutôt que de s'appesantir sur ces infractions, le préfet de Rivaz préfère temporiser pour ne pas aliéner les esprits.

Plus que celle des agences, l'organisation des tribunaux de district laisse à désirer. De Rivaz avoue lui-même, dans son rapport du 11 octobre 1798, le peu de compétence de la plupart des juges de districts. Dès la fin de la seconde insurrection, les demandes de démission affluent du Bas-Valais auprès du préfet national. Dans les districts de langue allemande, la désorganisation des autorités judiciaires est complète. Des neuf membres du tribunal de Brigue <sup>6</sup>, deux ont eu leurs maisons tellement dévastées qu'ils ne peuvent les habiter et ils sont obligés d'attendre la belle saison pour y faire les réparations nécessaires. Un troisième est en Italie. Les six autres se sont réunis sur l'ordre du préfet national et tous, à l'exclusion d'un seul, ont déclaré au sous-préfet qu'ils ne voulaient plus siéger. De Rivaz ne peut, ni accepter les démissions des juges en activité, ni admettre des désistements de la part des

<sup>4</sup> AV, H 33, n° 5066, de Rivaz au ministre de l'Intérieur, du 18 août 1800.

<sup>5</sup> *Ibidem*, n° 5173, du même au même, du 6 septembre 1800.

<sup>6</sup> AV, H 32, n° 3661, du même au même, du 16 janvier 1800.

nouveaux élus. Chacun réclamerait pour lui le même droit et l'organisation judiciaire s'écroulerait sans lendemain. La même désorganisation existe dans le district de Viège. Aucun juge n'accepte de présider les séances du tribunal de ce district. Une meilleure volonté anime les juges du district de Stalden. Ils y mettent pourtant une condition : qu'ils reçoivent des acomptes qui leur permettent « de faire face à leurs frais de voyage et de séjour en se rendant au tribunal »<sup>7</sup>. Le président du tribunal du district de Sierre refuse de siéger en cette qualité. Il trouve bien suffisant de fonctionner comme simple juge<sup>8</sup>.

Plus d'une année après la répression de la seconde insurrection, le pouvoir judiciaire n'est pas rétabli dans les districts du Haut-Valais. Un rapport du 6 septembre 1800 nous renseigne sur l'état des différents districts<sup>9</sup>. Aucune convocation n'a réuni les juges du district d'Ernen depuis le mois de juin 1799. D'ailleurs, ses séances étaient très peu fréquentées antérieurement déjà. Dans le district de Brigue, l'organisation judiciaire laisse entièrement à désirer. Le district de Viège « est absolument sans aucun juge quelconque ». Le tribunal du district de Stalden s'est réuni selon les instructions du préfet national ; toutefois, des neuf juges qui le composent, quatre se sont prononcés contre la reprise de leurs fonctions tandis que les autres acceptent de siéger à nouveau, mais seulement pour la grande vallée où se trouvent les communes de Stalden, St-Nicolas, Graechen, Embd, Taesch, Randa et Zermatt. Seul le tribunal du district de Loèche est en activité ; encore ses membres manifestent-ils une telle négligence à prendre part aux séances que les juges y sont rarement en nombre suffisant pour rendre la justice.

Plusieurs causes concourent à la désaffection des juges pour leurs fonctions : le gouvernement ne leur verse pas le salaire qui leur est dû ; leur position leur valut de multiples mauvais traitements lors de l'insurrection de 1799 ; la République helvétique ne leur a versé ni indemnités ni réparations pour les pertes qu'ils ont subies ; ils peuvent se trouver en butte à une hostilité accrue de la part du peuple s'ils reprennent leurs fonctions.

Durant de longs mois, de Rivaz s'efforce de rétablir les autorités judiciaires dans les districts de langue allemande où, « sous l'ancien régime, les cours de justice étaient déjà peu fréquentées parce que ce peuple simple et sans avocat terminait presque toujours à l'amiable ses difficultés ». La dernière tentative importante pour raffermir l'autorité judiciaire, de Rivaz l'expose, le 12 février 1801, dans un rapport au ministre de l'Intérieur<sup>10</sup>. Chaque district doit être divisé en plusieurs arrondissements. Celui d'Ernen en comprend cinq tout comme ceux de Brigue, de Stalden et de Loèche ; celui de Viège, trois. L'élection des juges est surtout laissée au peuple ; leur salaire et celui des greffiers demeure tel que l'avait fixé l'ancien Etat du Valais, le 11 juin 1766 ; les émoluments établis par la loi du 19 septembre 1798 sont maintenus ; la durée des fonctions judiciaires ne doit pas dépasser deux ans.

<sup>7</sup> *Ibidem*, n° 3861, du même au ministre de la Justice, du 12 février 1800.

<sup>8</sup> *Ibidem*, n° 4183, du même au ministre de l'Intérieur, du 20 avril 1800.

<sup>9</sup> AV, H 33, n° 5173, du même au même, du 6 septembre 1800. — Les renseignements pour la suite de cet exposé sont extraits de ce rapport.

<sup>10</sup> AV, H 34, n° 6017, du même au même, du 12 février 1801.



On se doute bien que la demande française de la rive gauche du Rhône empêche le gouvernement central de s'occuper de la réorganisation du pouvoir judiciaire en Valais. Elle accapare également l'activité du préfet national. Ainsi, tout au long de l'expérience helvétique, le Haut-Valais ne possède jamais totalement l'organisation constitutionnelle. Quand, le 21 novembre 1801, Turreau arrive à Sion précédé de ses troupes, l'existence des autorités constituées est proche de son terme. Dès le mois de janvier 1802, la population valaisanne obéira, tantôt aux autorités constitutionnelles, tantôt aux autorités d'organisation militaire. Mais jamais, durant toute l'époque helvétique, le Valais n'aura vu fonctionner intégralement le régime prévu par la constitution.

\* \* \*

Ce régime mécontente la population valaisanne. Le peuple du Haut-Valais l'a particulièrement en aversion. La correspondance de l'époque, qu'elle soit officielle ou privée, en fait souvent mention. Mais elle en explique rarement les causes. Celles-ci sont nombreuses et d'importance inégale.

On a parfois prétendu que la population valaisanne s'était surtout insurgée contre le régime helvétique pour maintenir l'existence de sa religion. Cette façon de considérer les événements comporte une part de vérité. Mais elle est incomplète. Elle l'est de la part des insurgés qui se proclament les défenseurs des autels et de leur foi séculaire. Elle l'est aussi de la part des représentants du gouvernement helvétique et des généraux français qui, tel le général Mainoni, accusent « le fanatisme et les prêtres qui profitent de l'ignorance la plus crasse des habitants »<sup>11</sup> pour s'opposer à l'établissement du nouveau régime.

Dans un pays aussi peu développé intellectuellement et économiquement que le Valais de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, le clergé jouit d'une autorité incontestée. Lorsque les délibérations des Conseils législatifs portent atteinte à l'autorité du pouvoir ecclésiastique, celui-ci ne manque pas de s'en irriter et d'en instruire le peuple. Il accrédite le bruit que la religion est en danger et les autels, sur le point d'être renversés. Il faut admettre aussi que certains membres du clergé se sont parfois placés manifestement dans l'opposition. Les Conseils législatifs en sont partiellement responsables ; ils n'ont rien fait pour l'éviter ; il leur est même arrivé, dans certaines circonstances, de la provoquer.

De Rivaz, dans son rapport du 11 octobre 1798, avait traduit les sentiments des Valaisans sur cette question. Il avait profité d'y ajouter quelques considérations personnelles : « Les ministres de la religion pourront beaucoup y contribuer (à faire accepter le nouveau régime) et ils s'aideront à le faire s'ils sont rassurés sur la crainte qu'ils ont que notre gouvernement ne respectera pas leur culte. Le voisinage de la France, l'influence qu'il est naturel de supposer à notre puissante alliée sur les délibérations de notre Corps législatif, tiennent toujours les esprits en agitation sur cet objet, le plus cher au

<sup>11</sup> AV, H 17, pp. 104-105, Mainoni au général Montchoisy, du 18 germinal VIII (8 avril 1800).



peuple et celui sur lequel il est le moins disposé à composer. » Car les Valaisans, poursuit de Rivaz, se prêteraient avec meilleure grâce à accepter le nouveau régime » s'ils étaient une fois rassurés sur la conservation de leurs autels et de leurs opinions religieuses ».

Le commissaire helvétique Wild met au compte de l'ignorance du clergé son hostilité à l'égard du régime nouveau. Et, soucieux d'extirper l'intolérance, il constate que « le premier des besoins moraux de ce pays est un excellent séminaire à Sion, composé de prêtres éclairés et respectables par leur conduite ». Mais pas plus que de Rivaz, il n'attribue au clergé valaisan une part prépondérante dans les manifestations de haine à l'égard de la République helvétique.

Il convient, pensons-nous, d'expliquer cette aversion d'une manière plus nuancée : des membres du clergé et quelques hommes politiques, auxquels l'établissement du nouveau régime fait perdre certains avantages, masquent leur mécontentement par un désir apparent de défendre les autels. Ces hommes, attachés à l'ancien régime par égoïsme, brandissent comme un épouvantail les dangers que la constitution helvétique fait courir à la religion. Le peuple, celui du Haut-Valais surtout, ajoute foi à leurs affirmations. Il le fait avec une sincérité totale, tant il est peu au courant des idées politiques et philosophiques de l'époque. On ne s'étonne pas dès lors que ses soldats récitent des prières, arborent des images pieuses à leurs chapeaux et portent devant eux des bannières religieuses quand ils s'insurgent contre le régime helvétique.

Il faut chercher encore ailleurs les raisons de l'hostilité à l'égard du nouveau régime. Elles ne sont pas de nature aussi désintéressée qu'on l'a souvent voulu faire croire. Elles sont de deux sortes sur le plan des causes secondaires matérielles : l'établissement des impôts et l'organisation des contingents militaires pour l'armée helvétique et pour les brigades auxiliaires à la solde française.

Dans un pays où les impôts directs étaient jusqu'alors inconnus, il est malaisé d'en faire admettre le principe à la population. Il l'est d'autant plus que celle-ci ne comprend pas que le gouvernement ait besoin de tant d'argent et de tant de fonctionnaires<sup>12</sup>. Le peuple ne s'explique surtout pas qu'après avoir perçu tant d'argent, le gouvernement ne règle pas les frais de guerre des deux insurrections, les réquisitions exigées pour l'entretien des troupes helvétiques et françaises de passage ou cantonnées en Valais. Les fonctionnaires valaisans n'admettent pas de ne point recevoir le salaire que la loi leur attribue. Le sous-préfet de Monthey résume bien les griefs du peuple à l'égard de la politique financière de la République helvétique — si elle en eut jamais : — « Les agents ont la plus grande peine à se faire payer. Ils ont éprouvé non seulement des refus mais même des injures et tout concourt à prouver l'aversion du peuple pour les impôts. Et aussi longtemps que nous aurons un système de finances aussi vicieux, que les agents ne seront pas payés, que le traitement des fonctionnaires publics ne sera pas considérablement diminué et que la République se croira autorisée de ne pas tenir ses engagements

<sup>12</sup> AV, H 31, n° 2732, de Rivaz au ministre de l'Intérieur, du 29 août 1799.

envers ses débiteurs, la perception des contributions sera non seulement difficile mais presque nulle et je crois pouvoir affirmer que la loi sur les indemnités des fonctionnaires a été plus funeste à la République que la perte de plusieurs batailles<sup>13</sup>. » On conçoit dès lors combien est vain le conseil que de Rivaz donne au sous-préfet de Martigny : « Faites passer votre façon de penser délicate et patriotique dans le plus de têtes que vous pourrez<sup>14</sup>. »

Si tout au long de cette période, la perception des impôts a maintenu un climat défavorable au nouveau régime, la création de la milice helvétique et celle des brigades auxiliaires a suscité, en 1799, une explosion de mécontentement. On peut, en grande partie, lui imputer la cause de la seconde insurrection. Avant même la création de ces corps de troupes, la population valaisanne les avait craints : « La troisième crainte, écrit le préfet de Rivaz, consiste dans celle du service militaire forcé ; elle est très générale et elle a déjà occasionné nombre de mariages de jeunes gens qui ont cru s'y soustraire par ce moyen ; cette mesure causerait une nombreuse désertion et par conséquent bien de la désolation dans les familles<sup>15</sup>. » La désolation a été plus grave que le préfet national ne l'avait prévu et, de la sanglante répression que connut le pays, la population ne devait plus se relever jusqu'à 1802.

Il ne suffit pas d'arguer de la volonté de défendre la foi ancestrale, de l'aversion pour les impôts et de l'opposition à la mise sur pied de la milice par peur de devoir combattre hors de Suisse sous la bannière de la France, pour saisir la raison essentielle de la répugnance extrême que la population valaisanne manifeste à l'égard du régime helvétique. La raison capitale de cette hostilité réside dans le regret que le peuple témoigne pour les anciennes formes politiques : le peuple ne comprend pas le régime représentatif.

Dès qu'il s'était agi du problème de l'incorporation du Valais dans la future République helvétique, le résident français Mangourit avait chargé le comité général du Bas-Valais d'élaborer un projet de réunion et de constitution. Ce projet qui fut présenté à Mangourit le 24 février 1798, était accompagné d'un mémoire justificatif<sup>16</sup>.

Le régime représentatif est précisément analysé, et déjà repoussé : « Dans un tel régime la liberté des citoyens est réduite à nommer ses représentants au Corps législatif, ses juges et ses administrateurs. Les dépositaires de la confiance (du peuple) une fois nommés, le peuple n'a plus le droit de censurer, ni les lois qu'ils lui donnent, ni leur administration ». Les auteurs du mémoire concèdent que le système représentatif convient aux grands États où l'activité gouvernementale ne peut subsister avec les formes purement démocratiques. Ils admettent aussi que ce système constitue un bienfait pour la population des territoires sujets des cantons suisses, et par conséquent exclus de toute participation au gouvernement. « Mais comment, s'exclament-ils, pourrait-on l'offrir à un peuple éminemment libre, qui nomme immédiatement ses chefs et ses juges, soit à vie, soit à court terme, qui donne à ses

<sup>13</sup> AV, H 5, pap. 116, Du Fay à de Rivaz, du 19 juin 1799.

<sup>14</sup> AV, H 29, pap. 755, du 26 novembre 1798.

<sup>15</sup> *Ibidem*, pap. 450, de Rivaz au ministre de l'Intérieur, du 11 octobre 1798.

<sup>16</sup> Pour l'étude de ce mémoire, cf. A. Rufer, *Les deux projets de constitution de 1798 pour la République du Valais*, dans *Vallesia*, VIII, 1953, pp. 193-210.

représentants au Corps législatif des instructions précises sur les lois qu'ils doivent faire, et qui enfin ne reconnaît ces lois qu'après qu'il les a sanctionnées. »

A ce moment là, Ch.-E. de Rivaz qui était l'un des rédacteurs du mémoire, avait averti Mangourit qu'une telle constitution « ne s'établirait dans le Haut-Valais qu'à travers des torrents de sang ». Après la première insurrection, le préfet national réaffirme encore que les cinq districts de langue allemande regrettent toujours la démocratie populaire dont ils jouissaient avant la Révolution : « Il n'y a encore que la crainte des malheurs qu'ils s'attireraient par des résistances qui leur fasse supporter tranquillement un régime qui leur déplaît <sup>17</sup>. »

Les districts haut-valaisans souhaitent ardemment le retour à la démocratie directe. Ils sont certes soumis. Mais, de l'avis des commissaires helvétiques Wild et de Loës, « l'opinion de ses habitants n'est qu'un ressort comprimé qui s'élancerait derechef si quelque succès se présentait à ses yeux » <sup>18</sup>. Le regret des anciennes formes politiques, des libres assemblées communales, des repas publics, du droit personnel de suffrage, de l'établissement des autorités judiciaires de son choix, ranime constamment la haine du Haut-Valais contre le régime helvétique.

L'hostilité des districts de langue française pour le nouveau régime provient de la même défiance sur la conservation du culte, sur l'établissement des impôts et sur la formation de la milice. Cette défiance est encore aggravée par l'oppression que le Bas-Valais éprouve par le passage continuel des troupes françaises. L'idée d'une dégénération de la Suisse, celle de la croire sujette de la République française sous l'ombre d'une liberté et d'une indépendance purement nominales contribuent aussi à éloigner de la constitution helvétique la population du Valais tout entier. Comment se pourrait-il qu'une constitution imposée deux fois par le fer et par le feu, par le pillage, par des dévastations, par des massacres et par toutes les calamités de la guerre puisse être acceptée par un peuple plus libre que celui qui le force d'accepter une liberté nouvelle ? Cette constitution est en opposition directe avec les vœux, les conceptions et les habitudes politiques de la population valaisanne — de la population du Haut-Valais surtout. Celle-ci ne peut adopter l'idée d'obéir à des autorités qu'elle ne connaît pas et qu'elle considère souvent comme étrangères, de se soumettre à des lois à l'élaboration desquelles elle n'a pris qu'une part infime et d'aliéner une partie de sa souveraineté au profit d'un Etat plus grand, mais impersonnel.

Les Valaisans s'estiment déjà suffisamment isolés au sein de la République helvétique pour refuser d'être incorporés à la France ; ils se rendent compte que le Valais n'a guère de chance de subsister comme Etat s'il est démantelé par la cession de la rive gauche du Rhône. On comprend mieux, quand on considère les événements sous cet aspect, la politique des « adresses » et du « pèlerinage de Berne ». C'était vraiment une politique d'union nationale. Si seulement elle avait pu durer et ne pas se changer, sous la génération suivante, en une politique de désunion et de guerres intestines.

<sup>17</sup> Cf. note 15.

<sup>18</sup> Wild et de Loës, *Mémoire*.

# APPENDICES

## I

### Liste des fonctionnaires publics élus par le corps électoral du canton du Valais dans ses deux sessions de mai et juillet 1798

#### 2 mai

##### Membres du Sénat

Sigristen Jacob-Valentin	Augustini Antoine-Marie
3 mai Duc Jean-Joseph	Julier Jean-Joseph

##### Membres du Grand Conseil

de Nuce Léopold	Jacquier Jean-Baptiste
Tabin Mathias	Preux Louis
de Bons Joseph	
4 mai Lacoste Jean-Marie	Indermatten François-Joseph
Perrig François	

##### Juge au Tribunal Suprême

Zurbriggen Maurice

#### 5 mai

##### Membres de la Chambre administrative

de Rivaz Isaac	Pittier Joseph-Louis
Stockalper Gaspard-Eugène	Roten Nicolas
Delasoie Etienne-Gaspard	

#### 22 juillet

##### Membres du Tribunal du Canton

de Rivaz Charles-Emmanuel	Deschallen Lucas
de Riedmatten Hyacinthe	de Sépibus Léopold
Bonivini Adrien	de Nuce Joseph-Alphonse
Follonier Pierre-Antoine	Ambuel Alphonse
Cropt Bernard-Antoine	Roten Antoine
Darbellay Valentin	de Riedmatten Pierre-Joseph
Dufour Michel	

**Suppléant du Juge au Tribunal Suprême**

Preux Pierre-Antoine

**Suppléants de la Chambre administrative**

de Bons Jacques  
Barberini Emmanuel  
Dallèves Pierre-Joseph

Perrig Barthélemy, fils  
Lorétan Eugène

**Suppléants des membres du Tribunal du Canton**

Barman Joseph  
Taffiner Jean-François  
Briguet Ignace-Sébastien  
Forclaz Pierre-Antoine  
Gay Elie  
Joris François-Emmanuel  
Dognier Barthélemy

Zurbriggen François  
Stockalper Gaspard-Eugène  
Gay Emmanuel  
Lamon Michel  
Morency Stanislas  
Bridy François

**Juges des districts***District de Stalden*

Wyss Jean-Joseph  
Imboden Pierre-Joseph  
Mangisch François  
Truffer Pierre-Joseph  
Gottspöner Gaspard, fils

Anthamatten Joseph  
Kronig François  
Ruppen Jean-Baptiste  
Gattlen François

*District d'Hérémence*

Genolet Georges  
Michelet Jacques  
Favre Vincent  
Vuigner Jean  
Beytrison Joseph

Quinodoz Jean  
Sierro Vincent  
Bruttin Jean-Maurice  
Mayor Jean-Baptiste

*District de Brigue*

Inalbon Jean  
Luggen Joseph  
Walden Adrien  
Wegener Maurice  
Venetz Eugène

Perrig Barthélemy, fils  
Seiler Antoine  
Eister Eugène  
Tschieder Joseph-Antoine

*District de Sierre*

de Chastonay François-Nicolas  
Martin Pierre  
Declavibus François-Antoine  
Lamon Michel  
Fontaine Joseph

Preux Joseph-Augustin  
Caloz Boniface  
Solioz Antoine  
Crettaz Etienne

*District de Martigny*

Gross Frédéric	Produit Joseph
Bender Pierre-Marie	Maye Georges
Frossard Jean-François	Rouiller Pierre
Rard Jean-André	Ribordy Gabriel
Bourgeois Léonard	

*District de Sembrancher*

Emonet Maurice	Gard Frédéric
Joris Joseph-Alexis	Massard Memi
Moret Jean-Victor	Vaudan Etienne
Delasoie Etienne	Giroud Jean-Joseph
Cavelli Pierre-Nicolas	

*District de Viège*

Lang Ignace	Oberhauser Jean
Fux Pierre-Nicolas	Fontaine Claude
Roten Nicolas, fils	Pfammatter Antoine
Amacker Jean	Lochmatter Barthélemy
Andenmatten François-Joseph	

*District de Monthey*

Devantéry Jean	Dubosson Hyacinthe
Donnet Joseph	Vuilloud Hyacinthe
Marclay Grégoire	Turin Emmanuel
Trombert Barthélemy	Pignat Michel
Vanay Jean-François	

*District de Loèche*

Zen-Ruffinen Alexis	Roten Joseph
Allet François-Alexis	Matter Joseph, fils
Werra Ignace	Julier Xavier
Meschler Nicolas	Willa Antoine
Werra Ferdinand	

**23 juillet**

*District de St-Maurice*

de Quartéry Jacques	Mettan Jean-Pierre
de Quartéry Louis	Moret Pierre
Derivaz Jean-Pierre	Preux François
Balet Pierre	Mottiez Jean
Chapelet Joseph	

*District d'Ernen*

de Riedmatten Augustin	Ritz Théodule
Bircher Jean-Joseph	Bittel Chrétien
Jost Jean-Joseph	Huser Jean
Steffen Augustin	Jost Maurice
Walpen Ignace	

*District de Sion*

Blanc Michel	de Courten Joseph
Rion Antoine	Dubuis Ignace-Adrien
Balet Jean-Baptiste	Bonvin Romain
Putallaz Jean-Pierre	de Riedmatten Pierre-Adrien
Duc Jean-Séverin	

(AV, Rz, 74/12, liste originale des nominations. — AV, Rz, 75/17, liste imprimée des nominations.)

II

**Liste des sous-préfets et des agents  
nommés par le préfet de Rivaz en 1798**

**Sous-préfets (AV, H 29, no 265) :**

Stalden :	Fux Pierre-Nicolas	Viège :	Lang Ignace
Hérémente :	Follonier Pierre-Antoine	Monthey :	Du Fay Pierre-Louis
Brigue :	Theiler Jacques	Loèche :	Matter Joseph
Sierre :	Monnier Mathias	St-Maurice :	de Nuce Hyacinthe
Martigny :	Berguerand Pierre	Ernen :	Bircher Jean-Joseph
Sembracher :	Joris François-Emmanuel	Sion :	Bernardini Charles

**Agents (Nouvel Almanach pour l'an de grâce 1799, Sion) :**

*District de Stalden*

Stalden :	Berthold Joseph	Törbel :	Juon Pierre-Joseph
Saas :	Zurbriggen Jean-Pierre	Täsch :	Truffer Jean-Pierre
St-Nicolas :	Imboden Lucas	Zermatt :	Biner Pierre
Grächen :	Taugwalder Etienne	Randa :	Perren Joseph
Visperterminen :	Zimmermann Joseph	Embd :	Fux François



*District d'Hérémence*

Hérémence :	Sierro Jean	Evolène :	Maître Jean
Nendaz :	Fournier Maurice	St-Martin :	Vuigner Jean
Salins :	Métrailler Jean	Mase :	Rossier Jean-Martin
Agettes :	Morend Antoine	Nax :	Berthod Jean-Chrétien
Vex :	Favre Barthélemy		

*District de Brigue*

Brigue :	Escher Joseph	Mörel :	Walker Adrien
Glis :	Arnold Aloïs	Grengiols :	Ambord Joseph-Louis
Naters :	Wyssen Gaspard	Betten :	Margelisch Xavier
Termen :	Brindlen Jean	Ried :	Itig Felix
Ried :	Anderledi Franz-Joseph	Goppisberg, Bi-	
Simplon :	Jordan Joseph	ster et Filet :	Albrecht Valentin
Mund :	Pfaffen Chrétien		

*District de Sierre*

Sierre :	Fontaine Claude	Lens :	Mudry Théodule
Venthône :	Rey Joseph	Chalais :	Liand Jean
St-Maurice de		Grône :	Solios Joseph
Laques :	Perrin Pierre	Granges :	Gaudin Augustin
Miège :	Antille Joseph	St-Léonard :	Mabillard Barthélemy
Anniviers :	Martin Michel		

*District de Martigny*

Martigny :	Vallotton Pierre-Chrétien	Chamoson :	Favre Joseph-Antoine
Saxon :	Bruchez Jean-Baptiste	Leytron :	Produit Jean-François
Riddes :	Meizoz Jean-Bernard	Saillon :	Bouchard Jean-Laurent
Isérables :	Vuilliamoz Jean-François	Fully :	Bender Jean-Maurice
Ardon :	Bérard Frédéric	Bovernier :	Aubert Jean-Maurice

*District de Sembrancher*

Sembrancher :	Luder Joseph	Liddes :	Darbellay Germain, de Germain
Vollèges :	Pellaud Jean-Baptiste	Bourg-St-Pierre :	Moret Anselme-Nicolas
Bagnes :	Bruchez Augustin	Orsières :	Cavelli Jean-Joseph

*District de Viège*

Viège :	Lochmatter François	Ausserberg :	Heinen Michel
Bürchen :	Schnydrig Chrétien	Baltschieder et	
Unterbäch :	Schnydrig Chrétien	Gründen :	Wellig Antoine
Niedergesteln :	Oberhauser Joseph	Eggerberg :	Inalbon Joseph
Rarogne, Turtig		Eyholz et Lalden :	Sattler Etienne
et St. German :	Roten Aloïs	Zeneggen :	Imesch François

### *District de Monthey*

Monthey :	Torrenté Jean-Michel	Vionnaz :	Fracheboud Joseph
Choëx :	Donnet Jean	Vouvry :	Cornut Jean-Emmanuel
Troistorrents :	Bollut Pierre	Bouveret :	Curdy Hyacinthe
Val d'Illeiez :	Durier Claude	St-Gingolph :	Chaperon Jean
Quartier d'en Bas :	Parvez Joseph		

### *District de Loèche*

Loèche :	Willa Antoine	Ober- et	
Loèche-les-Bains :	Loretan Jean-Joseph	Unterems :	Hischier Joseph
Inden :	Julier Etienne	Salquenen :	Werra Joseph
Albinen :	Mathieu Jean	Varone :	Loretan Etienne
Guttet, Feschel :	Kuonen Chrétien	Eischoll :	Schröter Pierre
Erschmatt :	Martin Pierre-Maurice	Steg :	Blatter Jean
Bratsch, Engersch :	Steiner Chrétien	Hohtenn :	Seiler Joseph
Gampel, Jeizinen :	Lehner Jean	Ferden :	Lehner Martin
Ergisch :	Marx Chrétien	Kippel :	Hesizau (?) Martin
Tourtemagne :	Zbrun Joseph	Wiler :	Rieder Jean
		Blatten :	Henzen Jean-Martin

### *District de St-Maurice*

St-Maurice :	Dutarte Adrien	Salvan :	Chapelet Pierre-Antoine
Massongex :	Longeat Pierre-Maurice	Finhaut :	Claivaz Pierre-François
Evionnaz :	Garny Jacques	Vérossaz :	Gex Pierre-Maurice
Outre-Rhône :	Paccolat Isidore		

### *District d'Ernen*

Ernen, Mühlebach		Ulrichen,	Werlen Pierre-Joseph,
et Niederernen :	Briw Jean	Geschinen :	fils de Thadée
Binn, Ausserbinn :	Inderschmitten	Münster :	de Riedmatten Jean-
	Joseph-Ignace		Chrétien
Bellwald,		Reckingen :	Müller Boniface
Fieschertal :	Clausen Jean-Joseph	Ritzingen, Biel et	
Fiesch :	Steffen Jean	Selkingen :	Hagen Jean-Joseph
Lax, Martisberg		Blitzingen, Wiler	
et Hockmatten :	Gunterner Valentin	Bodmen, Ammern,	
Oberwald, Unter-		Niederwald :	Mutter Joseph
wassern, Ober-			
gesteln :	Taffiner Jean-André		

### *District de Sion*

Sion :	Juillard Marin	Grimisuat :	Mabillard Pierre-Antoine
Conthey, Vétroz :	Germanier Jean-Pierre	Ayent, Arbaz :	Jean Antoine
Savièse :	Luyet Sylvestre	Bramois :	Ribordy Pierre-Alexis

### Nouvelle répartition des agences pour le district de Loèche au mois de septembre 1799.

Loèche :	Meichtry Christian	Kippel :	Henzen Jean-Martin
Loèche-les-Bains :	Métry Aloys	Wiler :	Rieder Jean
Varone et Inden :	Julier Etienne	Ergisch :	Marx Chrétien
Albinen :	Mathieu Jean	Tourtemagne :	Zbrun Joseph
Bratsch et		Ems :	Hischier Joseph
Erschmatt :	Martin Pierre-Maurice	Eischoll :	Schröter Pierre
Gampel, Hohtenn :	Lehner Jean	Salquenen :	Werra Joseph

(AV, H 31, no 2865.)

### III

### Liste des électeurs pour l'assemblée électorale de 1799

#### *District de Monthey*

Vouvry	Cornut Jean-Emmanuel	St-Gingolph	Chaperon Jean
Val d'Illiez	Trombert Barthélemy	Monthey	Barlatay Jean-Pierre
Vionnaz	Dufour Michel	Troistorrents	Dubosson Joachim

#### *District de St-Maurice*

St-Maurice	Dubettier Joseph	Outre-Rhône	Blanchard Jean-Pierre
Evionnaz	Coquoz Pierre-François	Vérossaz	Morisod Jean-Pierre
Finhaut	Lugon Jean-Baptiste		

#### *District de Martigny*

Leytron	Produit Jean-Joseph	Fully	Bender Pierre-Marie
Riddes	Ribordy Gabriel		Roduit François
Martigny	Vallotton Pierre-Chrétien	Chamoson	Maye Georges
	Gross Frédéric	Saxon	Rard Jean-André
Isérables	Vuilliamoz Jean-François		

#### *District de Sembrancher*

Liddes	Frossard Pierre-Nicolas	Orsières	Cavelli Pierre-Nicolas
	Rossier Jean-Etienne	Sembrancher	Ribordy Jean-Pierre
Bagnes	Moulin Jean-Théodule		

*District de Sion*

Sion	Rion Antoine	Conthey	Daven Jean-Claude
	Schiner Hildebrand	Ayent	Constantin Antoine
Arbaz	Bonvin Romain		

*District d'Hérémence*

Nax	Berthod Jean-Chrétien	Evolène	Quinodoz Jean
Nendaz	Michelet Jacques	Vex	Sierro Vincent
St-Martin	Beytrison Joseph	St-Martin	Vuigner Jean
Agettes	Favre Vincent		

*District de Sierre*

Chalais	Liand Jean	Grône	Bruttin Jean-Jacques
Lens	Bonvin Michel	Venthône	Augustini Antoine-Marie
Anniviers	Solioz Augustin		Bonivini Adrien
	Roux Georges	Mollens	Perrin Pierre

(H 31, no 3143, de Rivaz aux sous-préfets, du 31 octobre 1799)

---

IV

**Liste des nominations faites par l'assemblée électorale  
du mois de novembre 1799**

**Membres du Tribunal du Canton**

Dufour Michel	ancien
de Riedmatten Pierre-Joseph	ancien
Bonivini Adrien	ancien
Barman Joseph	ancien
Cropt Bernard-Antoine	ancien
Darbellay Valentin	ancien
Deschallen Lucas	ancien
de Nuce Joseph-Alphonse	ancien
Favre Vincent	nouveau, juge à Hérémence
Rion Antoine	nouveau, juge à Sion
Duc Jean-Séverin	nouveau, juge à Sion
Ribordy Jean-Pierre	nouveau, notaire à Sembrancher
Delasoie Etienne-Gaspard	nouveau, administrateur

## Suppléants des membres du Tribunal du Canton

Forclaz Pierre-Antoine	ancien
Zurbriggen François	ancien
Follonier Pierre-Antoine	nouveau, juge cantonal
Marclay Grégoire	nouveau, juge de Monthey
Preux François	nouveau, juge de St-Maurice
Maye Georges	nouveau, juge de Martigny
Luder François-Bruno	nouveau, notaire à Sembrancher
Vallotton Pierre-Chrétien	nouveau, agent de Martigny
Bruttin Jean-Jacques	nouveau, notaire
Morency Eugène	nouveau, de Loèche
Rey François-Louis	nouveau, de Sierre
Gay Bruno	nouveau, chef du 2 <sup>e</sup> bataillon d'élite
de Torrenté Alphonse-Félix	nouveau, président de la muni- cipalité de Sion

## Juges des districts

<i>Districts</i>	<i>Sortants</i>	<i>Rentrants</i>
Stalden	Anthamatten Joseph Wyss Jean-Joseph	Schnydrig Gaspard Riedin Alexis
Loèche	Allet François-Alexis Matter Joseph	Julier François Jaggy Jean
Martigny	Maye Georges Bourgeois Léonard	Posse Tissières Jean-Maurice
Sierre	Declavibus François	Solioz Augustin
Hérémenche	Mayor Jean-Baptiste  Favre Vincent	Vuigner Jean, agent de St-Martin Berthod Jean-Chrétien agent de Nax
Sembrancher	Moret Jean-Victor	Moret Alphonse
St-Maurice	Preux François	de Nuce Hyacinthe
Sion	Putallaz Jean-Pierre Duc Jean-Séverin Rion Antoine	Putallaz Jean-Pierre Constantin Antoine Ribordy Pierre-Alexis, agent de Bramois
Monthey	Marclay Grégoire Turin Emmanuel Vanay Jean-François	de Lavallaz Pierre- Marie Barlatay Jean-Pierre Vanay Jean-François, appelé à la Chambre administrative ; sa place reste vacante.

### Membres de la Chambre administrative

#### *Sortants*

Stockalper Gaspard-Eugène  
de Rivaz Isaac  
Roten Nicolas

Delasoie Etienne-Gaspard

#### *Rentrants*

Lang Casimir  
de Rivaz Isaac  
Roux Georges, élection déclarée nulle  
le 17 décembre 1799 ; Roten re-  
prend ses fonctions.  
Vanay Jean-François

### Suppléants des membres de la Chambre administrative

#### *Sortants*

Barberini Emmanuel  
Perrig Barthélemy, fils  
Lorétan Eugène

#### *Rentrants*

Allet François-Alexis  
Devantéry Théodose  
Luder Joseph

### Membre du Sénat

#### *Sortant*

Augustini Antoine-Marie

#### *Rentrant*

Augustini Antoine-Marie

(Pour l'établissement de ces listes cf. AV, H 31, n° 3170, de Rivaz au ministre de l'Intérieur, du 7 novembre ; **ibidem**, n° 3211, du même au même, du 12 novembre ; **ibidem**, n° 3212, du même à la Chambre administrative, même date ; **ibidem**, n° 3216, du même aux sous-préfets de Stalden, Loèche, Sierre, Sion, Hérémence, Sembrancher, Martigny, même date.)

## V

### Liste des députés à la diète valaisanne du 26 août 1802

#### *District de Monthey*

de Rivaz Charles-Emmanuel, préfet national  
Du Fay Pierre-Louis, sous-préfet du district

#### *District de St-Maurice*

de Quartéry Jacques, président du tribunal du district  
de Nucé Joseph-Alphonse, juge au tribunal du canton

*District de Martigny*

Morand Philippe, commissaire des guerres du district  
Gay Emmanuel, juge suppléant au tribunal du canton

*District de Sembrancher*

Joris François-Emmanuel, sous-préfet du district  
Delasoie Etienne-Gaspard, juge au tribunal du canton  
Vaudan Etienne, juge au tribunal du district

*District de Sion*

Duc Jean-Joseph, ancien membre du Sénat helvétique  
Theiler Antoine, président de la municipalité de Sion  
Blanc Théodule, membre de la municipalité d'Ayent

*District d'Hérémence*

Maître Jean, agent national de la commune d'Evolène  
Favre Vincent, juge au tribunal du canton

*District de Sierre*

Tousard d'Olbec Anne-Louis-François, receveur général du canton  
Preux Pierre-Antoine, juge au tribunal suprême de la République helvétique  
Crettaz Etienne, juge au tribunal du district

*District de Loèche*

Augustini Antoine-Marie, ancien membre du Sénat helvétique  
Matter Joseph, ancien sous-préfet du district

*District de Viège*

Andenmatten François-Joseph, président du tribunal du district

*District de Stalden*

Zurbriggen Maurice, ancien membre du Sénat helvétique  
Lang Casimir, ancien membre du Conseil législatif helvétique

*District de Brigue*

Stockalper Gaspard-Eugène, ancien membre de la Chambre administrative  
Wegener Maurice, président du tribunal du district

*District d'Ernen*

Sigristen Jacob-Valentin, ancien membre du Sénat helvétique  
Taffiner Jean-François, ancien juge au tribunal du canton

(AV, M 2 et 3/5/9, pp. 1-2)



## VI

### Table chronologique (1797-1802)

#### 1797

mai	14	Comeyras engage des négociations pour obtenir un droit de passage à travers le Valais
juillet	13	La France fait suspendre ces négociations
octobre	17	Traité de Campo-Formio

#### 1798

janvier	28	Proclamation de l'indépendance du Bas-Valais, à St-Maurice
février	17	Le Directoire impose au Valais le projet de constitution helvétique
	27	Le Directoire autorise Brune à organiser la Suisse selon ses projets
mars	13	La diète du Haut-Valais accepte le projet de constitution rédigé par Mangourit
	15	Le Directoire décide l'incorporation du Valais à la République helvétique
	16	Brune lance son règlement pour l'organisation de la Rhodanie
	18	Le Carlier est nommé commissaire du gouvernement français près l'armée française en Suisse
	24-29	Députation valaisanne à Berne auprès de Brune et de Mangourit
	28	Proclamation de Le Carlier pour l'acceptation de la constitution de Pierre Ochs
	30	Loi qui charge le Directoire provisoire valaisan de convoquer les assemblées communales
avril	4	Réunion des assemblées communales
	13	Notification officielle de l'acceptation, par le Valais, du projet de constitution helvétique
	26	Réunion de l'Assemblée électorale du Valais
mai	1	Ouverture officielle de l'Assemblée électorale
	4	La Chambre administrative nomme J.-L. Pittier préfet national provisoire
début du mois		Insurrection du Haut-Valais
	6	Dissolution de l'Assemblée électorale
		Envoi d'une députation de dix membres auprès des insurgés
	17	Défaite des insurgés à la Morgé
		Prise de Sion par les Vaudois et les Français
	18	Prise de Loèche par les Français
	19	Envoi en Valais du commissaire helvétique Perdonnet
	20	Licenciement des troupes vaudoises et bas-valaisannes
juin	1	Ch.-E. de Rivaz est nommé préfet national
	9	Départ des troupes françaises cantonnées en Valais
	19	Ch.-E. de Rivaz accepte sa nomination
		Décret sur la convocation d'une nouvelle Assemblée électorale
	26	Décret sur la division territoriale du Valais

## 1798

juillet	5	Arrêté de la Chambre administrative pour la réunion de l'Assemblée électorale
	11-12	Prescriptions sur la prestation du serment civique
	14	Prestation du serment par les autorités helvétiques
	16	Réunion de l'Assemblée électorale, à Sion
	20	Décret helvétique sur la prestation du serment civique dans les cantons
août	8	Début des nominations de sous-préfets en Valais
	19	Traité d'alliance franco-helvétique
	23	Prestation du serment civique en Valais
septembre	3	Arrêté helvétique sur les citoyens qui refusent de prêter le serment civique
	19	Loi helvétique sur le serment civique des prêtres
	26	Début de l'affaire Louis Robriquet
octobre	17	Loi helvétique sur les finances de la République
	21	Jour supplémentaire pour la prestation du serment civique en Valais
		Loi helvétique sur la perception d'une contribution provisoire sur la base de deux pour mille
fin du mois		Début de l'organisation militaire helvétique en Valais
novembre	13	Loi helvétique sur l'organisation des municipalités et des chambres de régie
vers le	20	Début de la perception des impôts en Valais
	30	Convention franco-helvétique pour la levée de 18 000 auxiliaires helvétiques
		Décret helvétique sur la levée d'un subside de guerre
décembre	1	Arrêté helvétique sur les contributions volontaires
	13	Loi helvétique sur l'organisation de la milice sédentaire

## 1799

janvier	31	Condamnation de L. Robriquet par le Tribunal cantonal
février	15	Loi helvétique sur les chambres de régie
	20	A Berne, rassemblement de la première demi-brigade helvétique
mars	30	Loi helvétique contre les citoyens qui refusent de servir la patrie
avril	4	A. Buxtorf est nommé commissaire près l'armée helvétique en Valais
	11	Proclamation de Buxtorf aux districts du Haut-Valais
	19-22	Les insurgés valaisans et leurs adversaires prennent leurs positions
	25	Loi helvétique sur l'impôt extraordinaire pour les frais de guerre
	26	Destitution du Tribunal cantonal et de son accusateur public, du tribunal et du sous-préfet du district de Monthey
mai	2	Début de l'attaque des insurgés
	5	Repli des troupes helvétiques jusqu'au pont du Trient
	6	Retraite des insurgés
	7	Avance des forces helvétiques jusqu'au pont de la Morge
	8	Les troupes helvétiques se portent en amont de Sierre
	10	Elles prennent puis abandonnent Varone et le poste des Echelles
	15	Elles reprennent Varone et le poste des Echelles
	16	Elles attaquent sans succès le camp de Finges
	17	Les insurgés reprennent Varone et le poste des Echelles
	18	Les troupes helvétiques occupent Finges, Loèche, Varone et le poste des Echelles
	29	Elles occupent Viège
	30	Elles marchent sur Naters
	31	Elles marchent sur Mörel et le col du Simplon

## 1799

juin	3	Elles occupent Lax
	6	Elles occupent Ernen
	8	Elles occupent Münster
	19	(?) Démission de Buxtorf
	20	Démission du préfet national de Rivaz
fin du mois		Départ de Xaintrailles ; Turreau lui succède
		De Loës est nommé commissaire du gouvernement helvétique en Valais
juillet	5	Ch.-E. de Rivaz reprend ses fonctions
août	14	Reprise des opérations militaires en Valais
	16	Les troupes autrichiennes sont chassées du Valais
septembre	2	Loi helvétique sur la convocation des assemblées primaires
	9	J.-A. de Riedmatten est nommé commissaire du gouvernement en Valais
octobre	11	Loi helvétique relative au choix des agents et de leurs aides
	20	Réunion des assemblées primaires
	22	Début de la réquisition de 1 300 quintaux de foin
	23	Arrêté de la Chambre administrative exigeant 30 000 livres de viande
fin du mois		Départ du Valais de presque toutes les troupes françaises
novembre	6	Ouverture de l'Assemblée électorale
	21	Fin de la réquisition de 1 300 quintaux de foin
décembre	11	Arrêté de la Chambre administrative relatif à une réquisition de foin basée sur la fortune de chaque commune

## 1800

janvier	23	Arrêté de la Chambre administrative exigeant 26 000 livres de viande
avril		Réquisition de 1 200 quintaux de foin
mai	5	Bonaparte arrête que le Valais fera partie de l'armée de réserve
	12	Démission de la Chambre administrative
	31	Reprise des fonctions de la Chambre administrative
juin	14	Victoire française à Marengo
	15	Convention d'Alexandrie
septembre	7	Bonaparte décide l'aménagement de la route du Simplon

## 1801

janvier	2	La France proclame l'indépendance de la République helvétique
février	9	Traité de Lunéville
	13	Bonaparte propose l'ouverture de négociations avec la Suisse pour obtenir la cession de la rive gauche du Rhône
	25	Reinhard demande l'ouverture de ces négociations
mars	4	Mémoire de Tousard d'Olbec sur l'importance du Valais
		La Chambre administrative envoie une députation à Berne pour manifester les sentiments du Valais
	12	Début des adresses des communes du Valais pour manifester leur vœu de rester Suisses
	15	Première crainte que la cession du Valais ne soit la condition du retour au fédéralisme
avril	13	Fin des adresses des communes du Valais pour manifester leur vœu de rester Suisses
mai	16	Levée d'une contribution cantonale pour l'entretien des troupes françaises cantonnées à Brigue
	29	Constitution de la Malmaison

## 1801

juin	15	Décret helvétique sur le mode d'élection des membres des diètes cantonales
	17	Manifestation francophile de quelques municipalités du district de Monthey
	26	Décret helvétique sur le nombre des députés aux diètes cantonales
juillet		Activité des francophiles dans les districts de Monthey, de Sembrancher et de Martigny
	23	Convocation des assemblées de district en Valais
août	1	Ouverture de la diète cantonale
septembre	7	Ouverture de la diète helvétique
	28	La diète helvétique proclame que le Valais restera canton et dans ses anciennes limites
	29	Elle proclame l'intégrité et l'unité de l'Helvétie
fin du mois		Rappel de Reinhard ; Verninac lui succède
octobre	9	Les députés des Waldstættten quittent la diète helvétique
	17	Treize autres députés se retirent de la diète helvétique
	24	La diète helvétique accepte la nouvelle constitution
	26	Bonaparte décide l'occupation militaire du Valais
	27-28	Coup d'Etat fédéraliste
novembre	23	Turreau arrive à Sion
décembre	6	Il ordonne de vérifier la caisse du receveur cantonal
		La Chambre administrative exige une contribution de 16 000 francs pour l'entretien des troupes françaises
	20	Note de Reding relative à des questions territoriales
	25	Turreau fait enlever la caisse du receveur cantonal
		Ch.-E. de Rivaz destitue André Ducrue
		Turreau casse l'arrêté de la Chambre du 6 décembre
	27	A Sierre, publication de l'arrêté du 25 décembre
		A Monthey, publication du même arrêté
	31	Turreau ordonne aux sous-préfets F. Gross, E. Joris, M. Monnier et P.-L. Du Fay de se rendre à Sion pour être placés sous surveillance

## 1802

janvier	2	Reding fixe les conditions de la cession du Valais : que Bonaparte accorde les avantages demandés dans la note du 20 novembre 1801 ; que les Valaisans réclament leur séparation d'avec la Suisse
	7	A Sion, 282 citoyens actifs signent une protestation de fidélité à la République helvétique
	12	Talleyrand envisage de constituer le Valais en Etat indépendant
	23	Turreau destitue le préfet de Rivaz ; J.-L. Pittier lui succède
	25	Bonaparte est nommé président de la République cisalpine
	30	Turreau destitue la Chambre administrative
	31	Il destitue les sous-préfets de Loèche, Sion, Sembrancher, Martigny, St-Maurice et Monthey
février		
début du mois		Il destitue le sous-préfet de Sierre
	10	Il destitue la municipalité de Sierre
		Nomination des administrateurs d'organisation militaire
	11	Note de Reding réclamant l'exécution du contenu des notes du 20 décembre 1801 et du 2 janvier 1802
	13	Destitution de la municipalité de Sion
		A Sierre, 165 citoyens actifs signent une déclaration d'attachement à la République helvétique

## 1802

- février**
- 17 Les sections d'Ayent et de St-Luc protestent de leur attachement à la République helvétique  
Le Petit Conseil décide l'envoi d'un commissaire en Valais
  - 18 B. Pfister est nommé commissaire helvétique en Valais
  - 19 Pittier destitue J.-A. de Riedmatten du poste de commissaire du canton du Valais
- 20-1er mars** « Pèlerinage de Berne »
- 22 24 communes du Haut-Valais envoient une députation à Berne
  - 24 Evolène et St-Martin signent une protestation de fidélité  
Destitution de la municipalité de St-Maurice
  - 27 Protestation de fidélité signée par 74 communes
- mars**
- début du mois**
- Pittier réunit les districts de Monthey et de St-Maurice en une seule sous-préfecture
  - 1 Les communes de Sembrancher, Vollèges, Bagnes, Orsières, Liddes et Bourg-St-Pierre adhèrent à la protestation du 27 février
  - 4 Verninac propose de nouvelles négociations sur la base de la cession de la rive gauche du Rhône
  - 7 Le gouvernement helvétique accepte de nouvelles négociations à deux conditions : que Bonaparte réponde à la note de Reding du 11 février 1802 ; que les tractations ne portent que sur la base d'une route militaire
  - 9 Le service des subsistances organisé par Turreau cesse son activité
  - 13 Verninac estime ne plus devoir engager les négociations avec la Suisse
  - 16 Pittier réunit le district de Loèche à celui de Sierre et le district de Stalden à celui de Viège
  - 18 Les municipalités du district de Martigny décident de supporter en commun les charges imposées par Turreau
  - 20 Les municipalités du district de Loèche prennent la même décision  
Bonaparte exige que l'affaire du Valais soit réglée
  - 21 Arrêt de Turreau qui place sous surveillance à Sion 26 personnes
  - 22 Bonaparte décide d'ériger le Valais en République indépendante
  - 25 Traité d'Amiens  
Bonaparte reconnaît le Valais comme pays indépendant  
Première contribution extraordinaire levée par Turreau
  - 26 Arrêt de Turreau qui interdit les assemblées de citoyens
  - 29 Antoine Roten est libéré par Turreau
  - 30 Jacques de Quartéry est libéré par Turreau
- avril**
- 2 Les municipalités du district de Sembrancher décident de supporter en commun les charges imposées par Turreau
  - 3 Les municipalités du district de Monthey prennent la même décision  
Protestation du Sénat helvétique auprès de Bonaparte contre l'activité de Turreau
  - 3-5 Destitution de la municipalité de Monthey
  - 4 Destitution de la municipalité de Martigny  
Réunion de la commune d'Evolène pour refuser sa soumission aux autorités militaires
  - 6 22 personnes incarcérées le 21 mars sont libérées par Turreau
  - 16 Réunion des chefs fédéralistes chez Frisching  
Réunion d'urgence des chefs unitaires
  - 17 Chute des fédéralistes ; retour au pouvoir des unitaires
  - 19 Arrêt de Turreau sur la saisie des sels
  - 21 Mission à Berne de J.-J. Duc
  - 26 Pittier destitue le Tribunal cantonal
- mai**
- 1 B. Jacquod est libéré par Turreau
  - 2 Turreau incarcère Augustini
  - 7 Turreau réhabilite le Tribunal cantonal

## 1802

mai	13	Adjudication de la fourniture des sels pour le Valais Mission à Berne de Stockalper, de Riedmatten et de Rivaz
	24	Augustini et P. de Courten sont libérés par Turreau
juin	4	La mission valaisanne à Berne achève la rédaction du projet de constitution pour son pays
	7	Fin des conférences pour la constitution valaisanne
	14	Arrêté de Turreau modifiant la contribution du 25 mars
juillet	4	A Sion, manifestation francophile ; à Chalais et à Monthey, début des intrigues francophiles
	7-11	A Sembrancher, un détachement français séjourne aux frais du sous-préfet
	11	A Orsières, Pittier dirige une assemblée francophile
		A Sierre, manifestation francophile
	13	Les procureurs des communes du district de Sierre envoient à Berne une protestation de fidélité
	16	A St-Maurice, protestation des notables et des autorités contre l'agitation francophile
	18	A Massongex, activité francophile
	27	Les notables du Valais rédigent un acte de protestation destiné à Bonaparte Charles Müller-Friedberg est nommé commissaire helvétique en Valais
	29	Arrêté de Turreau imposant plusieurs communes
	31	A Massongex, nouvelle activité francophile
août	1	A Orsières, Ch. Contard dirige une assemblée francophile
	4	Protestation des citoyens de Massongex qui reviennent sur les votes de l'assemblée du 31 juillet
	10	32 signatures appuient la protestation du 27 juillet
	12	Arrêté de Turreau à teneur duquel les troupes françaises seront à la charge des partisans du régime helvétique Arrivée à Sion de Charles Müller-Friedberg
	18	Convocation des assemblées primaires du Valais
	23	Convocation des assemblées électorales du Valais
	26	Convocation de la diète valaisanne
	27	Le Valais est délié de son serment de fidélité à la République helvétique
septembre	5	Proclamation de l'entrée en fonction du Conseil d'Etat

# Index des noms de lieu

## Remarques :

Les pages où les noms de lieu apparaissent plus d'une fois sont marquées d'un astérisque (\*).

Les noms de lieu sont suivis, pour le Valais, du nom du district, pour l'étranger, du nom de la province, du département ou du pays auxquels ils appartiennent.

## Abréviations :

dép.	=	département
prov.	=	province
r.	=	rivière ou fleuve
SP	=	sous-préfet
v.	=	voir

## Districts

B.	Brigue	Mo.	Monthey
C.	Conthey	Ro.	Rarogne oriental
E.	Entremont	Rw.	Rarogne occidental
G.	Conches (Goms)	Se.	Sierre
H.	Hérens	Sm.	St-Maurice
L.	Loèche	Sn.	Sion
Ma.	Martigny		

Aar, r. (Suisse) 72, 134  
 Aarau (Argovie) 14, 20, 23, 30  
 Aboukir (Egypte) 56  
 Adige, r. (Italie) 57  
 Adriatique 13  
 Agarn (L) 73\*  
 Agettes (H) 126, 238, 241  
 Aigle (Vaud) 157, 164  
 — SP d'Aigle, v. de Loës Louis  
 Albinen (L) 40, 185, 239-240  
 Alexandrie (prov. Piémont) 110\*  
 Allemagne, États et Pays allemands 39, 57,  
 68, 209\*, 222  
 Amiens (dép. Somme) 175  
 Ammern (G) 239  
 Ancône (prov. Ancône) 110  
 Angleterre, Anglais 56\*, 57, 196  
 Anniviers (Se) (commune) 149, 167\*, 168,  
 176, 185, 186, 238, 241  
 — (val d') 51, 185

Antigorio, val d' (prov. Novare) 78  
 Appenzell (canton) 14, 154  
 Arbaz (Sn) 52, 118, 168, 239, 241  
 Arcole (prov. Vérone) 13  
 Ardon (C) 21, 74, 115, 118, 126, 150, 160,  
 161, 167, 176, 238  
 Argovie (canton) 14, 34, 194, 222  
 Arona (prov. Novare) 110  
 Ausserberg (Rw) 238  
 Ausserbinn (G) 239  
 Autriche, Autrichiens 13\*, 39\*, 56-57, 64,  
 68, 110, 136, 138-139, 142, 194, 209\*,  
 212  
 Ayent (H) 52, 118, 160-161, 167-168, 239,  
 244  
 Baden (canton) 14, 30, 194  
 Bagnes (E) 21, 51, 53, 118, 161-162, 175-  
 176, 183, 238, 240  
 Bailliages italiens 12\*, 14, 194



- Bâle — (canton) 14, 34, 194 ; — (évêché) 11  
 — (ville) 138 ; — (traité) 13  
 Baltschieder (V) 145, 238  
 Batavie v. République batave  
 Bâtiaz, La, v. Martigny, commune  
 Bavière 56  
 Bellinzone (canton) 35  
 Bellwald (G) 20, 239  
 Berne — (canton) 14, 34, 96\*, 147, 194  
 — (ville) 14-17, 52, 66, 110, 143-144, 146\*, 152-153, 159\*, 167-168, 181, 184, 191, 193-194, 198-200, 202-208, 215\*, 218\*, 221, 223-224, 226-227, 233  
 Besançon (dép. Doubs) 113  
 Betten (Ro) 238  
 Bex (Vaud) 171, 187, 218\*  
 Biel (G) 239  
 Bienne (Berne) 137-141, 189, 194-195, 206  
 Binn (G) 68, 70, 79, 239  
 Bister (Ro) 238  
 Blatten (B) 65  
 Blatten (Rw) 51, 80, 239  
 Blitzingen (G) 239  
 Bodmen (G) 239  
 Borgoforte (prov. Mantoue) 110  
 Bormio (prov. Sondrio) 206, 222  
 Bourg-St-Pierre (E) 21, 161, 168, 171\*, 174-176, 183, 186, 238  
 Bouveret (Mo) 78\*, 120, 239  
 Bovernier (Ma) 21, 79, 183, 238  
 Bramois (Sn) 118, 126, 160, 168, 183, 239, 242  
 Bratsch (L) 80, 239, 240  
 Brigue — (dizain) 20, 23, 26, 150-151, 213  
 — (district) 30, 51\*, 61-67, 69-70, 73, 80-82, 84-86, 92, 123-124, 143, 145, 150, 158, 167-168, 175, 213, 228-229, 235, 237-238, 244  
 — (commune) 27, 39, 50\*, 69, 71-72, 74, 77-78, 86, 113, 117, 122, 126-128, 135, 137-138, 140-141, 147, 153-154, 163, 168, 175, 189\*, 190, 210, 226, 238  
 — (paroisse de Glis) 51, 175  
 SP, v. Theiler Jacques  
 Brocard v. Martigny, commune  
 Bürchen (Rw) 161, 238  
  
 Campo-Formio (prov. Udine) 13\*, 55-56  
 Castiglione (prov. Mantoue) 13  
 Céligny (Genève) 140, 206, 207\*  
 Chablais (dép. Haute-Savoie) 135  
 Chalais (Se) 167-168, 176, 184-185, 238, 241  
 Chamoson (C) 21, 38, 118, 123, 161, 238, 240  
 Charrat (Ma) 179  
 Chermignon (Se) 185  
 Chiavenna (prov. Sondrio) 139, 206, 222  
 Chippis (Se) 71, 78  
 Choëx (Mo) 120, 122, 170, 182, 239  
  
 Cisalpine v. République cisalpine  
 Coire (Grisons) 39  
 Collombey (Mo) 91, 120, 148, 170, 182  
 Côme, lac de (prov. Lombardie) 139  
 Conches — (dizain) 17, 23\*, 26, 150-151, 213  
 — (district) 123-124, 213  
 — (vallée) 72, 78  
 — v. aussi Ernen  
 Coni (prov. Piémont) 110  
 Constance (Allemagne) 135\*, 139\*, 207\*  
 Constantinople (Turquie) 56, 153  
 Conthey (C) 21, 26, 52, 118, 126, 150, 160-161, 168\*, 170, 176, 185, 239  
  
 Danube, r. 57  
 — (armée du) 127  
 Dappes, Les (Vaud) 207  
 Dego (prov. Savone) 13  
 Dent du Midi (Valais) 78  
 Détroits, Les 56  
 Diable, pont du (Uri) 72  
 Diesse, montagne de (Berne) 140, 189, 195  
 Divedro (prov. Novare) 78  
 Dôle, La (Vaud) 140  
 Domodossola (prov. Novare) 40, 72, 100, 137  
 Dranse, r. (Valais) 118  
  
 Eggerberg (B) 238  
 Egypte 56\*  
 Eischoll (Rw) 239-240  
 Embd (V) 168, 229, 237  
 Ems (L) 73, 240  
 Engersch (L) 239  
 Entremont — (dizain) 17, 23, 150-151, 213  
 — (district) 124, 162  
 — (vallée) 122-123  
 Ergisch (L) 65, 239-240  
 Erguel (Berne) 135, 138-141, 189, 195, 206  
 Ernen — (commune) 20, 50, 68, 239  
 — (district) 30, 39, 50-51, 61, 63-71, 80, 84-86, 89\*, 92, 149-150, 228-229, 237\*, 239, 244  
 — SP, v. Bircher Jean-Joseph  
 Erschmatt (L) 80, 239, 240  
 Etats allemands v. Allemagne  
 Etat vénitien v. Venise  
 Europe 13, 55-56, 133-134, 142, 225  
 Evionnaz (Sm) 118, 123, 149, 178, 239-240  
 Evolène (H) 119-121, 126, 161, 167, 169-170, 176, 238, 241, 244  
 Eyholz (V) 238  
  
 Feldkirch (Vorarlberg) 39  
 Ferden (Rw) 51, 80, 239  
 Ferrare (prov. Emilie) 110  
 Feschel (L) 80, 239  
 Fiesch (G) 20, 50, 68, 239  
 Fieschertal (G) 20, 68, 239

- Filet (Ro) 238  
 Finges (L) 71, 72  
 Finhaut (Sm) 62, 149, 151, 161, 239-240  
 Fossa-Maestra (pro. Novare) 110  
 France 12-13, 15-16, 21\*, 22, 39, 55-57,  
 65-67, 74, 93, 94, 113-115, 130-144, 146-  
 147, 151-157, 159\*, 161-162, 164, 171,  
 174-175, 177-185, 187, 188-194, 196-198,  
 200-212, 214\*, 216-227, 230, 232-233  
 — (République française) 198, 201,  
 209-211, 213, 217, 225, 233  
 — (Grande République) 133\*, 136  
 — v. aussi Français  
 Fribourg (canton) 14, 23, 34, 75, 95, 105,  
 123, 126, 154, 194  
 Fricktal (Argovie) 135, 137-138, 140\*, 188\*,  
 194\*, 206, 223  
 Fully (Ma) 21, 127, 150, 160-161, 168, 238,  
 240  
 Furka, col de la (Valais) 39, 68, 72\*, 134  
  
 Gampel (L) 80, 239-240  
 Gamsen (B) 74  
 Gemmi, col de la (Valais) 78, 134  
 Gênes (prov. Ligurie) 110\*  
 Genève — (ville et canton) 133, 135\*, 140,  
 189\*  
 — (lac) 143  
 Geschinen (G) 239  
 Glarey v. Sierre, commune  
 Glaris (canton) 14  
 Glis (B) 69, 74, 238  
 Gluringen (G) 68  
 Goppisberg (Ro) 65, 69, 238  
 Gothard v. St-Gothard  
 Grächen (V) 229, 237  
 Grandval (Berne) 187, 195  
 Granges (Se) 78, 183-184, 238  
 Grengiols (Ro) 51, 67\*, 69\*, 71, 73, 238  
 Gries, col du (Valais) 134  
 Grimisuat (Sn) 118, 126, 160-161, 168\*,  
 239  
 Grimsel, col du (Valais) 68, 72, 134  
 Grisons (canton) 15, 57, 69, 132, 154, 194  
 Grône (Se) 185, 238, 241  
 Gründen (V) 238  
 Guttet (L) 73, 238  
  
 Hérémece — (commune) 126, 145, 166,  
 176, 238, 241  
 — (district) 30, 51\*, 64, 76, 84, 92,  
 118, 123-124, 127-128, 150, 159-160,  
 164, 166, 176-177, 180, 213, 228, 235,  
 237-238, 241-244  
 — SP, v. Follonier Pierre-Antoine  
 Hockmatten (Ro) 239  
 Hohtenn (L) 80, 239-240  
 Hollande 196  
 Illiez (Mo) 91, 118, 120, 145, 148\*, 161,  
 168-170, 178, 182, 186\*, 239-240  
  
 Inden (L) 80, 185, 239-240  
 Indes 56  
 Irlande 56  
 Isérables (Ma) 21, 38, 118, 238, 240  
 Italie 15, 23, 39, 56-57, 69-71, 83, 91, 96,  
 111, 113, 122, 132\*, 135, 137, 186, 222\*,  
 228  
 — (République italienne) 194, 209\*,  
 211\*, 213-214, 217-218  
  
 Jeizinen (L) 239  
 Jura (Suisse) 189  
  
 Kippel (Rw) 51, 80, 239-240  
  
 Lalden (V) 238  
 Lausanne (Vaud) 14, 176  
 Laverna (H) 126  
 Lax (G) 20, 39, 50, 68, 70, 73, 239  
 Légations, Les (Italie) 56-57  
 Léman — (canton ; Vaud, pays et canton)  
 12-14, 21, 27-28, 34, 41, 72, 75\*, 94-95,  
 98, 105, 115-117, 124, 133-136, 147,  
 187, 194, 222-223  
 — (lac) 190  
 — Préfet national, v. Polier Henri  
 Lens (Se) 167, 238, 241  
 Leoben (Styrie) 132  
 Leva (prov. Cuneo) 110  
 Leytron (Ma) 21, 90, 115\*, 118, 150, 238,  
 240  
 Liddes (E) 21, 148, 161, 171\*, 176, 178,  
 183, 238, 240  
 Lingwurm (B) 73  
 Linth (canton) 35  
 Loèche — (dizain) 26, 150-151, 213  
 — (district) 30, 39, 50-51, 61-66, 68-70,  
 74\*, 79-80, 84, 86, 91-92, 124, 128  
 143, 145, 147\*, 150, 158, 160-161,  
 166-167, 170\*, 173-174, 185, 213, 228  
 à 229, 236-237, 239-240, 242-244  
 — (commune) 27, 38-39, 72-75, 80, 135,  
 164, 167-169, 173, 207, 239-240, 242  
 — SP : août 1798 - août 1799, v. Mat-  
 ter Joseph ; septembre 1799 - février  
 1802, v. Roten Antoine ; sous Turreau,  
 v. Brunner Pierre-Jacques et Roux  
 Georges  
 Loèche-les-Bains (L) 239-240  
 Lombardie (Italie) 13  
 Lötschen (L) 51, 79  
 Lucerne — (canton) 14, 34, 154, 194  
 — (commune) 67  
 Lugano (canton, Tessin) 35  
 Lunéville (départ. Meurthe-et-Moselle) 137 à  
 139, 144, 198, 201, 209, 226\*  
 Lyon (départ. Rhône) 153, 189, 214  
 — (Consulte de) 189, 196

- Malmaison, La (départ. Aisne) 146, 148, 152-154  
 Malte 56\*  
 Manche 13  
 Maregnena (Sn) 103  
 Marengo (prov. Alexandrie) 110, 131, 214  
 Martigny — (dizain) 150-151  
 — (district) 30, 51, 61, 66, 76, 81, 84, 92, 97-98, 123-124, 127\*, 129-130, 143\*, 148\*, 150\*, 158, 160, 164\*, 166-167, 170\*, 174\*, 176, 183\*, 187, 213, 232, 235, 237-238, 240, 242-244  
 — commissaire du district, v. Morand Philippe  
 — SP : août 1798 - octobre 1799, v. Berguerand Pierre ; novembre 1799 - janvier 1802, v. Gross Frédéric ; sous Turreau, v. Ducrey Marin-Joseph  
 — (commune) 21, 50, 77-78, 82, 109, 116-118, 122-123, 127, 145, 147, 150, 160, 162, 164, 167-168, 170-171, 175\*, 178-179, 183, 238, 240, 242\*  
 — (Bâtiaz) 179  
 — (Brocard) 118  
 — (La Plaine) 118  
 — (La Ville) 179  
 Martisberg (Ro) 239  
 Mase (H) 126, 168, 238  
 Massongex (Sm) 118, 149, 151, 161, 181\*, 239  
 Méditerranée 56\*  
 Miège (Se) 71, 185, 238  
 Milan — (prov. Milan) 13, 110  
 — (Milanais) 56  
 Millesimo (prov. Savone) 13  
 Mincio, r. (Italie) 110  
 Mollens (Se) 185, 241  
 Montana (Se) 185  
 Mont-Blanc (départ. France) 137  
 Montenotte (prov. Gênes) 13  
 Monthey — (dizain) 21, 23, 53, 89, 150-151, 213  
 — (district) 30, 38\*, 50-51, 53, 61-62, 66, 76, 81, 84, 87-88, 90, 92, 97-98, 100, 110, 115-116, 119, 123-124, 127\*, 129-130, 136-137, 147-150, 158, 160, 162, 164, 166-167, 169-170, 172-174, 177-179, 182\*, 187, 213, 231, 236-237, 239-240, 242-243  
 — receveurs : sous Turreau, v. Pignat Michel et Puy René  
 — SP : mai 1798 - février 1802, v. Du Fay P.-L. ; sous Turreau, v. Zumoffen F.-J. et Franc Joseph  
 — (commune) 50, 77, 85, 90-91, 115, 118-120, 122-123, 127, 137, 145\*, 147\*, 161, 164\*, 168-170, 173\*, 177-179, 182\*, 186, 239-240, 242  
 — (Monthesans) 119, 180  
 Mont-Terrible (départ., France) 141  
 Mörel (Ro) 20, 40, 51, 67\*, 72, 86, 213\*, 238  
 Morez (départ. Jura) 140  
 Morge, pont de la (Valais) 68, 72  
 Moselle, vallée de la (France) 13  
 Moutier, val de (Berne) 206  
 Mühlebach (G) 239  
 Mund (B) 65, 69, 73, 175, 238  
 Münster (G) 20, 68, 77, 239  
 Münstertal (G) 140\*  
 Muraz (Mo) 120, 147-148, 170, 182  
 Naples (prov. Naples) 56\*, 134  
 Naters (B) 23, 65, 86, 175, 238  
 Nax (H) 118, 126, 160-161, 169-170, 176-177, 238, 241-242  
 Nendaz (C) 21, 118, 126, 150, 176, 213\*, 238, 241  
 Neuenegg (Berne) 17  
 Neuchâtel 140\*  
 — prince de, v. Frédéric-Guillaume II  
 Neuveville (Berne) 140, 195  
 Neyres, Les (Mo) 182  
 Niederernen (G) 239  
 Niedergesteln (Rw) 69, 71, 161, 238  
 Niederwald (G) 20, 239  
 Novarais (Italie) 138, 236  
 Oberems (L) 239  
 Obergesteln (G) 68-71, 239  
 Oberland (Berne) 14, 34, 95, 123  
 Oberwald (G) 68\*, 70-71, 239  
 Ollon (Se) 78  
 Orient 56  
 Ormonts, Les (Vaud) 98  
 Orsières (E) 21, 161, 168, 171\*, 176, 183\*, 238, 240  
 Orvin (Berne) 140  
 Ossola (prov. Novare) 78  
 Ouchy (Vaud) 114  
 Outre-Rhône (Sm) 149, 151, 239-240  
 Palatinat (Allemagne) 13  
 Paris 11-12, 16-17, 95, 114, 134-135, 137, 139, 146\*, 156, 178, 188-189, 192, 195\*, 215-218, 220-223  
 Pays allemands v. Allemagne  
 Pays-Bas 13, 56-57  
 Pays de Gex (départ. Ain) 95  
 Petits cantons v. Waldstaetten  
 Piémont (Italie) 56, 98\*, 110, 134, 208  
 Pizzighettone (prov. Crémone) 110  
 Plaisance (prov. Emilie) 110  
 Pô, r. (Italie) 110\*  
 Pomatt, val de (prov. Novare) 6  
 Porte, La v. Constantinople  
 Porte-du-Sex, La (Mo) 78  
 Prusse 13, 57, 140  
 — roi de v. Frédéric-Guillaume II  
 Quartier d'en Bas (Mo) 239

- Randa (V) 38, 69, 168, 229, 237  
 Randogne (Se) 185  
 Rarogne (dizain et district) 20\*, 23\*, 26, 53, 150-151, 160-161, 213\*, 238  
 Raspille, r. (Valais) 71  
 Reckingen (G) 68, 239  
 République batave 138, 196  
 République cisalpine 12-13, 15, 18, 110, 132-136, 138-139, 162\*, 220, 222-223, 225  
 République ligurienne 134, 138  
 Rheintal (Suisse) 194  
 Rhin, r. (Suisse) 57, 134-135, 138  
 Rhône, r. (Valais) 14, 71-72, 78\*, 131-132, 135\*, 137-138, 140-141, 143, 146, 148, 153, 156, 188-190, 195, 205, 223\*, 225, 230, 233  
 — (glacier) 153  
 — (plaine du) 129  
 Riddes (Ma) 19, 21, 72\*, 78, 118\*, 127\*, 129, 150, 178, 183, 238, 240  
 Ried (B) 65, 113, 168, 238  
 Ried (G) 238  
 Rigiberg (Schwyz) 39\*  
 Ritzingen (G) 239  
 Rivoli (prov. Vérone) 13  
 Rome 56  
 — (Romains) 196  
 Russie 39, 56  
 — (Russes) 56  
 Saas (V) 38, 86, 237  
 Saillon (Ma) 21, 115\*, 123, 150, 160-161, 167, 170, 186, 238  
 St-Bernard, Grand (E) 96, 109, 125, 129\*, 134, 137, 210, 214  
 St-Gall (canton) 14\*, 194  
 St. German (Rw) 238  
 St-Gingolph (Mo) 50, 78, 120, 147, 182, 210\*, 239-240  
 St-Gothard (Uri) 134, 142  
 St-Léonard (Se) 78, 238  
 St-Luc (Se) 167  
 St-Martin (H) 126, 160, 167, 170\*, 176, 238, 241-242  
 St-Maurice — (dizain) 21, 23, 213  
 — (district) 30, 50-51, 61, 76, 84, 92, 97-98, 123-124, 127\*, 129, 137, 147, 149-150, 158, 160, 164, 166\*, 172-174, 178, 186-187, 213, 236-237, 239-240, 242-243  
 — receveurs : sous Turreau, v. Pignat Michel et Puy René  
 — SP : mai 1798 - février 1802 de Nuccé Hyacinthe ; sous Turreau, v. Franc Joseph et Zumoffen F.-J.  
 — (commune) 16-17, 20-21, 23, 26-27, 29-30, 50\*, 77-78, 87, 90, 116\*, 118-119, 127, 145, 149, 151, 159, 160-162, 164, 168-169, 173-175, 177-178, 181-182, 186, 190, 239-240, 242  
 St-Maurice de Laques (Se) 71, 238  
 St-Nicolas (V) 86, 145, 229, 237  
 St-Pierre de Clages (C) 115\*, 118  
 St-Urbain (prov. Padoue) 110  
 Salins (Sn) 126, 176, 213\*, 238  
 Salquenen (L) 239-240  
 Salvan (Sm) 21, 62, 149, 151, 161, 239  
 Säntis (canton) 35  
 Sardaigne 56  
 Sargans (canton), v. St-Gall  
 Sarine et Broye (canton), v. Fribourg  
 Savièse (Sn) 118, 126, 168\*, 176, 239  
 Savoie (France) 95  
 Savone (prov. Savone) 110  
 Saxon (Ma) 21, 118, 150, 183\*, 238, 240  
 Schaffhouse (canton) 14, 34, 194  
 Schwyz (canton) 154  
 Selkingen (G) 239  
 Sembrancher — (district) 30, 51, 53, 62, 76, 84, 90-92, 97-98, 118, 127\*, 148, 150, 158, 160, 164\*, 166-167, 170-172, 174-176, 178, 183, 186-187, 213, 236-238, 240-244  
 — SP : août 1798 - février 1802, v. Joris F.-E. ; sous Turreau, v. Contard Charles  
 — (commune) 21, 50, 90, 145, 161, 168, 171\*, 175-176, 180, 183\*, 186, 238, 240, 242  
 Sierre — (dizain) 21, 23, 27, 150-151, 213  
 — (district) 30, 38, 50-51, 53, 61-62, 68\*, 76, 79, 81, 84, 90, 92\*, 118, 123-124, 127\*, 129, 137\*, 143, 145\*, 149-150, 157-161, 164\*, 166-167, 170-171, 173-176, 180, 184-185, 213, 228-229, 235, 237-238, 241-244  
 — commissaire, v. Fontaine C. et de Courten M.  
 — receveur, sous Turreau, v. Hoffer Antoine  
 — SP : août 1798-février 1802, v. Monnier M. ; sous Turreau, v. Roux G.  
 — (commune) 26, 38, 50\*, 53, 71-72, 77-78, 100, 115, 117\*, 125, 127-129, 158, 162-163, 167-168, 171-173, 184-185, 238, 242  
 — (Glarey) 72  
 Simplon — (commune) 40, 79, 168, 238  
 — (route et col) 12, 72\*, 78, 111\*, 125, 129\*, 133-135, 137-138, 141, 157, 189, 192, 194, 210-211, 214\*, 226  
 Sion — (dizain) 17, 21, 23, 27, 150-151, 213  
 — (évêque) v. Blatter Jos.-Ant.  
 — (district) 30, 51, 66, 76, 84, 90, 98, 103, 123-124, 127\*, 129, 143, 145\*,

- 150, 157-160, 163, 166, 180, 213, 228, 237\*, 239, 241-244  
 — SP, v. Lieutenant du préfet national  
 — (commune) 23\*, 27\*, 32\*, 36, 38-39, 50\*, 62, 72, 74, 76-78, 82, 87\*, 89-90, 92, 100, 103, 105, 113, 117-118, 120-129, 132, 154, 157, 159-161, 164-165, 167-168, 171-172, 176\*, 181, 183, 186-187, 195, 200, 205, 211, 214-215, 219-220, 223, 230-231, 239, 241-242, 244  
 — (Sédunois) 127  
 Soleure (canton) 14, 23, 34, 75, 154, 194  
 Stalden — (district) 30, 50-51, 61\*, 63-66, 69-71, 74, 80-81, 84-86, 89, 92, 124\*, 127-128, 147, 149-150, 158, 164\*, 166-168, 175, 228-229, 235, 237\*, 242-244  
 — SP, août 1798-août 1802, v. Fux N.  
 — (commune) 86, 145, 163, 229, 237  
 Steg (Rw) 39, 80, 239  
 Strasbourg (dép. Bas-Rhin) 73-74  
 Täsch (V) 69, 229, 237  
 Tavernette (B) 72  
 Termen (B) 73, 113, 145, 168, 238  
 Thurgovie (canton) 14, 34, 194  
 Törbel (V) 237  
 Tortone (prov. Alexandrie) 110  
 Toscane (Italie) 111  
 Toulon (dép. Var) 56  
 Tourtemagne (L) 72, 74, 113, 128-129, 239-240  
 Trient (Ma) 27, 72  
 Troistorrents (Mo) 91\*, 100, 118, 120, 122, 145, 147-148, 161, 168, 170, 182, 186\*, 239-240  
 Tschingeren (L) 73  
 Tuffe, montagne de la (dép. Jura) 140  
 Turin (prov. Turin) 110, 214  
 Turquie 56  
 Turtig (Rw) 74, 238  
 Tessin (canton) 135, 154  
 — v. aussi Bailliages italiens  
 Tyrol (Autriche) 57, 134  
 Ulrichen (G) 71, 239  
 Unterbach (Rw) 161, 238  
 Unterems (L) 239  
 Unterwald (canton) 14, 154  
 Unterwassern (G) 68, 70-71, 239  
 Uri (canton) 14, 154  
 Urseren (Uri) 69  
 Val d'Illeiez v. Illeiez  
 Valteline (prov. Sondrio) 139, 206, 222  
 Varone (L) 71-73, 80, 185, 239-240  
 Vaud v. Léman  
 Venthône (Se) 71, 167, 185, 238, 241  
 Vernamiège (H) 118, 126, 161, 168  
 Venise (prov. Vénétie) 134  
 Vérossaz (Sm) 62, 118, 147, 149, 178, 239-240  
 Vétroz (C) 52, 118, 126, 150, 239  
 Vevey (Vaud) 176  
 Vex (H) 126, 177, 183, 238, 241  
 Veysonnaz (Sn) 126, 160-161, 213\*  
 Via Mala (Grisons) 135  
 Viège — (dizain) 20, 23\*, 150-151, 213,  
 — (district) 30, 51, 61, 64-66, 69-70, 80\*, 84-86, 91-92, 124\*, 128, 143, 146-147, 150\*, 160, 166, 213, 228-229, 236-238, 244  
 — (vallée) 72  
 — SP : août 1798-juin 1801, v. Lang I. ; juillet 1801-février 1802, v. Roten A., ; sous Turreau, v. Fux N.  
 — (commune) 50, 68, 72, 74, 77, 127\*, 145, 147\*, 163-164, 238  
 Vienne (Autriche) 201  
 Vièze, r. (Mo) 119  
 Villeneuve (Vaud) 128-129, 154  
 Vionnaz (Mo) 91, 100, 120, 147, 182, 239-240  
 Visperterminen (V) 38-39, 146, 237  
 Vollèges (E) 21, 118, 161, 171\*, 175-176, 183, 238  
 Vouvry (Mo) 91, 120, 147, 161, 168, 170, 182, 186\*, 239-240  
 Waldstaetten (canton) 35, 38-39, 41, 55, 60, 194\*  
 Wiler (L) 51, 80, 239-240  
 Wiler (G) 239  
 Zeneggen (V) 238  
 Zermatt (V) 38, 69, 86, 168, 229, 237  
 Zoug (canton) 14  
 Zurich (canton) 14, 34, 194  
 Zurzach (Argovie) 138

# Index des noms de personne

## Remarques

Nous renvoyons une fois pour toutes à l'*Armorial Valaisan*, Zurich, 1946, et au *Dictionnaire historique et biographique de la Suisse*, Neuchâtel, 1921-1934, 7 volumes, sans cesse utilisés pour l'établissement de cet index biographique. Nous donnons cependant entre parenthèses les sources qui ne sont pas citées dans le texte et, s'il y a lieu, nous ajoutons les indications bibliographiques.

L'astérisque (\*) indique que le nom cité figure plus d'une fois dans la page.

Quand le millésime est suivi ou précédé de deux chiffres entre parenthèses ou non, le 1<sup>er</sup> indique le quantième, le 2<sup>e</sup>, le mois.

## Abréviations

A	= agent	Ma	= Martigny
AS	= administrateur suppléant	Mo	= Monthey
B	= Brigue	mun.	= municipal
CA	= Chambre administrative	prés.	= président
DE	= Directoire exécutif	prov.	= provisoire
E	= Ernen	Sa	= Stalden
H	= Hérémence	Se	= Sierre
helv.	= helvétique	Sm	= St-Maurice
JC	= juge cantonal	Sn	= Sion
JCS	= juge cantonal suppléant	SP	= sous-préfet
JD	= juge de district	Sr	= Sembrancher
JTS	= juge au Tribunal suprême	V	= Viège
L	= Loèche	v.	= voir

Advocat, Antoine (1747-1816), imprimeur à Sion 176

Advocat, Joseph-Antoine (1785-1845), imprimeur à Sion 176

Albrecht, Valentin, A de Goppisberg, Bister et Filet 238

Allet, Alexis (François-) (1744-1814), de Loèche, gouverneur à Sm en 1794 (AV, H 34, n° 5896), élu JD de L en 1798 (22/7) puis exclu par tirage au sort en 1799 (?/11), élu AS en 1799 (?/11) (AV, H 31, n° 3211) 86, 236, 242-243

Amacker, Jean (1755-1832), membre du comité central des deux tiers d'en bas

du dizain de Rarogne (AV, H 1, pap. 8), élu JD de V en 1798 (22/7) 236

Ambord, Joseph-Louis, A de Grengiols 69, 71, 238

Ambuel, Balthasar, officier, scrutateur en 1799 (8/4) pour les élections municipales de Sn (AV, H 30 n° 1701) 37  
Andenmatten, François-Joseph, élu JD de V en 1798 (22/7), prés. du tribunal de V en 1798 (16/8) (AV, H 29, n° 107) 236, 244

Anderledi, Franz-Joseph, A de Ried 238

Andermatt, Joseph-Leonz (1740-1817), général des troupes helv. 203

Anderwert, Joseph (1767-1841), d'Emmishofen, sénateur helv. 203

- Anthamatten, Joseph, élu JD de Sa en 1798 (22/7), exclu par tirage au sort en 1799 (?/11) 235, 242
- Antille, Joseph, A de Miège 238
- Arnold, capitaine français 158
- Arnold, Aloïs, A de Glis 238
- Antony, Antoine, élu prés. mun. de Ma en 1800 (6/5), veut démissionner en 1801 (?/11) (AV, H 16, n° 173), mun. de Ma sous Turreau 170
- Aubert, François-Joseph, mun. de Ma sous Turreau 170
- Aubert, Jean-Maurice, A de Bovernier 238
- Augustini, Antoine (-Marie) (1742-1823), de Macugnaga, avocat et notaire à Brigue, suppléant du DE prov., se rend à Berne en 1798 (25-26/3), élu sénateur en 1798 (2/5), électeur de Venthône à l'assemblée électorale de 1799 dont il est prés., sénateur exclu par le sort et réélu en 1799 (7/11) (AV, H 31, n° 3170), nommé membre de la CA en 1801 (13/1) (AV, H 34, n° 5945), accepte ce poste le 13/2 (AV, H 14, n° 299), préside la CA dès le 14/2 (AV, H 34, n° 6025), et le 4/3, député de la CA, à Berne, électeur en 1801 (?/8), membre de la commission de constitution, représentant à la diète helv. en 1801 (?/9), député à Berne en 1802 (?/3), arrêté par Turreau le 2 puis libéré le 24 mai, se rend en mission à Berne le 24/5, député à la diète valaisanne en 1802 (?/8) 16-17, 25, 85, 137-138, 143-145, 149-152, 162\*, 166, 169\*, 183-185, 199-201, 204-205, 215-216, 218\*, 223, 234, 241, 243-244
- Bailly de Monthion, François-Gédéon, comte (1776-1850), chef d'état-major des divisions du Simplon et du Valais en 1800-1803 157-158
- Baldinger, Johann-Ludwig (1769-1860), de Baden, sénateur helv. 203
- Balet, Jean-Baptiste, élu JD de Sn en 1798 (23/7) 237
- Balet, Pierre, élu JD de Sm en 1798 (23/7), électeur de Sm en 1801 (?/7) 149, 236
- Bandolier, François, de Granges, originaire du Jura français 184
- Barberini, Emmanuel, ex-grand-banneret, membre du comité d'administration prov. de Sn (AV, H 1, pap. 17), élu AS en 1798 (22/7), élu régisseur de Sn en 1799 (16/4), AS démissionnaire (AV, H 30, n° 1843) puis exclu par tirage au sort en 1799 (?/11), membre puis prés. du comité des secours pour le Haut-Valais en 1799 (AV, Rz, 75/11 et AV, R 2/1, fol. 197, verso) 53, 76, 81-83, 235, 243
- Barlatay, Jean-Pierre, prés. de la chambre de régie de Mo, électeur pour Mo en 1799, élu JD de Mo en 1799 (?/11) (AV, H 31, n° 3211) 119, 240, 242
- Barman, Jean-Pierre, cabaretier, mun. de Mo sous Turreau 178, 181\*
- Barman, Joseph, de St-Maurice, notaire, élu JCS le 22/7 1798, puis JC le 7/11 1799, électeur pour Sm en juillet 1801 30, 89-90, 149, 235, 241
- Barman, Joseph-Antoine, de St-Maurice 21
- Barras, Paul (1755-1829), membre du Directoire français 133
- Barthélemy, François (1750-1830), membre du Directoire français 132, 153
- Baruchet, Jean-Evangéliste-Nicolas, condamné, en 1794, au bannissement perpétuel (AV, H 36, n° 6754), franco-philie sous le régime helv. 136
- Bay, Ludwig (David-) (1749-1832), de Berne, directeur helv. 202-203
- Bégoz, Louis (1763-1827), d'Aubonne, membre du Gouvernement helv. dont il fut ministre des Relations extérieures 57, 66, 135\*, 137, 139, 142, 146, 148, 152, 154, 202
- Bender, Jean-Maurice, A de Fully, député de cette commune au « pèlerinage de Berne » en 1802 (27/2) (Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, p. 116), mis sous surveillance par Turreau en 1802 (21/3) et libéré le 6/4 168, 238
- Bender, Pierre-Marie, élu JD de Ma en 1798 (22/7), électeur de Fully en 1799 236-240
- Bérard, Frédéric, A d'Ardon 238
- Berguerand, Pierre († 1799), membre du comité prov. de Ma, SP prov. du district de Ma en 1798 (17/5), confirmé à ce poste le 8/8 (AV, Rz, 74/9/30 et AV, H 29, n° 67), secrétaire rédacteur de la CA dès le 7/7 1799 (AV, H 31, n° 2463), décédé en octobre (AV, H 31, n° 2993) 61, 232, 237
- Bernadotte, Jean (1763-1844), général français 57
- Bernardini, Charles († 1799), SP de Sn, nommé lieutenant du préfet national en 1798 (27/7) (AV, H 22, fasc. 7, n° 4 bis), décédé en août (AV, H 32, n° 3643) 36-37, 62, 66, 237
- Berthod, Jean-Christien, dit le major, de Vernamiège, A de Nax, électeur de cette commune en 1799, nommé lieutenant du bataillon de l'arrondissement oriental en 1799 (4/3) (AV, H 30, n° 1511), JD d'H en 1799 (?/11) 168, 238, 241-242



- Berthold, Joseph, A de Stalden 237  
 Bertholet, lieutenant français dans le bataillon Veilande 179\*
- Bertrand, Antoine-Joseph (1767-1835), général français 136
- Beytrison, Joseph, élu JD d'H en 1798 (22/7), électeur pour St-Martin en 1799 235, 241
- Bezard, fournisseur de vivres 131
- Bignetty, Jean-Baptiste 39
- Biner, Pierre, A de Zermatt 237
- Bircher, Jean-Joseph, de Fiesch, notaire, élu JD d'E le 23/7 1798, nommé SP d'E le 8/8 1798 50-51, 61, 68-71, 85, 237
- Bittel, Chrétien, élu JD d'E en 1798 (23/7) 237
- Blanc, Joseph, mun. de Mo sous Turreau 169
- Blanc, Michel, élu JD de Sn en 1798 (23/7) 237
- Blanc, Théodule, mun. d'Ayent, député de cette commune au « pèlerinage de Berne » en 1802 (27/2) (Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, p. 116), mis sous surveillance par Turreau en 1802 (21/3) et libéré le 6/4, député à la diète valaisanne en 1802 (26/8) 168, 244
- Blanchard, Jean-Pierre, électeur d'Outre-Rhône en 1799 240
- Blatter, Jean, A de Steg 239
- Blatter, Joseph-Anton (1754-1808), évêque de Sion dès 1790 22, 35-36, 150, 162, 211, 214
- Bognard, Denis, mun. de Sm sous Turreau 181
- Bollut, Pierre, A de Troistorrents 239
- Bonaparte, Napoléon (1769-1821), Premier Consul (novembre 1799-mai 1804), Empereur (mai 1804-juin 1815) 13\*, 56\*, 129, 132-141, 148, 153-154, 156, 159, 162\*, 179, 187-192, 194-201, 204\*, 209\*, 211-214, 216-219, 221-227
- Bonfantin, Joseph-Ignace, notaire à Evolène (?), originaire d'Italie 186
- Bonivini, Adrien (-Pierre), de Venthône, élu JC en 1798 (22/7), destitué lors de l'affaire L. Robriquet en 1799 (26/4), réhabilité en septembre, électeur pour Venthône et réélu JC en novembre, procureur de Mollens en 1802 87, 185, 234, 241\*
- Bons, Charles (-Louis) de, (1756-1841 ?) 63
- Bons, Jacques de, élu AS en 1798 (22/7) 235
- Bons, Joseph-Emmanuel de (1739-1810), de St-Maurice, élu membre du Grand Conseil en 1798 (3/5), exclu par tirage au sort en 1800 (1/5) (Strickler, t. V, p. 1488) 25, 234
- Bonvin, Charles, notaire, JCS dans l'affaire L. Robriquet 87, 90
- Bonvin, Charles-Antoine, notaire à Sion 90\*
- Bonvin, Jean, procureur pour Grône en 1802 185
- Bonvin, Michel, électeur pour Lens en 1799 185, 241
- Bonvin, Nicolas, procureur pour Montana en 1802 185
- Bonvin, Romain, métral et saunier d'Arbaz, élu JD de Sn en 1798 (23/7), électeur pour Arbaz en 1799 237, 241
- Bouchard, Jean-Laurent, A de Saillon 238
- Bourgeois, Jean-Baptiste, médecin 14
- Bourgeois, Léonard, élu JD de Ma en 1798 (22/7), exclu par tirage au sort en 1799 (?/11) 92, 236, 242
- Bridy, François, élu JCS en 1798 (22/7) 87, 235
- Briguet, Ignace-Sébastien, notaire, élu JCS en 1798 (22/7) 87, 235
- Brindlen, Jean, A de Termen 238
- Briw, Jean, A de Mühlebach, Ernen et Niederernen 239
- Bruchez, Augustin, A de Bagnes dont il est l'électeur en 1801 (AV, H 16, n° 61) 53, 238
- Bruchez, Jean-Baptiste, A de Saxon 238
- Brune, Guillaume (-Marie-Anne) (1763-1815), chef des troupes de l'armée du Rhin et d'Italie réunies à la frontière de Suisse le 27/1 1798, en prit le commandement à Lausanne le 5/2, nommé commandant en chef de l'armée d'Italie le 8/3, quitta le commandement de l'armée d'Helvétie le 27/3, prit celui de l'armée d'Italie le 4/4 et le quitta le 31/10 1798 12-16, 19, 134\*, 220
- Brunner, Pierre-Jacques, châtelain de Loèche, s'enfuit lors de l'insurrection de 1798, nommé SP de L par Pittier en 1802 (31/1) (AV, Rz, 72/33/35), refuse cette nomination 166, 173
- Bruttin, Jean-Jacques, notaire, électeur pour Grône en 1799, élu JCS en 1799 (?/11) 87, 241-242
- Bruttin, Jean-Maurice, élu JD d'H en 1798 (22/7) 235
- Buman, Jean 39
- Buxtorf, Andréas (1740-1815), de Bâle, sé-nateur helv. nommé commissaire en Valais en 1799 (4/4), abandonne ce poste en juin, envoyé à nouveau en Valais le 3/7 (Strickler, t. IV, p. 917), il n'y paraît cependant pas 70-71, 73, 88-89, 99-100, 136

- Caloz, Boniface (Pierre-), de Chalais, notaire, élu JD de Se en 1798 (22/7), député de Chalais au « pèlerinage de Berne » en 1802 (27/2) (Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, p. 116), mis sous surveillance par Turreau en 1802 (21/3) et libéré le 6/4, procureur pour sa commune en 1802 168, 184-185, 235
- Calvin, Jean (1509-1564), réformateur 22
- Carrière, fournisseur de vivres 131
- Cavelli, Jean-Joseph, A d'Orsières 238
- Cavelli, Pierre-Nicolas, élu JD de Sr en 1798 (22/7), électeur pour Orsières en 1799 puis en 1801 (AV, H 16, n° 61) 236, 240
- Cazalis, fournisseur de vivres 131
- Céard, Nicolas (1745-1821), ingénieur en chef du département de l'Ain (France) 133
- Championnet, Jean-Antoine-Etienne (1762-1800), général français 56
- Chapelet, Charles, de Troistorrents, notaire, secrétaire de la municipalité et de la chambre de régie du lieu (AV, H 31, n° 2397) 91, 147\*
- Chapelet, Joseph, de St-Maurice, ancien capitaine au service de France (AV, H 30, n° 1508), élu JD de Sm en 1798 (23/7), nommé commandant pour l'arrondissement occidental en 1799 (4/3) (AV, H 30, n° 1506), refuse ce poste le 1/4 (*ibidem*, n° 1635) 236
- Chapelet, Pierre-Antoine, A de Salvan en 1798 (23/9) (AV, Rz, 74/9/22) 239
- Chapelet, Pierre-Joseph, notaire, secrétaire de Fr.-J. Zumoffen 172-173
- Chapéron, Jean, A de St-Gingolph, électeur de cette commune en 1799 239-240
- Charles, Archiduc d'Autriche (1771-1847) 57
- Chastonay, Nicolas (François-) de (\* 1760), grand-châtelain du dizain de Se (AV, Rz, 74/9/31), élu JD de Se en 1798 (22/7), mun. de Se en 1802 (AV, Rz, 58/14/19), procureur pour Venthône en 1802 185, 235
- Chastonay, Pierre-Joseph de (\* 1753?), membre du DE prov. du Valais, nommé greffier du Tribunal cantonal (v. notre article, *Pierre-Joseph de Chastonay et l'insurrection de 1799*, dans *Ann. Val.*, 1955, pp. 241-270) 54
- Chevillot, Zacharie, mun. de Ma sous Turreau 170
- Claivaz, Pierre-François, A de Finhaut 239
- Clausen, Jean-Joseph, A de Bellwald et de Fieschertal 239
- Clavel, Louis (1762-1808), officier helv. 121
- Clément, Maurice (Jean-) (1736-1810), de Champéry, vicaire à Illiez dès 1780 (v. S. Rey, *Notice historique sur le Vicaire Clément*, dans *Ann. Val.*, 2<sup>e</sup> S., t. 2, 1931-1935, pp. 312-323) 169\*, 178
- Combel, Mathieu (?), mun. de Mo sous Turreau 169
- Comeyras, Pierre-Jacques-Bonhomme († 1798), avocat, diplomate français chargé d'affaires de France dans les Grisons 132\*
- Constantin, Antoine, électeur pour Ayent en 1799, élu JD de Sn en 1799 (?/11) 241-242
- Contard, Charles (-Emmanuel ?), nommé SP de Sr par Pittier en 1802 (31/1) (AV, Rz, 72/33/35) 166, 171, 183\*
- Coquoz, Jean, électeur à Sm en 1801 149
- Coquoz, Pierre-François, électeur pour Evionnaz en 1799 240
- Cornut, Jean-Emmanuel, A de Vouvry dont il est l'électeur en 1799 239-240
- Courten, Adrien (-Eugène-Antoine) de (1771-1835), de Sierre, nommé AS en 1799 (30/7), refuse cette place le 12/8 (AV, H 31, n° 2645), mun. de Se en 1799 (*ibidem*, n° 2506), il en est le président et le procureur en 1802 83\*, 184-185
- Courten, Joseph de, élu JD de Sn en 1798 (23/7), il en est le prés. dès le 28/7 (AV, H 29, n° 46) 69, 237
- Courten, Maurice de, adjoint du commissaire du district de Se dès le 30/1 1800 (AV, Ried. R 2/1, fol. 114) 162, 218
- Courten, Pancrace de, député de Sierre au « pèlerinage de Berne » en 1802 (27/2) (Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, p. 115), mis sous surveillance par Turreau en 1802 (21/3) et libéré le 24/5 168-169
- Crettaz, Etienne, élu JD de Se en 1798 (22/7), député à la diète valaisanne en 1802 (?/8) 235, 244
- Cropt, Bernard-Antoine, élu JC en 1798 (22/7), destitué lors de l'affaire L. Robriquet en 1799 (26/4), réhabilité en septembre et réélu JD en 1799 (7/11) (AV, H 31, n° 3170) 87, 234, 241
- Curdy, Hyacinthe, A de Bouveret 239
- Dalbon, commissaire des guerres français 122\*
- Dallèves, Pierre-Joseph, de Sembrancher, élu AS en 1798 (22/7), électeur pour Sr en juillet 1801 (AV, H 16, n° 61) 82\*, 175, 235

- Damay, Etienne, mun. de Ma sous Turreau 170
- Damay, Jacques, mun. de Ma sous Turreau 170
- Darbellay, Germain (-Nicolas ?), de Germain, A de Liddes, nommé capitaine du bataillon oriental en 1799 (4/3) (AV, H 30, n° 1506) 238
- Darbellay, Hyacinthe, de Monthey, notaire 89, 91
- Darbellay, Valentin, élu JC en 1798 (22/7), destitué lors de l'affaire L. Robriquet en 1799 (26/4), réhabilité en septembre puis réélu en novembre 87, 234, 241
- Daven, Jean-Claude, électeur pour Conthey en 1799 241
- David, garde-magasin à Martigny 122
- Débonnaire, Denis, mun. de Sm sous Turreau 178
- Décaillet, Jean, électeur pour Salvan en 1801 149
- Declavibus, François-Antoine (\* 1763), élu JD de Se en 1798 (22/7), nommé greffier du tribunal de ce district le 30/7 1798 (AV, H 29, n° 59), juge exclu par tirage au sort en 1799 (?/11), procureur pour Miège en 1802 90, 92, 185\*, 235, 242
- Delasoie, Etienne-Gaspard (1768-1844), élu membre de la CA en 1798 (5/5), exclu par le tirage au sort en 1799 (?/11), élu JC en 1799 (?/11), député à la diète valaisanne en août 1802 25, 32, 53, 81-82, 86, 162, 183, 234, 241, 243-244
- Delasoie, Etienne, élu JD de Sr en 1798 (22/7) 236
- Delherse, Claude-Louis, mun. de Mo sous Turreau 169
- Derivaz, Jean-Pierre, élu JD de Sm en 1798 (22/7), électeur pour Saxon en juillet 1801 149, 236
- Deschallen, Lucas (Jean-) (1766-1821), de Viège, élu JC en 1798 (22/7), destitué lors de l'affaire L. Robriquet en 1799 (26/4), réhabilité en septembre puis réélu en novembre, offre sa démission en 1800 (?/9) (AV, H 34, n° 5553), elle est refusée en décembre (*ibidem*, n° 5769) 80, 87-88, 234, 241
- Devantéry, Jean (-Joseph-Théodose) (1733-1809), banneret de Mo de 1759 à 1764 et de 1769 à 1777, élu JD de Mo en 1798 (22/7), destitué lors de l'affaire L. Robriquet en 1799 (26/4), réhabilité en septembre
- Devantéry, Théodose (-Louis) († 1800), fils de Jean, membre du comité central de la Bannière de Mo dont il est l'électeur en 1798 (AV, Rz, 74/9/16), greffier du tribunal du district de Mo (AV, H 1, pap. 140), président de la municipalité de Mo (AV, H 31, n° 3211), élu AS en 1799 (?/11), décédé en février 1800 (AV, H 36, n° 6841) 86, 243
- Dognier, Barthélemy, d'Illeiez, juge de cette commune sous l'ancien régime, élu JCS en 1798 (23/7), abandonne cette fonction en 1799 (?/11) 91, 235
- Dolder, Johann-Rudolf (1753-1807), de Meilen, élu au Sénat helv. en 1798, au DE en 1799, prit part aux coups d'Etat du 7/1 et du 8/8 1800 148, 154\*, 202, 206
- Donnet, Jean, de Choëx, juge de paix sous l'ancien régime et membre du comité central de la bannière de Mo, nommé A de sa commune en 1798 (12/8) (AV, Rz, 74/9/16), électeur pour Choëx en juillet 1801 (*ibidem*, 74/9/33) 239
- Donnet, Joseph, sous l'ancien régime, secrétaire du juge de Troistorrents, élu JD de Mo en 1799 (?/11), mun. (?) de Mo sous Turreau 91, 169, 236
- Dubettier, Joseph, électeur pour Sm en 1799, prés. de la municipalité de St-Maurice, offre sa démission en décembre 1799 (AV, H 32, n° 3570), elle est refusée le 20/1 1800 (*ibidem*, n° 3707) 240
- Dubosson, Hyacinthe, élu JD de Mo en 1798 (22/7), destitué lors de l'affaire L. Robriquet en 1799 (26/4), réhabilité en septembre 91, 236
- Dubosson, Joachim, de Troistorrents, électeur pour sa commune en 1799 240
- Dubuis, Ignace-Adrien († 1799), prés. et saunier de Savièse (AV, H 1, pap. 21), élu JD de Sn en 1798 (23/7), décédé en décembre 1799 (AV, H 31, n° 3458) 87, 237
- Dubulluit, Joseph, de Vérossaz, électeur pour cette commune en juillet 1801 149
- Duc, Ignace, procureur pour Chermignon en 1802 185
- Duc, Jean-Joseph (1748-1822), de Conthey, notaire, officier en France, major de Daillon, banneret et châtelain de Conthey, major de la Grande Bannière d'Entremont-Conthey en 1784, élu membre du sénat helv. le 3/5 1798 où il entre le 14/5 (Strickler, t. I, p. 628), JD de Sn en 1799 (AV, H 31, n° 2423), électeur en 1801 (?/7) (AV, Rz, 74/9/33), député à la diète helv. en 1801 (?/9), envoyé en députation à Berne pour obtenir du gouvernement une juste répartition des frais occa-

- sionnés par le passage des troupes françaises en Valais en 1801 (AV, Rz, 72/21; — pour cette députation, cf. *ibidem*, 58/1/1 et 3), nommé membre de la CA en 1802 (12/1) (AV, H 36, n° 6948), en députation à Berne en mars 1802 (AV, Rz, 49/35/18), nouvelle députation à Berne en avril 1802, député à la diète valaisanne en août 1802, grand-châtelain de Sion en 1803, juge au Tribunal suprême de 1803 à 1810, prés. du dizain de Conthey de 1817 à 1822 25, 52, 74, 90, 152, 186\*, 199-201, 211\*, 215, 234, 244
- Duc, Jean-Séverin, fils du précédent, élu JD de Sn en 1798 (23/7), exclu par tirage au sort en 1799 (?/11), élu JC en 1799 (12/11), député de Conthey au «pèlerinage de Berne» en 1802 (27/2) (Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, p. 116), mis sous surveillance à Sion par Turreau le 21/3 et libéré le 6/4 1802 168, 237, 241-242
- Duchoud, Jean-Antoine, mun. de Mo sous Turreau 169
- Ducrest, chef de bataillon français 74
- Ducrey, Marin-Joseph, A de Ma dès octobre 1799, SP de Ma sous Turreau dès le 31/1 1802 (AV, Rz, 72/33/35) 166-167
- Ducrey, Nicolas-Joseph, mun. de Ma. sous Turreau 170
- Ducrue, André, nommé SP de Sn le 19/5 1800 (AV, H 32, n° 4428), destitué par de Rivaz le 25/12 1801, nommé receveur général des contributions sous Turreau le 23/1 1802, (Strickler, t. VII, p. 948, n° 23), nommé membre de la CA militaire le 10/2 et mis en place le 12/2 1802 (*ibidem*, t. VII, p. 975) 111, 143, 145, 153, 157-158, 163, 166-167, 176\*
- Du Fay, Pierre-Louis (-Antoine) (1768-1843), dernier seigneur de Tannay sur Vouvry, officier dans le régiment suisse de Courten dès 1784, membre du comité général du Bas-Valais 1798, membre de l'Assemblée représentative du Valais, châtelain de Mo, SP prov. de Mo dès le 15/5 1798, confirmé le 8/8 (AV, Rz, 74/9/16), commis des sels du district de Mo (AV, H 1, pap. 29), destitué de la place de SP lors de l'affaire L. Robriquet le 26/4 1799 (AV, Rz, 73/9/16), réhabilité en septembre 1799, élu membre de la CA le 7/11 1799 (AV, H 31, n° 3170) mais se désiste (*ibidem*, n° 3204), député par la CA à Berne le 4/3 1801, prés. du corps électoral de Mo en 1801 (?/7) (AV, Rz, 57/1/34), élu électeur du district mais se désiste, destitué de SP par Pittier le 31/1 1802, mis sous surveillance par Turreau du 16 au 26/2 1802 (Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, pp. 98 et 135, note), mis à nouveau sous surveillance le 21/3 mais grâcié par Turreau, député de Mo à l'assemblée électorale du 23/8 puis à la diète valaisanne du 26/8 1802 53, 61-62, 65, 81, 85, 88, 100\*, 110, 119-120, 122\*, 127-128, 136-137, 143, 147-149, 151, 153, 158, 162, 164-168, 170\*, 172-174, 177-183, 231-232, 237, 243
- Dufour, Michel (1768-1843), de Vionnaz, établi à Monthey, Dr en droit, major de Mo en 1792, élu JC le 22/7 1798, destitué lors de l'affaire L. Robriquet le 26/4 1799, puis réhabilité en septembre, électeur pour Vionnaz en 1799, réélu JC le 7/11 1799, inspecteur général des troupes du Valais, député du district de Mo à la diète valaisanne en 1801 (29/7) (AV, H 35, n° 6548), grand-châtelain de Mo, membre du Tribunal suprême en 1804, conseiller d'Etat de 1808 en 1810 et de 1817 en 1839, grand-juge de 1815 à 1817, grand-bailli de 1829 à 1830 et de 1835 à 1836 149, 234, 240-241
- Durier, Claude, A de Val d'Illiez 239
- Dutarte, Adrien, A de St-Maurice 239
- Duterreux, Alexandre (-Maximilien) (1766-1833), d'Avenches, commissaire des guerres helv. 103
- Duvernay, secrétaire de la municipalité de Mo sous Turreau 173
- Eister, Eugène, élu JD de B le 22/7 1798 235
- Emonet, Maurice († 1807), élu JD de Sr le 22/7 1798, il en est le prés. dès le 16/8 (AV, H 29, n° 107) 91, 236
- Escher, Hans-Conrad (1743-1814), de Zurich, sénateur helv., fédéraliste 203\*
- Escher, Joseph, A de Brigue 238
- Evêque de Sion, v. Blatter, Joseph-Anton
- Exquis, Gaspard-Joseph III (1747-1808), de Liddes, abbé de St-Maurice dès 1795 36
- Favre, Barthélemy, A de Vex 238
- Favre, Joseph-Antoine, A de Chamoson 238
- Favre, Vincent, élu JD d'H le 22/7 1798, électeur pour les Agettes en 1799, exclu par tirage au sort de la place de JD en 1799, élu JC le 7/11 1799, dé-

- puté à la diète valaisanne du 26/8 1802 235, 241-242, 244
- Fay, Pierre-Didier, de Collombey, nommé JD de Mo en août 1799 91\*
- Finsler, Hans-Conrad (1765-1839), de Zurich, membre du Gouvernement helv. dont il est le ministre des Finances jusqu'en novembre 1799 59
- Flue, Nikodem von (1734-1823), de l'Obwald, sénateur helv., fédéraliste 203
- Follonier, Pierre-Antoine, élu JC le 22/7 1798, SP d'H, élu JCS en 1799 51, 64, 87, 164, 177, 234, 237, 242
- Fontaine, commissaire du district de Se 127-129
- Fontaine, Claude, élu JD de V le 22/7 1798 91, 236
- Fontaine, Claude, A de Sierre 238
- Fontaine, Jean, mun. de Se sous Turreau 158
- Fontaine, Joseph, élu JD de Se le 22/7 1798 235
- Fontaine, Pierre-Claude, mun. de Se sous Turreau 158
- Forclaz, Pierre-Antoine, élu JCS le 22/7 1798, réélu en 1799 (?/11) 87, 235, 242
- Fournier, Maurice, A de Nendaz 238
- Fracheboud, Joseph, A de Vionnaz 239
- Français, les 66, 69, 110, 123, 135, 170, 175\*, 177\*, 181, 204, 225
- Franc, Joseph, ancien instituteur à Saint-Maurice, mun. de Mo en 1799, temporairement SP de Sm et de Mo sous Turreau, membre de la CA sous Turreau, prés. de la municipalité de Mo sous Turreau 119, 166, 169, 173, 178, 181\*
- Franc, Joson, cabaretier à Monthey 182
- Franc, Théodore, messenger postal de Monthey à St-Maurice dès la mi-juillet 1802 183
- Francière, Pierre, d'Orsières, prés. de cette commune, député par elle et par celle de Liddes au «pèlerinage de Berne» le 27/2 1802 (Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, p. 117), mis sous surveillance par Turreau le 21/3 et libéré le 6/4 1802 168
- Frédéric-Guillaume II, roi de Prusse et de Neuchâtel 209
- Frisching, Karl-Albrecht (1734-1801), de Berne, membre du Conseil exécutif en 1800, sénateur helv., fédéraliste 202-203
- Frossard, Jean-François, élu JD de Ma le 22/7 1798 236
- Frossard, Pierre-Nicolas, électeur pour Liddes en 1799 240
- Füssli, Johann-Heinrich (1745-1832), de Zurich, membre du Sénat et du Petit Conseil en février 1802, l'un des auteurs du coup d'Etat du 17/4 1802 193, 199-200, 203-204, 206\*
- Fux, François, A d'Embd 237
- Fux Pierre-Nicolas, élu JD de V le 22/7 1798, nommé SP de Sa le 8/8 1798 (AV, H 29, n° 67), SP de Sa et de V sous Turreau 38, 61, 70-71, 74, 80-81, 85, 124, 147, 158, 164\*, 166\*, 175, 236-237
- Gagnioz, Emmanuel, receveur du district de Ma sous Turreau 167
- Gard, Frédéric (1767-1843), de Bagnes, notaire, élu JD de Sr le 22/7 1798, nommé capitaine du bataillon oriental par le DE le 4/3 1799 (AV, H 30, n° 1506), commissaire des guerres du district de Sr, électeur en juillet 1801, reçu membre de la loge maçonnique du Mont-Joux-St-Bernard à Martigny le 12/3 1803 (AV, Rz, 70/4/45) 122, 162, 236
- Garny, Jacques, A d'Evionnaz 239
- Gattlen, François, élu JD de Sa le 22/7 1798 235
- Gaudin, Augustin, A de Granges 238
- Gauthier de l'Ain, ancien représentant du peuple français 133
- Gay, Bruno, de Martigny, nommé chef du 2° bataillon d'élite le 4/3 1799 (AV, H 30, n° 1506), élu JCS en 1799 (?/11) 242
- Gay, Elie, élu JCS le 22/7 1798, nommé JD de Ma le 17/12 1799 (AV, H 31, n° 3491), puis prés. de ce tribunal dès le 23/12 (*ibidem* n° 3495) 87, 235
- Gay, Emmanuel, élu JCS le 22/7 1798, nommé greffier du tribunal du district de Ma le 24/8 1798 (AV, H 29, n° 165), député à la diète valaisanne du 26/8 1802 87, 235, 244
- Genolet, Georges, élu JD d'H le 22/7 1798, nommé prés. de ce tribunal le 16/8 1798 (AV, H 32, n° 107) 235
- Germanier, Jean-Pierre, A de Conthey et Vétroz 239
- Gex, Pierre-Maurice, A de Vérossaz 239
- Gex-Obussier, L., de Vevey, membre du Gouvernement helv. 126
- Gillet, commissaire des guerres français 136
- Giroud, Jean-Joseph, élu JD de Sr le 22/7 1798 236
- Glavyre, Maurice (Pierre-) (1748-1819), de Romainmôtier, représentant helv. à Paris en 1799 puis en 1800-1801 où il prend part à l'élaboration de la constitution de la Malmaison 136, 139-141, 144, 146

- Gottspöner, François-Xavier-Ignace (1742-1814), de Visperterminen, curé de Sion dès 1772 39
- Gottspöner, Gaspard, fils, élu JD de Sa le 22/7 1798 235
- Grept, Bernard, prés. de la municipalité de Port-Valais 165
- Greyloz, Hyacinthe, notaire, mun. de St-Maurice (AV, H 31, n° 2423) 90
- Grill, commandant français de la place de Monthey dès juillet 1802 182\*
- Gross, Frédéric, élu JD de Ma le 22/7 1798, nommé prés. de ce tribunal le 16/8 (AV, H 29, n° 107), électeur pour Martigny en 1799, nommé SP de Ma le 14/11 1799 (AV, H 31, n° 3233), électeur pour Ma en juillet 1801, SP destitué par Pittier le 31/1 1802 81, 127, 143\*, 158, 164\*, 166, 174\*, 176\*, 236, 240
- Gudin de la Sablonnière, Charles-Etienne, comte (1768-1812), chef de brigade à la 4<sup>e</sup> division du centre sous Soult à l'armée d'Helvétie le 30/4 1799, commandant une brigade de la division Lecourbe à la même armée le 9/7, s'empara du Grimsel le 14/8, rejoignit Lecourbe au combat de l'Oberalp le 16/8, fut chassé d'Airolo et du St-Gothard par Souvarof les 23-24/9, franchit la Furka et le Grimsel puis revint dans la vallée de la Reuss et reprit le St-Gothard et l'Oberalp, quitta l'armée d'Helvétie le 25/10 1799 72
- Guerraty, Jean, secrétaire mun. de Monthey sous Turreau 173\*
- Guex, Jean-Pierre, mun. de Martigny sous Turreau 170
- Guillot, Barthélemy (1754-1835) (v. E. Donnet, *Barthélemy Guillot 1754-1835*, dans *Ann. Val.*, 1943, pp. 17-24) 147\*, 180\*
- Guttern, Valentin, A de Lax, Martisberg et Hockmatten 239
- Hagen, Jean-Joseph, A de Ritzingen, Biel et Selkingen 239
- Hallenbarter, Christian 70
- Haller, Rudolph Emmanuel von (1747-1833) banquier à Paris 136
- Hanet, fournisseur de vivres 131
- Hauterive, Alexandre-Maurice de (1750-1830), diplomate français 189-190, 195
- Heinen, Michel, A d'Ausserberg 238
- Hélène, François, francophile 183
- Henzen, Jean-Martin, A de Blatten, puis, dès 1799 (?/9) A de Kippel 239-240
- Héritier, Germain, A de Savièse dès la fin de l'année 1799 74
- Hesizau (?), Martin, A de Kippel en 1798 et 1799 239
- Hirzel, Hans-Caspar (1746-1827), de Zurich, membre du Sénat helv., fédéraliste 202-203
- Hischier, Joseph, A de Ober- et Unterems en 1798 239-240
- Hoffer, Antoine, receveur du district de Se sous Turreau 158, 173
- Huser, Jean, élu JD d'E en 1798 (23/7) 237
- Imboden, Lucas, A de St-Nicolas 237
- Imboden, Pierre-Joseph, élu JD de Sa le 22/7 1798 235
- Imesch, François, A de Zeneggen 238
- Imhoff, Joseph, A de Sierre et receveur de ce district sous Turreau (Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, p. 101, note) 171-172
- Inalbon, Jean, élu JD de B le 22/7 1798 235
- Inalbon, Joseph, A d'Ergerberg 238
- Indermatten, François-Joseph, élu membre du Grand Conseil helv. le 4/5 1798, nommé membre de la CA sous Turreau, le 10/2 1802 (Strickler, t. VII, p. 975) 25, 166, 234
- Inderschmitten, Joseph-Ignace, A de Binn et Ausserbinn 239
- Itig, Félix, A de Ried 238
- Jacquier, Jean-Baptiste, élu membre du Grand Conseil helv. le 3/5 1798, député à la diète cantonale pour le district de Sn le 23/7 1801 (AV, H 35, n° 6548) 25, 110, 150, 234
- Jacquin, caporal français 113
- Jacquod, Barthélemy, dit le capitaine, de Bramois, député de sa commune au « pèlerinage de Berne » le 27/2 1802 (Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, p. 116), mis sous surveillance par Turreau le 21/3 et libéré le 1/5 1802
- Jacquod, Théodule, député de Salins, Sion et Veyonnaz au « pèlerinage de Berne » le 27/2 1802 (Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, p. 115), mis sous surveillance par Turreau le 21/3 et libéré le 6/4 1802 168
- Jaggy, Jean, élu JD de L en 1799 (?/9) 242
- Jean, Antoine, A d'Ayent et Arbaz 239
- Jenner, Gottlieb (-Abraham) (1765-1834), chargé d'affaires de la République helv. à Paris, puis secrétaire d'Etat en 1802 134, 136\*, 154, 218
- Jordan, François-Joseph (1750-1837), curé de Visperterminen 38-39
- Jordan, Joseph, A de Simplon 238
- Joris, François-Emmanuel, notaire à Orsières, élu JCS le 22/7 1798, nommé SP



- le 8/8 1798, destitué par Pittier le 31/1 1802, électeur pour Orsières en 1801 (?/7) (AV, H 16, n° 61), député à la diète valaisanne le 26/8 1802 53, 62, 90\*, 148, 158, 164-167, 170-172, 174-176, 178\*, 180\*, 183, 235, 237, 244
- Joris, Joseph-Alexis, avocat, élu JD de Sr le 22/7 1798 29, 236
- Jost, Jean-Joseph, élu JD d'E le 23/7 1798, prés. de ce tribunal dès le 16/8 1798 (AV, H 29, n° 107) 237
- Jost, Maurice, élu JD d'E le 23/7 1798 237
- Jourdan, Jean-Baptiste, comte (1762-1833), reçut le commandement supérieur de l'armée d'Helvétie le 5/11 1798, puis celui des trois armées de Mayence — elle prendra le nom du Danube —, d'Helvétie et d'Observation le 2/3 1799, quitta l'armée pour raisons de santé le 3/4 et remit son commandement à Masséna, à Strasbourg, le 8/4 1799 57
- Juillard, Marin, A de Sion 37, 62, 74, 239
- Julier, Etienne, A d'Inden en 1798 puis d'Inden et de Varone dès 1799 (?/9) 239-240
- Julier, François, élu JD de L en 1799 (?/11) 242
- Julier, Jean-Joseph, élu membre du Sénat helv. le 3/5 1798 25, 234
- Julier, Xavier, élu JD de L le 22/7 1798, nommé accusateur public le 1/12 1799 (AV, H 31, n° 3340), démissionne en 1800 236
- Juon, Pierre-Joseph, A de Törbel 237
- Kalbermatten, Louis (-Grégoire) de, député de Salins, Sion et Veysonnaz au «pèlerinage de Berne» le 27/2 1802 (Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, p. 115), mis sous surveillance par Turreau le 21/3 et libéré le 6/4 1802 168
- Keller, Augustin, général helv. 99
- Kray, Paul (1735-1807), général autrichien 57
- Kronig, François, élu JD de Sa le 22/7 1798 235
- Kuhn, Bernhard-Friedrich (1762-1825), de Berne, membre du Grand Conseil helv., membre du Conseil exécutif en 1801 193, 202-203
- Kuntschen, Alphonse, député de Salins, Sion et Veysonnaz au «pèlerinage de Berne» le 27/2 1802 (Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, p. 115), mis sous surveillance par Turreau le 21/3 et libéré le 6/4 1802, nommé régisseur de la commune de Sion le 16/4 1799 (AV, H 30, n° 1781) 168
- Kuonen, Chrétien, A de Guttet et Feschel en 1798 239
- Lacoste, Jean-Marie, élu membre du Grand Conseil le 4/5 1798 25, 141, 234
- Laharpe, Frédéric-César de, (1754-1838), patriote vaudois 12-13, 130, 134-135, 220, 222, 225
- Lambertenghi, Louis, commissaire cisalpin en Valais en 1802 162-163, 172, 186-187, 218\*
- Lamon, de St-Maurice 174
- Lamon, Michel, élu JD de Se le 22/7 1798, commissaire estimateur en Valais pour le DE en 1799 (27/2) (AV, H 30, n° 1245), électeur pour Se en 1801 (26/7) 87, 235\*
- Lang, Casimir, secrétaire de la CA en 1798 (19/9) (AV, H 1, pap. 131), commissaire de la CA en 1798 (?/10), commissaire estimateur en Valais pour le DE en 1799 (27/2) (AV, H 30, n° 1245), nommé membre de la CA le 13/7 1799 (AV, H 31, n° 2368), nomination confirmée par l'assemblée électorale le 7/11 1799 (AV, Rz, 72/34b/43), nommé membre du Conseil législatif prov. le 8/8 1800 (Strickler, t. V, p. 1528), nommé membre de la CA sous Turreau le 10/2 1802 (*ibidem*, t. VII, p. 975), député à la diète valaisanne le 26/8 1802 66, 83\*, 86, 141, 143-144, 166, 243-244
- Lang, Ignace, secrétaire du comité d'administration prov. de V en 1798 (AV, H 1, pap. 19), élu JD de V en 1798 22/7), nommé SP de V le 8/8 1798 (AV, H 29, n° 67), sa démission de ce poste est acceptée le 29/6 1801 (AV, H 35 n° 6460) 61, 70\*, 80\*, 85, 124, 143, 147, 164, 236-237
- La Revellière-Lépeaux, Louis-Marie (1753-1824), membre du Directoire français 133
- Lavallaz, Joseph (-Maurice) de (1758-1834), de Sion, nommé régisseur de sa commune le 16/4 1799 (AV, H 30, n° 1781), élu prés. mun. en 1800 (?/5), refuse cette fonction (AV, H 32, n° 4306), il obtient gain de cause (*ibidem*, n° 4361), SP de Sn en 1801 (26/12) 90\*, 163\*, 165
- Lavallaz, Pierre-Marie de, nommé prés. du tribunal militaire selon la loi du 31 mars 1799 le 20/7 1799 (AV, H 31, n° 2425), élu JD de Mo en 1799 (?/11), inspecteur général de la milice dans le Haut-Valais en 1799 (?/11) 66, 164 (?), 242



- Le Carlier, Jean-François-Philibert († 1799), commissaire plénipotentiaire français près l'armée d'Helvétie 15\*, 17, 20\*, 22
- Lecourbe, Claude-Jacques, comte (1758-1815), nommé général de division à l'armée d'Helvétie le 5/2 1799, en commanda l'aile droite et fut chargé d'opérer dans l'Engadine et la Valtelline le 4/3, envahit les Grisons le 6/3, se replia sur la Haute-Engadine à la fin mars, évacua les Grisons et se replia derrière la Reuss, nommé commandant de la 2<sup>e</sup> division à l'aile droite de l'armée d'Helvétie sous Ferino le 30/4, puis commandant de la 1<sup>re</sup> division de la même armée à la fin mai, vainqueur des Autrichiens à Wassen le 1/6, s'empara du St-Gothard, du Grimsel, de la Furka et de l'Oberalp les 14-16/8, nommé commandant de la 2<sup>e</sup> division de l'armée d'Helvétie le 22/8, retarda la progression de Souvarof et se replia derrière la Reuss le 24/9, poursuivit alors les Russes vers Glaris et réoccupa les vallées de la Reuss et de Glaris, quitta Lucerne et l'armée d'Helvétie le 30/9 pour gagner l'armée du Rhin dont il fut nommé le commandant en chef prov. à la place de Moreau le 25/9 1799 72
- Ledoux, officier français 158, 181
- Lehner, Jean, A de Gampel et Jeizinen en 1798 puis de Gampel et Hochtenn dès 1799 (?/9) 239-240
- Lehner, Martin, A de Ferden 239
- Liand, Jean, A de Chalais, électeur pour Chalais en 1799 238, 241
- Lieutenant du préfet national ; les titulaires se succèdent ainsi : 27/7 1798 — ?/8 1799, Charles Bernardini ; 19/5 1800 — 25/12 1801, André Ducrue ; 26/12 1801 — 5/9 1802, Joseph de Lavalaz ; 31/1 1802 — ?/6 1802, Hildebrand Schiner ; ?/7 1802 — ?/8 1802, Antoine Rion
- Lochmatter, Barthélemy, élu JD de V le 22/7 1798 236
- Lochmatter, François, A de Viège 68, 238
- Loës, Louis de, commissaire en Valais pour le DE, SP d'Aigle dès 1801 73, 76-78, 82-83, 90\*, 100\*, 157, 164-166, 173, 178\*, 233\*
- Lollier, L., général français 72\*
- Longeat, Claude, électeur pour Massongex en 1801 (?/7) 149
- Longeat, Pierre-Maurice, A de Massongex en 1798 181, 239
- Lorétan, Etienne, A de Varone en 1798 239
- Lorétan, Eugène, élu AS le 22/7 1798, exclu par le tirage au sort en 1799 (?/11) 81, 83, 235, 243
- Lorétan, Jean-Joseph, A de Loèche-les-Bains en 1798 239
- Lorge, Jean-Thomas-Guillaume, baron (1767-1826), nommé général de brigade le 25/9 1793, servit en cette qualité en Valais en 1798 où il prit Sion le 17/5, nommé général de division à l'armée d'Helvétie le 30/4 1799 27, 220
- Lovina, Joseph de, secrétaire de l'administration prov. du dizain de Se en 1798 (AV, H 1, pap. 12) 184
- Luder, François-Bruno, notaire à Sembrancher, élu JCS en 1799 (?/11) 86, 242
- Luder, Joseph, de Sembrancher, notaire, juge de sa commune, détailleur de sel (AV, H 31, n° 2324), A de Sembrancher en 1798, nommé receveur général du Valais le 16/7 1798 (AV, H 31, n° 247), refuse ce poste, élu AS en 1799 (?/11), refuse ce poste (AV, H 34, n° 5538) 90, 238, 243
- Luder, Louis-Antoine (1743-1803), de Sembrancher, prévôt du St-Bernard dès 1775 36
- Lugon, Jean-Baptiste, électeur pour Finhaut en 1799 (?/11) 240
- Luggen, Joseph, élu JD de B le 22/7 1798 235
- Luther, Martin (1483-1546), réformateur 22
- Luyet, Sylvestre, A de Savièse de 1798 jusqu'à la fin 1799, mis sous surveillance par Turreau le 21/3 et libéré le 6/4 1802 168, 239
- Mabillard, Barthélemy, A de St-Léonard 238
- Mabillard, Pierre-Antoine, de Grimisuat, A de sa commune, prés. de la municipalité, électeur pour sa commune le 10/7 1801 (AV, H 16, n° 10), député de sa commune au « pèlerinage de Berne » le 27/2 1802 (Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, p. 116), mis sous surveillance par Turreau le 21/3 et libéré le 6/4 1802 168, 239
- Mainoni, Joseph-Antoine-Marie-Michel (1754-1807), chef de brigade à l'armée d'Helvétie en 1798-1799, nommé général de brigade employé à l'armée d'Helvétie le 19/11 1798, à la division Lecourbe en mars 1799, commanda les troupes stationnées dans le Valais sous Montchoisy en novembre 1799 73\*, 125, 230\*

- Maître, Jean (-Baptiste), A d'Evolène, député à la diète cantonale le 26/8 1802 238, 244
- Mallet du Pan, Jacques (1749-1800), publiciste genevois 133
- Mangisch, François, élu JD de Sa le 22/7 1798 235
- Mangourit, Michel-Ange-Bernard (1752-1829), résident de la République française en Valais du 5/1 à la fin de juin 1798 12, 14-17, 19-23, 26-27, 29-30, 52, 89, 93, 95\*, 134\*, 220, 232-233
- Marclay, Grégoire (Jean-) (1772-1815), de Monthey, notaire, membre du comité général du Bas-Valais et de l'assemblée représentative du Valais (AV, Rz, 74/9/15), élu JD de Mo le 22/7 1798, destitué lors de l'affaire L. Robriquet le 26/4 1799, réhabilité en septembre, exclu par le tirage au sort et élu JCS en 1799 (?/11), vice-président du district de Mo en 1803, juge-suppléant au Tribunal suprême en 1805, vice-châtelain du dizain de Mo et député à la diète valaisanne en 1810 236, 242\*
- Margelisch, Xavier, A de Betten 238
- Martin, Michel, A d'Anniviers 238
- Martin, Pierre, élu JD de Se le 22/7 1798, exclu par le tirage au sort le 2/11 1799 (AV, H 31, n° 3173), député d'Anniviers, section de St-Luc, au « pèlerinage de Berne » le 27/2 1802 (Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, p. 115), mis sous surveillance par Turreau le 21/3 et libéré le 6/4 1802
- Martin, Pierre-Maurice, A d'Erschmatt en 1798, puis de Bratsch et Erschmatt en 1799 239-240
- Marx, Chrétien, A d'Ergisch 239-240
- Massard, Jean-Joseph, de Liddes, lieutenant des grenadiers dans l'élite 148
- Massard, Mémi, élu JD de Sr le 22/7 1798 236
- Masséna, André, duc de Rivoli, prince d'Essling (1758-1817), nommé commandant en chef de l'armée d'Helvétie le 9/12 1798, puis à nouveau le 2/3 1799, envahit les Grisons le 6/3, nommé commandant en chef prov. des armées du Danube et d'Helvétie le 31/3, en prit le commandement le 9/4, confirmé à ce poste par le DE français le 29/4, vainqueur des austro-russes à Zurich les 25-26/9, nommé commandant en chef de l'armée d'Italie le 23/11, quitta l'armée d'Helvétie le 23/11 1799 57, 72-73, 99-100, 130
- Mathieu, Jean, A d'Albinen 168, 239-240
- Mathieu, Jean, de Mase, dép. au « pèlerinage de Berne » le 27/2 1802, mis sous surveillance par Turreau le 21/3 et libéré le 6/4 1802 168
- Matter, Joseph, fils, élu JD de L le 22/7 1798, nommé SP de L le 8/8 1798 (AV, H 29, n° 67), fait prisonnier par les insurgés en 1799 et conduit en Italie où les Autrichiens le délivrent (AV, H 31, n° 2785), ne fonctionne plus dès lors comme SP, exclu par le tirage au sort de la place de JD en 1799 (?/11), nommé membre de la CA le 12/1 1802 (AV, H 36, n° 6948) 51\*, 61-62, 69-70, 79, 92, 236-237, 242, 244
- Matter, Joseph-Hyacinthe, membre de la commission de constitution en 1801 (?/8) 150
- Maussard, aide de camp de Turreau 158
- Maye, Georges, élu JD de Ma le 22/7 1798, électeur pour Chamoson en 1799, exclu de JD par le tirage au sort et élu JCS en 1799 (?/11) 236, 240, 242\*
- Mayor, Baptiste, élu JD d'H le 22/7 1798, refuse de siéger, exclu le 27/10 1799 (AV, H 31, n° 3169) 92, 235, 242
- Meichtry, Christian, A de Loèche dès 1799 (?/9) 240
- Meizoz, Jean-Bernard, A de Riddes 127, 238
- Mélas, Michel (1729-1806), général autrichien 110
- Mengaud, Joseph, chargé d'affaires de la République française en Suisse du 27/12 1797 au 15/6 1798 15
- Mercier, André, messager postal de Monthey à St-Maurice 182
- Meschler, Nicolas, élu JD de L le 22/7 1798 236
- Métrailler, Jean († 1800), A de Salins, assassiné le 31/12 1800 par Sébastien Quarroz (AV, H 34, n° 5836) 238
- Métry, Aloïs, A de Loèche-les-Bains dès 1799 (?/9) 240
- Mettan, Jean-Pierre, élu JD de Sm le 23/7 1798 236
- Michelet, Jacques, de Nendaz, élu JD d'H le 22/7 1798, électeur pour sa commune en 1799 235, 241
- Ministre de la Guerre 66\*, 101-102
- Ministre de la Justice et de la Police 40, 51, 69, 84, 88\*, 90\*, 93, 97, 101, 136\*, 141
- Ministre de l'Intérieur (v. Albrecht Renger) (Département de, Conseiller d'Etat de) 50, 52-53, 60-61, 63, 73, 75, 80-81, 83, 88\*, 91, 105-106, 110\*, 112-115, 117\*, 123-124, 126, 129, 137\*, 146-147, 149-150, 157, 159-160, 164, 166, 168, 170, 174-176, 179\*, 185, 192-193, 199, 227-229, 231-232, 243\*

- Ministre des Arts et des Sciences, v. Philippe-Albert Stapfer
- Ministre des Finances, v. Hans-Conrad Finsler
- Ministre des Relations extérieures (Affaires étrangères), v. Louis Bégoz
- Monnier, Mathias (\* 1767), prés. du comité central d'administration prov. du district de Se (AV, H 1, pap. 12), nommé SP de Se le 8/8 1798 (AV, H 29, n° 67), donne sa démission qui est refusée en 1799 (?/7), donne à nouveau sa démission qui est refusée à nouveau en 1800 (?/5) (AV, H 32, n° 4289), électeur pour Se en 1801 (26/7), membre de la diète en 1801 (1/8), destitué de SP par Pittier le 6/2 1802 (AV, Rz, 72/33/36) 53, 61-62, 79\*, 81, 137\*, 143, 145\*, 149\*, 158, 163-164, 171\*, 174-176, 237
- Montchoisy, Louis-Antoine Choin de Montgay, baron de (1747-1814), général de division à l'armée d'Helvétie le 22/5 1799, d'abord commandant de la division de l'intérieur de l'Helvétie, à Berne, puis de la 1<sup>re</sup> division, soit celle du Valais, à la place de Turreau le 17/11, passa à l'aile droite de l'armée du Rhin sous Lecourbe en décembre 1799, nommé commandant des troupes stationnées en Helvétie le 13/5 1801, rappelé pour s'être mêlé au coup d'Etat des 27-28/10 1801 en soutenant le parti de Reding 125, 154, 230
- Montheysans, les (v. Monthey, commune)
- Morand, Philippe, de Martigny, commissaire des guerres de son district, député de sa commune au « pèlerinage de Berne » le 27/2 1802 (Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, p. 116), mis sous surveillance par Turreau le 21/3 et libéré le 6/4 1802, député à la diète valaisanne le 26/8 1802 130, 168, 179, 183\*, 244
- Morency, Eugène, élu JCS en 1799 (?/11) 242
- Morency, Stanislas, élu JCS le 22/7 1798 87, 235
- Morend, Antoine, A des Agettes 238
- Moret, Alphonse, élu JD de Sr en 1799 (?/11) 242
- Moret, Anselme-Nicolas, A de Bourg-St-Pierre, nommé JD de Sr en 1799 (?/11) (AV, H 31, n° 3211), refuse ce poste (AV, H 31 n° 3326) 238
- Moret, Frédéric, député de Bourg-St-Pierre au « pèlerinage de Berne » le 1/3 1802 (Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, p. 117), mis sous surveillance par Turreau le 21/3 et libéré le 6/4 1802 168
- Moret, Jean-Victor, élu JD de Sr le 22/7 1798, exclu par le tirage au sort en 1799 (?/11) 92, 236, 242
- Moret, Pierre, élu JD de Sm le 23/7 1798 236
- Morisod, Jean-Pierre, électeur pour Vérossaz en 1799 240
- Mottet, Jacques, de Vionnaz, prés. de la municipalité de sa commune, électeur en 1801 (?/7) 149
- Mottiez, Jean, élu JD de Sm le 23/7 1798 236
- Moulin, Jean-Théodule, de Bagnes, électeur pour sa commune en 1799 puis en 1801 (AV, H 16, n° 61) 240
- Mousson, Jean-Marc (1776-1861), de Morges, secrétaire général du Gouvernement helv. 203\*
- Mudry, Théodule, A de Lens 238
- Müller, Boniface, A de Reckingen 239
- Müller-Friedberg, Charles (1755-1836), de Näfels, sénateur, commissaire helv. en Valais 162-163, 171-172, 186-187, 207, 218-219
- Mutter, Joseph, A de Blitzingen, Bodmen, Ammern et Niederwald 239
- Napoléon, v. Bonaparte
- Napolitains, les 56
- Nelson, Horace (1758-1805), amiral anglais 56
- Nicollier, Joseph-Laurent, mun. de Ma sous Turreau 170
- Nouvion, Jean-Baptiste (1753-1825), nommé général de brigade le 30/6 1793, engagé à l'armée d'Helvétie en avril 1798, nommé chef de la division de l'intérieur de l'Helvétie le 30/4 1798 67
- Nucé, Hyacinthe de, nommé SP prov. de Sm le 15/5 1798, puis SP officiel dès le 7/9 1798 (AV, Rz, 74/9/21), élu JD de Sm en 1799 (?/11), destitué par Pittier du poste de SP le 31/1 1802 50, 61-62, 64, 75, 127, 158, 164-166, 172, 174\*, 177-178, 180-181, 186\*, 237, 242
- Nucé, Joseph-Alphonse de (1753-1814), secrétaire général de Sm de 1778 à 1780, puis de 1787 à 1791, curial de 1784 à 1797, élu JC le 22/7 1798, destitué lors de l'affaire L. Robriquet le 26/4 1799, réhabilité en septembre puis ré-élu en novembre, électeur pour Sm en 1801, député à la diète valaisanne le 26/8 1802 87, 149, 180-181, 234, 241, 243

- Nucé, Léopold de (1740-1805 ?), de Vouvry, fils de Jean-Antoine et d'Anne-Marie Tornery, né à Innsbruck, officier en Autriche puis en France d'où il revient en 1793, élu membre du Grand Conseil le 3/5 1798, démissionne en 1800, se retire en France où il meurt vers 1805 (v. J.-B. Bertrand, *Léopold de Nucé, un Vouvryen général Sans-Culotte*, dans *Ann. Val.*, 2<sup>e</sup> S., t. 2, 1931, pp. 1-10) 25, 35, 38, 234
- Oberhauser, Jean, élu JD de V le 22/7 1798 236
- Oberhauser, Joseph, A de Niedergesteln 69, 71, 238
- Ochs, Pierre (1752-1821), patriote bâlois 11-13, 15\*, 18, 22, 220, 222-223, 225
- Odet, Charles, de Sion, notaire, nommé capitaine du bataillon occidental par le DE le 4/3 1799 (AV, H 30, n° 1496), donne sa démission qui est acceptée le 31/12 1800 (AV, H 34, n° 5854), A de Sion en 1802 (?/1) (AV, Fonds d'Odét, 6/16/4) 87, 90\*, 110
- Oggier, Etienne (1757-1813), de Varone, doyen de Sion dès 1798 37\*
- Paccolat, Isidore, A d'Outre-Rhône où il était métral sous l'ancien régime (AV, Rz, 74/9/21) 239
- Paccolat, Jean-Pierre, secrétaire mun., électeur pour Outre-Rhône en 1801 (?/7) (AV, H 16, n° 77) 149
- Pacozzi, François, mun. de Sierre sous Turreau 158
- Pagnot, chirurgien français dans l'armée de Turreau 174\*
- Panchaud, David-François, fournisseur de vivres 114-116, 131
- Parvez, Joseph, A de Quartier d'en Bas, nommé JD suppléant de Mo en 1799 (?/8) 91, 239
- Paul 1<sup>er</sup> (1754-1801), empereur de Russie 56\*
- Pellaud, Jean-Baptiste, A de Vollèges 238
- Peney, Jacques, A de St-Maurice (AV, Rz, 57/3/50-51), mun. de St-Maurice sous Turreau 178, 181\*
- Perdonnet, Alexandre (1736-1807), SP de Vevey 95
- Perdonnet, Vincent (1768-1850), membre de la CA du Léman en 1798, consul à Marseille en 1799 28-31, 52, 95\*
- Perren, Joseph, A de Randa 237
- Perrig, Barthélemy, fils, administrateur du bureau général des sels à Brigue (AV, H 1, pap. 12), élu AS le 22/7 1798, exclu par le tirage au sort en 1799 (?/11), élu juge de paix à Brigue en 1799 (?/10) mais refuse ce poste (AV, H 32, n° 3661), s'enfuit en Italie lors de l'insurrection de 1799 83, 90, 235\*, 243
- Perrig, François-Xavier (1769-1825), élu membre du Grand Conseil le 4/5 1798, électeur pour Brigue en 1801 (?/7) (AV, Rz, 74/9/34) 25, 234
- Perrin, Hyacinthe, mun. de Se sous Turreau 158
- Perrin, Pierre, A de St-Maurice de Laques, électeur pour Mollens en 1799 (?/10) 238, 241
- Perrochel, Henri, ministre plénipotentiaire français près la République helv. du 9/11 1798 au 29/10 1799 57-58, 66
- Perruchoud, Christian, prés. mun. de Chalais sous Turreau 184
- Pfaffen, Chrétien, A de Mund 69, 238
- Pfammatter, Antoine, élu JD de V le 22/7 1798 236
- Pfister, Balthasar (1757-1825), de Schaffhouse, sénateur helv., nommé commissaire en Valais le 18/2 1802 192-194, 203
- Pichard, François (1753-1809), de Bex 95
- Pignat, Alphonse (1747-1822), chanoine de Sion dès 1781 38, 40
- Pignat, Michel (\* 1748), de Vouvry, notaire, curial, membre du comité central de la bannière de Vouvry (AV, Rz, 74/9/15), élu JD de Mo le 22/7 1798, destitué lors de l'affaire L. Robriquet le 26/4 1799, réhabilité en septembre et réélu en novembre, receveur des districts de Sm et Mo du début mars au 17 mars 1802 91, 173\*, 236
- Pignat, Narcisse, député de Monthey au « pèlerinage de Berne » le 27/2 1802 (Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, p. 116) mis sous surveillance par Turreau le 21/3 et libéré le 6/4 1802 168
- Pillet, François-Etienne, mun. de Ma sous Turreau 170
- Pittier, Joseph-Louis (1753-1815), prés. de la députation du Valais occidental près le Valais oriental en mars 1798 (AV, Rz, 72/34/63), élu membre de la CA le 5/5 1798, nommé préfet national prov. par la CA le 8/5 1798, il le reste jusqu'au 16/7, nommé prés. de la CA le 28/7, il le reste jusqu'au 23/1 1802 (Strickler, t. VII, p. 948, n° 22), député de la CA auprès du commissaire Rapinat pour discuter du prix des livraisons faites par le Valais aux troupes françaises du 23/12 1798 au 7/2 1799 (*ibidem*, t. III, p. 363, n° 117),

- un mandat d'arrestation est lancé contre lui par le général Xaintrailles le 13/6 1799 (AV, H 30, n° 2170), doit démissionner de la présidence de la CA le 12/10 1800 (AV, H 34, n° 5433), suspendu de ses fonctions d'administrateur par le Conseil exécutif (*ibidem*, n° 5601, 3/11 1800), sa place est déclarée vacante par le Gouvernement (*ibidem*, n° 5999, 30/1 1801), il reprend ses fonctions à la CA et est nommé député à la diète cantonale par le district de Martigny le 23/7 1801, nommé préfet national par Turreau le 23/1 1802 (Strickler, t. VII, p. 948, n° 22), il le reste jusqu'au 26/8 1802, reçu apprenti maçon dans la loge de Mont-Joux-St-Bernard à Martigny le 14/4 1803 (AV, Rz, 70/4/45) 25, 29-30, 52, 81-83, 103\*, 150-151, 158\*, 162\*, 165-170, 172-174, 177-178, 183-185, 193, 234
- Polier, Henri (1754-1821), préfet national du Léman 26-27, 134, 187
- Pralong, voiturier à Sion 183
- Preux, Antoine, procureur pour Venthône en 1802, receveur du district de Se (Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, p. 102) 185
- Preux, François, élu JD de Sm le 23/7 1798, exclu par le tirage au sort le 22/10 (AV, H 31, n° 3169), élu JCS en 1799 (?/11) 92, 236, 242\*
- Preux, Joseph-Augustin, élu JD de Se le 22/7 1798, procureur pour Randogne en 1802 185, 235
- Preux, Louis, élu membre du Grand Conseil le 3/5 1798, exclu par le tirage au sort le 1/8 1800 (Strickler, t. V, p. 1488), nommé SP de Sm sous Turreau le 31/1 1802 (AV, Rz, 72/33/35), nommé membre de la CA le 10/2 1802 (Strickler, t. VII, p. 975) 25, 166\*, 181, 234
- Preux, Pierre-Antoine, prisonnier à Chillon et à Berne en 1798 (11/6-2/7) (Strickler, t. II, p. 285, n° 10), élu suppléant du JTS le 22/7 1798, fut l'un des chefs de l'insurrection de 1799 (Strickler, t. V, p. 431, n° 4<sup>b</sup>), offre sa démission de suppléant du JTS le 12/9 1799 (AV, H 22/5/25), électeur pour Se en 1801 (AV, H 16, n° 73), député pour Se à la diète le 23/7 1801, il y est membre de la commission de constitution, procureur pour Se en 1802, député de St-Maurice de Laques et de Miège au « pèlerinage de Berne » le 27/2 1802 (Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, p. 116), représentant de la CA à Berne en avril 1802 (*ibidem*, p. 207), député à la diète valaisanne le 26/8 1802 149-150, 159, 184-185, 194, 198, 205-206, 208-209, 235, 244
- Produit, Jean-François, notaire, A de Leytron 90, 115, 238
- Produit, Jean-Joseph, électeur pour Leytron en 1799 (?/11) 240
- Produit, Joseph, élu JD de Ma le 22/7 1798 236
- Putallaz, Jean-Pierre, élu JD de Sn le 23/7 1798, exclu par le tirage au sort et réélu en 1799 (?/11) 92, 237, 242\*
- Puy, René, receveur de Mo sous Turreau 170, 173, 182
- Quartéry, Jacques de (1750-1828), membre de l'assemblée représentative prov. du Valais, en députation auprès de Mangourit et de Brune les 25 et 26/3 1798, élu JD de Sm le 23/7 1798, nommé prés. de ce tribunal le 16/8 1798 (AV, H 1, pap. 110), député de Sm au « pèlerinage de Berne » le 27/2 1802 (Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, p. 116), mis sous surveillance par Turreau le 21/3 et libéré le 30/3 1802, député à la diète valaisanne le 26/8 1802 16-17, 168-169, 180, 185, 236, 243
- Quartéry, Louis de, élu JD de Sm le 23/7 1798 236
- Quinodoz, Jean, élu JD d'H le 22/7 1798, électeur pour Evolène en 1799 (?/11) 235, 241
- Raboud, Joseph, de Troistorrents 91
- Rapinat, Jean-Jacques (1758?-1818), commissaire civil du Gouvernement français près l'armée française en Helvétie du 3/5 1798-?/6 1799 29, 57-58, 130-131, 135
- Rard, Jean-André, élu JD de Ma le 22/7 1798, électeur pour Saxon en 1799 236, 240
- Rebord, Nicolas-Joseph, prés. de Sembrancher, député de sa commune et de Vollèges au « pèlerinage de Berne » le 1/3 1802 (Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, p. 117), mis sous surveillance par Turreau le 21/3 et libéré le 6/4 1802
- Reding, Aloïs (1765-1818) chef du Gouvernement helv. sous le régime fédéraliste 159, 166, 188-197, 199\*, 201-203, 224\*, 227
- Reinhard, Charles-Frédéric (1761-1837), ministre des Relations extérieures du Gouvernement français du 20/7 1799 au 22/11 1800 137, 139\*, 153\*

- Rengger, Albrecht (1764-1835), de Brugg, membre du Gouvernement helv. dont il est le ministre de l'Intérieur sauf du 29/10 1801 au 8/7 1802 30, 50, 52-53, 60-61, 63, 73-74, 80-83, 85\*, 91, 109\*, 152, 202-203, 206\*, 208-210, 212\*, 215-218
- Reubell, Jean-François (1747-1807), membre du Directoire français qu'il préside de 1796 à 1799 12, 133
- Reverdil, Elie-Salomon (1732-1808), professeur de mathématiques à l'Académie de Copenhague, député vaudois à la diète helv. durant la période helv. 207
- Rey, Alphonse, notaire à Sion, nommé régisseur de sa commune le 16/4 1799 (AV, H 30, n° 1781) 90\*
- Rey, François-Louis, de Sierre, élu JCS en 1799 (?/11) 185, 242
- Rey, Joseph, A de Venthône 238
- Ribordy, Gabriel, de Riddes, élu JD de Ma le 22/7 1798, électeur pour Riddes en 1799 236-240
- Ribordy, Jean-Pierre, notaire à Sembrancher, électeur pour cette commune en 1799, élu JC en 1799 (?/11) 171, 180, 240-241
- Ribordy, Pierre-Alexis, A de Bramois, élu JD de Sn en 1799 (?/11) 239, 242
- Rieder, Jean, A de Wiler 239-240
- Riedin, Alexis, élu JD de Sa en 1799 (?/11) 242
- Riedmatten, Augustin de, élu JD d'E le 23/7 1798 237
- Riedmatten, Catherine de (\* 1789), fille de Joseph-Augustin 102
- Riedmatten, Elisabeth de (\* 1800), fille de Joseph-Augustin 102
- Riedmatten, Emmanuel de, nommé greffier du tribunal de Sn le 8/4 1799 (AV, H 30, n° 1716) 87
- Riedmatten, Hyacinthe de (1748-1811), élu JC le 22/7 1798, nommé prés. de ce tribunal le 5/8 (AV, H 29, n° 60), refuse ce poste le 11/8 (AV, H 37, p. 113 v°), destitué lors de l'affaire L. Robriquet le 26/4 1799, réhabilité en septembre 87, 89-90, 234
- Riedmatten, Jean-Christien de, A de Müns-ter 239
- Riedmatten, Joseph-Augustin de, nommé accusateur public le 27/7 1798 (AV, H 29, n° 43), destitué lors de l'affaire L. Robriquet le 26/4 1799, réhabilité en septembre, nommé commissaire cantonal le 9/9 1799, donne sa démission d'accusateur public le 9/10, elle est acceptée le 1/12 (AV, H 31, n° 3381), destitué de la place de commissaire par Pittier le 20/2 1802 54, 87-88, 90, 100-103, 126-130, 159, 165\*
- Riedmatten, Joseph-Augustin de (\* 1795), fils de Joseph-Augustin 102
- Riedmatten, Joseph-Emmanuel de (\* 1786), fils de Joseph-Augustin 102
- Riedmatten, Lucrèce de (\* 1788), fille de Joseph-Augustin 102
- Riedmatten, Marie-Joseph de (née Ambuel), épouse de Joseph-Augustin 102\*
- Riedmatten, Pierre-Adrien de, élu JD de Sn le 23/7 1798 237
- Riedmatten, Pierre-Joseph de (1744-1812), bourgmestre de Sion, prés. de l'Assemblée représentative prov. le 16/3 1798, prés. de la députation à Berne les 25 et 26/3, élu JC le 22/7, nommé prés. du tribunal cantonal le 12/8 (AV, H 29, n° 88), destitué lors de l'affaire L. Robriquet le 26/4 1799, réhabilité en septembre, réélu JC le 7/11 1799, député à Berne par la CA le 4/3 1801, député à Berne le 11/3 1802 (AV, R 2/10, p. 421), en députation à Paris du 20/11 1802 au 8/2 1803 (*ibidem*, pp. 424-427) (v. M. Zermatten, *Note sur le poète Pierre-Joseph de Riedmatten (1744-1812)*, dans *Ann. Val.*, 1940, pp. 49-56) 16-17, 54, 87, 89\*, 143, 234, 241
- Rion, médecin 14
- Rion, Antoine (\* 1772), natif d'Anniviers, secrétaire de l'administration prov. de Sn (AV, H 1, pap. 15), élu JD de Sn le 23/7 1798, électeur pour Sn en 1799, JD exclu par le tirage au sort en 1799, élu JC le 7/11, nommé préposé au magasin de foin à Sion le 17/12 (AV, H 9, pap. 133), nommé électeur pour Chalais en 1801 (?/7), sa nomination est cassée par le SP de Se, il n'est pas réélu le 26/7, mun. de Sion sous Turreau en 1802 (AV, H 36, n° 6967), lieutenant de Pittier, reçu apprenti-maçon dans la loge de Mont-Joux-St-Bernard à Martigny le 14/4 1803 (AV, Rz, 70/4/45) 90, 120\*, 149\*, 185, 237, 241-242
- Ritz, Théodule, élu JD d'E le 23/7 1798 237
- Rivaz, Anne-Joseph de (1751-1836), curé de Conthey dès 1798 puis chanoine de Sion dès 1811, auteur de *Mémoires historiques* 36, 52, 114, 172\*
- Rivaz, Charles-Emmanuel de (1753-1830), Dr en droit, major de Mo de 1778 à 1784, capitaine général de Mo de 1792 à 1798, membre du DE prov. de



- la République du Valais en 1798 (?/3) (AV, Rz, 74/11/3), élu JD le 22/7 1798, nommé préfet national le 8/6, accepte ce poste le 19/6, démissionne le 20/6 1799, reprend ses fonctions le 5/7, nommé électeur pour Monthey et pour Sn le 23/7 1801, accepte l'élection de Sion, prés. de la diète cantonale 1-7/8, membre de la commission de constitution, représentant à la diète helv. du 3/9 au 3/11 (AV, H 35, pp. 571 et 585), élu membre du Sénat helv. le 28/10 (AV, H 36, n° 6684) mais refuse ce poste le 13/11, destitué de la fonction de préfet national par Turreau le 23/1 1802, en députation à Berne du 13/5 au 12/6, député à la diète valaisanne le 26/8, conseiller d'Etat de 1802 à 1804, JTS en 1806, député au Corps législatif sous l'Empire de 1811 à 1814, conseiller d'Etat de 1814 à 1830, grand-bailli de 1817 à 1819 et de 1825 à 1827, député à la diète fédérale de 1821 à 1822 (v. A. Comtesse, *Charles-Emmanuel de Rivaz et les événements de 1790*, dans *Ann. Val.*, 1952, pp. 193-202 ; A. Comtesse, *La dernière rencontre du général Turreau et d'Emmanuel de Rivaz*, dans *Ann. Val.*, 1920, pp. 5-8) 26, 29-33, 35-41, 50\*, 52-54, 60-71, 73-76, 79-86, 88-93, 96, 99-101, 105, 108-110, 121\*, 127, 136-139, 141\*, 143-150, 152-153, 156-168, 170-180, 182-187, 191-195, 199\*, 201-202, 204-210, 212, 214-216, 218\*, 221, 227-234, 243\*
- Rivaz, Isaac de (1752-1829), élu membre de la CA le 5/5 1798, donne sa démission le 13/9 1799, le DE la refuse le 30/9, exclu par le tirage au sort le 7/11, élu JC, se désiste et reprend son poste à la CA le 7/11, député de la CA à Berne le 4/3 1801, député de Sm à la diète valaisanne le 29/7, membre de la commission de constitution, destitué de la CA le 30/1 1802 25, 32, 52, 81-83, 85\*, 143, 146, 149-151, 158, 212, 215\*, 234, 243\*
- Robespierre, Maximilien (1758-1794), révolutionnaire français 173
- Robriquet, Louis, faussaire 87-89, 97, 136
- Roch, Jean-Baptiste, de Sion, d'origine savoyarde, francophile 186
- Rochat, Alexis (?), cabaretier à Sion 161
- Roduit, François, nommé chef du bataillon d'élite oriental le 4/3 1799 (AV, H 30, n° 1506), refuse ce poste le 1/4 (*ibidem*, n° 1635), électeur pour Fully en 1799 240
- Rohan, Charles, prince de, général autrichien 72
- Rossier, Georges, nommé suppléant JD de Se en 1798, exclu d'office en 1799 92\*
- Rossier, Jean-Etienne, électeur pour Liddes en 1799 240
- Rossier, Jean-Martin, A de Mase 238
- Roten, Aloïs, A de Rarogne, Turtig et St-Germain 238
- Roten, Aloïs, chapelain de Mörel 40
- Roten, Antoine, prés. du comité général du dizain de L (AV, H 1, pap. 13), élu JC le 22/7 1798, SP prov. de L en 1799, destitué de JC lors de l'affaire L. Robriquet le 26/4 1799, réhabilité en septembre, vice-prés. de la municipalité de L (AV, H 31, n° 2519), SP de L et de V dès le 29/6 1801 (AV, H 35, n° 6459), destitué par Pittier le 31/1 1802, mis sous surveillance à Sion par Turreau le 21/3 et libéré le 29 (Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, pp. 165 et 169) 79-80, 87, 89\*, 143, 147\*, 150, 158, 164, 166, 168\*, 234
- Roten, Hildebrand (1741-1812), député à la diète valaisanne pour le district de V en 1801 150\*
- Roten, Joseph, élu JD de L le 22/7 1798 91, 236
- Roten, Joseph, de St-Maurice 21
- Roten, Nicolas (1754-1831), élu membre de la CA le 5/5 1798, prisonnier à Chillon et à Berne du 11/6 au 2/7 (Strickler, t. II, p. 285, n° 10), s'absente de la CA du 1/7 1799 au 1/1 1800 (AV, Rz, 74/19/2), démissionne de la CA le 7/11 1799, doit reprendre ses fonctions à la CA en vertu du décret du 18/12 1799 (AV, H 32, n° 3558), nommé prés. de la CA le 12/10 1800, destitué de la CA par Pittier le 30/1 1802 25, 53, 81-83, 86\*, 206 ?, 234, 243
- Roten, Nicolas, fils du précédent (1779-1830), élu JD de V le 22/7 1798 236
- Roth, Chrétien, curé d'Albinen de 1782 à 1806 40\*
- Rouiller, Pierre, élu JD de Ma le 22/7 1798 236
- Roux, Georges (\* 1744 ?), électeur pour Anniviers en 1799, suppléant JD de Se, élu membre de la CA le 7/11 1799, son élection n'est pas validée (18/12) (AV, H 32, n° 3559), nommé SP de Se sous Turreau le 6/2 1802 (AV, Rz, 72/33/36), SP de Se et de L durant le mois de mars 1802 85-86, 166\*, 173-174, 241, 243



- Ruppen, Jean-Baptiste, élu JD de Sa le 22/7 1798 235
- Rüttimann, Vinzenz (1769-1844), de Lucerne, membre du Gouvernement helv. unitaire 154, 202-203, 206\*
- Salis-Sils, Vincenz von, sénateur helv., fédéraliste 203
- Sattler, Etienne, A de Lalden et Eyholz 238
- Savary, François-Pierre (1750-1821), de Fribourg, membre du Pouvoir exécutif après le coup d'Etat du 27 octobre 1801
- Schauenbourg, Balthasar-Alexis-Henri-Antoine (1748-1831), général français 20, 95
- Schärer, Barthélemy-Louis-Joseph (1747-1804), général français 57
- Schiner, Hildebrand, médecin, électeur pour Sion en 1799, nommé SP de Sn par Pittier le 31/1 1802 (AV, Rz, 72/33/35) 166-168, 193, 241
- Schmid, Johann-Jacob (1765-1828), de Bâle, l'un des chefs du parti unitaire, membre du Gouvernement helv. 193, 202-203
- Schmidhalter, François-Antoine, receveur du district de B 61
- Schnydrig, Chrétien, A de Bûrchen et Unterbâch 238\*
- Schnydrig, Gaspard, élu JD de Sa en 1799 (?/11) 242
- Schröter, Pierre, A d'Eischoll 239-240
- Secrétan, Louis (1758-1839), d'Orny, membre du Grand Conseil helv. en 1800 107
- Seiler, Antoine, élu JD de B le 22/7 1798 235
- Seiler, Joseph, A de Hohtenn en 1798 239
- Sépius, Léopold de (1759-1832), de Mörel, major de Mörel en 1781 et 1789, gouverneur de Sm de 1781 à 1782 et de 1794 à 1795, capitaine du dizain de Mörel de 1781 à 1798, prisonnier à Chillon et à Berne du 11/6 au 2/7 1798 (Strickler, t. II, p. 285, n° 10), élu JC le 22/7 1798, prés. du Conseil de guerre des insurgés en 1799 (AV, Rz, 55/31), exclu du Tribunal cantonal pour avoir pris part à l'insurrection, grand-bailli en 1807, 1815, 1827 et 1831 88, 90, 234
- Serbelloni, ancien ministre de la Cisalpine 134
- Sierro, Jean, A d'Hérémence, SP prov. d'H en février 1802 166, 238
- Sierro, Vincent, élu JD d'H le 22/7 1798, électeur pour Vex en 1799 235, 241
- Sigristen, Valentin (Jacques-) († 1808), major et banneret de Conches, gouverneur de Sm en 1774-1775, dernier grand-bailli de la République des Sept Dizains de 1790 à 1798, membre et prés. du DE prov. de la République du Valais (AV, Rz, 74/11/3), élu membre du Sénat helv. le 2/5 1798, nommé électeur d'E le 19/7 1801 (AV, H 35, n° 6545), membre de la commission de constitution en août 1801, représentant à la diète helv. en septembre 1801, député à la diète valaisanne d'août 1802 14\*, 25, 50, 149-150, 152, 234, 244
- Silvestry, Jean, mun. de Mo sous Turreau 169
- Solioz, Antoine, élu JD de Se le 22/7 1798 235
- Solioz, Augustin, électeur pour Anniviers en 1799, élu JD de Se en 1799 (?/11) 241-242
- Solioz, Joseph, A de Grône 238
- Sous-préfets, v. dans l'*Index des noms de lieu* sous le nom de chaque district
- Souvarof, Alexandre (1729-1800), général russe, chef des troupes austro-russes en 1799 57
- Speckly, Martin, receveur de B 61
- Stapfer, Philippe-Albert (1766-1840), membre du Gouvernement helv. dont il est le ministre des Arts et des Sciences jusqu'en 1800, représentant du Gouvernement helv. à Paris en 1801-1802 51, 137\*, 146\*, 153-154, 188-189, 191, 194-198, 200-202, 223, 225
- Steffen, Augustin, prés. du comité central du district d'E, élu JD d'E le 23/7 1798, nommé greffier de ce tribunal le 24/8 1798 (AV, H 29, n° 164) 50, 237
- Steffen, Jean, A de Fiesch 239
- Steiner, Chrétien, A de Bratsch et Engerssch en 1798 239
- Stockalper, Gaspard-Emmanuel (1777-1850), fils aîné du suivant 175\*
- Stockalper, Gaspard-Eugène (1750-1826), élu membre de la CA le 5/5 1798, élu JCS le 22/7 1798, exclu de ce poste en raison de son attitude durant l'insurrection de 1799, exclu de la CA par le tirage au sort en 1799 (?/11), député de la CA avec Jean-Joseph Duc auprès des autorités helv. pour obtenir du Gouvernement une juste répartition des frais occasionnés par le passage des troupes françaises en Valais en 1801 (AV, Rz, 72/21), pour cette députation, cf. *ibidem*, 58/1/1 et 3, nouvelle députation à Berne du 13/

- 5 au 12/6 1802, député à la diète valaisanne du 26/8 1802 (v. Heinrich Rossi, *Kaspar Eugen Stockalper vom Thurm, 1750-1826*, Fribourg, 1942) 25, 32, 53, 81-83, 86, 89-90, 206-209, 211, 234-235, 243-244
- Strauch, Gottfried von, général autrichien 72
- Streicher, receveur général du Valais sous Turreau 161, 171, 179, 185-187
- Tabin, Mathias, de Vissoie, élu membre du Grand Conseil helv. le 3/5 1798, procureur pour Anniviers en 1802 25, 185\*, 234
- Taffiner, Jean-André, A d'Oberwald, Unterwasser et Obergesteln, s'enfuit en Italie au début de l'insurrection de 1799, sa démission de la place d'A est acceptée en 1799 (AV, H 30, n° 1791) 69-70, 239
- Taffiner, Jean-François, élu JCS le 22/7 1798, membre du Conseil de guerre durant l'insurrection de 1799 (Strickler, t. V, p. 431, n° 4b), électeur pour E le 19/7 1801, député à la diète valaisanne le 26/8 1802 89-90, 149\*, 235, 244
- Talleyrand-Périgord, Charles-Maurice de (1754-1838), ministre des Relations extérieures du Directoire, puis du Consulat et de l'Empire 15\*, 58, 92, 138-141, 146, 153-155, 158, 179, 188-192, 194-198, 200-202, 204\*, 211\*, 214\*, 216\*, 218, 224, 226-227
- Taugwalder, Etienne, A de Grächen 237
- Theiler, Antoine, nommé prés. de la municipalité de Sion le 18/5 1800 (AV, H 11, n° 215), destitué par Pittier le 13/2 1802 (AV, H 36, n° 6966), député à la diète valaisanne du 26/8 1802 244
- Theiler, Jacques, électeur pour B en 1798 (AV, Rz, 73/17/2), nommé SP de B le 8/8 1798 (AV, H 29, n° 67) 51, 62, 65, 67, 69-71, 80-81, 85-86, 143, 145\*, 158, 175, 228, 237
- Thenisch, Joseph-Michel (1764-1824), curé de Simplon (v. D. Imesch, *Ein Patriot im Talar*, dans BWG, t. 1, 1895, pp. 196-201) 40
- Thormann, Gottlieb (1754-1831), secrétaire d'Etat sous le landammann Reding 189, 191-192, 194-197, 199, 201-203
- Tissières, Jean-Maurice, élu JD de Ma en 1799 (?/11) 242
- Torrenté, Alphonse-Félix de, prés. de la municipalité de Sion, élu JCS en 1799 (?/11), nommé greffier du Tribunal cantonal le 13/11 1799 (AV, H 31, n° 3227), nommé accusateur public le 18/1 1801 (AV, H 34, n° 5900) 87, 121, 242
- Torrenté, Jean-Michel de, nommé A de Monthey le 17/8 1798 (AV, Rz, 74/9/16) 239
- Torrenté, Joseph-Marie de, notaire à Sion, nommé régisseur de cette commune le 16/4 1799 (AV, H 30, n° 1781)
- Torrenté, Philippe de (1762-1839), ancien colonel en Piémont, mun. de Sion, nommé AS le 24/7 1799 83\*
- Tousard d'Olbec, Anne-Louis-François (1757-1840), secrétaire général du DE prov. (AV, H 1, pap. 47), secrétaire du préfet national puis de la CA en 1801, nommé électeur pour Grône en 1801 (?/7) (AV, Rz, 74/9/35), nommé receveur général du Valais le 16/4 1801 (AV, H 35, n° 6208), destitué de cette fonction par Turreau le 23/1 1802 (Strickler, t. VII, p. 948, n° 23), en mission à Berne de février à juin 1802, député à la diète valaisanne du 26/8 1802 (v. L. Dupont Lachenal, *Un grand mariage à St-Maurice à la veille de la Révolution*, dans *Ann. Val.*, 1949, pp. 63-68) 33, 79, 142\*, 156-159, 191\*, 193-194, 198-202, 204-209, 211\*, 215, 244
- Tousard d'Olbec, Marguerite (née de Nuccé) (1761-1841), épouse du précédent 193
- Trombert, Barthélemy, syndic d'Illiez en 1796, membre du comité général du Bas-Valais (AV, Rz, 74/9/15), élu JD de Mo le 22/7 1798, destitué lors de l'affaire L. Robriquet le 26/4 1799, réhabilité en septembre, électeur pour Val d'Illiez en 1799, réélu JD de Mo en 1799 (?/11) (AV, H 31, n° 3211), électeur en 1801 (?/7) (AV, Rz, 74/9/33), prés. d'Illiez en 1803 puis de 1815 à 1831 91, 148, 236, 240
- Truffer, Jean-Pierre, A de Täsch, nommé greffier du tribunal du district de Sa le 22/5 1801 (AV, H 35, n° 6315), ne fonctionne pourtant pas comme tel (*ibidem*, n° 6400) 80, 237
- Truffer, Pierre-Joseph, élu JD de Sa le 22/7 1798, nommé prés. de ce tribunal le 16/8 1798 (AV, H 29, n° 107) 235
- Tschieder, Joseph-Antoine, élu JD de B le 22/7 1798 235
- Turcs, les 56
- Turin, Emmanuel, élu JD de Mo le 22/7 1798, destitué lors de l'affaire L. Robriquet le 26/4 1799, réhabilité en septembre, exclu de JD par le tirage au sort en 1799 (?/11) 91, 236, 242

- Turin, Claude, mun. de Muraz 147
- Turreau de Carambouville, baron de Linieres, Louis-Marie (1756-1816), général de division le 18/9 1793, nommé commandant de la division du Valais à la place de Xaintrailles le 29/6 1799, puis de la division de réserve le 17/11, nommé commandant par intérim de l'armée d'Helvétie et du Danube à la place de Masséna en attendant l'arrivée de Moreau le 29/11, passa à l'armée d'Italie à la fin décembre 1799, nommé commandant des troupes chargées de travailler à la route du Simplon le 7/9 1800, nommé commandant des troupes françaises en Valais le 26/10 1801 où du 18/8 1802 au 1/6 1803 il fit fonction de résident français pour concourir au rétablissement de l'indépendance du Valais et à l'installation de son gouvernement 50, 72-73, 100\*, 111\*, 113-114, 132, 136, 154-172, 174-188, 191-193, 195-200, 205\*, 207-208, 214-215, 217-219, 221\*, 223-224, 226, 230
- Ursulines, les, religieuses établies à Sion (v. J. E. Tamini et P. Déléze, *Nouvel Essai de Vallesia Christiana*, St-Maurice, 1940, pp. 359-360) 50
- Valet, officier français 163-164, 171, 173, 175, 184-185
- Vallotton, Pierre-Chrétien, A de Martigny, démissionne le 10/10 1799 (AV, H 31, n° 3018), électeur pour Ma en 1799, élu JCS en 1799 (?/11) 238, 240, 242
- Vanay, Jean-François, de Vionnaz, élu JD de Mo le 22/7 1798, exclu par le tirage au sort en 1799 (?/11), nommé AS prov. et secrétaire de la CA le 11/7 1799, élu officiellement en novembre 1799 83\*, 86, 91\*, 105, 116\*, 236, 242-243
- Vaudan, Etienne, élu JD de Sr le 22/7 1798, électeur pour Bagnes en 1801, député à la diète de 1802 (?/7) (AV, H 16, n° 61) 236, 244
- Veilande, Michel (1767-1845), officier français rattaché à l'armée d'Italie où il est nommé chef de bataillon le 16 frimaire VIII (7/12 1799) 179\*
- Venez, Eugène, élu JD de B le 22/7 1798 235
- Verninac-Saint-Maur, Raymond de (1762-1822), ministre plénipotentiaire français en Suisse du 7/9 1801 au 23/10 1802 153-155, 158, 176, 181, 184, 188, 190-197, 199-208, 211-218, 221, 223-224, 226-227
- Vidal, Henri, commissaire des guerres pour la division française cantonnée en Valais 117, 122-124, 128\*
- Voeffray, Maurice, de St-Maurice 162
- Vouilloz, Emmanuel, électeur pour Finhaut en 1801 (?/7) 149
- Vuigner, Jean, élu JD d'H le 22/7 1798, A de St-Martin dont il est l'électeur en 1799 235, 238, 241-242
- Vuilliamoz, Jean-François, A d'Isérables dont il est l'électeur en 1799 238, 240
- Vuilloud, Hyacinthe-Antoine, médecin, membre du comité central de la bannière de Mo, membre de l'Assemblée représentative du Valais (AV, Rz, 74/9/15), élu JD de Mo le 22/7 1798, destitué lors de l'affaire L. Robriquet le 26/4 1799, réhabilité en septembre et réélu en novembre 1799 9, 164, 236
- Walden, Adrien, élu JD de B le 22/7 1798 235
- Walker, Adrien, A de Mörel 238
- Walpen, Ignace, élu JD d'E le 23/7 1798 237
- Walter, François, régisseur à Sierre 184
- Wegener, Maurice, commis général du sel dans le Haut-Valais en 1796-1797 (AV, H 1, pap. 8), élu JD de B le 22/7 1798, prés. de ce tribunal dès le 16/8 1798 (AV, H 29, n° 107), nommé membre de la CA par Pittier le 10/2 1802 166, 235, 244
- Wellig, Antoine, A de Baltschieder et Gründen 238
- Werlen, Joseph 39
- Werlen, Pierre-Joseph, fils de Thadée, A d'Ulrichen et Geschinen 239
- Werra, Ferdinand, élu JD de L le 22/7 1798, exclu par le tirage au sort en 1799 (?/11) 92, 236
- Werra, Gabriel, élu JD de L en 1798, exclu d'office par le sort en 1799 (?/11) en vertu de la loi du 12/5 1798 92
- Werra, Ignace, élu JD de L le 22/7 1798 236
- Werra, Joseph, A de Salquenen 239-240
- Werra, Meinrad, secrétaire de J.-A. de Riedmatten du 27/11 1799 au 1/4 1800, nommé accusateur public le 25/11 1799, mais refuse ce poste 101\*, 103
- Wickham, William (1761-1840), ministre plénipotentiaire anglais auprès de la Confédération de 1795 à 1797, quitte alors le pays et y revient le 27/6 1799 pour travailler à restaurer l'ancien régime 222

- Wild, Franz-Samuel (1743-1802), de Berne, acquiert la nationalité vaudoise en 1798, directeur général des salines de Bex de 1798 à 1802, commissaire helv. en Valais en 1799 27\*, 55, 73\*, 75-78, 86, 108, 137, 231, 233\*
- Will, Louis, de Lausanne, fournisseur de vivres 114-116, 131
- Willa, Antoine, élu JD de L le 22/7 1798, prés. de ce tribunal dès le 16/8 1798 (AV, H 29, n° 107), électeur en 1801 (?/7) (AV, Rz, 74/9/33) 91, 236, 239
- Willa, Jean, dit le capitaine, de Loèche, député au « pèlerinage de Berne » le 27/2 1802 (Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, p. 117), mis sous surveillance par Turreau le 21/3 et libéré le 6/4 1802 168
- Wittenbach, Johann, membre du Sénat helv., fédéraliste 154, 203
- Wolff, Alexis, régisseur à Sion (AV, H 35, n° 6595) 167\*
- Wyss, David von (1763-1839), membre du Sénat helv. (?/10 1801-?/4 1802), fut un des chefs du parti fédéraliste 203
- Wyss, Jean-Joseph († 1799), élu JD de Sa le 22/7 1798, nommé greffier de ce tribunal le 24/8 1798 (AV, H 29, n° 162) 235, 242
- Wyssen, Gaspard, A de Naters 238
- Xaintrailles, Charles-Antoine-Dominique, comte de Lauthier (1763-1833), nommé commandant de la 1<sup>re</sup> division de l'aile gauche de l'armée du Danube et d'Helvétie le 30/4 1799, occupa le Valais à la fin mai, traduit en conseil de guerre à la suite d'une accusation d'exactions dans le Valais le 25/6, remplacé par Turreau le 29/6 1799, acquitté par le conseil de guerre le 28/4 1801 72-74, 99-100, 136
- Zbrun, Joseph, A de Tourtemagne 239-240
- Zellweger, Jakob, de Teufen, membre du Sénat helv. en 1801, fédéraliste 203
- Zeltner, Pierre-Joseph, ambassadeur helv. à Paris dès le 27/4 1798 (Strickler, t. I, p. 679, n° 5) 58, 134-135
- Zenklusen, Simon, député au « pèlerinage de Berne » le 27/2 1802 (Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, p. 116), mis sous surveillance par Turreau le 21/3 et libéré le 6/4 1802 168
- Zen-Ruffinen, Alexis, élu JD de L le 22/7 1798 236
- Zimmermann, Joseph, A de Visperterminen 38-39, 237
- Zumoffen, François-Joseph, SP de Mo sous Turreau puis également de Sm dès le mois de mars 1802, démissionne le 20/4 1802 166-167, 169, 172-173
- Zurbriggen, François, élu JCS le 22/7 1798, capitaine des insurgés en 1799 (AV, H 31, n° 2423), réélu JCS en 1799 (?/11) 87, 89, 235, 242
- Zurbriggen, Jean-Pierre, A de Saas 237
- Zurbriggen, Maurice, élu JTS le 4/5 1798, réélu à ce poste le 1/8 1800 (Strickler, t. V, p. 1489), prend part aux négociations relatives au Valais, à Berne, de février à juin 1802 25, 199, 205-207, 209, 215, 234, 244
- Zuricois, les 65
- Zurkirchen, ancien familial d'Etat 39

# Table des matières

Avant-propos . . . . .	1
Sources et bibliographie . . . . .	5
Abréviations . . . . .	9

## INTRODUCTION

LA REPUBLIQUE RHODANIQUE . . . . .	11
------------------------------------	----

*La situation* : Proclamation de l'indépendance du Bas-Valais 11. — Les partisans d'une république isolée : Mangourit, Brune 11. — Les partisans de l'unitarisme : Ochs, Laharpe 12. — Les vues du Directoire français 12.

*Les faits* : Brune lance son règlement pour l'organisation de la République rhodanique 14. — Réunion de l'Assemblée représentative provisoire du Valais 14. — Le règlement lancé par Brune est connu du Directoire français 14.

*Les conséquences* : Brune fait savoir aux Valaisans de se rendre à Aarau et non pas à Lausanne 14. — Le mécontentement que cause cette décision : a) celui de Brune 14 ; b) celui du Directoire exécutif provisoire 14 ; c) celui de l'Assemblée représentative provisoire 15 ; d) celui de Mangourit 15. — Le Directoire exécutif provisoire décide d'envoyer une députation à Brune et à Mangourit afin de conserver l'indépendance au Valais (22 mars 1798) 15.

## PREMIERE PARTIE

### L'ETABLISSEMENT DU REGIME HELVETIQUE

CHAPITRE PREMIER : <i>Les prodromes de l'installation du régime nouveau</i> . . . . .	16
---	----

*La situation* : Le Valais, mécontent des projets unitaires du Directoire exécutif français, envoie une députation à Berne auprès de Mangourit et de Brune (24-26 mars 1798) 16.

*Les faits* : 30 mars, loi qui charge le Directoire exécutif provisoire de convoquer les assemblées de communes pour voter sur le projet de consti-

tution helvétique 17. — Réunion des assemblées de communes et acceptation de la constitution (4-10 avril) 19. — Réunion des assemblées primaires (20 avril) 23. — Réunion du corps électoral à Sion : a) partielle (26 avril) 23 ; b) proclamation de Mangourit au dizain de Rarogne (27 avril) 23 ; c) totale (1<sup>er</sup> mai) 23. — L'assemblée électorale, première session : a) règlement pour l'assemblée électorale 23 ; b) nominations faites (2-5 mai) 25 ; c) ajournement du corps électoral 26.

## CHAPITRE II : *L'installation du régime helvétique* . . . . . 27

*La situation* : La première insurrection du Haut-Valais 27.

*Les faits* : La seconde session du corps électoral (16 juillet 1798) : a) les désirs de Mangourit 29 ; b) les vues du Directoire helvétique 30 ; c) l'activité de la Chambre administrative du Valais 32 ; l'ouverture de l'assemblée électorale 32.

## CHAPITRE III : *La prestation du serment civique* . . . . . 34

*Les textes législatifs* : L'art. 24 de la constitution, la loi du 12 juillet 1798 et les décrets des 20 et 23 juillet 1798 34.

*Les faits* : Conséquences de la publication de la loi du 12 juillet en Valais 35. — La prestation du serment, le 23 août : a) le serment est prêté dans la plupart des communes 36 ; b) l'opposition dans quelques communes 38. — L'arrêté du 3 septembre et la loi du 19 septembre sur le serment civique des retardataires 39. — La prestation du serment civique, le 21 octobre 40.

# DEUXIEME PARTIE

## LES AUTORITES CONSTITUTIONNELLES

### CHAPITRE PREMIER : *Les textes législatifs* . . . . . 42

I. *Les autorités exécutives* : Le préfet national 42. — Les sous-préfets et les agents 44.

II. *Les autorités administratives* : La Chambre administrative 44. — Les municipalités et les chambres de régie 45.

III. *Les autorités judiciaires* : Le tribunal cantonal 48. — Les tribunaux de district 49.

### CHAPITRE II : *L'établissement des autorités* . . . . . 50

I. *Les autorités exécutives* : Les sous-préfets 50. — Les agents 51.

II. *Les autorités administratives* : La Chambre administrative 52. — Les municipalités 53.

III. *Les autorités judiciaires* : Le tribunal cantonal, les tribunaux de district et les juges de paix 54.

## TROISIEME PARTIE

### LA DISLOCATION DU REGIME HELVETIQUE

#### CHAPITRE PREMIER : *La situation du Valais en 1799* . . . . . 55

I. *La politique européenne* : La politique française 55. — La politique des alliés : Angleterre, Autriche et Russie 56. — La mise en branle de la coalition 57.

II. *La politique helvétique* : La levée des contingents auxiliaires 57. — L'organisation de la milice helvétique 58. — La levée des impôts 58.

III. *L'application, en Valais, des lois relatives aux impôts et à l'organisation militaire, et leurs conséquences* :

1) *L'établissement des impôts* : La publication des lois des 17 et 22 octobre 1798 60. — La perception des impôts 62.

2) *L'organisation militaire* : L'organisation de l'élite 64. — L'organisation de la milice sédentaire 65.

3) *L'insurrection de 1799* : 71.

4) *La détresse matérielle du Valais après l'insurrection* : Pauvreté du Haut-Valais 73. — L'aide apportée aux enfants du Haut-Valais 74.

5) *Les possibilités de développement de l'économie valaisanne* : L'instruction à apporter au peuple 76. — La création des voies de communications 77. — L'endiguement du Rhône 78.

6) *La situation politique et le rétablissement des autorités* : Les autorités exécutives 79. — Les autorités administratives 81. — Les autorités judiciaires 86.

IV. *Conclusion* : L'opposition au régime représentatif 92.

#### CHAPITRE II : *Les réquisitions militaires* . . . . . 94

I. *Historique des réquisitions* :

1) *Les réquisitions de 1798* : Les besoins des troupes 94. — L'aide du Directoire helvétique 95. — Le remboursement des frais de guerre 96. — Le mécontentement de la Chambre administrative du Valais 97.

2) *Les réquisitions de 1799 à 1801* : L'envoi d'un commissaire helvétique en Valais 98. — L'attitude du général Xaintrailles et ses conséquences 99. — L'attitude du général Turreau 100. — La création d'un commissaire du canton du Valais 100. — La démission collective des administrateurs valaisans : a) l'arrêt du 12 mai 1800 103 ; b) les circonstances qui l'ont provoqué 105 ; c) l'attitude des autorités helvétiques et du préfet de Rivaz 108 ; d) la Chambre reprend ses fonctions 110. — Les nouvelles demandes d'aide au gouvernement central 111. — L'arrivée de Turreau, le 23 novembre 1801 114.



II. *Les réquisitions de fourrage* : La compagnie Will et Panchaud : a) les difficultés qu'elle rencontre 114 ; b) les réquisitions locales 117. — La réquisition du 11 décembre 1799 : a) le contenu de l'arrêté 117 ; b) le mécontentement qu'il soulève 119. — Les réquisitions du mois d'avril 1800 122.

III. *Les réquisitions de viande* : L'absence d'entreprise de fournitures de viande 122. — La réquisition du 23 octobre 1799 123. — La réquisition du 23 janvier 1800 124. — Les besoins des troupes du général Mainoni 125.

IV. *Les réquisitions des moyens de transport* : L'absence d'organisation d'un service des transports 125. — La création d'un commissaire du canton du Valais : a) les premières dispositions du commissaire 126 ; b) l'établissement des parcs de transport 127 ; c) les modifications apportées par la Chambre administrative 128 ; d) les nouvelles dispositions apportées par le commissaire 129. — Remarques sur le service des transports 129.

V. *Conclusion* : Rappel succinct des événements 130. — La situation du Valais au départ des troupes françaises 131.

### CHAPITRE III : *La demande française de la rive gauche du Rhône* . . . 132

I. *Le Valais dans la politique française jusqu'au traité de Lunéville* : Les visées de Bonaparte sur le Valais 132. — L'intervention française en Suisse 133. — Le traité d'alliance et la route à travers le Valais 134. — L'attitude de la population valaisanne 136. — Le traité de Lunéville et le Valais 138.

#### II. *La demande de la rive gauche du Rhône* :

1) *La rive gauche du Rhône, objet d'échange contre le Fricktal* : Les négociations franco-suissees 138. — L'attitude des autorités valaisannes 141. — L'attitude des communes valaisannes 145.

2) *La cession du Valais, condition du retour au fédéralisme* : Les positions helvétique et française à l'égard du Valais 146. — Le projet de constitution de la Malmaison : a) l'attitude de Ch.-E. de Rivaz 146 ; b) l'attitude de la population valaisanne 147 ; c) les assemblées électorales dans les districts 148 ; d) la diète cantonale du Valais 150. — La diète helvétique, à Berne 152. — Le mécontentement de la France et les conséquences qui en résultent 153.

### CHAPITRE IV : *De l'organisation du général Turreau* . . . 156

#### I. *Les événements* :

1) *L'époque des destitutions illégales* : L'arrivée de Turreau en Valais 157. — La réquisition du 6 décembre 1801 157. — Les destitutions 158. — Le « pèlerinage de Berne » 159.

2) *L'époque des réquisitions et des adresses* : Les réquisitions des 4 germinal, 29 germinal, 25 prairial et 10 thermidor (25 mars, 19 avril, 14 juin et 29 juillet 1802) 160. — L'opposition des patriotes valaisans 162. — Le Valais devient République indépendante 162.

II. *L'attitude des autorités constitutionnelles* : La publication de l'arrêté du 25 décembre 1801 163. — La destitution du préfet national (23 janvier 1802) 165. — La destitution de la Chambre administrative et de certaines autorités subalternes 166. — Les vexations de Turreau 168.

III. *Les autorités d'organisation militaire* 172.

IV. *Les variations de l'esprit public* : L'arrivée de Turreau et ses répercussions 174. — Les destitutions et la division de l'esprit public qui en résulte 177. — Le Valais devient République indépendante 186.

## CHAPITRE V : *La marche vers la République indépendante* . . . 188

I. *La demande française de la rive gauche du Rhône* : Les propositions de Reding (20 décembre 1801) 188. — Les prétentions de la France 189. — Les préliminaires aux négociations : a) le rôle de Verninac 191 ; b) l'activité des autorités valaisannes et le « pèlerinage de Berne » 192. — Les négociations (4 mars 1802) : a) les exigences helvétiques 195 ; b) la réaction française : rupture et désir d'un Valais indépendant 197.

II. *Le Valais déclaré Etat indépendant* : Les protestations helvétiques : a) celle de Stapfer 197 ; b) celle du Sénat helvétique 198. — L'activité des représentants valaisans 198. — L'activité de Verninac 199. — La désunion des partis fédéraliste et unitaire 202. — Le coup d'Etat unitaire (17 avril 1802) 203.

III. *Les négociations sous le régime républicain* : La reprise des négociations 203 : a) les instructions de la députation valaisanne 205 ; b) la position du gouvernement helvétique 206 — Les négociations : a) les articles politiques rédigés par les Valaisans 208 ; b) le projet de la constitution valaisanne 211. — Les lenteurs causées par le gouvernement helvétique 216. — L'établissement du Valais en République indépendante 218.

## CONCLUSION . . . 220

## APPENDICES . . . 234

I. Liste des fonctionnaires publics élus par le corps électoral du canton du Valais dans ses deux sessions de mai et de juillet 1798 . . . 234

II. Liste des sous-préfets et des agents nommés par le préfet de Rivaz en 1798 . . . 237

III. Liste des électeurs pour l'assemblée électorale de 1799 . . 240

IV. Liste des nominations faites par l'assemblée électorale du mois de novembre 1799 . . . 241

V. Liste des députés à la diète valaisanne du 26 août 1802 . 243

VI. Table chronologique (1798-1802) . . . 245

Index des noms de lieu . . . 251

Index des noms de personne . . . 257

Table des matières . . . 277